Arquitecturas de las Transferencias
Arte, política y tecnología

Ingrid Wildi Merino

Arquitecturas de las Transferencias Arte, Política y Tecnología

1800 1900 2000 2013

Première révolution industrielle
1750-1850

Néoclasiscisme
1750-1830

Guerre du Pacifique (Guerre du Salpêtre)
Chili, Pérou, Bolivie
1879-1884

Seconde révolution industrielle
1820-1870

Siècle des lumières
Sciences et savants à l'âge des Lumières
1670-1820

L'Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers est une encyclopédie française, éditée de 1751 à 1772 sous la direction de Diderot et D'Alembert.

Révolution française
le 5 mai 1789, et le coup d'État du 18 février de Napoléon Bonaparte,
le 9 novembre 1799

James Thomas Huberstone

Première guerre mondiale
1914-1918

Seconde guerre mondiale
1939-1945

Troisième révolution industrielle
(Révolution informatique)
1950-2013

Le massacre de l'Ecole Santa Maria
21 décembre 1907

Nacionalisation du cuivre au Chili
1971-2013

Coup d'état par Augusto Pinochet
11 septembre 1973

Henris Kissinger Prix Nobel
1973

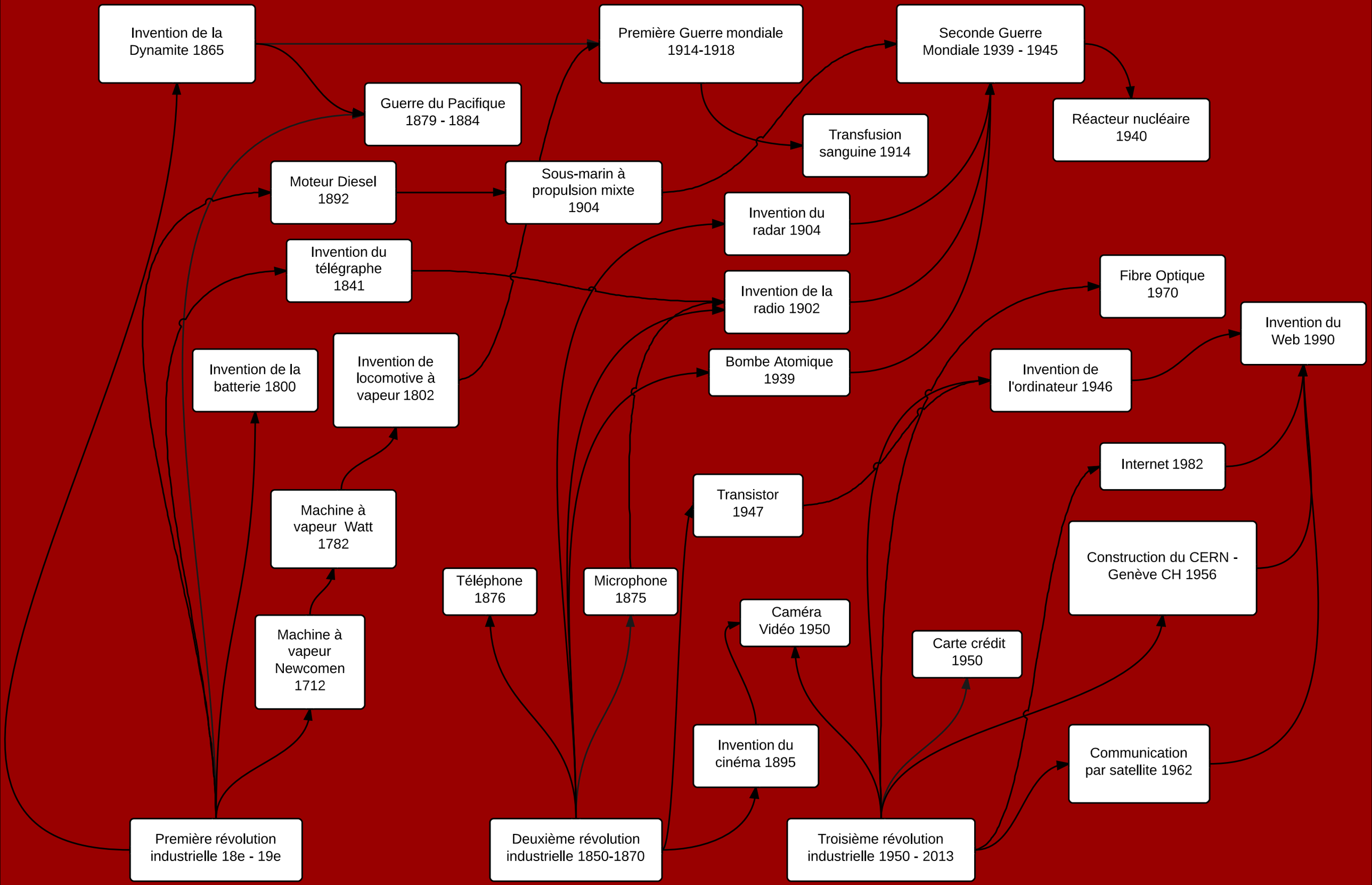
Milton Friedman visite Augusto Pinochet au Chili
1975

Milton Friedman Prix Nobel
1976

Google 1998-2013

Broken Hill Proprietary Company (BHP)
1895-2013

Arquitecturas de las Transferencias Arte, Política y Tecnología



James Thomas Huberstone

(8 Juillet, 1850 - 12 Juin 1939) Il était un ingénieur chimiste anglais qui est venu en Amérique du Sud (Chili - Pérou) en 1875 pour travailler dans la société de salpêtre de Tarapaca, au Pérou (aujourd'hui territoire du Chili). Il introduisit un système appelé «Schanks» et d'autres innovations à l'industrie.

Système Schanks:

Processus complet d'élaboration du salpêtre- extraction, pressage, lixiviation, cristallisation, mise en sacs et embarquement, depuis l'extraction du minerai jusqu'à son acheminement en train pour être exporté dans le monde entier.

Production industrielle de la dynamite

Au cours du XIXe siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale, le nitrate de potassium (Salpêtre) a été produit à une échelle industrielle, d'abord en 1905 par le procédé Birkeland-Eyde. Ce procédé utilise des arcs électriques dans l'air pour produire du monoxyde d'azote. Celui-ci réagit avec l'oxygène puis l'eau pour donner l'acide nitrique. Plus tard il fut remplacé par le procédé Ostwald plus efficace qui produit le monoxyde d'azote par oxydation sur platine de l'ammoniac produit par le procédé Haber. Ce dernier est apparu à l'échelle industrielle un peu avant la Première Guerre mondiale et a permis à l'Allemagne d'acquérir ces nitrates vitaux pour la guerre, retardant sans doute sa fin : les dépôts de nitrate naturel se trouvant au Chili alors aux mains des Britanniques (Huberstone). Au XXI ème siècle, pratiquement tous les nitrates sont produits avec de l'ammoniac obtenu grâce au procédé Haber.

Le cuivre

Le cuivre est un élément chimique de symbole Cu et de numéro atomique 29. Naturellement présent dans la croûte terrestre, il est essentiel au développement de toute forme de vie. Avec l'or, le cuivre pur est le seul métal coloré; il présente sur ses surfaces fraîches une teinte rose saumon. Il est aussi appelé le « métal rouge ». Le cuivre est un métal ductile possédant des conductivités électrique et thermique particulièrement élevées qui lui confèrent des usages variés. Il intervient également comme matériau de construction et entre dans la composition de nombreux alliages.

L’exploitation du cuivre

Le cuivre fut, avec l'or, le premier métal utilisé par l'Homme, qui l'a trouvé sous une forme native, souvent dans des régions accidentées naturellement, d'où la multiplication des petites mines, desquelles quelques grands sites se dégagent dès la fin du Moyen Âge, en Suède, au Tyrol, en Saxe et en Hongrie.

Très utilisé pour sa transformation facile, le métal va peu à peu subir la concurrence du fer, avant d'être réhabilité par le développement au début du XX ème siècle de l'électricité et du téléphone, contraignant les industriels à rechercher des gisements au Chili, en Zambie, en République démocratique du Congo puis en Indonésie, pour faire face à l'étroit contrôle des mines américaines du Montana.





Arquitecturas de las Transferencias Arte, Política y Tecnología

Nord du Chili, exploitation de cuivre

Le Chili, géant du cuivre dès les années 1920. La mine de Chuquicamata était exploitée par des mineurs artisanaux avant «la guerre du Pacifique» de 1875 avec la Bolivie, qui voit le Chili annexer une partie du Pérou et cette région du désert d'Atacama, mais sans la développer. Débute alors la « fièvre de l'or rouge » (La Fiebre del Oro Rojo), qui voit Chuquicamata se couvrir de petites mines, dans une espèce de camp désorganisé. La capture de Calama lors de la guerre civile de 1891, qui entraîne la confiscation des mines appartenant aux loyalistes, complique les droits de propriétés. Les villes-champignon de Punta de Rieles, Placilla de Banco Drummond, sont gangrénées par le jeu, l'alcool et la prostitution, ce qui obligera l'armée à intervenir en 1918. Parallèlement, Georges de la Bouglise fonde en 1899 la Société des mines de cuivre de Catemu, au capital de 5.000.000, francs, qui a son siège social à Bruxelles et des bureaux à Paris. Elle acquiert dès sa création la mine de cuivre d'El Soldado, dans la province d'Aconcagua, au nord de Santiago du Chili, et reconstruit le port de Valparaíso après le séisme de 1906. Elle a produit environ 16 000 tonnes de cuivre en 1903 puis 40 000 tonnes en 1908. L'ingénieur américain William Bradley, qui a développé une nouvelle méthode pour exploiter des minerais à faible teneur rencontre en 1910 l'industriel Albert C. Burrage, qui a envoyé des ingénieurs à Chuquicamata. En avril 1911, ils commencent à racheter les nombreuses mines concurrentes opérant sur le site, en s'associant avec l'anglais Duncan Fox y Cia. Les frères Guggenheim apportent des capitaux après avoir estimé les réserves à 690 millions de tonnes.



Nord du Chili, exploitation de cuivre

Grâce au procédé de l'ingénieur Elias Anton Cappelen Smith, ils créent la Chile Exploration Company (Chilex) en janvier 1912 et rachètent pour 25 millions de dollars la part d'Albert C. Burrage. Des machines à vapeur sont acheminées par le canal de Panama, un port et une usine sont bâtis à Tocopilla, à 90 miles à l'ouest, puis un aqueduc pour acheminer l'eau des Andes. La production a démarré le 18 mai 1915 et passe de 4,345 tonnes la première année à 135,890 tonnes en 1929, avant la Grande dépression. À la fin des années 1950, les trois premières mines de cuivre du Chili sont Chuquicamata, El Salvador, et El Teniente, les deux premières appartenant à l'Anaconda Copper company, qui rachète Chuquicamata en 1922. La loi chilienne de 1955 créé un bureau du cuivre, sous le président Carlos Ibáñez del Campo, transformé le 25 janvier 1966 en Copper Corporation of Chile (Codelco) sous le président Eduardo Frei Montalva. Le 11 juillet 1971, le président Salvador Allende nationalise les mines. L'Anaconda Copper reçoit une compensation de 250 millions de dollars du gouvernement militaire chilien en 1973, tandis que le 1er avril 1976, un décret du général Augusto Pinochet en définit le statut, avec 10 % des bénéfices alloués de droit chaque année à l'administration militaire. En 1973, la « simple valeur des exploitations et des installations nord-américaines pour l'extraction du cuivre chilien, dépassait selon les estimations celle de n'importe quel bien américain nationalisé de par le Monde au cours des dix dernières années », affirme alors l'écrivain et poète chilien Armando Uribe. Une étude de la banque américaine Goldman Sachs de janvier 2006 a estimé la valeur de la Codelco dans une fourchette de 24,5 à 27,5 milliards de dollars.



Arquitecturas de las Transferencias Arte, Política y Tecnología

L'Illuminisme / Illustration

c'est

Mouvement intellectuel et scientifique du XVIII ème sciècle qui prétend illustrer la société par les moyens de la diffusion et de la technique, des arts et de la pensée.

Principaux pays de l'illustration

France

Est encadré par des préoccupations sur des problèmes sociaux et politiques.

Mettant en évidence des idées:

La recherche pour le bien

Réformes qui portent le pouvoir

Révolution Française

Selon le roi Louis XIV, ce système peut être défini.

«Tout pour le peuple, sans le

Angleterr

C'est le résultat de la combinaison de l'empirisme de Locke et Berkley et le système scientifique de Newton.

Pendant le XVIII ème sciècle

Le système parlementaire se consolide

Le roi reigne, mais ne gouverne pas.

Séparation des pouvoirs

Législati

Exécutif

Judiciair

Allemagn

L'Allemagne a rejoint un peu plus tard la France et L'Angleterre.

Il se concentre principalement sur l'analyse du fondement et le champ de l'application de la raison.

Ils adaptent le système politique du despotisme illustré.

Arquitecturas de las Transferencias Arte, Política y Tecnología

XVIII ème SIÈCLE, SIÈCLE DE LA RAISON

Se caractérise par

- L'APPARITION DE NOUVELLES IDÉES: L'ILLUSTRACION
  - C'est croire pleinement en:
    - LA RAISON ET LA SCIENCE POUR AMÉLIORER LA SOCIÉTÉ
      - Se base sur:
        - LA PENSÉE DES ILLUSTRÉS / LA PENSÉE DES LUMIÈRES
          - -Montesquieu
          - -Rousseau
          - -Voltaire
- DESPOTISME ILLUSTRÉ
  - Ce sont deux caractéristiques fondamentales de:
    - L'ANCIEN RÉGIME
- UNE SOCIÉTÉ HIÉRARCHIQUE ET INÉGALITAIRE
- L'HÉGÉMONIE FRANÇAISE EN EUROPE
  - CULTURE
    - Le français est la langue des érudits en Europe
  - POLITIQU
    - Se reflète en:
      - LA VICTOIRE FRANÇAISE DANS LA GUERRE DE SUCCESSION (1701-1713)
        - La guerre de Succession d'Espagne est un conflit qui a opposé plusieurs puissances européennes de 1701 à 1714, dont l'enjeu était la succession au trône d'Espagne et, à travers lui, la domination en Europe. Dernière grande guerre de Louis XIV, elle permit à la France d'installer un monarque français à Madrid : Philippe V, mais avec un pouvoir réduit, et le renoncement, pour lui et pour sa descendance, au trône de France, même dans le cas où les autres princes du sang français disparaîtraient.
        - FELIPE V DE BORBÓN, ROI D'ESPAGNE, Philippe de France est titré duc d'Anjou. Il succède à son grand-oncle Charles II, dernier roi d'Espagne de la dynastie des Habsbourg, et il devient lui-même roi d'Espagne, premier de la dynastie des Bourbon : il prend alors le nom de Felipe de Borbón. Son règne, de 45 ans et 21 jours, est le plus long de la monarchie espagnole.
- UNE LÉGÈRE RÉCUPÉRATION EN ESPAGNE
  - Se base sur:
    - -L'ENTRETIEN DES COLONIES AMÉRICAINES
    - -LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE
    - -LES RÉFORMES DES MONARQUES ILLUSTRÉS
    - -RE-POPULATIONS
    - -SUPPRESSION DES PRIVILÈGES
    - -CONFISCATION

Arquitecturas de las Transferencias Arte, Política y Tecnología

L'ILLUMINISME / L'ILLUSTRACION

- A eu comme
  - Plus grands représentants
    - Rousseau
    - Voltair
    - Montesqui
- A exalté la
  - Raison
    - Comme
      - CAPACITÉS HUMAINES
        - Pour
          - ÉTUDIER
            - La
              - NATURE
                - Et obtenir
                  - Bonheur
        - Pour
          - TRANSFORM
            - La
              - NATURE
- A un impact sur
  - L'économi
    - A développé
      - Le liberalisme
      - L'économie politiqu
  - La politique
    - A donné à voir
      - Critique aux Institutions
      - Despotisme

Arquitecturas de las Transferencias Arte, Política y Tecnología

Obtenir le pouvoir de Dieu

Le droit divin

Roi ou monarque

Rendre compte des actions de Dieu

Bonnes relations avec l'Église

MONARCHIE ABSOLUE

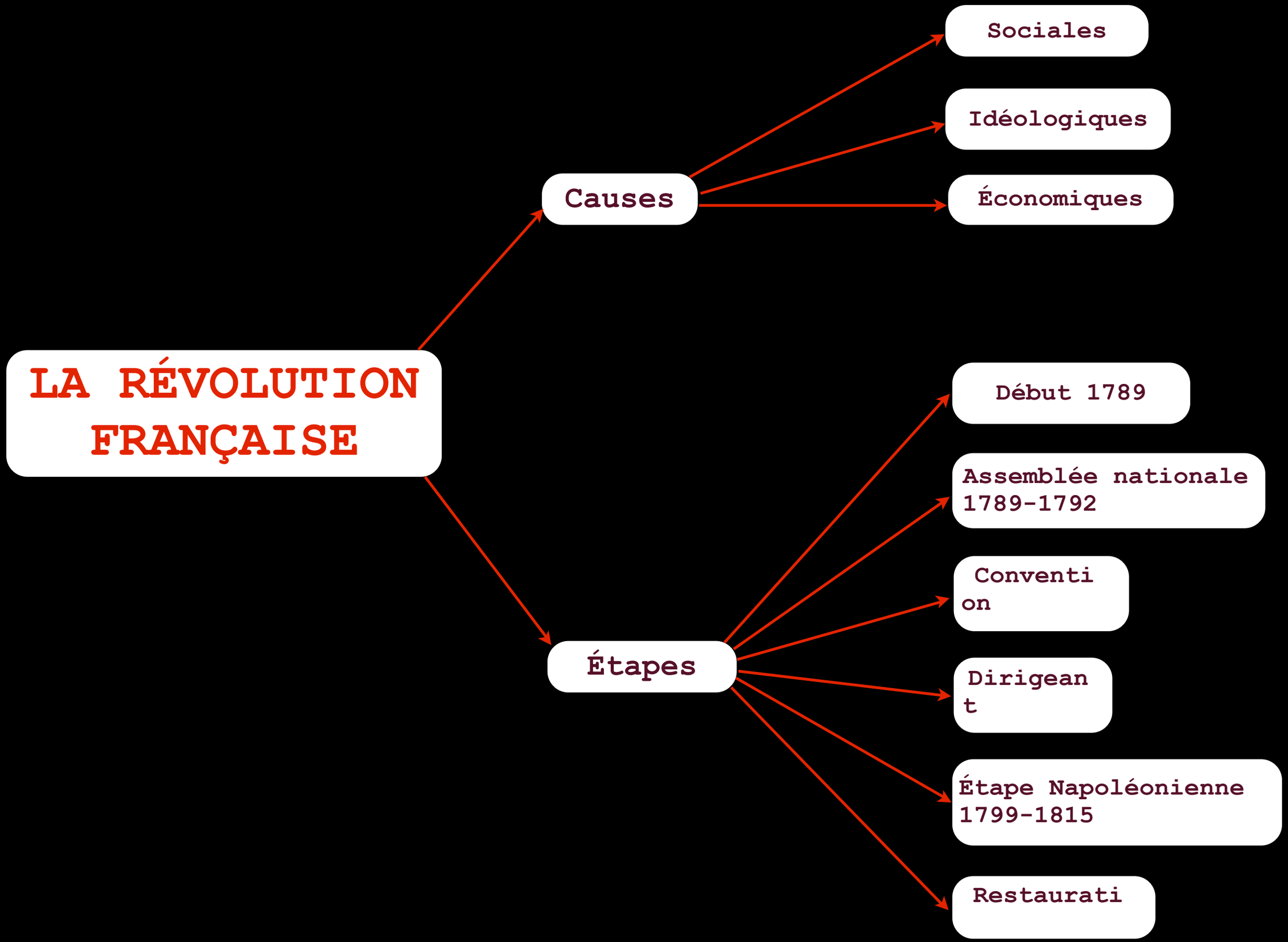
Les gens n'ont pas de droits ni de

Pouvoir héréditaire et à vie

Il a tous les pouvoirs;

-Législatif
-Exécutif
-Judiciaire
-Religieuse
-Militaire

Arquitecturas de las Transferencias Arte, Política y Tecnología



Arquitecturas de las Transferencias Arte, Política y Tecnología

LES GRANDES DATES DES INVENTIONS

DATES	VIE QUOTIDIENNE	TECHNOLOGIES	VOYAGES ET EXPLORATIONS
1712		MACHINE À VAPEUR DE NEWCOMEN	
1714	THERMOMÈTRE À MERCURE		
1731			OCTANT
1733		NAVETTE VOLANTE POUR LES MÉTIERS À TISSER	
1752			
1757	PARATONNERRE		SEXTANT
1782		MACHINE À VAPEUR DE WATT	
1783			BALLON À AIR CHAUD (MONGOLFIÈRE)
1790			HÉLICE
1792		MACHINE À ÉGRENER LE COTON	
1796	VACCIN		
XIXe			
1800		PILE	
1802			LOCOMOTIVE À VAPEUR
1805		MÉTIER À TISSER JACQUARD	
1827	ALLUMETTES		
1834		MOISSONNEUSE	
1839			BICYCLETTES À PÉDALES
1840			BATEAUX EN FER
1865		DYNAMITE	
1846	ANESTHÉSIQUES		
1851	APPAREIL PHOTO À PLAQUE		
1876		TÉLÉPHONE	
1877		PHONOGRAPHE	
1878		MICROPHONE	
1880	AMPOULE ÉLECTRIQUE		
1884		GÉNÉRATEUR DE TURBINE À VAPEUR	
1885			BICYCLETTE / AUTOMOBILE
1892		MOTEUR DIESEL	
1894	RADIO		

Arquitecturas de las Transferencias Arte, Política y Tecnología

LES GRANDES DATES DES INVENTIONS

DATES	VIE QUOTIDIENNE	TECHNOLOGIES	VOYAGES ET EXPLORATIONS
1895	CINÉMA		
1899		MOTEUR ÉLECTRIQUE COMPACT	
1903			VOL DU *FLYER* DE WRIGHT
1906		TUBE ÉLECTRONIQUE	
1907	MACHINE À LAVER LE LINGE		
1913	RÉFRIGÉRATEUR ÉLECTRIQUE	CHAÎNE DE MONTAGE	
1914	FERMETURE À GLISSIÈRE		
	FEUX DE CIRCULATION		
			TÉLÉPHÉRIQUE
1915	VERRE THERMORÉSISTANT		
1916		CHAR DE COMBAT	
	ESSUIE-GLACE		
1918	RÉFRIGÉRATEUR		
1921			AUTOROUTE
1926	TÉLÉVISION		
1927	CAOUTCHOUC SYNTHÉTIQUE		
1928	ANTIBIOTIQUE		
1938	STYLO À BILLE		
1939		DICHLORODIPHÉNYLTRICHLOROÉTHANE DDT	
	CONGÉLATEUR		
1941		TURBORÉACTEUR	
	AÉROSOL		
1942		RÉACTEUR NUCLÉAIRE	
		MISSILE GUIDÉ	
			ÉQUIPEMENT DE PLONGÉE
1943		CIRCUIT IMPRIMÉ	
1945		BOMBE NUCLÉAIRE	
	LENTILLES DE CONTACT		
		REIN ARTIFICIEL - MACHINE DE DIALYSE	
1946	FOUR À MICRO-ONDE / ORDINATEUR		

Arquitecturas de las Transferencias Arte, Política y Tecnología

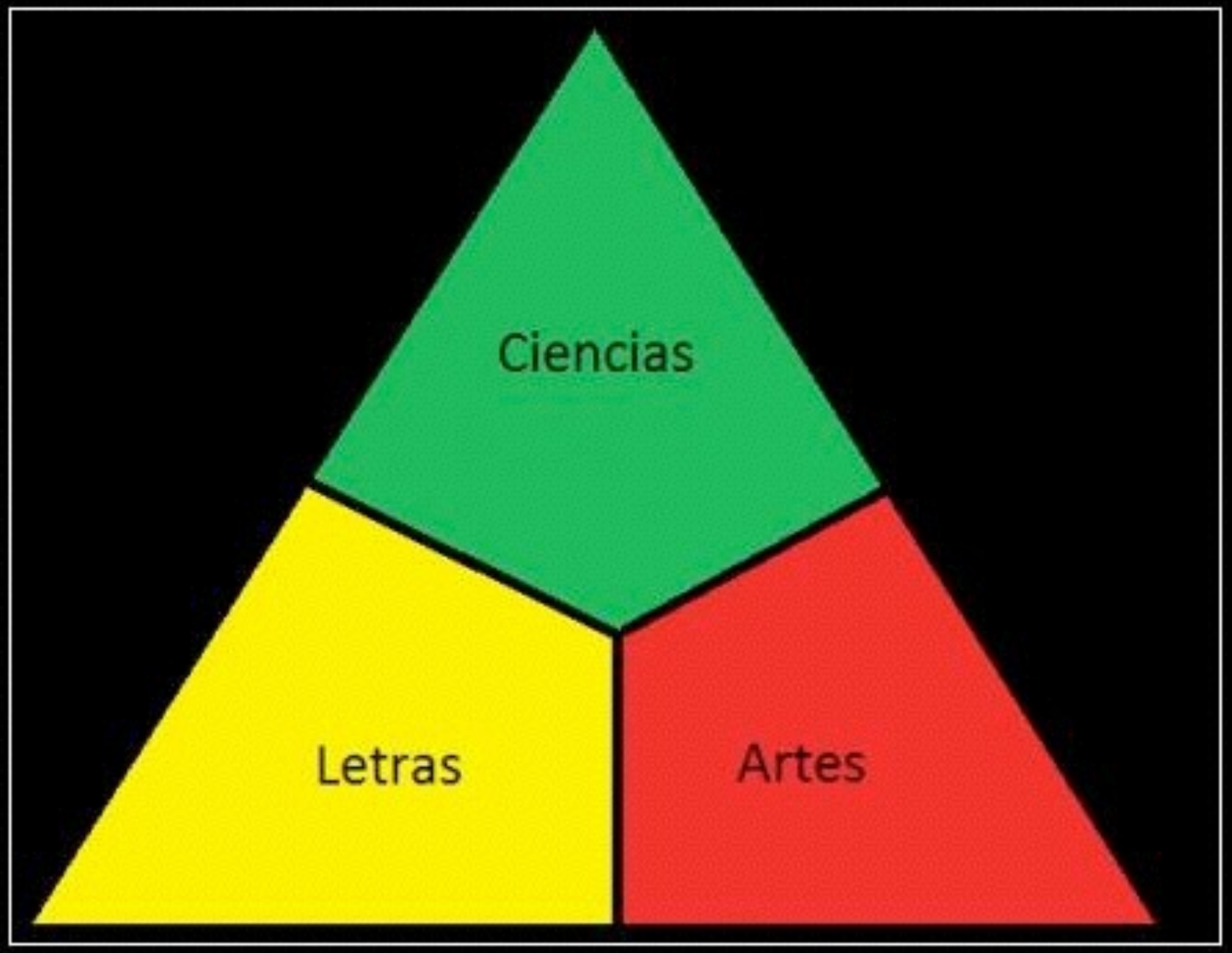
LES GRANDES DATES DES INVENTIONS

DATES	VIE QUOTIDIENNE	TECHNOLOGIES	VOYAGES ET EXPLORATIONS
1947		TRANSISTOR	
1950	CARTE DE CRÉDIT		
1954	PILULE CONTRACEPTIVE		
1955	FER À VAPEUR		
1956	MAGNÉTOSCOPE		
		CENTRALE NUCLÉAIRE	
	CAMÉRA VIDÉO		
1957			SATELLITE SPACIAL
1962		ROBOT INDUSTRIEL	
1963	MAGNÉTOPHONE À CASSETTE		
1971	ROBOT DE CUISINE/MONTRE À AFFICHAGE NUMÉRIQUE		
1972	JEUX VIDÉO INDIVIDUELS		
1974		CODES BARRES	
1978	ORDINATEUR INDIVIDUEL		
1981			NAVETTE SPACIALE
1982	CARTE À MÉMOIRE / DISQUE COMPACT	COEUR ARTIFICIEL	
1990	DIFFUSION TÉLÉPHONE PORTABLE		

Paul Virilio, et les limites de la vitesse

Où sommes-nous lorsque nous voyageons? Quel est ce "pays de la vitesse" qui ne se fond jamais avec le milieu traversé? Le maintenant a remplacé le ici, la vitesse est le message, l'arme est complémentaire à la vitesse. Nous vivons une transparence, nous créons un paysage de l'évènement et une esthétique de la disparition, nous industrialisons l'oubli…

Paul Virilio, urbaniste, philosophe, essayiste, super journaliste ou prophète, artiste converti en essayiste, il prône le besoin de la création d'une étude politique de la vitesse (dromologie) et d'un "Musée de l'accident" pour les redoutables portées de la contamination dromosphérique et les effets de la tyrannie du temps présent. Son regard rendait l'être humain comme un habitant d'une planète de moins en moins inhabitable et cherche à fixer une limite à la stéréoréalité: monde représenté, téléprésence, téléexistence, etc.



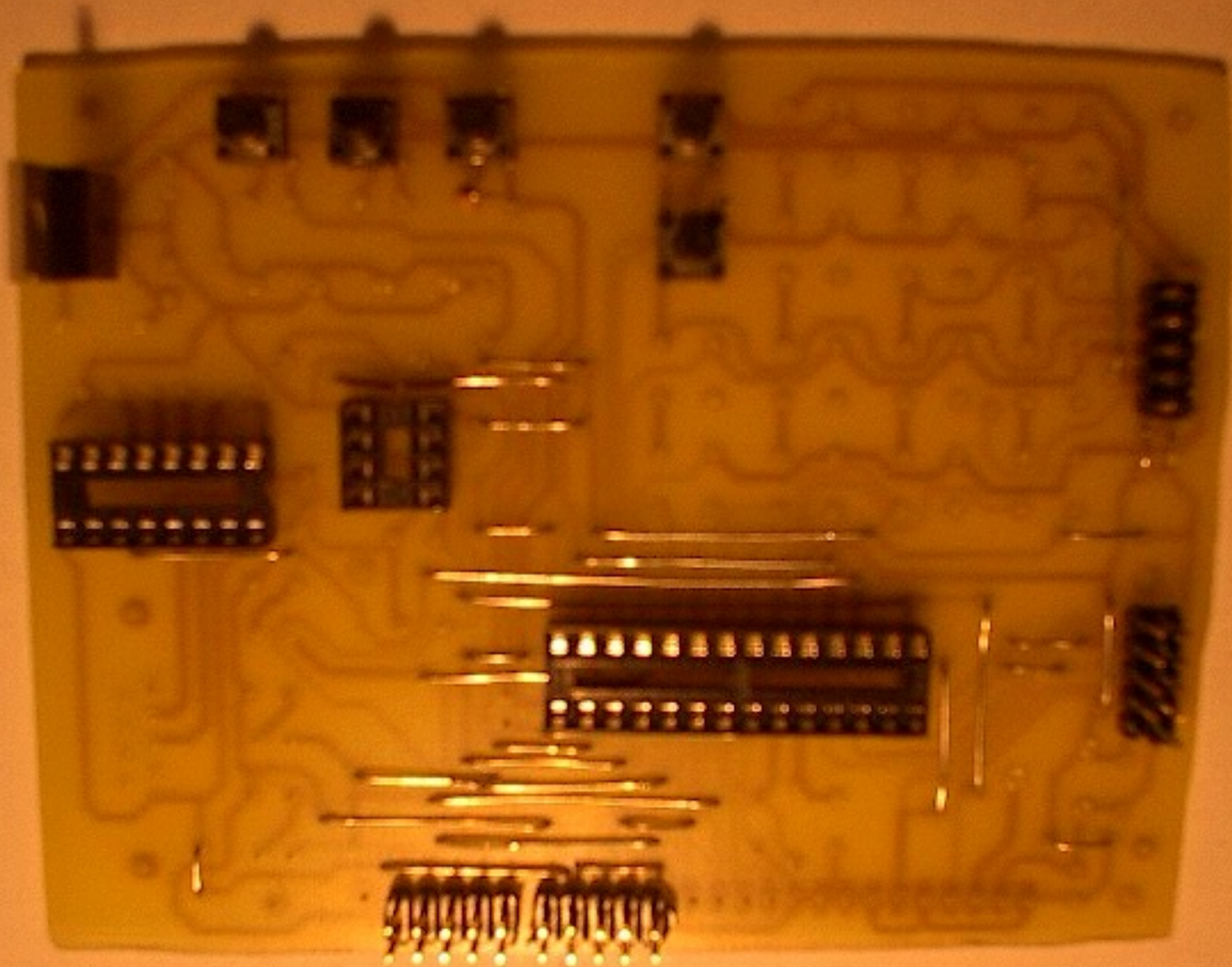
Las letras construyen

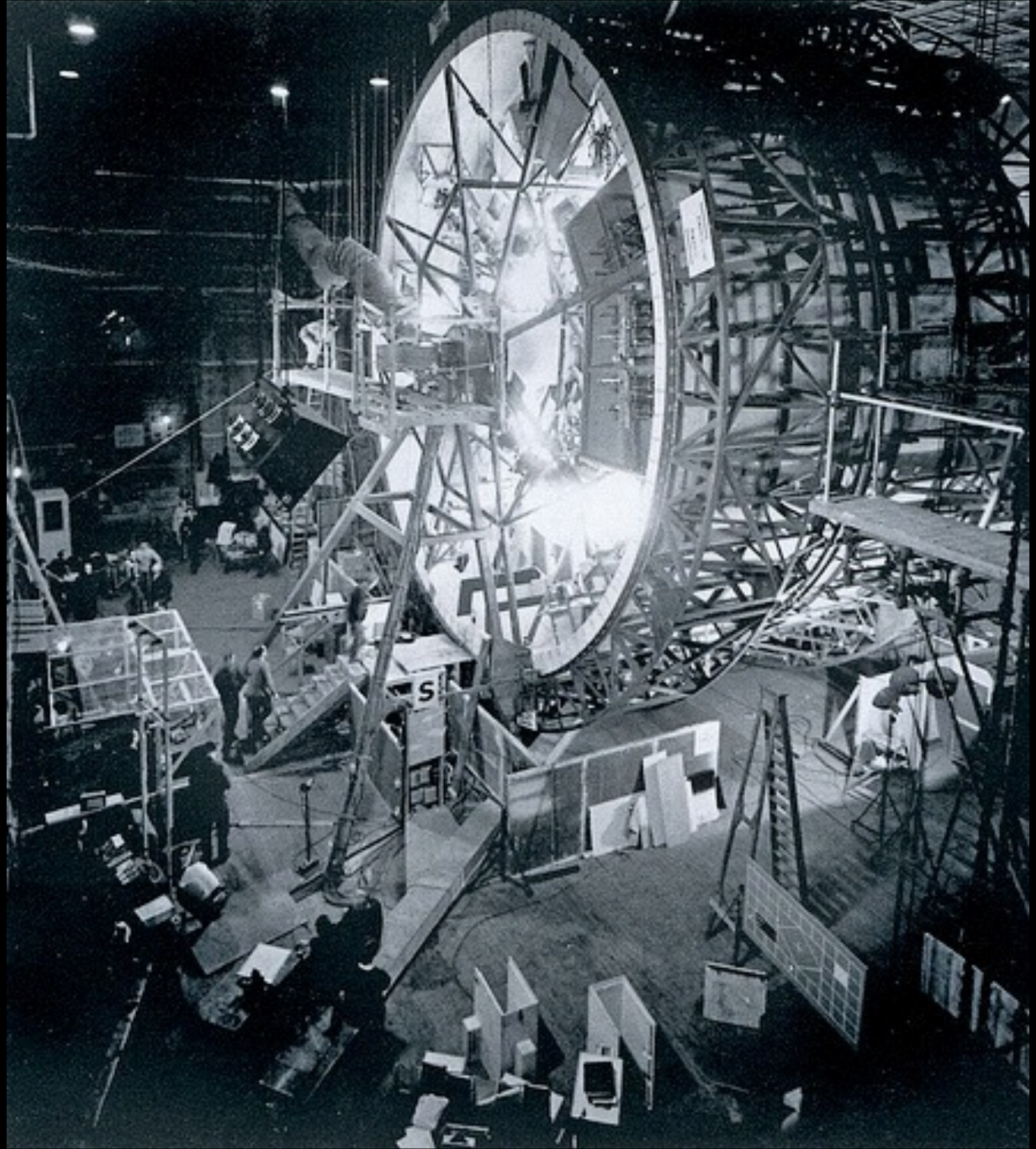
la sociedad.

Las ciencias permiten su avance.

Las artes le dan un sentido.

www.desmotivaciones.es

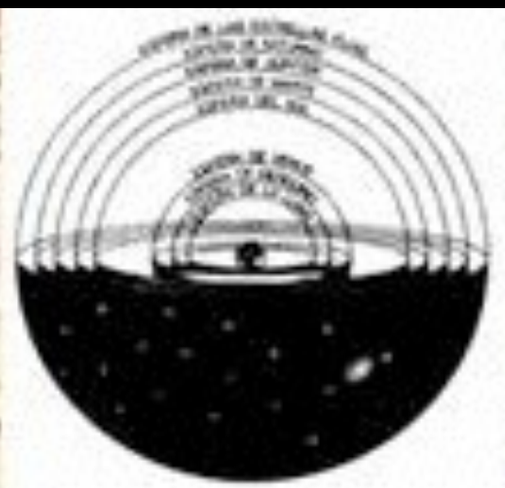


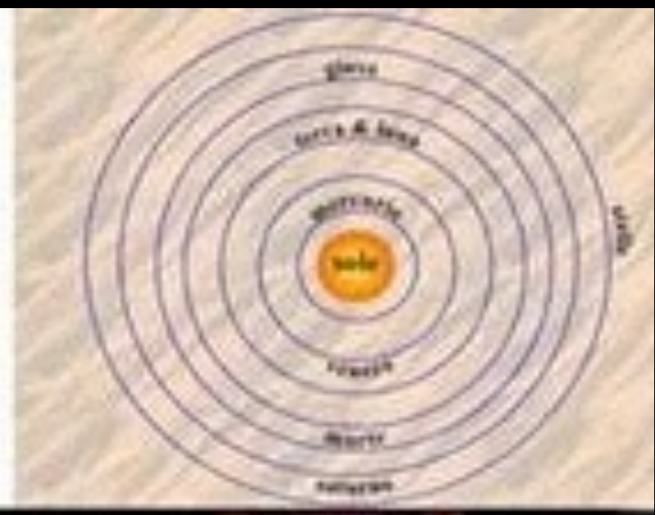

















El Sistema Solar
Sol
Mercurio
Venus
Tierra
Marte
Júpiter
Saturno
Urano
Neptuno
Plutón



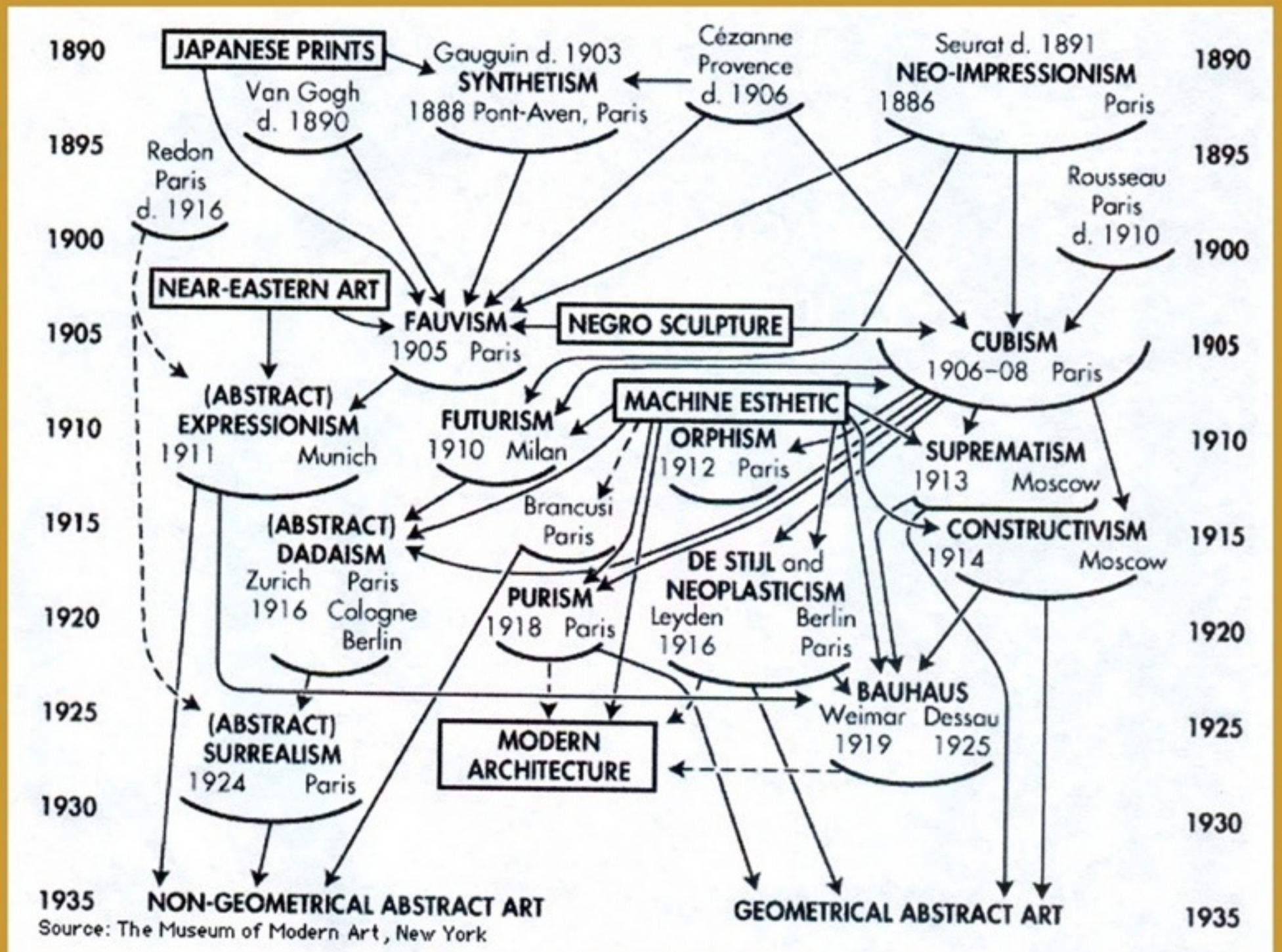








DIAGRAMA
"DESARROLLO DEL ARTE ABSTRACTO"



Source: The Museum of Modern Art, New York

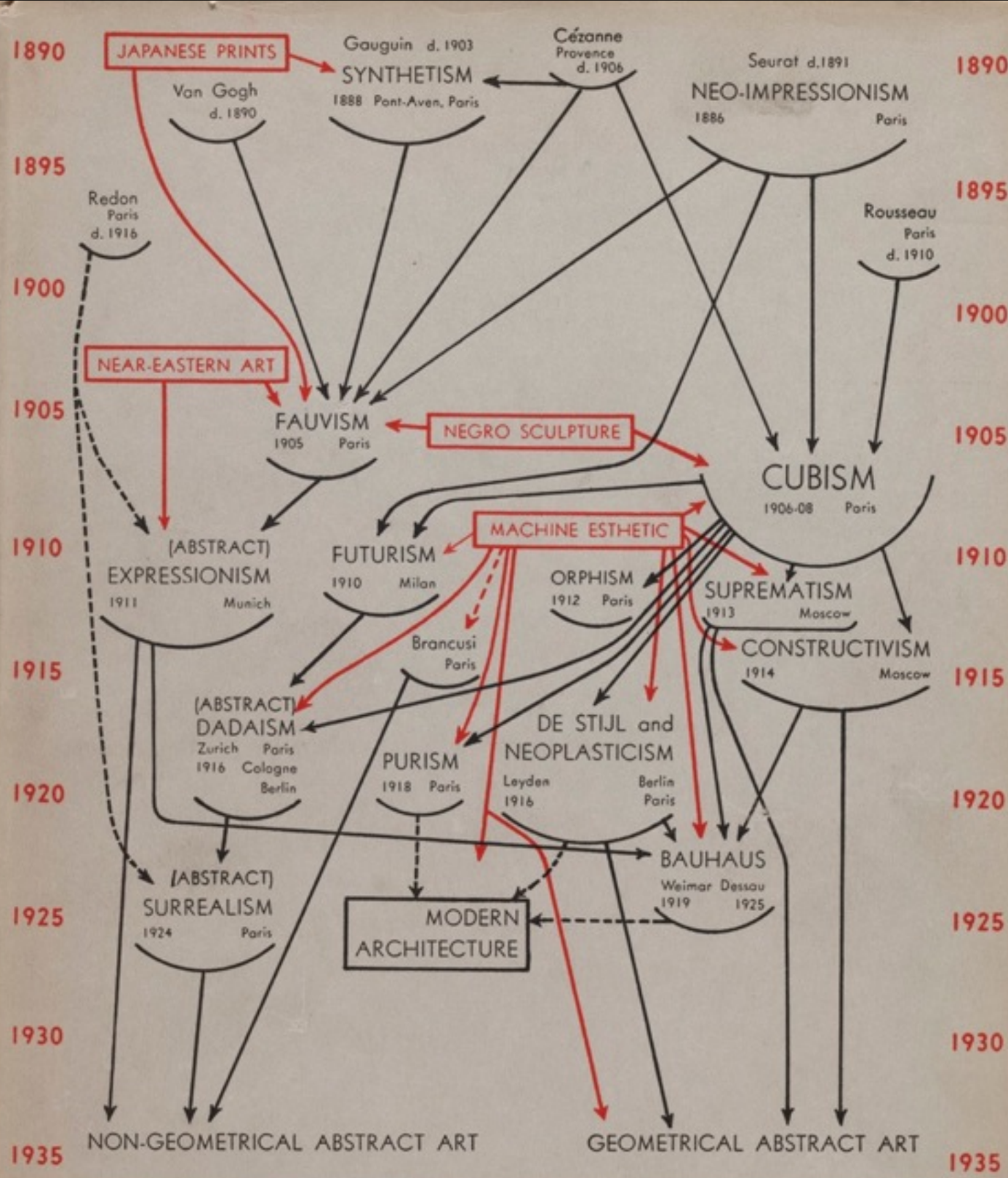
Abstracción

Asociación: Se utiliza para vincular dos o más clases, creando un elemento o clase de tipo distinto, lo contrario es la **Disociación**.

Generalización: Consiste en abstraer las características comunes de una clase para obtener una clase más general (superclase), lo contrario es la **Especialización**.

Agregación: Consisten en construir un nuevo elemento del modelo compuesto de otros elementos (mouse, teclado, case, etc. nos lleva a obtener la clase computadora), lo contrario es la **Desagregación**

Clasificación: Abstraer las características comunes de un conjunto de datos para formar una categoría, a la cual pertenecen dichos ejemplares, lo contrario es la **Particularización**.



CUBISM AND ABSTRACT ART

EPISTEMOLOGIA

- Se
  - Circunstancias (de)
    - Historicas
    - Psicologicas
    - Sociologicas
  - Ocupa
- va
- Llevando
  - Conocimiento
  - Teorias
    - como
      - Correspondencia: La idea tiene que ser verdad si corresponde a la realidad
      - Coherente: La idea tiene que ser verdad si se conoce con otras ideas que son verdades
      - Pragmatico: La idea tiene que ser verdad si solucionara algùn problema
    - y
      - Esceptico: La idea nunca puede probarse que es verdad
- tiene
- Funciones
  - saber hacer
  - Estudiar el origen del conocimiento
  - Busqueda de la verdad
- va
- Llevando obtenciòn al conocimiento
- tiene
- Postulados
  - como
    - NICOLAS DE CUSA
      - Todo lo creado es la imagen de Dios
      - Niega la finidad del mundo
      - El universo es indeterminado
    - FRANCIS BACON
      - Saber es poder
      - La verdad no se deriva de la autoridad

ILUSTRACIÒN

CLASES

ILUSTRACIÓN INGLESA

Combina el Empirismo de Locke



El rey reina pero no gobierna

ILUSTRACIÓN ALEMANA

Rechaza la evidencia Empírica



PENSAMIENTO POLÌTICO DE ROUSSEA

Ideas corrompen al hombre

La sociedad es ruptura

Según Locke

El conocimiento se va adquiriendo

Crea el Psicologismo

REFORMA DE LA COMUNIDAD POLÌTICA

Fortalece el sistema de gobernantes sólidos y activos



TEORÌA DEL CONOCIMIENTO

Berkeley

No cree en ideas

La verdad del conocimiento está afuera del alcance de la psicología

Principales elementos

Sujeto

Objeto

Hume

Critica el idealismo

Creador de principios de ideas

Percepciones

Ideas

Impresiones

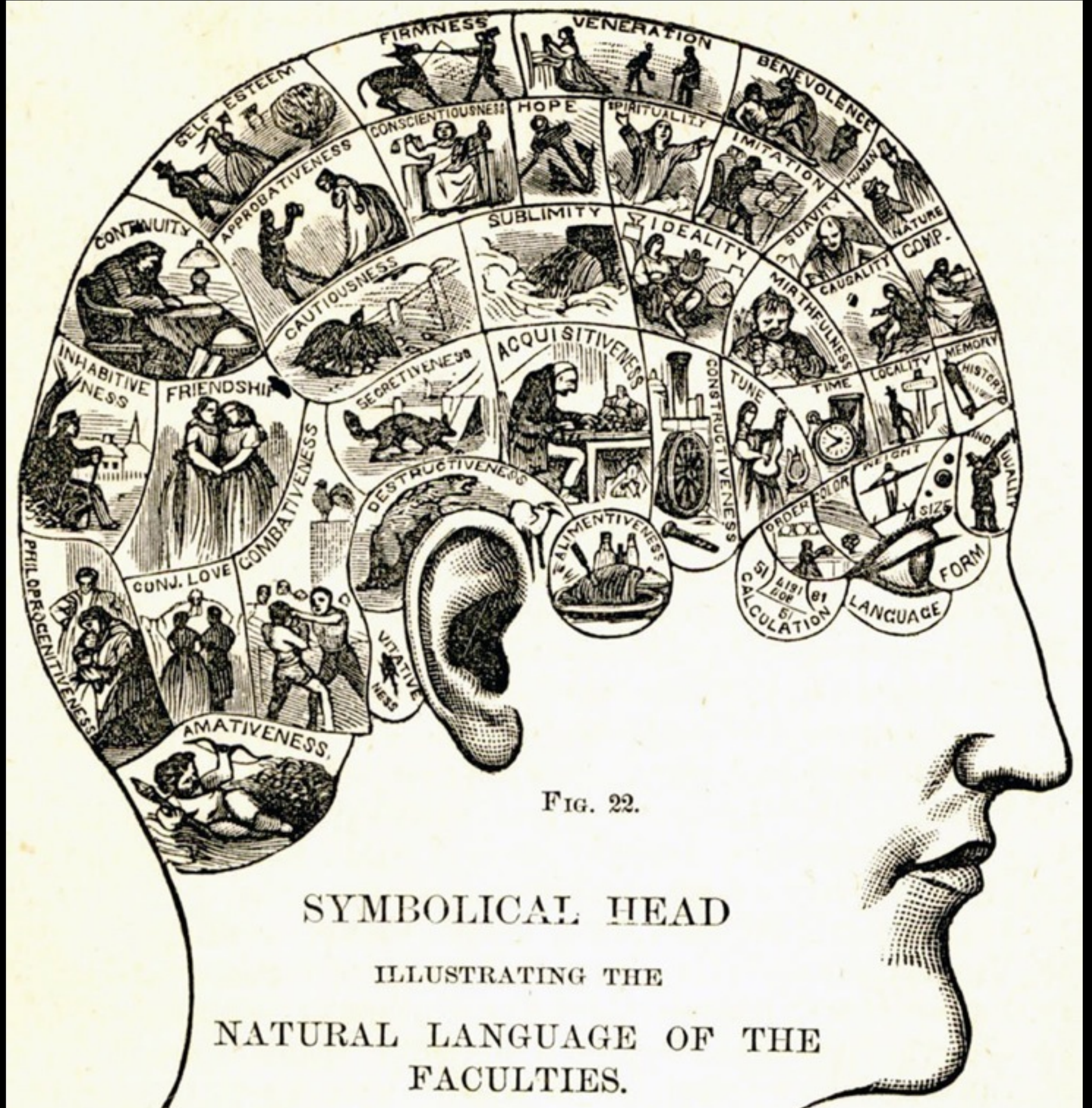
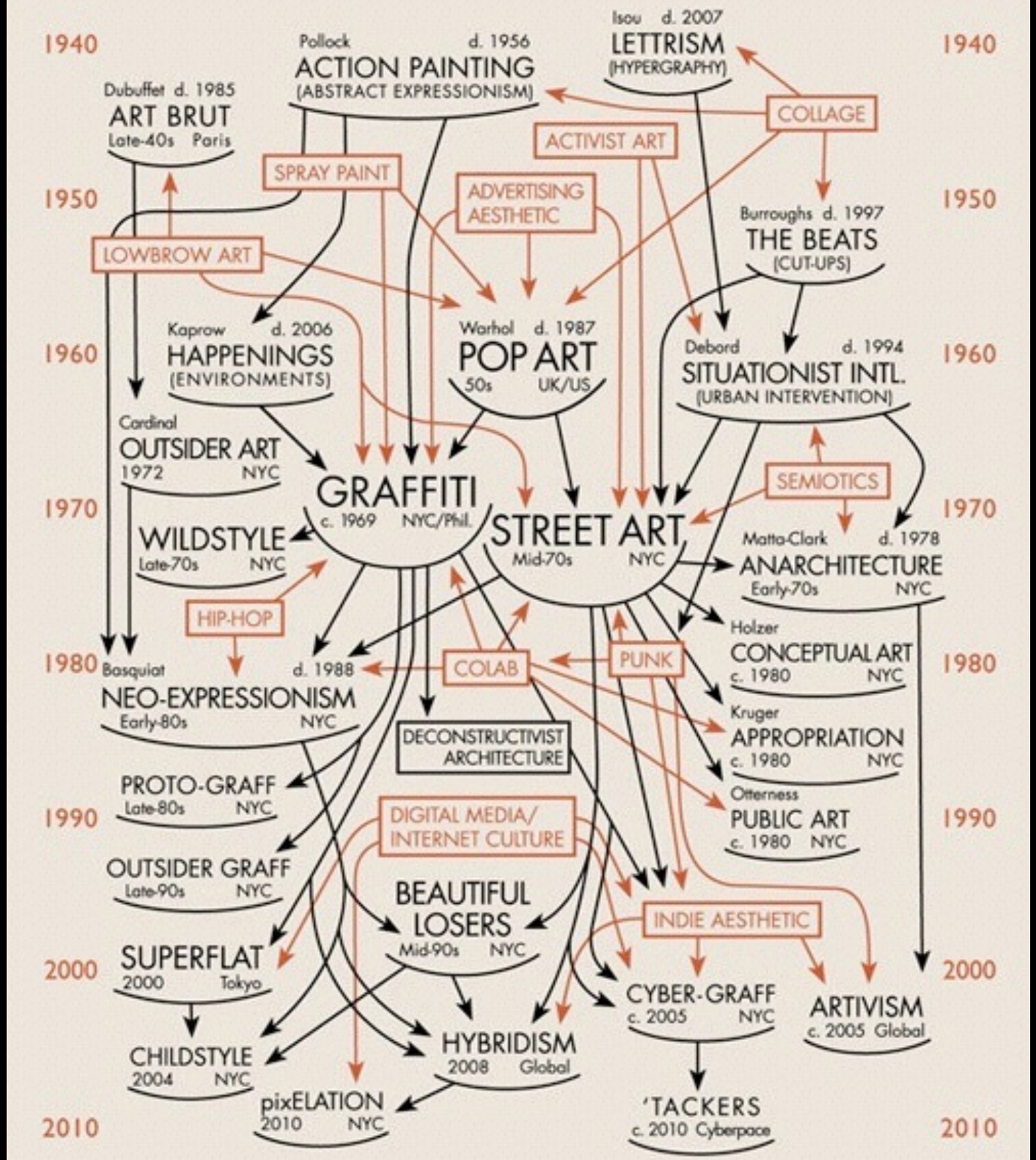


FIG. 22.

SYMBOLICAL HEAD

ILLUSTRATING THE

NATURAL LANGUAGE OF THE FACULTIES.



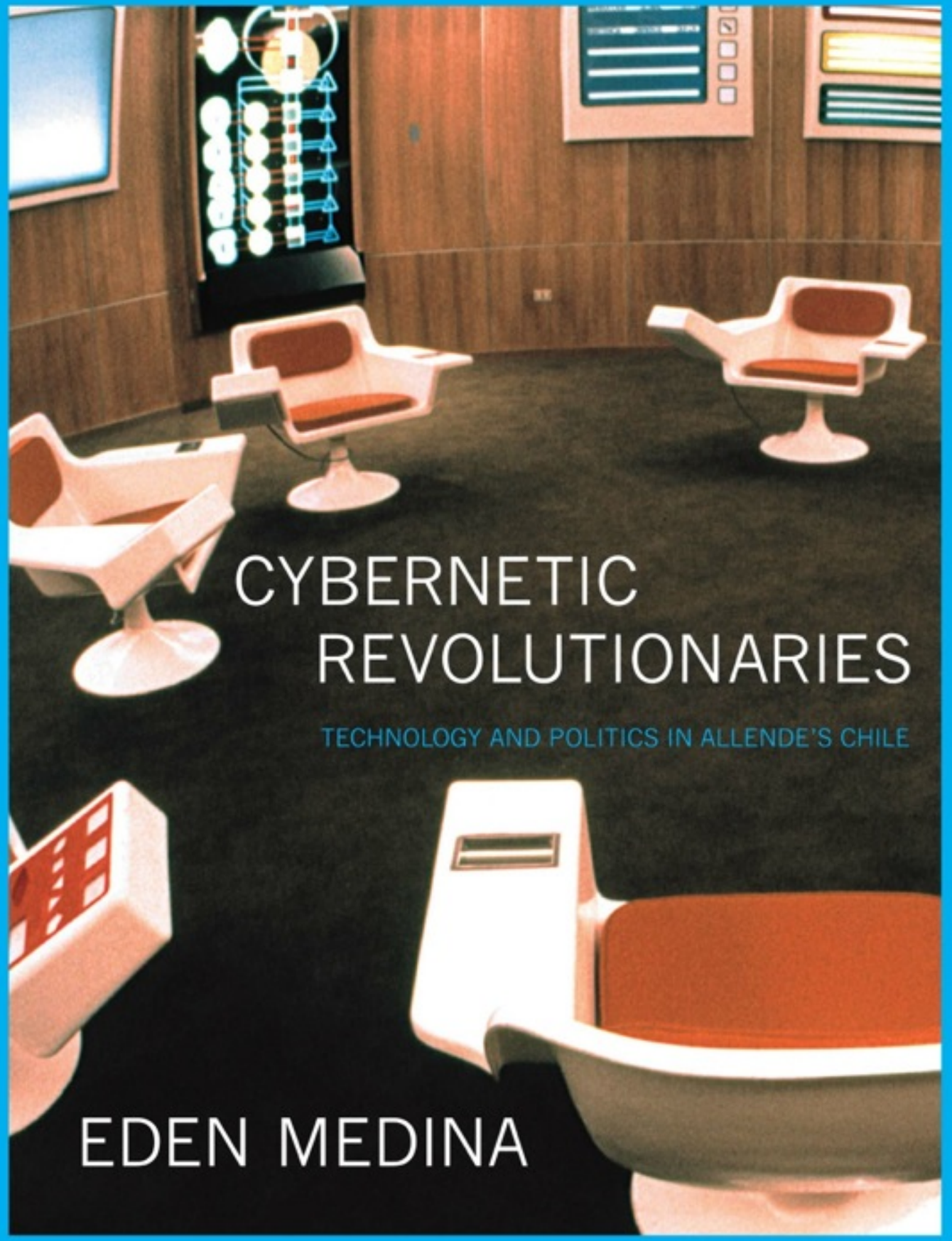
GRAFFITI AND STREET ART

Arquitecturas de las Transferencias Arte, Política y Tecnología

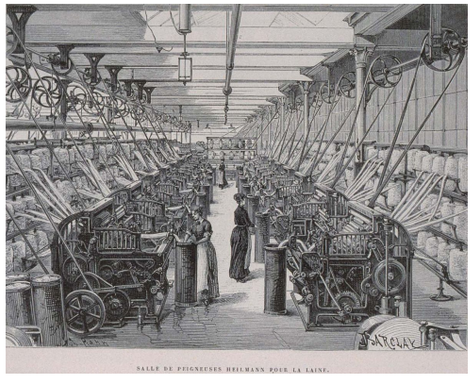
Eden Medina, *«Cybernetic revolutionaries: technology and politics in Allende's Chile»*

Ce discours utilise une histoire technologique survenue au Chili pour développer la compréhension historique des ordinateurs, la cybernétique et le changement politique, et explorer les difficultés d'intégration des valeurs politiques dans la conception de systèmes informatiques.

Le discours présente l'histoire d'un système informatique connu sous le nom de projet Synco (Cybersyn), un réseau informatique national construit au Chili entre 1971 et 1973 pour promouvoir le programme économique du président socialiste Salvador Allende. Le projet Cybersyn a été conçu pour refléter et promouvoir les valeurs du socialisme chilien. Compte tenu de son caractère national, il est certainement à ce jour l'une des applications les plus ambitieuses des idées cybernétiques. Le discours présentera le matériel de l'ouvrage de la Dr. Medina intitulé «Révolutionnaires Cybernétiques: Technologie et politique dans le Chili d'Allende," qui sera publié par l'imprimerie MIT à la fin de l'année.


CYBERNETIC
REVOLUTIONARIES
TECHNOLOGY AND POLITICS IN ALLENDE'S CHILE
EDEN MEDINA

Première Révolution industrielle



Atelier de peignage de la laine dans une usine vers 1880

La **première révolution industrielle** désigne la période historique qui s'étend de la fin du XVIII^e^ siècle et sur tout le XIX^e^ siècle. Elle est caractérisée par un changement considérable dans les techniques et les méthodes de production des biens matériels. La première révolution industrielle est liée à l'utilisation de la machine à vapeur comme moteur pour actionner des machines (en particulier dans l'industrie textile et la métallurgie). La production d'objets va devenir considérable. Les usines vont remplacer les ateliers artisanaux et les manufactures. Le besoin en capitaux pour créer les entreprises est permis par le développement du capitalisme ⓘ . Les ouvriers de l'industrie vont considérablement augmenter en nombre, et le travail des femmes et des enfants prend de l'importance. Les conditions de vie des ouvriers industriels sont extrêmement misérables. Pour se procurer les matières premières et les sources d'énergie indispensables pour alimenter les usines, les Européens se lancent dans la colonisation du monde pour en exploiter les richesses agricoles et minières.

La révolution industrielle va aussi bouleverser les moyens de transports. La machine à vapeur va être placée sur des roues et donner ainsi les premières locomotives du chemin de fer. La machine à vapeur va actionner des roues à aubes puis des hélices et donner naissance à la marine a vapeur qui va progressivement remplacer la marine à voiles. On va faire rouler sur les routes des automobiles à vapeur et même de faire voler des avions à vapeur.

La première révolution industrielle ne touchera pas tous les pays au même moment. Sont avantagés les pays qui disposent de charbon en grande quantité. Le premier pays concerné est la Royaume-Uni au XVIII^e^ siècle. Puis à partir de 1830 suivront la France, la Belgique, la Suisse et la Suède, puis plus tard l'Allemagne et les États-Unis.

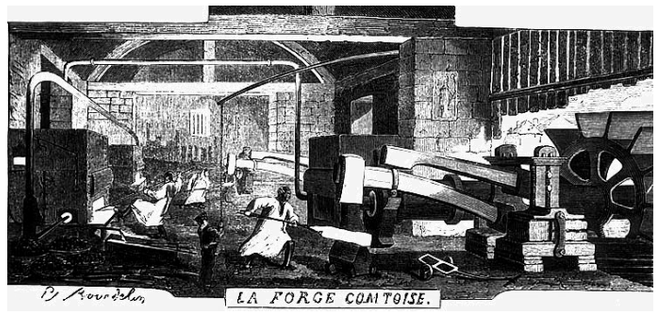
Cet article ne présente que les aspects techniques de la Première Révolution industrielle. Pour les autres aspects de la Première Révolution industrielle, voir les vikiliens (en bas de la page).

Avant l'industrialisation

Au Moyen-Age et jusqu'au XVIIème siècle la production d'objet est limitée. L'énergie nécessaire à la transformation des matières premières est fournie par le nombre et la qualité physique des hommes ou des animaux disponibles. Le recours à la force de l'eau se limite aux régions et aux saisons favorables. L'extraction des métaux se fait à partir de petites mines peu profondes (car il y a des problèmes de ventilation et d'évacuation des eaux infiltrées). Une grande partie du combustible nécessaire à la fonte des métaux est fournie par le charbon de bois, ce qui localise les industrie dans les régions forestières qui sont soumises au déboisement et à concurrence pour le bois indispensable à la marine à voiles.



Fabrication du fil à l'aide du rouet. Tableau de Goya (fin du XVIIIe siècle)



Un marteau-pilon ou martinet actionné par la force hydraulique (une aube à droite)

Les outils et machines disponibles sont quasiment les même que dans l'Antiquité ou le Moyen Âge. Les outils sont simples, peu coûteux donc ne nécessitent qu'un petit capital pour se les procurer. Par contre le maniement de ces outils demande une grande habileté manuelle qui n'est acquise qu'après un apprentissage plus ou moins long. La main d'œuvre est donc qualifiée. Les professionnels jaloux de leur savoir faire et redoutant la concurrence se sont organisés en métiers ou corporations qui disposent de règlements souvent très stricts et de privilèges.

La production d'objet est limitée. Pendant la saison du repos hivernal, les ruraux , très majoritaires dans la population, fabriquent eux mêmes les objets dont ils ont besoin (tissu, outils agricoles, vaisselles, meubles...). Souvent même les ruraux travaillent pour des marchands urbains qui leur fournissent les matières premières et viennent ramasser les produits finis (en particulier dans le textile). Les artisans ne travaillent que pour la population urbaine. Mais la demande est limitée car les urbains sont à l'époque peu nombreux et une grande partie d'entre eux ont des moyens financiers faibles. Les objets fabriqués artisanalement ont donc une production limitée. Ils sont souvent coûteux, car leur vente doit assurer l'entretien de l'artisan, de sa famille, de ses ouvriers et apprentis.

Pour en savoir plus, lire l'article : ***Atelier et manufacture avant la première révolution industrielle****.*

Rôle de la révolution agricole dans la révolution industrielle

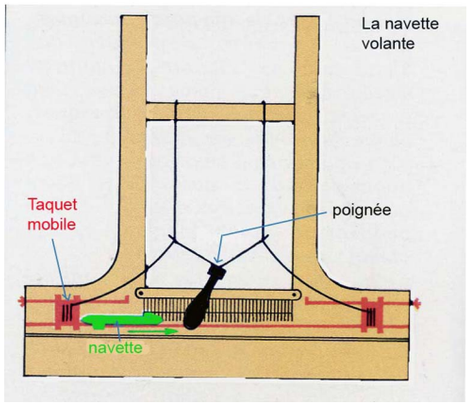
On considère souvent que la révolution agricole a permis la révolution industrielle [1] et ceci pour les raisons suivantes :

- En devenant plus efficace l'agriculture est devenue plus rentable : les bénéfices des grands propriétaires terriens (les landlords en Angleterre) et la valeur de leurs terres ont augmenté. Ils ont ainsi pu disposer de plus d'argent et l'investir dans l'industrie.
- En devenant plus efficace l'agriculture a aussi eu besoin de faire travailler moins de gens : beaucoup d'agriculteurs sont donc devenus disponibles pour travailler dans l'industrie.

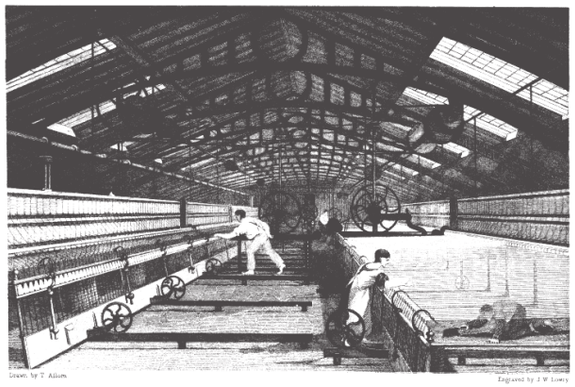
Les inventions

La Révolution industrielle est en grande partie due à des inventions dans le domaine des machines (en particulier dans l'industrie textile), mais aussi à une nouvelle façon de fabriquer la fonte et l' acier. La machine à vapeur va servir de moteur dans les usines et de moteur dans de nouveaux moyens de transport (le chemin de fer et la marine à vapeur).

Les inventions dans l'industrie textile



La navette volante de John Kay



Des mule jenny en action vers 1835

Les inventions

Au XVIII^e^ siècle la mode est aux tissus d'indienne en coton. À l'origine ces tissus proviennent des Indes, alors sous influence française et britannique. Les patrons anglais de l'industrie lainière obtiennent l'interdiction des importations de ces tissus de coton qui les concurrencent. Des industriels britanniques décident de fabriquer ces tissus de coton en Grande-Bretagne. Ils importent du coton des Indes et des colonies anglaises d'Amérique du Nord.

Mais les pièces de tissus en coton doivent être larges ce qui ne convient pas aux anciens métiers à tisser. En 1733, le tisserand anglais John Kay met au point un nouveau métier à tisser manuel, équipé de la navette volante. Cette invention permet de tisser beaucoup plus vite et surtout de fabriquer des tissus plus larges. La production industrielle de tissus de coton se heurte rapidement à l'insuffisance des fils de coton. Reprenant des éléments mécaniques de la *water-frame* de Thomas Highs et de la *spinning jenny* de James Hargreaves, en 1770, Samuel Crompton invente la *mule-jenny* qui permet d'accroitre considérablement la production de filés. Pour profiter de cette nouvelle production de fils en 1770 l'Anglais Edmund Cartwright construit un métier à tisser entièrement automatique. La mule-jenny et le métier de Cartwright sont mis en action grâce à l'énergie fournie par la machine à vapeur. Désormais un métier à tisser, surveillé par un ou deux ouvriers (souvent des femmes et des enfants) produit autant que quarante tisserands manuels.

Ces nouvelles techniques vont vite être adoptées par l'industrie lainière.

Conséquences de l'industrialisation du textile

La production devient abondante et les prix des produits baissent. Les produits artisanaux sont beaucoup plus chers et sont délaissés par les consommateurs. Mais les machines coûtent cher et les artisans ne peuvent les acheter, seules des sociétés de capitaux peuvent le faire. Les artisans doivent donc abandonner leurs ateliers personnels et doivent tenter de se faire embaucher dans les nouvelles usines. Le travail ne consiste plus à utiliser sa force physique ni son expérience professionnelle (c'est la machine qui fait presque tout). L'ouvrier qualifié n'est plus utile, il est remplacé par des ouvriers se contentant de la surveillance des machines (souvent des femmes et des enfants à qui on verse des salaires plus bas qu'à un homme adulte). Au début de l'introduction des machines dans les ateliers, les ouvriers qualifiés vont tenter de les détruire car ils refusent cette concurrence catastrophiques pour leur travail et leurs revenus. Ces mouvements de révolte du désespoir seront sévèrement réprimés par l'armée britannique.

Les inventions dans la sidérurgie



Haut fourneau ancien en Moravie (République Tchèque)



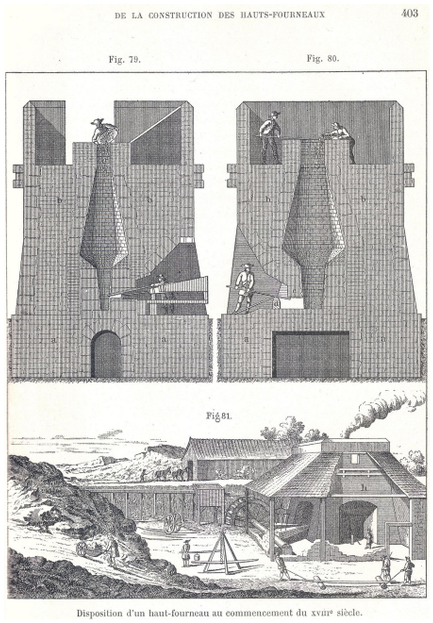
Un convertisseur Bessemer

La situation avant la Révolution industrielle

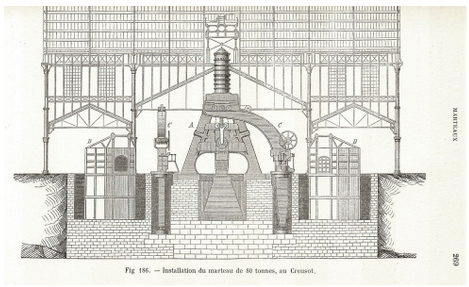
La fabrication des machines nécessaires à l'industrie textile demande plus de métal et la mise au point de métaux de bonne qualité. Les forges existantes utilisaient le charbon de bois comme combustible et composant de l'alliage métallique dans les hauts-fourneaux. Les forêts étaient à la limite de la surexploitation. La situation est critique dans le Royaume-Uni où il faut préserver les forêts pour les besoins de la marine à voiles indispensable à ce pays insulaire. Le recours au charbon de terre s'impose donc (comme il est alors déjà employé dans les briqueteries et le chauffage domestique). Mais le mélange minerai de fer et charbon de terre n'avait donné que des métaux (la fonte) de qualité médiocre.

Les inventions

À partir du 1735, le maître de forge (possesseur d'un forge de grande capacité) Abraham Darby, remplace le charbon de terre par du coke (combustible provenant de la distillation de la houille) : il produit de la fonte de bonne qualité mais qui n'est apte qu'au moulage. En 1784, Cort met au point le procédé du *puddlage* (la fonte en fusion est brassée à l'aide de longues tringles ce qui provoque une meilleure calcination puis on en élimine les résidus éventuels par laminage). Cela améliore encore la qualité et on obtient du fer. Désormais l'industrie de la métallurgie dispose du métal convenable pour la fabrication des machines. Cependant les procédés employés nécessitent des installations coûteuses et là encore seules de grandes sociétés parviennent à trouver les capitaux nécessaires; les petites forges familiales sont progressivement éliminées. En 1790, la Grande-Bretagne



Haut-fourneau du XVIIIe siècle



Marteau-pilon, installé au Creusot

dispose de 120 hauts-fourneaux qui produisent plus de 125 000 tonnes de fonte. La France suit le Royaume-Uni : en 1785 au Creusot l'industriel Eugène Ier Schneider emploie 1500 ouvriers dans ses ateliers pour produire de la fonte au coke. Mais la France, riche en forêts continue à utiliser surtout le charbon de bois.

Les progrès décisifs dans la sidérurgie de l'acier sont dus à l'invention en 1856, du convertisseur par l'Anglais Bessemer. La fonte est fondue dans un récipient métallique (ou une cornue) énorme, la proportion de carbone diminue donc et on obtient alors de l'acier. Désormais on peut produire l'acier en grande quantité. Or l'acier, plus souple que la fonte peut être employé dans la métallurgie.

De nouvelles utilisations des métaux

L'utilisation du métal prend de l'importance. En 1779 le premier pont métallique de John Wilkinson enjambe la rivière Severn en Angleterre. Plus tard il construit le pont sur la Weat qui a une portée de 71 mètres et laisse passer sous lui les bateaux de haute mer. Par ailleurs il invente une machine à forer et un tour à fileter. En 1787, on lance le premier bateau en fer.

La métallurgie qui utilise les produits sidérurgiques pour en faire des tubes, des poutres, des plaques, connait aussi un grand essor. Les laminoirs et en 1839, le marteau-pilon soulevé par la force de la vapeur permet de façonner les rails de chemin de fer, les plaques de blindages, les tubes des canons.

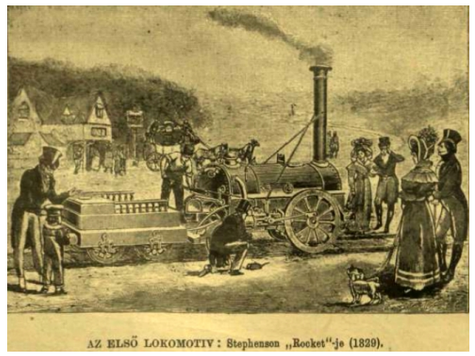
Multiplication des mines de charbon

La fabrication de la fonte demande beaucoup de charbon. On va donc creuser le sous-sol du Royaume-Uni (qui est très riche en gisements houillers dans les Middlands et en Écosse. Dès 1712, l'utilisation des pompes à feu (à vapeur) de Thomas Newcommen, puis celle de la machine à vapeur (De James Watt en 1787) permet de lutter contre les eaux d'infiltrations dans les galeries mais aussi d'actionner les ascenseurs nécessaires dans les puits de mines. La production britannique de houille est multipliée par quatre entre 1700 et 1790 pour atteindre 8 millions de tonnes.

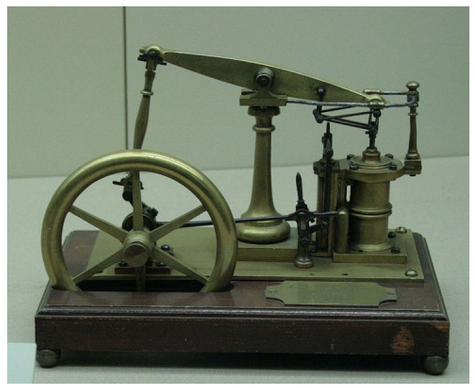
La sidérurgie grosse consommatrice de charbon, mais aussi l'industrie textile grande utilisatrice des machines à vapeur, s'installent au plus près des mines. Il se créent alors les *pays noirs* (à cause des fumées) caractéristiques de la première révolution industrielle.

*Pour en savoir plus, lire l'article : **Sidérurgie**.*

La machine à vapeur



La *fusée* locomotive de Stephenson en 1829


Maquette de la machine à vapeur de Watt

La machine à vapeur est une des inventions les plus importante dans l'histoire des hommes. La mise au point de la machine à vapeur commence dès le milieu du XVII^{e} siècle. Plusieurs inventeurs vont progressivement concevoir une machine pratique fournissant une énergie considérable.

Le Français Denis Papin dès les années 1670, invente une machine où la production de vapeur était fournie par un foyer mobile. En 1712, l'Anglais Thomas Newcomen met au point une machine où le foyer est fixe mais la condensation de la vapeur y est rudimentaire et la machine fonctionne comme avec des hoquets. La machine à vapeur pratique est inventée par l'anglais James Watt en 1769. Le foyer est fixe et le problème de condensation facile de la vapeur est résolu.

La machine à vapeur révolutionne l'industrie. Désormais l'homme dispose d'une énergie considérable. Il peut mettre en mouvement des pièces mobiles d'un poids important, il peut attaquer facilement par sciage ou forage des matériaux résistants. Il peut donner une forme voulue à des blocs de métal de grandes épaisseurs.

La machine à vapeur, fixe dans les usines, peut devenir mobile. Pour supporter son poids et celui des engins qu'elle tracte ou pousse on va la guider sur des rails. Ainsi naissent les chemins de fer qui vont bouleverser la vie des Européens en raccourcissant les distances. Le chemin de fer va créer des emplois, modifier l'aspect des villes, modifier la géographie des productions agricoles... La machine à vapeur est aussi capable de faire tourner une roue à aube, puis ensuite une hélice, c'est alors la naissance de la marine à vapeur. Le monde est désormais proche pour les Européens qui vont l'exploiter à leur profit. On va aussi tenter d'utiliser la machine à vapeur pour des véhicules automobiles, mais là ce sera un échec.

Pour en savoir plus, lire l'article : ***Machine à vapeur***.

Une nouvelle organisation du travail qui entraîne de nouvelles conditions de vie

Les ouvriers se rassemblent dans des usines, chacun a une tâche bien précise avec un rythme soutenu c'est ce qu'on appelle le travail à la chaine. Les hommes, les femmes et les enfants travaillent de longues heures par jour pour un salaire de misère. Les familles s'entassent dans des logements insalubres, c'est-à-dire sales, petits et inconfortables. Les accidents à l'usine sont très fréquents. A côté de ces ouvriers se développe une classe moyenne composée d'ingénieurs, de patrons de petites entreprises, de commerçants, d'employés et de fonctionnaires qui ont un meilleur salaire que les ouvriers. Avec la révolution industrielle ces classes moyennes commencent à prendre de l'importance.

Pour en savoir plus, lire l'article : ***Transformations sociales liées à la Première Révolution industrielle***.

Pour en savoir plus, lire l'article : ***Transformations économiques liées à la Première Révolution industrielle***.

Vikiliens pour compléter sur l'histoire de l'industrialisation

- Seconde Révolution industrielle
- Industrialisation de l'URSS avant la Seconde Guerre mondiale

Portail de l'histoire - De la préhistoire et l'Antiquité jusqu'à l'époque contemporaine	**Portail de l'économie** - Tous les articles sur l'économie.

Notes et références

[1] Révolution agricole. *Wikipédia*. Disponible sur :http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9volution_agricole#R.C3.A9volution_agricole_et_r.C3.A9volution_industrielle

Sources et contributeurs de l'article

Première Révolution industrielle *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?oldid=495245 *Contributeurs*: Abracadabra, Alexandrin, Flodelaplage, Lilupucien42, Macassar, Mariko, Mouarf, Octozor, Palkana, 5 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

File:Armand_Kohl48.jpg *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:Armand_Kohl48.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Florival fr, Paul venter

Fichier:Interrogation.svg *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:Interrogation.svg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: Utilisateur:Thilp

Fichier:Attention.svg *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:Attention.svg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: Moipaulochon

File:Alegoría_de_la_industria.jpg *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:Alegoría_de_la_industria.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Diwas, Escarlati, Kilom691, Man vyi, Mattes, Mattis, Origamiemensch, Oursana

File:MartinetsRans.jpg *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:MartinetsRans.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Patrick.charpiat

Fichier:Bonne idée.gif *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:Bonne_idée.gif *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs*: Fraf, Octozor, Thomas, 1 modifications anonymes

fichier:navette volante.jpg *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:Navette_volante.jpg *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: utilisateur:Alexandrin

file:filature de coton vers 1835.png *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:Filature_de_coton_vers_1835.png *Licence*: inconnu *Contributeurs*: utilisateur:Alexandrin

File:Stara_hut_u_Adamova.JPG *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:Stara_hut_u_Adamova.JPG *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Lukáš Malý

File:Bessemer_Convertor_-_geograph.org.uk_-_892582.jpg *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:Bessemer_Convertor_-_geograph.org.uk_-_892582.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Share Alike 2.0 Generic *Contributeurs*: Scillystuff

File:HautfourneauXVIII_1nb.jpg *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:HautfourneauXVIII_1nb.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Romary

File:Marteau_Creusot_p269.jpg *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:Marteau_Creusot_p269.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Borvan53, Romary

File:Stephenson-Rocket-1829.jpg *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:Stephenson-Rocket-1829.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: unknow

Fichier:JamesWattEngine.jpg *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:JamesWattEngine.jpg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: Alexandrin, Ptyx

Image:Icone chateau.png *Source*: http://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Fichier:Icone_chateau.png *Licence*: inconnu *Contributeurs*: ArséniureDeGallium, Mica, Moipaulochon

Néoclassicisme

Pour les articles homonymes, voir Néoclassique.

Le **néoclassicisme** est un mouvement artistique qui s'est développé dans la peinture, la sculpture, et l'architecture entre 1750 et 1830 environ. Contrairement au romantisme il sacrifie les couleurs pour la perfection de la ligne.

Né à Rome au moment où l'on redécouvre Pompéi et Herculanum, le mouvement se propage rapidement en France par l'intermédiaire des élèves peintres et sculpteurs de l'Académie de France à Rome, et en Angleterre grâce à la pratique du Grand Tour de la jeunesse noble britannique, et dans le reste du monde.

En Europe centrale, sous l'influence de Winckelmann, il préconise un retour à la vertu et à la simplicité de l'antique après le baroque et les excès des frivolités du rococo des années précédentes. Cette expression nouvelle d'un style ancien voulut rallier tous les arts à ce qu'on appela alors « *le grand goût* ». On ne jurait plus que par l'antiquité et l'on vécut à la mode de Pompéi ou d'Herculanum.

Il fut choisi par les nouvelles républiques issues des révolutions française et américaine, car ce style représentait symboliquement la démocratie de la Grèce antique et de la République romaine. La Rome impériale devint un modèle sous Napoléon I^{er}, mais avec l'émergence du mouvement romantique, ce style disparut peu à peu[1].

Présentation

Le néo (« **nouveau** » en grec) - classicisme définit de manière fondamentale la recherche d'une excellence dans le travail de l'art, que l'on qualifie en termes de recherche d'esthétique de « canon ». Ces canons représentent « Les Classiques ».

En vérité, le néo-classique est la recherche d'un idéal. Un artiste, expérimenté dans la réalisation artistique des canons, ne se contente pas de reproduire simplement des modèles, mais il synthétise le travail de ses prédécesseurs tout en y apportant sa touche personnelle pour atteindre une excellence dans la réalisation de chacune de ses œuvres. Ce n'est pas un travail facile, cela demande une expertise dans la connaissance des techniques de peinture, d'architecture... Clairement, si un artiste crée des œuvres niaises et vides de sens, voire médiocres dans leurs réalisations ou faisant des fautes de goût, il ne peut se réclamer du mouvement des néo-classiques.

La nouveauté, l'improvisation, l'expression des idées par le biais des couleurs, l'expression de soi ou l'inspiration libre ne sont pas des vertus du néoclassicisme. « Faites du neuf » disait le poète moderniste Ezra Pound. Le néoclassicisme ne cherche pas à créer une œuvre d'art à partir de rien, mais plutôt la parfaite maîtrise d'un idiome.

Peinture

Article détaillé : peinture néoclassique.

Principaux représentants

- Pompeo Batoni
- Joseph-Marie Vien
- Raphaël Mengs
- Angelika Kauffmann
- Gavin Hamilton
- Benjamin West
- Jacques-Louis David
- Dominique Ingres
- William Overand Geller
- Michel Martin Drolling



Jacques-Louis David, *La Mort de Socrate*, 1787, Metropolitan Museum of Art, New York.

Principales caractéristiques

- Diagonales parfaites
- Orthogonalité générale du tableau
- Thèmes inspirés par l'antiquité grecque et romaine
- La forme prime sur la couleur
- Compositions souvent dichotomiques
- Retour à la simplicité par rejet du style ornementé du Rococo
- Représentation du moment avant l'action

Des tableaux représentatifs

- *La Mort de Socrate* (1787) par David, Metropolitan Museum of Art, New York ;
- *Le Serment des Horaces* (1784) par David, Musée du Louvre, Paris ;
- *La Mort de Marat* (1793) par David, Musées royaux des beaux-arts de Belgique, Bruxelles ;
- *Bélisaire*, par David ;
- *Les Amours d'Hélène et Paris*, par David ;
- *L'Invention du dessin* (1791), par Suvée, Bruges, Groeningemuseum ;
- *Napoléon sur le champ de bataille d'Eylau* (1807), par Gros ;
- *Psyché et l'Amour* (1798) par François-Pascal-Simon Gérard (Musée du Louvre).

Sculpture

En Europe, la sculpture avait été profondément influencée par les formes classiques depuis la Renaissance, aussi l'impact révolutionnaire des principes néoclassiques y fut-il moins prononcé que sur les autres arts. En règle générale, les sculpteurs néoclassiques évitaient de représenter des personnages aux attitudes théâtrales et d'utiliser le marbre coloré qui étaient des caractéristiques de la sculpture baroque tardive et rococo. Ils préféraient des contours précis, une noble immobilité et affectionnaient tout particulièrement le travail du marbre blanc.

Les grands représentants

Voir aussi Sculpture française du XIX^e siècle

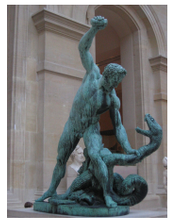
- Lorenzo Bartolini
- Antonio Canova
- Joseph Chinard
- Johann Heinrich Dannecker
- John Flaxman
- Christian Daniel Rauch
- Bertel Thorvaldsen



Spartacus, par Denis Foyatier, 1830



Augustin Pajou, *Mercure*



François Joseph Bosio, *Hercule combattant Acheloüs*, 1824 +



Soldat de Marathon annonçant la victoire, Jean-Pierre Cortot



Antonio Canova, *Persée tenant la tête de Méduse*, 1806

Architecture

Article détaillé : Architecture néoclassique.

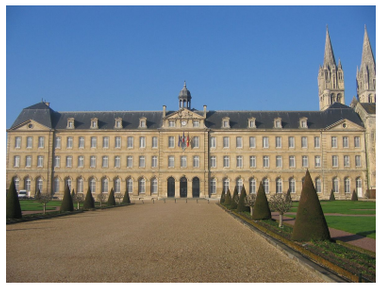
Les grands représentants

- Claude-Nicolas Ledoux, architecte
- Jacques-Germain Soufflot
- Jean-Baptiste Rondelet
- Carl Gotthard Langhans



Teatr Wielki à Varsovie

Littérature et musique


Hôtel de Ville de Caen, XVIII[e] siècle

On notera l'existence d'un second néo-classicisme apparu après la Première Guerre mondiale en réaction aux mouvements modernes tel que le fut par exemple le courant dada ou l'expressionnisme.

Ainsi, le néo-classicisme du XX[e] siècle en littérature est marqué par une sobriété morale et une grande sobriété des émotions, un retour à la religion (en particulier le christianisme), et une idée politique réactionnaire.

Bien que les jalons de ce mouvement aient été posés par T. E. Hume, ses représentants les plus célèbres sont T. S. Eliot (prix Nobel de littérature en 1948) et Wyndham Lewis.

En musique, le néo-classicisme des années 1920 (cf l'article détaillé cité en introduction) est l'une des tendances esthétiques à l'œuvre chez des compositeurs comme Igor Stravinski, Paul Hindemith, Sergueï Prokofiev, Maurice Ravel, Bohuslav Martinu ou encore Georges Enesco.

Il s'est traduit par l'attirance souvent passagère de ces maîtres pour des constructions rigoureuses quoique souvent dansantes, qui s'inspirent très librement de Couperin ou de Bach.

Ne pas confondre le néo-classicisme avec la période classique du XVII[e] siècle (pendant la période baroque).

Dans la musique rock-metal on a parlé de néoclassicisme pour qualifier le style musical popularisé par le guitariste Yngwie Malmsteen dans les années 80 où celui-ci utilise les harmonies de la musique baroque de Bach et Vivaldi et les intègre aux sonorités électriques du hard-rock. Une véritable école est née par la suite que ce soit en rock instrumental ou chanté. On peut considérer que le métal dit symphonique est le découlement logique du hard néoclassique.

Bibliographie

- Mario Praz, *Goût néoclassique*, Le Promeneur, 1989
- David Irwin, *Neoclassicism*, Phaidon, 1997, (ISBN 0-7148-3369-X)

Notes et références

[1] http://www.brigitte-tschamper.com/art-rococo-neoclassique.html

- Portail de l'histoire de l'art
- Portail de la littérature
- Portail de la poésie

Sources et contributeurs de l'article

Néoclassicisme *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=92617561 *Contributeurs*: 2514, 2A01:E35:2E79:CFC0:39A5:9BB7:D504:C11F, Addacat, Alalca, Anto, Antoine dehk, Attaleiv, Bbullot, Bibi Saint-Pol, Bicounet, Camster, Ccmpg, Chrono1084, Coyau, Coyote du 86, David Berardan, DeathGryf92, Fabos, Fm790, Frakir, Gede, Grim Reaper, Holycharly, Huster, Hégésippe Cormier, Idarvol, JLM, Jaucourt, JeanBono, Jeanhousen, Joaquín Martínez Rosado, Johanboss, Jucao57, Kanabiz, Kilom691, Kirtap, Kriss06, Le ciel est par dessus le toit, Le-camillou, Lebiblio, Letartean, Levin, Looxix, Louis-garden, Marzhin, Metalheart, Mikio75, Milicent, Mozartman, Nadin123, Nicolas Ray, Nodulation, OcéanXXI, Orthogaffe, PRA, Phe, Pichasso, Plokkuedd, Ploum's, Pmx, Pol, Polmars, Romary, Rome2, SETIEM, Sam Hocevar, Sebleouf, Semnoz, Shaihulud, Solveig, Suprememangaka, Tieum, Tognopop, Ultrogothe, Urban, Verbex, Vlad Akila, Wanderer999, Windreaver, Xofc, Xylophone, Yelkrokoyade, 163 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Image:Disambig colour.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Disambig_colour.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bub's

Image:David - The Death of Socrates.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:David_-_The_Death_of_Socrates.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Aavindraa, AnRo0002, AndreasPraefcke, Bohème, Didactohedron, Duduziq, Harpsichord246, Ionutzmovie, JMaxR, Jastrow, Leppus, Makthorpe, Mathiasrex, Mattes, Natl1, Paris 16, PrimaryPartition, Shakko, Sridhar1000, Tomisti, Urban, 2 modifications anonymes

Image:Spartacus1.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Spartacus1.jpg *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: Ferengi, Flamarande, G.dallorto, Herbythyme, Jastrow, Maksim, Olivier2, 2 modifications anonymes

Image:Mercure4.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Mercure4.jpg *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: Bilou, Jastrow, Kilom691, Xenophon

Image:Hercule Bosio Louvre LL325-1.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Hercule_Bosio_Louvre_LL325-1.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0 Unported *Contributeurs*: Bibi Saint-Pol, Bruce1ee, EDUCA33E, G.dallorto, Man vyi, 3 modifications anonymes

Image:Soldat Marathon Cortot Louvre LP243.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Soldat_Marathon_Cortot_Louvre_LP243.jpg *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: Bibi Saint-Pol, Daigaz, Deerstop, Dorieo, EDUCA33E, Ecummenic, G.dallorto, Jospe, Kilom691

Image:Persus-with-the-head-of-med.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Persus-with-the-head-of-med.jpg *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: Bibi Saint-Pol, G.dallorto, Pufacz, 2 modifications anonymes

Image:Warszawa Teatr Wielki.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Warszawa_Teatr_Wielki.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 2.0 *Contributeurs*: Alma Pater, AndreasPraefcke, Sfu, SylwiaS, Szczebrzeszynski, 1 modifications anonymes

Image:Caen Hôtel de Ville.JPG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Caen_Hôtel_de_Ville.JPG *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: Alno, AnRo0002, Karldupart, Kneiphof, Man vyi, Olivier2, Paris 16, Urban, Verdy p

Fichier:David face.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:David_face.png *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Halibutt

Fichier:VictorHugosmallColor.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:VictorHugosmallColor.png *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: Léon Bonnat (1833-1922)

Fichier:P author.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:P_author.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Kontos

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/

Siècle des Lumières

Pour les articles homonymes, voir Lumières.

Le **siècle des Lumières** est un mouvement intellectuel initié en Europe du XVIII[e] siècle, dont le but était de dépasser l'obscurantisme et de promouvoir les connaissances; des philosophes et des architectes intellectuels, encourageaient la science et l'échange intellectuel, en s'opposant à la superstition, l'intolérance et les abus de l'Église et de l'État. Le terme de *Lumières* a été consacré par l'usage pour rassembler la diversité des manifestations de cet ensemble d'objets, de courants de pensée ou de sensibilité et d'acteurs historiques. La glorieuse Révolution de 1688 peut en constituer le premier jalon[1], mais pour l'historiographie française, la période charnière qui correspond à la fin du règne de Louis XIV (1643-1715) est comme sa gestation[2]. La Révolution française en marque le déclin. Certains historiens, en fonction de leur objet d'étude, privilégient une chronologie plus ou moins large (1670-1820)[3].

Pour les arts plastiques, il couvre la transition entre les périodes classique, rococo et néoclassique, et pour la musique, celle de la musique baroque à la musique de la période classique.

L'expression provient d'emblée de son utilisation massive par les contemporains. Puis, le développement et l'affirmation de l'histoire culturelle et sociale depuis les années 1970, a favorisé l'usage d'une notion féconde qui permet de mener des recherches de façon transversale et internationale tout en multipliant les objets d'étude et en dépassant les cadres nationaux[4].



Jacques-Louis David, *Antoine Lavoisier et son épouse*, 1788, *Metropolitan Museum of Art*, New York.

Significations usuelles

Siècle des Lumières [5]? Le siècle se veut éclairé par la lumière métaphorique des connaissances - et non pas l'illumination divine, « émanation de l'absolu[6] », utilisé exclusivement au singulier - acquises par l'expérience et l'enseignement du passé. Elle suggère aussi une vision manichéenne du monde, où l'« homme éclairé » s'oppose à la masse de ceux restés dans les ténèbres. La formule a donc bien tant une dimension sociale qu'une dimension spatiale. Sous la plume des philosophes, les *Lumières* désignent par métonymie les élites européennes ouvertes aux nouveautés, une « République des Lettres éclairées ».

On trouve dès les années 1670, la mention de « siècle éclairé » dans certains écrits historiques ou philosophiques relatant les expériences et les progrès scientifiques du temps[7]. L'inflexion anticléricale et combative que prend la philosophie des Lumières dans les années 1750 devait marquer l'expression[8]. Dans la France prérévolutionnaire, la formule est consacrée par les représentants des Lumières puis par les révolutionnaires eux-mêmes[9]. L'historiographie a retenu l'expression : « Le siècle des Lumières : siècle un, profondément, mais combien divers. La raison éclaire tous les hommes, elle est la lumière, ou plus précisément, ne s'agissant pas d'un rayon, mais d'un faisceau, les Lumières[10] ».

Traits dominants



Frontispice des *Éléments de la philosophie de Newton*, Voltaire, 1738.

Le *siècle des Lumières* est marqué par une vision renouvelée et élargie du monde héritée de questionnements, parfois angoissés, du dernier quart du XVII[e] siècle. Six traits marquants d'une pensée moderne s'y affirment et peuvent être retenus[11] :

- la primauté de l'esprit scientifique sur la Providence dont la révolution newtonienne est l'illustration la plus marquante ;
- la réflexion politique marquée par la théorie contractuelle, influencée par les travaux de John Locke
- les progrès de l'esprit critique à l'œuvre, pour exemple, dans le *Dictionnaire historique et critique* (1697) de Pierre Bayle et la critique lockienne des idées innées ;
- une première désacralisation de la monarchie dont les *Dialogues* du baron Louis de La Hontan (1710) sont l'une des manifestations ;
- l'affirmation de l'idée de tolérance dans une Europe marquée par les divisions religieuses dont l'œuvre de Lessing, *Nathan le Sage* est une illustration ;
- le déisme.

Ces champs de réflexion précurseurs, qui allaient former le socle de la Philosophie des Lumières, traversent le siècle et influencent de nombreux domaines, à l'instar de l'économie politique[12]. L'idée de progrès vient couronner tous ses traits dominants et les synthétiser dans les ouvrages de Nicolas de Condorcet - *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* - ou de Louis-Sébastien Mercier - *L'An 2440, rêve s'il en fut jamais*.

Combats des Lumières

Les partisans des *Lumières* sont les acteurs de nombreux combats nés de l'« usage public de sa raison dans tous les domaines[13] ». Ces causes célèbres ont permis une mise en perspective des lois et des coutumes d'Europe, ont ainsi opéré une révolution sociologique et ouvert la brèche à l'anthropologie politique. Le dépaysement est central dans cette démarche et le Persan et ses avatars – l'espion chinois[14], juif ou turc[15] – peut apparaître comme un symbole de cet effort de tolérance[16].

Les philosophes ne se contentent pas d'écrire. Ils se mettent aussi personnellement en cause, au risque d'être arrêtés, emprisonnés. Diderot et D'Alembert consacrent plus de vingt ans de leur vie à la publication de l'*Encyclopédie*, énorme dictionnaire de 28 volumes dont 11 volumes d'illustrations consacré à toutes les formes de la connaissance et des sciences. Tous les écrivains et les savants du siècle participent à la rédaction des articles de l'*Encyclopédie*, dont la publication s'étend de 1751 à 1772. Accusé de propager des idées dangereuses, Diderot est emprisonné pendant plusieurs mois. Cependant la vraie volonté de Diderot et de tous les écrivains de l'Encyclopédie était de se battre contre ce qu'ils appelaient l'Obscurantisme religieux. On oppose ainsi les Lumières à l'obscurantisme, ou le manque de culture, de savoir. Les travaux du juriste Beccaria, lui-même influencé par Montesquieu, trouvent leur retentissement dans les affaires Calas et Sirven, où sont affirmées la nécessaire abolition de la question et les limites du pouvoir exécutif. Le procès du chevalier de la Barre inspire à nombre de penseurs une réflexion sur la liberté de conscience. Leur but est avant tout de "sortir les Hommes des ténèbres de leur temps" et "d'Eclairer toute chose a la lumière de la raison".

Sciences et savants à l'âge des Lumières

« Il est largement admis que la « science moderne » est née dans l'Europe du XVII^e^ siècle, introduisant une nouvelle compréhension du monde naturel. » Peter Barrett[17]. »

La France possède de nombreux philosophes et écrivains des Lumières, notamment Montesquieu, Voltaire, Diderot, Beaumarchais et D'Alembert.

L'époque des Lumières fut aussi celle de Bernoulli, Euler, Laplace, Lagrange, Monge, Condorcet, D'Alembert en mathématiques, en physique générale et en astronomie. La compréhension du phénomène physique de l'électricité est amorcée en particulier par les travaux de Cavendish, Coulomb et Volta. Lavoisier pose les fondements de la chimie moderne.

Des savants naturalistes comme Linné, Réaumur, Buffon, Jussieu, Lamarck incarnent l'esprit des Lumières dans le domaine des sciences relevant de l'histoire naturelle dans toute son étendue.



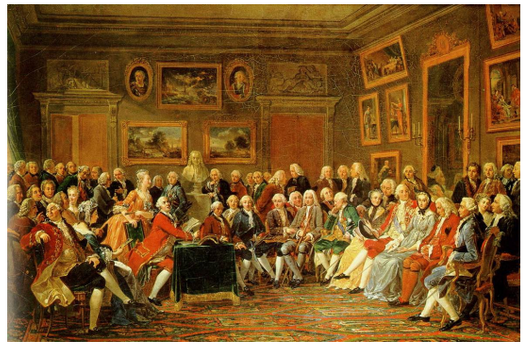
Présentation des membres de l'Académie Royale des Sciences par Colbert à Louis XIV en 1667.

« Des espaces publics critiques »

À la faveur de ces évolutions apparaissent des espaces nouveaux où se diffusent les Lumières[18], entretenues par relations privées et quelquefois par le mécénat d'État. L'Europe des Lumières a ainsi ses lieux privilégiés : cénacles des grandes villes thermales, cours des capitales européennes, chambres de lectures, théâtres, opéras, cabinets de curiosités, salons littéraires et salons artistiques, voire salons de physique à l'instar de celui animé par l'abbé Nollet, Académies, loges maçonniques, cafés mondains, clubs politiques à l'anglaise. Dans ces cadres nouveaux ou renouvelés, les gens de lettres prennent le pouvoir de la critique et font vivre débats esthétiques, querelles littéraires, réflexions politiques[19].



Gravure représentant l'Académie Des Sciences, 1698.



Gabriel Lemmonnier, *Dans le Salon de Madame Geoffrin en 1755*, 1812, Château de Malmaison, Rueil.

Ces lieux où se croisent les anciennes et les nouvelles élites, les artistes sans fortune et leurs mécènes, les agents de l'État et les aventuriers, sont le creuset d'une communauté cosmopolite et hétérogène, faite d'entre soi et d'exclusion. Ils participent à l'affirmation d'une « sphère publique bourgeoise[20] », faite d'affrontements et de spectacles, où se déroulent, et plus particulièrement dans la seconde moitié du XVIII^{e} siècle, les grandes affaires et les « causes célèbres » (Mémoire judiciaire) prérévolutionnaires. Dans ces nouveaux espaces de libertés se manifeste un véritable engouement pour les affaires européennes et se développe l'anglomanie.

Dans le cadre français, les Lumières voient basculer dans les années 1750 leur centre de gravité de Versailles à Paris qui apparaît comme la nouvelle capitale intellectuelle et artistique, comme une capitale des Lumières. Ce brassage implique une redéfinition sociale de l'écrivain.

Le phénomène se développe également en province, où magistrats et érudits locaux, gagnés par les Lumières, forment une classe sociale dirigeante aux nouvelles préoccupations[21].

Salons

Articles détaillés : Salons littéraires et Femmes et salons littéraires.

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. Votre aide [22] est la bienvenue !

Le phénomène des salons commence à la fin du XVII^{e} siècle, dans un contexte prospère. On s'adonne à l'art de la conversation, il s'agit là d'un phénomène parisien et plutôt français. Les salons sont tenus essentiellement par des femmes, souvent issues de la bourgeoisie et ayant des connaissances (Madame du Deffand, Madame Lambert, Claudine Guérin de Tencin, Marie-Thérèse Geoffrin, etc.) Pour que son salon connaisse le succès, la maîtresse du lieu doit s'attacher les services d'un philosophe qui lance les débats. Tenir un salon est l'une des activités les plus recherchées par les femmes, la qualité des invités témoigne de leur pouvoir d'attraction et la réputation du salon repose sur les invités.

Les salons sont des lieux de diffusion de la culture. La liberté d'expression apparaît, ainsi que la notion d'égalité. Ils permettent aux encyclopédistes de faire passer leurs idées. Helvétius et Holbach exposent leurs idées matérialistes.

C'est un lieu de culture qui demeure mondain, en effet, le divertissement en est le but premier. On y expose ses idées mais il n'y a pas de combat pour la vérité. Ce qui compte, c'est la bonne compagnie, les récits amusants, il ne faut pas que les débats soient trop sérieux, le risque serait de passer pour quelqu'un d'ennuyeux[23].

Les vrais et grands philosophes se méfient de ces endroits de diffusion, mais pas de production d'idées. Jean-Jacques Rousseau dénonça la futilité des discussions qui s'y tenaient et parlait de « Morale du bilboquet » pour toute personne qui s'en tenait à l'écart[24]. Les salons sont des lieux de regroupement pour les philosophes, mathématiciens, etc.

Académies et sociétés littéraires

Quoique l'histoire des académies en France au siècle des Lumières remonte à la fondation à Caen de l'Académie de physique de Caen, en 1662, c'est l'Académie des Sciences fondée en 1666, étroitement liée à l'État français et agissant comme l'extension d'un gouvernement en sérieux manque de scientifiques, qui a contribué à promouvoir et à organiser de nouvelles disciplines, en formant de nouveaux scientifiques et en contribuant à l'amélioration du statut des scientifiques sociaux qu'elle considérait comme « les plus utiles de tous les citoyens ». Les Académies démontrent à la fois l'intérêt croissant pour la science ainsi que sa laïcisation accrue, comme en témoigne le petit

nombre d'ecclésiastiques qui y appartenaient (13 %)[25].

En dépit de l'origine bourgeoise de la majorité des académiciens, cette institution était uniquement réservée aux élites scientifiques, qui se voyaient en « interprètes de la science pour le peuple ». C'est par exemple dans cet esprit que l'Académie entreprit de réfuter le magnétisme animal, pseudo-science qui inspire alors un enthousiasme populaire[26].

L'argument le plus fort en faveur de l'appartenance des académies à la sphère publique vient des concours qu'elles ont parrainé dans toute la France. Comme l'a fait valoir Jeremy L. Caradonna dans un récent article paru dans les *Annales*, « Prendre part au siècle des Lumières : le concours académique et la culture intellectuelle au XVIII^e siècle », ces concours étaient peut-être la plus publique de toutes les institutions du siècle des Lumières. L'Académie française a remis au gout du jour une pratique médiévale en relançant les concours publics au milieu du XVII^e siècle. Vers 1725, le sujet des essais, de la poésie ou la peinture qui tournait jusque là autour de la religion et/ou la monarchie, s'est radicalement élargi et diversifié pour inclure la propagande royale, les batailles philosophiques et les réflexions critiques sur les institutions sociales et politiques de l'Ancien Régime. Caradonna ontre que les sujets controversés n'étaient pas toujours évités en citant les théories de Newton et de Descartes, la traite négrière, l'éducation des femmes, et de la justice en France comme exemples[27]. L'ouverture à tous des concours et l'anonymat obligatoire des soumissions garantissait l'impartialité du jugement eu égard au sexe et au rang social des candidats. En dépit de l'appartenance de la « vaste majorité » des participants aux couches les plus riches de la société (« les arts libéraux, le clergé, la magistrature et la profession médicale »), il existe des cas de membres de la classe populaire à avoir soumis des essais et même à les avoir remportés[28].

Un nombre important de femmes ont également participé – et remporté – des concours. Sur un total de 2 300 concours dotés de prix proposés en France, les femmes en ont remporté 49, la majorité à des concours de poésie. Ce chiffre est certes faible par rapport aux normes modernes, mais très important à une époque où la plupart des femmes ne recevaient pas de formation scolaire avancée sauf, justement, dans un un genre comme la poésie[29].

En Angleterre, la Royal Society de Londres a également joué un rôle important dans la sphère publique et la propagation des idées des Lumières en agissant comme centre d'échange pour la correspondance et les échanges intellectuels[30] et jouant, en particulier, un rôle important dans la propagation à travers l'Europe de la philosophie expérimentale de Robert Boyle qui, comme l'ont fait valoir Steven Shapin et Simon Schaffer, était « l'un des fondateurs du monde expérimental dans lequel vivent et fonctionnent aujourd'hui les scientifiques. » La méthode de Boyle Basée sur la connaissance sur l'expérimentation ayant besoin de témoins pour assurer sa légitimité empirique, la Royal Society a joué un rôle avec ses salles d'assemblée qui constituaient des endroits idéaux pour des manifestations relativement publiques nécessaire à cet « acte collectif » de témoignage[31]. Tous les témoins n'étaient pourtant pas jugés crédibles : « Les professeurs d'Oxford étaient considérés fiables que les paysans de l'Oxfordshire. » Deux facteurs étaient pris en compte : la connaissance d'un témoin dans la région et la « constitution morale » du témoin. En d'autres termes, seule la société civile était prise en considération pour le public de Boyle.

Franc-maçonnerie et Lumières



Réception dans la Loge des Mopses, gravure de 1745.

La fondation officielle de la franc-maçonnerie sur le continent européen remonte à 1734, avec l'ouverture d'une loge à La Haye. La première loge pleinement fonctionnelle parait cependant avoir existé depuis 1721 à Rotterdam. De même, des traces de la réunion d'une loge à Paris en 1725 ou 1726 ont été retrouvées[32]. Comme l'écrit Daniel Roche, en 1789, la franc-maçonnerie était particulièrement répandue en France qui comptait alors peut-être pas moins de 100 000 francs-maçons, ce qui en ferait la plus populaire de toutes les associations des Lumières[33]. La franc-maçonnerie ne semble cependant pas avoir été confinée à l'Europe occidentale ; Margaret Jacob en retrouvé l'existence de loges en Saxe en 1729 et en Russie en 1731[34].

En dépit de ces preuves d'existence, la contribution ou même le rôle de la franc-maçonnerie comme facteur principal dans les Lumières a néanmoins fait récemment l'objet de débats parmi les historiens. Certes des figures majeures des Lumières, comme Montesquieu, Voltaire, Pope, Horace et Robert Walpole, Mozart, Goethe, Frédéric le Grand, Benjamin Franklin et George Washington étaient francs-maçons[35], mais des historiens comme Robert Palmer Roswell ont conclu que même en France, les francs-maçons, qui n'ont pas agi en groupe, étaient politiquement « inoffensifs voire ridicules[36] ». les historiens américains ont effectivement noté que Franklin et Washington étaient bien actifs dans la franc-maçonnerie, mais ils ont minimisé l'importance, à l'époque de la Révolution américaine, de ce mouvement apolitique qui comprenait aussi bien des Patriots que des Loyalistes[37].

En ce qui concerne l'influence de la franc-maçonnerie sur le continent européen, l'historien allemand Reinhart Koselleck a affirmé que « Sur le continent, il y avait deux structures sociales qui ont laissé une empreinte décisive sur les Lumières : la République des Lettres et les loges maçonniques[38] », tandis que Thomas Munck, professeur à l'université de Glasgow, a fait valoir que « bien que les francs-maçons aient favorisés les contacts internationaux et intersociaux essentiellement non-religieux et ce, largement en accord avec les valeurs des Lumières, on ne peut guère les décrire comme un important réseau radical ou réformiste en propre[39]. »

Les loges maçonniques anglaises et écossaises originaires des guildes de compagnons du XVII^{e} siècle[40], se ont élargies à divers degrés, au XVIII^{e} siècle, dans un vaste ensemble d'associations interconnectées d'hommes, et parfois de femmes. Margaret Jacob affirme que celles-ci disposaient de leur propre mythologie et de codes de conduite spéciaux comprenant une même compréhension des notions de liberté et d'égalité héritées de la sociabilité des guildes : « liberté, fraternité et égalité[41] » La remarquable similitude de ces valeurs, généralement communes à la Grande-Bretagne et au continent, avec le slogan de la Révolution française de « Liberté, égalité, fraternité » a donné naissance à de nombreuses théories du complot. L'abbé Barruel a notamment fait remonter les origines des Jacobins et, partant, de la Révolution, aux francs-maçons français dans son *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme* (Londres, Ph. le Boussonnier ; Hambourg, P. Fauche 1797-98).



L'union des trois ordres de Nicolas Perseval dépeignant la réconciliation des trois ordres à l'entrée d'un temple maçonnique (v. 1789).

Il est probable que les loges maçonniques ont eu un effet, hormis les théories du complot, sur la société dans son ensemble. Giuseppe Giarrizzo a souligné le rapport étroit entre francs-maçons et Lumières[42]. Jacob fait valoir que les loges maçonniques ont « reconstitué la vie politique et instauré une forme constitutionnelle d'autonomie gouvernementale, avec ses constitutions, ses lois, ses élections et ses représentants ». En d'autres termes, les micro-sociétés mises en place dans les loges ont constitué un modèle normatif pour la société dans son ensemble. Ceci était particulièrement vrai sur le continent : lorsque les premières loges ont commencé à apparaître dans les années 1730, leur incarnation des valeurs britanniques a souvent été perçue comme une menace par les autorités gouvernementales locales. Par exemple, la loge parisienne qui s'est réunie au milieu des années 1720 se compostait d'exilés jacobites anglais[43]. Les francs-maçons de toute l'Europe du XVIII^{e} siècle faisaient, en outre, référence aux Lumières en général. Le rite d'initiation des loges françaises citait ainsi explicitement les Lumières. Les loges britanniques se fixaient comme objectif d'« initier ceux qui ne sont pas éclairés », ce qui ne représente pas nécessairement un liens entre les loges et l'irréligion, mais ne les excluent pas non plus à l'occasion de l'hérésie. Beaucoup de loges rendaient en fait hommage au « Grand Architecte », le terme de la phraséologie maçonnique pour designer le créateur divin d'un univers scientifiquement ordonné[44]. Daniel Roche conteste néanmoins les revendications égalitaristes de la franc-maçonnerie : « l'égalité réelle des loges était élitiste », n'attirant que les personnes de milieux sociaux similaires[45]. Cette absence de véritable égalité a été rendue explicite par la constitution de la loge de Lausanne en Suisse (1741) :

> « L'ordre des francs-maçons est une société de confraternité et d'égalité représentée, à cette fin, sous l'emblème d'un niveau … un frère rend à un autre frère l'honneur et la déférence qui lui sont dus à juste titre à mesure de son rang dans la société civile[46]. »

L'élitisme a bénéficié à certains membres de la société. La présence, par exemple, de femmes nobles dans les « loges d'adoption » françaises qui se sont formées dans les années 1780 est due en grande partie aux liens étroits entre ces loges et de la société aristocratique[47],[48].

Géographie des Lumières

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. Votre aide [22] est la bienvenue !

Les Lumières se sont pensées comme un mouvement européen, international et si le français qui a détrôné le latin comme langue « universelle[49] » semble s'imposer comme le langage par excellence de la nouvelle « République des Lettres », l'homme des Lumières est avant tout un « cosmopolite », un « citoyen du monde[50] » quand il n'est pas un apatride.

Naissance des États-Unis : quête du bonheur et droit à la liberté

Article détaillé : Guerre d'indépendance des États-Unis.

Civilisation matérielle

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. Votre aide [22] est la bienvenue !

Ferveurs nouvelles

Politiques, autant d'adversaires directs ou indirects des Ferveurs nouvelles. À leur influence s'ajoute, pour empêcher le progrès de la dévotion en France, la mode, cette mode qui, jusqu'au règne de Louis XIV, sert à l'impiété de recommandation parmi les gens du monde.

- *D'après René Pintard, Le Libertinage érudit*[51].

Galerie

Les principales figures des Lumières:



Portrait de Emmanuel Kant, Auteur inconnu



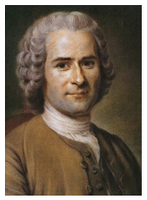
Portrait de David Hume (1711-1776), par Allan Ramsay en 1766.



Portrait de Georges-Louis Leclerc, comte de Buffon(1753)



Portrait de Suzanne Curchod(1739-1794)



Jean-Jacques Rousseau par Maurice Quentin de la Tour, au XVIII siècle, musée Antoine Lecuyer



Portrait de Denis Diderot (1713-1784)



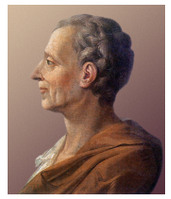
Portrait de Madame du Deffand, par Eugène Asse ()



Portrait de Marie Olympe de Gouges par Alexander Kucharsky.



Portrait de Alessandro Volta (1745-1827)



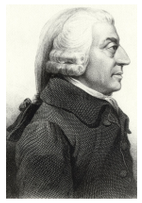
Portrait de Montesquieu (1689-1755)



Portrait de Thomas Jefferson(1743-1826)



Portrait de Jean le Rond D'Alembert (1717-1783)



Portrait de Adam Smith

Notes et références

[1] John Marshall, *John Locke, Toleration and Early Enlightnment Culture*, Cambridge University Press, 2006.

[2] Paul Hazard, *La crise de la conscience européenne (1680-1715)*, 1935

[3] Jacques Godechot, *Les Révolutions*

[4] Ainsi, des institutions comme la Société Internationale d'Études du , (http://www.isecs.org/isecs_sieds/_pages_french/toc_f.htm) ou des publications, comme la *Revue Dix-huitième Siècle* ou des entreprises éditoriales comme le *Dictionnaire européen des Lumières* (sous la direction de Michel Delon, PUF, 2007) ont familiarisés le public avec cette expression.

[5] Sur l'usage que fit le siècle de la formule, voir l'article de Jacques Roger, , (http://www.persee.fr/showPage.do?urn=caief_0571-5865_1968_num_20_1_906) (*Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, 1968, 20,) une archéologie de l'expression.

[6] Jacques Roger, article cité .

[7] Les philosophes "des Lumières" ont pour objectif d'éclairer leur siècle, d'amener une lumière nouvelle sur les questions restées sans réponse. Pierre Bayle, *Nouvelles de la république des lettres*, 1684

[8] Nicolas Antoine Boulanger, Préface aux *Recherches sur l'origine du Despotisme Oriental*, 1761

[9] Mably, *Le Banquet des politiques*, 1776. On trouve souvent les formules "siècle des lumières et de la philosophie" ou "siècle des lumières et de la liberté".

[10] Albert Soboul, *La Civilisation et la Révolution française*, Paris, Arthaud, 1978, .

[11] Paul Hazard, *La Crise de la conscience européenne (1680-1715)*, Fayard, 1967 ; Geoffrey Parker et Lesley M. Smith, *General Crisis of the Seventeenth Century*, Routledge, 1978 ; André Zysberg, *La Monarchie des Lumières (1715-1786)*, Nouvelle histoire de la France moderne, , Points Seuil, 2002, .

[12] Ainsi la critique du colbertisme dans le *Détail de la France* de Pierre Le Pesant de Boisguilbert, imprimé clandestinement en 1695

[13] Emmanuel Kant, *Qu'est-ce que les Lumières*, 1784.

[14] Ange Goudar, *L'Espion chinois ou, l'envoyé secret de la cour de Pékin, pour examiner l'État actuel de l'Europe*, Cologne, 1775.

[15] Jean-Paul Marana, *L'Espion turc*, Cologne [i.e. Rouen], E. Kinkius, 1700.

[16] Hubert Baysson, *L'Idée d'étranger chez les philosophes des Lumières*, Éditions L'Harmattan, 2002.

[17] Peter Barrett (2004), *Science and Theology Since Copernicus: The Search for Understanding* (http://books.google.com/books?id=fwxViwX6KuMC&pg=PA14&dq&hl=en#v=onepage&q=&f=false), , Continuum International Publishing Group, ISBN 0-567-08969-X

[18] Christopher Alan Bayly, *La Naissance du monde moderne, (1780-1914)*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007, 606 .

[19] Sur le sujet, on consultera utilement, Étienne François, « Les formes de sociabilité en France du milieu du », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 34, juillet-septembre 1987, ; Catherine Larrère, . dans Michel Delon (sous la direction de), *Dictionnaire européen des Lumières*, Paris, Presses universitaires de France, 1997, ; Keith Michael Baker, (http://www.persee.fr/showPage.do?urn=ahess_0395-2649_1987_num_42_1_283368), Annales. Histoire, Sciences Sociales, 1987, 42, , .

[20] Sur ce point, l'historiographie s'est nourrie des réflexions de Jürgen Habermas.

[21] Daniel Roche, *Le Siècle des lumières en province : Académies et Académiciens provinciaux : 1680-1789*, Paris - La Haye, 1978.

[22] http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Si%C3%A8cle_des_Lumi%C3%A8res&action=edit

[23] Heyden-Rynsch, Verena Von Der, *Salons européens*, Paris, Gallimard, 1993

[24] Dans le Livre V des *Confessions*, il écrit :

[25] Daniel Roche, *France in the Enlightenment*, 1998, .

[26] Roche, .

[27] Jeremy L. Caradonna, "Prendre part au siècle des Lumières: Le concours académique et la culture intellectuelle au », '*Annales. Histoire, Sciences sociales*, vol.64 (mai-juin 2009), , .

[28] Caradonna, .

[29] Caradonna, .

[30] Steven Shapin, *A Social History of Truth: Civility and Science in Seventeenth-Century England*, Chicago; London: University of Chicago Press, 1994.
[31] Steven Shapin and Simon Schaffer, *Leviathan and the Air-Pump: Hobbes, Boyle, and the Experimental Life* (Princeton: Princeton University Press, 1985), 5, 56, 57. Ce même désir de témoins multiples a mené aux tentatives de reproduction des expériences dans d'autres emplacements et une iconographie complexe et une technologie littéraire a été développée pour fournir la preuve visuelle et écrite des expérimentations. Voir .
[32] Jacob, & 89.
[33] Roche, .
[34] Jacob, .
[35] Steven C. Bullock, "Initiating the Enlightenment?: Recent Scholarship on European Freemasonry", *Eighteenth-Century Life*, , , février 1996, .
[36] Robert R. Palmer, **', 1970, .**
[37] Neil L. York, "Freemasons and the American Revolution", *The Historian* , , 1993, .
[38] Reinhart Koselleck, *Critique and Crisis*, The MIT Press, Cambridge Massachusetts, 1988, .
[39] Thomas Munck, 1994, .
[40] Jacob, .
[41] Jacob, .
[42] *Massoneria e illuminismo nell'Europa del Settecento*, Venise, Marsilio, 1994, .
[43] Jacob, , 73 & 89.
[44] Jacob, 145–147.
[45] Roche, .
[46] Cité par Jacob, p. 147.
[47] Jacob, . Voir également Janet M. Burke, 10 , 1989, .
[48] Voir Marie-Cécile Révauger, *Franc-maçonnerie et politique au siècle des lumières : Europe-Amériques*, Pessac, PUB, 2006, , 379 et Margaret C. Jacob, Living the Enlightenment: Free masonry and Politics in Eighteenth-Century Europe, New York, Oxford University Press, 1991.
[49] En témoigne l'intitulé du sujet proposé par l'Académie de Berlin en 1783 dont devait naître l'ouvrage d'Antoine de Rivarol, *Discours sur l'Universalité de la langue française*
[50] Formule empruntée à l'ouvrage de Louis-Charles Fougeret de Monbron, *Le cosmopolite ou Le citoyen du monde* (http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k88385k), Londres, 1753.
[51] google books (http://books.google.fr/books?id=IeL29wMqdbgC&pg=PA14&lpg=PA14&dq=Ferveurs+nouvelles&source=bl&ots=D1r9bMfbE8&sig=etn6YUWIK4kNx1irebJLGcjM2qo&hl=fr&ei=7oXATLtH0ZDhBsPImYkM&sa=X&oi=book_result&ct=result&resnum=3&ved=0CB4Q6AEwAg#v=onepage&q=Ferveurs nouvelles&f=false)

Annexes

Bibliographie sélective

Article détaillé : Bibliographie des Lumières.

: ouvrage ou article utilisé comme source pour la rédaction de cet article

- F. Braudel, *Civilisation matérielle, Économie et Capitalisme, t. III, Le temps du monde*
- (en) J. O. Lindsay, *The Old Regime (1713-1763)*,
- (en) Daniel Gordon, *Citizens Without Sovereignty: Equality and Sociability in French Thought, 1670-1789*
- Pierre-Yves Beaurepaire, *L'Europe des Lumières*, Paris, PUF, 2004
- Christine Le Bozec, *La Normandie au XVIII^e siècle : croissance, Lumières et Révolution*, Rennes, Éditions Ouest-France, 2002
- Pierre Chaunu, *La Civilisation de l'Europe des Lumières*, Paris, Flammarion, 1997
- Pierre M. Conlon, *Le Siècle des Lumières : bibliographie chronologique*, Genève, Droz, 1983
- Joël Cornette, *Histoire de la France : absolutisme et Lumières (1652-1783)*, Paris, Hachette supérieur, 2005
- Monique Cottret, *Culture et politique dans la France des Lumières : 1715-1792*, Paris, Colin, 2002
- Marcel Brion, Henry Daussy, *Le Siècle des Lumières*, London, Thames & Hudson, 1974
- Béatrice Didier, *Le Siècle des Lumières*, Paris, MA Éditions, 1987.
- (en) Ole Peter Grell et Roy Porter, *Toleration in Enlightenment Europe*, Cambridge University Press, 2000.
- Albert Soboul, Guy Lemarchand, Michèle Fogel, *Le Siècle des Lumières*, Paris, PUF, 1977-1997

- Norman Hampson, *Le Siècle des Lumières*, Paris, Seuil, 1972
- Heyden-Rynsch, Verena Von Der, *Salons européens*, Paris, Gallimard, 1993
- Jacques d'Hondt, *Hegel et le siècle des Lumières*, Paris, PUF, 1974
- Robert Mandrou, *L'Europe « absolutiste ». Raison et raison d'État (1649–1775)*, Fayard, 1977.
- Xavier Martin, *Nature humaine et Révolution française : du siècle des Lumières au Code Napoléon*, Bouère, D.M. Morin, 1994
- Philippe Minard, *La Fortune du colbertisme : état et industrie dans la France des Lumières*, Paris, Fayard, 1998
- Henri Plard, *Morale et vertu au siècle des Lumières*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1986
- Bernard Plongeron, *Théologie et politique au siècle des Lumières (1770-1820) Genève, Droz, 1973*
- Gilbert Py, *L'Idée d'Europe au Siècle des Lumières*, Paris, Vuibert, 2004
- Louis Réau, *L'Europe française au siècle des Lumières, Paris, A. Michel, 1951, 1938*
- Daniel Roche, *La France des Lumières*, Paris, Fayard, 1993
- Liliane Hilaire-Pérez, Daniel Roche, *L'Invention technique au siècle des Lumières*, Paris, Albin Michel, 2000
- Catherine Salles, *Le Siècle des Lumières : 1715-1789*, Paris, Larousse, 1987
- Michel Vovelle, *Le Siècle des Lumières*, Paris, 1977-1988.

Articles connexes

- Philosophie des Lumières
- Histoire de France au XVIIIe siècle
- Espagne des Lumières
- Lumières écossaises
- *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*
- Tolérance des Lumières
- Rationalisme
- Despotisme éclairé
- Haskala

Liens externes

- « Le Siècle des Lumières : un héritage pour demain » (http://expositions.bnf.fr/lumieres/) (exposition virtuelle de la Bibliothèque nationale de France. Coordination scientifique de Tzvetan Todorov)
- Stéphane Haffemayer, Article (http://www.clio-cr.clionautes.org/spip.php?article343) sur le site Les Clionautes (compte-rendu de l'ouvrage de Marie-Christine Skuncke (éd.), *Centre (s) et périphérie (s), les Lumières de Belfast à Beijing*, Actes du colloque d'Uppsala)

-  Portail des Lumières
-  Portail de l'Époque moderne
-  Portail du XVIII^{e} siècle

Sources et contributeurs de l'article

Siècle des Lumières *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=92379371 *Contributeurs*: 20ce, 216, 2A01:E35:2F4A:C1F0:1CD3:DD40:F996:587F, 2A01:E35:2F71:FB50:25D8:BF21:B815:A000, 2A01:E35:8A02:3440:144D:A006:A7F8:A332, A3 nm, Actarus Prince d'Euphor, Addacat, Adri08, Alecs.y, Alex-de-nice, Allmhurach, Alvaro, Am13gore, Amitié, Anthere, Antiamour, Aoineko, Arcane17, Archeos, Archimëa, Arkanosis, Arlette Vidal-Naquet, ArnoLagrange, AviaWiki, B-noa, Baba1811, Badmood, Bahanix, Bbullot, Benjism89, Binabik155, Bloubéri, Blub, Bob08, Boretti, Boss78690, Brahim sisay, Bserin, Buisson, CHARQUIN, Calcagno le bg, Cantons-de-l'Est, CapitaineCook, Caton, Chaoborus, Chaps the idol, Charlie Pinard, Cherry, Chrono1084, Chôji, Cln-id, Conchita, Confucius17, ConyJaro, Cortom2, Coyau, Coyote du 86, Crezyl, Crocy, Célîne, DainDwarf, David Berardan, David- Marengo, DevilsDogFR, Diablo972, Dimdamdom, Dkchacha, Doc103, Docteur Saint James, DocteurCosmos, Dsant, Ducduc62, Démocrite, EDUCA33E, El Caro, Elagabal, Elfix, Ellisllk, Emiliet, Emma marengo, En passant, Epsilon0, Escaladix, Esprit Fugace, Et caetera, Ethernaute, Etiennekd, Fab97, Fafnir, FoeNyx, Forlane, Franz53sda, Freb, Fred.th, Garfieldairlines, Gdarin, Goliadkine, Gollum666, Graoully, Greudin, Grimlock, Grondin, Gz260, GôTô, HB, HYUK3, Hellboy60, Henri.d, Hermezeus, Herr Satz, Hevydevy81, Hinatea Kveta, Holycharly, Homo sovieticus, Hontaine, Horowitz, Hégésippe Cormier, Hémant, IAlex, INyar, Ico, Infoplanete, Inisheer, Iznogood, JLM, Jarfe, Jastrow, Jaucourt, Jay Zuchry, Jd, Je.argy, Jean-Baptiste, JeanPaul, JeanPeyratout, Jerome Charles Potts, Jerome66, Jibi44, Jobertomeu, Joshua972, Jules78120, Julien06200, Jvano, Kanabiz, Kassus, Kesiah, Kilith, Kilom691, Knightelf, Koyuki, Laurent Nguyen, Le gorille, Le pro du 94 :), Le sourcier de la colline, LeCardinal, Leag, Leatunes, Letartean, Lilliputien, Lilyu, Linedwell, Litlok, Lomita, Looxix, Loubna-Marengo, Louiz', Ludo29, Luhan, Lylvic, Léa, Mandeville, Marc Mongenet, Markadet, Masterjohn, Matdu4, Mathpodcast, Mattho69, Maximini1010, Mb05, Miba, MickaëlG, Mightymights, Milean Creor, Miliemurcia, Milord, Mimiferrari, Mitch-mitch, Moyg, Mu, Mutima, Naevus, Nataraja, Ngnth, NicoV, Nicod, Nicolas Lardot, Nicolas Ray, Nicostella, Nicowritter, Nykozoft, O. Morand, Oblic, Oguh-31, Ork, Orthogaffe, Oxam Hartog, P-e, Pautard, Pem, Pgreenfinch, Phe, PhilipWinter, Pic-Sou, PierreSelim, Pierrelm, PivWan, Pld, Pmiize, Pok148, Poleta33, Polmars, Polo68, Président, Puckly, Puisjeboire, Punawa, Quentinv57, R, RM77, ROUSSEAU, Ragnald, RedSkull76, Reychstan, Ro8269, Rokhan, Romanm, Romary, Romram, Ryo, Rémih, Sadik69, Salignac, Sam Hocevar, Seawind, Sebb, Sebleouf, Serein, Shakki, Shams, Sherbrooke, Skouratov, Slasher-fun, Smily, SniperMaské, SofiaNadezda, Solensean, Speculos, Spooky, Stanlekub, Styxyn, Sum, Supremamangaka, Sylfred1977, Symposiarch, Sémhur, Theoliane, Theophileeeeeee, Titlutin, Tomates Mozzarella, Topeil, Treanna, Triflinder, Truhiyanu, Turb, Tvpm, Udufruduhu, Ultrogothe, Urban, Utopies, Vachefolle60, Valérie75, Vgainche, Weft, Wissenz, Wolkenjäger, Woozz, XXbodiloXx, Xavier Combelle, Xic667, Xofc, Yann, Yelkrokoyade, Ytreza7, Zebulon84, Zelda, Zitatiz, Zoldik, Zouavman Le Zouave, ~Pyb, 798 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Image:Disambig colour.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Disambig_colour.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bub's

Fichier:David - Portrait of Monsieur Lavoisier and His Wife.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:David_-_Portrait_of_Monsieur_Lavoisier_and_His_Wife.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: AnRo0002, Badzil, Bohème, Boo-Boo Baroo, Churchh, Cybershot800i, Didactohedron, Diligent, Ecummenic, Elian, FxJ, Jastrow, Kilom691, Kirtap, Mattes, Mutter Erde, Natl1, Pierpao, QWerk, Serge Lachinov, Shakko, Sir Gawain, Slomox, Soerfm, Svencb, Urban, Zolo, 2 modifications anonymes

Fichier:Voltaire Philosophy of Newton frontispiece.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Voltaire_Philosophy_of_Newton_frontispiece.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Carcharoth (Commons), Guérin Nicolas, Man vyi, Mattes, Mu, Plindenbaum, Ragesoss, Rocket000, 8 modifications anonymes

Fichier:Colbert Presenting the Members of the Royal Academy of Sciences to Louis XIV in 1667.PNG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Colbert_Presenting_the_Members_of_the_Royal_Academy_of_Sciences_to_Louis_XIV_in_1667.PNG *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bukk, Coyau, FA2010, FernandoFranciles, Jimmy44, LBE, Mapmarks, Mathiasrex, Pradatsch, Shakko, ~Pyb

Fichier:Académie des Sciences 1698.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Académie_des_Sciences_1698.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: JackyR, Mdd, Ragesoss, Rd232

Fichier:Salon de Madame Geoffrin.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Salon_de_Madame_Geoffrin.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bohème, Ecummenic, Jimmy44, Kilom691, Lavulmeuse, LeastCommonAncestor, Man vyi, Mattes, Mu, Pierpao, Sir Gawain, Xhienne, Zolo, 4 modifications anonymes

Fichier:Loge des Mopses.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Loge_des_Mopses.png *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: FA2010, Felistoria, Liberal Freemason

Fichier:Les trois ordres 6986.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Les_trois_ordres_6986.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0,2.5,2.0,1.0 *Contributeurs*: User:Garitan

Fichier:Kant5.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Kant5.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: AndreasPraefcke, Tenzintrepp, 1 modifications anonymes

Fichier:David Hume.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:David_Hume.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Beria, Bjankuloski06en, Boo-Boo Baroo, Diomede, Ecummenic, FA2010, Gabor, Ham, Hannah, Huerlisi, Jonathan Oldenbuck, Mattes, Moogsi, Mutter Erde, Mxn, PKM, Red devil 666, Shakko, Sir Gawain, Slomox, Thorvaldsson, 2 modifications anonymes

Fichier:Buffon 1707-1788.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Buffon_1707-1788.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: AndreasPraefcke, Austriacus, Beria, Boo-Boo Baroo, Bukk, Ecummenic, Kelson, Kilom691, Mattes, Olivier2, Shakko, Thuresson, Valérie75, 2 modifications anonymes

fichier:Curchod, Suzanne.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Curchod,_Suzanne.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Anne97432, Arniep, Bohème, Churchh, Ecummenic, Infrogmation, Ji-Elle, Justelipse, Kilom691, LeastCommonAncestor, Mattes, Pierpao, Shakko, Thorvaldsson, 3 modifications anonymes

Fichier:Jean-Jacques Rousseau (painted portrait).jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Jean-Jacques_Rousseau_(painted_portrait).jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Beria, Bohème, Dzordzm, Ecummenic, Goldfritha, Kilom691, Maarten van Vliet, Mattes, Parpan05, Pointillist, Rimshot, Schaengel89, Sctechlaw, Shakko, Thorvaldsson, 4 modifications anonymes

fichier:Denis Diderot 111.PNG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Denis_Diderot_111.PNG *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Boo-Boo Baroo, Ecummenic, Mathiasrex, PKM, Sammyday, Shakko

Fichier:MarieduDeffand.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:MarieduDeffand.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bohème, Ecummenic, Frank C. Müller, Mu, Simonxag, Sir Gawain, W. C. Minor

Fichier:Marie-Olympe-de-Gouges.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Marie-Olympe-de-Gouges.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Awadewit, Badzil, Beria, Ecummenic, Jaucourt, Shakko, 1 modifications anonymes

File:Alessandro Volta.jpeg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Alessandro_Volta.jpeg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Original uploader was Dr. Manuel at de.wikipedia

File:Montesquieu 1.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Montesquieu_1.png *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: AnRo0002, AndreasPraefcke, Beria, Bohème, Boo-Boo Baroo, Coyau, Ecummenic, Mutter Erde, Phrood, Zolo

File:Thomas Jefferson by Mather Brown.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Thomas_Jefferson_by_Mather_Brown.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution 2.0 *Contributeurs*: Painter: Mather Brown (1761-10-07 - 1831-05-25)Photographer: cliff1066

File:Jean d'Alembert.jpeg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Jean_d'Alembert.jpeg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Beria, Bohème, Cherry, Ecummenic, FSII, Finavon, G.dallorto, Jastrow, Kilom691, Maksim, Mattes, Shakko, Themightyquill, Thorvaldsson, 1 modifications anonymes

File:AdamSmith.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:AdamSmith.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Etching created by Cadell and Davies (1811), John Horsburgh (1828) or R.C. Bell (1872). The original depiction of Smith was created in 1787 by James Tassie in the form of an enamel paste medallion. Smith did not usually sit for his portrait, so a considerable number of engravings and busts of Smith were made not from observation but from the same enamel medallion produced by Tassie, an artist who could convince Smith to sit.

Image:Nuvola apps ksig horizonta.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Nuvola_apps_ksig_horizonta.png *Licence*: GNU Lesser General Public License *Contributeurs*: David Vignoni

Fichier:Alembert.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Alembert.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Archaeodontosaurus

Fichier:Herman Moll Map of Europe.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Herman_Moll_Map_of_Europe.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: AndreasPraefcke, David Kernow, Flamarande, Labant, Roke, 2 modifications anonymes

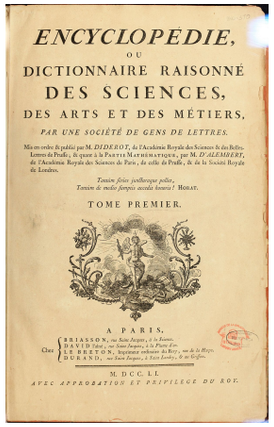
Fichier:D'après Jean-Marc Nattier, Portrait de Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais (Bibliothèque-musée de la Comédie-Française) -001.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:D'après_Jean-Marc_Nattier,_Portrait_de_Pierre-Augustin_Caron_de_Beaumarchais_(Bibliothèque-musée_de_la_Comédie-Française)_-001.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bdk, Bohème, Boo-Boo Baroo, Ecummenic, Mattes, Moe Epsilon, Mu, PKM, Ranveig, Rufinus, Sir Gawain, Thorvaldsson, Zolo, 2 modifications anonymes

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/

Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers

Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers


ENCYCLOPEDIE,
OU
DICTIONNAIRE RAISONNÉ
DES SCIENCES,
DES ARTS ET DES MÉTIERS,
PAR UNE SOCIÉTÉ DE GENS DE LETTRES.
Tantæ molis erat Romanam condere gentem! HORAT.
TOME PREMIER.
A PARIS.
M. DCC. LI.
AVEC APPROBATION ET PRIVILEGE DU ROY.

Page de titre du premier tome, 1751

Auteur	sous la dir. de Denis Diderot et, partiellement, de D'Alembert
Pays d'origine	France
Lieu de parution	Paris
Éditeur	Le Breton, Durand, Briasson, Michel-Antoine David
Date de parution	1751-1772
Nombre de pages	17 volumes de texte, 11 volumes de planches
Chronologie	
Supplément à l'Encyclopédie	

L'***Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*** est une encyclopédie française, éditée de 1751 à 1772 sous la direction de Diderot et D'Alembert.

Il s'agit d'un ouvrage majeur du XVIII^{e} siècle. D'abord parce qu'elle est la première encyclopédie française. Ensuite, par la synthèse des connaissances du temps qu'elle contient, elle représente un travail rédactionnel et éditorial considérable pour l'époque. Enfin, au-delà des savoirs qu'elle compile, le travail qu'elle représente et les finalités dont la chargent ses auteurs deviennent un symbole de l'œuvre des Lumières, une arme politique et, à ce titre, l'objet de nombreux rapports de force entre les éditeurs, les rédacteurs, le pouvoir séculier et ecclésiastique.

Le recensement et le dénombrement des contributions de la « société de gens de lettres » à l'origine de l'*Encyclopédie* fait l'objet d'un article distinct : Encyclopédistes.

Il est possible de consulter l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert sur Internet, notamment sur le site d'Analyse et traitement informatique de la langue française (ATILF).

L'aventure éditoriale

Un projet de traduction (1728-1745)

À l'origine, l'*Encyclopédie* ne devait être que la traduction en français de la *Cyclopædia* d'Ephraïm Chambers, dont la première édition date de 1728. La France ne possédait alors aucun ouvrage de ce genre, les métiers et les arts mécaniques étant tenus pour mineurs.

Savant renommé et membre de la Royal Society[1], Gottfried Sellius propose en janvier 1745[] à l'éditeur parisien André Le Breton de traduire la *Cyclopaedia*. Jusqu'à sa mort pourtant, en 1740, Chambers avait refusé les offres alléchantes d'éditeurs français[2], sujets, comme beaucoup, à l'anglomanie. Sellius propose dans la foulée comme cotraducteur John Mills, un Anglais qui vivait en France.

En février 1745, Mills, aidé par Sellius, rend à Le Breton un rapport d'audit où il prévoit que la traduction nécessitera 4 volumes de textes (1.000 pages en tout), 1 volume de 120 planches et enfin un supplément contenant un lexique français avec des traductions en latin, allemand, italien et espagnol réservé à l'usage des « voyageurs étrangers ». Dans la foulée, Mills réclame à l'éditeur de figurer en nom propre sur le document appelé privilège, laquelle mention lui garantissait des droits de propriété sur ses textes. L'éditeur promet de le faire. Quelque temps plus tard, Mills découvrait que Le Breton n'avait pas effectué la demande : une querelle s'ensuivit, car la date d'expiration de la demande était dépassée. De peur de voir le projet et ses revenus lui échapper, Mills céda une part de ses droits à Le Breton. Satisfait, celui-ci accomplit les formalités d'usage et la demande de privilège est enregistrée pour 20 ans le 27 février 1745. Le 5 mars 1745, Le Breton Sellius et Mills signent le contrat de traduction qui les liera. Un prospectus de souscription est diffusé dans la foulée ; il contient déjà quelques articles traduits en français (*atmosphère*, *fable*, *sang*,…), annonce le premier tome comme disponible à la vente en juin 1746 au prix total de 135 livres et les volumes suivants pour décembre 1748.

Les mois suivant, Mills se montre de plus en plus nerveux : avant de poursuivre le travail, il réclame une avance à Le Breton qui traîne des pieds. L'appel à souscription enregistrait un certain succès et fut clôt le 31 décembre 1745 à un niveau qui garantissait à Le Breton (et à Mills) de substantiels bénéfices. Sans doute décidé à se débarrasser de ce collaborateur trop encombrant, Le Breton argua que les traductions de Mills contenaient des contresens, des approximations et surtout une augmentation sensible du volume en termes de mots - ce qui est pourtant normal quand on passe de l'anglais au français, celle-ci étant moins compacte que celle-là. Se pourrait-il que Mills ait eu recours aux éditions Chambers de 1741 ou de 1743, plus volumineuse que celle de 1728 ? Le document liant l'éditeur de Chambers et Le Breton reste imprécis sur ce point, toujours est-il que Le Breton se rend compte que l'audit de Sellius et Mills était en dessous des réalités économiques : la traduction du Chambers ne tiendra jamais en si peu de pages ! En janvier 1746, paniqué par le nombre croissant de mot à traduire, Mills réclame de l'argent et cette fois menace d'un procès quand il se rend compte que Le Breton n'a pas du tout respecté l'accord de répartition. Malin, Le Breton fait alors annuler le document et en réclame un autre le 13 janvier à son nom et à celui de trois autres éditeurs, excluant *de facto* Mills. Dégoûté, se sentant escroqué, Mills en vient au mains le 7 août et reçoit un violent coup de canne de la part de Le Breton. Un procès eut lieu, mais Le Breton fut acquitté en raison des circonstances[3].

1746-1750 : Un projet de plus grande ampleur

Le 18 octobre 1745, Le Breton décide de s'associer à trois autres éditeurs, Antoine-Claude Briasson, Michel-Antoine David et Laurent Durand, pour pouvoir faire face à l'augmentation des coûts d'édition. Le 21 janvier 1746, les quatre associés se voient renouveler le privilège d'édition pour 20 ans.

Diderot n'est pas inconnu des trois nouveaux associés de Le Breton : il était en train de cotraduire pour eux le *Dictionnaire universel de médecine* de Robert James dont le premier volume sort en 1746.

Après avoir renvoyé Mills, et s'étant mis en quête d'un rédacteur en chef réellement capable de gérer la traduction (on parle déjà d'une « adaptation »), Le Breton engage le 27 juin 1746 l'abbé Gua de Malves qui souhaitait embarquer dans l'aventure, entre autres, le jeune Étienne Bonnot de Condillac, Jean le Rond d'Alembert et Denis Diderot, ces deux derniers ayant signé le contrat en tant que témoins. Un grand dîner, le soir même, réunit les éditeurs, Gua de Malves, Diderot et D'Alembert ; Le Breton régla la note de 44 livres et porta la somme sur le registre des comptes relatif à l'*Encyclopédie*.

Dans une lettre datée de mai-juin 1746, D'Alembert écrit au marquis d'Adhémar que, déjà, il « traduit une colonne d'anglais par jour » et qu'il est payé « 3 louis par mois ». Le contrat stipule par ailleurs que Diderot a la possibilité de demander à « refaire traduire tous les articles jugés inacceptables ». Plus tard, dans son *Discours préliminaire*, il justifiera l'abandon d'une simple traduction d'abord parce que Chambers avait puisé dans des ouvrages français « la plus grande partie des choses dont il a composé son Dictionnaire » et aussi parce « qu'il restoit beaucoup à y ajoûter ».

Au bout de treize mois, le 3 août 1747, Gua de Malves est renvoyé en raison de ses méthodes trop rigides et Le Breton place Diderot et d'Alembert officiellement à la tête d'un projet de rédaction d'une encyclopédie originale le 16 octobre 1747. Diderot gardera cette charge pendant les 25 années suivantes et verra l'*Encyclopédie* achevée.

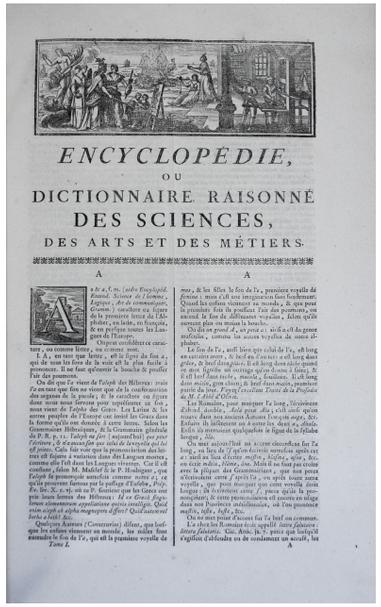
Sous leur impulsion, ce modeste projet prend rapidement une tout autre ampleur avec un désir de synthèse et de vulgarisation des connaissances de l'époque ; le *Prospectus* destiné à engager les souscripteurs, rédigé par Diderot, est publié à 800 exemplaires en novembre 1750.

1751 : parution du premier volume

Pour mener à bien leur projet, Diderot et D'Alembert, s'entourent d'une *société de gens de lettres*, visitent les ateliers, s'occupent de l'édition et d'une partie de la commercialisation.

Le premier volume paraît en 1751 et contient le *Discours préliminaire* rédigé par D'Alembert.

Article détaillé : Discours préliminaire de l'Encyclopédie.



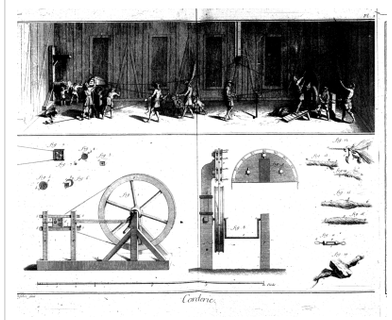
Première page du texte

1752-1753 : première interdiction

En février 1752, les Jésuites font pression sur le Conseil d'État pour obtenir la condamnation et l'interruption de la publication de l'Encyclopédie - s'appuyant entre autres sur le scandale provoqué par la thèse[4] présenté à la Sorbonne par l'abbé de Prades, collaborateur de l'Encyclopédie. Ils obtiennent gain de cause : le Conseil d'état interdit de vendre, d'acheter ou de détenir les deux premiers volumes parus. C'est par l'appui de Malesherbes, directeur de la librairie et chargé de la censure, mais défenseur du projet encyclopédique, que la publication peut reprendre en novembre 1753. D'Alembert, prudent, décide cependant de ne plus se consacrer qu'aux parties mathématiques.

La levée de cette interdiction ne met cependant pas fin aux oppositions à l'ouvrage même si elles se confondent parfois avec les attaques portées en général contre le Parti philosophique. Le récollet Hubert Hayer et l'avocat Jean Soret publient de 1757 à 1763 un périodique appelé *La Religion vengée ou Réfutation des auteurs impies*. Abraham Chaumeix suit en 1758, avec ses *Préjugés légitimes contre l'Encyclopédie et essai de réfutation de ce dictionnaire*, en 8 volumes.

1756 : Les emprunts à *La Description des Arts et métiers*


Illustration de l'Encyclopédie pour laquelle Duhamel du Monceau a écrit l'article « Corderie »

Dès sa création, le roi demande à l'Académie de réaliser un appui au développement industriel et artisanal. En 1712, Réaumur est chargé d'un programme d'édition portant sur 250 arts, la *Description des Arts et Métiers*. Réaumur et l'Académie mettent au point les méthodes, élaborent le style des gravures et accumulent une immense documentation, mais le projet s'interrompt en 1725[5].

> « L'infidélité et la négligence de mes graveurs, dont plusieurs sont morts, ont donné la facilité à des gens peu délicats sur les procédés de rassembler des épreuves de ces planches, et on les a fait graver de nouveau pour les faire entrer dans le Dictionnaire encyclopédique. J'ai appris un peu tard que le fruit d'un travail de tant d'années m'avait été enlevé »

— Réaumur, lettre à Samuel Forney, le 23 février 1756

Selon toute vraisemblance, Diderot et D'Alembert auraient fait reproduire des centaines de gravures dans leur *Encyclopédie* au point qu'un procès pour plagiat fut intenté par Pierre Patte contre Panckoucke qui, entre 1771 et 1783, les réimprimait au format in-4°, à Neuchâtel, en 19 volumes, avec des augmentations et annotations de J.-E. Bertrand. L'historien Maurice Tourneux conteste le plagiat et fait valoir que la maison d'édition Libraires associés avait racheté au moins les cuivres des planches en toute légalité, pour un montant équivalent à 250 000 F.

Par ailleurs, poursuivant l'œuvre de Réaumur, Henri Louis Duhamel du Monceau relançait en 1757 la *Description des Arts et Métiers* à laquelle Diderot empruntera des éléments notamment pour les articles « Agriculture », « Corderie », « Pipe » et « Sucre ».

1759 : révocation du privilège

Jusqu'en 1759, la publication des volumes 3 à 7 se poursuit, mais les opposants fulminent.

Après la tentative d'assassinat de Robert François Damiens contre Louis XV (le 5 janvier 1757), le parti dévot saisit l'occasion de signaler le laxisme de la censure. Il pense que le but de l'*Encyclopédie* est d'ébranler le gouvernement et la religion (ce qui est en partie vrai, puisqu'on trouve dans l'Encyclopédie des attaques évidentes contre l'Église et le gouvernement en place).

Le 8 mars 1759, à la suite des remous causés par la parution de *De l'esprit* de Claude-Adrien Helvétius, le privilège de l'*Encyclopédie* est révoqué. Le pape Clément XIII condamne également l'ouvrage.

D'Alembert abandonne définitivement le projet.

Article détaillé : Lettre à D'Alembert.

Dans le même temps, les libraires doivent aussi faire face à une accusation de plagiat de planches dessinées par l'Académie des sciences et destinées à la *Description des arts et métiers*.

Dès septembre 1759, Malesherbes permet de contourner la suppression du privilège en obtenant la permission de publier des volumes de planches ; ils paraîtront à partir de 1762. La rédaction et la publication du texte se poursuivront clandestinement.

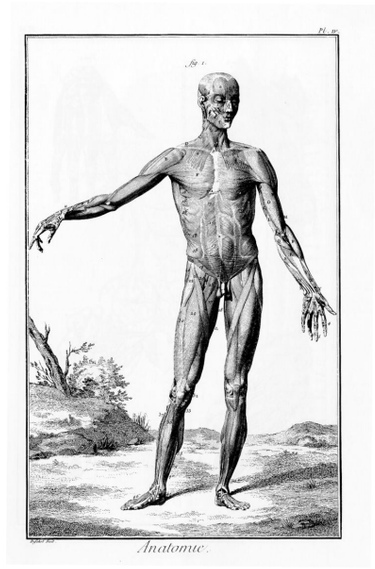


Planche d'anatomie.

1762-1765 : achèvement du texte

En 1762, le vent politique change : l'expulsion des Jésuites sur un arrêt du Parlement fait souffler un vent de liberté. Les volumes 8 à 17 paraissent, sans privilège et sous une adresse étrangère. En 1764, Diderot découvre la censure exercée par Le Breton lui-même sur les textes de l'Encyclopédie. En 1765, Diderot achève le travail de rédaction et de supervision, avec une certaine amertume.

1765-1772 : fin de la publication

Les deux derniers volumes des planches paraissent sans difficulté en 1772.

1769-1778 : Le procès de Luneau de Boisjermain

À partir de 1769, les libraires, Briasson en particulier, et Diderot, durent encore se défendre au procès intenté par un souscripteur mécontent, Pierre-Joseph Luneau de Boisjermain, qui se plaignait de l'augmentation du prix de l'ouvrage par rapport à ce qu'annonçait le *Prospectus* de novembre 1750. En effet, le projet initial avait été largement dépassé par la fougue des Encyclopédistes et était passé de 10 à 26 volumes. En conséquence, les libraires avaient fait passer le prix à 850 livres au lieu des 280 livres du prix de souscription original. En 1771, les associés durent remettre au juge les documents pertinents, qui restèrent en sa possession jusqu'à l'énoncé du jugement[6]. La question fut tranchée en 1778, en faveur des libraires, trois ans après la mort de Briasson.

Après 1776

Le *Supplément*

En 1776-1777, Charles-Joseph Panckoucke et Jean-Baptiste-René Robinet font paraître un *Supplément* en 4 volumes de textes et 1 de planches. Deux volumes de tables paraissent en 1780. Il est à noter que Diderot ne participe pas en tant que rédacteur d'articles à cette entreprise (voir dans l'article Encyclopédistes la listes des contributeurs au *Supplément*).

Les 17 volumes initiaux, les 11 volumes de planches, le *Supplément* de 4 volumes, son volume de planches et les *Tables* de Mouchon en 2 volumes, constituent les 35 volumes de l'édition de base, dite de Paris, de l'*Encyclopédie*.

Article détaillé : Supplément à l'Encyclopédie.

Réédition, adaptations, contrefaçons

Par ailleurs, l'édition originale fut rapidement suivie de rééditions, d'adaptations et d'éditions contrefaites.

Déjà en 1770, un éditeur suisse entreprend la publication d'une encyclopédie similaire, d'inspiration plus européenne et protestante : l'Encyclopédie dite d'Yverdon.

Une encyclopédie monumentale, issue de celle de Diderot et D'Alembert dont elle se veut une version améliorée et enrichie, paraît de 1782 à 1832 sous le nom d'*Encyclopédie méthodique*, dite « Encyclopédie Panckoucke ». Celle-ci comprend plus de 150 volumes de texte et plus de 50 volumes de planches.

Ainsi, si la première édition fut tirée à 4 225 exemplaires, on compte près de 24 000 exemplaires, toutes éditions confondues, vendus au moment de la Révolution française.

Dans sa forme "enrichie", l'*Encyclopédie* arriva en Angleterre en 1799, via Panckoucke qui vendit les droits.

L'aventure économique

Cet ouvrage, énorme pour l'époque, a occupé un millier d'ouvriers pendant vingt-quatre ans.

Prix de vente

Les conditions d'acquisition, énoncées à la dernière page du prospectus, sont les suivantes. Pour 10 volumes in-folio dont 2 de planches : 60 livres en acompte, 36 livres à la réception du premier volume prévue pour juin 1751, 24 livres à la livraison de chacun des suivants échelonnés de six mois en six mois, 40 livres à la réception du huitième volume et des deux tomes de planches. En tout, 372 livres.

Vu le prix élevé, on peut en déduire que le lecteur était issu de la bourgeoisie, de l'administration, de l'armée ou de l'Église[7].

La première édition in-folio revient finalement à un total de 980 livres, tandis que l'édition ultérieure in-quarto en coûtera 324 et l'in-octavo 225[8]. Pour mettre ces chiffres en perspective, il faut savoir que Diderot a gagné en moyenne 2600 livres par an pendant ses 30 années de travail sur l'*Encyclopédie* et qu'un artisan spécialisé gagnait alors 15 livres par semaine[9].

Tirage

L' *Encyclopédie* fut tirée à 4 255 exemplaires[10] - quantité très importante à une époque où un tirage courant ne dépassait pas les 1 500 exemplaires. De ce nombre, Robert Darnton estime qu'environ 2 000 exemplaires ont été diffusés en France et le reste à l'étranger[11].

Vente de l'ouvrage

Le prospectus de 1750 apporte un millier de souscriptions. L'interdiction temporaire des tomes 1 et 2 a attisé les curiosités sur l'ouvrage. On compte alors plus de 4 000 souscriptions. Suite aux remous causés par *De l'esprit*, à l'interdiction du privilège et l'interdiction papale, Le Breton est accessoirement condamné à rembourser les souscripteurs : aucun ne se présentera en ce sens. Il ne faut pas confondre les acheteurs et le lectorat. Comme les cabinets de lecture se multipliaient, il est probable qu'un public plus large y ait consulté l'ouvrage.

L'esprit encyclopédique

L'Encyclopédie est représentative d'un nouveau rapport au savoir. Elle « marque la fin d'une culture basée sur l'érudition, telle qu'elle était conçue au siècle précédent, au profit d'une culture dynamique tournée vers l'activité des hommes et leurs entreprises[12].

Esprit philosophique



Frontispice de l'Encyclopédie (détail) : on y voit la Vérité rayonnante de lumière; à droite, la Raison et la Philosophie lui arrachent son voile (peint par Charles Nicolas Cochin et gravé par Benoît-Louis Prévost en 1772 (Frontispice entier)

Jules Michelet écrit : « l'*Encyclopédie*, livre puissant, quoi qu'on ait dit, qui fut bien plus qu'un livre, — la conspiration victorieuse de l'esprit humain[13]. »

En ce siècle des Lumières, l'évolution de la pensée est liée à l'évolution des mœurs. Les récits de voyages — celui de Bougainville, par exemple — incitent à la comparaison entre les différentes civilisations : la morale et les habitudes apparaissent relatives à un lieu et à un temps. Les bourgeois viennent désormais frapper aux portes de la noblesse, ils deviennent la noblesse de robe par opposition à la noblesse d'épée. Mais la logique du déterminisme (héréditaire) et du libre arbitre s'opposent. De nombreux bourgeois se sentent frustrés que la situation soit bloquée (en particulier par rapport au Royaume-Uni).

De nouvelles valeurs s'imposent : *la nature* qui détermine le devenir de l'homme, *le bonheur terrestre* qui devient un but, *le progrès* par lequel chaque époque s'efforce de mieux réaliser le bonheur collectif. Le nouvel esprit philosophique qui se constitue est basé sur l'amour de la science, la tolérance. Il s'oppose à toutes les contraintes de la monarchie absolue et à la religion. L'essentiel est alors d'être utile à la collectivité en diffusant une pensée concrète où l'application pratique l'emporte sur la théorie, et l'actualité sur l'éternel.

Esprit scientifique

Cette évolution s'inspire de l'esprit scientifique. Les méthodes expérimentales, appliquées à des questions philosophiques, aboutissent à l'empirisme, selon lequel toute notre connaissance dérive, directement ou indirectement, de l'expérience par les sens. *L'Encyclopédie* marque aussi l'apparition des sciences humaines.

En outre, l'esprit scientifique se manifeste par son caractère encyclopédique. Le XVIII^e^ siècle ne se spécialise pas, il touche à tous les domaines : science, philosophie, arts, politique, religion, etc. Ainsi s'explique la production de dictionnaires et de sommes littéraires qui caractérisent ce siècle et dont l'*Encyclopédie* est l'ouvrage le plus représentatif. On peut citer : *L'Esprit des lois* de Montesquieu (31 livres), l'*Histoire naturelle* de Buffon (36 volumes), l'*Essai sur les origines des connaissances humaines* de Condillac, le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire (614 articles). Fin du XVII^e^ siècle, Fontenelle, dans *Entretiens sur la pluralité des mondes* (1686), et Pierre Bayle, dans le *Dictionnaire historique et critique* (1697), vulgarisaient déjà cette pensée fondée sur les faits, l'expérience et la curiosité pour les innovations.

Esprit critique

Quant à l'esprit critique, il s'exerce principalement contre les institutions. À la monarchie absolue, on préfère le modèle anglais de gouvernement par une monarchie constitutionnelle). La critique historique des textes sacrés attaque les certitudes de la foi, le pouvoir du clergé et les religions révélées. Les philosophes s'orientent vers le *déisme* qui admet l'existence d'un dieu sans église. Ils critiquent également la persécution des Huguenots par la monarchie française (voir l'article *Réfugiés*).

Le pendant positif de cette critique est l'esprit de réforme. Les encyclopédistes prennent parti pour le développement de l'instruction, l'utilité des belles-lettres, la lutte contre l'Inquisition et l'esclavage, la valorisation des arts « mécaniques », l'égalité et le droit naturel, le développement économique qui apparaît comme source de richesse et de confort.

Pour défendre leurs idées, les auteurs ont oscillé entre le ton polémique (voir l'article *Prêtres* de D'Holbach) et des techniques d'autocensure qui consistaient à déguiser ses idées en s'appuyant sur des exemples historiques précis. L'examen scientifique des sources leur permettait une remise en question des idées léguées par le passé. L'abondance des annotations historiques décourageait une censure à la recherche d'idées subversives. Certains encyclopédistes ont préféré faire passer des vues iconoclastes par des articles apparemment anodins. Ainsi, l'article consacré au *capuchon* est l'occasion de ridiculiser les moines.

Même si la quantité a parfois nui à la qualité, il faut souligner la singularité de cette aventure collective que fut l'*Encyclopédie* : pour la première fois, on y décrit à égalité avec les savoirs « nobles » tous les savoir-faire : la boulangerie, la coutellerie, la chaudronnerie, la maroquinerie. Cette importance accordée à l'expérience humaine est une des clefs de la pensée du siècle : la *raison* se tourne vers l'être humain qui en est désormais la fin.

Esprit bourgeois

L'article « Encyclopédiste » met en avant le profil du collaborateur moyen de l'Encyclopédie : il appartient à la classe émergente du XVIII^{e} siècle, la bourgeoisie. En particulier, Diderot et D'Alembert sont bourgeois, les éditeurs sont bourgeois, le lecteur moyen est bourgeois. Il n'est donc pas surprenant de retrouver cette tendance dans *l'Encyclopédie*. Les dimensions pratique et concrète de *l'Encyclopédie* en témoignent.

- le titre : *dictionnaire des arts et métiers*
- les planches
- le matérialisme tant reproché à certains auteurs

L'article « Réfugiés » en est un exemple parfait. Il valorise le travail, la richesse, et l'industrie, par opposition aux valeurs de la noblesse, à savoir, les faits d'armes, le refus du négoce et de l'agriculture.

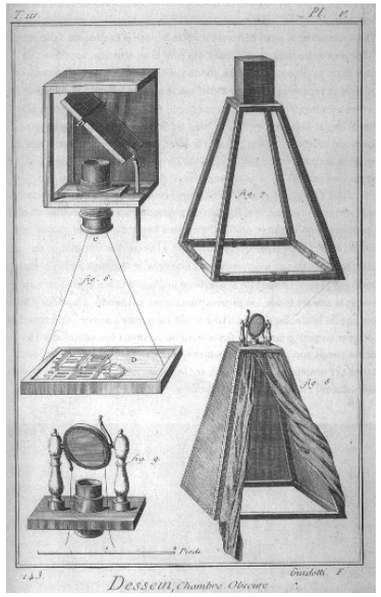


Planche de l'Encyclopédie : Chambre obscure.

La question de l'unité

Ces caractéristiques (esprit bourgeois, scientifique et critique) sont des impressions globales qui se dégagent quand on tente d'appréhender globalement la ligne éditoriale de l'*Encyclopédie*. Il ne faut cependant pas croire que cela ressortisse à une intention ou une stratégie délibérée et qu'une quelconque unité ait été recherchée par les directeurs ou les éditeurs.

Les dissensions entre Diderot et D'Alembert, ou avec les éditeurs, les renvois brisés (voir ci-après) et les articles contradictoires montrent à suffisance l'improvisation relative dans la conception générale du corpus.

Si *l'Encyclopédie* fut bien la « machine de guerre des Lumières », ainsi qu'on l'a dit, « Ce n'est pas une machine de guerre cohérente où s'est exprimé le rôle historique de la bourgeoisie capitaliste, seule classe assurée de ses buts et de ses moyens, comme on l'a tant de fois affirmé ; son public (...) est moins animé par la cohésion sociale et idéologique que par la généralisation extrêmement étendue d'un besoin de connaissance. »[14]

Pour le public du XVIII^{e} siècle, toutefois, « l'ouvrage représente un modèle de cohérence. Il montre que la connaissance est ordonnée et non chaotique, que le principe directeur est la raison opérant sur les données des sens et non la révélation parlant par l'intermédiaire de la tradition, enfin que les critères rationnels appliqués aux institutions contemporaines contribuent à démasquer l'absurdité et l'iniquité partout. Ce message imprègne le livre, y compris les articles techniques. »[15]

Les renvois

Pour échapper aux limitations du classement alphabétique, l'Encyclopédie de Diderot innove en utilisant quatre types de renvois :

- des renvois classiques dits *de mots*, pour une définition qui se trouve dans un autre article ;
- des renvois dits *de choses*, pour confirmer ou réfuter une idée contenue dans un article par un autre article ;
- des renvois dits *satiriques ou épigrammatiques* ;
- des renvois dits *de génie*, qui peuvent conduire à l'invention de *nouveaux arts, ou à de nouvelles vérités*[16].

Les renvois sont une technique développée par les concepteurs pour contrer la censure, comme la définition des moines, (qui est en fait une satire violente contre l'intégrisme religieux), ne se trouve pas à l'article "Moine" où les censeurs serait susceptible de la trouver, mais dans les renvois au mot "capuchon", où personne ne l'attend.

Sa parution par volume et par ordre alphabétique fait que les articles sont souvent brouillons, un thème non abordé dans l'article dédié peut réapparaître sous forme de chapitre dans l'article du lieu de naissance du savant en cause (les travaux d'Isaac Newton étant, par exemple, dans l'article Woolsthorpe)[17]. Le pic de célébrité de l'ouvrage fait que les tomes V à VIII (correspondant aux quatre lettres E-F-G-H) sont de loin plus développés, au-delà de la place utilisée dans un dictionnaire usuel[17].

La publication séparée, chronologiquement, des schémas par rapport au texte, pose d'autres problèmes de compréhension (les planches de l'article *coniques* étant publiées près de 14 ans après le texte lui-même)[17].

Certains textes sont copiés d'ouvrages antérieurs dont le contenu est ainsi éparpillé dans différents articles[17] : tel est le cas des *Elemens de physique* de Pieter van Musschenbroek.

Les sources de l'Encyclopédie

L'Encyclopédie se compose de travaux originaux et de nombreux emprunts.

Les travaux originaux

L'Encyclopédie contient un certain nombre de travaux entièrement nouveaux, résultant de recherches originales. C'est particulièrement vrai dans le domaine des sciences et des techniques, au point de devenir par endroit, un lieu de polémique, les auteurs utilisant l'ouvrage pour exposer leur point de vue, ou se répondre d'un article à l'autre.

Comme les termes techniques avaient été longtemps ignorés des encyclopédies, et n'étaient apparus qu'avec le *Dictionnaire Universel* de Furetière (1690), il n'existait que peu d'ouvrages de référence sur lesquels pût se baser pour la description des arts et des métiers, à l'exception de la collection *Description des arts et métiers* encore en cours. Diderot se réserva donc, en plus de la coordination générale, cette part du travail, la plus complexe et la moins recherchée :

> « Diderot portait à un degré merveilleux les aptitudes de son rôle. Il n'avait pas seulement à son service une multitude d'idées originales, il possédait encore la puissance incroyablement rapide de s'assimiler ce qu'il tenait à savoir, et de l'apprendre d'aussi bonne foi que si sa vie entière en eût dépendu, ou que ses talents eussent dû s'y consommer sans fin. Qui ne sait, pour l'avoir lu souvent, comment il se rendit maître des arts mécaniques dont il s'était chargé d'être le démonstrateur, comment il s'en emparait pratiquement avant de les expliquer théoriquement? Afin de traiter en pleine autorité une si grande abondance de matières spéciales, il passait des journées entières au milieu des ateliers, il visitait les fabriques, il étudiait, et exerçait une foule de métiers. Plusieurs fois, il voulut se procurer les machines, les voir construire, mettre la main à la tâche, et se faire apprenti pour connaître, en ouvrier, le secret, de tant de manœuvres. Finalement, il n'ignorait plus aucun détail de l'art des tissus de toile, de soie, de coton, ou de la fabrication des velours ciselés, et les descriptions qu'il en donnait sortaient en droite ligne de ses expériences[18]. »

Les emprunts

À côté de travaux nouveaux, les collaborateurs ont aussi beaucoup emprunté à des ouvrages existants — allant de la citation en guise de référence, à l'article entier. Tantôt avoués, tantôt pas, ces emprunts sont progressivement identifiés par la recherche moderne. La liste des sources proposée ici est donc encore incomplète. Une question très pointue consiste aussi à déterminer avec précision l'édition de l'ouvrage concrètement utilisée.

- la *Cyclopaedia* d'Ephraïm Chambers
- le *Lexicon-Technicum* de John Harris
- le *New General English Dictionary* de Thomas Dyche
- la réédition par Fontenelle (1732) du *Dictionnaire des termes des arts et des sciences* de Thomas Corneille
- le *Dictionnaire universel de commerce* de Jacques Savary des Brûlons & Louis-Philémon Savary (1723-1730)
- *Elemens de physique* de Pieter van Musschenbroek.

Pour les planches, sur le plan conceptuel :

- *Théâtre de machines* de Jacob Leupold[19], Leipzig, 1724.
- La *Description et perfection des arts et métiers* (1704)

Pour la *Description des arts* :

- Le *Novum Organum* de Francis Bacon
- La *Description et perfection des arts et métiers* (1704)

Pour l'histoire des idées et de la philosophie :

- *Historia critica philosophiae* (1744) de Jacob Brucker
- *Dictionnaire historique et critique* de Pierre Bayle

Autres personnages de référence

Parmi les autorités citées comme référence dans l'*Encyclopédie*, sans en être des collaborateurs directs, on trouve les noms de Gottfried Wilhelm Leibniz et de l'abbé Claude Sallier, garde de la Bibliothèque royale.

Réception de l'Encyclopédie

Enthousiasme du public

La publication de l'Encyclopédie a suscité dans le public un enthousiasme extraordinaire, qui s'est manifesté jusque dans les milieux des courtisans proches de Louis XV, comme en atteste une anecdote racontée par Voltaire en 1774 :

> « Un domestique de Louis XV me contait qu'un jour, le roi, son maître, soupant à Trianon en petite compagnie, la conversation roula d'abord sur la chasse, et ensuite sur la poudre à tirer. Quelqu'un dit que la meilleure poudre se faisait avec des parties égales de salpêtre, de soufre et de charbon. Le duc de La Vallière, mieux instruit, soutint que, pour faire de bonne poudre à canon, il fallait une seule partie de soufre et une de charbon sur cinq parties de salpêtre bien filtré, bien évaporé, bien cristallisé.
>
> Il est plaisant, dit M. le duc de Nivernais, que nous nous amusions tous les jours à tuer des perdrix dans le parc de Versailles, et quelquefois à tuer des hommes ou à nous faire tuer sur la frontière, sans savoir précisément avec quoi l'on tue.
>
> Hélas ! nous en sommes réduits là sur toutes les choses de ce monde, répondit Mme de Pompadour ; je ne sais de quoi est composé le rouge que je mets sur mes joues, et on m'embarrasserait fort si on me demandait comment on fait les bas de soie dont je suis chaussée.
>
> – C'est dommage, dit alors le duc de La Vallière, que Sa Majesté nous ait confisqué nos Dictionnaires encyclopédiques, qui nous ont coûté chacun cent pistoles ; nous y trouverions bientôt la décision de toutes nos questions.
>
> Le roi justifia sa confiscation ; il avait été averti que les vingt et un volumes in-folio, qu'on trouvait sur la toilette de toutes les dames, étaient la chose du monde la plus dangereuse pour le royaume de France, et il avait voulu savoir par lui-même si la chose était vraie, avant de permettre qu'on lût ce livre. Il envoya, sur la fin du souper, chercher un exemplaire par trois garçons de sa chambre, qui apportèrent chacun sept volumes avec bien de la peine. On vit à l'article POUDRE que le duc de La Vallière avait raison ; et bientôt Mme de Pompadour apprit la différence entre l'ancien rouge d'Espagne, dont les dames de Madrid coloraient leurs joues, et le rouge des dames de Paris. Elle sut que les dames grecques et romaines étaient peintes avec de la pourpre qui sortait du murex, et que, par conséquent, notre écarlate était la pourpre des anciens ; qu'il entrait plus de safran dans le rouge d'Espagne et plus de cochenille dans celui de France. Elle vit comme on lui faisait ses bas au métier, et la machine de cette manœuvre la ravit d'étonnement.

> – Ah ! le beau livre ! s'écria-t-elle. Sire, vous avez donc confisqué ce magasin de toutes les choses utiles, pour le posséder seul et pour être le seul savant de votre royaume.
>
> Chacun se jetait sur les volumes, comme les filles de Lycomède sur les bijoux d'Ulysse ; chacun y trouvait à l'instant tout ce qu'il cherchait[20]. »

Quant à Diderot, il s'en remet à la postérité pour juger de son œuvre : « Cet ouvrage produira sûrement avec le temps une révolution dans les esprits, et j'espère que les tyrans, les oppresseurs, les fanatiques et les intolérants n'y gagneront pas. Nous aurons servi l'humanité. ».

Mais de son vivant et durant la publication protecteurs et opposants s'affrontent, parfois vivement. *L'Encyclopédie* n'est pas qu'un ouvrage de références ; elle est aussi une tribune, un manifeste et sa publication est donc aussi un acte politique, qui heurte.

Opposants notoires

- Les Jésuites, qui sont la cible des attaques des encyclopédistes, auxquels ils répondent par le Journal de Trévoux, jusqu'à ce que leur ordre soit banni de France en 1763.
- Christophe de Beaumont, archevêque de Paris
- Omer Joly de Fleury, président à mortier du Parlement de Paris
- Jean-Jacques Lefranc de Pompignan, poète en guerre avec Voltaire
- Élie Fréron, journaliste qui s'attaqua aussi à Voltaire
- Jacob-Nicolas Moreau, historien et écrivain, farouche partisan de l'Ancien Régime
- Palissot, écrivain adversaire des philosophes
- Clément XIII, qui met l'ouvrage à l'index le 5 mars 1759 et « enjoint aux catholiques, sous peine d'excommunication, de brûler les exemplaires en leur possession[21]. »

Article détaillé : Cacouac.

Les éditions subséquentes

Le succès de cette publication suscite très vite projets concurrents, copies pirates et réimpressions diverses :

- *Encyclopédie* in-folio de Lucques (1758), sous la direction d'Ottaviano Diodati, tirée à 1 500 exemplaires.
- *Encyclopédie* in-folio de Livourne (1771-1775), sous la direction de Giuseppe Aubert, tirée à 1 500 exemplaires.
- *Encyclopédie* in-folio de Genève (1771-1773), sous la direction de Panckoucke, tirée à 4 000 exemplaires.
- *Encyclopédie* in-quarto de Genève et de Neuchâtel, également sous la direction de Panckoucke, tirée d'abord à 4 000 exemplaires, suivie de deux autres tirages de 2 000 exemplaires. Cette édition est connue sous le sigle STN (Société typographique de Neuchâtel).
- *Encyclopédie* in-octavo de Berne et Lausanne (1778), similaire à l'édition Pellet de Genève, dont le tirage total est évalué entre 5 500 et 6 000 exemplaires.
- *Encyclopédie d'Yverdon* (1770-1780), publiée conjointement par la Société typographique de Berne et le libraire Pierre Gosse de La Haye, sous la direction de Fortuné-Barthélémy de Félice, qui transforme l'esprit de l'ouvrage original[22].
- *Encyclopédie méthodique*, projet mis en œuvre par Charles-Joseph Panckoucke en 1782, mais qui n'aboutira que 50 ans plus tard, avec 210 volumes.

Robert Darnton estime à 24 000 exemplaires le nombre total d'exemplaires de l' *Encyclopédie* imprimés avant 1789[23]

Principaux contributeurs

Diderot signe des articles sur une grande variété de sujets, principalement de littérature et d'esthétique, mais aussi en archéologie, médecine, chirurgie, herboristerie, cuisine, théorie des couleurs, mythologie, mode, etc. « Il manifeste un goût certain pour les religions éloignées du christianisme, les hérésies obscures, les secrets et les mystères, les croyances populaires et le merveilleux[24] ». Il a donné aussi des centaines d'articles sur la géographie.

D'Alembert a fourni les grands textes d'introduction (*Discours préliminaire, Avertissement*) et quelque 1 600 articles.

Le contributeur le plus prolifique est Louis de Jaucourt, aussi appelé chevalier de Jaucourt, qui a fourni un total de 17 395 articles, soit 28% du volume de texte[25].

Le baron d'Holbach a produit 425 articles signés et un grand nombre d'articles non signés sur la politique et la religion.

À ces noms s'ajoutent les contributions de quelque 160 collaborateurs provenant de milieux divers. Leur qualité est inégale, de l'aveu même de Diderot :

> « Parmi quelques hommes excellents, il y en eut de faibles, de médiocres & de tout à fait mauvais. De là cette bigarrure dans l'ouvrage où l'on trouve une ébauche d'écolier, à côté d'un morceau de maître ; une sottise voisine d'une chose sublime, une page écrite avec force, pûreté, chaleur, jugement, raison, élégance au verso d'une page pauvre, mesquine, plate & misérable. » Denis Diderot

Article détaillé : Collaborateurs de l'Encyclopédie (1751-1772).

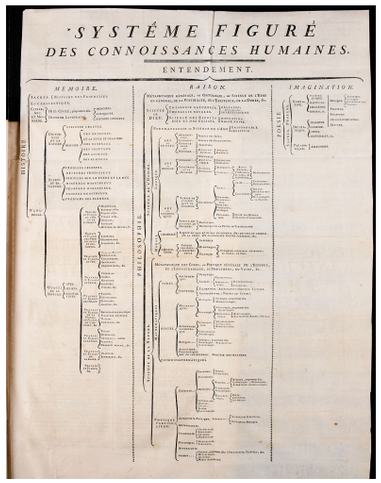
L'Encyclopédie en chiffres

Imprimé à 4 255 exemplaires, l'ouvrage de base compte 17 volumes de texte, 11 volumes d'illustrations et 71 818 articles. Sa rédaction s'est étalée sur 15 ans et sa publication sur 21 ans.

Le *Supplément* (1776-1777) compte 4 volumes d'articles et un volume d'illustrations.

L'ensemble totalise 74 000 articles, 18 000 pages de texte et 21 700 000 mots[26].

Le pasteur genevois Pierre Mouchon[27] a produit une *Table analytique et raisonnée des matières contenues dans les XXXIII volumes in-folio du Dictionnaire des sciences, des arts et des métiers*[28] en deux volumes (944 p., Paris et Amsterdam, 1780[29]). Cette *Table* dite « de Mouchon » compte 75 000 entrées, 44 000 articles principaux, 28 000 articles secondaires et 2 500 illustrations.



Extrait de la Table de Mouchon : la page « *Entendement* ».

Détail de la publication

Légende :

- T = volume de texte
- P = volume de planches
- S = volume du supplément
- B = volume de tables

Les liens externes conduisent vers la version numérisée dans Gallica.

Détails des volumes de l'Encyclopédie

Tome	Date de parution	Contenu
T 01	1751-06	A – Azymites
T 02	1752-01 (daté 1751)	B – Cézimbra
T 03	1753-10	Cha – Consécration
T 04	1754-10	Conseil – Dizier, Saint
T 05	1755-11	Do – Esymnete
T 06	1756-10	Et – Fne
T 07	1757-11	Foang – Gythium
T 08	1765-12	H – Itzehoa
T 09	1765-12	Ju – Mamira
T 10	1765-12	Mammelle – Myva
T 11	1765-12	N – Parkinsone
T 12	1765-12	Parlement – Polytric
T 13	1765-12	Pomacies – Reggio
T 14	1765-12	Reggio – Semyda
T 15	1765-12	Sen – Tchupriki
T 16	1765-12	Teanum – Vénerie
T 17	1765-12	Vénérien – Zzuéné
P01	1762	
P 02 et P 02b	1763	
P 03	1765	
P 04	1767	
P 05	1768	
P 06	1769	
P 07	1771	
P 08	1771	
P 09	1772	
P 10	1772	
S 01 [30]	1776	A – Blom-Krabbe
S 02		
S 03		

S 04 [31]	1777	Naalol – Zygie

Notes et références

[1] Et peut-être franc-maçon, tout comme André Le Breton.
[2] Chambers se trouve d'ailleurs à Paris en 1739 pour promouvoir la nouvelle édition de sa *Cyclopaedia* (2 vol., 2.466 pages).
[3] in art. "Mills, John", *Encyclopaedia Britannica*, 10th Edition (1902).
[4] Texte de l'édition d'Amsterdam (http://books.google.be/books?id=cEwHAAAAQAAJ&printsec=frontcover&dq=apologie+prades&hl=fr&ei=sg6dTJf5G9uL4gbm3-WxDQ&sa=X&oi=book_result&ct=result&resnum=1&ved=0CCwQ6AEwAA#v=onepage&q&f=false), 1752. Dans cet exemplaire, les deux parties de l'Apologie telle que rédigée par Prades sont suivies par la prétendue partie, rédigée par Diderot.
[5] Bruno Dupont de Dinechin, *Duhamel du Monceau : un savant exemplaire au siècle des lumières*, CME, 1998, 442 p.
[6] ,
[7] En particulier l'évêque Gregorio Barnaba Chiaramonti, le futur pape Pie VII : *Nous savons qu'il souscrivit à l'Encyclopédie raisonnée des Sciences et des Arts*, écrit Jean Leflon dans *Un Pape romagnol : Pie VII*, « Studi romagnoli », 16, 1965, pp. 241-255, cité par Davide Gnola, *La biblioteca di Pio VII* in *Il libro in Romagna. Produzione, commercio e consumo dalla fine del secolo XV all'età contemporanea*. Convegno di studi (Cesena, 23-25 marzo 1995), a cura di Lorenzo Baldacchini e Anna Manfron, Firenze, Olschki, 1998, II, pp. 697-712 (http://www.malatestiana.it/manoscritti/testi/gnola.htm)
[8] Robert Darnton, *L'aventure de l'Encyclopédie*, Paris, Perrin, 1982,
[9] Robert Darnton, *L'aventure de l'Encyclopédie*, Paris, Perrin, 1982,
[10] Robert Darnton, *L'aventure de l'Encyclopédie*, Paris, Perrin, 1982,
[11] Madeleine Pinault, *L'Encyclopédie*, Paris, PUF, collection «Que sais-je?», 1993, .
[12] Madeleine Pinault, *L'Encyclopédie*, Paris, PUF, collection «Que sais-je?», 1993, .
[13] *Histoire de France*.
[14] Daniel Roche, *La France des Lumières*, Fayard, 1993, p. 520.
[15] Robert Darnton, *L'aventure de l'Encyclopédie*,
[16] Diderot, Article « Encyclopédie ».
[17] *Dans le dédale de l'Encyclopédie*, Les Génies de la Science, mai-juillet 2009, n°39 p58-61
[18] Frédéric Loliée, « Introduction », , dans
[19] J. Proust, *Diderot et l'Encyclopédie*, p.177-178 note 67
[20] ,
[21] François Moureau, *Le roman vrai de l'Encyclopédie*, Gallimard, collection « Découvertes », .
[22] Madeleine Pinault, *L'encyclopédie*, Paris, Presses Universitaires de France, collection « Que sais-je? », 1993, p. 103-123.
[23] Robert Darnton, *L'aventure de l'encyclopédie*, Paris, Perrin, 1982, p. 47.
[24] Madeleine Pinault, *L'Encyclopédie*, Paris, P.U.F., 1993,
[25] Madeleine Pinault, *L'Encyclopédie*, Paris, PUF, collection «Que sais-je?», 1993, .
[26] Source : ARTFL (http://encyclopedie.uchicago.edu/)
[27] Sur cet auteur, voir http://www.iro.umontreal.ca/~vaucher/Genealogy/Documents/Mouchon/Mouchon.html
[28] En ligne sur Google livres (http://books.google.ca/books?id=MmVEAAAAcAAJ)
[29] Parue conjointement chez Panckoucke et Marc-Michel Rey.
[30] http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k50550x.image.f1.langFR
[31] http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k50553z.image.f1.langFR

Annexes

Bibliographie

Généralités

- *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, t.1 et 2, Articles choisis, Éditions Flammarion, 1993. ISBN 2-08-070426-5
- Robert Darnton (trad. Marie-Alyx Revellat), L'aventure de l'Encyclopédie : Un best-seller au siècle des Lumières [« The Business of Enlightenment »], Paris, Librairie Académique Perrin, 1982, 445 p. (ISBN 2-262-00242-8)
- François Moureau, *Le Roman vrai de l'Encyclopédie*, Gallimard-Découverte, 1990 (2001)
- Jacques Proust, *Diderot et l'Encyclopédie*, Paris, Albin Michel, 1995 (1re éd. 1962)
- Société Diderot (http://www.diderotp7.jussieu.fr/diderot), *Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie* (http://rde.revues.org/index.html), 1986-... ISSN (e-version) 1955-2416.

Les encyclopédistes

- (en) Frank A. Kafker, *The recruitment of the Encyclopedists*. In : *Eighteenth-Century Studies*, Vol. 6, No. 4 (Summer, 1973), pp. 452-461.
- (en) John Morley, Diderot and the Encyclopædists, London, MacMillan & Co, 1886Recensé dans : *Morley's Diderot*. In : *The New York Times*, 18 April 1886 ((http://query.nytimes.com/mem/archive-free/pdf?_r=2&res=9805E4DC1638E533A2575BC1A9629C94679FD7CF&oref=slogin&oref=slogin)).

Interdictions et démêlés judiciaires

- Pierre-Joseph Luneau de Boisjermain, *Précis sur déliberé prononcé le 22 juin 1772 entre Pierre-Joseph-François Luneau de Boisjermin & les sieurs Le Breton & Briasson & les héritiers des feus sieurs David & Durand, libraires associés à l'impression de l'Encyclopédie*, Paris, P.G. Simon, 1772, 16 p.

Contenu intellectuel

La présente bibliographie se focalise sur le projet éditorial et les généralités. Les publications de sélections d'articles sont référencées dans l'article spécifique sur lequel elle porte : Denis Diderot ou Grammaire dans l'Encyclopédie par exemple.

- (en) Richard N. Schwab, *Inventory of Diderot's Encyclopédie*, Oxford, The Voltaire Foundation, 1971–1984.

Réception, rééditions, suppléments

- [**Extraits**]: *Encyclopédie, ou, Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, 1761-1772: les articles les plus significatifs de Diderot ... [*et al.*]*, choisis et présentés par Alain Pons, coll. *J'ai lu l'essentiel*, E-5. [Paris]: J'ai lu, 1963. 560, [7] p.
- (en) Kathleen Hardesty Doig, The Supplément to the Encyclopédie, Springer, 1977 (ISBN 978-90-247-1965-5)

Articles connexes

- Famille David (imprimeurs)
- Société typographique de Neuchâtel

Liens externes

- (fr)La condamnation de l'Encyclopédie par Clément XIII en 1759.
- site Analyse et traitement informatique de la langue française (ATILF) (http://portail.atilf.fr/encyclopedie/index.htm)
- *ARTFL Project*. Édition de l'*Encyclopédie* mise en ligne sur le site de l'université de Chicago, élaborée à partir de la première impression de l'édition de Paris. (http://encyclopedie.uchicago.edu/node/161)
  - Formulaire de recherche (*Search form*) permettant d'effectuer des recherches très précises dans les 18 volumes d'articles et dans les 11 volumes de planches (1751-1765), ainsi que dans les 4 volumes de *Supplément* (1776). Possibilité de recherche en plein texte dans l'ensemble de l'*Encyclopédie*, dans les titres d'articles, par auteur, par catégorie du savoir, par catégorie grammaticale. Présentation des résultats paramétrable, Indications de tomaison et de pagination sous la forme (Page n°du tome : n° de la page). Possibilité d'afficher l'article dans son contexte d'origine, et tel qu'il se présente dans sa forme imprimée en activant le lien vers sa localisation. Mise en valeur des termes de la recherche. Planches accompagnées de leurs commentaires. Possibilité de zoomer sur les planches.
- Texte intégral sur Wikisource, avec liste déroulante des titres d'articles
- Mise en ligne de l'encyclopédie, d'accès plus simple que ARTFL (http://diderot.alembert.free.fr/)
- Chronologie de l'Encyclopédie (http://classes.bnf.fr/dossitsm/fabrency.htm)
- Recherches sur Diderot et l'Encyclopédie (http://rde.revues.org/), revue scientifique consacrée à Diderot et à l'Encyclopédie.

-  Portail du XVIII^{e} siècle
- Portail des Lumières
-  Portail de la philosophie
-  Portail de l'histoire des sciences

Sources et contributeurs de l'article

Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=92888857 *Contributeurs*: (:Julien:), 2A01:E34:EE37:EE10:3C7D:2208:8948:5481, A3 nm, Abracadabra, Acélan, Alain Caraco, Amstramgrampikepikecolegram, Anacharsis, Ange Gabriel, Archeos, Ardutilh, Arkanosis, ArnoLagrange, Aroche, B2d3c, Badmood, Barbubarb, Bbullot, Ben Siesta, Bibi Saint-Pol, Bourrichon, Bouture, Bruno Danielzik, Brunodesacacias, Bruxellensis, Cantons-de-l'Est, Cherry, Cherubinirules, Codex, CommonsDelinker, Coyau, Coyote du 86, Céréales Killer, DaBi, Dark Attsios, David Berardan, Denis1755, Diderot.alembert, Diti, Dobridien, DocteurCosmos, Domsau2, DonCamillo, Dsant, Elsaesser, En passant, Epsilon0, ErwChartes, Esprit Fugace, Ethernaute, Evanzieleghem, FRF 1, Fabos, Fabrice Ferrer, Fafnir, Fagairolles 34, Fm790, Frac, Frakir, Fred.th, FredB, Fu Manchu, GDC, GLec, Galexandre, Galoric, Ggal, Giordano Bruno, Gourdon anne so, Greudin, Gribeco, Grimlock, Grook Da Oger, Guillas Cavan Kevin, Guillom, Gustave Graetzlin, GuyFouras, Gyld, Gzen92, HDDTZUZDSQ, HYUK3, Hashar, Helldjinn, Hercule, Historyinc, Homo sovieticus, Howard Drake, Huchede laura, Hégésippe Cormier, Indif, J-C Bubbendorf, JLM, Jastrow, Jaucourt, Jblndl, Jean-Christophe BENOIST, Jean-no, Jerome66, JmCor, Jmfayard, JoMiMa, Jodelet, Jonathan1, JorgeGG, Jules78120, Julienb, Kelson, Kilith, Kipmaster, Kirtap, Korrigan, Kyro, Le gorille, Le sourcier de la colline, Leag, Letartean, Litlok, Lomita, Looxix, Lorenzo, Loup émeraude, Luxley, Lysosome, Léa, M.Gecko, MG, Mark Krueger, Markadet, Marke, Markko, Mathounette, Maurilbert, Maximini1010, Mbenoist, Michelet, Mikaa, Milean Creor, Mu, Murthag06, Myriam.charef, Nataraja, Neptune, Neuceu, Nguyenld, Nick Name, Nico27, Oliezekat, Optimus62119, Orthogaffe, Oxam Hartog, Parisette, Pautard, Phe, Phido, PieRRoMaN, Piercolateur, Pierre-Alain Gouanvic, Pld, Polmars, Poutounet, Ppg, Proclos, R, Raude, Remike, Rhizome, Richardbl, Roby, Ryo, Salignac, Sam Hocevar, Schnouki, Seb35, Sebb, Sixsous, Ske, SniperMaské, Snoyes, Spiessens, Storm2005, Stéphane33, Super Poirot, Teofilo, Théo B., Tibauk, Tuxfan79, TwoWings, Tython, Urban, Valérie75, Vargenau, Verbex, Vincent Ramos, Vincent.vaquin, Vivarés, Vlaam, W7a, Walpole, Wanderer999, WikiMoi, Wolkenjäger, Yann, Yelkrokoyade, Yug, ~Pyb, 283 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Image:ENC 1-NA5 600px.jpeg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:ENC_1-NA5_600px.jpeg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: .:Ajvol:., Darkoneko, Evgen2, Frumpy, Obradovic Goran, Olivier2, Piero, Yann

Fichier:Flag of France.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_France.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp

Fichier:Fleche-defaut-droite.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Fleche-defaut-droite.png *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: JSDX

Image:Encyclopedie_1pageA.JPG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Encyclopedie_1pageA.JPG *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: Edddy

Fichier:Encyclopedie volume 2b-181.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Encyclopedie_volume_2b-181.png *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Diderot et d'Alembert

Image:Encyclopédie_de_Diderot,_plate_1-143.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Encyclopédie_de_Diderot,_plate_1-143.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Brian Boru, DieBuche, Lennert B, Yann

Image:Encyclopedie frontispice section 256px.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Encyclopedie_frontispice_section_256px.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: .:Ajvol:., Fordmadoxfraud, Paulo Cesar-1, Quadell, Yann

Image:Camera obscura.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Camera_obscura.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Augiasstallputzer, Conscious, Foma39, Jodo, Lars Washington, Ma-Lik, Maksim, 1 modifications anonymes

Image:ENC SYSTEME FIGURE.jpeg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:ENC_SYSTEME_FIGURE.jpeg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: See en:List of contributors to the Encyclopédie

Fichier:D'après Jean-Marc Nattier, Portrait de Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais (Bibliothèque-musée de la Comédie-Française) -001.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:D'après_Jean-Marc_Nattier,_Portrait_de_Pierre-Augustin_Caron_de_Beaumarchais_(Bibliothèque-musée_de_la_Comédie-Française)_-001.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bdk, Bohème, Boo-Boo Baroo, Ecummenic, Mattes, Moe Epsilon, Mu, PKM, Ranveig, Rufinus, Sir Gawain, Thorvaldsson, Zolo, 2 modifications anonymes

Fichier:Alembert.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Alembert.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Archaeodontosaurus

Fichier:Auguste Rodin - Penseur 50px.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Auguste_Rodin_-_Penseur_50px.png *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: retouche par Walké

Fichier:Science history icon.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Science_history_icon.svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs*: Angelus (talk)

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/

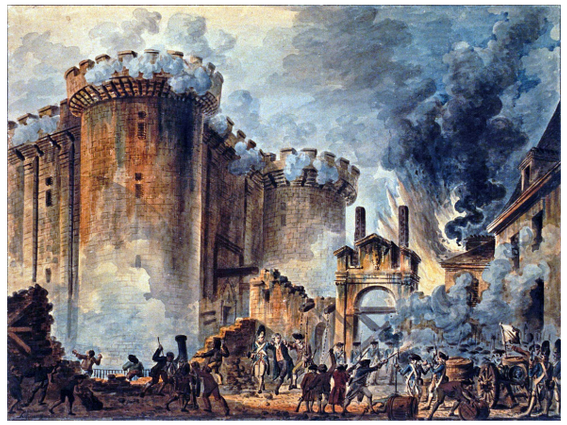
Révolution française

Cet article concerne la Révolution française de 1789. Pour celle de 1830, voir Trois Glorieuses. Pour celle de 1848, voir Révolution française de 1848.

Des informations de cet article ou section devraient être mieux reliées aux sources mentionnées dans la bibliographie ou en liens externes.

Améliorez sa vérifiabilité en les associant par des références.

Révolution française



Prise de la Bastille le 14 juillet 1789 par Hoüel.

<tr> <th scope="row" style="width:7.5em;">Date <td>5 mai 1789 – 9 novembre 1799 <tr> <th scope="row" style="width:7.5em;">Lieu <td> France <tr> <th scope="row" style="width:7.5em;">Résultat <td>Fin de l'Ancien Régime et de la monarchie absolue française
Naissance de la Monarchie constitutionnelle puis de la Première République

Chronologie

5 mai 1789	Ouverture des États-Généraux à Versailles
20 juin 1789	Serment du Jeu de paume
14 juillet 1789	Prise de la Bastille
4 août 1789	Abolition des privilèges et des droits féodaux
26 août 1789	Adoption de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*
21 juin 1791	Fuite de Louis XVI et arrestation à Varennes
4 septembre 1791	Louis XVI prête serment à la Constitution : Début de la monarchie constitutionnelle.
10 août 1792	Prise des Tuileries avec l'aide des Fédérés marseillais. Leur chant de marche sera adopté par la foule parisienne et baptisé *La Marseillaise*. Chute de la monarchie et suspension de Louis XVI.
20 septembre 1792	Bataille de Valmy
21 septembre 1792	Abolition de la royauté. La Convention nationale fonde la Première République.
21 janvier 1793	Exécution de Louis XVI
27 juillet 1794	9 thermidor : fin de la Terreur avec la chute de Robespierre.

La **Révolution française** est la période de l'histoire de France comprise entre l'ouverture des États généraux, le 5 mai 1789, et le coup d'État du 18 brumaire de Napoléon Bonaparte, le 9 novembre 1799. Il s'agit d'un moment crucial de l'histoire de France, puisqu'elle marque la fin de l'Ancien Régime, et le remplacement de la monarchie absolue française par une monarchie constitutionnelle, puis par la Première République. Elle a mis fin à la royauté, à la société d'ordres et aux privilèges. Elle nous a légué la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, qui proclame l'égalité des citoyens devant la loi, les libertés fondamentales et la souveraineté de la Nation, apte à se gouverner au travers de représentants élus. Plusieurs centaines de milliers de personnes trouvèrent la mort durant cette révolution, notamment pendant la Terreur (16 594 personnes guillotinées[1]) et pendant les tentatives de contre-révolution, notamment la guerre de Vendée.

Dès son commencement, la portée universelle des idées de la Révolution française a été proclamée par ses partisans, et l'ampleur de ses conséquences soulignée par ses détracteurs[2]. Les guerres de la Révolution française, qui ont touché une large partie de l'Europe continentale, ont abouti à la création de « républiques sœurs » et à la transformation des frontières et des États d'Europe, contribuant à la diffusion des idées révolutionnaires. Ces conflits ont ensuite trouvé leur prolongement dans les guerres napoléoniennes. La Révolution est restée un objet de débats ainsi qu'une référence positive tout autant que négative tout au long des deux siècles qui l'ont suivie, en France comme dans le monde.

La Révolution française a créé des divisions immédiates et durables entre les partisans des idées révolutionnaires et les défenseurs de l'ordre ancien, et aussi entre les anticléricaux et l'Église catholique.

En 1799, Napoléon Bonaparte accède au pouvoir et inaugure la période du Consulat, qui aboutit, cinq ans plus tard, à l'avènement de l'Empire.

La France dans les années 1780

Société française

La société sous l'Ancien Régime repose sur l'existence de droits médiévaux, les privilèges (*leges privatae*, lois particulières) qui sont les statuts dont disposent non seulement les corps constitués tels que le clergé et la noblesse, mais aussi les provinces, les villes et les corporations.

La Révolution française, qui naît d'une crise financière due à la guerre d'indépendance des États-Unis, concentre essentiellement discours et critiques sur les privilèges fiscaux du clergé et de la noblesse (le poids des impôts est inégalement réparti entre ceux-ci et le Tiers État alors que celui-ci est le plus productif). Mais à l'intérieur même du Tiers État (qui représente 97 % de la population)[3], il y a de fortes différences selon le métier, la province voire la ville. Les lois sont différentes en Bretagne et en Languedoc.

Ce manque d'unicité de la loi sous l'Ancien Régime est soit le fruit des agrandissements du royaume (le nouveau territoire reconnaît la souveraineté du roi de France et demande à celui-ci le respect de ses coutumes), soit des traditions sociales (par exemple, la noblesse ne paie pas l'impôt de la taille personnelle mais en échange doit payer « l'impôt du sang » c'est-à-dire faire la guerre pour le royaume ; les habitants du village de Domrémy ne paient pas d'impôts) ou professionnelles (par exemple les savetiers ont des privilèges que n'ont pas les cabaretiers et inversement, sachant que ces privilèges varient d'une province à l'autre)

Les privilèges sont en principe des garanties de liberté contre les abus du pouvoir mais dans la pratique, ils gênent l'établissement d'une politique générale, entravent les volontés de réforme du gouvernement (notamment sous Louis XV), ralentissent les échanges (il y a des péages d'une province à l'autre, voire d'une ville à l'autre). Ils figent la société.

Au XVIII^{e} siècle, l'essor de nouvelles catégories sociales dans les villes et dans les gros bourgs est indéniable. Parmi les nouvelles couches, on distingue d'une part une bourgeoisie marchande ou financière, qui profite de l'enrichissement global, et pour une fraction d'entre elle des grandes spéculations boursières sous Louis XVI, des

laboureurs, des paysans riches qui peuvent offrir à leurs enfants une éducation et d'autre part une bourgeoisie de fonctionnaires et d'hommes de loi qui aspire à jouer un rôle politique[4].

Cependant la société semble se figer, l'accès à la noblesse se ferme. Dans les années 1780, les nobles qui ont besoin de numéraire remettent en vigueur des droits féodaux oubliés et contrôlent de manière plus tatillonne leur perception : c'est la réaction nobiliaire. À la fin des années 1780, les mauvaises récoltes jettent à la rue les membres les plus fragiles des communautés, mais la Révolution n'arrive pas comme une conséquence de ces dernières années, l'historien Jean Nicolas recensant pendant tout le XVIII^e^ siècle, qu'il appelle le « siècle d'intranquilité », pas moins de 8 528 révoltes de communautés paysannes qui se politisent de plus en plus[5].

Contestation de la monarchie absolue



Louis XVI représenté en costume de sacre avec les regalia et la croix de l'ordre du Saint-Esprit par Antoine-François Callet (1781)

En 1788, le pouvoir repose sur la monarchie absolue de droit divin. Le roi tient son pouvoir de Dieu comme le montre la cérémonie du sacre à Reims, marquant le début de son règne ; la tradition monarchique s'inscrit dans le respect des coutumes, c'est-à-dire des libertés et des privilèges accordés à certains individus, certaines villes ou provinces. Le roi règne sur le pays en maître incontesté et se trouve, en tant que « seigneur des seigneurs », aux prises avec une noblesse turbulente plus ou moins domestiquée depuis Louis XIV. Les bases de ce système politique sont contestées et attaquées dans la seconde partie du XVIII^e^ siècle.

La philosophie des Lumières a joué un rôle déterminant dans la tournure que prirent les évènements mais son influence est à nuancer : accorder trop d'importance aux préceptes nés durant ce siècle se révélerait être un manque de fidélité historiographique majeur. Contre la monarchie absolue à la française, le modèle anglais d'une monarchie limitée par un parlement (assemblée élue) est mis en avant. À l'obéissance du sujet s'opposent les droits du citoyen. Rousseau défend l'idée que le pouvoir souverain suprême réside dans la Nation et s'oppose à Voltaire partisan du despotisme éclairé et donc favorable à l'absolutisme mais qui en mettant la Raison au centre de tout, s'oppose aux fondements religieux de la monarchie française.

Les ordres privilégiés se révoltent aussi contre le pouvoir royal. En effet, l'absolutisme les a privés de leurs prérogatives traditionnelles. Les Parlements sont des cours de justice sous l'Ancien Régime. Ils profitent du droit traditionnel qui leur permet d'émettre des remarques lors de l'enregistrement des lois dans les registres des parlements pour critiquer le pouvoir royal. Bien qu'ils défendent avant tout leurs privilèges, ils arrivent à passer, aux yeux de l'opinion publique, comme les défenseurs du peuple.

La noblesse, évincée du pouvoir sous Louis XIV, ne rêve que de revenir aux affaires.[réf. souhaitée] À cette revendication politique, s'ajoute une revendication économique. Les nobles n'ont pas le droit d'exercer un grand nombre d'activités économiques sous peine de « déroger », c'est-à-dire de perdre leurs privilèges. Dans un siècle où la rente de la terre stagne et où les frais de représentation (costumes, carrosses…) sont de plus en plus élevés, leur pouvoir d'achat diminue. La noblesse s'arc-boute sur ses anciens privilèges, principalement les droits seigneuriaux, et exige le paiement de certaines redevances tombées en désuétude. Elle s'arroge aussi l'exploitation exclusive de certains communaux, ces terres non cultivées où, traditionnellement, les paysans pauvres pouvaient faire paître leurs quelques bêtes. Cette crispation est très mal vécue par les paysans qui réclament l'abolition des droits seigneuriaux pour soulager leur misère. La mauvaise récolte de 1788, due à un épisode d'échaudage des grains, provoquant une

hausse des prix du grains ne fera rien pour arranger la misère des paysans et est aujourd'hui présentée par divers historiens[6] comme une des causes de l'agitation populaire et de la Révolution, le politique étant considéré comme responsable du manque de grains[7]. À preuve, notamment, on peut citer ces femmes qui iront à Versailles demander que sortent « Le Boulanger, la Boulangère, et le petit mitron ». Des révoltes de subsistances en 1788 attestent elles aussi d'une crise frumentaire à l'origine partielle de la Révolution[8].

Malgré tout, dans leur immense majorité, les Français de 1789 n'imaginent pas une Révolution violente avec une abolition de la monarchie. Le roi est depuis son avènement présenté par l'iconographie royale comme un second « père du peuple », dans un parallèle fait avec Louis XII[9], puis comme « père des Français ». Une réforme profonde de l'État est espérée et ce, dans un climat pacifique[10]. Si en 1789, le souverain est encore aimé et respecté[11], son image *paternelle* se dégradera rapidement par la suite - dès 1791 - notamment par la multiplication des vetos qu'il met à l'Assemblée législative[12].

Échec des réformes politiques

Louis XV et Louis XVI ne sont pas restés insensibles à la diffusion des idées nouvelles et au blocage des institutions. Mais ils n'ont pas l'autorité de leur prédécesseur Louis XIV pour imposer aux privilégiés les changements nécessaires.

- La Réforme judiciaire du chancelier de Maupeou, décidée à la fin du règne de Louis XV, est abandonnée par Louis XVI qui cède devant les parlements.
- La Réforme fiscale : le problème des rois a toujours été le budget. Depuis le XVIII^{e} siècle, celui-ci est fortement déficitaire. En effet, le principal impôt direct, la taille, ne pèse que sur les non-privilégiés. Le souci des monarques est donc d'augmenter les rentrées fiscales. Des impôts nouveaux qui pèsent sur tous, quel que soit l'ordre, s'ajoutent aux impôts anciens : la « capitation depuis 1701 », qui porte sur toutes les têtes mais qui pèse plus en proportion sur les non privilégiés, le « vingtième » qui frappe tous les revenus (en théorie 1/20^{e} du revenu) mais les nobles et le clergé le rachètent, c'est-à-dire le paient une fois pour toutes et en sont ensuite débarrassés. Les impôts nouveaux n'empêchent pas le déficit et la dette publique de se creuser tout au long du XVIII^{e} siècle. Le 19 février 1781, Necker publie le *Compte rendu au roi par M. Necker, Directeur général des Finances* et, ainsi, rend public le budget du royaume. L'État perçoit 503 millions de livres de recettes pour 620 millions de livres de dépenses. Le service de la dette occupe à lui seul 310 millions de livres, soit la moitié des dépenses. L'opinion publique est scandalisée d'apprendre que la cour dépense 36 millions de livres en fêtes et pensions pour les courtisans.

La monarchie ne peut faire aboutir aucune réforme fiscale à cause de la systématique obstruction des Parlementaires. La « Journée des tuiles de Grenoble » qui a lieu en 1788 illustre l'alliance contre-nature entre les parlements et le peuple. Les protestations des familles touchées par la crise économique se multipliant depuis mai, ces agitations poussent la garnison à intervenir le 7 juin. Celle-ci est reçue par des jets de tuiles lancées par les habitants de Grenoble montés sur les toits. Après la « journée des Tuiles », une assemblée des trois ordres (noblesse, clergé, tiers état) appelée Réunion des États généraux du Dauphiné se réunit au château de Vizille près de Grenoble et décide la grève des impôts tant que les États généraux de la province n'auront pas été convoqués par le roi pour les voter. En faillite et incapable de rétablir l'ordre, Louis XVI cède en août 1788 et convoque les États-Généraux pour le 5 mai 1789.



Journée des Tuiles à Grenoble

1789 : fin de la monarchie absolue et de l'Ancien Régime

Articles détaillés : Préludes de la Révolution française et États généraux de 1789.

Révolution juridique (mai-début juillet 1789)

Campagne électorale pour l'élection des députés aux États-généraux

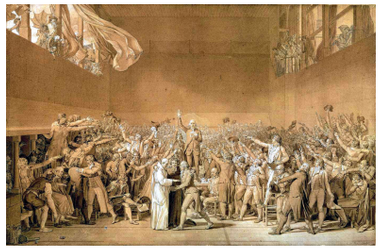
La réunion des États généraux a suscité de grands espoirs parmi la population française[13]. Les paysans espèrent une amélioration de leurs conditions de vie avec l'allègement, voire l'abandon des droits seigneuriaux. La bourgeoisie espère l'instauration de l'égalité en droit et l'établissement d'une monarchie parlementaire à l'anglaise[réf. souhaitée]. Elle peut compter sur le soutien d'une petite partie de la noblesse acquise aux idées nouvelles et du bas-clergé qui vit auprès du peuple et est sensible aux difficultés de celui-ci. Ceci explique l'animation du débat politique pendant l'élection des députés aux États-Généraux. Les débats portent, entre autres, sur l'organisation des États-Généraux. En effet, traditionnellement, chaque ordre élisait à peu près le même nombre de députés. Les élus de chaque ordre se réunissaient, débattaient et votaient séparément. Le résultat du vote de chaque ordre comptait pour une voix. C'était le principe du vote par ordre. De ce fait, il suffisait que les deux ordres privilégiés votent dans le même sens, celui du maintien des privilèges, et le tiers état se retrouvait en minorité.

Le tiers état demande le doublement du nombre des députés le représentant, afin que le nombre de leurs élus corresponde davantage à son poids dans la société, ainsi que le principe du vote par tête, c'est-à-dire une assemblée unique où chaque élu dispose d'une voix. Louis XVI accorde le doublement des députés du tiers état mais garde le silence sur la question du vote par ordre ou par tête.

Les députés du tiers état s'opposent au roi

Le 1er mai 1789, les députés arrivent à Versailles. Alors que ceux du clergé (291) et de la noblesse (270) sont reçus en grand apparat, ceux du tiers état (584)[14] sont ignorés. Le 5 mai, le roi ouvre les États généraux. Son discours met en garde contre tout esprit d'innovation. Necker parle pendant trois longues heures, mais uniquement de questions financières. Aucune évocation des réformes politiques tant attendues n'est faite. Le pouvoir ne prend pas clairement position sur la question du vote par ordre ou par tête alors que les membres du tiers état se disaient mal représentés. Les ordres privilégiés prennent parti pour le vote par ordre. Le tiers état s'engage alors dans un processus de résistance en refusant de se réunir séparément des deux autres ordres. Au bout d'un mois de discussions et d'attente, le tiers état se décide à prendre l'initiative de vérifier les pouvoirs des députés par bailliage et sénéchaussée et non par ordre. Le 13 juin, trois curés répondent à l'appel. Le 16, ils sont dix.

Le 17 juin 1789, le tiers état et quelques membres de la noblesse et du clergé, sur proposition de l'abbé Sieyès, prennent le titre d' « Assemblée nationale ». Le 19 juin, le clergé, qui compte une forte minorité de curés sensibles aux problèmes des paysans, décide de se joindre aux députés du tiers état pour la vérification des pouvoirs. Le 20 juin, le roi fait fermer la salle des Menus Plaisirs, lieu de réunion du tiers état. Ceux-ci se dirigent alors vers une salle de jeu de paume voisine.



Le *Serment du Jeu de paume*
par Jacques-Louis David

Dans un grand enthousiasme, ils prononcent le serment du jeu de paume. Ils s'engagent à ne pas se séparer avant d'avoir donné une Constitution écrite à la France.

Le 23 juin, lors d'une séance royale, une réunion des trois ordres en présence du roi, Louis XVI ordonne aux députés de siéger en chambres séparées. Alors que les députés de la noblesse et du haut clergé obéissent et s'en vont, les députés du tiers état et ceux du bas clergé restent immobiles. Bailly, élu président en tant que doyen, lance au marquis de Dreux-Brézé venu leur demander au nom du roi de partir, cette phrase : « Allez dire à votre maître monsieur, que la Nation assemblée n'a d'ordre à recevoir de personne », à la suite de laquelle Mirabeau rajoute: « Nous sommes ici par la volonté du peuple et nous ne partirons que par la force des baïonnettes[15]. » Face à la résistance du tiers état, soutenu par le bas clergé et une cinquantaine de nobles, le roi invite, le 27 juin les trois ordres à débattre ensemble.

L'Assemblée reprend alors immédiatement sa marche en avant. Le 9 juillet, elle se proclame Assemblée nationale constituante. Durant ces journées, l'Assemblée réalise une autre révolution décisive : beaucoup de députés, effrayés par la tournure des événements, démissionnent ; l'Assemblée déclare qu'elle tient son mandat non pas des électeurs individuellement pour chaque député, mais collectivement de la Nation tout entière. C'est la mise en application du principe de la souveraineté nationale défendu par Diderot[16].

Cette assemblée peut s'appuyer sur les espoirs de la majorité de la Nation, sur les réseaux de « patriotes ». En face, il n'y a que des ministres divisés, un gouvernement sans ressources financières et un roi velléitaire qui recule.

Été 1789

Prise de la Bastille

Genèse de la Révolte

Article détaillé : Prise de la Bastille.

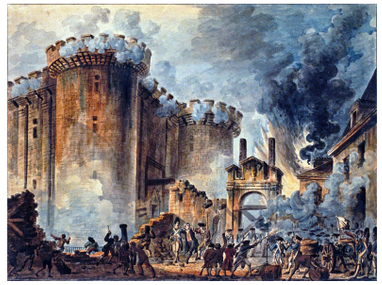


Necker

Louis XVI fait mine de céder au tiers état. Mais, dès le 26 juin, il fait venir des troupes (20 000 hommes de régiments étrangers) sur la capitale. Or l'opinion parisienne est agitée. La bourgeoisie est déçue : pour l'instant, rien n'est sorti des débats à Versailles et elle a peur pour la survie de l'assemblée. Le peuple, lui, craint que les troupes ne coupent les routes du ravitaillement des Parisiens alors que, à la suite des guerres des farines et des mauvaises récoltes de 1788, le prix du pain est au plus haut. Début juillet, des émeutes éclatent aux barrières d'octroi. Le roi renvoie ses ministres jugés trop libéraux, parmi lesquels Necker, contrôleur des Finances, renvoyé le 11 juillet. La nouvelle est connue à Paris le 12. Dans l'après-midi, dans les jardins du Palais-Royal, le journaliste Camille Desmoulins exhorte la foule à se mettre en état de défense. Il considère le renvoi de Necker comme une attaque contre le peuple. Dans les jardins des Tuileries et aux Invalides, les Parisiens se heurtent au régiment dit du Royal-Allemand du prince de Lambesc dont les soldats sont accusés d'avoir tué des manifestants.

Le 13 juillet, quarante des cinquante-quatre barrières d'octroi sont incendiées. Les réserves de grains des couvents sont pillées. Une milice bourgeoise se forme.

Première journée révolutionnaire



Prise de la Bastille le 14 juillet 1789

L'effervescence grandit. Le matin du 14 juillet 1789, les émeutiers parisiens partent chercher des armes. Dans une atmosphère révolutionnaire, ils pillent l'arsenal de l'Hôtel des Invalides où ils trouvent des armes et des canons mais pas de poudre. Ils arrivent ensuite aux portes de la prison royale de la Bastille pour chercher de la poudre et y retrouvent d'autres émeutiers massés devant la forteresse du Faubourg Saint-Antoine depuis le matin. La prise de la Bastille ne s'explique ainsi d'abord pas par le fait qu'elle représentait l'arbitraire royal[17], mais avant tout parce qu'elle contenait de la poudre, ce dont les émeutiers s'ils possédaient les armes pris aux Invalides, étaient dépourvus[18],[19],[20]. En juillet 1789, il n'y avait dans la prison que sept prisonniers : quatre faussaires, deux fous dangereux et un délinquant sexuel, tous enfermés par lettre de cachet à la demande de leur famille pour éviter que le scandale d'un procès n'entache l'honneur du nom. En attendant d'être démolie, elle était gardée par quatre-vingts invalides et trente-cinq suisses. Une nombreuse troupe marche sur la Bastille : le gouverneur, le marquis Bernard-René Jordan de Launay, veut résister mais, à la demande de médiateurs venus de l'Hôtel de Ville où siège un comité permanent, organe de l'insurrection bourgeoise, il rédige à la hâte un papier par lequel il accepte la reddition de la forteresse en échange de la promesse qu'il ne sera fait aucun mal à la garnison. Il laisse la foule pénétrer dans la première cour. Puis il se serait ravisé et aurait fait tirer à la mitraille : il y a des morts. Des gardes françaises mutinées amènent alors des canons pris aux Invalides : le gouverneur cède et abaisse les ponts-levis. Il est cinq heures de l'après-midi. Les Vainqueurs de la Bastille se dirigent alors vers l'Hôtel de Ville avec leurs prisonniers. En chemin, de Launay est roué de coups, massacré à coups de sabre, décapité au couteau par l'aide-cuisinier Desnot[21] et sa tête mise au bout d'une pique. Arrivés à l'Hôtel de Ville, les émeutiers accusent le prévôt des marchands (fonction comparable à celle de maire) Jacques de Flesselles de trahison. Il est lui aussi assassiné, puis sa tête est promenée au bout d'une pique, avec celle de de Launay.

Après la victoire populaire



Jean Sylvain Bailly

Alors que Louis XVI reconnaît le fait accompli, la démolition de la Bastille commence. Louis XVI cède à la pression parisienne et vient en personne le lendemain annoncer à l'assemblée le retrait des troupes qui encerclaient Paris. Il rappelle Necker ainsi que tous les ministres renvoyés. À l'Hôtel de ville de Paris, tous les membres de l'ancienne administration ayant pris la fuite, Jean Sylvain Bailly, président de l'Assemblée nationale, est nommé par acclamation « Maire de Paris ». La Fayette est nommé Commandant général de la Garde nationale. Une nouvelle organisation municipale allait se mettre en place. Louis XVI reconnaît celle-ci en se rendant à Paris le 17 juillet. À cette occasion, Bailly lui remet la cocarde bleue et rouge aux couleurs de la ville de Paris que Louis XVI fixe sur son chapeau, associant ainsi ces couleurs au blanc de la monarchie. Ce geste paraît sceller la réconciliation de Paris et de son roi. Dans les faits cependant, le roi accepte mal que son autorité soit tenue en échec par une émeute parisienne, de la même façon que les députés acceptent difficilement que leur pouvoir dépende de la violence populaire.

Pendant ce temps, la renommée des « vainqueurs de la Bastille » gagne la France entière. La force l'a emporté, venant au secours des réformateurs. Très vite, une interprétation symbolique de la prise de la Bastille est élaborée. La

Bastille y représente l'arbitraire royal. Les bruits les plus fous se répandent, qui décrivent des cachots souterrains emplis de squelettes et inventent le personnage fabuleux du comte de Lorges, victime exemplaire de cet arbitraire. Lors de la démolition de la forteresse, le « patriote » Palloy mène une entreprise de propagande politique rentable en vendant des pierres gravées et des chaînes qui en proviennent. La création de médailles commémoratives et la distinction des « vainqueurs de la Bastille » permet, par la suite, à de nombreux individus d'entamer des carrières politico-militaires intéressantes.

Ces événements déclenchent aussi la première émigration : le jeune frère de Louis XVI, le comte d'Artois, les grands du royaume comme le prince de Condé, le duc de Polignac et le duc d'Enghien. Leur destination est l'Angleterre, les Pays-Bas ou l'Allemagne. Tous pensent revenir dans les trois mois.

Grande peur dans les campagnes françaises et nuit du 4 août 1789

Les provinces n'ont pas attendu Paris; dans de nombreuses villes les patriotes se constituent en comités permanents et prennent parfois le pouvoir municipal. Ainsi à Rennes et Strasbourg des groupes assaillent les arsenaux où les armes leur sont données sans résistance; d'autres groupes prennent les citadelles de Bordeaux, Nantes ou Marseille où les garnisons se rendent. En marge de ces mouvements, se constitue la Garde nationale. Antoine Barnave recommande pour Grenoble qu'elle soit réservée à la "*bonne bourgeoisie*". En effet leur rôle est souvent de contrôler les comités permanents et les mouvements populaires[22].

En province, à partir du 15 juillet 1789 jusqu'au 6 août 1789, les campagnes bruissent de rumeurs confuses appelées « Grande Peur ». Les paysans craignent que les récoltes ne soient pillées par des brigands. À l'annonce de l'arrivée de brigands, le tocsin sonne dans les villages. Les paysans s'arment de fourches, de faux et autres outils. Quand ils s'aperçoivent qu'il n'y a aucun danger, au lieu de retourner vaquer à leurs occupations, ils se dirigent vers le château du seigneur. Ils exigent les titres seigneuriaux qui établissaient la domination économique et sociale de leurs propriétaires et les brûlent. Si le seigneur ou ses gens résistent, ils sont molestés. On compte de très rares cas de seigneurs assassinés, ainsi que des châteaux pillés ou brûlés.

Face à ces violences, l'Assemblée réagit en abolissant les privilèges, les droits féodaux, la vénalité des offices et les inégalités fiscales dans la nuit du 4 août 1789. C'est la fin de la société d'Ancien Régime. Toutefois les députés, presque tous propriétaires fonciers, qu'ils soient nobles ou bourgeois, se ravisent en partie pendant la rédaction des décrets du 5 au 11 août 1789. Les droits personnels (corvées, servage...) et le monopole de la chasse noble (à courre et au vol) et de la chasse à tir (à terre ou au vol) pour les seigneurs, gentilshommes et nobles, derrière le Roi qui se réservait un droit de chasse presque absolu, non lié à des règles précises ou immuables (droits qui avaient été renforcés par le titre XXX de l'Ordonnance de 1669 de Colbert) sont simplement supprimés ; La loi du 11 août 1789 accorde à tout propriétaire le droit de détruire et faire détruire toute espèce de gibier sur ses possessions, mettant fin au caractère régalien du droit de chasse[23].

Les droits réels portant sur la rente de la terre (cens, champart) doivent être rachetés. L'Assemblée Constituante précisera son intention plus tard:

> « Ni la nation française, ni ses représentants, n'ont eu la pensée d'enfreindre par là les droits sacrés et inviolables de la propriété. Aussi, en même temps qu'elle a reconnu avec le plus grand éclat qu'un homme n'avait jamais pu devenir propriétaire d'un autre homme, et qu'en conséquence, les droits que l'un s'était arrogé sur la personne de l'autre n'avaient jamais pu devenir une propriété pour le premier, l'Assemblée nationale a maintenu, de la manière la plus précise, tous les droits et devoirs utiles auxquels des concessions de fonds avaient donné l'être, et elle a seulement permis de les racheter. »

— Instruction votée par l'Assemblée Constituante le 15 juin 1791

Seuls peuvent se libérer totalement les paysans les plus riches. Les propriétaires d'offices reçoivent une indemnité qu'ils investissent en partie dans l'achat de biens nationaux. Ainsi les possédants ont pu sauvegarder leurs intérêts économiques tout en mettant fin aux révoltes paysannes.

> « Quant aux droits féodaux, il demandait que tous ces droits fussent rachetés par les vassaux, « s'ils le désirent », le remboursement devant être « au denier 30 », c'est-à-dire trente fois la redevance annuelle payée à cette époque ! C'était rendre le rachat illusoire, car, pour les rentes foncières, il était déjà très lourd au denier 25, et dans le commerce, une rente foncière s'estime généralement au denier 20 ou même 17. »
>
> — Pierre Kropotkine, La Grande Révolution, XVII

Le 26 août 1789, l'Assemblée constituante vote la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. S'inspirant des principes des Lumières, elle est une condamnation sans appel de la monarchie absolue et de la société d'ordres. Elle est aussi le reflet des aspirations de la bourgeoisie de l'époque : la garantie de libertés individuelles, la sacralisation de la propriété privée, le partage du pouvoir avec le roi et à tous les emplois publics.

Paris de nouveau capitale

Dès septembre 1789, l'Assemblée vote les premiers articles de la future constitution limitant le pouvoir royal. Les difficultés d'approvisionnement de Paris en grains et une rumeur relative au piétinement de la cocarde tricolore par le régiment de Flandre fidèle au Roi, provoquent les journées des 5 et 6 octobre 1789, où une foule majoritairement composée de femmes se rend à Versailles voir le roi. Ce dernier va dans un premier temps satisfaire leurs revendications. Dans la même journée, le président de la constituante Mounier, va à nouveau demander que Louis XVI promulgue la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et les lois du 4 et du 26 août abolissant la société d'ordres. Dans la soirée, à la demande de la commune de Paris, La Fayette arrive également à Versailles. Le lendemain à l'aube, une partie de la foule menace la famille royale et deux gardes du corps sont tués. Grâce à l'intervention de La Fayette (selon les conclusions de l'enquête rendues par le Châtelet, sur cet évènement, pivot de la révolution) : « le salut du roi, de la reine, de la famille royale, fut uniquement dû à la Garde nationale et à son général[24] ». Après cette journée, le roi accepte de quitter Versailles.

Article détaillé : Journées des 5 et 6 octobre 1789.

Désormais, le roi et l'Assemblée nationale siègent à Paris, surveillés par la Garde nationale et menacés par l'émeute.

Le pouvoir royal s'en trouve extrêmement affaibli. La France reste une monarchie mais le pouvoir législatif est passé entre les mains de l'Assemblée constituante. Des commissions spécialisées issues de l'Assemblée ont la haute main sur l'ensemble de l'administration qui se soucie de moins en moins du pouvoir du roi. Les ministres ne sont plus que des exécutants techniques surveillés par l'Assemblée. Néanmoins, le roi garde le pouvoir exécutif. Les lois et décrets votés par l'Assemblée ne sont valables que si le roi les promulgue. Par ailleurs, les intendants et autres agents de l'administration de l'Ancien Régime restent à leur poste jusqu'à la formation d'une nouvelle administration. Jusqu'à l'été 1790, les intendants qui n'ont pas démissionné continuent d'exercer leurs fonctions, bien que leur étendue ait été considérablement réduite.

Échec de la monarchie constitutionnelle

Royaume de France
Monarchie constitutionnelle

1791 – 1792



Devise : *La nation, la loi, le roi*

Informations générales

Statut	Monarchie constitutionnelle
Capitale	Paris
Langue	Français

Histoire et événements

4 septembre 1791	Louis XVI prête serment à la Constitution
10 août 1792	Suspension de Louis XVI

Entités précédentes :

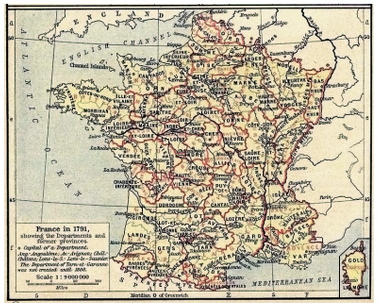
- Royaume de France

Entités suivantes :

- République française

Régénération de la France

Réorganisation administrative



La création des départements

L'Assemblée constituante, en majorité constituée de bourgeois, entreprend une vaste œuvre de réforme en appliquant les idées des philosophes et économistes du XVIII^{e} siècle. Les années de la Révolution française sont caractérisées par un bouillonnement des idées et des débats dans la France entière. La presse ne sera pleinement libre qu'entre 1789 et 1792.

Les premiers travaux de l'assemblée sont consacrés à la réforme administrative. Les circonscriptions administratives de l'Ancien Régime étaient très complexes. Les généralités, les gouvernements, les parlements et les diocèses se superposaient sans avoir les mêmes limites. Les députés entreprennent de les simplifier. Ils s'attachent tout d'abord à la réforme municipale, rendue pressante par le désordre suscité dans les corps municipaux par les troubles de l'été. La loi du 14 décembre met en place la municipalité. À partir de janvier 1790, chaque commune de France organise l'élection de ses élus. Ce sont les premières élections de la Révolution.

Par la loi du 22 décembre 1789, l'Assemblée crée les départements, circonscriptions à la fois administratives, judiciaires, fiscales et religieuses. Au nombre de 83, ces départements portent des noms liés à leur géographie physique - cours d'eau, montagnes, mers – et ils sont divisés en districts, cantons et communes. Cependant la mise en œuvre de cette réorganisation n'est pas pleinement démocratique: leurs dirigeants ne sont élus que par les citoyens les plus riches appelés citoyens actifs. Au printemps 1790, une commission est chargée par l'assemblée du découpage de la France et de répondre aux litiges occasionnés entre les villes candidates à des chefs-lieux. Les nouvelles administrations élues par les citoyens actifs se mettent en fonction à partir de l'été 1790 jusqu'à 1791.

Libertés économiques

Sous l'Ancien régime, les activités économiques dépendaient du bon vouloir du Roi, étaient strictement encadrées par l'État royal ou par des réglementations qui limitaient le nombre de producteurs. Toutes les entraves à la liberté de production, qu'elles soient agricoles, artisanales ou industrielles, sont supprimées. Dans un climat de défiance vis-à-vis des regroupements professionnels, la loi Le Chapelier est votée le 14 juin 1791. Cette loi, restée fameuse dans l'histoire du monde ouvrier, interdit toutes coalitions ou regroupements d'ouvriers sous peine de mort, on dirait syndicats de nos jours. La grève n'existe pas.

La révolution décide cependant de réglementer sévèrement la Bourse.

La révolution, dans son exaltation des libertés individuelles, met les ouvriers, encore très peu nombreux et disséminés dans l'artisanat, dans l'incapacité de s'organiser pour la défense de leurs droits ou l'enrichissement de leurs salaires pour près d'un siècle.

Question religieuse

Dès le 11 août 1789, la dîme est supprimée sous réserve de rachat[25], privant ainsi le clergé d'une partie de ses ressources. Le 2 novembre de la même année, sur proposition de Talleyrand, évêque d'Autun, les biens du clergé sont "*mis à la disposition*" de la Nation pour l'extinction de la dette publique. Ils deviennent des biens nationaux qui seront vendus par lots pour combler le déficit de l'État. La même année, les assignats, qui deviendront une forme de papier-monnaie, sont introduits. Vu l'urgence de la situation financière, l'Assemblée constituante fait des biens nationaux la garantie d'un papier que ses détenteurs pourront échanger contre de la terre. Utilisés d'abord comme bons du Trésor, ils reçoivent un cours forcé en avril 1790 pour devenir une véritable monnaie. On émet ainsi pour 400 millions d'assignats en titres de 1 000 livres : c'est le début d'une forte période d'inflation.

La nationalisation des biens du clergé, amène l'Assemblée constituante à s'intéresser au financement du culte: pour ceci, un Comité ecclésiastique est constitué. Le 13 février; les vœux de religion sont abolis et les ordres religieux supprimés sauf, à titre provisoire, les maisons hospitalières et enseignantes. Les municipalités procèdent aux inventaires dans les mois suivants et réclament souvent les bibliothèques qui vont servir à constituer les premiers fonds des bibliothèques municipales. La vente des biens nationaux débute en octobre; ils sont souvent rachetés par la bourgeoisie qui dispose des fonds importants qui permettent d'acheter vite[26].

La Constitution civile du clergé, adoptée le 12 juillet 1790 et ratifiée par le roi le 24 août 1790[27], transforme les membres du clergé en fonctionnaires salariés par l'État. Les membres du clergé séculier sont désormais élus et doivent prêter un serment dans lequel ils s'engagent à accepter et protéger la nouvelle organisation du clergé[28]. Suivant une tradition gallicane et janséniste bien ancrée dans une partie de la bourgeoisie parlementaire, en accord avec une partie de l'héritage des Lumières favorable à la laïcisation de la société, les députés n'ont pas demandé au pape son avis sur les réformes du clergé catholique. Les premiers clercs commencent à prêter serment sans attendre l'avis du souverain pontife.

Par décret du 27 novembre le serment est rendu obligatoire pour bénéficier des traitements et pensions versés aux membres du clergé constitutionnel: les ecclésiastiques doivent choisir, peuvent-ils accepter une réforme opérée sans l'aval des autorités légitimes? Tous les évêques (ou presque car ces derniers ont été forcés), sauf quatre, refusent de le prêter; ils entrent en résistance passive et malgré la suppression de 45 diocèses, ils continuent à agir comme si les nouvelles lois n'existaient pas. Les officiers ecclésiastiques députés à la Constituante doivent le prêter avant le 4 janvier 1791; on y dénombre 99 jureurs sur les 250 députés qui y étaient astreints. Mais, dès mars 1791, le pape Pie VI condamne toutes ces réformes visant l'Église de France, ce qui amène un certain nombre de jureurs à se rétracter. Malgré la difficulté à dresser des chiffres globaux, on peut estimer à 52 %[29] la proportion d'ecclésiastiques non jureurs ou réfractaires.

La Constitution civile du clergé a divisé la population en deux camps antagonistes. Pour Michelet, Mignet ou Aulard, elle fut la grande faute de la Révolution française. Le drame de 1792-1793 est en germe. Dès 1790, des troubles entre Protestants et Catholiques avaient éclaté à Nîmes[30]. La question du serment dégénère en

affrontement violent dans l'ouest où les villes soutiennent les prêtres jureurs et les campagnes les réfractaires.

Articles détaillés : Clergé réfractaire et Décret contre les prêtres réfractaires.

Le roi et la Révolution

Fête de la Fédération


La fête de la Fédération, le 14 juillet 1790

Un an après la prise de la Bastille, la fête de la Fédération donnée le 14 juillet 1790, au Champ-de-Mars, pour célébrer l'avènement de la cité nouvelle[31], restera la plus éclatante des fêtes révolutionnaires[32] et constitue le couronnement du mouvement des fédérations provinciales[33]. Il s'agit, pour les élus de la Constituante, d'affirmer la grande fraternité révolutionnaire dans une journée d'union nationale alors que des milliers de cérémonies analogues ont lieu simultanément en province[34].

Après une messe célébrée par Talleyrand, le marquis de La Fayette, suivi par le Corps législatif jurent fidélité à la Nation, à la Loi et au Roi, puis Louis XVI et la Reine prêtent serment de fidélité à la Constitution et à la Nation[35]. Quoique ce moment de communion nationale puisse laisser croire aux observateurs de l'époque que le roi a accepté les changements issus de la Révolution, en fait, il n'en est rien[36] ; Louis XVI, à son habitude, louvoie entre les différents courants. Des voix discordantes se font entendre et l'unité tant recherchée n'existe ni dans la droite absolutiste, qui juge le roi prisonnier, ni même à gauche où Marat jette le trouble en s'attaquant à La Fayette[37], et en prophétisant Varennes[38]. Cette fête, qui doit clore la Révolution, se révèle illusoire sur ce plan comme sur celui de l'entente nationale[39]. Le peuple cependant croit toujours à la monarchie et s'est écrié "Vive le Roy" !

Varennes et ses suites

Alors qu'à cette période Louis XVI possède un rôle important[Quoi ?], que le système monarchique n'est pas contesté[40] et que la figure royale n'est encore que peu attaquée[41], la tentative de fuite du roi, le 20 et 21 juin 1791, est une date clé de la Révolution[42] : elle rompt les liens symboliques unissant le roi à la nation[43], précipite la désacralisation de la personne royale[44] et le renversement de l'opinion à son égard[45] et relance enfin la crainte du complot intérieur préparant l'invasion, provoquant une série de lois d'urgence qui préfigurent la Terreur[46].

Elle entraîne une division entre jacobins monarchistes constitutionnels et jacobins démocrates[47]. Les premiers comme Bailly, La Fayette ou Barnave, pressés de terminer la Révolution mettent sur pied la thèse de l'enlèvement du roi et par les décrets du 15 et 16 juillet le font innocenter et rétablir dans ses fonctions, ceci devant l'opposition des patriotes républicains et démocrates[48] — venus surtout des Cordeliers — bien décidés à réclamer la mise en accusation du roi et l'instauration d'une république[49] en déposant une pétition au Champ-de-Mars. Cette pétition antilégaliste fournit, le 16 juillet 1791, un prétexte aux bourgeois libéraux pour rompre avec le club des Jacobins et fonder celui des Feuillants dont ils prennent le nom[50].

Le lendemain 17 juillet, à la suite d'incidents, la loi martiale est décrétée par la municipalité, néanmoins, les patriotes manifestant malgré tout, la tentative de maintien de l'ordre commandée par La Fayette et Bailly tourne à une répression sanglante lors de la fusillade du Champ-de-Mars[51]. Cette répression[52] crée une rupture durable entre la bourgeoisie modérée constitutionnelle, représentée par les nouveaux Feuillants, et les démocrates révolutionnaires[53], représentés par des hommes comme Danton, Marat ou Robespierre ou des républicains comme Condorcet.



La Fayette

Dès lors, une partie de l'opinion publique doute de la sincérité du roi ; la question religieuse, et la fuite de Varennes le déconsidèrent dans sa volonté d'accepter la Révolution et de jouer le jeu constitutionnel[54]. Journalistes et pamphlétaires, de la partie la plus avancée de l'opinion publique, multiplient les grossièretés à son égard et celui de la Reine[55] alors que les journaux royalistes comme « L'Ami du roi » ou « Les Actes des apôtres » prêchent la résistance ouverte[56]. Cependant, le calme revenu — après la répression[57] qui s'abattit, dès le 17 juillet et l'amnistie de septembre suivant, contre les partisans de changements plus profonds[58] — la très grande majorité des députés veulent croire à la sincérité du roi ainsi qu'à son attachement au nouveau régime et se trouve prêt à lui renouveler leur confiance[59]. Ainsi, la crainte des violences, des désordres, la peur des foules et des surenchères démocratiques affermissent la position des alliés des monarchistes constitutionnels[60].

Constitution de 1791

Article détaillé : Constitution de 1791.

La révision de la Constitution de 1791, achevée le 3 septembre, est acceptée le 13 par le roi qui prête serment de fidélité le lendemain[61]. Les Constituants reprennent les idées de Montesquieu, sur la séparation des pouvoirs, et de Rousseau sur la souveraineté populaire ainsi que sur la suprématie du pouvoir législatif[62]. Mais leurs applications trop strictes consacrent une séparation trop rigide entre l'exécutif et le législatif ; ainsi, la Constitution ne prévoit rien pour régler les désaccords entre eux[63] et, plus grave, avec le veto royal, les rédacteurs n'ont pas prévu le cas de guerre[64]. Le roi possède le pouvoir exécutif et, même si son autorité directe est très limitée, il détient le titre de représentant de la Nation, est irresponsable et inviolable devant l'Assemblée, qui ne peut rien contre lui. Le roi dispose d'un veto suspensif — c'est-à-dire qu'un décret rejeté ne peut-être représenté pendant les deux législatures suivantes (en tout presque 6 ans)[65] — qu'il peut mettre contre toute loi qui lui déplaît et continue aussi de nommer les ministres, choisis hors de l'Assemblée, les ambassadeurs, les chefs de l'armée et les hauts fonctionnaires[66].

Assemblée législative

Article détaillé : Élections législatives françaises de 1791.

Le pouvoir législatif, qui siège à partir du 1er octobre 1791, est confié à une assemblée unique de 745 députés élus au suffrage censitaire à deux degrés, l'Assemblée nationale législative. La loi électorale adoptée par la Constituante le 4 décembre 1789 divise les citoyens en deux catégories : les citoyens « actifs » qui, payant le « cens », ont le droit de vote, et les citoyens « passifs » qui, ne le payant pas, ne votent pas[67]. Ainsi, sur une population estimée à 24 millions d'habitants, la France compte environ 4,3 millions de « citoyens actifs » et 3 millions de citoyens « passifs[68] ». Le 16 mai 1791, les Constituants ayant fait décréter qu'aucun de leurs membres ne pourra se représenter à la prochaine législature, les députés sont des hommes nouveaux, pour la plupart expérimentés[69] aisés et plutôt jeunes. Ces nouveaux élus auront en charge la mise en œuvre de la nouvelle Constitution[70]. La droite est désormais représentée par 250 membres des Feuillants, partisans sincères de la monarchie constitutionnelle, dont le but est de terminer la Révolution ; le Centre ou Indépendants, que l'on nomme aussi « parti constitutionnel », avec 345 députés non inscrits, représente le groupe le plus important. La gauche est représentée par 136 membres inscrits au club des Jacobins, essentiellement des futurs girondins, et enfin l'extrême gauche, peu nombreuse, est représentée par les révolutionnaires les plus avancés[71].

Fracture religieuse

Louis XVI qui avait sanctionné tous les décrets touchant les ecclésiastiques commence à y mettre son veto à partir de 1791.

Les nouveaux évêques, élus dès janvier par les citoyens actifs, sont sacrés à partir de février et s'installent dans leur diocèse. Ils doivent recruter des curés et ordonnent des séminaristes qui n'ont qu'une formation rudimentaire[72]. Les nouveaux curés s'installent à partir de février à Paris ; en province les élections sont plus tardives et marquées par une forte abstention. Elles se déroulent parfois jusqu'en février 1792[73]. Surtout, conformément aux décrets parus entre 1790 et 1792, les circonscriptions paroissiales sont remaniées et un très grand nombre supprimé : or c'est toucher à la cellule religieuse et politique à laquelle les fidèles sont le plus attachés, ce qui déclenche un flot de protestations. Si la fermeture de l'église est décidée, c'est l'émeute, comme à La Fausse (Maine-et-Loire) où le curé constitutionnel qui doit y procéder est accueilli par des femmes qui le menacent de mort et lui lancent des pierres[74].

Chute de la monarchie

Marche vers la guerre



Léopold II, empereur du Saint-Empire.

Pour les patriotes, la question des émigrés est devenue essentielle car ceux-ci, en grande partie regroupés à Coblence autour du Comte d'Artois, maintiennent une agitation permanente aux frontières et font pression sur les souverains étrangers pour qu'ils interviennent dans les affaires françaises. Pour laisser les émigrés interpréter leur proclamation comme un ultimatum[pas clair] et intimider les Jacobins[75], le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche font une déclaration commune, la déclaration de Pillnitz[76], le 27 août 1791, où ils manifestent leur inquiétude. Cette déclaration est perçue, à juste titre, comme une menace par l'opinion révolutionnaire[77].

Ainsi, le 31 octobre 1791, l'Assemblée nationale législative vote un décret qui, dirigé directement contre les émigrés[78], exige que ceux-ci reviennent en France dans un délai de deux mois faute de quoi leurs propriétés seront confisquées ; le 29 novembre suivant, deux autres décrets sont votés : un premier invite Louis XVI à sommer l'Électeur de Trèves de disperser l'armée des émigrés[79], puis un second, qui impose le serment civique aux prêtres réfractaires, sous peine de privation de pension ou même de déportation en cas de trouble à l'ordre public. Contre l'avis de la droite modérée[80], le roi met son veto aux décrets qui frappent les émigrés et les prêtres réfractaires, mais accepte de sanctionner l'Électeur de Trèves, vassal de l'empereur d'Autriche, ce qui offrirait à la France un *casus belli* contre celle-ci[81].

Le vote et le décret qui suivent l'annexion, le 13 septembre 1791, d'Avignon et du Comtat Venaissin[82], jusque là possessions pontificales, puis l'affaire des Princes possessionnés, particulièrement ceux d'Alsace, qui s'estiment spoliés par l'abolition des droits féodaux dans leurs fiefs, répandent des alarmes dans toutes les Cours d'Europe[83]. Mais le souverain d'Autriche Léopold II reste fidèle à sa politique d'intimidation et supprime, le 21 décembre 1791, le principal prétexte[84] pouvant conduire à une déclaration de guerre[85]. De ce fait le décret contre l'Électeur n'a pas plus été suivi d'effet que les annexions d'Avignon et du Comtat Venaissin ; la France en cet automne de 1791 n'est menacée par aucune puissance étrangère[86].

Néanmoins, le roi et ses partisans, conscients de la désorganisation de l'armée, espèrent secrètement l'ouverture des hostilités et une défaite rapide de la France afin de mettre un terme à la Révolution, alors qu'une partie des Jacobins, poussés par Brissot et Vergniaud souhaitent, pour la consolider, vaincre les émigrés et propager les idées révolutionnaires en Europe[87]. C'est à ce moment que s'esquisse la confrontation entre Girondins et Montagnards. À

partir de décembre 1791 à la gauche du club des Jacobins Robespierre, Billaud-Varenne, Camille Desmoulins, Danton, Anthoine, Simond, Doppet, Santerre, Panis, Julien de Paris, soutenus ou entraînés par les journaux, *Le Père Duchesnes* d'Hébert, *Les Révolutions de Paris* de Louis Prudhomme et Sylvain Maréchal, *L'Ami du peuple* de Marat, *l'Orateur du peuple* de Fréron, *La semaine politique et littéraire* de Dusaulchoix et, plus modérément, *le Journal Universel* de Pierre-Jean Audouin, mènent campagne contre la guerre[88] qu'ils jugent contraire à l'esprit pacifique de la révolution, inscrit dans la constitution de 1791[89]. Ils estimaient également que les ennemis intérieurs de la révolution étaient plus dangereux que les émigrés et devaient donc être combattus en priorité. Mais à l'assemblée législative, surtout après la mort de Léopold II, le 2 mars 1792, la solution de la guerre va s'imposer[90].

La guerre modifie les rapports de forces

Article détaillé : Déclaration de guerre de la France à l'Autriche (1792).

Le 20 avril 1792, sur proposition de Louis XVI et après un vote à une écrasante majorité de l'Assemblée législative, la guerre est déclarée au « roi de Bohême et de Hongrie », c'est-à-dire à l'Autriche seule et non à l'Empire[91]. Les Girondins parlent alors d'une guerre des peuples contre les rois, d'une croisade pour la liberté. Mais l'armée française, totalement désorganisée par l'émigration d'une partie des officiers nobles, n'a pas les capacités requises pour mener une campagne et subit ses premières défaites[92] qui laissent les frontières nord et nord-est dégarnies. Ces événements développent chez les patriotes un sentiment de trahison de la Cour, des aristocrates et des prêtres réfractaires. Sous la poussée des Girondins, l'Assemblée vote alors trois décrets de précaution et de défense organisant la déportation des prêtres réfractaires (27 mai), le licenciement de la garde du roi (29 mai) et la constitution d'un camp de gardes nationaux (Fédérés) pour défendre Paris (8 juin)[93].



Des sans-culottes

Le 12 juin, Louis XVI renvoie les ministres patriotes et, le 13, met son veto aux décrets sur les réfractaires et sur les fédérés. Cette situation provoque le 20 juin 1792 une nouvelle journée révolutionnaire qui voit le peuple investir les Tuileries. Mais pour une fois, le roi tient bon et, tout en acceptant l'humiliation de porter le bonnet phrygien devant les sans-culottes, refuse de revenir sur sa décision[94]. L'entrée en guerre de la Prusse aux côtés de l'Autriche (6 juillet) oblige l'Assemblée législative à contourner le veto royal en proclamant « la patrie en danger » le 11 juillet 1792 et en demandant à tous les volontaires d'affluer vers Paris[95].

10 août 1792 : seconde Révolution

Suggéré par la Reine et ébauché par Louis XVI, le manifeste de Brunswick[96], rédigé à Coblence le 25 juillet 1792, est connu à Paris le 1er août suivant ; ce texte promettant aux parisiens « une exécution militaire et une subversion totale » s'il est fait la moindre violence à la famille royale, ne laisse plus aucun doute aux patriotes sur la trahison du roi. D'une rare maladresse, ce document, loin d'effrayer les

sans-culottes, enflamme les sections parisiennes tout en leur donnant le prétexte recherché pour relancer la Révolution et faire chuter la monarchie[97].



Proclamation de « la Patrie en danger » du 11 juillet 1792, haut-relief en bronze de Léopold Morice, Monument à la République, Place de la République, Paris, 1883



Danton

Dirigée autant contre l'Assemblée que contre le roi[98], peu de journées révolutionnaires n'ont été préparées plus longuement et plus méthodiquement que cette journée du 10 août 1792[99] Ainsi, dans la nuit du 9 au 10 août, une Commune insurrectionnelle se forme à l'Hôtel de ville et remplace la municipalité légalement établie. Au petit jour, les insurgés composés de gardes nationaux des faubourg patriotes, et des fédérés se présentent devant les Tuileries que défendent des volontaires nobles, la garde suisse et une poignée de gardes nationaux. Contenus un temps, et malgré de lourdes pertes, les insurgés prennent d'assaut le palais qui est investi et pillé et dont une partie de la garde suisse est massacrée[100]. Cependant, avant l'attaque, le roi accompagné de la famille royale s'est réfugié dans l'enceinte de l'Assemblée législative qui le reçoit avec respect, mais le suspend de ses fonctions après le succès complet du mouvement insurrectionnel[101].

Dans le même temps est décrétée l'élection d'une Convention nationale qui, seule, pourra décider de la déchéance du souverain et aura la charge de rédiger une nouvelle constitution[102]. Le soir du 10 août, l'Assemblée législative désigne par acclamation un conseil exécutif provisoire comprenant six ministres[103] ; mais l'Assemblée législative est devenue une simple chambre d'enregistrement : c'est la nouvelle Commune de Paris qui cumule les pouvoirs[104].

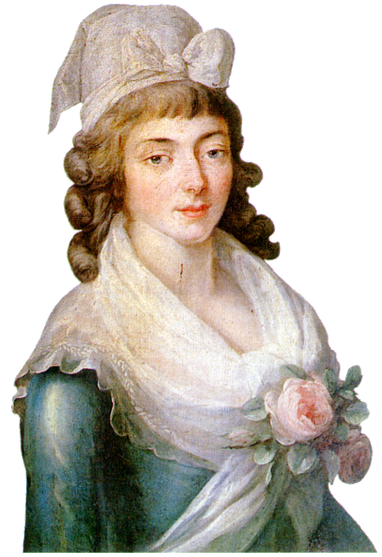
L'entrée en guerre de la Prusse aux côtés de l'Autriche précipite la reprise des opérations militaires et le 19 août, ayant fait leur jonction, les troupes ennemies pénètrent en France faisant tomber les places fortes les unes après les autres[105]. Le danger est extrême et c'est dans ce contexte que Danton déclare le 2 septembre 1792 : « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace et la Patrie sera sauvée ». Le peuple, entre panique et rancœur, rend responsable de la situation les ennemis de l'intérieur et se porte le 2 septembre 1792 sur les prisons de Paris où il massacre, après un jugement sommaire, la plupart de ceux qui s'y trouvent incarcérés : les prêtres réfractaires, les suspects d'activités contre-révolutionnaires, les détenus de droit commun et même des filles publiques[106]. Les

tueries dureront jusqu'au 6 septembre à Paris sans que les autorités administratives n'osent intervenir[107], et les députés ne les condamneront pas avant plusieurs mois[108]. Les massacres de Septembre, point culminant de la « Première Terreur » frappent l'opinion et marquent une radicalisation de la Révolution.

Forces en présence à la Convention

Article détaillé : Élections législatives françaises de 1792.

Les élections à la Convention se déroulent pendant les massacres de Septembre, ce qui instaure un climat oppressant. Sur 7 millions d'électeurs, on estime qu'environ 90 % se sont abstenus; on constate une forte progression des Montagnards, car le choix des députés appartient à une minorité décidée à sauver la république[109]. Désormais, le droit de voter concerne tous les Français à partir de vingt et un ans, mais une petite proportion seulement se rend dans les assemblées primaires[110]. Les élus sont presque tous issus de la bourgeoisie dont un tiers vient des métiers de justice. Deux camps antagonistes s'opposent : les Brissotins ou Girondins qui se méfient des Clubs, des sections parisiennes et de la Commune de Paris[111], trouvent leurs appuis en province et parmi la riche bourgeoisie du négoce et des manufactures[112]. Ils sont très attachés aux libertés individuelles et économiques de 1789 mais répugnent aux mesures d'exceptions. Les Girondins sont capables comme les Montagnards, de courage, de probité, de désintéressement, mais aussi d'autorité et de persévérance[113]. Ils sont dirigés par Brissot, Vergniaud, Pétion, Roland ou plus tard Buzot.



Madame Roland, égérie des Girondins

Les Montagnards qui siègent sur les bancs les plus hauts — d'où leur nom — s'identifient aux Jacobins ; leur « clientèle » se situe chez les artisans ruraux et les petits exploitants. Capables d'opportunisme, réalistes, ils sont surtout attirés par les initiatives conciliables avec l'intérêt national et leur groupe est politiquement plus homogène que celui de leurs adversaires. Ces défenseurs de la cause populaire sont, comme les Girondins, des bourgeois provinciaux qui se méfient des extrêmes[114]. Ayant compris que pour vaincre, la Révolution ne pouvait se passer du concours du peuple, ils réussissent à gagner à leur cause ce Paris populaire, fait d'ouvriers, d'artisans, de boutiquiers[115], et sont prêts à prendre des mesures d'exception pour sauver la République. Leurs chefs sont, entre autres, Robespierre, Danton, Marat ou Saint-Just.

Au centre, siège une majorité de députés : les « Indépendants », appelés aussi le Marais ou la Plaine qui sont attachés à la Révolution, mais sans hommes marquants ; leurs opinions sont fluctuantes[116]. Ils soutiennent les Girondins pour défendre la propriété et la liberté et les Montagnards quand il s'agit de secourir la nation. Mais, pour tous ces groupes, aucun relevé précis ne peut-être établi pour les définir avec clarté car aucun ne possèdent de lignes politiques limpides ; ils demeurent très instables[117].

Le 20 septembre 1792, avec la bataille et la victoire de Valmy sur les prussiens, l'armée française, commandée par le général Charles-François Dumouriez, arrête l'invasion. Le 8 octobre, il pénètre en Belgique pour obliger les autrichiens à lever le siège de Lille et les refouler hors des frontières[118]. Dans le même but, le Général Custine s'empare de Spire (30 septembre), de Worms (5 octobre), puis de Mayence et de Francfort (les 21 et 22 octobre), ce qui lui permet de tenir la rive gauche du Rhin alors que Dumouriez, en remportant la victoire décisive de Jemmapes le 6 novembre 1792, se rend maître de la Belgique. À cette période les troupes françaises occupent aussi la Savoie, possession de la Maison de Savoie[119]. Partout les Français propagent leur idéal révolutionnaire et on commence à parler des frontières naturelles ; mais ce sont surtout les rapports de force militaire et diplomatique qui se trouvent modifiés[118].

Avant de se séparer, le 20 septembre 1792, l'Assemblée législative décide de laïciser l'état civil, qui désormais devra être tenu par les communes, d'autoriser le divorce et décrète le renouvellement complet de la Commune insurrectionnelle de Paris. Le lendemain, 21 septembre, la Convention nationale tient officiellement sa première séance ; disposant provisoirement des pouvoirs législatif et exécutif celle-ci proclame d'emblée l'abolition de la royauté, l'avènement de la République en France et décide que la nouvelle constitution sera ratifiée au suffrage universel. Le lendemain elle décrète qu'à partir de cette date tous les actes publics devront débuter de l'an I de la République[120] : c'est pour la France, le début d'une ère nouvelle.

Première République

Article détaillé : Première République française.

Girondins et Montagnards

Procès et mort du roi

Article détaillé : Procès de Louis XVI.



L'exécution de Louis XVI

Après le 10 août, puis abolition de la monarchie, la question se pose de savoir de ce que l'on va faire du prisonnier du Temple[121]. À cette période la Convention est dominée par les Girondins où la plupart des élus du Centre leur sont favorables ; ils sont aussi majoritaires au conseil exécutif[122]. L'ouverture prochaine du procès du roi les divise sur les mesures à prendre pour régler le sort de celui-ci ; dès lors ils cherchent à en retarder le jugement qu'ils trouvent inopportun[123] alors que les Montagnards, plus radicaux, veulent une rupture définitive avec l'ancien régime pour fonder la République[124]. Mais, déjouant les calculs des uns et des autres, la découverte, le 20 novembre 1792 aux Tuileries, dans « l'armoire de fer » de documents accablants pour le roi rend le procès inévitable : dès lors ne pas statuer sur son sort peut provoquer une nouvelle flambée révolutionnaire. Malgré le principe de la séparation des pouvoirs, c'est la Convention qui va juger le roi ; ainsi, le procès qui commence le 11 décembre 1792 sera le début d'une lutte à mort entre Girondins et Montagnards pour le contrôle de l'Assemblée et de la Révolution[125].

Le roi, qui ne connaît pas encore officiellement les faits qu'on lui reproche, explique qu'il n'a agi que pour le bien de la France[126], mais il ignore encore la découverte de l'armoire de fer et de ses papiers compromettants ; pris au dépourvu, il se défend mal et nie même l'évidence[127]. Cependant, dans ce procès les fautes du roi, même prouvées, comptent peu devant l'utilisation politique de la sanction[125], alors même que Marat a arraché à l'Assemblée « que la mort du tyran » soit votée par appel nominal à haute voix : c'est un grand avantage pour les partisans de la mort car les députés vont devoir voter sous les yeux et sous la pression des tribunes[128]. Ainsi le régicide va devenir une preuve de la sincérité républicaine[129]. Le 15 janvier, à l'issue des débats, le roi est reconnu coupable à une écrasante majorité, 693 voix contre 28, et le 17 janvier il est condamné à mort par une majorité plus étroite, 387 voix contre 334[130]. Philippe l'Égalité, duc d'Orléans et cousin du roi va lui aussi voter la mort, marquant le point de départ de la lutte entre orléanistes et légitimistes qui prendra place le siècle suivant. Le sursis et l'appel au peuple demandés par les Girondins sont repoussés le 20 janvier. Louis XVI est guillotiné le 21 janvier 1793 place de la Révolution.

Son exécution fait une impression profonde dans la population française et frappe de stupeur les souverains d'Europe[131] : elle est aussi un défi à l'Europe monarchique. La déclaration de guerre à la Grande-Bretagne et aux Provinces-Unies, le 1er février 1793, entraîne la formation de la première coalition des puissances européennes contre la France révolutionnaire.

Vendée

Pour faire face et remplacer les volontaires de 1792, qui ont légalement quitté l'armée, la Convention décrète une levée de 300 000 hommes, le 24 février. Cette levée doit se faire par tirage au sort, ce qui provoque une vaste protestation[132] spontanée, dans tout le pays[133], et particulièrement la paysannerie en Alsace, en Bretagne, dans tout le Massif central mais dans la plupart de ces régions les soulèvements armés retombent ou sont étouffés avant d'avoir pu se développer alors qu'en Vendée la rébellion s'organise et prend de l'ampleur[134].

L'insurrection vendéenne, qui débute à Cholet le 3 mars 1793, est la manifestation intérieure la plus grave que rencontre la Révolution. Le nombre des victimes varie, suivant les historiens, de 117 000 à plus de 170 000, mais cela paraît un minimum et un bilan définitif semble impossible à établir faute de sources fiables.

Son déclenchement est directement lié à l'effort de guerre décidé à l'Assemblée par le décret du 24 février[135]. Mais les causes en sont plus complexes. Les vendéens, qui avaient rédigé des cahiers de doléance, avaient vu d'un bon œil les évènements de 1789 ; mais au cours des années qui suivirent, les frustrations vont s'accumuler. Les paysans vendéens ne profitent pas de la vente des biens nationaux, et sont profondément blessés dans leurs convictions par la tournure anticléricale que prend la Révolution, en particulier après la constitution civile du clergé. L'exécution de Louis XVI ne sera pas comprise par une population assez proche de la petite noblesse locale. Aussi, lorsque arrivent les représentants chargés du tirage au sort des jeunes hommes, ils refusent d'aller se battre loin de leurs villages pour un régime qui heurte leurs convictions et dont ils se sentent délaissés. C'est l'insurrection...

Cette insurrection prend très vite de l'importance quand la Vendée se soulève d'un bloc[136]. Pour tenter d'arrêter ces émeutes la Convention vote, le 19 mars 1793, une loi qui met en place une véritable logique de terreur : tous les insurgés pris les armes à la main ou convaincus d'avoir participé aux attroupements seront exécutés[137]. Très vite, à la Convention, les insurgés sont traités de « brigands » et Paris donne le nom de « Guerre de Vendée » à leurs soulèvements[138]. Pour terroriser les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, la convention crée le Tribunal révolutionnaire le 10 mars et, pour mener à bien cette politique, le Comité de défense générale est transformé en Comité de salut public le 6 avril[139].

Fin des Girondins

Les mois qui suivent l'avènement de la République résonnent des affrontements entre Montagnards et Girondins. Les divergences qui sont apparues au printemps de 1792 sur les nécessités de la guerre ont laissé des traces ; ainsi le 10 août 1792, après la victoire de la Commune insurrectionnelle et des sans-culottes, les rivalités entre les deux groupes apparaissent très vite comme un conflit de classe[140] : c'est donc deux façons de concevoir le contenu à donner à la République qui provoque l'affrontement, même si ces différences politiques ne sont pas propres uniquement aux Girondins mais reflètent aussi l'état d'esprit de la province[141]. Mais en définitive la Gironde disparaîtra de la scène de la Révolution à la suite de ses incohérences politiques et principalement d'avoir voulu la guerre sans s'être donné les moyens de la mener ; d'avoir voulu abattre la monarchie pour ensuite essayer de la sauver ; d'avoir, par son libéralisme, renforcé la crise sans trouver les solutions pour y remédier ou pour avoir relancé le mouvement révolutionnaire pour ensuite en freiner l'élan[142]. Les journées révolutionnaires des 31 mai et 2 juin 1793, avec l'arrestation des principaux chefs Girondins, mettent fin à leur prépondérance politique.

République en danger (1793)



L'assassinat de Marat

L'exécution du roi, la politique de conquête et d'annexion de la Convention, l'agitation des révolutionnaires dans divers pays d'Europe ainsi que les révoltes vendéennes puis « fédéralistes[143] », font rebondir la guerre à l'extérieur[144] et la provoquent à l'intérieur, plaçant la République dans une situation mortelle. Avec la première coalition c'est toute l'Europe absolutiste qui s'est liguée contre la France[145]. Au printemps, avec l'offensive des coalisés, toutes les conquêtes qui ont suivi la victoire de Valmy sont perdues et la République se retrouve dans une situation militaire pire qu'en 1792 : très vite les frontières sont franchies par les Autrichiens, les Prussiens, et les Anglais au nord et à l'est, les Espagnols au sud-ouest, les Piémontais au sud-est. À l'intérieur, l'insurrection vendéenne, devenue royaliste après sa reprise en main par les nobles[146], a pris de l'ampleur et s'étend sur plusieurs départements de l'ouest de la France ; Saumur et Angers tombent (9 et 18 juin 1793), mais Nantes résiste (28 juin). Des révoltes royalistes se développent également en Lozère et dans la vallée du Rhône[147].

Après le coup de force qui met fin à l'hégémonie girondine[148] les Montagnards se retrouvent seuls au pouvoir et dominent la Convention : avec les Jacobins ils ont désormais la charge de conduire la guerre[149] et de régler les problèmes politiques et sociaux engendrés par les circonstances. Après l'insurrection du 2 juin des sections parisiennes contre l'Assemblée, les députés girondins qui ont pu échapper à la répression parisienne appellent à la révolte contre Paris et sont soutenus par les autorités départementales dans de nombreuses régions de France[150]. L'assassinat de Jean-Paul Marat le 13 juillet par Charlotte Corday, une jeune Normande, augmente les tensions politiques. La situation explique la radicalisation des mesures admises entre juin et septembre 1793[151].

Le 24 juin 1793, la Convention adopte une constitution très démocratique et décentralisée, ratifiée par référendum[152]. La Constitution de l'an I cherche à établir une véritable souveraineté populaire grâce à des élections fréquentes au suffrage universel, la possibilité pour les citoyens d'intervenir dans le processus législatif et reconnaît le droit à l'insurrection[153](Ce qui légitime après coup les journées du 10 août et du 2 juin)[154]. Cette constitution ne sera finalement jamais appliquée, car la Convention trouve dans la guerre le moyen de se maintenir au pouvoir jusqu'à la paix et en ajourne l'application le 10 août 1793[155]. Saint Just en justifie la suspension en expliquant que : « Dans les circonstances où se trouve la République, la constitution ne peut être établie, on l'immolerait par elle-même. Elle deviendrait la garantie des attentats contre la liberté, parce qu'elle manquerait de la volonté nécessaire pour les réprimer ».

Principal organe de gouvernement, le Comité de salut public est créé le 6 avril 1793 en remplacement du Comité de défense générale ; il est composé de neuf membres élus, issus de l'Assemblée, parmi lesquels figurent Danton et Barère. Le 10 juillet suivant, une crise interne et la gravité des évènements en imposent le renouvellement : Danton jugé trop modéré est écarté ; le 27 juillet, le comité est complété avec la nomination de Robespierre et les 14 août et 6 septembre 1793[156] par les autres membres. Le « Grand Comité de l'an II » qui doit gouverner la France jusqu'à la victoire est né[157]: il est créé pour agir et pour vaincre. Ses membres, au nombre de douze, sont réélus tous les mois par la Convention ; il a l'initiative des lois, le pouvoir exécutif, nomme les fonctionnaires et centralise le pouvoir ; il est dominé par la personnalité de Robespierre qui impose la politique du Comité à la Convention et aux Jacobins. Chaque membre se spécialise dans un domaine particulier, comme Carnot aux armées[158].

Le Comité de Sûreté Générale est le second Comité de Gouvernement ; ses membres, tous Montagnards, sont aussi issus de la Convention. Créé le 2 octobre 1792, et renouvelé le 12 septembre 1793, les députés qui le composent sont

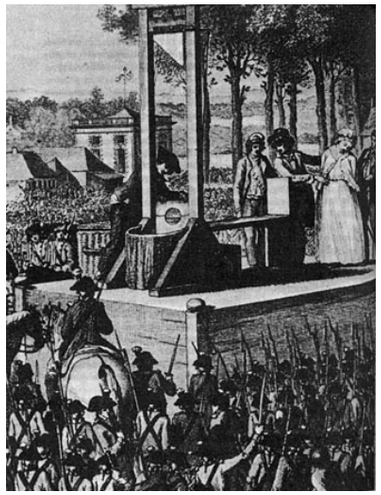
au nombre de douze dont Vadier, Amar, ou Voulland[159] qui s'y montrent inexorables. Son rôle est considérable : ce comité a des droits particuliers sur les enquêtes, les arrestations, les prisons ainsi que sur la justice révolutionnaire[160] et trouve son autorité dans la Terreur qu'il cherche à étendre et à perpétuer[161]. Une rivalité de compétences l'oppose au Comité de salut public[162]. Pour appliquer les mesures adoptées, la Convention décrète (9 mars 1793)[163] l'envoi systématique, dans les départements et aux armées, de certains de ses membres : les Représentants en mission qui ont des pouvoirs très étendus pour prendre les mesures qui leur paraissent nécessaires, pour rétablir l'ordre partout où il est perturbé et de mettre en arrestation ceux qu'ils jugent suspects. Ils procèdent deux par deux, prennent leurs arrêtés en commun et doivent rendre des comptes à la Convention[163].

Article détaillé : Convention nationale.

Redressement

Article détaillé : Terreur (Révolution française).

Lois, mouvements populaires et renforcement gouvernemental


Exécution de Marie-Antoinette d'Autriche

Après le 2 juin, et l'arrestation des principaux chefs Girondins, les Montagnards peuvent gouverner mais doivent tenir compte des sans-culottes[164] et de leurs représentants[165] extrémistes, dont ils ont eu besoin pour vaincre leurs adversaires girondins, mais à qui ils ne comptent pas céder le pouvoir[166], ni accéder à leurs revendications. Ils tentent de les contrôler au travers des jacobins, pour parvenir à couper court aux menaces d'insurrections, que propagent régulièrement dans Paris, ces terroristes[167] que sont les Enragés[168], et dont ils craignent d'être finalement les victimes[169]. À leur arrivée au pouvoir, et comme leurs prédécesseurs, les Montagnards se refusent à toucher à la liberté économique. Ils ne veulent pas prendre le risque d'être débordés en affrontant le mouvement populaire — dont ils reconnaissent le bien-fondé des revendications — et essayent plutôt d'en dénigrer les meneurs[170].

Néanmoins, le petit peuple des sans-culottes se préoccupe d'abord de la cherté et de la rareté des denrées ; les Enragés, qui se montrent leurs représentants les plus authentiques, luttent depuis des mois en profitant de ce mécontentement populaire[171], pour obtenir des améliorations sociales[172]. La mort de Marat, le13 juillet, permet au journaliste Jacques-René Hébert, de se présenter comme son héritier tout en reprenant à son compte le programme des Enragés ; il se trouve ainsi en concurrence avec eux pour la succession politique de « l'Ami du peuple[173] ». Dès lors, afin d'attirer à lui la sans-culotterie parisienne, il lutte pour évincer l'ancien prêtre, Jacques Roux, le chef des Enragés, qu'il accable et dénonce aux Jacobins comme responsable des mesures de violences du 31 mai[174]. Candidat au pouvoir, Hébert, à partir du 1er août 1793 s'éloigne des Montagnards et profite de l'instabilité sociale pour attaquer le gouvernement[175].

Toutefois le « prêtre rouge[176] », et son groupe, quoique parfois excessifs, ne représentent pas en eux-mêmes un véritable danger pour le gouvernement car, malgré le soutien du peuple, ils ne jouissent d'aucun appui pour atteindre la sphère où se dispute le pouvoir[177]. En revanche le groupe des Cordeliers[178], dont Jacques-René Hébert est un des membres éminents, se présente autrement plus redoutable : il soutient ce dernier, qui bénéficie déjà d'appuis multiples, même en province et est aussi le chef des « Hébertistes » ainsi que le fondateur du « père Duchesne », seul grand journal populaire, dont les propos, souvent démagogiques et parfois orduriers, sont aussi diffusés grâce à Vincent et à Bouchotte dans les armées de la République[179]; enfin les « « hébertistes ont une grande influence sur la Commune de Paris. Après les journées de septembre, et la disparition des Enragés[180] », Hébert et ses amis

s'attaquent ouvertement aux Montagnards, les identifiant à des « nouveaux brissotins » et en demande l'épuration à la Convention[181].

Pour éviter d'offrir aux meneurs sans-culottes un terrain de propagande, tout en calmant le mécontentement du peuple urbain touché par les difficultés d'approvisionnement, la hausse du prix des denrées alimentaires et la dévaluation du cours de l'assignat, le Comité de salut public met sur pied la terreur économique. Dès le 26 juillet 1793, la Convention vote la peine de mort contre les accapareurs, c'est-à-dire contre ceux qui stockent les denrées alimentaires au lieu de les vendre[182]. Cependant, si les Montagnards ont dû faire des concessions, ils résistent encore à la pression sans-culottes[183] en refusant de s'engager davantage dans l'économie dirigée pour ne pas s'aliéner la bourgeoisie et la paysannerie : un refus formel est opposé aux autres exigences sans-culottes[184].

Pourtant le 23 août 1793, sous la pression populaire, la Convention cède et, après des modifications, décrète la levée en masse. Celle-ci permet d'envoyer sous les drapeaux tous les jeunes gens de 18 à 25 ans célibataires ou veufs sans enfants. Tous les Français doivent participer à l'effort de guerre et toute l'économie de la nation est tournée vers la guerre. De septembre au printemps 1794, la levée en masse fournit près de 400 000 hommes portant l'armée à 750 000 soldats. La République se donne les moyens de vaincre en opposant à l'ennemi des forces supérieures sur toutes les frontières[185]. (Onze armées sont créées)

La perte de Toulon (27 août 1793) affaiblit considérablement la position gouvernementale et sert de prétexte aux groupes radicaux pour provoquer les journées des 4 et 5 septembre 1793. La Convention envahie est contrainte de céder sur une série de mesures de longtemps réclamées : notamment la levée d'une armée révolutionnaire parisienne[186] pour la réquisition des grains et leur transport sur Paris, ainsi que la rétribution des sans-culottes qui siègent dans les sections, puis, le 11 septembre, le maximum national des grains et des farines. Cependant, l'inertie du gouvernement provoque une nouvelle émeute le 22 septembre, l'obligeant à décréter, le 29 suivant, la loi du maximum général qui bloque les prix au niveau de ceux de 1790 augmentés de 30 %, la loi fixe aussi le maximum des salaires. Enfin le cours forcé de l'assignat est instauré[187]. Mais ces mesures ne permettent pas de mettre fin aux difficultés de ravitaillement des villes. Le pouvoir d'achat des salariés, payés en assignats, ne cessera de s'éroder[188].

Imposée par la rue, à la suite de ces journées révolutionnaires, la terreur est « mise à l'ordre du jour » le 5 septembre 1793 : elle se trouve affermie, avec la dictature, par le renforcement de la centralisation[189]. Le 17 septembre 1793 la terreur légale est instaurée avec la loi des suspects. Le décret donne des suspects une définition très large, ce qui permet de toucher tous les ennemis de la Révolution : les aristocrates, les émigrés, les prêtres réfractaires, les fédéralistes, les agioteurs et leurs familles entrent dans cette catégorie[190]. Ils doivent être emprisonnés jusqu'à la paix[191]. Les sociétés populaires, contrôlées par les sans-culottes, reçoivent des pouvoirs de surveillance et de police. Cependant l'effervescence de ces journées de septembre n'empêche pas le gouvernement de reprendre la situation en main.

Si les journées des 4 et 5 septembre 1793 sont une victoire des organisations populaires les plus combattives, elles sont aussi — non sans ambiguïtés — un succès des instances dirigeantes qui ont contourné les demandes des groupes radicaux à l'Assemblée tout en poussant les plus extrémistes dans l'illégalité[192] : leur autorité en sort renforcée mais ils ont dû se renouveler (13 septembre) et admettre des représentants des sans-culottes[193]; les Enragés évincés, les violences contre l'organisation révolutionnaires du Comité de salut public ont pris fin. C'est une nouvelle avancée vers un affermissement du gouvernement révolutionnaire[194]. À partir de l'automne les organisations populaires portent ombrage aux autorités et marquent le divorce naissant entre le gouvernement révolutionnaire et le mouvement populaire[195]. C'est à cette période que la France change de forme de gouvernement[196].

Victoires et répressions

La politique volontariste impulsée par le Comité de salut public permet de faire face et de redresser la situation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ; les premières mesures — favorisées par la mésentente des coalisés — sauvent la République et la Révolution. Dès le 8 septembre 1793, les armées républicaines remportent leurs premiers succès à Hondschoote puis le 16 octobre suivant à Wattignies : succès qui, sans être décisifs[197], permettent de ralentir l'invasion[198], et justifient le redressement militaire français[199].

Les victoires de décembre (Geisberg le 26 et Landau le 28) contre les Austro-prussiens et les Saxons, et ceci malgré l'échec à Collioure et Port-Vendre contre les Espagnols, (décembre) mettent les coalisés, contenus sur l'ensemble des fronts, sur la défensive[200] ; ainsi l'entrée en guerre des Anglais, des Hanovriens et des Hollandais n'est pas parvenue à modifier les rapports de force en Europe. Mais sur le fond, pour la République, la situation militaire ne changera pas avant que les grandes mesures et l'effort de guerre décidés lors de la levée en masse ne se fassent pleinement sentir[201] avec la grande offensive et les victoires du printemps 1794 qui rejetteront l'ennemi au-delà des frontières et permettront à la France de se retrouver dans une situation proche de celle qui était la sienne à la fin de l'année 1792[202].

Sur le plan intérieur, la révolte « fédéralistes » s'essouffle ; par chance pour la Convention, les départements frontaliers lui étaient restés fidèles et, comme le soulèvement est plus développé en surface qu'en profondeur, le pouvoir parisien ne tarde pas à recommencer de s'imposer dans les grandes villes[203] : Marseille est reprise le 25 août 1793, Bordeaux le 18 septembre, Lyon le 9 octobre, alors que Toulon livrée aux Anglais le 27 août ne sera reconquise que le 19 décembre. Dans la plupart des villes reconquises, une répression brutale s'organise[204]. Toutefois la Corse, soulevée par Paoli dès le mois de mai, est perdue ; les Français, hormis quelques ports, n'y possèdent plus que Bastia[203]. Le 19 janvier 1794, appelés par Paoli, les Anglais commencent à occuper l'île.

Fin de la Vendée

Après les revers du printemps et de l'été 1793, les troupes républicaines reprennent le dessus en automne et infligent une première défaite à l'Armée catholique et royale à la bataille de Cholet (17 octobre) sans toutefois la détruire, ce qui permet à son nouveau chef, Henri de La Rochejacquelein, de tenter de prendre le port de Granville, dans le Cotentin, pour réaliser une jonction avec les Anglais et les émigrés qui doivent y débarquer. Cette expédition, connue sous le nom de Virée de Galerne, se solde par un échec (14 novembre 1793)[205] mais témoigne de la force et de la détermination des Vendéens. Après ce revers, les restes de l'armée royale se dirigent vers Le Mans où ils sont écrasés (16-19 décembre) ; le restant est massacré à Savenay (22-23 décembre 1793)[206]. La Grande Armée Catholique et Royale n'existe plus.

Les républicains reprennent le contrôle de la Vendée et des départements voisins insurgés et y organisent une répression terrible : les décrets des 1er août et 1er octobre 1793 ont décidé de la destruction de la Vendée[207]. Entre décembre 1793 et février 1794, avec une extrême barbarie, le représentant en mission Jean-Baptiste Carrier fait exécuter plusieurs milliers de personnes à Nantes où les noyades et les fusillades collectives sont restées sinistrement célèbres[206]. À Angers, près de 2 000 femmes sont exécutées ; la répression s'abat aussi sur Saumur[208]. Le 17 janvier 1794 sont organisées les colonnes infernales commandées par le général Louis Marie Turreau ; dans le bocage vendéen, celles-ci brûlent les villages et massacrent la population sans faire de différence entre patriotes et rebelles, et en pratiquant, en plus des meurtres, le viol, et l'infanticide[209]. Ces répressions, d'une grande sauvagerie, entraînent la réaction des Vendéens. Ce nouvel aspect de la lutte, sous forme de guérilla, permet encore au printemps de 1794, aux insurgés vendéens, sous le commandement de Stofflet ou de Charette, de remporter quelques succès ponctuels. Néanmoins ces combats prendront fin, pour la plupart, en 1795 et 1796, après l'arrestation et l'exécution de ces deux chefs. Il faudra pourtant attendre le Concordat de 1801 pour que la Vendée soit plus durablement pacifiée.

Stabilisation gouvernementale et crise populaire

Gouvernement révolutionnaire

Le principe de ce gouvernement est fixé, dans ses grandes lignes, dès avril 1793; sa charte basée sur le rapport de Saint-Just du 10 octobre 1793 — qui déclare « le gouvernement révolutionnaire jusqu'à la paix » — est nettement renforcé par le décret du 4 décembre 1793 (14 frimaire an II)[210]. Ce gouvernement — le plus révolutionnaire et le plus républicain de la Révolution — sera le seul dont les statuts lui permettront de faire exécuter ses volontés[211]. C'est un gouvernement de guerre qui doit revenir à un régime constitutionnel « régime de la liberté victorieuse et paisible », dès que les ennemis seront vaincus[210].

Il s'agit, pour le pouvoir constitué, de contrôler principalement le processus anarchisant vers lequel tend la sans-culotterie parisienne[212]; ainsi le décret du 14 frimaire an II est le premier effort pour coordonner les mesures révolutionnaires afin de bloquer les décisions désordonnées des comités et des sections parisiennes[213]. En conséquence, une constitution provisoire est mise en place pour la durée du gouvernement révolutionnaire. Ce décret en organise les moindres détails : il s'agit de mettre un terme aux initiatives désordonnées des Représentants en mission, de renforcer la centralisation, de supprimer aussi les « armées révolutionnaires départementales[214] » ainsi que les tribunaux révolutionnaires locaux : désormais le seul Tribunal révolutionnaire se tiendra à Paris. La Convention devient le « centre unique de l'impulsion du Gouvernement » et élit les deux Comités de gouvernement (Salut public et Sûreté générale) dont la loi fixe les compétences ainsi qu'aux autres organismes de la République[215].

Déchristianisation

Les multiples fractures apparues dès les débuts de la Révolution entre le clergé et les révolutionnaires ont créé une dynamique de crise qui s'est progressivement envenimée avec la radicalisation des évènements[216]: ainsi, la déchristianisation précède la terreur et finit par se confondre avec elle. Née en province, où les premières manifestations se développent visiblement en août 1793[217], la déchristianisation a un démarrage relativement tardif à Paris. Organisé, mais non imposé[218], ce mouvement s'étend dans de nombreux départements[219]. Iconoclasme, vandalisme et blasphèmes anti-chrétiens vont être officiellement encouragés par les représentants en mission et par les sociétés populaires, accélérant ainsi l'écroulement de l'Église constitutionnelle patiemment mise en place depuis 1791[220].

Les hébertistes utilisent ce mouvement pour déstabiliser le gouvernement[221] et développent le culte des martyrs de la Révolution alors que la Convention — surprise puis conquise dans un premier temps[pas clair] — adopte le calendrier républicain le 5 octobre 1793. La fête de la Raison est célébrée le 10 novembre suivant dans la cathédrale Notre-Dame de Paris, transformée en temple de la Raison pour l'occasion : l'hébertisme semble alors maître de la ville et de la Révolution[222]. Le 23 novembre, la Commune ordonne la fermeture des églises. Mais le Comité de Salut public, autant que les robespierristes, sont hostiles à la déchristianisation et voient les dangers que fait courir ce mouvement à la République tant à l'intérieur qu'à l'extérieur[223]. L'intervention de Danton, appuyé par Robespierre, donne à réfléchir aux dirigeants de la Commune et, dès lors, le mouvement reflue. Mais le Comité de salut public, s'il rappelle la liberté des cultes (6 décembre 1793), ne peut pas le faire observer normalement et n'obtient là qu'un succès de principe[224]. Contenu à Paris le mouvement balaiera le pays pendant des mois encore.

La lutte des factions[225]

Si, en décembre 1793, la situation militaire a commencé à s'améliorer, celle des sans-culottes n'a guère progressé et le mécontentement populaire demeure. Avec la disparition des Enragés, Hébert et les Cordeliers se retrouvent au premier plan des républicains « Exagérés » et profitent de la situation sociale pour demander des mesures toujours plus extrêmes[226]. Cette surenchère des ultra-révolutionnaires indispose les « Indulgents » qui supportent mal les discours enflammés des partisans de la Terreur[227]. Pour les Indulgents, la guerre intérieure terminée, l'invasion contrôlée, la Terreur et son cortège de contraintes économiques et sociales n'ont plus de raison d'être ; dès lors, ils se

lancent dans une campagne pour l'indulgence et Danton réclame « l'économie du sang des hommes » (2 frimaire - 22 novembre 1793) alors que, de son côté, son ami Desmoulins, dans son nouveau journal *Le Vieux Cordelier*, (15 frimaire – 5 décembre) s'attaque aux Exagérés et demande un comité de clémence[228] . Face à la faction des Ultras (Hébertistes ou Exagérés), celle des Indulgents (Dantonistes ou Citras) s'est formée.

Drame de germinal

En luttant contre les factions des Ultra-révolutionnaires et des Indulgents, le Comité de salut public poursuit son objectif de stabilisation de la Révolution[229]. Lors de la lutte contre la déchristianisation, le Comité a imposé son point de vue au mouvement populaire et donné des garanties aux modérés tout en faisant croire aux uns et aux autres qu'il est favorable à leurs revendications[230]: Robespierre, pour sa part, s'étant un temps rapproché des Indulgents[231]. Or, il n'en est rien, car pour le gouvernement il ne s'agit pas seulement de vaincre mais d'anéantir l'ennemi, le coalisé comme le royaliste et pour imposer la paix, la Terreur est un outil qui lui paraît indispensable[232]. L'hiver 1793-1794, extrêmement dur pour le peuple touché par le froid et la faim, est l'allié des extrémistes ; Hébert en profite, une nouvelle fois, pour pousser les sans-culottes dans la voie de la violence : on pouvait craindre alors un nouveau 31 mai ainsi qu'un renouvellement des massacres de Septembre[228]. Provisoirement, les divers groupes de la Montagne et de la Commune s'entendent pour clamer au nom de l'égalité et du genre humain l'émancipation des Noirs dans les colonies : le 15 pluviôse an IIe-3février 1794 trois nouveaux députés de Saint-Domingue, dont deux de couleur, sont admis à l'assemblée nationale. Le lendemain 16 pluviôse-4 février l'esclavage colonial est aboli après interventions de Levasseur, Lacroix, Grégoire, Cambon, Danton, Bourdon de l'Oise[233]. Les trois députés de Saint-Domingue sont accueillis chaleureusement le soir même au club des jacobins par Simond, Momoro, Maure[234]. La mesure abolitionniste est également saluée par *La feuille de salut public* organe officieux du comité de salut public[235]. Enfin le 30 pluviôse-18 février le décret fait l'objet d'une cérémonie au Temple de la Raison (Notre-Dame de Paris) sous la houlette de Chaumette, qui suscitera quelques jours après chez Hébert "la grande joie" du *Père Duchesnes*[236]

Les décrets de ventôse (26 février et 3 mars 1794) — manœuvre du gouvernement pour couper les sans-culottes de leurs chefs ultra-révolutionnaires[237] — légalisent la séquestration des biens des personnes reconnues ennemies de la République ; ces biens doivent servir à indemniser les malheureux[pas clair][238]. Mais ces mesures ne suffisent pas à calmer l'agitation sans-culottes et Jacques-René Hébert a beau jeu de dénoncer la faction des « Endormeurs » de la Convention, ceux qui veulent mettre sur un même pied les « vrais patriotes » et les Indulgents[239], « qui veulent détruire les échafauds parce qu'ils craignent d'y monter »

La situation étant explosive, le pouvoir révolutionnaire redoute le pire. Des révélations concernant les factions vont confirmer Robespierre et Saint-Just dans leurs appréhensions. En effet depuis l'automne 1793, dénoncée par deux Montagnards (Fabre le 27 septembre et Chabot le 14 novembre) auprès des Comités[pas clair], la « faction hébertiste » est soupçonnée de tremper dans une vaste « conspiration de l'étranger[240] » que le pouvoir ne veut cependant pas ébruiter de crainte de discréditer et de rompre l'unité de la Montagne[241] ; à cette période, Robespierre ne veut pas s'attaquer à la Commune de Paris, forteresse sans-culotte, soutenue par certains membres des Comités de gouvernement soucieux de protéger Hébert[242].

Pourtant, au printemps suivant, le renforcement du gouvernement, l'affaiblissement des factions rivales ainsi que l'entente entre les deux Comités a modifié la situation et lui permet d'agir d'autant que les ultras, qui recommencent à s'agiter, en fournissent l'occasion. Un plan d'insurrection contre la Convention, imprudemment proclamé par Ronsin puis repris par Vincent et Hébert (4 mars 1794), précipite la décision[243]. Après une vaine tentative de conciliation de Collot d'Herbois, sous l'impulsion de Robespierre, qui veut abattre la faction qu'il juge la plus dangereuse, le rapport de Saint Just du 10 mars suivant à la Convention[244] conduit à l'arrestation des principaux chefs hébertistes Jacques-René Hébert, Momoro, Ronsin et Vincent dans la nuit du 23 au 24 ventôse an II. Quelques jours plus tard ils sont traduits devant le Tribunal révolutionnaire[245]. Amalgamés à des agents du « complot de l'étranger », à la suite d'un procès truqué, ils sont condamnés à mort et exécutés le 24 mars 1794 (4 germinal an II)[246].

Après s'être débarrassés des hébertistes, Robespierre et Saint-Just, sous la pression de Vadier et ses alliés du Comité de sûreté générale, épaulés par Collot d'Herbois et Billaud-Varenne, reprennent à leur compte le combat contre les Indulgents[247]. Cependant, l'Incorruptible hésite à se joindre à ceux qui demandent la mise en accusation de Danton, mais cède définitivement après l'échec des entrevues de la fin de ventôse et de début germinal[248].

Le rapport du 23 mars 1794 (3 germinal an II) de Saint-Just sur « les factions de l'étranger » est présenté le lendemain à la Convention qui accorde ce qu'on lui présente comme une ultime purge parlementaire[pas clair][249], alors que Vadier, grand ennemi du Tribun, emporte la décision de faire arrêter les modérés avant le vote du décret d'accusation[250]. Danton, qui a refusé de fuir, (« On n'emporte pas la patrie à la semelle de ses souliers ! ») est arrêté dans la nuit du 9 au 10 germinal an II avec ses amis : Camille Desmoulins, pourtant proche de Robespierre, Fabre d'Églantine, compromis dans l'affaire de la Compagnie des Indes, ainsi que treize autres dantonistes ou suspects[251]. Mis en jugement le 2 avril (13 germinal) suivant, ils sont mis dans le même sac que des affairistes accusés de spéculation puis sont condamnés à mort[252] et guillotinés, le 5 avril suivant (16 germinal), après un procès tout aussi truqué[253] que celui des hébertistes. L'aile droite des Montagnards n'existe plus.

Le 4 avril 1794 (16 germinal an II), en plein procès des dantonistes, éclate un « complot des prisons[254] ». Révélée par un prisonnier, Alexandre de Laflotte, « la conspiration du Luxembourg[255] », dont le but est de faire évader les inculpés à la faveur d'un soulèvement des prisons, paraît plausible à Robespierre et à Saint-Just qui, dès lors, en admettent la réalité[256]. Ce complot serait tramé par le général Dillon et un autre détenu, le député du Bas-Rhin Simond ; accusée de financer l'opération, Lucile Desmoulins est incarcérée à Sainte Pélagie[257]. Le 13 avril (24 germinal) suivant, sous le motif d'avoir voulu « … massacrer les représentants du peuple et replacer sur le trône le fils du tyran… » ils sont, après un jugement sommaire, condamnés à mort. Amalgamés à Pierre-Gaspard Chaumette, oublié du procès hébertiste, à Gobel, évêque abdicataire de Paris, à la veuve d'Hébert[258], ainsi qu'à à vingt trois autres accusés, cette nouvelle fournée, de vingt neuf condamnés, est amenée à l'échafaud dès le lendemain[259]. La purge de germinal aura fait, en trois phases, près de soixante victimes dont onze députés[260].

Aboutissement et conséquences

Le dénouement et les suites des événements de germinal sont d'une grande importance car ils signifient que le pouvoir a la volonté de refermer la période de « guerre civile », qu'entretenaient les continuelles journées populaire, en se lançant dans la fondation de la nouvelle société attendue depuis les débuts de la Révolution[261]. Mais, si dans l'immédiat le contrôle de la vie politique, en ce printemps 1794, marque une victoire politique et tactique du Comité de salut public et de Robespierre[262], leur antagonisme croissant avec les mouvements populaires scelle le divorce avec les masses[263] car, au lendemain de l'exécution des principaux fondateurs de la Terreur, le désarroi de nombreux sans-culottes est manifeste alors que les liens de « fraternité républicaine », qui les associaient aux autorités, se distendent et se rompent : la Révolution se trouve à l'arrêt[264]. Ainsi, de Germinal à Thermidor, les relations entre le gouvernement révolutionnaire et le mouvement populaire ne cesseront de se dégrader[265].

Robespierre et la Grande Terreur

Article détaillé : Terreur (Révolution française).



Robespierre

Alors que la Terreur se termine en province, elle s'accentue à Paris après le vote des lois de Prairial. Le tribunal révolutionnaire peut seul juger des crimes politiques. La définition d'ennemi de la Révolution est élargie à tous « ceux qui cherchent à anéantir la liberté par la force ou par la ruse ». Il n'y a plus d'avocat et seuls les témoins à charge sont entendus. Deux sentences sont possibles : la liberté ou la mort pour les coupables. La loi de Prairial donne naissance à la Grande Terreur. Dans les semaines qui suivent, plus de 1 400 personnes sont guillotinées à Paris.

Au début de l'été 1794, l'effort de guerre consenti par la nation porte enfin ses fruits. La victoire de Fleurus, le 26 juin 1794 permet aux troupes françaises de reprendre la Belgique. Des vivres commencent à être réquisitionnés dans les régions occupées pour être envoyées en France.

Robespierre, en luttant contre les factions, en faisant revenir les terroristes les plus zélés, s'est fait beaucoup d'ennemis. Il est devenu l'homme politique le plus influent. Lorsqu'il préside la Fête de l'Être suprême, le 8 juin 1794, ses adversaires murmurent qu'il veut accaparer le pouvoir. Son retrait temporaire de la scène politique permet la constitution d'un groupe d'opposants autour du Comité de sûreté générale et d'anciens représentants en mission, comme Tallien ou Fouché.

Quand il se décide enfin à réapparaître à la Convention, il brandit la menace d'une nouvelle épuration, y compris contre certains députés qu'il a la maladresse de ne pas nommer. Le complot se noue avec le soutien du Marais. Le 9 thermidor an II (27 juillet 1794), il est accusé par l'Assemblée et arrêté. Une action de la commune de Paris le délivre contre son gré et l'emmène à l'Hôtel de Ville. Mais les sans-culottes, démoralisés par la mise au pas des sections après l'élimination des Hébertistes, et mécontents de la stricte application du maximum des salaires, ne se joignent pas aux amis de Robespierre. La Convention qui l'a mis immédiatement hors la loi, envoie les troupes qui prennent d'assaut le bâtiment. Il est guillotiné le lendemain, le 28 juillet 1794, avec Georges Couthon, Saint-Just et ses principaux partisans. Les conventionnels thermidoriens rappellent les députés girondins et mettent fin à la Terreur.

La nouvelle Constitution de l'an III est votée par la Convention le 29 messidor (17 août 1795) et ratifiée par plébiscite en septembre. Elle est effective à partir du 4 vendémiaire (26 septembre) de la même année et fonde le nouveau régime du Directoire.

Directoire (26 octobre 1795 - 9 novembre 1799)

Article détaillé : Directoire.



Le conseil des Cinq-Cents

Le Directoire dure du 4 Brumaire an IV au 18 Brumaire an VIII, selon le calendrier révolutionnaire. Il s'agit de la seconde[réf. nécessaire] tentative pour créer un régime stable reposant sur une base constitutionnelle. La pacification de l'ouest, la fin de la première coalition permettent l'établissement d'une nouvelle constitution. Pour la première fois en France, le pouvoir législatif repose sur un parlement bicaméral : le Conseil des Cinq-Cents (500 membres) et le Conseil des Anciens (250 membres). Le pouvoir exécutif est un directoire de cinq personnes nommées par le conseil des Anciens sur une liste fournie par le Conseil des Cinq-Cents. Les ministres et les cinq directeurs ne sont pas responsables devant les assemblées, mais ils ne peuvent non plus les dissoudre. Comme en 1791, aucune procédure ne permet de résoudre les conflits[266].



Bonaparte au pont d'Arcole

Les Thermidoriens ont imposé que les deux tiers des élus soient issus de la Convention. Les régions de l'ouest, de la vallée du Rhône et de l'est du Massif Central élisent des députés royalistes. Pendant toute la durée du Directoire, l'instabilité politique est incessante. Les « réseaux de correspondance », royalistes, mêlent le renseignement, la propagande et l'action politique. Ils quadrillent le pays avec le soutien des frères de Louis XVI et de puissances étrangères. Les partisans du retour à la monarchie remportent les élections de mars 1797. Les Républicains modérés organisent en septembre 1797 un coup d'État qui chasse deux des cinq directeurs et destitue ou invalide l'élection de 177 députés. En 1798, les élections semblent donner la faveur aux Jacobins. Les conseils s'octroient alors le droit de désigner les députés dans la moitié des circonscriptions. Les Thermidoriens se maintiennent au pouvoir mais sont totalement discrédités.

La situation économique contribue aussi à détourner les Français du régime. Les impôts ne rentrent plus. L'assignat, qui a perdu toute sa valeur, est remplacé par un autre papier monnaie, le mandat territorial, qui subit en un an le même sort que l'assignat. À partir de 1797, l'État demande aux contribuables de payer les impôts en numéraire. Or, avec la crise financière, la monnaie métallique s'est raréfiée. Après les années d'inflation liées à l'assignat, la France connaît une période de baisse des prix qui touche principalement le monde rural. Incapable de faire face à l'énorme dette accumulée par la monarchie absolue et huit années de révolution, les assemblées se résignent à la banqueroute des « deux tiers ». La France renonce à payer les deux tiers de sa dette publique mais consolide le dernier tiers en l'inscrivant dans le grand livre de la dette. Pour paraître crédible aux yeux des créanciers, un nouvel impôt sur les portes et fenêtres est créé en 1798. Les gendarmes sont réquisitionnés pour recouvrer l'impôt.

Grâce aux efforts du gouvernement de salut public, les armées françaises sont passées à l'offensive. Au printemps 1796, la France lance une grande offensive à travers l'Allemagne pour contraindre l'Autriche à la paix. Mais c'est l'armée d'Italie, commandée par le jeune général Napoléon Bonaparte, qui crée la surprise en volant de victoire en victoire et en forçant l'Autriche à signer la paix par le traité de Campo Formio du 17 avril 1797. Entre 1797 et 1799, presque toute la péninsule italienne est transformée en république sœur avec des régimes et des institutions calquées

sur la France. Si les victoires soulagent les finances du Directoire, elles rendent le pouvoir de plus en plus dépendant de l'armée. Bonaparte devient l'arbitre des dissensions politiques intérieures. L'expédition en Égypte a comme objectif de couper la route des Indes au Royaume-Uni, mais les directeurs ne sont pas mécontents d'éloigner l'encombrant soutien du Corse qui ne cache pas son appétit de pouvoir. Par ailleurs, la multiplication des républiques sœurs inquiète les grandes puissances, Russie et Royaume-Uni en tête, qui craignent la contagion révolutionnaire et une trop forte domination de la France sur l'Europe. Ces deux États sont à l'origine de la formation de la deuxième coalition en 1798. Les offensives anglaises, russes et autrichiennes sont repoussées par les armées françaises dirigées par Brune et Masséna.

Le Directoire prend fin par le coup d'État du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799) de Napoléon Bonaparte qui déclare : « Citoyens, la révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée, elle est finie ». Le Consulat est mis en place. Il s'agit d'un régime autoritaire dirigé par trois consuls, dont seul le premier détient réellement le pouvoir : la France entame une nouvelle période de son histoire en s'apprêtant à confier son destin à un empereur.

Notes et références

[1] , *NOÉ éducation* (site de ressources pédagogiques destiné aux enseignants francophones), lien (http://noe-education.org/D12B1.php)

[2] *Réflexions sur la Révolution de France*

[3] Jean-Paul Bertaud, *La Révolution française*, Éditions Perrin, Paris, 2004, p. 18

[4] Robert Darnton, *L'aventure de l'Encyclopédie*, Paris, 1982.

[6] notamment E. Le Roy Ladurie

[7] c'est ce qu'on appelle l'imputation au politique

[8] voir Le Roy Ladurie *Histoire Humaine et Comparé du Climat* tome 2

[9] Nicole Hochner, *Louis XII: les dérèglements de l'image royale, 1498-1515*, éd. Champ Vallon, 2006, pp.24-25, en ligne (http://books.google.be/books?id=98EtH4jrUG8C&pg=PA24#v=onepage&q=&f=false)

[10] François Furet et Denis Richet, La Révolution française, Hachettes littératures, 2008, tome 1,

[11] Les cahiers de doléances évoquant l'*amour paternel* évoquent « un roi juste et bienfaisant comme un père au milieu de ses enfants », « un père chéri de ses enfants est bien assuré de leur secours », « le père du peuple et régénérateur de la France »; cité par Pierre Goubert et Michel Denis, *1789, Les Français ont la parole, extraits des cahiers de doléances*, éd. Julliard, coll *Archives*, 1964

[12] Joël Cornette, *L'image qui tue : du père du peuple au « roi-cochon »*, in *L'Histoire* 303, 11/2005

[13] Albert Soboul, *La Révolution française*, Gallimard, Paris, 1982, p. 138

[14] Pascal Perrineau, Dominique Reynié, Sandrine Lefranc (collectif), *Dictionnaire du vote*, Presses universitaires de France, 2001, .

[15] *Moniteur Universel*, 25 juin 1789, « Extrait des débats », ; Sur la construction de cette phrase historique voir l'article (http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/mirabeau.asp) de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

[16] Jacques Proust, *Diderot et l'Encyclopédie*, 1967.

[17] Il s'agit d'une construction a posteriori, destinée à en faire le symbole d'une conscience politique populaire.

[19] Tulard, *Histoire et Dictionnaire de la Révolution française*, p. 566-567

[21] Dominique Soulas de Russel, Robert-Thomas Lindet, Comité régional d'histoire de la Révolution française (Haute-Normandie, *Un révolutionnaire normand fidèle aux siens, à son terroir et à ses convictions* (http://books.google.fr/books?id=jv5nAAAAMAAJ&q=garÃ§on+cuisinier+Desnot&dq=garÃ§on+cuisinier+Desnot&lr=&pgis=1), 4997, 168

[22] D.M.G . Sutherland, *France 1789-2815 Revolution and Counterrevolution*, Londres, 1988, p. 68-69.

[23] FOL, Robert, Place de l'Ordonnance de 1669 dans l'évolution de la législation sur la chasse (http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/20310/RFF_1969_7_611.pdf?sequence=1) ; Revue forestière française, 1969, RFF - Numéro 7 ; DOI : 10.4267/2042/20310, 6 pages (Résumé (http://hdl.handle.net/2042/20310), en français et anglais)

[24] Procédure criminelle instruite au Châtelet de Paris sur la dénonciation des faits arrivés à Versailles dans la journée du 6 octobre 1789, 1790, Archives nationales.

[25] Elle est supprimée sans compensation en avril 1790;

[26] J. Lacouture, *La politique religieuse de la Révolution*, Paris, 1940, p. 36-37

[27] J. Lacouture, *La politique religieuse de la Révolution*, Paris, 1940, P. 31.

[28] Différent du serment de fidélité à la Nation à la loi et ou roi.

[29] J. de Viguerie, *Christianisme et révolution*, Paris, 1986, p. 93.

[30] P. de la Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution française*, Paris, 1922, p. 222-248.

[31] Jean-Paul Bertaud, *La Révolution française*, collection Tempus, Perrin, 2004,

[32] Mona Ozouf, *La fête révolutionnaire 1789-1799*, Gallimard 1976

[33] Michel Vovelle, *La Chute de la monarchie, 1787-1792*, tome 1 de la Nouvelle histoire de la France contemporaine, Le Seuil, coll. Points-Histoire, 1972 (rééd. revue et développée, 1999)

[34] *Dictionnaire historique de la Révolution française* Albert Soboul (dir.), Édition « Quadrige » PUF, 2005,

[35] Jean-Paul Bertaud, *La Révolution française*
[36] Albert Soboul, *Histoire de la révolution française*, volume 1 - Collection Idée - Gallimard 1962.
[37] Jean-Paul Bertaud, *La Révolution française*
[38] Mona Ozouf,
[39] *Dictionnaire historique de la Révolution française*
[40] Michel Vovelle *La Révolution française (1789-1799)*, Édition Armand Collin 1992,
[41] Elyada Ouzi. « La représentation populaire de l'image royale avant Varennes », *Annales historiques de la Révolution française*, n°297, 1994. pp. 527-546, Lire en ligne (http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ahrf_0003-4436_1994_num_297_1_1857).
[42] Mona Ozouf , « La terrible faute que de fuir à Varennes... », *L'Histoire*, n°303, novembre 2005, p. 52
[43] Mona Ozouf, *Varennes. La mort de la royauté, 21 juin 1791*, Gallimard, 2005, 435 p.
[44] Raymonde Monnier, « Évolution d'un thème républicain en révolution : les expressions du tyrannicide dans la crise de Varennes, » dans Philippe Bourdin, Mathias Bernard, Jean-Claude Caron, *La Voix et le geste*, Presses universitaires Blaise Pascal, 2005, 381 p. , p. 29-47, et *ibid.* p. 12. ; William Doyle, « Une désacralisation à désacraliser ? A propos d'une interprétation récente de la monarchie française au XVIIe siècle, » dans Anne-Marie Cocula, Josette Pontet, *Itinéraires spirituels, enjeux matériels en Europe: Mélanges offerts à Philippe Loupès.*, vol. 2, Presses Univ de Bordeaux, 2005, 416 p. p. 389 ; Monique Cottret, *Tuer le tyran ?: Le tyrannicide dans l'Europe moderne*, Fayard, 2009, 456 p. .
[45] Joël Cornette, « L'image qui tue : du père du peuple au roi-cochon », *L'Histoire*, n°303, novembre 2005, p. 50 ; Annie Duprat, *Les Rois de papier. La caricature de Henri III à Louis XVI*, Belin, 2002, 367 p. ; Annie Duprat, *Le roi décapité : essai sur les imaginaires politiques*, CERF, 1992, p. 58 et suivantes.
[46] Timothy Tackett, *Le roi s'enfuit: Varennes et l'origine de la Terreur*, La Découverte, 2004, 285 p.
[47] *Dictionnaire historique de la Révolution française* Albert Soboul (dir.) Édition « Quadrige » PUF 2005
[48] Georges Lefebvre, Raymond Guyot, Philippe Sagnac, *La Révolution française*, Librairie Félix Alcan 1930,
[49] Lors de la fuite du roi le pays avait vécu sans lui et s'était aperçu qu'un roi n'était pas indispensable ; dès lors un autre régime était envisageable. - Bernardine Melchior Bonnet, *La Révolution française (1789-1799)*, – Librairie Larousse 1988,
[50] *Dictionnaire historique de la Révolution française*
[51] Jean-Clément Martin, *La France en Révolution (1789-1799)* Édition Belin, 1990
[52] La fusillade du Champ-de-Mars s'avère être un évènement très important car, le 17 juillet pour la première fois, des citoyens sortent des principes de 1789 en réclamant avec force la déchéance du roi et une République. - Bernardine Melchior Bonnet, *La Révolution française (1789-1799)*,
[53] André Castelot, G. Lenotre, *Les grandes heures de la Révolution française* – L'agonie de la royauté, tome I, Perrin 1962,
[54] Frédéric Bluche, Stéphane Rials, Jean Tulard *La Révolution française*, PUF 1989,
[55] Michel Winock, *L'échec au roi 1791-1792.*, Olivier Orban, 1991
[56] Après les Élections législatives, la droite absolutiste ainsi que les Noirs (la droite dure), ayant perdu tout crédit depuis Varennes, disparaîtront de la scène politique. - *Dictionnaire historique de la Révolution française* Albert Soboul (dir.) - « Assemblée nationale constituante »,
[57] Ordonnée par l'Assemblée Constituante, une répression suit la fusillade. Le club des Cordeliers doit fermer et des journaux sont interdits ; Danton, Momoro, Santerre, Hébert s'enfuient en Angleterre et Marat se cache dans une cave. Jean-Clément Martin, *La France en Révolution (1789-1799)* Édition Belin, 1990
[58] Michel Vovelle *La Chute de la monarchie (1787-1792)* ,
[59] Frédéric Bluche, Stéphane Rials, Jean Tulard , - *Dictionnaire historique de la Révolution française* Albert Soboul (dir.),
[60] Michel Winock,
[61] Bernardine Melchior Bonnet, *La Révolution française (1789-1799)* ,
[62] François Furet et Mona Ozouf (dir.), *Dictionnaire critique de la Révolution française*, « Idées » Flammarion 2007,
[63] François Furet et Mona Ozouf (dir.) *Dictionnaire critique de la Révolution française* « Idées »
[64] Jacques Godechot *Les Constitutions de France depuis 1789*, Éditions Flammarion, 1979 ; Éditions corrigée et mise à jour 2006, - En fait, dès le 25 novembre 1791, la Constitution est attaquée à l'Assemblée au travers de la personne du roi, accusé de vouloir, avec son veto, protéger les ennemis de la Révolution. Michel Winock, ,)
[65] Jacques Godechot, *Les Constitutions de la France depuis 1789*, Flammarion 2006,
[66] Michel Vovelle, *La chute de la monarchie 1787-1792*, ,
[67] Les recherches menées par Jacques Godechot - admises par de nombreux historiens - ont démontré que le suffrage censitaire, même s'il resserre le corps électoral, s'est montré loin d'être restrictif et démobilisateur. Jacques Godechot, *Les Révolutions (1770-1799)*, PUF 1965, – Voir Élections législatives françaises de 1791
[68] Jacques Godechot *Les Révolutions (1770-1799)*, PUF 1965, . – Celui-ci met en garde contre ces chiffres qui, selon lui, n'ont jamais été sérieusement vérifiés.
[69] La majorité de ces nouveaux élus ne sont pas des néophytes. Depuis 1789 ils ont fait leur apprentissage politique dans les assemblées communales et départementales. Albert Soboul, *Histoire de la révolution française*, volume 1 ,
[70] Jacques Godechot, *La révolution française*, Perrin 1988,
[71] Tels que Merlin de Thionville, Bazire et Chabot, « le trio cordelier », et quelques démocrates partisans du suffrage universel comme Robert Lindet, Couthon, et Carnot. Leur influence sur l'Assemblée est presque nulle, mais, par contre, leur ascendant sur les clubs et les sociétés

populaires est incontestable. Bernardine Melchior Bonnet, *La Révolution française (1789-1799)* , - Albert Soboul, *Histoire de la révolution française*, volume 1 ,

[72] A. Mathiez, *La question religieuse sous la révolution*, p. 78

[73] J. Cl Meyer, *La vie religieuse en Haute-Garonne sous la Révolution*, Toulouse, 1982.

[74] J. de Viguerie, *op. cit.*, 105-106.

[75] Georges Lefebvre, Raymond Guyot, Philippe Sagnac, *La Révolution française*, Librairie Félix Alcan, 1930,

[76] La déclaration de Pillnitz, ne s'accompagne d'aucune mesure précise, se limitant à désigner le danger qui menace le trône de Louis XVI en invitant les autres souverains à joindre leurs forces aux leurs : « alors et dans ce cas » ils passeraient à l'action ; mais tout ceci était soumis à une entente éventuelle avec d'autres puissances européennes. François Furet Denis Richet, *La Révolution française* Fayard 1973,

[77] Jean-Paul Bertaud, *La Révolution française*, Perrin, 1989 (réédition), collection Tempus, 2004,

[78] Le comte de Provence, notamment, est sommé de rentrer en France dans les deux mois, sous peine de perdre ses droits lors d'une régence éventuelle.

[79] Georges Lefebvre, Raymond Guyot, Philippe Sagnac, ,

[80] C'est-à-dire des Feuillants qui sont au ministère et conseillent le roi ; ils sont divisés avec les Feuillants laméthistes (ou fayettistes) partisans d'une guerre limitée qui permettrait à Lafayette victorieux de renforcer sa position tout en renforçant la monarchie constitutionnelle en chassant les Jacobins.

[81] François Furet et Denis Richet,

[82] Après avoir longtemps hésité, les Constituants décrètent un référendum. Le vote étant positif ces états sont rattachés à la France.

[83] Jacques Godechot *Les Révolutions*, 1770-1799, PUF 1965

[84] Léopold II ne s'oppose pas à ce que Louis XVI demande à l'Électeur de Trèves de chasser les émigrés de ses possessions.

[85] Georges Lefebvre, Raymond Guyot, Philippe Sagnac, ,

[86] Michel Winock, *L'échec au roi* 1791-1792, Olivier Orban, 1991,

[87] Jean-Paul Bertaud *La Révolution française* Perrin, 2004

[88] Gérard Walter, *Maximilien de Robespierre*, Paris, Gallimard, 1961

[89] Jean-Daniel Piquet, « La déclaration constitutionnelle de paix à l'Europe grand sujet de débat entre 1791 et 1794 », Monique Cubells (dir),*La Révolution française, la guerre et la frontière*, Paris, CTHS, 2000.

[90] Frédéric Bluche, Stéphane Rials, Jean Tulard, *La Révolution française*, PUF, 2007

[91] Georges Lefebvre, Raymond Guyot, Philippe Sagnac, ,

[92] L'armée est aussi en proie au conflit politique et social qui oppose la troupe et le commandement aristocratique ; la confiance n'existe plus et la discipline s'en ressent Albert Soboul *Histoire de la révolution française*, tome 1. Collection Idée - Gallimard 1962, .

[93] Albert Mathiez *Le dix août* Les Éditons de la Passion 1989,

[94] Jacques Godechot *La révolution française* Perrin 1988, .

[95] Cette proclamation, qui ne sera annoncée à Paris que les 22 et 23 juillet, à pour but de provoquer de nouveaux enrôlements dans les volontaires nationaux et de pousser les autorités à organiser elles-mêmes la défense. Jacques Godechot *La révolution française* ,

[96] Ernest Lavisse *Histoire de France contemporaine* – La Révolution – Tome I, Hachette 1920,

[97] Michel Vovelle *La Chute de la monarchie (1787-1792)* Seuil 1972,

[98] Albert Mathiez *La Révolution française* Librairie Armand Colin 1922,

[99] Jean Massin *Robespierre* Club français du livre 1956,

[100] Les blessés sont achevés alors que la plus grande partie des serviteurs du palais sont massacrés et que seules les femmes sont épargnées. Quelques gentilshommes, habillés en civil, arriveront à s'échapper en se mêlant à la foule.

[101] Michel Vovelle *La Chute de la monarchie (1787-1792)*

[102] Roger Dupuy *La République jacobine* - Terreur, guerre et gouvernement révolutionnaire - Seuil 2005,

[103] C'est en fait pratiquement l'ensemble du gouvernement patriote (Girondin) du mois de mars 1792 qui est reconduit : Roland à l'Intérieur, Clavière aux Finances, Servan à la Guerre, auxquels on ajoute Danton à la Justice Monge à la Marine et Lebrun-Tondu aux Affaires étrangères.

[104] Jean-Clément Martin *La France en Révolution 1789-1799* Édition Belin 1990

[105] Michel Vovelle *La Révolution française* tome III Éditions Messidor 1986,

[106] Bernardine Melchior Bonnet *La Révolution française* – 1789-1799 – Librairie Larousse 1988,

[107] Frédéric Bluche *Septembre 1792 : logiques d'un massacre* Laffont 1986,

[108] Après le 9-Thermidor (27 juillet 1794) et, malgré l'amnistie décrétée par la Convention avant sa séparation, l'instruction des massacreurs suivra son cours et trente neuf seront jugés en mai 1796. Trois seulement seront condamnés à vingt ans de fers. Frédéric Bluche

[109] Jacques Godechot *Les Constitution de la France depuis 1789* Flammarion 2006,

[110] Par rapport au précédent, ce référendum permet aux français de 21 ans, domiciliés et vivant de leur travail, y compris les domestiques et les citoyens « passifs » (citoyens qui ne paient pas d'impôts) de voter. C'est du coup trois à quatre millions de « passifs » qui obtiennent la citoyenneté, mais pourtant seulement 700 000votants sur 7 millions que comptait le corps électoral se rend aux urnes ; chiffre proche de ceux de la monarchie censitaire, mais pour la première fois le petit peuple s'y manifeste. La nomination des députés appartient donc à une majorité dérisoire. Marc Bouloiseau *La République jacobine* (10 août 1792-9 thermidor an II) Seuil 1972,

[111] Après avoir relancé la Révolution avec la déclaration de guerre le 20 avril 1792, les Girondins, après le 10 août sont hostiles à tout nouveau bouleversement politique. Bernardine Melchior Bonnet *La Révolution française*

[112] Pour eux la richesse foncière et le capital commercial sont les seuls facteurs de consolidation sociale. Comme les Montagnards, ils sont attachés au principe de la propriété et voient dans toute restriction autoritaire une menace pouvant déclencher une escalade désastreuse. Marc Bouloiseau

[113] Marc Bouloiseau

[114] Marc Bouloiseau

[115] Albert Soboul . C'est ainsi que le peuple, grâce à la guerre, fait irruption sur la scène politique.

[116] Albert Soboul,

[117] Jean-Clément Martin

[118] Roger Dupuy,

[119] Le 27 novembre 1792 la Savoie est réunie à la France et forme le département du Mont-Blanc.

[120] Jacques Godechot *La révolution française* 115 à 121

[121] Bernardine Melchior Bonnet *La Révolution française*

[122] Georges Lefebvre, Raymond Guyot, Philippe Sagnac, ,

[123] Bernardine Melchior-Bonnet *Les Girondins* Tallandier 1989,

[124] Jean-Clément Martin *La France en Révolution 1789-1799*

[125] Jean-Clément Martin, *Violences et révolution - Essai sur la naissance d'un mythe national* – Seuil 2006,

[126] Comme la plupart des princes de cette époque, Louis XVI et Marie-Antoinette n'ont pas le sentiment de la « Patrie ». Pour eux, le pays est leur propriété et les souverains européens formant une grande famille, ce n'est pas faire preuve de trahison que de faire appel à eux pour remettre le pays à la raison. André Castelot, G. Lenotre *Les grandes heures de la Révolution française – L'agonie de la royauté*, tome I, Perrin 1962, p330-331

[127] Bernardine Melchior-Bonnet *Les Girondins* Tallandier 1989,

[128] Albert Mathiez, *La Révolution française*, Librairie Armand Colin 1922,

[129] Bernardine Melchior-Bonnet *Les Girondins* , .

[130] Albert Soboul, *La Révolution française*, *op. cit.*, p. 273

[131] Albert Soboul

[132] La protestation est dirigée contre le tirage au sort — déjà le plus détesté des campagnes sous l'ancien régime — qui exonère les notables alors que ceux-ci sont considérés comme les grands bénéficiaires de la Révolution. Pour le peuple c'est à eux d'aller défendre la nation qui les favorisent. Roger Dupuy

[133] Roger Dupuy

[134] Marc Bouloiseau *La République jacobine* (10 août 1992 - 9 thermidor an II) Seuil 1972,

[135] Pascal Dupuy et Claude Mazauric *La Révolution française* Librairie Vuibert 2005,

[136] Georges Lefebvre, Raymond Guyot, Philippe Sagnac, ,

[137] Roger Dupuy ,

[138] Jean-Clément Martin *La France en Révolution 1789-1799*

[139] Jacques Godechot *La révolution française* ,

[140] Albert Soboul

[141] Jean-Paul Bertaud

[142] Frédéric Bluche, Stéphane Rials, Jean Tulard *La Révolution française* PUF 1989,

[143] Le député Girondin François Buzot esquisse le mot « fédéralisme » en réclamant à l'Assemblée, le 24 septembre 1792, une force publique départementale pour protéger les députés de la Convention ; il servira de prétexte aux Montagnards pour accuser les Girondins de vouloir faire des 83 départements autant de républiques indépendantes. Jeanne Grall *Girondins et Montagnards – Les dessous d'une insurrection* (1793) Éditions Ouest-France, 1989 . En définitive ces « fédéralistes » — qui refusent tous une fédération — sont des républicains modérés favorables à la Révolution ; ils ne veulent que la fin de la domination parisienne et montagnarde. Jean-Clément Martin *La France en Révolution 1789-1799*

[144] Jacques Godechot *La révolution française*

[145] Seuls en Europe la Suisse, les États Scandinaves et certains États italiens restent en paix avec la France ; mais la Russie alliée de l'Autriche et de la Prusse est aussi officiellement en guerre contre la France qui se bat non seulement pour son indépendance, mais aussi pour sa dignité nationale, son droit à se gouverner elle-même, et les immenses avantages qu'elle a retirés de la Révolution. Albert Mathiez *La Révolution française* ,

[146] En Vendée les nobles n'ont pas provoqué le mouvement insurrectionnel : ils n'arrivent qu'après et uniquement parce qu'on est allé les chercher, et parfois se sont fait prier. Jacques Solé *Révolutions et révolutionnaires en Europe 1789-1918* Gallimard 2008,

[147] Les soulèvements provinciaux qui font suite aux 31 mai et 2 juin 1793 trop souvent enfermés dans la contre-révolution, ne sont souvent que la suite de luttes locales qui confrontent révolutionnaires modérés, Jacobins, et sans-culottes. Jean-Clément Martin *La France en Révolution 1789-1799* op.cit.

[148] Encore sensibilisés par les massacres de Septembre, les départements perçoivent mal les troubles qui agitent l'Assemblée et y voient des menaces pour la représentation nationale ce qui entraîne de violentes protestations. Jeanne Grall . Ainsi le coup de force est mal perçu en province et, à sa nouvelle, de nombreux départements se soulèvent, en Normandie et en Bretagne notamment. De fait, ce sont les trois-quarts du pays qui se trouvent en rébellion contre la dictature montagnarde.Bernardine Melchior Bonnet *La Révolution française*

[149] Jean-Paul Bertaud

[150] Jeanne Grall et suivantes.

[151] Jean-Clément Martin *La France en Révolution 1789-1799*

[152] Pourtant les sans-culottes les plus avertis (les Enragés) ne sont pas enthousiastes de cet acte constitutionnel dont ils perçoivent les lacunes. Ils réclament la répression de l'agiotage, de l'accaparement et l'arrêt de la hausse des prix Jean-Paul Bertaud

[153] Initialement conçue par les Girondins (surtout par Condorcet) cette constitution arrive en pleine violence entre ces deux groupes et est donc le fruit d'un compromis ; après le coup de force du 31 mai et 2 juin 1793 elle subit quelques remaniements (hostilité au libéralisme girondin) et est adoptée très vite par l'Assemblée dominée par la Montagne. Le droit d'initiative prôné par les Girondins a disparu, et les Montagnards s'y taillent la part du lion car la Constitution s'efforce de les maintenir au gouvernement puisqu'ils se sont emparé du pouvoir par la force. Son principal mérite tient surtout dans les principes qu'elle a proclamés pour la première fois (droits sociaux) et dans les problèmes qu'elle a posés. Même si elle n'a jamais été appliquée, elle garde une importance capitale. Jacques Godechot *Les Constitution de la France depuis 1789* 2006, 69 à 77

[154] Jean-Marc Schiappa *La Révolution française 1789-1799* Librio 2005

[155] *Dictionnaire historique de la Révolution française*

[156] Après les journées des 4 et 5 septembre contre l'Assemblée, les sans-culottes imposent Collot d'Herbois et Billaud-Varenne, membres (ou proches) des Cordeliers.

[157] Le Comité de salut public est conçu comme un régime provisoire qui, logiquement, après la victoire doit laisser la place à la constitution de 1793. Marc Bouloiseau *Le Comité de salut public* PUF 1968 . Cependant il ne possède la réalité du pouvoir qu'après le décret du 13 septembre qui lui donne la prééminence sur tous les autres comités. Albert Mathiez

[158] Albert Soboul *Histoire de la révolution française*, tome II. Collection Idée - Gallimard 1962, . Voir aussi de Marc Bouloiseau *Le Comité de salut public* .

[159] Marc Bouloiseau *La République jacobine*

[160] Marc Bouloiseau *Le Comité de salut public*

[161] Georges Lefebvre, Raymond Guyot, Philippe Sagnac, ,

[162] La rivalité des deux Comités est réelle ; quelques-uns de ses membres sont liés aux ultra- révolutionnaires — notamment Collot d'Herbois et Billaud-Varenne — abattus par le Comité de salut public en germinal. Mais la loi du 16 avril 1794 porte un premier coup en confiant au Comité de salut public l'inspection des autorités et des administrateurs ; pour appliquer ces mesures un bureau de police générale est institué dans lequel le Comité de Sûreté Générale voit un concurrent. Marc Bouloiseau *Le Comité de salut public*

[163] Ce décret transforme le recours aux envoyés en mission en véritable institution et définit aussi leur pouvoir. À partir du mois d'avril suivant, pour les missions aux armées, la Convention revoit le rôle de chacun des représentants appelés à travailler pour la défense nationale, et, pour limiter leurs missions dans le temps, porte à trois le nombre des représentants aux armées qui sont désormais renouvelés par tiers tous les mois. Michel Biard *Missionnaires de la République* – Les représentants du peuple en mission (1793-1795) - Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques 2002,

[164] Le rapprochement entre les Montagnards et la sans-culotterie parisienne ne s'est pas fait sans difficultés, car le petit peuple a peu bénéficié de la Révolution du 10 août 1792 et, s'ils y a participé activement, cette journée n'est pas sa création. George Rudé *La foule dans la Révolution française* Librairie Maspero 1982,

[165] Jean-Clément Martin *La France en Révolution 1789-1799*

[166] Albert Soboul *Mouvement populaire et Gouvernement révolutionnaire en l'an II (1793-1794)* Flammarion 1973,

[167] Ici, le terme de terroriste veut dire partisan de la Terreur révolutionnaire et économique.

[168] La presque totalité des sans-culottes parisiens se retrouve à cette période (février – septembre 1793) sensibilisée par les Enragés qui se composent de trois hommes dominants : Jacques Roux, Jean-François Varlet et Théophile Leclerc, et d'une femme, Claire Lacombe ; qui est la présidente du Club des Citoyennes républicaines révolutionnaires. François Furet et Mona Ozouf *Dictionnaire critique de la Révolution française – Acteurs* – Flammarion 2007,

[169] On retrouve des rumeurs de « complots aristocratiques » peu de temps avant le 10 août 1793 pour le premier l'anniversaire du 10 août 1792. Le grand rassemblement pour cette fête peut faire craindre à de nouveaux massacres de Septembre — que des affiches conseillent — et peut donner l'occasion aux extrémistes de tenter leur chance. Albert Soboul *Mouvement populaire et Gouvernement révolutionnaire en l'an II (1793-1794)* , . Ailleurs, les sections souhaitent un effort encore plus grand et parlent d'un nouveau 2 juin - Jacques Solé

[170] *Dictionnaire historique de la Révolution française*

[171] *Dictionnaire historique de la Révolution française* – Jacques Solé

[172] La situation est sérieuse : les départements révoltés ont interrompu leurs livraisons vers la capitale. Le pain manque, ce qui entraîne de nombreuses manifestations populaires. Albert Mathiez *La Révolution française* . La sécheresse du mois d'août viendra aggraver la conjoncture

[173] Albert Mathiez *La Révolution française* .

[174] Albert Soboul *Mouvement populaire et Gouvernement révolutionnaire en l'an II (1793-1794)* ,

[175] François Furet et Mona Ozouf *Dictionnaire critique de la Révolution française – Acteurs* – Flammarion 2007,

[176] Pour des historien comme Albert. Soboul ou François Furet et Denis Richet, Jacques Roux s'activait avec désintéressement et sincérité à soulager la vie du petit peuple sans-culottes. Albert Soboul *Mouvement populaire et Gouvernement révolutionnaire en l'an II (1793-1794)* , - François Furet et Denis Richet

[177] François Furet et Denis Richet

[178] Le but du groupe Cordeliers est de se servir du mécontentement du peuple pour éliminer l'équipe dirigeante qui conduit l'Assemblée et les Comités. Chez eux l'extrémisme est avant tout tactique. François Furet et Denis Richet

[179] Roger Dupuy
[180] Le 5 septembre 1793 Jacques Roux est arrêté ; (il se suicidera le 10 février 1794) Leclerc et Varlet sont en fuite ainsi que Claire Lacombe dont la société est dissoute le 20 octobre. (Par la même occasion les clubs féminins sont interdits) Les Enragés n'existent plus.
[181] François Furet et Mona Ozouf *Dictionnaire critique de la Révolution française – Acteurs* – Flammarion 2007,
[182] Jean-Clément Martin *Violences et révolution*
[183] François Furet et Denis Richet
[184] François Furet et Denis Richet
[185] Jean-Paul Bertaud p.212-213 - Jacques Godechot *Les Révolutions, 1770-1799* p.170
[186] Cette armée forte de 6 000 hommes et de 1 200 canonniers, qui sera à l'origine de nombreuses exactions, notamment pendant la période de déchristianisation, sera supprimée après l'exécution des hébertistes en germinal.
[187] Albert Soboul *Histoire de la révolution française*, tome II.
[188] Voir Marc Bouloiseau *La République jacobine*
[189] Albert Soboul *Histoire de la révolution française*, tome II.
[190] Réclamés par les groupes les plus radicaux, c'est aussi le début des grands procès devant le tribunal révolutionnaire et les exécutions de Philippe-Égalité, (6 novembre 1793) Marie-Antoinette, (16 octobre) des Girondins, (31 octobre) de Madame Roland, (8 novembre) Bailly, (10 novembre) (Barnave (28 novembre) La terreur est aussi appliquée en province par les représentants en mission. - Frédéric Bluche, Stéphane Rials, Jean Tulard
[191] Albert Soboul *Histoire de la révolution française*, tome II.
[192] Jean-Clément Martin *Violences et révolution*
[193] Habilement, le 6 septembre, ils ont fait entrer au Comité de salut public deux membres importants des Cordeliers proches des sans-culottes, c'est-à-dire des « hébertistes » : Collot d'Herbois et Billaud-Varenne. Jean-Clément Martin *La France en Révolution 1789-1799*
[194] Albert Soboul *Histoire de la révolution française*, tome II.
[195] Albert Soboul *Mouvement populaire et Gouvernement révolutionnaire en l'an II (1793-1794)* ,
[196] Jean-Clément Martin *La France en Révolution 1789-1799*
[197] François Furet et Denis Richet
[198] À la même période les espagnols envahissent la plus grande partie du département des Pyrénées-Orientales, (22 septembre) l'armée autrichienne envahit Maubeuge (30 septembre) puis menace Strasbourg (13 octobre) et l'armée prussienne investit Landau, place forte qui défend le nord de l'Alsace (27 octobre).
[199] Jean Tulard, Jean-François Fayard, Alfred Fierro *Histoire et dictionnaire de la Révolution française (1789-1799)* Robert Laffont 1987,
[200] Roger Dupuy
[201] François Furet et Denis Richet
[202] Jacques Godechot, *Les Révolutions (1770-1799)* – PUF 1965,
[203] Albert Mathiez, *La Révolution française* – Librairie Armand Colin 1922,
[204] Par le décret du 12 octobre 1793 Lyon est condamnée à la destruction : Collot d'Herbois et Fouché y font exécuter, début novembre 1793 et sur plusieurs mois, près de deux mille victimes. À Toulon, dénoncés par les Jacobins relâchés, huit cents rebelles sont fusillés sans jugement, puis, à la demande des représentants en mission, trois cents autres sont condamnés le mois suivant, alors qu'à Marseille la répression ne fait pas trois cents victimes. Si à Bordeaux on ne compte, au début, qu'une centaine de victimes, en juin et juillet 1794, l'arrivée du jeune représentant en mission Jullien (de Paris) provoque un regain de répression qui en encouragera deux fois plus. Jacques Solé
[205] À la suite de la première défaite se profilent, avec les difficultés d'une armée battue, désorganisée et à bout de souffle, des mésententes entre chefs empêchant toute intelligence concertée avec les coalisés. Pascal Dupuy et Claude Mazauric
[206] Pascal Dupuy et Claude Mazauric, *La Révolution française* – Librairie Vuibert 2005, - Jacques Solé
[207] Toutefois ces décrets demandent de respecter les femmes, les enfants et les vieillards mais aussi les hommes sans armes. Jean-Clément Martin *La Vendée et la Révolution*, Perrin 2007
[208] Jean-Clément Martin *Violences et révolution*
[209] Jacques Solé
[210] Albert Soboul, *Histoire de la Révolution française tome II* – Collection Idée - Gallimard 1962, .
[211] Paul Sainte-Claire Deville *La Commune de l'An II – Vie et mort d'une assemblée révolutionnaire* Plon 1946
[212] Robespierre et ses proches n'acceptent plus l'anarchie vers laquelle tend le mouvement sans-culottes de Paris. Jacques Godechot, *Les Révolutions (1770-1799)* – PUF 1965,
[213] Jacques Godechot, ,
[214] Ces armées révolutionnaires départementales (ou provinciales) se sont rendues coupables de nombreux excès ; mais, en licenciant ces armées, le pouvoir porte un coup fatal aux ultra-révolutionnaires (hébertistes) dans les départements dont l'assise militante se trouve réduite à néant. Françoise Brunel *Thermidor La chute de Robespierre* Édition Complexe, 1989
[215] Jacques Godechot *La Révolutions française*
[216] Michel Vovelle *La Révolution contre l'église - De la raison à l'Être suprême*. Éditions Complexe 1988
[217] Jean Jaurès *Histoire socialiste de la Révolution française – Le gouvernement révolutionnaire* – Tome VI – Édition revue et annotée par Albert Soboul - Messidor 1986,
[218] La déchristianisation n'est pas non plus un mouvement spontané comme l'avait été la grande peur. Michel Vovelle *La Révolution contre l'église*

[219] Roger Dupuy

[220] Frédéric Bluche, Stéphane Rials, Jean Tulard p102.

[221] Jean-Paul Bertaud ,

[222] Jean Jaurès ,

[223] Le danger est réel de voir, à l'intérieur, le mouvement pousser les nombreux Français qui sont restés fidèles à leur religion de rejeter la Révolution et, à l'extérieur, d'effrayer les états étrangers qui sont restés neutres et en paix avec la République.

[224] Albert Soboul *Mouvement populaire et gouvernement révolutionnaire en l'an II (1793-1794)*

[225] Cet épisode de la Révolution, qui oppose uniquement des Montagnards, se noue en septembre-octobre 1793 — alors que la déchristianisation fait rage en France puis à Paris — entre les modérés appelés, suivant les cas, Citra-révolutionnaires, Dantonistes ou Indulgents et les Hébertistes, appelés Ultra-révolutionnaires ou Exagérés ; ces derniers étant des membres du club des Cordeliers. - Françoise Brunel

[226] Jean-Paul Bertaud, *La Révolution française* Perrin 1989, .

[227] Roger Dupuy

[228] Bernardine Melchior-Bonnet, *La Révolution 1789-1799* Larousse 1988, .

[229] Jean-Paul Bertaud, , .

[230] Albert Soboul, *Mouvement populaire et Gouvernement révolutionnaire en l'an II (1793-1794)* ,

[231] Le 20 décembre (30 frimaire) Robespierre a obtenu de l'Assemblée un Comité de justice destiné à revoir les cas des individus incarcérés à tort. Mais les Indulgent veulent un Comité de clémence, c'est-à-dire l'ouverture des prisons prélude évident à une politique de paix ; cette proposition est contraire à la politique du gouvernement qui la rejette. Billaud-Varenne fera rapporter le décret le 6 nivôse an II (26 décembre 1793). - Frédéric Bluche *Danton* Perrin 1984, - Jacques Solé – Robespierre encouragera, dans un premier temps, le journal de Desmoulins « Le Vieux Cordelier » en qui il voit un rival du journal d'Hébert « Le père Duchêne » et restera, plusieurs mois en bonne relation avec Danton.

[232] Jean-Paul Bertaud, *Camille et Lucile Desmoulins – Un couple dans la tourmente* Presse de la Renaissance 1986,

[233] Yves Benot, « Comment la Convention a voté l'abolition de l'esclavage dans les colonies », *Annales historiques de la Révolution française* 3eme et 4ème trimestres 1993 ; Florence Gauthier, *Triomphe et mort du droit naturel en révolution, 1789-1795-1802*, Paris, PUF, 1992

[234] Jean-Daniel Piquet, *L'émancipation des Noirs dans la révolution française (1789-1795)*, Paris, Karthala, 2002

[235] Yes Benot, art cit

[236] n°347 texte cité par Aimé Césaire, *Toussaint-Louverture, La révolution française et le problème colonial*, Paris, Présence africaine, 1961.

[237] François Furet et Denis Richet, *La Révolution française* - Jacques Godechot, *Les Révolutions*

[238] Jean-Paul Bertaud, *La Révolution française*

[239] Roger Dupuy ,

[240] Bernardine Melchior Bonnet *La Révolution 1789-1799* - Jacques Solé

[241] Fabre d'Églantine, le 27 septembre, résume à Robespierre le plan supposé d'Hébert. Il s'agit dans un premier temps d'organiser la famine, d'épurer la Convention, d'exécuter les Girondins arrêtés (les 75), puis d'appréhender Danton, Lacroix et Robespierre. Dans un deuxième temps, de prendre le pouvoir avec l'aide de l'armée révolutionnaire, du ministère de la guerre et de la majorité des jacobins. Quant à Chabot il a été pris à partie à la Convention à propos de son mariage avec la jeune sœur d'un riche banquier autrichien (Junius Frey) et pour ses relations avec des étrangers véreux. Suspect d'agiotage et après avoir essayé de trouver des appuis, aux abois, il se lance dans la délation. Le 14 novembre, il dénonce à Robespierre puis au Comité de sûreté générale, un chantage financier, partie visible d'un complot contre-révolutionnaire : c'est l'affaire de la Compagnie des Indes, ourdie par le fameux baron de Batz, pour ruiner la République. L'affaire de la Compagnie des Indes n'en étant qu'une ramification. Même si Danton ne trempe pas personnellement dans cette affaire il se trouve compromis par certains de ses amis, mais il en est de même pour les Ultras où Hébert et quelques-uns de ses compagnons sont compromis. Frédéric Bluche *Danton* 391 à 394

[242] Frédéric Bluche *Danton* ,

[243] François Furet et Denis Richet ,

[244] Roger Dupuy ,

[245] En tout vingt accusés : des contre-révolutionnaires comme Pierre Quétineau et son épouse Jeanne, un aristocrate le général Laumur ; des étrangers et agents de l'étranger : Anacharsis Clootz, Kock, Proli, Desfieux, Pereira, Dubuisson ; des patriotes comme Mazuel, Bourgeois, Leclerc, Ancard, Ducroquet, Descombes, et un indicateur : Laboureau le seul qui sera gracié. L'acte d'accusation dressé contre les quatre dirigeants cordeliers confirme aux sans-culottes que le procès de germinal est bien leur procès et constitue bien l'aboutissement de la lutte amorcée par les Comités dès septembre 1793. - Albert Soboul "Mouvement populaire et Gouvernement révolutionnaire en l'an II (1793-1794)" ,

[246] Jean-Paul Bertaud, *La Révolution française*

[247] Roger Dupuy

[248] Plusieurs entrevues sont organisées (fin ventôse et la dernière le germinal) afin de rencontrer Danton et Robespierre accepte de s'y rendre ; peut-être pense-t-il que Danton peut se justifier, s'expliquer ou changer de conduite ; après la dernière entrevue Robespierre dira : – Jean Massin . Mais il était tout aussi impossible de sauver Desmoulins qui a dans son journal développait les thèmes de la propagande dantoniste (preuve accablante pour le tribunal) et dont les écrits sont repris par les contre-révolutionnaires et les modérés. Robespierre lui reprochait, entre autres, son amitié avec le ci-devant général Dillon : la raison d'état l'emporta sur l'amitié. - Jean-Paul Bertaud *Camille et Lucile Desmoulins – Un couple dans la tourmente* Presse de la Renaissance 1986, 274 et 276

[249] Jacques Solé

[250] Frédéric Bluche *Danton*)

[251] Chabot, Hérault de Séchelles, Claude Basire, Delaunay d'Angers, Philippeaux, Lacroix, l'Abbé d'Espagnac, les autrichiens Junius Frey, et son frère Emmanuel, le danois Deisderichen, l'espagnol Guzman, le procureur Lullier et le général Westermann sont guillotinés.

[252] Sous l'accusation . Frédéric Bluche *Danton* .

[253] Le procès des Indulgents est un procès politique : on craint l'éloquence de Danton, or si ceux-ci sont acquittés (comme Marat en avril 1793) le coup sera fatal pour tout le gouvernement révolutionnaire ; dans ce cas il faut les condamner, mais cela implique que les débats soient de pure forme. Le procès tournant mal, un décret demandé par Herman et Fouquier-Tinville, obtenu par le Comité de salut public, stipule que : Comme le dira Fouquier-Tinville à la réception du décret : . Pierre Labracherie *Fouquier Tinville - Accusateur public* Fayard 1961,

[254] Bernardine Melchior-Bonnet *La Révolution – 1789-1799*

[255] Réels, supposés voire inventés (manipulations policières) les complots et notamment les « complots des prisons » sont un thème répétitif que l'on retrouve tout au long de la Révolution : dès les massacres de Septembre comme pour l'épisode consécutif à la loi du 22 prairial an II (). Dans le cas du « complot » du 4 avril 1794 (16 germinal an II), ils permettent de guillotiner les épouses de Camille Desmoulins et de Jacques-René Hébert (*Dictionnaire et Histoire de la Révolution française* Jean Tulard, Jean-François Fayard, Alfred Fierro et *Dictionnaire Historique de la Révolution française* Albert Soboul) et de se défaire de personnes gênantes telles Chaumette ou Gobel… C'est aussi un moyen de vider les prisons de Paris, bondées à la suite de la fermeture des tribunaux de province par la loi du 27 germinal an II – 16 avril 1794.

[256] Jean-Paul Bertaud *Camille et Lucile Desmoulins – Un couple dans la tourmente*

[257] Lucile Desmoulins, qui n'est pas politisée — contrairement à Madame Roland, Charlotte Corday ou Olympe de Gouges — niera face à ses juges toute implication dans ce « complot ». Il est cependant vrai qu'elle a tenté d'ameuter tous les amis de son mari afin de demander sa grâce ou sa libération et a écrit aussi des lettres à Robespierre qu'elle connaissait bien (son témoin de mariage) lettres où, aux demandes de grâce, se mêlaient des critiques acerbes. - Jean-Paul Bertaud *Camille Desmoulins* . Le « mouton » Laflotte, détenu au Luxembourg, a déclaré que : - Pierre Labracherie

[258] Françoise Hébert, comme Lucile Desmoulins n'est pas « politisée ». Si l'on en croit Michelet : - Jules Michelet Histoire de la Révolution française Tome II volume 1 - Gallimard 1952, réédition 2007,

[259] Jean-Paul Bertaud *Camille et Lucile Desmoulins – Un couple dans la tourmente* 288 à 291

[260] Dictionnaire Historique de la Révolution française

[261] Jean-Clément Martin *Violences et révolution*

[262] François Furet et Denis Richet

[263] Albert Soboul "Mouvement populaire et Gouvernement révolutionnaire en l'an II (1793-1794)" ,

[264] Jean-Paul Bertaud *La Révolution française*

[265] Albert Soboul *La Révolution française*, tome II .

[266] *Institutions et vie politique*, la documentation française, 2003

Sources et contributeurs de l'article

Révolution française *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=93019237 *Contributeurs*: (et)t, -=El Pingu=-, 11antho11, 20ce, 2A01:E35:8A2E:4730:21F:5BFF:FEDA:7810, 2A01:E35:8A7C:DCEF:F6CA:E5FF:FE7E:269, 4811789roi, 86240l, A3 nm, AFR, Abdessamed-88, Aborigene, Actorstudio, Addacat, Aerdalis, Aide scolaire, Al1, Alain Caraco, Alceste, Alecs.y, Alno, Alphabeta, Alphos, Alvaro, Amaury, AméliorationsModestes, Analogue, Antaj7co, Aoineko, Apollon, Aquatikelfik, Archeos, Argentinou, Arnaudus, ArnoLagrange, Arthur Laisis, Aruspice, Arwen, Ash Crow, Attis, Aturri, Authueil, B-noa, Badmood, Balouk, Ban, Barbetorte, Bastouneco, Bbullot, Bel Adone, Ben Siesta, Bertol, Bestms, Bibi Saint-Pol, Bibois, BiffTheUnderstudy, BlackMetaller2012, Blip, BlueGinkgo, Bob08, Bobydupuis, Bombastus, BrightRaven, Bub's, Buisson, Bzh-99, CR, Caf tige, Cafard, Camille 94, Cantons-de-l'Est, Celette, Chalamar, Chaps the idol, Cheep, Chef06, Chico75, Chnou, ChoumX, Christophe Dioux, Chrono1084, ChtiTux, Châtillon, Clio64, Clm03, Cobber17, ColdEel, CommonsDelinker, Costock, Coyau, Coyote du 86, Cr0vax, Creasy, Critias, Crouchineki, Curry, Cyril-83, Céréales Killer, DITWIN GRIM, DalGobboM, Daniel*D, Darkoneko, Dauphiné, David Berardan, Deep silence, Dewpie, Dfeldmann, Doc103, Doch54, DocteurCosmos, Dolipran, DonCamillo, Dozlune, Drama123, Dsant, Dsimson, Duckysmokton, Démocrite, EDUCA33E, Edouard d'Erasme, Edouard.darchimbaud, Effco, Efilguht, Elarance2, Eleventh, Elfabixx, Enrevseluj, Erwan1972, Esprit Fugace, Et caetera, Etioles, Fabrice75, Fafnir, Fantafluflu, Federix, Fenkys, Feroen, Fitzwarin, Flying jacket, Fm790, Frania Wisniewska, François-Dominique2, Fred.th, Frgau, Frikar, Fuhraih, Félo, GRINDIN, Ganymede, Gede, Gem, Gh, Glacier, Gogo56, Goliadkine, Goniole, Greatpatton, GreenHood911, Greguar, Greteck, Greudin, Gribeco, Grimko, Grimlock, Groshackeur, Guillaume70, Guillom, Guise, Guérin Nicolas, Gyld, Gz260, Gzen92, Gérard, GőTô, HAF 932, HYUK3, Hans Dunkelberg, Harmonia Amanda, Hashar, Hawx, Hayabusa future, Hemmer, Hercule, Heureux qui comme ulysse, Heurtelions, Hevydevy81, Hippo75, Histopresse65, Hitchcook, Horowitz, Howard Drake, Hrafn, Hugo33j, Hégésippe Cormier, IAlex, Ico, Inisheer, Insted, Isaac Sanolnacov, Iznogood, JB, JLM, Jacketaylor, Jahsensie, Jan3sobieski, Jarfe, Jastrow, Jaucourt, Jean Farine, Jean-Jacques Georges, Jean-Pierre Pinet, JeanPaul, Jeangagnon, Jeanot, Jeantosti, Jef-Infojef, Jerome.Abela, Jerome66, Jerotito, Jibi44, Jmax, Jmm, Jmskobalt, JoleK, Jonathan1, JorgeGG, Jotun, Jrcourtois, Juju2000, Juskodisco, Justelipse, Jybet, Kalviner, Kanabiz, Keats, Keikomi, Kelson, Kelvinkelsen, Keriluamox, Kilith, Kilom691, Kokoyaya, Kossich-malo, Koukik, Kropotkine 113, L'AdoDu76, L'amateur d'aéroplanes, LPLT, La pinte, Labé, LairepoNite, Lamiot, Laurent Nguyen, Le Friousel, Le gorille, Le pro du 94 :), Le sotré, LeMorvandiau, Leag, Lechat, Les3corbiers, Levochik, Like tears in rain, Linedwell, Litlok, Lomita, Looxix, Lougio, Luc LALLEMAND, Ludovic89, M.Gecko, Ma'ame Michu, Mac donald le prout, Madame Grinderche, Maffemonde, Mafiou44, Malinche, Malta, Manchot, Mandrak, Mangeons nos pieds, Marc Mongenet, Marie-scotty, Marie1982, Mariolo, Mark K. Jensen, Martin, Matpib, Matth97, Mattho69, Maurilbert, Mbzt, Mcleclat, Med, Mikani, Mike Coppolano, Mikio75, Milean Creor, Mique88, Miramaze, Mit-Mit, Moacmoa, Moez, Mogador, Monsieur Fou, Moyg, Mr H., Mro, Muijz, Murthag06, Mwarf, Nanoxyde, Nataraja, Nebula38, Necrid Master, Neef, Neuceu, Neurasthénie galante, Newwarp, Ngnth, Nias, NicoV, Nicolas Ray, Nicolas-Bouchardon, Nicombo, Noar, Nodulation, Noelvornam, Nolege, Noritaka666, Npettiaux, Numbo3, OD02fr, Oblic, Ofol, Olivier, Ollamh, Omnibus, OrnithorynqueBleu, Orthogaffe, Orthomaniaque, Ouille57, Pabix, Padawane, Paelius, Paleoalexpicturesltd, Panoramix, Pantxoa, Papydenis, Pautard, Pelister, Pemelet, Peter17, Pfrancois 99, Phe, Philip, Philou51, Piero 3000, Piku, PivWan, Pixeltoo, Plyd, Pmiize, Pok148, Poleta33, Polmars, Polonel, Pontauxchats, Popolon, PouX, Poulos, Pulsar, PurpleHz, Pymouss, QuartierLatin1968, RM77, RS1981, Racconish, Raoul75, Raphael, Redstar77, Reichmann, RenaudD, Rhadamante, Rhizome, Riba, Rinaldum, Robert Weemeyer, Roby, RogueLeader, Romanc19s, Romanm, Romary, Rome2, Roquefeuil, Roudoule, Roymail, Rpa, Rune Obash, Ryo, Rémih, SINSE343, Sainte-Rose, Salsero35, Sam Hocevar, Sammyday, Samsa, Saryon, Sboot, Sche, Sebjarod, Sebleouf, Sellami Yanis, Septagoch, Serein, Serged, Shagya, Shakki, Sherbrooke, Sixsous, Skamp, Ske, Skull33, Sloj, SniperMaské, Sodacan, Soig, Solensean, Speculos, SpeedDemon74, Speedspid, Staatenloser, Stanlekub, Starus, Stef48, Steff, Stéphane33, Sum, Superjuju10, Supers Résistant, Suprememangaka, Surt Fafnir, Swanilda, Séмhur, TOPCZYNSKI DOMINIQUE, Tabouet, Taguelmoust, Tango Panaché, Tejgad, Teofilo, The RedBurn, Theoliane, Thomas Linard, TiChou, Tibauk, Tinodela, Titlutin, TonyBors, Toto Azéro, Traeb, Treanna, Turb, TwoWings, Ultrogothe, Urban, Uweick, Vagabond en devenir, Valatar, Vargenau, Vasile, Vazkor, Veilleur, Vgainche, Vicomte Moniot, Vincent Calvo, Vlaam, Vyk, Wanderer999, Webmasterrca, Werewindle, Wictorya, WightMatch, Wikialine, Wikig, William Jexpire, Wiwidou, Xavier Combelle, Xavier M., Xic667, Xiglofre, Xofc, YLMe, Yann, Yannollivier, Yanoski, Yelkrokoyade, Yohan, YoupiYop, Yoyo22000, Zamor, Zboube, Zelda, Zetud, Zorglube, Zouavman Le Zouave, Zubro, Zwyssigm, ~Pyb, مادی, 962 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Image:Disambig colour.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Disambig_colour.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bub's

Fichier:Question book-4.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Question_book-4.svg *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: Tkgd2007

Fichier:Prise de la Bastille.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Prise_de_la_Bastille.jpg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: Jean-Pierre Houël (1735-1813)

Fichier:Flag of France.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_France.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp

Fichier:Louis XVI de France Antoine-François Callet.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Louis_XVI_de_France_Antoine-François_Callet.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs*: User:Yelkrokoyade

Fichier:Day-of-the-tiles.jpeg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Day-of-the-tiles.jpeg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: AnRo0002, Angusmclellan, Anne97432, HAF 932, Pedro38, Pieter Kuiper, 2 modifications anonymes

Fichier:Le Serment du Jeu de paume.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Le_Serment_du_Jeu_de_paume.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: AnRo0002, Anne97432, Bukk, Coyau, Herbythyme, Kirtap, Man vyi, Martin H., Mu, Mutter Erde, Paola Severi Michelangeli, Sammyday, Shakko, Tablar, 9 modifications anonymes

Fichier:Necker, Jacques - Duplessis.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Necker,_Jacques_-_Duplessis.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Ecummenic, Emlenthi, Justelipse, Kilom691, Mathiasrex, Olivier2, 2 modifications anonymes

Fichier:Jean Sylvain Bailly.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Jean_Sylvain_Bailly.png *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Roby

Fichier:Flag of France 1790-1794.PNG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_France_1790-1794.PNG *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Espanish_AlB, procedente de Image:Flag of France, de SKopp

Fichier:Grand Royal Coat of Arms of France & Navarre.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Grand_Royal_Coat_of_Arms_of_France_&_Navarre.svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0,2.5,2.0,1.0 *Contributeurs*: Sodacan

Fichier:Royal Standard of the Kingdom of France.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Royal_Standard_of_the_Kingdom_of_France.svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs*: Oren neu dag

Fichier:France departments 1791 (1).jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:France_departments_1791_(1).jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Original uploader was Tournachon at fr.wikipedia

Fichier:Charles Thévenin - La Fête de la Fédération.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Charles_Thévenin_-_La_Fête_de_la_Fédération.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: AnRo0002, Anne97432, Ecummenic, Kilom691, LBE, Mu, Pline, Siren-Com, Tangopaso, Zolo, 2 modifications anonymes

Fichier:Marquis de Lafayette 1.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Marquis_de_Lafayette_1.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Mahlum, Olivier2, Sir Gawain, 1 modifications anonymes

Fichier:Emperor Leopold II.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Emperor_Leopold_II.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0,2.5,2.0,1.0 *Contributeurs*: User:Yelkrokoyade

Fichier:sansculottes.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Sansculottes.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Carnby, Dahn, Ecummenic, FSII, Jodo, Maksim, Morgan Riley, Mu, Ultimate Destiny, 4 modifications anonymes

Fichier:Assembly's declaration of "the Fatherland in danger'', 11 July 1792 (Monument to the Republic) 2010-03-23 12.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Assembly's_declaration_of_"the_Fatherland_in_danger"._11_July_1792_(Monument_to_the_Republic)_2010-03-23_12.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 2.0 *Contributeurs*: Sculpture : Photography : Teofilo

Fichier:Georges Danton.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Georges_Danton.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Beria, Boo-Boo Baroo, Ecummenic, Jamesofur, Khaerr, Mattes, Mu, Siren-Com, 2 modifications anonymes

Fichier:Madame Roland.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Madame_Roland.png *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bohème, Ecummenic, Phrood, Shakko, Wst

Fichier:LouisXVIExecutionBig.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:LouisXVIExecutionBig.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Adrianadu18, AnRo0002, Anne97432, Bkwillwm, Bohème, Cohesion, Ecummenic, Herbythyme, J JMesserly, Man vyi, Mu, Paris 16, Pmx, Pyrope, Tangopaso, Trycatch, Ultimate Destiny, 9 modifications anonymes

Fichier:Jacques-Louis David 002.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Jacques-Louis_David_002.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Anne97432, Bohème, Civa, Herr Satz, Mu, Olivier2, Rlbberlin, Tony Wills, 2 modifications anonymes

Fichier:Marie Antoinette Execution1.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Marie_Antoinette_Execution1.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Anne97432, Caro1409, Ecummenic, El., Evrik, Moloch981, Nameless23, Trycatch, Waterborough

Fichier:Robespierre.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Robespierre.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: ADGE, Anne97432, Boo-Boo Baroo, Camster, DIREKTOR, Dbenbenn, Ecummenic, Havang(nl), Materialscientist, Mathiasrex, Mattes, NeverDoING, Olivier2, PKM, Pharos, Plindenbaum, Shakko, Siren-Com, Themightyquill, Thuresson, Zzyzx11, 7 modifications anonymes

Fichier:Bouchot - Le general Bonaparte au Conseil des Cinq-Cents.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Bouchot_-_Le_general_Bonaparte_au_Conseil_des_Cinq-Cents.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: -Strogoff-, ANGELUS, AnRo0002, Anne97432, Bukk, Coyau, Evrik, Flominator, Frank Schulenburg, Ketamino, Kilom691, Luigi Chiesa, Man vyi, Mattes, Mu, Olivier2, Parisette, Place Clichy, TheJH, Xhienne, 3 modifications anonymes

Fichier:1801 Antoine-Jean Gros - Bonaparte on the Bridge at Arcole.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:1801_Antoine-Jean_Gros_-_Bonaparte_on_the_Bridge_at_Arcole.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Anne97432, Boo-Boo Baroo, Bukk, CommonsDelinker, Coyau, DIREKTOR, Ecummenic, Hohum, Hsarrazin, Jean-Frédéric, JenVan, Jimmy44, Juanpdp, Kirtap, Mathiasrex, Mattes, Mogelzahn, Morio, Olivier2, Olpl, Platonides, Shakko, Thomas Gun, Xenophon, Xhienne, 4 modifications anonymes

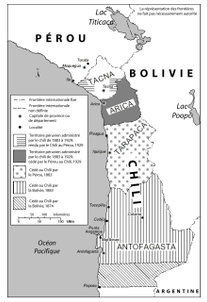
Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/

Guerre du Pacifique (1879-1884)

Pour les articles homonymes, voir Guerre du Pacifique (homonymie).

Guerre du Pacifique



Informations générales

Date	1879–1883
Lieu	Côte pacifique de l'Amérique du Sud au large du Pérou et de la Bolivie
Casus belli	Approbation d'un contrat entre la Bolivie et la Compagnie de salpêtre et chemins de fer d'Antofagasta en échange du paiement d'une taxe de 10 centimes par quintal de salpêtre exporté de Bolivie
Issue	Victoire chilienne
Changements territoriaux	Le Chili annexe le département bolivien du Litoral, le départements péruvien de Tarapacá et la province péruvienne d'Arica

Belligérants	
Pérou	Chili
Bolivie	

Forces en présence	
Armée bolivienne	Armée chilienne
Armée péruvienne	Armada de Chile
Marine péruvienne	

Pertes	
10 467 tués et blessés	2 825 tués
9 103 prisonniers de guerre	7 347 blessés

Batailles

Combat de Chipana
Bataille navale d'Iquique
Bataille d'Arica
Bataille de Huamachuco

modifier [1]

La **guerre du Pacifique** (*Guerra del Pacífico*, aussi appelée *Guerra del Salitre* : « guerre du salpêtre » ou « guerre du nitrate ») fut un conflit armé qui opposa le Chili au Pérou et à la Bolivie entre 1879 et 1884. Cette guerre fit perdre à la Bolivie sa province de Litoral qui était son unique accès à la mer. Le Pérou perdit la région de Tarapacá. Ces deux territoires font partie, depuis la fin de cette guerre, du territoire chilien.

La région au cœur des enjeux était au nord du Chili. À deux reprises, le Chili, décidé à repousser ses frontières du nord, attaqua le Pérou et la Bolivie : une première fois en 1836-1839, une seconde fois en 1879-1883. Le premier conflit chercha à empêcher la réunion du Pérou et de la Bolivie au sein d'une confédération ; le second visa à annexer une région riche en salpêtre, substance qui servait à l'époque à la fabrication des explosifs. À l'issue de cette guerre, le Chili, poussé par les Anglais qui favorisaient son expansionnisme dans le Pacifique comme ils favorisaient l'expansionnisme argentin, conquit 200 000 km² dont 125 000 au détriment de la Bolivie qui perdit alors sa façade maritime et se retrouva enclavée dans les Andes.

Origine

Après l'indépendance, les nouveaux États d'Amérique du Sud furent marqués par une instabilité politique intérieure, doublée d'une instabilité dans leurs relations qui provoqua plusieurs guerres. Ces guerres importantes marquèrent le XIX^{e} siècle en Amérique du Sud. À leur origine, l'expansionnisme des nouveaux venus sur la scène régionale et notamment celui d'un pays décidé à s'étendre coûte que coûte, le Chili.

Les territoires

Les historiens boliviens et chiliens sont en désaccord pour savoir si le territoire de Charcas (ancien nom de la capitale bolivienne, Sucre), qui dépendit d'abord du Vice-royaume du Pérou puis de celui de la Plata, avait un accès à la mer. S'appuyant sur divers documents, les Boliviens le prétendaient avec insistance tandis que les Chiliens le contestaient. Simón Bolívar, en créant le pays qui porte son nom, lui donna accès à la mer. Néanmoins une grande partie de l'exploitation économique de cette région avait été menée à bien par des investisseurs chiliens à des conditions très avantageuses. Or, pendant les décennies précédant la guerre, le désert d'Atacama avait acquis une grande valeur économique grâce à la découverte de précieux gisements de guano et par la suite de salpêtre.

La Bolivie réagit, tardivement et avec maladresse, vis-à-vis des avantages qu'elle avait elle-même octroyés aux investisseurs chiliens et, en essayant d'augmenter les impôts, elle rencontra une forte résistance parmi les Chiliens et une vive réaction du gouvernement de Santiago. Dans cette crise diplomatique, le Pérou, ancien allié du Chili et de la Bolivie lors de la guerre hispano-sud-américaine, intervint en envoyant un ambassadeur plénipotentiaire à Santiago pour essayer de calmer le jeu. Mais selon la presse de l'époque, le Chili avait déjà opté pour la guerre, ce qui n'était un secret pour personne.

Déclenchement

Le gouvernement bolivien aggrava le contentieux en décidant de liquider les entreprises chiliennes qui refusaient de payer l'impôt. La guerre éclata lorsque le Chili, belligérant promptement agressif dont l'armée, en dépit de son faible effectif, comportait une infanterie équipée de fusils modernes, une artillerie et une flotte neuves, envahit, en réponse, le port d'Antofagasta, contrôlant l'exportation du guano et du salpêtre. La Bolivie déclara à son tour la guerre et le Pérou, par un traité réciproque de défense avec les Boliviens, entra à son tour dans le conflit.

Les présidents à l'époque étaient Aníbal Pinto pour la république du Chili, Hilarión Daza pour la république de Bolivie et Mariano Ignacio Prado pour celle du Pérou. Ce dernier laissa la place bien avant la fin du conflit en 1879 au président Nicolás de Piérola.

L'histoire de la guerre fait encore l'objet de discussions entre les différentes versions qui défendent l'attitude du Chili, de la Bolivie ou du Pérou.

La guerre

La guerre navale

Au début de la guerre, il était évident qu'avant de lancer une attaque militaire sur un terrain aussi difficile que le désert, il fallait d'abord maîtriser la mer à l'exemple des Britanniques. Les Boliviens n'avaient pas de marine militaire. Les Péruviens disposaient de quatre frégates blindées, l'*Indépendance*, le *Manco Capac*, l'*Atahualpa* et le *Huáscar (en)*. les Chiliens avaient les frégates blindées *Cochrane* et *Chilean ironclad Blanco Encalada (en)*. Le décompte des forces terrestres donnait une grande supériorité numérique au Pérou et à la Bolivie, mais le Chili s'était mieux préparé à une guerre de ce genre. Il disposait d'une artillerie plus moderne et de meilleurs fusils que les Péruviens. La Bolivie n'était pas préparée pour une guerre sur la côte, c'est pour cette raison que, dans cette alliance, le principal effort incomba au Pérou.

Le 14 février 1879 débarquent les forces armées chiliennes dans le port d'Antofagasta. La ville portuaire est rapidement prise et contrôlée par les chiliens. Ils obligent Zapata à abandonner la ville. Parmi les quelque 6 000 habitants, 5 000 sont Chiliens, 600 sont Boliviens et 400 sont de nationalités diverses. Deux jours après, le 16 février, le centre minier de Caracoles est pris par la troupe chilienne en empruntant le réseau ferré local.

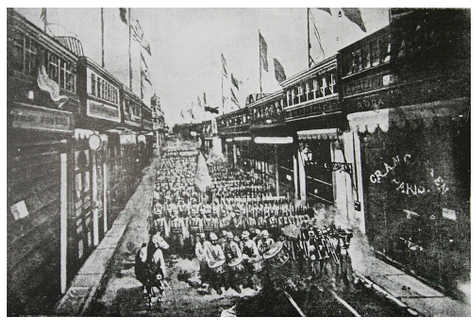
Il n'y a aucune ligne télégraphique qui innerve globalement la Bolivie, il est donc impossible de prévenir rapidement les autorités que le Chili est entré en guerre. C'est grâce au bateau à vapeur l'*Amazonas*, arrivé le soir du 19 février à Tacna, au Pérou, que l'information peut être transmise. Le consul bolivien Manuel Granier écrit alors une lettre à son président. Celle-ci prendra 5 jours pour arriver et atteint La Paz le 25 février grâce à Gregorio Colloque.



Le *Huáscar* engage la *Esmeralda*.
Combat naval d'Iquique, huile sur toile de Thomas Somerscales, XIX^e siècle

Alors que le port péruvien d'Iquique est bloqué par une partie de l'armada chilienne, la bataille navale s'engage. Lors du combat naval d'Iquique, le *Huáscar*, commandé par Miguel Grau Seminario arriva à couler un vieux mais emblématique bateau à voile chilien, *La Esmeralda*, défendue par son capitaine Arturo Prat. *L'Independencia*, le meilleur cuirassé péruvien se lança aussi sur la *Covadonga*. Mais le rusé capitaine de la *Covadonga*, Carlos Condell, s'enfuit vers des zones peu profondes, et fit s'échouer le navire péruvien Independencia à Punta Gruesa. Le résultat de la journée fut donc en faveur du Chili, qui perdit un bateau à coque en bois, mais réussit à échouer puis couler le meilleur cuirassé péruvien. Le résultat des combats d'Iquique et de Punta Gruesa eut un retentissement important dans l'opinion publique des deux pays.

Malgré l'infériorité navale péruvienne, le capitaine du *Huáscar* et son équipage, dans un vibrant baroud d'honneur, maintint sous pression la flotte chilienne pendant plusieurs mois. Le combat décisif eut lieu à Angamos (8 octobre 1879), face aux côtes alors boliviennes où le *Huáscar* fut finalement encerclé et coulé par les Chiliens en octobre 1879. Pendant cette bataille, le vaillant capitaine Miguel Grau et un grand nombre d'officiers et de marins périrent.



L'armée chilienne marchant dans Lima en 1881

La guerre terrestre

Ayant obtenu la supériorité navale, les Chiliens lancèrent une série de manœuvres militaires contre les Boliviens et les Péruviens dans le désert d'Atacama. Les batailles de Pisagua, Tacna, Tarapacá et Arica (prise du Morro de Arica) donnèrent définitivement la supériorité aux Chiliens en 1880. Les Boliviens se retirèrent de la guerre, et les Chiliens continuèrent la lutte avec le Pérou. En 1881, les troupes chiliennes dirigées par le général Manuel Baquedano entrèrent dans Lima après les batailles de Chorrilos et de Miraflores (villes situées au sud de la ville). Lors de cette dernière bataille, ce fut la population elle-même, qui défendit, sans succès, la ville. Lima, ville aristocratique, vivait déconnectée du reste du Pérou et sous-estima la gravité du conflit, ce qui contribua à déstabiliser la classe politique et l'empêcha de se préparer efficacement pour affronter les Chiliens au sud de la ville.

La ville de Lima fut mise à sac par l'armée victorieuse, et la population se vit imposer une occupation militaire. Le président Piérola sortit de la ville, pour organiser la défense au-dehors, en laissant aux commandes Montero. Celui-ci fut à son tour remplacé par un gouvernement civil dirigé par García Calderón, qui refusa d'entériner l'abandon de la province péruvienne de Tarapacá. Dans l'impossibilité de signer la paix, Baquedano établit son quartier général à Lima et dirigea les combats contre la résistance péruvienne dans la sierra ainsi que dans la ville elle-même.

Le contre-amiral français Abel Bergasse Dupetit-Thouars, chargé en 1880 d'aller pacifier les Marquises, se trouvait lors de son voyage de retour à Lima, au Pérou, au moment où les troupes chiliennes allaient s'emparer de la ville. Après la bataille de Miraflores, il empêcha la destruction et le pillage de Lima en menaçant d'engager et de détruire la marine chilienne avec une force multinationale sous son commandement. Par son attitude ferme et décidée, il empêcha les excès et sauva cette capitale d'une destruction sanglante[2].

Le colonel péruvien Andrés Cáceres organisa la défense avec la population civile de la sierra, enclenchant une guérilla. Néanmoins, après la bataille de Huamachuco où le Chili obtint la victoire sur Cáceres, un groupe de dirigeants péruviens crut opportun de terminer la guerre en imposant le général Miguel Iglesias comme nouveau président, et en signant le traité de paix avec le Chili. Cela avait été organisé bien que Cáceres ait été en train de réorganiser ses troupes. Cet évènement sera, après la guerre, à l'origine de la guerre civile entre Cáceres et Iglesias.

Les conséquences de la guerre

La guerre prit fin le 20 octobre 1883 par le traité d'Ancón selon lequel la province de Tarapacá passa définitivement sous la souveraineté chilienne. Les villes d'Arica et Tacna étaient provisoirement sous le contrôle chilien, jusqu'à la tenue d'un référendum qui devait être organisé au bout de dix ans et qui devait décider de leur avenir. Le référendum fut repoussé pendant des décennies par les gouvernements chiliens successifs et n'eut jamais lieu. Finalement, et grâce à l'intervention du président des États-Unis, Herbert C. Hoover, Tacna fut rendue au Pérou en 1929 par la signature d'un nouveau traité le 3 juin, tandis qu'Arica restait au Chili.

La paix entre le Chili et la Bolivie fut signée en 1904. Ce traité de paix resta malgré tout source de tensions diplomatiques entre les deux pays durant tout le XX^{e} siècle étant donné que la Bolivie avait perdu tout accès à l'océan Pacifique.

Bibliographie

- Alvaro Artigas, "Amérique du Sud: les Démocraties Inachevées", Armand Colin, Paris,2005.
- Abrégé géopolitique de l'Amérique latine, Paris, 2006
- Atlas des guerres, Autrement, Paris, 2003
- Agustin Toro Davila, Sintesis historico militar de Chile, Editorial Universitaria, Santiago de Chile, 1977.
- Carlos D. Mesa Gisbert, José de Mesa et Teresa Gisbert, *Historia de Bolivia, Quinta edición*, Editorial Gisbert, La Paz - Bolivia, 2003.
- Pierre Razoux, *Le Chili en Guerre*, Economica, Paris, 2005.
- Osvaldo Silva Galdames "Historia de Chile"

Notes et références

[1] http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Guerre_du_Pacifique_(1879-1884)&action=edit&section=0

[2] Une avenue importante de Lima porte aujourd'hui son nom. Parallèle à l'avenue Arequipa, elle traverse les districts de San Isidro, Miraflores, Lince et Cercado de Lima.

Sources et contributeurs de l'article

Guerre du Pacifique (1879-1884) *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=91474813 *Contributeurs*: Amstramgrampikepikecolegram, Anakin, Badmood, Barbe-Noire, Bbullot, Berurix, Bilou, Cantons-de-l'Est, CaptainHaddock, Chic, Clem23, Cortomaltais, Céréales Killer, Delio, Dr gonzo, Fabienamnet, H.G ANTON, Herbaut, Ithilsul, Jamumiwa, Jean-Jacques Georges, Jmax, Kilom691, Kimdime, Korrigan, L'amateur d'aéroplanes, Leandro, Lilliputien, Looxix, Lucide, Magno, Marc Mongenet, Martins007, McZusatz, Miguel Chong, Nykozoft, Oakim, PHILTHEGUNNER60, Pierre cb, Ploum's, Polmars, Priper, Rled44, Romanc19s, Sam Hocevar, Sammyday, Soig, Spedona, TCY, ThomasPusch, Thémis, Toubabmaster, Treanna, Wikifrédéric, Xiglofre, Yodaspirine, 27 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Image:Disambig colour.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Disambig_colour.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bub's

Fichier:War of the Pacific LOC map-fr.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:War_of_the_Pacific_LOC_map-fr.png *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: United States Fedreal Government

Fichier:Flag of Peru.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Peru.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Dbenbenn

Fichier:Flag of Bolivia.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Bolivia.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:SKopp

Fichier:Flag of Chile.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Chile.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Alkari, B1mbo, Cycn, David Newton, Dbenbenn, Denelson83, ElmA, Er Komandante, Fibonacci, Fry1989, Fsopolonezcaro, Herbythyme, Huhsunqu, Kallerna, Kanonkas, Klemen Kocjancic, Kyro, Mattes, McZusatz, Mozzan, Nagy, Nightstallion, Piastu, Pixeltoo, Pumbaa80, SKopp, Sarang, SiBr4, Srtxg, Sterling.M.Archer, Str4nd, Ultratomio, Vzb83, Xarucoponce, Yakoo, Yonatanh, Zscout370, 49 modifications anonymes

Image:Gtk-dialog-info.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Gtk-dialog-info.svg *Licence*: GNU Lesser General Public License *Contributeurs*: David Vignoni

Image:Combate naval.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Combate_naval.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: ADGE, Arquitecto Naval, Barbe-Noire, Carlos yo, Ecummenic, Emijrp, Flamarande, Juliancolton, Mattes, Pibwl, Soulreaper, TopQuark, Walter Humala, 5 modifications anonymes

Image:Entrada_del_ejército_chileno_a_Lima_(1881).jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Entrada_del_ejército_chileno_a_Lima_(1881).jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Eduardo Clifford Spencer.

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/

Seconde révolution industrielle

Article connexe : Liste historique des régions et pays par PIB (PPA).

Alors que la production mondiale avait mis 120 ans pour doubler entre 1700 et 1820, l'apparition et le développement de nouvelles techniques permettent un premier doublement en cinquante ans entre 1820 et 1870, puis un second doublement, en quarante ans, entre 1870 et 1910.

Secteurs clés

Article détaillé : Innovation en Europe à la Belle époque.

Électricité

Articles détaillés : L'électricité et Histoire de l'électricité.

Pétrole

Article détaillé : Histoire du pétrole.

Moteur à combustion interne

Article détaillé : Histoire du moteur à explosion.

Automobile

Article détaillé : Histoire de l'automobile.

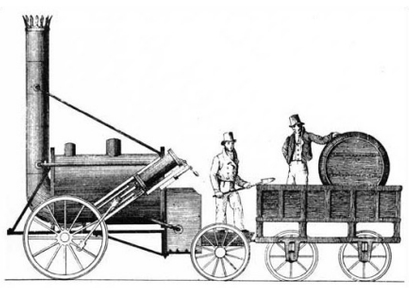
Chimie

Article détaillé : Histoire de la chimie.

Chemin de fer

On utilise depuis 1760 en Angleterre des chemins de fer, sur lesquels les wagons sont tirés par des chevaux. Comparativement aux routes, l'effort de traction nécessaire est bien inférieur.

Richard Trevithick est considéré comme l'inventeur de la traction à vapeur : un monument lui est consacré à Merthyr (Carmarthenshire, pays de Galles).En 1804, celui-ci adapte à la traction sur rails une machine à vapeur fabriquée par les Pen-y-darren Ironworks à Merthyr Tydfil : la vitesse de 5 miles à l'heure est atteinte (8 km/h) en tirant une charge de 10 tonnes et 70 passagers de Merthyr à Abercynon, sur une distance de 14 km.



Plan de la locomotive *Stephenson's Rocket* de 1829.

Mais les rails se cassent sous les 5 tonnes de la locomotive, et la machine à vapeur est réutilisée à poste fixe.

La première locomotive à vapeur utilisée en usage régulier est celle de l'ingénieur George Stephenson qui fabrique et brevète sa première locomotive en 1815.



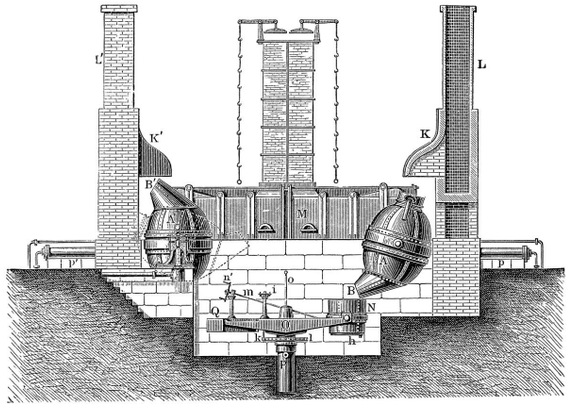
Peinture d'Hans Baluschek de 1904

Chargé de construire une voie ferrée pour transporter le charbon de Liverpool à Stockton en Angleterre, Stephenson convainc les propriétaires des mines de le financer pour construire une locomotive. La première utilisation de la *Locomotion* a lieu le 25 septembre 1825. Elle tracte 20 wagons de voyageurs et 10 bennes de charbon. Alors qu'un cavalier portant un drapeau galope devant la *Locomotion*, Stephenson ordonne au cavalier de s'écarter car le train roule plus vite et dépasse l'homme à cheval. Plusieurs années sont encore nécessaires pour que la traction à vapeur devienne suffisamment fiable pour transporter des passagers. En 1830, Robert Stephenson, le jeune fils de Georges, crée la première ligne de chemin de fer moderne : Manchester-Liverpool. Constituée d'une voie double sur toute sa longueur elle offre pour la première fois des horaires fixes aux voyageurs.

Cela dit, l'Europe continentale n'est pas en reste : la première ligne du continent date du 30 juin 1827: c'est la ligne Saint-Étienne-Andrézieux, mais elle se limite les premiers temps au transport du charbon. S'y adjoint une ligne de voyageurs ouverte le 1er avril 1831 en France, sur une section entre Saint-Étienne et Lyon. Durant l'année les recettes de passagers payants s'élèvent à 10 000 Francs (115 000 Francs dès 1932)[49]. À partir du 1er mars 1832, la ligne enregistre ses premiers passagers payants (36 500 personnes en 1834).

En dehors de l'Angleterre, la première ligne de chemin de fer à vapeur à caractère régulier est inaugurée sur le continent européen le 5 mai 1835 entre Bruxelles et Malines. Ce n'est pas un essai voué à des transports épisodiques réservés aux riches mais d'emblée, une ligne construite par l'État à l'instigation du ministre Charles Rogier, partisan des idées fouriéristes : le chemin de fer doit être accessible au peuple, et se voit doté des attributs principaux que vont adopter les chemins de fer du monde entier : trois classes correspondant à trois types de voitures qui, au début, reçoivent des noms inspirés de la terminologie traditionnelle des transports, berlines, diligence et char à bancs[50].

Sidérurgie



Représentation d'un atelier avec deux convertisseurs Bessemer avec leur forme caractéristique en cornue.

Il fallait de plus en plus d'acier avec le développement de la révolution industrielle : rails de chemin de fer, éléments de machines à vapeur, pièces de machines textiles, coques de bateaux etc. Ce fut l'Anglais Henry Bessemer qui trouva la solution, avec son convertisseur breveté en 1856. C'est une cornue de grande taille, à parois réfractaires, que l'on remplit de fonte en fusion. On envoie alors par le fond de l'air comprimé, qui fait bruler le carbone en produisant un spectaculaire jaillissement d'étincelles. Après 20 minutes, le convertisseur contient du fer ; on y introduit alors une quantité précise de carbone qui, après quelques minutes de mélange, donne l'acier correspondant aux spécifications. Il ne reste plus qu'à incliner le convertisseur sur ses pivots pour le vider dans une lingotière. Ce procédé permettait de convertir en une demi-heure 10 tonnes de fonte en autant d'acier ; consécutivement le prix de l'acier doux passa de 50 £ la tonne à 3 £.

Pays concernés

États-Unis

Article détaillé : Révolution industrielle aux États-Unis.

Territoires



American Progress. Représentation de la conquête de l'Ouest américain en 1872 par John Gast

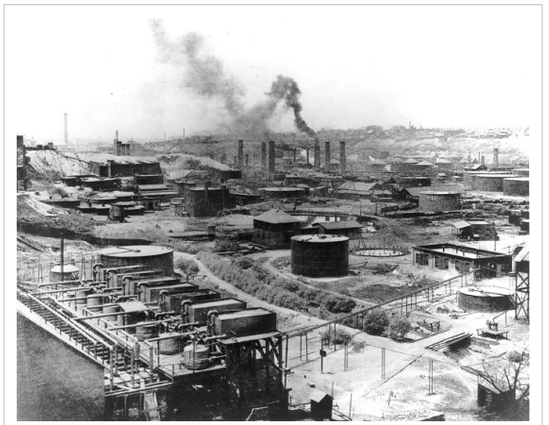
Article détaillé : Conquête de l'Ouest.

L'expansion du territoire des États-Unis tout au long du XIX^{e} siècle contribuera à développer l'industrie des chemins de fer, appelant notamment à la réalisation du tout premier chemin de fer transcontinental. Ainsi, les États-Unis achètent la Louisiane à la France en 1803 et la Floride à l'Espagne en 1819. Les États-Unis prennent le Nouveau-Mexique et la Californie au Mexique après la guerre de 1848 et la République du Texas, indépendante, décide son rattachement à l'Union en 1845. De plus, la forte démographie dans l'Oregon entraine une augmentation de la population américaine par rapport à la population britannique et amène l'Oregon à devenir un État américain en 1845. Une fois conquis, ces territoires font l'objet d'une politique de peuplement. L'« Ordonnance du Nord-Ouest » (*Northwest Ordinance*) adoptée par le Congrès continental le 13 juillet 1787 prévoit, entre autres, que le territoire du Nord-Ouest, formant jusque là une seule entité, soit divisé en plusieurs États et le *Homestead Act* de 1862 donne des terres aux colons après 5 ans de mise en valeur.

Ce déplacement de la frontière vers l'Ouest contribue fortement à développer les chemins de fer. La couverture ferroviaire se développe initialement sur la côte Est, principalement au Nord en raison de son industrialisation et de

sa desserte de peuplement vers le Midwest. Après l'établissement de la première ligne en 1827 le développement de l'ensemble des réseaux atteint 49 100 km en 1860. Dès 1869 la liaison San Francisco-New York est achevée est relie les côtes Est et Ouest en moins de 7 jours contre 6 mois auparavant. En 1870, le réseau ferré américain représente désormais 85 100 km, et en 1913, 420 000 km: soit le tiers du réseau mondial. On comprend qu'un tel développement a eu des conséquences directes sur l'économie américaine et sur son industrialisation grâce à des effets d'entrainement sur l'activité industrielle. Par exemple, l'extension du chemin de fer entraine le dynamisme des activités sidérurgiques. De plus, le financement de ces travaux colossaux entraine le développement des activités boursières. Enfin, l'urbanisation se développe au gré de l'industrialisation. Cependant, certains historiens de l'économie contestent le rôle majeur qu'aurait exercé le chemin de fer sur l'industrialisation des États-Unis. Ainsi Robert William Fogel estime-t-il que l'impact du chemin de fer sur la croissance est inférieur à 5 %[51]. Il s'agit, néanmoins, d'une approche contestée.

Par ailleurs, il s'agit d'un territoire riche en matières premières. Citons notamment la présence de pétrole dont l'exploitation a permis aux États-Unis de prendre part très largement à la deuxième révolution industrielle. En effet, il est souvent considéré que le premier puits de pétrole a été creusé sous la direction d'Edwin Drake à Titusville, Pennsylvanie, en 1859. Cela préfigure la domination américaine dans le domaine de la production pétrolière. On retiendra l'hégémonie de la Standard Oil de John D. Rockefeller dont le monopole sera incontestable jusqu'à ce que la compagnie tombe sous la juridiction du *Sherman Antitrust Act* où elle a été divisée en plusieurs compagnies de moindre taille. Ajoutons en guise de remarque que plusieurs de ces petites compagnies grossiront au point de devenir les plus grosses compagnies pétrolières actuelles comme Exxon Mobil.


Raffinerie de la Standard Oil à Cleveland, Ohio, 1899.

C'est de plus un territoire qui contribue au développement et à la puissance de l'agriculture américaine. En effet, l'agriculture bénéficie de vastes territoires exploités grâce aux progrès de la mécanisation ; la première moissonneuse mécanique est inventée par Neil Mac Cormick en 1831. De plus, l'agriculture peut s'appuyer sur la diversité du territoire américain. Le Sud se spécialise ainsi dans la culture et l'Ouest dans l'élevage dont la production est facilement acheminée vers les ports d'exportation par les infrastructures et notamment le chemin de fer. En outre, la main-d'œuvre bon marché que constitue l'esclavage est un élément déterminant de la puissance agricole américaine au point que l'historien Robert Fogel[52] le considère comme élément déterminant de la prospérité du Sud. Sur le plan extérieur, l'agriculture bénéficie des avantages du libre-échange, notamment de l'abolition des *corn laws* en 1846.

Appliquée aux nouvelles méthodes de production, cette diversification des activités contribue à établir la puissance des États-Unis notamment lors de la deuxième révolution industrielle. L'industrialisation, débutée au milieu du XIX^{e} siècle devait alors être le facteur de la puissance américaine.
Après avoir atteint l'optimum de leur production domestique, l'enjeu devint pour les États-Unis la sécurisation des approvisionnements internationaux : lire l'article *géopolitique du pétrole*.

Démographie

Les États-Unis connaissent un essor démographique tout à fait remarquable. Cet essor est entretenu d'une part par la croissance naturelle et d'autre part par d'important flux migratoires. La population des États-Unis croit de 25 % par décennie entre 1860 et 1890 si bien qu'en 1880 les États-Unis comptent 50 millions d'habitants et en 1918 100 millions. L'immigration nourrit largement la croissance démographique ; les flux migratoires ont apporté 36 millions de personnes entre 1820 et 1920.

De surcroit, la majorité des flux migratoires provient du Royaume-Uni et d'Irlande mais également des pays scandinaves. Ainsi, les immigrés qui débarquent aux États-Unis sont souvent de religion protestante. Rappelons ici toute l'importance de l'éthique protestante en nous basant sur les travaux de Max Weber. En outre, on peut baser l'analyse de l'industrialisation américaine à partir des caractéristiques de la société américaine ; il s'agit d'une société méritocratique comme l'analyse Alexis de Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique*, 1835-1840.

Tournant de la Guerre de Sécession



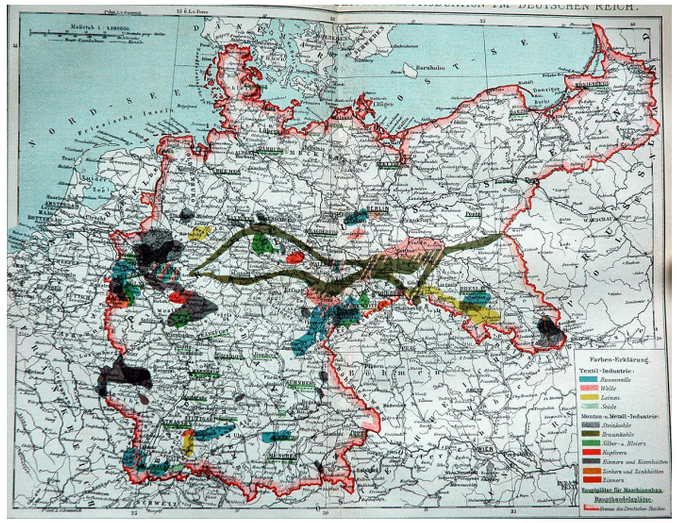
Guerre de Sécession (bataille de Chattanooga, novembre 1863).

Avant la guerre de Sécession (1861-1865) la montée en puissance des États-Unis s'appuie surtout sur ses activités agricoles à tel point que l'agriculture demeure l'activité principale jusqu'en 1880 ; en 1890 l'agriculture représente encore 75 % des exportations américaines. Mais la guerre de Sécession change quelque peu la donne. En effet, cette guerre n'est pas qu'une guerre politique qui s'inscrit seulement dans la question de l'esclavagisme. Elle est également une guerre issue des rivalités économiques entre le Sud – conservateur, agricole et favorable au libre-échange – et le Nord – ouvert aux idées nouvellement venues d'Europe, en cours d'industrialisation rapide et favorable au protectionnisme selon la pensée d'Alexander Hamilton, de la théorie du « protectionnisme éducateur » de Friedrich List[53] et de celles de Henry C. Carey. Par conséquent, la victoire du Nord consacre l'évolution de l'industrialisation dont le financement est en partie favorisé par l'inflation durant la guerre.

Allemagne

Article détaillé : Révolution industrielle en Allemagne.

L'industrialisation de l'Allemagne débute au même moment qu'aux États-Unis c'est-à-dire au milieu du XIX^{e} siècle. Elle dispose également d'un important potentiel industriel, agricole et humain.

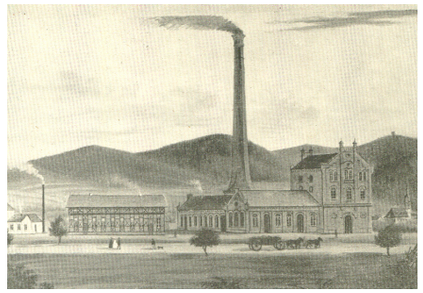


Carte de l'industrie et des mines en Allemagne en 1892
Industrie textile Coton Laine Lin cultivé Soie**Industrie métalurgique** Houille Lignite Argent Cuivre Fer Zinc

Unification pour s'industrialiser

La particularité de l'Allemagne est qu'elle n'existe pas en tant qu'État-nation au début du siècle. À la suite du Congrès de Vienne en 1815, la Confédération allemande regroupe 39 États dont l'unité se construit autour de la langue mais également du *Zollverein* à partir de 1834. Le *Zollverein* est une union douanière qui met en place une zone de libre-échange à l'intérieur et qui établit des tarifs extérieurs commun (TEC). De plus en 1857, le thaler prussien devient la monnaie de la zone puis est remplacé par le Mark en 1871. Parallèlement la Reichbank voit le jour en 1875. L'Allemagne adopte de ce point de vue une position protectionniste qui contraste avec la position britannique.

Puissance industrielle



Le démarrage de l'industrialisation est lent à cause de la disparité entre bassins industriels ; ceux de l'Est sont bien moins performants que ceux de l'Ouest comme la Ruhr. De plus, l'Allemagne présente un retard technologique qui la rend dépendante de la Grande-Bretagne mais aussi de la France. L'annexion de l'Alsace et de la Moselle accroit son potentiel industriel.

La montée en puissance de l'industrialisation est appuyée d'une part par la tradition marchande du Nord de l'Allemagne et par le soutien qu'apporte l'État. En effet, il existe une réelle tradition dans le domaine du commerce grâce aux ports du Nord, hérités de l'activité portuaire de la Hanse dès le XIII^{e} siècle.

L'État joue un rôle primordial, en favorisant l'extension du chemin de fer qui facilite l'unification de la Confédération allemande. Il a en outre favorisé la constitution de grandes entreprises – les Konzerne – et permet leur développement par le biais de mesures protectionnistes. De plus, l'État allemand supporte la formation professionnelle.

L'Allemagne est le premier pays à se doter d'une forme de protection sociale. En effet, la très forte concentration ouvrière émanant de l'industrialisation commence à soulever des critiques quant aux conditions de vie et de travail. C'est donc dans le but de contrer le marxisme qu'Otto von Bismarck décide de mettre en place les premières lois sociales. Dès 1883 une assurance maladie est créée, suivie en 1884 d'une protection contre les accidents du travail et

enfin en 1889, création d'une assurance vieillesse.

Ces éléments permettent à l'Allemagne de s'industrialiser rapidement à partir des années 1850 et plus encore après 1870 où les konzerns prennent une place primordiale dans l'activité industrielle.

Agriculture

Les autres activités demeurent importantes mais restent secondaires par rapport à l'industrie. La production agricole croit tout au long du siècle ; les junkers, propriétaires fonciers, sont politiquement conservateurs, économiquement innovateurs. Les innovations en matière agricole sont de plus de plus nombreuses après 1850 et complètent les innovations importées de Grande-Bretagne. La spécialisation allemande dans la chimie lui confère un rôle de premier ordre dans la recherche d'engrais ; les recherches de Justus von Liebig dès 1840 sont fondatrices.

Faiblesse financière

Le financement de l'industrialisation s'appuie moins sur les capitaux boursiers qu'en Grande-Bretagne. La spécificité allemande est que le financement s'inscrit plutôt dans le cadre d'investissements à long terme grâce aux liens étroits entre banques et entreprises. Michel Albert[54] montre que cette particularité allemande est caractéristique de son capitalisme contemporain, le capitalisme rhénan.

L'autre spécificité financière de l'Allemagne est la concentration des capitaux vers son territoire national. En effet, les capitaux allemands sont assez peu destinés à l'étranger ; on note toutefois des investissements importants dans l'Empire ottoman. Cette utilisation des capitaux s'inscrit dans la perception de l'économie nationale en Allemagne ; l'économie réelle – l'industrie – c'est-à-dire la puissance économique doit coïncider avec la puissance nationale. On voit bien la divergence avec la conception britannique.

Japon

Ouverture économique contrainte

Le Japon est un pays vieux de plusieurs millénaires mais son ouverture sur l'extérieur est tardive ; le Japon demeure dans une autarcie politique et économique (*sakoku*). Son ouverture sur l'extérieur ne participe pas d'un choix délibéré mais le Japon y a été contraint. En effet, l'amiral américain Matthew Perry entre en baie de Tokyo en 1853 et impose au Japon l'ouverture par le traité de Kanagawa en 1854, traité asymétrique au désavantage du Japon. L'ouverture économique du Japon de l'ère Meiji est donc le résultat de ce que l'on appelle la diplomatie ou politique de la canonnière.

Ère Meiji (1868-1912)

Article détaillé : ère Meiji.



Un train entrant en gare à Kōbe

En 1868, l'empereur Mutsuhito renverse le shogun et entraine le Japon dans la révolution industrielle. Dès les années 1870, le Japon connait un processus de croissance et de développement, soutenu par l'intervention de l'État. Ce dernier met en place les structures adéquates pour favoriser l'industrialisation. En effet, il initie la mise en place de chemin de fer et crée des entreprises nouvelles. Une fois consolidées par l'État, ces entreprises sont privatisées et passent sous le contrôle de grandes familles japonaises ; c'est la naissance des zaibatsus dont les plus connues sont Mitsui, Mitsubishi et Sumitomo. Celles-ci prennent alors la forme de sociétés par actions. Pour accompagner ces évolutions, le Japon met en place des institutions nouvelles ; création du yen (1871), de la Bourse (1878), de la Banque centrale du Japon (1882) et se dote de diverses mesures législatives encadrant le développement économique.



L'empereur Meiji

L'industrialisation du Japon va de pair avec son développement agricole. Celui-ci se caractérise par une rupture d'avec le régime féodal ; les terres détenues par les daimyos et les samouraïs sont confisquées puis redistribuées aux paysans. Ces terres, allouées aux paysans, sont une source importante de rentrées fiscales pour l'État, qui s'en sert pour financer le développement industriel. L'agriculture se développe d'autant plus qu'elle se diversifie par l'utilisation des terres au nord de Japon, notamment en Hokkaidō. L'agriculture est donc un facteur décisif de l'industrialisation du Japon non seulement parce qu'elle génère des revenus pour l'État mais également parce qu'elle contribue à diminuer la contrainte extérieure du Japon, très fortement dépendant de matières premières dont il est peu pourvu.

Au final, le Japon connait un fort développement économique, son taux de croissance est supérieur à celui de l'Allemagne quoique inférieur à celui des États-Unis, le commerce extérieur augmente fortement ainsi que sa production industrielle. En outre, la population japonaise passe d'environ 30 millions en 1860 à 50 millions au début du XX^{e} siècle.

Russie

Réformes agraires

La Russie est le dernier des pays de la deuxième vague à s'industrialiser. L'archaïsme de son agriculture, même après avoir été réformée, a nourri son retard industriel. Toutefois, on ne peut penser le démarrage industriel sans, entre autres, le développement agricole. Après la défaite russe lors de la guerre de Crimée les dirigeants russes, en premier lieu l'empereur Alexandre II, ont pris conscience du retard économique et social de leur pays. Dans ce contexte, s'engage la réforme agricole, précédée de l'émancipation générale des paysans avec l'abolition du servage le 3 mars 1861. La réforme met en place des communautés villageoises – appelées *obshchina* ou *mir* – dans le cadre desquelles les paysans devaient payer des indemnités pour les terres qu'ont leur attribuait. Ces caractéristiques expliquent l'échec de la réforme, la modernisation et le développement de l'agriculture n'étant pas à la hauteur des espérances. Toutefois, la Russie ne consentit pas davantage, dans un premier temps, à faire évoluer son agriculture. En effet, cette dernière suffisait à faire vivre le pays grâce à ses exportations et les grands propriétaires bloquaient toute évolution. Pourtant, la Russie doit s'engager *de fait*, dès 1906, dans une nouvelle réforme agricole à cause de la chute des cours sur les marchés des céréales et les famines de 1891-1892 et 1902. Piotr Stolypine conduit cette réforme qui aboutit à la suppression du régime des communautés, c'est-à-dire des *mirs*. Toutefois, les efforts menés seront stoppés avec le début de la Première Guerre mondiale en 1914 et la révolution de 1917. Au final, la Russie ne sera pas parvenue à hisser son industrie au niveau de celles des grands pays européens, des États-Unis ou même du Japon, contre qui la Russie perd la guerre qui les oppose en 1905. Cependant, cela ne signifie pas que la Russie ne s'est pas du tout industrialisée.

Industrialisation



Réparation d'une ligne de chemin de fer, peinture de (en) Konstantin Savitsky (en) exécutée en 1874.

À la fin du XIX^e siècle, la Russie est un pays en retard mais son industrialisation sera le fait d'un changement politique et profitera de l'avancée des autres grands pays. En premier lieu, la réforme agricole des années 1860 accroit les rentrées fiscales de l'État, en taxant les paysans, lui permettant de financer la construction de routes, d'industries mais également de chemins de fer, comme le transsibérien et le transcaspien. La carence en infrastructures de transport était apparue après la défaite en Crimée, l'armée russe ne parvenant pas à acheminer suffisamment de soldats sur le front. D'autre part, l'État fait appel à des industriels étrangers pour développer son industrie en bénéficiant des dernières innovations techniques. Citons, à titre d'exemple, le rôle de l'anglais John Hughes qui en 1869 fonde la « Nouvelle Société russe » pour construire des hauts fourneaux dans la région de Donetz. Le rôle de l'État est crucial dans l'industrialisation de la Russie ; pour Alexander Gerschenkron l'État, en se substituant au marché, a permis de dépasser les obstacles liés aux structures économiques et sociales du pays[55]. Il faut, en outre, souligner le rôle important des capitaux étrangers, notamment français et britanniques. Ainsi, l'industrialisation de la Russie s'accélère dans les années 1880-1890, notamment au bénéfice de l'armée impériale et de sa marine (lire Complexe militaro-industriel de la Russie#Sous la Russie impériale).

BHP Billiton

Pour les articles homonymes, voir BHP.



Cet article est une ébauche concernant une entreprise et Melbourne.

Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant (**comment ?**) selon les recommandations des projets correspondants.

BHP Billiton

Création

Création	2001 (Fusion de BHP et Billiton)
Dates clés	1895 : Broken Hill Proprietary Company (BHP) 1860 : Billiton plc

Données clés

Forme juridique	Société ouverte
Action	NYSE : **BHP** [1] LSE : **BLT** [2] ASX : **BHP** [3]
Siège social	Melbourne (GQG) Londres (deuxième siège)
Direction	Marius Kloppers (CEO) & Don Argus (Chairman of the board)
Activité	Mine
Produits	fer, diamant, charbon, pétrole, bauxite, cuivre, nickel, uranium
Effectif	36 000
Site web	www.bhpbilliton.com [4]

Données financières

Chiffre d'affaires	▲ 32.153 mia. $ (2006)
Résultat net	▲ 16.73 mia. $ (2007)

BHP Billiton (NYSE : **BHP** [1], LSE : **BLT** [2], ASX : **BHP** [3]) est un producteur de fer, de diamants, de charbon, de pétrole et de bauxite. En 2006, elle est la plus grande entreprise minière du monde et est considérée, avec Anglo American et Rio Tinto, comme une entreprise minière intégrée verticalement.

Description

Elle possède des installations minières et de traitement dans 25 pays, employant 36 000 personnes.

Histoire



Residence de l'administrateur de la Billiton Maatschappij à Manggar, Belitung

Broken Hill Proprietary Company, abrégé en BHP, est créé en 1895 pour opérer une mine à Broken Hill, New South Wales en Australie. En 1915, elle commence à produire de l'acier avec des usines situées principalement à Newcastle, New South Wales. Elle devient la plus grande entreprise de l'Australie.

Dans les années 1960, elle effectue des prospections pétrolières, découvrant des gisements dans le détroit de Bass. La production pétrolière prendra une place de plus en plus importante au fur et à mesure que les autres activités du groupe déclineront suite à l'ouverture économique de l'Australie. Par la suite, elle se diversifie en dehors de l'Australie. Elle subit un important revers avec la mine de cuivre *Ok Tedi* en Papouasie-Nouvelle-Guinée, car elle a perdu une poursuite judiciaire contre les aborigènes, qui réclamaient d'importantes compensations suite aux impacts environnementaux.

La production sidérurgique était faite, à l'échelle des autres producteurs mondiaux, à petite échelle. BHP a réduit ses activités dans ce domaine tout au long des années 1990, pour finalement vendre les actifs restants au *spin off* OneSteel en 2000.

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. Votre aide [5] est la bienvenue !

En 2001, l'australienne BHP fusionne avec la britannique Billiton, agissant principalement en Afrique du Sud, devenant ainsi le plus grand producteur minier au monde.

Leur fusion a mené à la création d'une co-entreprise. Chacune est listée à au moins une bourse et possède un actionnariat séparé, mais elles sont toutes deux opérées comme une seule entité (même conseil d'administration et même organisation décisionnelle). BHP possède environ 60 % des installations de traitement, l'autre partie le reste. Les décisions pour BHP sont prises à Melbourne, alors que les décisions pour Billiton sont faites à Londres.

La partie laminage de la production sidérurgique est vendue à BHP Steel en 2002, en accord avec les termes de la fusion. BHP Steel se renomme Bluescope Steel à la fin de 2003.

En juin 2005, BHP Billiton acquiert amicalement la minière WMC Resources pour 7,3 milliards USD. Cette dernière possède un gisement de cuivre et d'uranium, Olympic Dam en Australie, ainsi que des gisements de nickel, de sables minéraux et de fertilisants.

Au 30 juin 2005, elle affiche des ventes de 29,587 milliards USD, pour des profits nets de 6,398 milliards USD. Ce dernier montant est une augmentation de 90 % comparativement à l'année précédente suite à la hausse généralisée du prix des matières premières.

Le 21 janvier 2009, BHP Billiton a annoncé qu'elle réduira ses effectifs de 6 000 employés, soit environ 16 % de la taille de son personnel[6].

L'entreprise est par ailleurs impliquée dans un projet de développement du barrage Inga III en République démocratique du Congo.

Notes et références

[1] http://www.nyse.com/about/listed/lcddata.html?ticker=BHP
[2] http://www.londonstockexchange.com/exchange/prices-and-markets/stocks/prices-search/stock-prices-search.html?nameCode=BLT
[3] http://www.asx.com.au/asx/markets/EquitySearchResults.jsp?method=get&template=F1001&ASXCodes=BHP&companyName=&principalActivity=&industryGroup=NO
[4] http://www.bhpbilliton.com
[5] http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=BHP_Billiton&action=edit

Lien externe

- Site officiel (http://www.bhpbilliton.com)

- Portail des entreprises
- Portail de la chimie
- Portail des minéraux et roches
- Portail de Melbourne

Sources et contributeurs de l'article

BHP Billiton *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=91631228 *Contributeurs*: Arnaudh, Bayo, Bel Adone, Blone, Bombastus, Cantons-de-l'Est, Dosto, Environnement2100, Gothmarilyne, Gribeco, Hercule, Humboldt, Interbe, Jamcib, Loreleil, Ludo Thécaire, MaCRoEco, Manoillon, Micthev, Nono64, Orphée, Perditax, Poulos, Rémih, Sherbrooke, Singha94, Surdox, Thierry Caro, Tpa2067, 12 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Image:Disambig colour.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Disambig_colour.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bub's

Image: Factory.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Factory.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Howard Cheng

Image: Flag of Melbourne.PNG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Melbourne.PNG *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Cwbm (commons), Cycn, Dedee73, Fry1989, Mattes, 1 modifications anonymes

Fichier:Flag of Australia.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Australia.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Ian Fieggen

Fichier:Flag of the United Kingdom.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_the_United_Kingdom.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Original flag by James I of England/James VI of ScotlandSVG recreation by User:Zscout370

Fichier:Increase2.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Increase2.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Sarang

Fichier:COLLECTIE TROPENMUSEUM Administrateurswoning van de Billiton Maatschappij te Manggar TMnr 10007281.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:COLLECTIE_TROPENMUSEUM_Administrateurswoning_van_de_Billiton_Maatschappij_te_Manggar_TMnr_10007281.jpg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: Docu, Humboldt

Fichier:Factory.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Factory.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Howard Cheng

Fichier:Nuvola apps edu science.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Nuvola_apps_edu_science.svg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: A32, Cwbm (commons), Humanist Geek, Ipatrol, Mindmatrix, Origamiemensch, Pierpao, Rocket000, Shizhao, Wknight94, Ysangkok, 3 modifications anonymes

Fichier:Emerald rough 300x422.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Emerald_rough_300x422.jpg *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: Ryan Salsbury

Fichier:Flag of Melbourne.PNG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Melbourne.PNG *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Cwbm (commons), Cycn, Dedee73, Fry1989, Mattes, 1 modifications anonymes

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/

James Thomas Humberstone

James Thomas Huberstone (July 8, 1850 - June 12, 1939) he was an English chemical engineer who came to America in 1875 to work in the Company *Salitrera de Tarapaca*, Peru (at the moment Chile) and introduced the Schanks System and other innovations to the industry.

Life

Birth the 8 of July of 1850 in, Dover a Town of England, the grandfathers of Humberstone had been director of the band of the Scottish Guard and his father tapeworm a modest use in a post office.

When transfer next to its family to London was young. When it fulfilled twenty years work like assistant of the laboratory of the arsenal of railroads London Northwestem, and later chemical study ingieneria in the courses of Mechanics Institutes.

When I graduate offered work to him as engineer in the Company of *Salitrera de Tarapacá* in Peru and I travel to America in 1875.

I arrive at Pisagua the 6, January and was destined to the Salitrera Office of *San Antonio de Zapiga*, introduced of Schanks System (that its name to James Schanks must to him).

This Serbian system to make Sodium carbonate. But this used serious system in all the offices of the saltpeter was ascending in the industry and was also administrator of several offices.

Work 34 years in association of producers of saltpeter and when retiring occurred a gold medal him by its services.

I give a great Innovation in the industry, for that reason the nickname of father of the saltpeter. 1936, occurred him King of England Edward VIII of the United Kingdom conferred the Order of the British Empire to give a great meaning in the name of the United Kingdom. He passed away in Iquique, Chile 12, June, 1939. In its honor I re-baptize the well-known office like the Palm to Humberstone and Santa Laura Saltpeter Works.

Article Sources and Contributors

James Thomas Humberstone *Source*: http://simple.wikipedia.org/w/index.php?oldid=4261500 *Contributors*: Auntof6, Clementina, Creol, Osiris, PhnomPencil, Synergy, 5 anonymous edits

License

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/

Première Guerre mondiale

« Grande Guerre » redirige ici. Pour les autres significations, voir Grande Guerre (homonymie) et Guerre mondiale.

Première Guerre mondiale	
	
Informations générales	
Date	du 4 août 1914 au 11 novembre 1918
Lieu	Europe, Afrique, Moyen-Orient, Chine, océan Pacifique, océan Atlantique
Casus belli	Attentat de Sarajevo
Issue	Victoire des Alliés Traité de Versailles

Belligérants

Triple-Entente

France
Royaume-Uni
Royaume de Serbie
Royaume de Belgique
Empire du Japon
Royaume du Monténégro
Empire russe
Royaume d'Italie
Portugal
Royaume de Roumanie
États-Unis
Royaume de Grèce Siam

Commandants Raymond Poincaré
George V
Nicolas II
Pierre I[er]
Victor-Emmanuel III
Woodrow Wilson
Albert I[er]
Taishō Tennō**Forces en présence**

Total : 42 959 850

8 660 000
8 841 540
12 000 000
5 093 140
4 743 826
380 000
800 000

+ autres pays alliés

Pertes

Militaires

morts : 5 525 000 **blessés :** 12 831 500 **disparus :** 4 121 000

Triple-Alliance

Empire allemand
Autriche-Hongrie
Empire ottoman
Royaume de Bulgarie

Guillaume II
François-Joseph I[er]
Mehmed V
Ferdinand I[er]

Total : 25 248 321

13 250 000
7 800 000
2 998 321
1 200 000

Militaires

morts : 4 386 000 **blessés :** 8 388 000 **disparus :** 3 629 000

Batailles

Front d'Europe de l'Ouest
Frontières (8-1914) – Liège (8-1914) – Anvers (9-1914) – Grande Retraite (9-1914) – 1re Marne (9-1914) – Course à la mer (9-1914) – Yser (10-1914) – 1re Ypres (10-1914) – 1re Messines (10-1914) – Hartmannswillerkopf (1-1915) – Neuve Chapelle (3-1915) – 2e Ypres (4-1915) – Artois (5-1915) – Artois (9-1915) – Loos (9-1915) – Verdun (2-1916) – Hulluch (4-1916) – Somme (7-1916) – Arras (4-1917) – Vimy (4-1917) – Chemin des Dames (4-1917) –2e Messines (6-1917) – 3e Ypres (7-1917) – Cote 70 (8-1917) – 1re Cambrai (11-1917) – Offensive du printemps (3-1918) – 4e Ypres (4-1918) – Michael (5-1918) – 2e Marne (5-1918) – Aisne (5-1918) – Bois Belleau (6-1918) – Château-Thierry (7-1918) – Le Hamel (7-1918) – Amiens (8-1918) – Cent-Jours (8-1918) – L'Ailette (9-1918) – 2e Cambrai (10-1918)

Front italien
1re Isonzo (6-1915) – 2e Isonzo (7-1915) – 3e Isonzo (10-1915) – 4e Isonzo (11-1915) – 5e Isonzo (3-1916) – 6e Isonzo (8-1916) – 7e Isonzo (9-1916) – 8e Isonzo (10-1916) – 9e Isonzo (11-1916) – 10e Isonzo (5-1917) – Mont Ortigara (6-1917) – 11e Isonzo (8-1917) – Caporetto (12e Isonzo) (10-1917) – Piave (6-1918) – Vittorio Veneto (10-1918)

Front d'Europe de l'Est
Stallupönen (8-1914) – Gumbinnen (8-1914) – Tannenberg (8-1914) – Lemberg (8-1914) – Krasnik (8-1914) – Lacs de Mazurie (I) (9-1914) – Przemyśl (9-1914) – Vistule (9-1914) – Łódź (11-1914) – Bolimov (1-1915) – Lacs de Mazurie (II) (2-1915) – Gorlice-Tarnów (5-1915) – Varsovie (6-1915) – Lac Naroch (3-1916) – Offensive Broussilov (6-1916) – Turtucaia/Tutrakan (9-1916) – Offensive Flamanda (9-1916) – Offensive Kerensky (7-1917) – Marasesti (8-1917)

Front du Moyen-Orient
Afrique du Nord - Mésopotamie - Caucase – Perse - Sinaï et Palestine - Ctésiphon (11-1915) - Kut-el-Amara (12-1915) - Magdhaba (12-1916) - Rafa (1-1917) - Bagdad (3-1917) - 1re Gaza (3-1917) - 2de Gaza (4-1917) - Aqaba (7-1917) - Beer-Sheva (10-1917) - 3e Gaza (11-1917) - Megiddo (9-1918)

Front africain
Lai (8-1914) – Sandfontein (9-1914) – Tanga (11-1914) – Naulila (12-1914) – Jassin (1-1915) – Dardanelles (2-1915) – Gibeon (4-1915) – Bukoba (6-1915) – Mongua (8-1915) - Salaita (2-1916) – Beringia (5-1916) – Negomano (11-1917)

Bataille de l'Atlantique
1re Heligoland (8-1914) – Penang (10-1914) – Coronel (11-1914) – Falklands (12-1914) – Dogger Bank (1-1915) – Gotland (7-1915) – Juttland (5-1916) – Funchal (12-1916) – Pas-de-Calais (4-1917) – Détroit de Muhu (10-1917) – 2e Heligoland (11-1917) – Zeebruges (4-1918) – 1er Ostende (4-1918) – 2e Ostende (5-1918)

modifier [1]

La **Première Guerre mondiale**[2] est un conflit militaire qui s'est déroulé dans les faits en Europe de 1914 à 1918 (bien que durant officiellement jusqu'en 1923 pour certains pays, le temps de signer les traités de paix). Considérée comme un des évènements marquants du XXe siècle, cette guerre parfois qualifiée de totale a atteint une échelle et une intensité inconnues jusqu'alors. Elle a mis en jeu plus de soldats, provoqué plus de morts et causé plus de destructions matérielles que toute autre guerre antérieure. Plus de 60 millions de soldats y ont pris part[3],[4]. Pendant cette guerre, environ 9 millions de personnes sont mortes, et environ 20 millions sont blessées[5]. D'autres évènements survenus pendant cette période : le génocide arménien (1915-1916), la première bataille de l'Atlantique (1917), la Révolution russe (1917) et la grippe de 1918 ont augmenté la détresse des populations. Pour toutes ces raisons, cette époque a marqué profondément ceux qui l'ont vécue.

Cette guerre a amené de profonds changements géopolitiques, lesquels ont profondément modifié le cours du XXe siècle. Elle a causé l'effondrement ou la fragmentation des empires austro-hongrois, russe et ottoman. L'Empire allemand a disparu, et l'Allemagne a vu son territoire réduit. Conséquemment, les cartes de l'Europe et du Moyen-Orient ont été redessinées. Des monarchies ont été remplacées par des États communistes ou par des républiques démocratiques. Pour la première fois, une institution internationale a été créée dans le but de prévenir les guerres : la Société des Nations.

L'étincelle qui provoqua la guerre survint le 28 juin 1914, lorsque des Serbes bosniaques parvinrent à assassiner l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône austro-hongrois. Les exigences de vengeance de l'Autriche-Hongrie (fortement encouragée par l'Allemagne) à l'encontre du Royaume de Serbie menèrent à l'activation d'une série

d'alliances qui obligèrent plusieurs puissances européennes à s'engager sur la voie de la guerre. Plusieurs de ces nations étaient à la tête d'empires s'étendant sur plusieurs continents, ce qui explique la portée mondiale du conflit.

Cette guerre fut surtout le fait de deux grandes alliances : la Triple-Entente et la Triple Alliance ou la Triplice. La Triple-Entente était composée de la France, du Royaume-Uni, de la Russie, et des empires qu'elles contrôlaient en tant que grandes puissances coloniales. Plusieurs États se joignirent à cette coalition, dont la Belgique, envahie par l'Allemagne, qui fit appel à la France et à l'Angleterre garantes de son indépendance. Le Japon rejoignit la coalition en août 1914, l'Italie en avril 1915, le Portugal en mars 1916 et les États-Unis en avril 1917. La coalition de la Triple Alliance était initialement constituée de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, et des empires qu'elles contrôlaient. L'Empire ottoman les rejoignit en octobre 1914, suivi un an plus tard du Royaume de Bulgarie. À la fin des hostilités, seuls les Pays-Bas, la Suisse, l'Espagne, les États scandinaves et Monaco étaient demeurés officiellement neutres parmi les nations européennes, mais certaines avaient participé financièrement ou matériellement aux efforts de guerre des protagonistes.

Les combats se déroulèrent sur différents fronts qui se situèrent surtout en Europe, mais une petite partie de l'Asie et de l'Afrique, ainsi que l'Atlantique Nord subirent des conflits. Le front de l'Ouest était caractérisé par un ensemble de tranchées et de fortifications séparées par une aire surnommée le *no man's land*[]. Ces fortifications s'étendaient sur plus de 600 kilomètres[], incitant à une forme de combats dénommée « guerre des tranchées ». Sur le front de l'Est, l'étendue des plaines et la faible densité ferroviaire ont empêché une stabilisation des champs de bataille, mais le conflit était tout aussi étendu. Il y a eu d'importants combats dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Italie. La guerre s'est aussi déroulée dans les airs, mais de façon rudimentaire comparativement à la Seconde Guerre mondiale.

Déclenchement

Si la Première Guerre mondiale est déclenchée par l'assassinat, à Sarajevo, de l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie, cet événement ne fait que cristalliser des tensions issues de contentieux antérieurs. C'est le détonateur d'une guerre préparée de longue date, aux origines plus profondes. On compte parmi les raisons structurelles un nationalisme fort, la montée des impérialismes, et les volontés expansionnistes qui y sont associées, comme l'irrédentisme italien, des conflits précédents non résolus (perte de l'Alsace-Lorraine par la France, guerres balkaniques), auxquelles s'ajoutent des rivalités économiques, un système d'alliances militaires complexe développé entre les différents pays européens au cours du XIX^{e} siècle après la défaite napoléonienne de 1815, le Congrès de Vienne qui s'en est suivi en 1815 et l'indépendance belge de 1830 entraînant la France et l'Angleterre à se porter garantes de celle-ci. Des malentendus diplomatiques s'ensuivirent, l'Allemagne croyant notamment que le Royaume-Uni resterait neutre devant l'invasion de la Belgique[6],[7]. Le climat de tension régnant avait poussé les grandes puissances européennes à une course aux armements, et chaque état-major s'était activement préparé au conflit. L'attentat de Sarajevo va déclencher ce que l'historien Jean-Baptiste Duroselle appelle un « mécanisme »[8], qui va entraîner presque malgré eux les protagonistes vers une guerre totale. Pour d'autres historiens, la guerre était souhaitée par les dirigeants allemands, voir Fritz Fischer[9].

Antagonismes entre puissances européennes

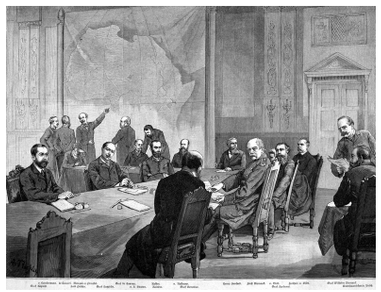
Question coloniale et économique

Articles détaillés : Politique étrangère de l'Allemagne et Weltpolitik.



Carte des régimes politiques à la veille de la Première Guerre mondiale.

L'impérialisme des nations européennes est rendu visible à travers la question coloniale. La conférence de Berlin de 1885, avait permis le partage de l'Afrique entre les puissances européennes, une notable partie de l'Afrique, le Congo octroyé au roi des Belges Léopold II qui sut habilement jouer des rivalités entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne pour neutraliser ainsi le centre de l'Afrique. Mais les différends coloniaux ne vont cesser de s'accroître, entretenant par la même occasion les tensions entre les métropoles. Tensions d'abord entre Français et Anglais en Égypte et, surtout, au Soudan avec la Crise de Fachoda en 1898 puis tensions entre la France et l'Italie sur la Tunisie en 1881, qui vont entraîner l'adhésion de l'Italie à la Triplice. Les tensions entre la France et l'Allemagne apparaissent dès 1905 au Maroc. Depuis 1871, l'Allemagne unifiée a rattrapé, en quelques décennies, son retard économique sur le reste de l'Europe occidentale en se dotant par exemple d'une industrie très concentrée[10]. L'Allemagne regarde donc outre-mer et vers l'Afrique où elle espère trouver des matières premières à bon marché ou même fonder des comptoirs pour écouler ses produits manufacturés[11]. Cependant, la France, l'Angleterre et la Belgique se partagent l'Afrique. L'Asie aussi est sous la coupe européenne. L'Allemagne, sauf en de rares endroits comme au Cameroun, Namibie, Tanzanie et Togo ne peut obtenir de zones d'influence dans les colonies. Aussi ressent-elle comme une injustice que son industrie de plus en plus compétitive se heurte à la crainte ou à l'égoïsme des autres puissances européennes[12]. Ne disposant pas de colonies de peuplement, Guillaume II souhaite prendre pied au Maroc au nom de la *Weltpolitik*. Les deux crises, en 1905 avec le Coup de Tanger et en 1911 avec le Coup d'Agadir, qui l'opposent à la France conduisent à une multiplication des incidents diplomatiques. Pour l'historien allemand Fritz Fischer, cette situation est l'une des principales causes du déclenchement du conflit. Dès 1905, le conflit semble inévitable entre la France et l'Allemagne.


Représentation de la conférence de Berlin (en 1884) où sont réunis les représentants des puissances européennes.

Les inquiétudes sont aussi d'ordre économique. Même si chaque pays développe son économie, la rivalité économique entre l'Allemagne et la France s'accroît à partir de 1912[13]. La grande puissance industrielle allemande inquiète les États européens, car les produits allemands inondent les marchés français et britanniques[14]. Cette rivalité économique « (a) contribué à alourdir le climat général entre les deux États et, par là même, à faciliter la rupture[15] ». Quant aux Allemands, ils s'inquiètent de la croissance économique et démographique de la puissance russe qui les amène à penser qu'ils seraient incapables de lui résister dans quelques années ; de telle sorte qu'ils ont peut-être intérêt à provoquer un conflit avant qu'il ne soit trop tard[16].

L'antagonisme franco-allemand puise également sa force dans l'idée de revanche et le retour à la mère patrie des provinces perdues d'Alsace-Lorraine[17] où la résistance à l'Allemagne est forte[18]. L'antagonisme se nourrit aussi de la crainte qu'éprouvent les Français devant la poussée démographique de l'Allemagne alors que la France connaît un déclin démographique durable[19]. Enfin, l'empereur Guillaume II est très influencé par le milieu des officiers prussiens[20], garant de la solidité de l'empire, tout auréolé de ses succès du milieu du XIX^{e} siècle et qui a forgé l'unité allemande face à l'Autriche et à la France. Pour l'empereur, la guerre, un conflit localisé dans les Balkans notamment, peut être une solution pour résoudre les problèmes territoriaux de l'Allemagne et de l'Autriche.

Ambitions territoriales en Europe

Articles détaillés : Guerres des Balkans et Crise bosnienne.



Carte des Balkans en 1913

Dans l'empire austro-hongrois, où pas moins de quarante peuples cohabitent, les velléités séparatistes sont nombreuses, liées à l'éveil des minorités nationales (Bohême, Croatie, Slavonie, Galicie, etc.) qui se manifestent depuis 1848. L'Empire ottoman, déjà très affaibli, est ébranlé par la révolution des Jeunes-Turcs en 1908. L'Autriche-Hongrie en profite pour mettre la main sur la Bosnie-Herzégovine voisine et désire continuer son expansion dans la vallée du Danube, jusqu'à la mer Noire, ou, du moins, maintenir le *statu quo* hérité du traité de San Stefano et du traité de Berlin. En Serbie, le nouveau roi, Pierre I^er^ envisage la formation d'une grande Yougoslavie, regroupant les nations qui appartiennent à l'empire austro-hongrois. Dans les Balkans, la Russie trouve un allié de poids en la Serbie, qui a l'ambition d'unifier les Slaves du sud. Le nationalisme serbe se teinte donc d'une volonté impérialiste, le panserbisme et rejoint le panslavisme russe, récoltant l'appui du tsar à ces mêmes Slaves du sud. Les Balkans, soustraits de l'Empire ottoman, sont en effet l'objet de rivalités entre les grandes puissances européennes[21]. En 1878, suite à une révolte des Bulgares et à une intervention des Russes puis des Autrichiens, la partie nord des Balkans est détachée de l'Empire ottoman. La rivalité entre Russes et Autrichiens dans les Balkans s'accentue[22]. En 1912 et 1913, deux guerres affectent la région : la première est tournée contre l'Empire ottoman qui perd tous ses territoires en Europe à l'exception de la Thrace orientale ; la seconde est un conflit entre la Bulgarie et les autres pays balkaniques. Elle se traduit par une importante extension du territoire et du nationalisme de la Serbie, un mécontentement de la Bulgarie, dépossédée d'une partie de son territoire et par la création, sous la pression autrichienne, d'une Albanie indépendante qui empêche la Serbie d'avoir une façade maritime.

Depuis longtemps, la Russie nourrit des appétits face à l'Empire ottoman : posséder un accès à une mer chaude (mer Méditerranée). Cette politique passe par le contrôle des détroits. Dans cet Empire russe, les Polonais sont privés d'État souverain et se trouvent partagés entre les empires russe, allemand et austro-hongrois. En Allemagne et en Angleterre, dès le début du XX^e^ siècle, l'essor industriel et la remilitarisation se sont accentués et l'Allemagne a des intérêts dans l'Empire ottoman[23].

L'Italie, unifiée depuis 1860, a donné à la France, à la suite de la victoire de la France sur l'Autriche, la Savoie et le comté de Nice. Malgré un fort courant pacifiste, l'Italie veut prendre au voisin autrichien, avec lequel elle a un vieux contentieux, des territoires qu'elle considère comme italiens, les Terres irrédentes, car majoritairement italophones[24]. Elle désire s'étendre en Dalmatie, liée historiquement à l'Italie et où l'on parle aussi italien, et contrôler la mer Adriatique, à l'instar de ce qu'a fait la République de Venise, et ce d'autant plus que ses tentatives de conquête d'un empire colonial africain ont échoué après la débâcle d'Adoua en Abyssinie en 1896. Seule une partie du Tigré a été rattachée à l'Érythrée déjà italienne, ainsi que la Somalie. La Libye est devenue colonie italienne en 1911 à la suite de la guerre italo-turque.

Systèmes d'alliances

Articles détaillés : Triple-Entente, Alliés de la Première Guerre mondiale et Triplice.



Les systèmes d'alliances avant le déclenchement du conflit



Les alliances effectives durant la guerre. Le Luxembourg, bien que neutre, est occupé par l'Allemagne.

De vastes systèmes d'alliances se sont créés à la fin du XIX^e^ et au début du XX^e^ siècle. Deux grands systèmes d'alliances se dessinent. La Triplice, plus ancienne, est l'œuvre du chancelier prussien Otto von Bismarck[25]. Conscient de l'hostilité française depuis l'annexion de l'Alsace-Lorraine, Bismarck cherche, sur le plan diplomatique, à isoler la France de la III^e^ République pour l'empêcher de nouer une alliance contre le Reich. En 1879, sous son impulsion, un premier rapprochement a lieu entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. En 1881, l'Italie demande son intégration dans l'association germano-autrichienne par opposition à la France qui a pris pied en Tunisie, territoire que l'Italie revendiquait. Le 20 mai, un accord tripartite voit donc le jour : la Triplice ou Triple-Alliance. Toutefois, l'Italie revendique également le Trentin et l'Istrie, les « terres irrédentes » sous domination autrichienne. Le traité est renouvelé à plusieurs reprises, même si l'attitude de l'Italie devient de plus en plus froide, en particulier avec la signature d'un accord secret de neutralité avec la France en 1902[25]. La démarche diplomatique française vis-à-vis du royaume italien a l'avantage d'éviter à la France de devoir combattre sur deux fronts, mais inquiète l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Or, en 1908, il y eut un tremblement de terre à Messine : l'état-major de l'Autriche-Hongrie voulut profiter de la désorganisation qui s'ensuivit en Italie et proposa à l'Allemagne une guerre contre l'Italie. Mais l'Empereur Guillaume II refusa, ce qui révèle la fragilité de la triplice.

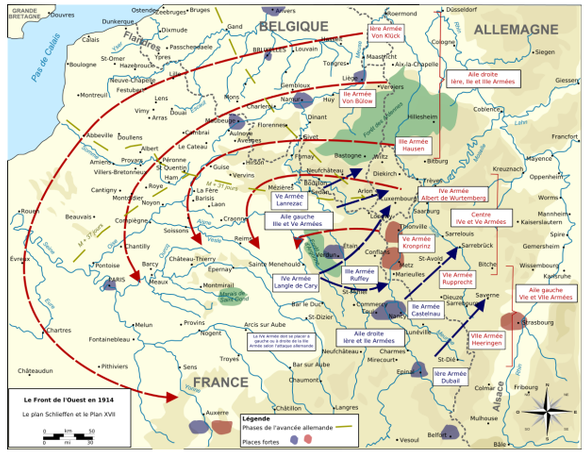
En 1914, l'Allemagne peut aussi compter sur la sympathie de l'Empire ottoman[25], qui ne digère pas d'avoir été privé par Winston Churchill de deux cuirassés construits par la Grande-Bretagne. La menace russe pour prendre le contrôle des détroits se précise. En effet, l'Angleterre qui, jadis, protégeait l'Empire ottoman, est maintenant alliée à la Russie. Pour la Turquie, seul un rapprochement avec l'Allemagne de Guillaume II peut la sortir de son isolement. Elle a ainsi pu trouver des sympathies auprès des peuples colonisés dans tout le bassin de la Méditerranée, du Caucase à Marrakech.

La France finit cependant par sortir de son isolement. Le 27 août 1891, une convention militaire secrète est signée entre la France et la Russie après le lancement du premier emprunt russe sur la place de Paris[26]. Ce choix diplomatique est dicté par les impératifs de la politique internationale. Cet accord est officialisé le 27 décembre 1893. L'alliance franco-russe est renforcée en 1912 et prévoit une alliance défensive entre les deux pays. La France bénéficie ainsi d'un allié de poids, notamment sur le plan démographique et stratégique, avec la possibilité d'un deuxième front à l'est de l'Allemagne, ou d'un front en Inde en cas de guerre avec l'Angleterre, tandis que l'empire tsariste peut moderniser l'économie et l'armée du pays grâce aux capitaux français. Après la crise de Fachoda en 1898 entre Français et Anglais, les deux États ont réglé leurs différends coloniaux. En 1904, inquiet des progrès économiques et commerciaux de l'Empire allemand et de la puissance acquise sur mer par la flotte allemande, le Royaume-Uni accepte enfin de sortir de son isolement. Théophile Delcassé, alors ministre des Affaires étrangères français, réussit le rapprochement franco-anglais avec la signature de l'Entente cordiale en 1904[27]. Celle-ci n'est

pas un traité d'alliance liant les deux pays, mais leur destin est de plus en plus imbriqué. Enfin, en 1907, à l'instigation de la France, le Royaume-Uni et la Russie règlent leurs contentieux en Asie en délimitant leurs zones d'influences respectives en Perse, en Afghanistan et en Chine. Ainsi naît la Triple-Entente.

Stratégies et course aux armements

Articles détaillés : Culte de l'offensive et Course aux armements#Les dépenses militaires entre 1905 en 1913.



Plans de bataille des états-majors allemand (plan Schlieffen) et français (plan XVII).

Sur le plan stratégique, le haut état-major allemand élabore un nouveau plan militaire entre 1898 et 1905. Contrainte de combattre sur deux fronts en cas de guerre, l'Allemagne choisit en conséquence de faire porter tous ses efforts sur une rapide victoire à l'ouest. La crainte d'un encerclement est le cauchemar de l'Allemagne[28]. Le plan Schlieffen prévoit donc de mener une *blitzkrieg* sur le front de l'Ouest, en France et en Belgique, alors qu'une petite partie des troupes allemandes et la totalité des troupes austro-hongroises garderaient le front de l'Est, qui ne serait pas directement menacé par la Russie à cause de la lenteur de leur mobilisation. Avec ce plan, l'Allemagne pense défaire la France en six semaines[29]. Pour qu'il puisse réussir, c'est-à-dire pour que l'armée allemande puisse prendre à revers l'armée française, les Allemands font le pari de violer délibérément la neutralité de la Belgique garantie par des traités internationaux que l'Allemagne avait pourtant signés. Une fois la victoire acquise à l'ouest, les armées allemandes comptent se retourner contre la Russie et l'anéantir. Les Allemands craignent plus la France que la Russie. Ce plan élaboré oblige cependant l'Allemagne de Guillaume II à prendre l'initiative des opérations militaires. C'est ce qui a fait dire à Yves-Marie Adeline dans son ouvrage *1914, une tragédie européenne*[30], que le déclenchement de cette guerre par l'Allemagne était dû à des raisons technocratiques.

De son côté, la France met sur pied à partir de 1913 le plan XVII[31] qui, respectant la neutralité belge, prévoit d'attaquer l'Allemagne par la Lorraine sur un terrain moins favorable que les plaines de Flandre. Enfin, les Britanniques sous l'impulsion de Henry Hughes Wilson, directeur des opérations militaires au Ministère de la Guerre, adoptent un plan de débarquement du Corps expéditionnaire britannique en France en cas d'attaque allemande. L'état-major de la Royal Navy s'oppose à ce projet qui serait trop long à mettre en œuvre ; les Allemands seraient à mi-chemin de Paris avant que l'armée anglaise puisse agir. En plus, les quatre à six divisions que les Britanniques seraient susceptibles de mettre sur pied auraient peu de poids dans une guerre où chaque camp alignait entre 70 et 80 divisions. Le choix est, au départ, entre une expédition sur le continent qui paraît risquée et un autre projet qui est de débarquer à Anvers dans le cas d'une menace de l'armée allemande sur ce port bien abrité dans l'estuaire de l'Escaut à partir duquel la puissante marine de guerre bâtie par l'empereur Guillaume II pourrait menacer les communications de l'Angleterre dans la Manche.

Dans les deux camps, la course aux armements s'accélère et il y a surenchère dans la préparation de la guerre. Les dépenses consacrées aux armées s'envolent. Les fortifications frontalières (du moins à la fin du XIX^{e} siècle), l'artillerie (le fameux canon de 75 de l'armée française) et les flottes de guerre (le *Dreadnought* britannique et les cuirassés allemands) absorbent une bonne partie des budgets des États. Le matériel est modernisé et la durée du service militaire allongée dans plusieurs pays : en France, la durée du service militaire passe à 3 ans en août 1913[32] pour pallier (dans une certaine mesure) l'infériorité numérique de la France face à l'Allemagne. En effet, si, en 1870,

les deux pays avaient une population quasi-identique, en 1914 l'Allemagne comprenait une population de 67 millions[33], tandis que la France, ayant à peine comblé la perte de l'Alsace-Lorraine, était peuplée d'environ 40 millions d'habitants[34]. En Belgique, une loi instaure le service militaire obligatoire et l'armement des forts de l'est est accéléré, mesures destinées à rendre crédible la volonté belge de défendre la neutralité du pays contre toute attaque comme le traité de 1831 garantissant l'indépendance en fait obligation au royaume. C'est la seule façon d'espérer que la France et la Grande-Bretagne rempliront leur devoir de garants en venant au secours de la Belgique si celle-ci est envahie par l'Allemagne, ce qui paraît la perspective la plus probable.

Attentat de Sarajevo

Article détaillé : Attentat de Sarajevo.



Procès de Gavrilo Princip suite à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche le 28 juin 1914.

Le détonateur du processus diplomatique aboutissant à la guerre est le double assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie, et de son épouse morganatique Sophie Chotek, duchesse de Hohenberg, à Sarajevo le 28 juin 1914 par un étudiant nationaliste serbe de Bosnie, Gavrilo Princip[35]. Les autorités autrichiennes soupçonnent immédiatement la Serbie voisine d'être à l'origine du crime. L'Autriche-Hongrie interpelle l'Allemagne sur cela, mais pas l'Italie. Le 5 juillet, l'Allemagne assure l'Autriche-Hongrie de son soutien et lui conseille la fermeté. Les Autrichiens pensent battre facilement la Serbie et lui donner ainsi une bonne leçon qui calmera ses ardeurs expansionnistes. Il semble au haut commandement allemand que jamais les chances d'un succès contre la Serbie, la Russie et la France ne seraient aussi favorables. C'est la politique dite « du risque calculé » définie par le chancelier Bethmann-Hollweg. L'Autriche, quant à elle, compte profiter de l'occasion pour éliminer la Serbie en tant que puissance dans les Balkans[36].

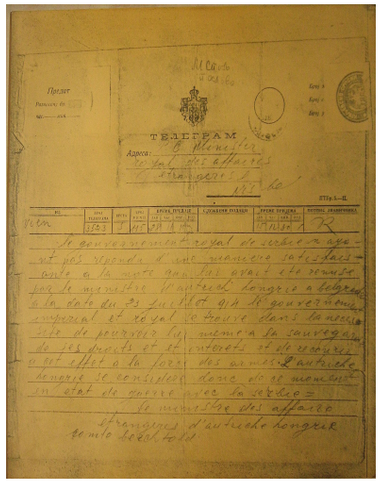
Entrée en guerre

En Allemagne, Guillaume II assure l'Autriche de son appui inconditionnel. C'est alors que survient l'attentat de Sarajevo, prétexte pour l'Autriche d'en finir avec le foyer pro-slave que constitue la Serbie.

Crise de juillet

Articles détaillés : Crise de juillet et Tentatives de paix pendant la Première Guerre mondiale.

Après concertation avec l'Allemagne, le 23 juillet, l'Autriche-Hongrie lance un ultimatum en dix points à la Serbie dans lequel elle exige que les autorités autrichiennes puissent enquêter en Serbie[37]. Le lendemain, à l'issue du Conseil des ministres tenu sous la présidence du tsar à Krasnoïe-Sélo, la Russie ordonne la mobilisation générale pour les régions militaires d'Odessa, Kiev, Kazan et Moscou, ainsi que pour les flottes de la Baltique et de la mer Noire. Elle demande en outre aux autres régions de hâter les préparatifs de mobilisation générale[38]. Les Serbes décrètent la mobilisation générale le 25 et, au soir, déclarent accepter tous les termes de l'ultimatum, hormis celui réclamant que des enquêteurs autrichiens se rendent dans le pays[37]. Suite à cela, l'Autriche rompt ses relations diplomatiques avec la Serbie, et ordonne le lendemain, une mobilisation partielle contre ce pays pour le 28, jour où, sur le refus d'approuver son ultimatum lancé 5 jours plus tôt, elle lui déclare la guerre. L'Italie, qui n'avait pas été interpellée par l'Autriche, déclare sa neutralité.



Télégramme du gouvernement austro-hongrois au gouvernement serbe lors de la déclaration de guerre du 28 juillet 1914.

Le 29 juillet, la Russie déclare unilatéralement – en dehors de la concertation prévue par les accords militaires franco-russes – la mobilisation partielle contre l'Autriche-Hongrie[39]. Le chancelier Bethmann-Hollweg se laisse alors jusqu'au 31 pour une réponse appropriée. Le 30, la Russie ordonne la mobilisation générale contre l'Allemagne. En réponse, le lendemain, l'Allemagne proclame « l'état de danger de guerre ». C'est aussi la mobilisation générale en Autriche pour le 4 août. En effet, le *Kaiser* Guillaume II demande à son cousin le tsar Nicolas II de suspendre la mobilisation générale russe. Devant son refus, l'Allemagne adresse un ultimatum exigeant l'arrêt de sa mobilisation et l'engagement de ne pas soutenir la Serbie. Un autre est adressé à la France, lui demandant de ne pas soutenir la Russie si cette dernière venait à prendre la défense de la Serbie. En France, Jean Jaurès, est assassiné à Paris par Raoul Villain le 31 juillet. Le 1er août, à la suite de la réponse russe, l'Allemagne mobilise et déclare la guerre à la Russie.



La déclaration de guerre de l'Empire Allemand, signée par le Kaiser Guillaume II.

En France, le gouvernement décrète la mobilisation générale le même jour, à 16 h 00[40]. Le lendemain, l'Allemagne envahit le Luxembourg, un pays neutre et adresse un ultimatum à la Belgique, elle aussi neutre, pour réclamer le libre passage de ses troupes[41]. Au même moment, l'Allemagne et l'Empire ottoman signent une alliance contre la Russie. Le 3 août, la Belgique rejette l'ultimatum allemand. L'Allemagne, qui entend prendre l'initiative militaire selon le plan Schlieffen, déclare la guerre à la France qui, à l'ultimatum allemand, avait répondu que « la France agirait conformément à ses intérêts »[42]. L'Allemagne déclare ensuite la guerre à la Belgique[43]. Le Royaume-Uni déclare qu'elle garantit la neutralité belge, et réclame le lendemain que les armées allemandes, qui viennent de pénétrer en Belgique, soient immédiatement retirées. Le gouvernement de Londres ne reçoit aucune réponse, et déclare donc la guerre à l'Allemagne. Seule l'Italie, membre de la Triplice qui la lie à l'Allemagne et à

l'Autriche, se réserve la possibilité d'intervenir plus tard suivant les circonstances. Le 6 août, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Russie aux côtés de l'Allemagne. Le 11, la France déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie, suivie par l'Angleterre le 13. Comme la plupart des pays engagés possèdent des colonies, l'affrontement prend rapidement un caractère mondial : faisant partie du Commonwealth, le Canada, l'Australie, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud entrent automatiquement en guerre contre l'Allemagne.

Le 23 août, le Japon offre son appui aux Alliés et déclare la guerre à l'Allemagne. Le premier novembre, l'Empire ottoman se joint aux puissances centrales. Le sort de la guerre cependant se joue en Europe, surtout en France, qui en supporte la charge la plus lourde.

Forces en présence

Articles connexes : Mobilisation allemande de 1914 et Mobilisation française de 1914.

Les deux camps sont équilibrés. L'Alliance et l'Entente possèdent des effectifs pratiquement identiques. En 1918, la guerre concerne la plupart des pays du monde.

La France, malgré une population d'environ 39 millions d'habitants, peut disposer immédiatement de près de 800 000 soldats d'active depuis l'adoption de la loi des trois ans (août 1913) qui augmente la durée du service militaire[44]. La mobilisation, terminée vers le 15 août, complète les effectifs. Les uniformes portés par les soldats français ressemblent singulièrement à ceux portés lors de la guerre de 1870 avec le fameux pantalon garance. Il est porté non seulement par tradition, mais aussi pour être vu de loin par l'artillerie, et donc pour éviter les pertes par tirs amis. En effet, la doctrine française de l'offensive s'appuyait sur le canon à tir rapide de 75, devant accompagner l'infanterie pour réduire les troupes adverses avant l'assaut. Il faut attendre 1915 pour que soit distribué l'uniforme bleu horizon[45].

La Belgique présente une force théorique de 350 000 hommes grâce au service militaire obligatoire instauré depuis peu, mais ne peut opposer à l'armée allemande, dans l'immédiat, qu'une armée de campagne de 140 000 hommes appuyée sur des lignes de fortifications autour des places de Liège et, surtout, d'Anvers, énorme place-forte constituée de trois lignes de forteresses autour du port. C'est le réduit national considéré comme la plus importante place-forte du monde, mais qui n'est pas encore achevé.

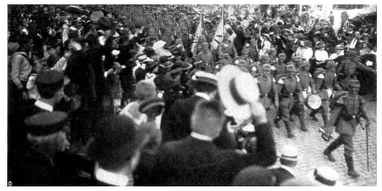
Au début des hostilités, le Corps expéditionnaire britannique n'est encore qu'en petit nombre, environ 70 000 hommes[46], et ne joue qu'un rôle mineur dans le déroulement des opérations. Il est essentiellement composé de soldats professionnels bien entraînés, bien équipés et expérimentés. L'Angleterre est donc, apparemment, la plus faible des nations en cause dans la guerre qui commence. Mais ses dirigeants disposent d'une réserve de millions de soldats venus de ses colonies (Indes, Kenya, Nigeria, etc.), et surtout des dominions : Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud et Terre-Neuve. Toutefois, ces forces ne seront disponibles que dans un délai tel que les dirigeants anglais comptent, d'abord, sur la France et la Belgique pour ralentir l'attaque allemande, craignant que l'agresseur puisse s'installer sur les côtes de la mer du Nord et à Anvers (dont Napoléon I^er avait dit que ce port retranché dans l'estuaire de l'Escaut était « un pistolet braqué sur le cœur de l'Angleterre »[réf. nécessaire]). Aussi, la Royal Navy est-elle mise en alerte ; avec celle-ci le Royaume-Uni est le plus fort sur les mers. Elle peut donc protéger les îles britanniques contre toute attaque maritime de la flotte de guerre allemande devenue la deuxième au monde sous l'impulsion de l'empereur Guillaume II.

Les armées russes sont énormes, et la France compte beaucoup sur elles pour diviser l'armée allemande ; mais ce nombre impressionnant de soldats (1 300 000 soldats d'active et 4 000 000 de réservistes[47]) masque le fait qu'il ne s'agit le plus souvent que de paysans sans aucune formation militaire, mal armés et mal équipés. Et, de plus, le commandement russe se révèle lui-même médiocre.

L'Allemagne est bien plus peuplée que la France, 67 millions d'habitants contre 39 millions, mais elle doit réserver une partie de ses forces au front de l'Est. La moyenne d'âge des soldats allemands est également inférieure à celle des Français. Au début de la guerre, l'Allemagne, contrairement à la France, n'a pas rappelé les classes d'âge élevé et dispose encore d'importantes réserves humaines : 870 000 hommes[48]. L'équipement du soldat allemand est

généralement meilleur que celui du soldat français. En dehors de certains anachronismes, comme le casque à pointe, il tient généralement compte de l'expérience acquise dans les conflits de la fin du XIX^{e} siècle et du début du XX^{e} siècle.

Guerre du droit



Mobilisation des soldats de Lübeck



Les mobilisés parisiens devant la gare de l'Est le 2 août 1914



Volontaires britanniques en août 1914.

Articles détaillés : Union sacrée (mouvement) et Burgfrieden.

Lorsque la mobilisation est décrétée en France le 1er août 1914, la France est en pleine moisson et ne pense pas à la guerre[49]. Jean-Baptiste Duroselle qualifie l'hypothèse d'une guerre de revanche comme absurde[50]. Les mobilisés font pourtant preuve d'une véritable résolution devant cette guerre à entreprendre. Le patriotisme des combattants est un patriotisme défensif[51]. De plus, beaucoup pensent que la guerre sera courte. Les moments d'enthousiasme sont une réalité, notamment à l'occasion du rassemblement des mobilisés dans les gares. Mais s'ils demeurent une exception, les Français ne sont pas moins décidés à se battre, comme en témoigne le nombre de déserteurs, 1,5 % des mobilisés[52].

En Allemagne et au Royaume-Uni se manifeste aussi un patriotisme sans faille[53]. Par contre, en Russie, une opposition à la guerre se développe dans les milieux libéraux et révolutionnaires. Les socialistes russes sont divisés entre le ralliement et le défaitisme. Le président français Raymond Poincaré appelle à l'Union Sacrée[54]. La Chambre et le Sénat français votent les crédits de guerre à l'unanimité. Il en va de même au Reichstag où les députés sociaux-démocrates votent aussi par 78 contre 14 les crédits de guerre[55] malgré leurs engagements contre la course aux armements. Au même moment, l'Union Sacrée se forme en Russie : la Douma vote des crédits de guerre.

Comme les armées commencent à s'affronter, les belligérants se lancent dans une lutte médiatique au moyen de publications sélectivement documentées, exhibant essentiellement des échanges diplomatiques. Le Livre blanc de l'Allemagne en contient ainsi 36. Le Livre jaune français, achevé après trois mois de travail, en regroupe 164. Ils mesurent l'effort consenti par les gouvernements respectifs pour convaincre les opinions publiques et les peuples du bien-fondé de leurs actions. Ouvrages de propagande, ils présentent tous des aménagements qui trahissent les objectifs recherchés. Dans le Livre Blanc, des coupures éliminent ainsi tout ce qui pourrait bénéficier à la position russe[56]. Le Livre Jaune représente une vaste « collection de falsifications »[57] visant à dissimuler l'appui inconditionnel accordé à la Russie, lui garantissant un second front, et à prouver que cette dernière a été contrainte à la mobilisation générale par celle de l'Autriche-Hongrie. Il fournit la base sur laquelle le gouvernement français s'est appuyé pour formuler l'article 231 du traité de Versailles qui affirme l'exclusive responsabilité de l'Allemagne et de ses alliés.

Buts de guerre

Articles détaillés : Buts de guerre de la Première Guerre mondiale et Les Buts de guerre de l'Allemagne impériale.



Réfugiés belges. Pour le Royaume-Uni, la réinstallation de la Belgique dans ses droits est un but de guerre.

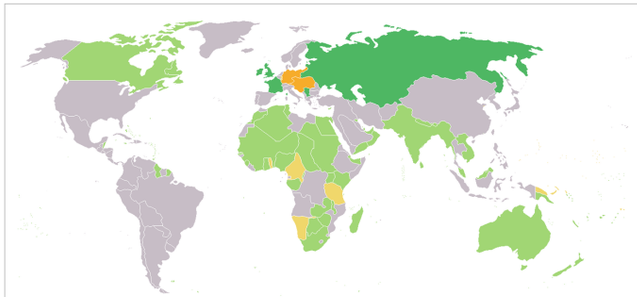
La formulation des buts de guerre est délicate pour la plupart des états belligérants. Beaucoup de chefs d'État considèrent cela comme dangereux et inutile, car la proclamation de buts de guerre concrets pourrait entraîner des obligations qu'ils préfèreraient éviter. Ne pas atteindre les buts de guerre annoncés publiquement pourrait en effet être perçu par la suite comme une défaite. Les chefs d'État parlent, dans la première phase des combats, de buts de guerre généraux, et cela jusqu'en 1917, sauf, pour ce qui est de l'Angleterre qui a affirmé vouloir restaurer l'indépendance belge. Il s'agit d'empêcher l'Allemagne d'installer à Anvers et sur la côte belge des bases militaires qui deviendraient une menace permanente proche des côtes de la Grande-Bretagne. Le gouvernement français préfère exalter l'idée générale de victoire[58], même si l'opinion publique française espère la reconquête de l'Alsace-Lorraine conquises par l'Allemagne en 1871. Mais, dans l'immédiat, ce qui compte c'est le caractère héroïque de la guerre. D'un autre côté, les aspirations d'expansion à peine dissimulées ont une influence négative sur la position des États neutres. Par la suite, la formulation publique des buts de guerre se révèlera souvent nécessaire pour justifier la volonté de combattre pour telle ou telle ambition[59]. Par contre, les Empires centraux utilisent les buts de guerre pour encourager leur population, leurs alliés ou les pays neutres ou les brandissent pour menacer et ainsi décourager leurs ennemis[60]. La politique de guerre de chaque camp comporte également un aspect économique : occuper ou exercer une influence dans les secteurs commerciaux pour ses propres exportations d'une part et obtenir de nouvelles sources de matières premières d'autre part. C'est l'Afrique qui est visée, mais, dans cette partie du monde, l'Allemagne n'a pas les moyens militaires de soutenir les ambitions qu'elle nourrit depuis le traité de Berlin de 1885 qui ne lui a laissé que ce qu'elle considère comme les moins bons morceaux.

Opérations militaires

Article détaillé : Chronologie de la Première Guerre mondiale.

Guerre de mouvement (1914)

Article connexe : Principales erreurs stratégiques françaises au début de la Première Guerre mondiale.



Alliées et empires centraux, début août 1914.

Événements de la guerre de mouvement

Articles détaillés : Bataille des Frontières, Grande Retraite et Première bataille de la Marne.



Albert I^er, roi des Belges en 1914.

Le chef d'état-major allemand Helmut von Moltke applique le plan Schlieffen. Le 4 août, l'Allemagne envahit la Belgique et le Luxembourg. L'armée allemande lance une attaque éclair à partir de la région d'Aix-la-Chapelle, mais rencontre une résistance acharnée de l'armée belge de campagne qui manœuvre en s'appuyant sur les forts bâtis en avant de Liège. Le roi Albert I^er lance un appel à la France et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne en vertu du traité par lequel les garants de l'indépendance de la Belgique sont tenus de défendre celle-ci. La France répond immédiatement à cet appel par un vote du parlement décidé à respecter le traité de 1831, d'autant plus que l'entrée de l'armée française en Belgique paraît éloigner du territoire français les ravages de la guerre. L'Angleterre aussi s'engage sur le continent devant le refus allemand de retirer ses troupes de Belgique et devant la résistance de l'armée belge qui met fin aux craintes de voir le corps expéditionnaire isolé face à une armée allemande en surnombre.

Aux motifs stratégiques s'ajoutent bientôt des raisons humanitaires pour justifier l'intervention contre l'Allemagne. C'est que l'opinion publique, alertée par des réfugiés fuyant les combats[61], accuse les Allemands de se livrer à des atrocités, d'exécuter des civils, de couper les mains des prisonniers pour qu'ils ne puissent plus se battre et de saccager maisons, châteaux, églises[62]. Des villes belges sont soumises au sac et à l'incendie et des civils sont fusillés, comme à Aarschot, Visé, Dinant[63], Louvain où la bibliothèque multiséculaire est détruite avec les chefs-d'œuvre qu'elle contient[64]. Les dévastations et les crimes de guerre s'étendent au nord de la France[65] et la cathédrale de Reims est gravement atteinte par l'artillerie allemande, ce qui suscite l'indignation de l'opinion publique jusqu'aux États-Unis[66]. Car ces faits parviennent à l'étranger par des témoins neutres présents en Belgique, simples résidents, journalistes, membres du corps diplomatique[67]. Des rapports ultérieurs impartiaux feront la part entre les accusations et la réalité tout en devant admettre la violence des troupes allemandes qui se justifient de leurs agissements contre les civils en invoquant des agressions de ceux-ci, ce qui est contraire aux lois de la guerre[68]. Est notamment accusée la Garde Civique belge, troupe supplétive de civils en uniformes qui se battent à Verviers, Tamines, Saint-Trond, ce qui exaspère le commandement allemand qui prétend n'y voir que des civils combattant en francs-tireurs, alors que cette troupe est régulièrement organisée par la loi belge au même titre que la Landsturm allemande[69].

Le 8 août, les troupes françaises entrent à Mulhouse, qui tombe à nouveau aux mains des Allemands deux jours plus tard[70]. La percée en Lorraine, suivant le plan XVII, est un échec pour la France (bataille de Lorraine des 19-20 août) et les III^e et IV^e Armées françaises se replient derrière la Meuse. Le 20 août, les troupes allemandes entrent à Bruxelles[71]. Le 23 août, les Allemands forcent au recul la V^e Armée française lors de la bataille de Charleroi et le Corps expéditionnaire britannique à la bataille de Mons. Sur toute la ligne de front belge, les Alliés reculent. Le plan Schlieffen se déroule selon les prévisions.

Les troupes britanniques, dirigées par le général French, et la V^e Armée française commandée par le général Charles Lanrezac se replient précipitamment vers la Marne. Cette retraite est ponctuée par deux batailles d'arrêt, la bataille du Cateau entre les troupes britanniques et la I^re Armée allemande, la bataille de Guise entre les troupes françaises et les I^re et II^e Armées allemandes. Les troupes alliées sont poursuivies par trois armées allemandes qui parviennent à franchir la Marne, mais ne peuvent isoler l'aile gauche franco-britannique. Joffre, général en chef de l'armée française, parvient à opérer un glissement des troupes vers l'ouest pour éviter la manœuvre de débordement et d'encerclement des armées allemandes. L'attaque de la capitale semble imminente : c'est pourquoi du 29 août au 2 septembre, le gouvernement français quitte Paris et s'installe à Bordeaux, laissant la capitale sous le gouvernement militaire du général Gallieni. Le gouvernement civil exige des militaires que la capitale soit défendue et constitue une armée pour défendre Paris[72]. Mais Paris n'est pas le but des Allemands. Aussi pivotent-ils, toujours

conformément au plan Schlieffen, en direction du sud-est pour encercler les armées françaises. Le 4 septembre, l'armée allemande occupe Reims. Mais 150 000 soldats allemands et une importante artillerie sont retenus en Belgique par le siège de la place forte d'Anvers venant après la résistance des forts de Liège et la victoire belge sur la Jette, lors de la bataille de Haelen[73] De ce fait, l'armée allemande ne peut protéger ses flancs faute d'effectifs suffisants. Bien que le rapport de force global sur tous les fronts soit en faveur de l'ennemi, le général Joffre voit l'occasion de renverser la situation en attaquant du fort au faible dans le secteur particulier de la Marne où il peut attaquer de flanc l'armée allemande en pleine progression sans sécurité suffisante. Et la 6e armée française fait demi-tour le 6 septembre pour repartir à l'attaque tandis que des renforts sont envoyés de Paris grâce à la réquisition de taxis parisiens par le général Gallieni, gouverneur militaire de la capitale. C'est la Première victoire de la Marne (6-9 septembre)[74]. Les troupes allemandes parviennent à faire front, mais non sans devoir reculer durant 4 jours de combats acharnés au terme desquels elle réussissent à se replier sur l'Aisne puis à se fixer en s'appuyant sur les massifs des Ardennes et de l'Argonne. C'est l'échec du plan allemand d'encercler l'armée française en la contournant par le sud dans un mouvement en coup de faucille. En conséquence, l'empereur d'Allemagne remercie le général en chef allemand Von Molkte et le remplace par Erich von Falkenhayn le 14 septembre. Le 5 octobre, le conflit connaît ses premiers duels aériens près de Reims où un biplace Aviatik allemand est abattu à la mitrailleuse par un biplace Voisin des aviateurs français Frantz (pilote) et Quénault (mécanicien-mitrailleur).

La course à la mer

Au nord-ouest du front, le 19 octobre, la « course à la mer » débute entre les armées allemande, française, britannique et belge. Il s'agit pour les alliés de s'installer en premiers à la mer pour interdire les ports de Dunkerque, de Boulogne-sur-Mer et de Calais que les Allemands cherchent à atteindre pour couper les Anglais de leurs bases d'approvisionnement et ainsi les contraindre à se rendre. Mais, après leur victoire à la bataille de Haelen, les Belges qui ont soutenu un siège d'un mois à Anvers, sont parvenus à rejoindre les franco-anglais en Flandre. Les Allemands vont finalement échouer à s'emparer des ports de la côte après une dure bataille défensive menée dans la région de l'Yser par les alliés qui s'embusquent derrière les inondations provoquées par les Belges qui ont ouvert les digues pour permettre l'envahissement de la plaine par l'eau de la mer. Devant cette situation, et après trois mois de guerre, les Allemands sentent le besoin de renforcer leurs effectifs en vue d'une bataille qui s'annonce très dure et font appel à de nouvelles recrues dans la classe d'âge la plus jeune et la plus inexpérimentée du fait d'une formation militaire hâtive. Or, à ce moment, les alliés installent les premières tranchées de la guerre. Dans ce terrain particulier d'une plaine inondée, elles ne sont pas creusées, mais érigées par l'érection de digues et l'entassement de dizaines de milliers de sacs de terre. À l'abri derrière ce rempart, auquel s'ajoute le remblai d'une ligne de chemin de fer, les Belges peuvent tenir en respect les Allemands dont les attaques s'enlisent dans l'inondation montante. Les Britanniques, peu nombreux se sont installés à Ypres, à l'extrémité sud-ouest de la Belgique, où la ville leur offre un véritable système de défense. Ce sont des soldats professionnels qui peuvent tirer le meilleur parti de leurs positions retranchées, alors que les Allemands vont devoir lancer leur offensive en terrain découvert avec des troupes comprenant une toute récente levée de jeunes recrues inexpérimentées. L'armée française fait la liaison entre les Anglais et les Belges avec, notamment, les fusiliers marins de l'amiral Pierre Alexis Ronarc'h. Les trois armées étant réunies forment un ensemble dense sur un front restreint. Les risques inhérents aux mouvements d'armées des mois précédents ont disparu. Au lieu de la situation défavorable des premiers mois de guerre, lorsque les alliés manœuvraient dans une coordination improvisée en face d'armées allemandes supérieures en nombre, en puissance de feu et en homogénéité, on se trouve, pour la première fois depuis le début de la guerre, dans des positions favorables face à l'ennemi. C'est alors que le roi des Belges lance une proclamation à son armée d'avoir à résister sans esprit de recul. Les Belges et les Anglais acceptent d'ailleurs d'unir leurs états-majors à ceux des Français pour une exécution tactique commune sous l'autorité du général Joffre. Le 27 octobre, les Allemands lancent une vaste offensive en Belgique déclenchée au nord, à l'est et au sud d'Ypres.

Article détaillé : Course à la mer.

Le 3 novembre, l'Amirauté britannique fait miner la mer du Nord déclarée « zone de guerre ». Le Royaume-Uni fait confiance en sa marine pour protéger le pays et établir un blocus économique de l'Allemagne. L'armée britannique de métier de 250 000 hommes est dispersée à travers le monde, mais, dans l'immédiat, 60 000 hommes sont prêts à partir pour le continent.

En décembre, les armées allemandes ont échoué sur tout le front, après que les alliés eurent dû pallier des risques graves, notamment à Ypres. Une contre-attaque est alors lancée sur toute la longueur du front allant de Nieuport à l'ouest jusqu'à Verdun à l'est. Mais il n'en résulte aucune victoire décisive[75].

La « mêlée des Flandres » marque la fin de la guerre de mouvement et des combats à découvert sur le front occidental. À la fin de 1914, les deux camps améliorent les premières tranchées du début de la bataille des Flandres. Elles sont creusées sur toute la longueur de la ligne de défense qui s'étend sur près de 800 km, de la mer du nord à la frontière suisse. Commence alors cette guerre des tranchées qui va caractériser les années qui vont suivre, malgré les offensives de rupture et leurs hécatombes;

Front Est

Article détaillé : Front de l'Est.



Troupes russes se rendant au front.

Sur le front oriental, suivant les plans des Alliés, le tsar lance l'offensive en Prusse-Orientale le 17 août, plus tôt que prévu par les Allemands. En août, deux armées russes pénètrent en Prusse-Orientale et quatre autres envahissent la province autrichienne de Galicie après les victoires de Lemberg, en août et septembre. Les armées russes sèment la terreur en Prusse et sont accusées d'assassinats et de viols par la propagande allemande[76]. Face aux armées autrichiennes mal équipées, les armées russes avancent régulièrement. Elles s'emparent de Lvov (3 septembre) et de la Bucovine et repoussent les Autrichiens dans les Carpates, où le front se stabilise en novembre.

Face aux Allemands, les Russes remportent une victoire à Gumbinnen (19-20 août) sur les forces de la huitième armée allemande, inférieures en nombre. Ceux-ci sont sur le point d'évacuer la région lorsque des renforts commandés par le général Paul von Hindenburg remportent sur les Russes une victoire décisive lors de la bataille de Tannenberg (27-30 août 1914), confirmée lors de la bataille des lacs Mazures en Prusse-Orientale, le 15 septembre, ce qui oblige les Russes à battre en retraite vers leur frontière[77]. Les Allemands stoppent définitivement les offensives russes en Prusse (fin le 31 août). Le même jour, les Russes écrasent les Autrichiens lors de la bataille de Lemberg qui s'achève le 11 septembre. Le 20 octobre, au cours de la Bataille de la Vistule, les Allemands battent en retraite devant les Russes dans la boucle de la Vistule. Au début du mois de novembre, Hindenburg devient commandant en chef des armées allemandes sur le front Est. Il est considéré comme un héros et ses avis sont toujours écoutés par le Kaiser.

Sur le front Sud-est, les Autrichiens tentent à trois reprises d'envahir la Serbie, mais ils sont repoussés et subissent une défaite à Cer, le 24 août. Les Serbes reprennent Belgrade le 13 décembre. Et enfin, entre le 29 octobre et le 20 novembre, les Turcs bombardent les côtes russes de la mer Noire. L'Empire ottoman rejoint les Allemands et les Autrichiens dans la guerre.

Mondialisation du conflit



Le 1er novembre 1914, les autorités turques déclarent officiellement la guerre contre les pays de la Triple-Entente.

Peu à peu, le conflit se mondialise. Le Japon, en tant qu'allié du Royaume-Uni, déclare la guerre à l'Allemagne le 23 août 1914, mais sa participation au conflit se limite à l'occupation des colonies allemandes de l'océan Pacifique (îles Marshall, Carolines et Mariannes) et des concessions allemandes de Chine (Shandong). Il profite du conflit pour renforcer ses positions face aux grandes puissances européennes en Asie.

La Turquie entre en guerre contre les pays de la Triple-Entente le 1er novembre 1914, en tant qu'alliée de l'Allemagne[78]. La motivation principale de la Turquie dans cette guerre est de combattre l'Empire russe qui cherche à prendre le contrôle des Détroits. L'Italie, bien que membre de la Triplice, déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie en mai 1915 après bien des hésitations. En août 1914, elle s'était prudemment déclarée neutre. Sollicitée par les deux camps, elle finit par pencher du côté des pays de la Triple-Entente. En effet, par le traité secret de Londres d'avril 1915, la France et le Royaume-Uni lui promettent qu'une fois la victoire acquise, elle bénéficierait de larges compensations territoriales, à savoir : les terres irrédentistes mais aussi une zone d'influence en Asie Mineure et en Afrique.

La Bulgarie, initialement neutre mais sollicitée par les deux camps, s'engage finalement aux côtés des puissances centrales en octobre 1915, à un moment où celles-ci semblent l'emporter sur le front des Balkans. Pour enlever l'adhésion des Bulgares, ces derniers n'avaient pas hésité à leur promettre en cas de victoire, la cession de la Macédoine serbe, la Dobroudja roumaine, ainsi qu'un accès à la Mer Adriatique, que Sofia justement revendiquait. Le Portugal entre en guerre aux côtés de l'Entente en mars 1916 pour consolider sa position en Europe et préserver ses colonies, convoitées par l'Allemagne. La Roumanie déclare la guerre à l'Allemagne en août 1916, après la contre-offensive russe victorieuse sur le front oriental laissant espérer une défaite de l'Autriche-Hongrie. Elle revendique la Transylvanie hongroise. En 1914, la Grèce reste neutre, puis elle rejoint l'Entente en déclarant la guerre à la Bulgarie en novembre 1916, puis à l'Allemagne en juin 1917 après l'abdication et l'exil du roi Constantin. Fortement marqués par le torpillage du paquebot Lusitania par les sous-mariniers allemands en 1915, et notamment après la décision de reprise des torpillages des navires neutres par l'Allemagne prise en janvier 1917, les États-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne le 6 avril de cette même année. Cette entrée en guerre, quoique tardive et malgré le retrait russe de la guerre suite à la révolution bolchévique, fut décisive.

Sachant que les colonies participèrent également à l'effort de guerre des métropoles européennes, la guerre est désormais mondiale.

Trêve de Noël

Article détaillé : Trêve de Noël.

Les soldats du front occidental étaient épuisés et choqués par l'étendue des pertes humaines qu'ils avaient subies depuis le mois d'août. Au petit matin du 25 décembre, les Britanniques qui tenaient les tranchées autour de la ville belge d'Ypres entendirent des chants de Noël venir des positions ennemies, puis découvrirent que des arbres de Noël étaient placés le long des tranchées allemandes. Lentement, des colonnes de soldats allemands sortirent de leurs tranchées et avancèrent jusqu'au milieu du *no man's land*, où ils appelèrent les Britanniques à venir les rejoindre. Les deux camps se rencontrèrent au milieu d'un paysage dévasté par les obus, échangèrent des cadeaux, discutèrent et jouèrent au football. Ce genre de trêve fut courant là où les troupes britanniques et allemandes se faisaient face, et la fraternisation se poursuivit encore par endroits pendant une semaine jusqu'à ce que les autorités militaires y mettent un frein. Cet événement fut à l'origine du film *Joyeux Noël* de Christian Carion, sorti en 2005.

Guerre de position (1915-1917)

Année 1915

Front Ouest

Article détaillé : Front de l'Ouest (Première Guerre mondiale).

L'année 1915 commence avec une innovation technique à l'Ouest. Le 19 janvier, un zeppelin effectue le premier bombardement aérien de civils au Royaume-Uni ainsi que le 21 mars où ce même dirigeable bombarde Paris. Pendant toute la guerre, les dirigeables vont terroriser les citadins français et anglais. Le 21 janvier, les Russes réalisent une offensive dans les Carpates et 3 jours plus tard, la flotte britannique ressort victorieuse face à l'escadre allemande près du Dogger Bank, en mer du Nord. En février, les premiers avions armés d'une mitrailleuse, les Vickers F.B.5, équipent une escadrille de chasse britannique du *Royal Flying Corps*. Le gouvernement allemand proclame « zone de guerre » les eaux territoriales britanniques et c'est le début de la guerre sous-marine. Le 1er mars, les Alliés étendent le blocus à la totalité des marchandises allemandes.

Ainsi la guerre devient une guerre d'usure, qui met à l'épreuve tant les forces morales que matérielles des combattants. Les états-majors veulent « saigner à blanc » les armées adverses. Pour soulager les Russes, qui doivent faire face à une grande offensive des puissances centrales, les Turcs étant également passés à l'attaque au Caucase, Français et Britanniques lancent assaut sur assaut en Artois, puis en Champagne, le 16 février. Quatre jours plus tard, Reims est bombardée par les Allemands. Enfin, le 16 mars, la bataille de Champagne est terminée : la tentative de percée française est un échec. Ces offensives de 1915 réussissent à bousculer quelque peu les dispositifs allemands au prix de pertes effroyables. Le haut-commandement allié déplore l'insuffisance des moyens d'attaque et particulièrement en artillerie lourde, domaine dans lequel l'Allemagne possède une supériorité incontestable depuis le début de la guerre.

Le 22 avril, une nouvelle arme apparaît : les gaz asphyxiants sont utilisés à Strenstraate et à Ypres par les Allemands[79]. L'effet est immédiat et foudroyant. Mais jamais les Allemands ni les Alliés, qui l'essaient à leur tour, ne procèdent à une utilisation systématique. Contrôlant mal le mouvement des vents, les uns et les autres avaient peur que les nappes ne se retournent, et les soldats ne sont pas équipés pour occuper les zones infectées. Aussi, l'emploi des gaz ne permit jamais de remporter plus qu'un succès local.

Le 26 avril, le pacte de Londres entre les membres de l'Entente est signé et l'Italie s'engage à entrer en guerre contre les Empires centraux dans un délai d'un mois. Les Alliés acceptent les revendications du 9 mars. Au bout d'une vive campagne des « interventionnistes » pour l'entrée en guerre de l'Italie, lancée en particulier par le discours du 5 mai 1915 de Gabriele D'Annunzio, Rome entre en guerre le 23 mai. La décision a été prise par trois hommes : le roi d'Italie, Victor-Emmanuel III, le président du Conseil, Antonio Salandra et le ministre des Affaires étrangères, Sidney Sonnino[80]. Cette entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Alliés a une grande importance stratégique car elle coupe une voie d'approvisionnement des Empires centraux et permet l'ouverture d'un nouveau front.

Pour la première fois de la guerre, les pays en guerre vont mobiliser toutes leurs ressources : humaines, économiques et financières, dans la conduite d'un conflit total.

L'organisation en armées, corps d'armée, divisions, brigades, régiments, bataillons, compagnies, sections et escouades est relativement similaire dans les deux camps. La dotation et la répartition en matériel et en armes sont pratiquement identiques. Toutefois, la France a privilégié l'offensive et possède une artillerie plus légère fondée, notamment, sur le canon de 75, afin de favoriser les mouvements. L'Allemagne possède une artillerie plus lourde et à plus longue portée, favorisée notamment par ses capacités de production et capable de mener des combats plus défensifs. Ces choix ont une importance non négligeable au début de la guerre et la différence n'est comblée qu'au début de 1916.

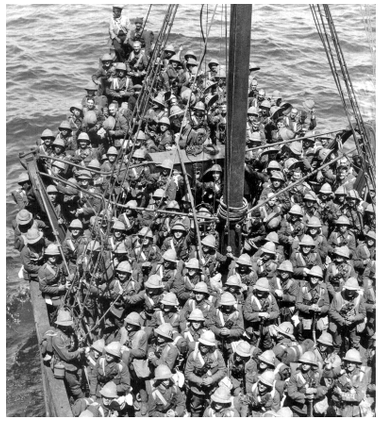
Les 11 mars et 10 avril, les gouvernements britannique et français donnent leur accord sur le principe d'une annexion de Constantinople par la Russie[81]. Deux semaines plus tard, le 24 avril, plus de 600 intellectuels arméniens de

Constantinople sont arrêtés et déportés par les Jeunes-Turcs, date symboliquement considérée comme marquant le début du génocide arménien.

Guerre à l'est

Articles détaillés : Grande révolte arabe de 1916-1918, Campagne de Serbie, Bataille des Dardanelles et Front de l'Est.

Lawrence d'Arabie fomente pour le compte des Britanniques le soulèvement des tribus arabes pour gêner les Turcs[82]. Avec l'aide bulgare, les austro-allemands réussissent à occuper toute la Serbie en 1915, contraignant l'armée royale serbe à traverser le pays pour trouver refuge à Corfou.



Troupes britanniques lors du débarquement à Gallipoli en mai 1915.

Au lieu de se heurter au gros des troupes ennemies là où elles étaient bien organisées, installées dans un réseau savant de tranchées, l'état-major des Alliés décide de porter ses coups sur des points de défense plus vulnérables, ceux de l'allié turc de l'Allemagne. Le 25 avril 1915, un corps expéditionnaire allié débarque aux Dardanelles[83]. Le contrôle des détroits permettrait à la France et au Royaume-Uni de ravitailler la Russie et d'encercler les Empires centraux. Cette idée, défendue notamment par le chef de l'Amirauté britannique, Winston Churchill, débouche sur un débarquement à Gallipoli de troupes essentiellement constituées d'Australiens et de Néo-Zélandais. Malgré le courage des soldats de l'ANZAC, les Alliés ne parviennent pas à pénétrer par surprise dans l'Empire ottoman et échouent dans leurs offensives successives. L'entreprise coûte 145 000 hommes aux Alliés et elle est un échec total. Les rescapés sont débarqués à Salonique, au mépris de la neutralité grecque pour aider les Serbes menacés par les puissances centrales. Le corps expéditionnaire constitue l'Armée d'Orient. Cette armée soutient ensuite les Serbes et participe à l'effondrement de l'empire austro-hongrois en 1918.

Après la stabilisation des fronts, les Allemands reprennent l'initiative sur le front russe. Le 7 février 1915, les Allemands lancent une offensive au sud-est des lacs de Mazurie, dirigée par Hindenburg. Les Russes sont encerclés et se replient sur le Niémen. Les Allemands remportent des succès spectaculaires, occupant toute la Pologne, la Lituanie et une partie de la Lettonie. Faute de munitions et d'artillerie lourde, les Russes n'ont pu tenir tête ; ils perdent près de 2 000 000 d'hommes, une catastrophe qui, à long terme, ébranle le régime. Il n'en paraît pourtant rien puisque les Russes se replient en bon ordre sur des positions retranchées.

Année 1916

Article détaillé : Bataille de Verdun (1916).

Au début de l'année 1916, le commandement allemand décide d'user complètement l'armée française en l'obligeant à s'engager à fond. Il choisit d'attaquer Verdun, un pivot du front fortifié que les Français voudront défendre coûte que coûte[84]. Le site offre la possibilité d'attaquer les lignes françaises de trois côtés. De plus, l'armée allemande bénéficie, contrairement aux Français, de nombreuses voies ferrées qui facilitent les approvisionnements en matériel et en hommes. Enfin, les manœuvres d'approche peuvent se dérouler dans une relative discrétion à l'abri du manteau forestier. Dans l'esprit du haut commandement allemand, « il ne s'agissait pas essentiellement de prendre Verdun […], mais de fixer les forces françaises, de les attirer sur ce champ de bataille qu'elles défendraient pied à pied […], de saigner à blanc l'armée française grâce à la supériorité en artillerie »[85]. Exsangue, l'armée française serait incapable de mener à bien l'offensive prévue sur la Somme.



Soldats français du 87e régiment près de Verdun (France) en 1916.

Le lundi 21 février, après une courte mais violente préparation d'artillerie, le commandement allemand lance une attaque avec trois corps d'armée. Les deux divisions françaises qui défendent les seize kilomètres de la première ligne sont submergées. Très vite, le commandant de la IIe Armée, Philippe Pétain, organise la riposte. Il met en place une liaison avec Bar-le-Duc, à l'arrière. En 24 heures, 6 000 camions montent vers le front en empruntant cette route devenue la Voie sacrée. L'assaut allemand est repoussé et la brèche colmatée. Mais les attaques vont se renouveler pendant plusieurs mois, sans cesse contenues. Le 6 mars, les Allemands lancent une nouvelle attaque à Mort-Homme. « On les aura ! » écrit Pétain dans le célèbre ordre du jour du 10 avril. Il obtient que ses troupes soient régulièrement renouvelées avant qu'elles ne soient trop éprouvées. C'est le « tourniquet », où toute l'armée française connaît l'enfer de Verdun. Le déclenchement de l'offensive de la Somme en juillet et une nouvelle offensive des Russes sur le front oriental obligent les Allemands à relâcher leur pression sur Verdun. En décembre, Mangin reprend les forts perdus. Près de 700 000 combattants français ou allemands sont morts sur ce champ de bataille[86].

Entre le 1er juillet et 18 novembre 1916 a lieu la bataille de la Somme[87]. Les troupes anglaises et françaises attaquent et tentent de percer les lignes de défense fortifiées allemandes au nord de la Somme sur une ligne nord-sud de 45 km. L'offensive est précédée par une intense préparation d'artillerie. Pendant une semaine, 1,6 million d'obus tombent sur les lignes allemandes. Les Alliés sont persuadés d'avoir liquidé toute résistance du côté ennemi. L'offensive de la Somme, au départ offensive de rupture, se transforme progressivement en une guerre d'usure. La plupart des soldats anglais sont des engagés volontaires qui n'ont aucune expérience du feu. Dès les premières minutes, ils succombent en grand nombre dans les barbelés qui séparent les ennemis. Les soldats des deux bords ont l'impression de vivre en enfer. Les débauches d'artillerie empêchent toute percée d'aboutir. Les soldats combattent souvent pour quelques mètres et n'arrivent pas à percer les tranchées ennemies protégées par un tir nourri d'artillerie et des lignes de barbelés. Le bilan de la bataille de la Somme est très lourd. 650 000 alliés, principalement des Britanniques, et 580 000 hommes du côté allemand sont hors de combat, tués, blessés ou disparus. Les troupes alliées n'avancent que de 13 km sur un front de 35 km de long.

Année 1917

Front Ouest

Articles détaillés : Mutineries de 1917 et Mutinerie des soldats russes à La Courtine.

1917 connaît une crise qui affecte tous les secteurs. Malgré les échecs des batailles de Verdun et de la Somme, le général Nivelle élabore un nouveau plan d'attaque frontale qui doit être le dernier. Il choisit un secteur situé entre Reims et Soissons : le Chemin des Dames, qu'il estime mal défendu[88]. Pendant six semaines, de début avril à la mi-mai, des assauts successifs tentent de conquérir ce site. Pendant le premier assaut, 40 000 Français tombent sous le feu infranchissable des mitrailleuses allemandes. L'attaque n'avait rien d'une surprise. Les Allemands avaient appris par des prisonniers la prochaine offensive contre leurs lignes et avaient grandement amélioré leurs positions en plaçant davantage de mitrailleuses, en construisant des souterrains de protection et des abris souterrains à 10 ou 15 m de profondeur. En tout, 270 000 soldats français périssent.



Infanterie australienne en 1917 dans les tranchées

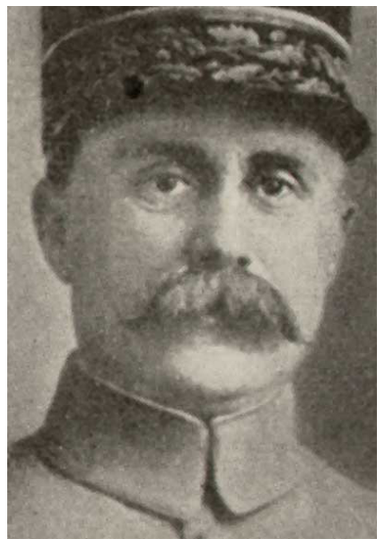


Photo de Pétain, lequel a remédié aux mutineries de 1917.

L'échec de l'offensive du Chemin des Dames a pour conséquence immédiate les mutineries[89] qui s'élèvent contre les conditions de combat et non contre le fait de combattre en lui-même. Parmi les 40 000 mutins, il n'y pas de désertion, ni de fraternisation avec l'ennemi. Ils restent dans leur cantonnement et refusent de monter en ligne. Ils insultent les officiers qu'ils jugent incompétents. Les mutins sont punis avec une relative modération par Pétain, devenu le général en chef des armées françaises à la place de Nivelle. Il y a 629 condamnations à mort et finalement, en comptant les cas de mutilation volontaire, 75 exécutions, dont 27 pour actes de mutinerie[90]. Pétain tente de mettre fin au mécontentement des soldats en améliorant leur vie quotidienne par le repos, la nourriture et le rythme des permissions[91]. Le commandement français n'ose plus lancer les hommes à l'attaque tant qu'il ne dispose pas d'une supériorité absolue en matériel grâce aux Américains et aux chars de combat. Pourtant, impatient de remporter un succès qui lui soit propre, l'état-major anglais lance une offensive à Passchendaele, dans les Flandres, à l'automne 1917. Il réussit seulement à mener à une mort inutile plusieurs centaines de milliers de Britanniques et d'Allemands.

En mars 1917, l'état-major impérial allemand prend la décision stratégique de reculer le front plus au nord, sur la « ligne Hindenburg », et fait évacuer toutes ses armées des positions occupées depuis 1914 dans le secteur de l'Aisne. Les Allemands dynamitent systématiquement les édifices emblématiques des villes et villages auparavant occupés. Ainsi disparaissent notamment les forteresses de Ham (Somme), située non loin de là, et de Coucy (27 mars 1917). Ce recul permet de raccourcir le front et d'économiser les forces nécessaires à sa défense. Ces opérations impliquent également le déplacement en masse des populations civiles des territoires occupés. Les seules offensives alliées victorieuses de 1917 ont lieu autour d'Arras et d'Ypres en avril et juin 1917, lorsque les troupes britanniques et du

Commonwealth prennent quelques villages aux Allemands. La prise de Vimy par les Canadiens le 9 avril 1917 est devenu un symbole de la force du Canada et de la capacité des Canadiens de gagner un objectif sans l'aide des Britanniques. 3598 soldats canadiens meurent dans cette bataille et 7104 autres sont blessés.

Au sud, les forces italiennes et autrichiennes s'affrontent sans résultat depuis deux ans et demi sur le front d'Isonzo au nord-ouest de Trieste, avec un léger avantage pour l'armée italienne qui, en 1916, avait conquis la ville de Gorizia lors d'une contre-offensive. Les Italiens avaient pénétré aussi de quelques kilomètres dans le Tyrol, mais sans résultats majeurs. Cet équilibre est rompu à l'automne 1917 lorsque les Allemands décident de soutenir leurs alliés autrichiens sur le front italien et envoient 7 divisions. Le 14 octobre 1917, lors de la bataille de Caporetto, les soldats italiens reculent devant l'offensive austro-allemande. Plus de 600 000 soldats italiens, fatigués et démoralisés, désertent ou se rendent. L'Italie vit sous la menace d'une défaite militaire totale. Mais le 7 novembre, les Italiens parviennent à arrêter l'avancée des austro-allemands sur la ligne du Piave, à environ 110 kilomètres du front d'Isonzo. La défaite italienne de Caporetto incite la France et le Royaume-Uni à envoyer des renforts et à mettre en place le Conseil suprême de guerre pour coordonner les efforts de guerre des Alliés.

Entrée en guerre des États-Unis

Article détaillé : États-Unis pendant la Première Guerre mondiale.

En 1917, sous la pression des militaires, et notamment de l'amiral Tirpitz[92], le *Kaiser* se décide à pratiquer la guerre sous-marine à outrance, c'est-à-dire couler tous les navires se rendant au Royaume-Uni, même les neutres. Les Allemands espèrent ainsi étouffer l'économie britannique et la contraindre à se retirer du conflit. En avril 1917, les sous-marins allemands ont déjà coulé 847 000 tonnes[93], soit l'équivalent du quart de la flotte commerciale française. Toutefois, l'organisation de convois sous la protection de la marine anglaise et le dragage des mines réussissent à émousser l'arme sous-marine. En fin de compte, au lieu de faire baisser pavillon au Royaume-Uni et de terroriser les neutres, la guerre sous-marine à outrance provoque l'intervention américaine.



Pendant la Première Guerre mondiale, l'US Army publie une affiche de recrutement mettant en vedette l'Oncle Sam. Le texte *I want you for U.S. Army* peut se traduire par « Je te veux pour l'armée américaine ».

De plus, le Royaume-Uni demande l'aide du Japon. Le croiseur *Akashi* et huit destroyers sont envoyés à Malte, chiffre qui est porté par la suite à 17 navires, sans compter les navires à commandement mixte. Cette flotte d'escorte et de soutien protège les convois alliés en Méditerranée et permet aux troupes alliées d'être acheminées d'Égypte vers Salonique et Marseille, pour prendre part à la grande offensive de 1918. Le destroyer *Matsu* a sauvé plus de 3 000 soldats et membres d'équipage du navire de transport *Transylvania*, torpillé au large des côtes françaises. En tout, le Japon a escorté 788 bateaux en Méditerranée, dont 700 000 hommes de troupes du Commonwealth britannique. En août 1914, les États-Unis, très isolationnistes, restent neutres malgré les liens privilégiés avec des pays de l'Entente, en particulier le Royaume-Uni. Le blocus imposé par la flotte des pays de l'Entente met quasiment fin aux échanges entre les États-Unis et l'Allemagne. Dans le même temps, les liens financiers et commerciaux entre les États-Unis et les pays de l'Entente ne cessent de croître. Le torpillage du paquebot britannique *Lusitania* le 7 mai 1915, a tué 128 ressortissants américains et plusieurs belges dont l'épouse du professeur Antoine Depage qui opère à la clinique de l'océan, à La Panne, pour les troupes belges. C'est le torpillage de trop pour l'opinion américaine et internationale qui basculent en faveur de la guerre contre l'Allemagne.

Et la maladresse de la diplomatie allemande achève de provoquer ce revirement : en janvier 1917, le ministre-conseiller Zimmermann n'hésite pas à promettre au Mexique l'alliance de l'Allemagne contre les États-Unis

avec, pour salaire de la victoire, le retour des provinces perdues (Texas, Arizona et Nouveau-Mexique)[94]. Cette intervention du *Kaiser* dans les affaires américaines suscite l'indignation. Le congrès américain décide l'entrée en guerre contre les empires centraux. Le président Woodrow Wilson fixe dès janvier 1918 ses objectifs de paix. Plusieurs pays d'Amérique latine s'engagent aussi dans le conflit aux côtés de l'Entente. Comme le Royaume-Uni, les États-Unis disposent uniquement d'une armée de métier. Ainsi, lorsque la proposition de guerre du président Wilson devant le Congrès le 2 avril est acceptée, et que les États-Unis entrent en guerre le 6, le président américain doit compter majoritairement sur la base du volontariat pour constituer la force de 1,2 million d'hommes qui n'arrivera en France qu'à partir du mois d'octobre 1917. C'est la fameuse campagne d'affichage ayant pour symbole l'Oncle Sam pointant son index vers le lecteur.

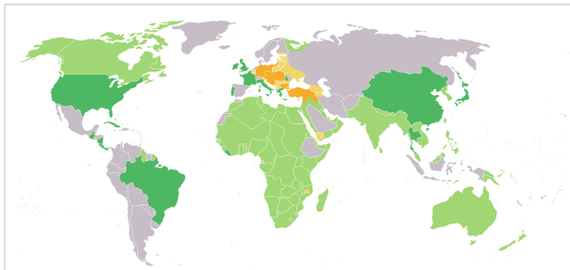
Le corps militaire américain établit ses premiers campements autour de Nantes et de La Rochelle en octobre 1917. L'uniforme américain est vert, complété par un casque en forme de cercle tout comme le modèle anglais. C'est enfin une armée qui contribuera grandement à la victoire sur les Empires centraux, puisque lorsque la contre-attaque générale est lancée par le maréchal Foch en 1918, les G.I. ne représentent pas moins de 31 % des forces combattantes alliées. Au total, 2 millions de militaires américains seront en Europe au moment de l'armistice.

Front Est et Empire ottoman

La Russie ne peut pas soutenir une guerre contre un ennemi mieux équipé et mieux organisé. L'effort que demande une guerre, production industrielle et agricole accrue, engendre un rationnement de la population et des troubles sociaux. Au début de l'année 1917, la Russie est épuisée, les désertions se multiplient et les villes connaissent des troubles d'approvisionnement qui rendent la situation explosive. Il suffit de peu pour que tout éclate. En mars 1917, une première révolution éclate. Elle porte au pouvoir la bourgeoisie libérale qui entend continuer la guerre alors que les soviets, de plus en plus influents, exigent la paix. Mais la Russie n'est plus une force d'attaque et les Alliés craignent une intensification de l'effort allemand à l'ouest. En octobre, Lénine organise la seconde révolution et lance des pourparlers de paix menant à l'armistice en décembre.

Le ministre des Affaires étrangères britannique, Lord Arthur Balfour, promet l'établissement d'un État juif en Palestine entre autres pour motiver les Juifs américains à soutenir l'entrée en guerre des États-Unis[95]. La même année, les Britanniques attaquent la Palestine, dont ils gardent le contrôle jusqu'en 1947. De nombreux Juifs s'y installeront après les épreuves de la Seconde Guerre mondiale.

Fin de la guerre (1918)



Alliées et empires centraux, milieu 1918.

Début 1918, les Alliés perdent un front avec la sortie du conflit de la Russie. La Russie bolchevique signe le traité de Brest-Litovsk (négociée par Léon Trotsky) en mars 1918. L'Allemagne reçoit un « train d'or » (le contenu de celui-ci est confisqué à l'Allemagne par le traité de Versailles), occupe la Pologne, l'Ukraine, la Finlande, les Pays baltes et une partie de la Biélorussie. Les Allemands profitent aussi de cette défection pour envoyer d'importants renforts sur le front Ouest et tenter d'obtenir une victoire rapide avant l'arrivée effective des Américains. C'est le « retour de la guerre de mouvement ».

Le haut commandement allemand (maréchal Hindenburg et quartier maître général Erich Ludendorff) sait qu'il dispose d'un délai de quelques mois — jusqu'à juin-juillet 1918 — pour remporter une victoire décisive sur les troupes alliées. Renforcés par les troupes venant du front est, et souhaitant forcer la décision avant l'arrivée des troupes américaines, les Allemands mettent toutes leurs forces dans d'ultimes offensives à l'ouest et lancent une série de coups de boutoir contre les Anglais, particulièrement éprouvés depuis Passchendaele. L'effort porte sur la jonction des fronts anglais et français: le grand état-major allemand connait la mésentente entre Haig et Pétain et veut en jouer. Il s'en faut de peu que les lignes anglaises ne soient emportées lors de l'offensive du 21 mars, dans la région de Saint-Quentin[96]. Pour résister, les Anglais prélèvent des troupes sur le front des Flandres, ce qui amène l'armée belge à étendre son front. Le 17 avril, le général Wilson propose, en conséquence, de reculer le front des Flandres sur une ligne plus courte, ce qui priverait l'armée belge d'une partie de territoire national qui lui reste. Le roi des Belges s'y oppose de même que le généralissime des armées alliées Foch[97] Les Belges parviendront d'ailleurs à repousser une offensive allemande à Merkem, tandis qu'il faut toute l'autorité de Clemenceau pour amener le général Fayolle à intervenir dans la zone de l'armée anglaise et sauver celle-ci. Par contre, une offensive enfonce les Français, le 27 mai, au Chemin des Dames et amène l'armée allemande à la hauteur de Reims et de Soissons, réalisant une avancée de 60 kilomètres.



Territoire occupé par les puissances centrales après le traité de Brest-Litovsk, signé le 3 mars 1918.


Troupes françaises sous le commandement du général Gouraud, avec leurs mitrailleuses parmi des ruines d'une cathédrale près de la Marne, repoussant les Allemands. 1918.

Paris est de nouveau exposé aux canons allemands à longue portée. Pourtant, la rupture décisive du front allié n'étant pas atteinte, le haut commandement allemand envisage alors un ultime effort et souhaite le diriger à nouveau à l'encontre des troupes britanniques, réputées plus affaiblies, afin de les rejeter à la mer en les coupant de l'armée française. Cette offensive doit être précédée par une autre offensive contre l'armée française afin d'immobiliser les réserves de celle-ci pour les empêcher de soutenir l'armée britannique. Lancée le 15 juillet 1918 par les troupes allemandes en Champagne, cette offensive préliminaire de « diversion » permet, pour la première fois, de voir la mise en oeuvre, à cette échelle, de la tactique française de la zone défensive formalisée par le général Pétain depuis près d'une année. Les troupes allemandes pénètrent les premières lignes françaises, dont les forces organisées en profondeur, avec des môles de résistance, leur opposent un feu meurtrier sans reculer. La progression allemandes est cependant importante au début et la Marne est franchie. C'est la seconde bataille de la Marne après celle de septembre 1914. Mais les troupes allemandes sont aventurées très

au sud et disposées en pointe sans se prémunir contre des attaques de flanc lancées par les môles français. Elles sont bousculées par une contre-attaque française dans la région de Villers-Cotterêts commencée le 18 juillet 1918[98]. Les résultats de cette contre-attaque sont dévastateurs pour les Allemands qui doivent refluer vers le nord, évitant de justesse l'encerclement.

Derniers instants et armistices

Article détaillé : Armistice de 1918.


Sous-marin allemand (Unterseeboot) en reddition à Londres en 1918.

À compter de cette date, l'armée allemande n'est plus jamais en mesure d'engager une action offensive, l'initiative étant désormais dans le seul camp des Alliés qui vont engager dans les mois suivants des contre-attaques permettant de regagner le terrain perdu au cours du printemps 1918 puis des contre-offensives majeures. La grande offensive victorieuse a lieu le 8 août 1918[99]. Les soldats canadiens, soutenus par les Australiens, les Français et les Britanniques, lancent une attaque en Picardie et enfoncent les lignes allemandes. Plus au sud, les soldats américains et français se lancent aussi dans l'offensive Meuse-Argonne, victorieuse. Pour la première fois, des milliers de soldats allemands se rendent sans combat. Les troupes allemandes ne peuvent résister aux armées alliées maintenant coordonnées par le général Foch. En Flandre, l'offensive, comprenant des troupes françaises et anglaises, jointes aux troupes belges, démarre le 28 septembre à 5h30 du matin sous le commandement du roi des Belges. En France, le matériel et les soldats américains apportent le poids de leur intervention appuyée par les premiers chars Renault FT-17 et par une supériorité navale et aérienne.

L'armistice est demandé par les Bulgares le 29 septembre. L'armée turque est anéantie par les Anglais lors de la bataille de Megiddo. Les généraux allemands, conscients de la défaite de l'Allemagne à terme, ne songent plus qu'à hâter la conclusion de l'armistice. Ils voudraient le signer avant que l'adversaire ne mesure sa victoire avec exactitude, avant qu'il ait reconquis le territoire français.

Sur le front italien, au printemps 1918, l'armée austro-hongroise essaie de forcer les lignes italiennes, mais elle se heurte à une résistance acharnée lors de la bataille du Piave. Le 24 octobre 1918, l'armée italienne (51 divisions italiennes et 7 alliés dont 2 françaises) lance une vaste offensive contre les forces austro-hongroises (63 divisions). Les Italiens parviennent à couper en deux les lignes autrichiennes dans la bataille de Vittorio Veneto. Les Autrichiens, menacés d'encerclement, reculent sur toute la ligne du front. Le 3 novembre, les Italiens prennent les villes de Trente et de Trieste. Une tête de pont de l'armée italienne pénètre en Slovénie jusqu'à la ville de Postumja. L'armée austro-hongroise, démoralisée par la désertion de nombreux contingents slaves, est vaincue. Elle perd 350 000 soldats et plus de 5000 pièces d'artillerie. L'Autriche elle-même reste presque sans défense, et l'empire Austro-Hongrois est contraint de signer l'armistice le 4 novembre, à Villa Giusti dans le nord de l'Italie. Charles I^{er} abandonne son trône. La défection de l'Autriche-Hongrie est un coup dur pour les Allemands qui perdent ainsi leur principal allié.

En Allemagne, Guillaume II refuse d'abdiquer, ce qui entraine des manifestations en faveur de la paix. Le 3 novembre, des mutineries éclatent à Kiel : les marins refusent de livrer une bataille « pour l'honneur ». La vague révolutionnaire gagne toute l'Allemagne. Le 9 novembre, Guillaume II est contraint d'abdiquer. L'état-major demande à ce que soit signé l'armistice[100]. Le gouvernement de la nouvelle République allemande le signe alors dans la forêt de Compiègne à côté de Rethondes le 11 novembre 1918 dans le train du maréchal Foch alors que les troupes canadiennes lancent la dernière offensive de la guerre en attaquant Mons, en Belgique. Ainsi, les Allemands n'ont pas connu la guerre sur leur territoire ; ayant campé pendant quatre ans en terre ennemie, ils imaginent mal qu'ils sont vraiment vaincus. Pour sauver les apparences, l'état-major allemand fait circuler la thèse du Coup de poignard dans le dos. Les clauses de l'armistice paraissent d'autant plus dures à la population allemande: reddition de

la flotte de guerre qui doit être livrée à l'Angleterre, évacuation de la rive gauche du Rhin, livraison de 5 000 canons, de 30 000 mitrailleuses, de camions, de locomotives et de wagons, etc... Malgré cela, en comparaison des dévastations causées en territoire ennemi, la puissance allemande n'est pas affectée en profondeur car, en 1918, la force d'une nation réside dans la puissance industrielle et celle de l'Allemagne est intacte, au contraire de la situation en France et en Belgique. Plus tard, les propagandistes nazis ont ainsi pu déclarer que l'armée allemande avait protégé le pays et ne s'était pas rendue, la défaite incombant uniquement aux civils.

Conséquences

Lourd bilan humain

Nations ravagées

Articles détaillés : Pertes humaines de la Première Guerre mondiale, Gueules cassées et Liste des derniers survivants la Première Guerre mondiale par pays.



L'Ossuaire de Douaumont abrite les restes de 130 000 soldats.

Le bilan humain de la Première Guerre mondiale s'élève à environ 9 millions de morts et environ 8 millions d'invalides[101], soit environ 6 000 morts par jour[102]. Proportionnellement, en nombre de combattants tués, la France est le pays le plus touché avec 1,4 million de morts et de disparus[103], soit 10 % de la population active masculine. En comptant les pertes civiles, la Serbie et la Roumanie, qui ont subi occupations militaires et famines, ont été encore plus durement touchées, perdant 6 à 10 % de leur population totale[104]. Les pertes anglaises (colonies comprises) s'élèvent à 1,2 million de tués. Cette saignée s'accompagne d'un déficit des naissances considérable. Le déficit allemand s'élève à 5 436 000, le déficit français à 3 074 000, le déficit russe est le plus élevé et atteint 26 millions[105]. La stagnation démographique française se prolonge, avec un vieillissement de la population qui ne cesse de croître qu'avec le recours à l'immigration. Cette dernière participe à la reconstruction d'un pays dont le Nord est en ruines. Apparaît également le phénomène nouveau des gueules cassées, nom donné aux mutilés de guerre qui survivent grâce aux progrès de la médecine tout en gardant des séquelles physiques graves[106]. L'intégration de ces victimes de guerre en nombre à la société doit alors se faire au moyen de nouvelles lois et d'organismes comme l'Union des blessés de la face. On compte alors en France de 10 000 à 15 000 grands blessés de la face[107]. Au Royaume-Uni, des sculpteurs, comme Francis Derwent Wood, fabriquent des masques pour rendre un aspect humain aux soldats blessés[108]. Les sociétés d'après-guerre vont garder les marques vivantes de la guerre de nombreuses années encore.

Génocide, occupation, déportations et atrocités

Articles détaillés : Génocide arménien, Massacre des Assyriens, Génocide grec pontique, Atrocités allemandes et Massacre de Tamines.



Arméniens abattus vers 1918 pendant le génocide arménien qui a fait plus d'un million de victimes.

La Première Guerre mondiale est aussi le premier conflit à entraîner une entreprise d'extermination et de déportation planifiées par un État de tout un peuple constituant une minorité, sous prétexte de sédition : le génocide arménien est déclenché le 24 avril 1915 par le gouvernement jeune-turc de l'Empire ottoman pour qui, officiellement, il ne s'agit que d'un transfert de la population arménienne loin du front. C'est principalement entre avril 1915 et juillet 1916 qu'entre 800 000 et 1 500 000 d'Arméniens sont massacrés, soit une grande majorité de la population arménienne ottomane. Dans le même temps, 275 000 chrétiens Assyriens[109] sont massacrés dans l'est de l'Empire ottoman, selon la même optique d'épuration ethnique. L'Empire ottoman perpètre un autre génocide pendant et après la Première Guerre mondiale, celui des Grecs pontiques. De 1916 à 1923, le massacre fait près de 360 000 victimes[110]. La reconnaissance du génocide arménien pose encore problème au XXIe siècle, bien qu'il soit reconnu comme tel par un certain nombre de pays. Le génocide des Grecs pontiques rencontre lui aussi une reconnaissance très limitée, tout comme le massacre des Assyriens.

Pendant le conflit, des massacres surviennent également dans certains pays, en particulier en Belgique où l'armée allemande commet des atrocités envers la population civile. Le mythe du franc-tireur de la guerre de 1870 fait vite son apparition[111] et en représailles, les troupes allemandes vont se livrer à la déportation ainsi qu'à l'exécution d'un grand nombre de civils aussi bien en Belgique que dans le nord de la France. L'occupation de ces régions est très dure pour les populations qui doivent fournir dans un premier temps les vivres nécessaires aux troupes d'occupation[112]. De nombreux civils sont réquisitionnés pour des travaux forcés et beaucoup d'entre eux sont également faits prisonniers puis déportés en Allemagne comme 1 500 habitants d'Amiens qui sont envoyés dans des camps de travail[113]. Certains vont rester prisonniers jusqu'en 1918[113].



Monument érigé à Tamines, rappel du massacre de Tamines.

L'occupation et les déportations sont accompagnées de nombreuses destructions et d'exécutions, dont la plupart se déroulent sur le territoire belge. À Tamines, le 22 août 1914, ce sont 422 personnes qui sont exécutées[114], à Haybes, ville détruite, 61 civils sont tués[111] et à Dinant, ce sont 674 civils qui sont passés par les armes[115]. À Louvain, les troupes allemandes fusillent 29 personnes et mettent le feu à la ville, détruisant la bibliothèque de l'université et des milliers de livres anciens, désastre irréparable[116]. La Belgique et la France ne sont pas les seuls pays à être touchés. La ville de Kalisz en Pologne est bombardée et incendiée par les Allemands en août 1914, des civils sont tués. Dans les ruines de la ville dévastée, dont la majeure partie de la population est partie en exode, il ne reste plus que 5 000 habitants alors qu'elle en comptait 65 000 avant guerre[117].

Hommages aux soldats

Articles détaillés : Devoir de mémoire, Monument aux morts et Lieux de mémoire de la Première Guerre mondiale.


Tombe du soldat inconnu à Canberra, Australie.

Dans l'immédiat après-guerre fleurissent en Belgique, en France, en Italie et en Allemagne des monuments aux morts pour rendre hommage aux soldats tombés au champ d'honneur. En France, on compte environ 36 000 monuments[118]. En Allemagne, ce sont les communes et les églises qui organisent le plus souvent la construction des monuments. Ces derniers consistent le plus souvent en une liste des soldats tombés et rares sont les monuments qui arborent des symboles nationaux auxquels on préfère la feuille de chêne, la croix de fer ou une symbolique christique, l'Allemagne ayant perdu la guerre et l'Empire ayant disparu.

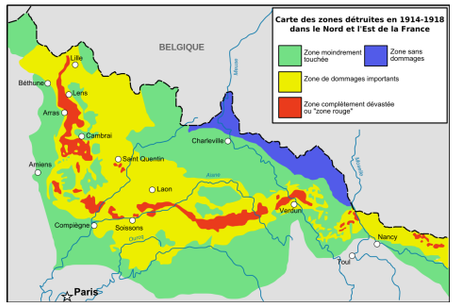
Les soldats des différentes nations reposent dans des cimetières et des nécropoles, comme l'Ossuaire de Douaumont. Différentes associations s'occupent des tombes et de la mémoire des soldats. Pour la France, le Souvenir français, pour l'Allemagne le *Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge* qui s'occupe en France de 192 lieux de mémoire, pour l'Autriche l'*Österreichisches Schwarzes Kreuz*, pour le Royaume-Uni et les pays du Commonwealth la *Commonwealth War Graves Commission* et pour les États-Unis l'*American Battle Monuments Commission*. Dans les différents pays, le culte du soldat inconnu est mis en place.

Destructions matérielles

Article détaillé : Reconstruction en France et en Belgique après la Première Guerre mondiale.

Les productions agricole et industrielle se sont effondrées à cause des impératifs de l'économie de guerre et de la mobilisation d'un grand nombre d'actifs : la France perd 17,3 % de ses mobilisés, le Royaume-Uni 5,1 % et l'Allemagne 9,8 %[119]. La guerre entraîne une désorganisation des circuits commerciaux traditionnels. Il fallut reconstruire, relancer l'activité et revenir à une économie de paix tout en faisant face à une grave pénurie de main-d'œuvre. En France par exemple, 50 % des paysans sont morts[120]. S'ajoute donc le problème de la reconversion de l'économie de guerre en économie de paix.

Les Américains sont les premiers à en connaître les effets, dès 1920, avec une récession brutale du fait d'un retour à une politique déflationniste. La production américaine d'acier baisse ainsi de moitié, et celle d'automobiles de 40 %[121]. La crise américaine va rapidement s'étendre. Tout d'abord au Japon, puis au Royaume-Uni qui connaît un taux de chômage de 20 % en 1921[122]. En Italie, le problème principal est la réintégration dans le marché du travail d'une population massivement mobilisée. On compte alors en effet 600 000 chômeurs[121] d'où des désordres sociaux dont la conséquence directe va être le *Biennio rosso* (littéralement « Les Deux Années rouges »), période marquée par une agitation révolutionnaire de gauche. La reconversion de l'économie va également engendrer la désorganisation du système monétaire. Les économies occidentales abandonnent l'étalon-or, préférant la monnaie fiduciaire[123].



Carte d'ensemble des zones détruites pendant la Première Guerre mondiale dans le nord et l'est de la France.

Les destructions matérielles sont importantes et affectent durement les habitations, les usines, les exploitations agricoles et autres infrastructures de communication comme les ponts, les routes ou les voies ferrées et cela principalement en France[124] où une vaste zone ravagée de 120 000 hectares prend le nom de « zone rouge ». Dans le nord et l'est de la France, onze départements seront classés en zone rouge. L'agriculture y sera en maints endroits interdite avant le désobusage et déminage qui vont prendre plusieurs années (pour n'être terminé que dans les années 2 600 au rythme actuel des découvertes et élimination d'obus et autres munitions actives dans l'ex-zone rouge), sans même envisager le traitement des munitions immergées par millions car jugées trop dangereuses pour être démantelées, ou faute de moyens financiers pour les stocker et traiter en sécurité. Trois millions d'hectares de terres sont ravagées par les combats[103]. Certains villages de la Meuse, de la Marne ou du Nord sont rayés de la carte et ne peuvent pas être reconstruits à leur emplacement. Des villes sont bombardées comme Reims qui voit sa cathédrale sévèrement touchée ou Londres qui reçoit près de 300 tonnes de bombes[125]. Louvain voit quant à elle sa bibliothèque brûler. En France comme en Belgique est institué un ministère de la Reconstruction. C'est une période pauvre en archives où toutes les énergies sont consacrées à la reconstruction, avec une première période sombre où l'on fait intervenir les prisonniers de guerre allemands[126], les travailleurs chinois[127] épargnés par la grippe espagnole, ainsi qu'une main d'œuvre immigrée[128], notamment pour le désobusage. Cette période va générer quelques grandes fortunes dans le domaine de la récupération des métaux. L'Allemagne n'a quant à elle pas subi les destructions qu'ont dû subir les autres. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker soulignent que le « potentiel productif de l'Allemagne est intact »[124].

Séquelles de guerre

Les séquelles de guerre sont importantes : la reconstruction doit se faire sur des dizaines de milliers d'hectares physiquement dévastés où les villes, les villages, les usines, les puits de mines et les champs sont parfois littéralement effacés du paysage, sur des sols pollués par des milliers de cadavres humains et animaux, rendus dangereux par les sapes, les tranchées et les milliards d'obus et autres munitions non explosées ou non tirées (perdues ou dangereusement stockées). Des dizaines de milliers d'hectares sont gravement contaminés par les métaux lourds et parfois par les armes chimiques que l'on démantèle ou que l'on fait pétarder sans précautions suffisantes.

Séquelles géographiques



Moreuil, village picard totalement rasé lors de la seconde bataille de la Somme en mars 1918 (combats Castel et du bois Sénécat en particulier) et de la 3e bataille de Picardie en août 1918.

Sur les sites les plus bouleversés où les explosifs et les toxiques de combat sont encore trop nombreux pour que l'on puisse rendre les sols à l'agriculture ou à l'urbanisation, on plantera des forêts de guerre, dont la forêt de Verdun et la forêt d'Argonne, qui ont poussé sur d'anciens champs criblés de trous d'obus et de tranchées. Dans ces forêts, certains villages ne sont pas reconstruits. Ces séquelles terrestres sont connues des spécialistes, en particulier des démineurs, mais il semble que la pollution libérée par les dizaines de milliards de billes de plomb des shrapnel et les balles, ou le mercure des amorces soient lentement capables de s'accumuler dans les écosystèmes et certains aliments.

C'est un problème qui n'a pas été traité par les historiens ni les spécialistes en santé publique. Aucune étude officielle ne semble s'être intéressée au devenir des métaux lourds et des toxiques de combat dans les sols et les écosystèmes de la zone rouge.



Ruelles de l'ancien village de Fleury-devant-Douaumont.

Les séquelles marines, bien que préoccupantes semblent avoir été oubliées durant 70 à 80 ans. Ainsi les pays baltes voient-ils la situation écologique de la mer Baltique s'effondrer des années 1990 à 2006, tout en redécouvrant des dizaines de milliers de tonnes de munitions immergées de 1914 à 1918 et après (incluant des armes chimiques dont certaines commençant à fuir). Les pêcheurs remontent parfois de l'ypérite dans leurs filets dans la Baltique[129]. En Belgique, à Zeebrugge, les démineurs de l'armée belge doivent neutraliser un dépôt immergé de 35 000 tonnes d'obus noyés là peu après 1918 puis oubliés. Parmi ces obus, 12 000 tonnes sont chargés d'ypérite et de chloropicrine toujours actives, à quelques centaines de mètres de la plage et de l'embouchure du port méthanier. Chaque année, les démineurs belges doivent intervenir à divers endroits des Flandres. En France, en 2005, quelques articles de presse évoquent la publication discrète d'un rapport à la Commission OSPAR listant les dépôts immergés de millions de munitions dangereuses et polluantes, datant de la grande guerre et des périodes suivantes. C'est face au littoral français que le nombre de dépôts immergés est le plus important. Alors que ces munitions commencent à fuir et à perdre leurs contenus toxiques, la question de leur devenir se pose. Une centaine de zones mortes ont été répertoriées en mer par l'ONU, la plupart coïncident avec des zones d'immersion en mer de munitions, ce qui pose la question de l'évaluation des impacts environnementaux de ces déchets toxiques et/ou dangereux immergés. Les taux de mercure augmentent de manière préoccupante dans les écosystèmes et notamment dans le poisson. On peut craindre qu'une partie de ce mercure provienne des milliards d'amorces au fulminate de mercure des têtes d'obus et des douilles d'obus ou de balles ou d'autre munitions (1 g de mercure par amorce en moyenne) non utilisée ou non explosée et jetées en mer après cette guerre ou la suivante. C'est ainsi qu'en Angleterre, en France, en Belgique et en Allemagne, il arrive encore, au début du 21e siècle, de découvrir jusque dans les villes des bombes et des obus de D.C.A. non explosés qui n'avaient pas été découverts sous les décombres.

Séquelles psychiques et sociales

Article détaillé : Grippe de 1918.

La guerre va entraîner des séquelles psychiques. S'ajoutent aux graves séquelles psychiques et sanitaires : gueules cassées, trauma psychologiques, le choc et contre-choc de la grippe espagnole qui a fait entre 20 et 50 millions de morts[130].

Il existe également des non-dits notamment quant aux répressions des mutineries de 1917 chez les Français, les Allemands et les Britanniques, comme la mutinerie d'Étaples. En quatre ans, 2 400 « poilus » auront été condamnés à mort et 600 exécutés, les autres voyant leur peine commuée en travaux forcés[131]. Parmi ces soldats fusillés pour l'exemple, quelques-uns dont Félix Baudy ont été rétablis dans leur honneur dans les années 1920 ou 1930. Sans oublier le sort réservé aux déserteurs, fusillés au début du conflit puis déportés au bagne quand ils refusent de se soumettre, comme Robert Porchet. Ce conflit mondial laisse des millions d'orphelins, de désœuvrés et surtout, un esprit de haine et de revanche qui prépare déjà la Seconde Guerre mondiale. Alors qu'en France et en Belgique se construisent et se décorent les ossuaires et des centaines de cimetières militaires, alors que chaque commune ou presque construit son monument aux morts, et alors qu'arrivent les années folles où l'on cherche avant tout à oublier, un vent pacifiste rapidement contrôlé par les États proclame que cette guerre sera « la der des ders ».

Les premiers psychanalystes donnent aux névroses traumatiques de nouveaux contours, Sigmund Freud mesure les effets de cette affection chez un membre de sa famille[132]. Il appréhende cette pathologie dans ses écrits de guerre et

d'après guerre. Plusieurs de ses disciples vont occuper des postes de médecin militaire. Karl Abraham, parent d'Hermann Oppenheim[133], peut par son activité auprès de soldats souffrant de traumatismes physiques enrichir sa compréhension des traumatismes psychiques[134]. Devenu psychiatre, il utilise dans sa pratique une « *psychanalyse simplifiée* ». À la fin de la guerre, il dirige à Allenstein, un service psychiatrique d'orientation psychanalytique, à partir duquel, il propose une contribution[135]. Ernst Simmel utilise une thérapeutique à l'origine de la psychanalyse, la technique cathartique et obtient avec elle des succès. Sandor Ferenczi montre que la psychiatrie qui s'oppose à la psychanalyse, va durant la guerre, en utilisant sa terminologie, s'en rapprocher. Ernest Jones qui n'est pas mobilisé, peut poursuivre des psychanalyses avec des soldats choqués en demandant des délais aux autorités[136]. Dans sa contribution, il insiste sur le conflit psychique et se rapproche de celle d'Abraham. Victor Tausk livre son expérience de psychiatre dans un texte où il s'intéresse aux psychoses de guerre, à la différence des autres psychanalystes tournés vers les névroses de guerre[137]. Il fait part d'une contribution originale sur le phénomène de la désertion[138]. Helene Deutsch étudie l'incidence symptomatologique de la guerre sur les femmes à partir d'un service dont elle a la charge à la clinique de Julius Wagner-Jauregg[139]. Pendant la guerre, Theodor Reik est mobilisé. Après la guerre, il s'intéressera à l'effroi dans plusieurs de ses travaux et articulera cette notion à la névrose traumatique[].

Traités de paix

Articles détaillés : Traité de Versailles, Traité de Saint-Germain-en-Laye (1919), Traité de Trianon, Traité de Neuilly, Traité de Sèvres et Traité de Lausanne (1923).



Carte de l'Europe en 1923



Le redécoupage de l'Empire ottoman selon le traité de Sèvres.

Quatre empires se sont écroulés, ce qui transforme profondément la carte de l'Europe redessinée par les traités de paix de 1919[140]. À l'issue du traité de Versailles, l'Empire allemand perd 1/7 de son territoire : outre l'Alsace et la Lorraine déjà restituées à la France et Eupen et Malmédy rattachés à la Belgique, l'Allemagne perd à l'est la Posnanie et une partie de la Prusse-Orientale pour permettre la recréation de la Pologne ; la Haute-Silésie est partagée entre la Pologne et l'Allemagne. Le territoire allemand est coupé en deux par le « couloir de Dantzig », démilitarisé, voyant ses colonies confisquées, surveillé, condamné à de lourdes réparations est rendu seul responsable du conflit. Ces réparations, dont le montant n'est fixé qu'en 1921, s'élèvent à 132 milliards de marks-or, à verser en trente annuités (elle ne versera au total que 22,8 milliards de marks-or jusqu'en 1932).

L'Empire russe, devenu la Russie communiste, ne retrouve pas les territoires cédés au traité de Brest-Litovsk : les pays baltes et la Finlande deviennent indépendants. L'ouest de la Russie est attribué à la Pologne. Après le traité de Sèvres, l'Empire ottoman devait être découpé selon le droit à l'autodétermination des peuples et le découpage de la Turquie actuelle entre les grandes puissances. Cependant, après la guerre menée par Atatürk et le traité de Lausanne, l'Empire ottoman est réduit à l'actuelle Turquie. La Syrie et l'Irak deviennent des mandats français et britanniques.

L'Empire austro-hongrois est quant à lui démantelé - avec la naissance d'une Autriche, d'une Hongrie et d'une Tchécoslovaquie. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui deviendra la Yougoslavie, est constituée de l'union du Royaume de Serbie avec l'État des Slovènes, Croates et Serbes et le Royaume de Monténégro. Elle réunit les Slaves du sud des Balkans, mais elle doit céder l'Istrie à l'Italie au terme du traité de Rapallo de novembre 1920. Tous ces États adoptent des régimes parlementaires. La démocratie s'installe enfin dans bon nombre de pays d'Europe centrale et orientale, mais dans beaucoup, la démocratie ne résiste pas à l'installation rapide de régimes

autoritaires.

Guerre nouvelle

Article détaillé : Technologie pendant la Première Guerre mondiale.

Tranchées

Article détaillé : Guerre de tranchées.

Ce conflit mondial est caractérisé par une ligne de front continue de 700 kilomètres[141], fortifiée, qui ne sera jamais rompue par aucune des armées en présence avant 1918. Le front est constitué de plusieurs lignes de défense creusées dans la terre, les tranchées, reliées entre elles par des boyaux d'accès[142]. Les conditions de vie dans ces tranchées sont épouvantables, bien que les tranchées allemandes soient les mieux aménagées[141]. Les troupes allemandes ont en effet très rapidement bétonné leurs tranchées alors que du côté français, on trouve des tranchées de terre qui résistent tant bien que mal aux obus. Les soldats y vivent entourés par la boue, la vermine, les rats et l'odeur des cadavres en décomposition. De plus, pour les tranchées les plus exposées au front, le ravitaillement laisse parfois à désirer.



Tranchée britannique dans la Somme en juillet 1916.

Un *no man's land* rendu infranchissable par des réseaux denses de barbelés, battu par le feu des mitrailleuses, sépare les deux premières lignes. Le danger est permanent, même en période de calme quand l'activité du front est faible, la mort survient n'importe quand, par exemple au cours d'une patrouille, d'une corvée, d'une relève ou d'un bombardement d'artillerie. L'observation aérienne par les avions et les ballons permet aux armées de connaître avec précision la configuration du terrain ennemi, si bien que les tirs d'artillerie ne tombent jamais au hasard. Les obus qui pleuvent de jour comme de nuit font un maximum de dégâts. En 1918, on compte 250 millions d'obus tirés pour la France[143]. Les soldats ne se trouvent en sécurité qu'à une dizaine de kilomètres derrière les lignes quand ils sont hors de portée de l'artillerie lourde.

On a souvent reproché aux chefs militaires d'avoir conduit leurs troupes dans cette guerre de tranchées de façon aussi coûteuse en vies humaines qu'inutile. Pourtant, cette guerre de position n'est pas un choix stratégique. Elle est due au fait que, en ce début de l'ère industrielle, alors que les nations occidentales sont déjà capables de produire des armements en masse, les progrès techniques, qui ne cesseront de se succéder durant quatre ans, ont surtout concerné le matériel et la puissance de destruction plutôt que les moyens de s'en protéger.



Extrait du film *La Bataille de la Somme* où l'on voit le réseau de barbelés.

L'uniforme des différentes armées ne prévoit pas non plus de protéger efficacement la tête des soldats. Ce n'est qu'en septembre 1915 que le casque Adrian remplace le képi pour les Français. Les Anglais quant à eux distribuent le casque Brodie dans la même période[144]. Le casque à pointe allemand offre peu de protection et est progressivement remplacé par le Stahlhelm en 1916[145]. Les débauches d'artillerie empêchent toute percée d'aboutir. Les soldats combattent souvent pour quelques mètres et n'arrivent pas à percer les tranchées ennemies protégées par un tir nourri d'artillerie et des lignes de barbelés. De 1914 à 1918, près de 70 % des pertes en vies humaines ont été provoquées par l'artillerie, contre moins de 20 % dans les conflits précédents[146]. Ainsi, pour emporter les tranchées et mettre fin à cette forme de guerre, il faut attendre une arme entièrement nouvelle et qui apparaît plus tard : le char d'assaut.

Nouvelles armes et nouvelles tactiques

Article détaillé : Liste des armes de la Première Guerre mondiale.



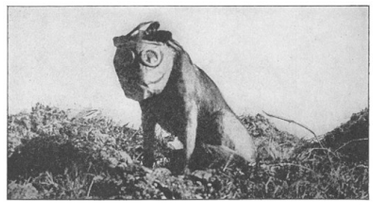
Avion militaire allemand, de marque Aviatik, virant sur l'aile dans la lumière matinale. Sa mitrailleuse LMG 14 *Parabellum* est visible à l'arrière de l'observateur.

Aviation et blindés : Cette guerre est l'occasion pour l'industrie de l'armement de lancer de nouveaux matériaux qui aident à la maturation des techniques et des méthodes. De nombreux secteurs industriels et militaires se sont développés dont l'aviation. Désormais, la reconnaissance aérienne permet l'ajustement du tir de l'artillerie et la cartographie précise des lignes ennemies. L'aviation permet en outre de mitrailler et bombarder les positions. Cette période voit en effet les premiers bombardements aériens de l'histoire. Ce sont surtout les zeppelin qui se chargent de cette mission, de manière d'abord rudimentaire (des obus lâchés à la main au début, avant la mise au point de premiers bombardiers ; le premier « bombardier lourd », le *Zeppelin-Staaken VGO1* allemand, rebaptisé *Zeppelin-Staaken R1*, volera pour la première fois le 11 avril 1915). Les combats aériens révèlent de nombreux pilotes surnommés les « as » comme l'Allemand Richthofen, le « baron rouge », les Français Roland Garros, Fonck et Guynemer, l'Anglais Mannock, le Canadien Bishop[147], ou encore le Sud Africain Andrew Beauchamp-Proctor.

Les véhicules blindés apparaissent pour couvrir les soldats lors de l'attaque de position, avec une première attaque massive de chars d'assaut anglais dans la Bataille de Cambrai. Des chemins de fer de campagne (système Péchot) sont installés pour desservir les fronts. Des canons de marine montés sur wagons sont inventés et transportés près du front.

Armes chimiques

Article détaillé : Gaz de combats de la Première Guerre mondiale.


Chien de recherche de blessés muni d'un masque à gaz

L'utilisation des armes chimiques pendant la Première Guerre mondiale remonte au mois d'août 1914 où les troupes françaises utilisent contre les troupes allemandes un gaz lacrymogène, le xylylbromide, un gaz développé par les forces de police parisiennes. Par la suite, les différents camps ont cherché à fabriquer des armes chimiques plus efficaces bien que les conférences de La Haye de 1899 et 1907 aient interdit l'utilisation d'armes toxiques.


Soldats britanniques victimes des gaz lacrymogènes pendant la bataille d'Estaires en avril 1918.

L'Empire allemand, manquant cruellement de matières premières, utilise alors des produits qu'il possède en abondance, dont le chlore, produit rejeté par les industries chimiques, est disponible en grandes quantités. Les troupes allemandes emploient donc le chlore en le présentant comme un gaz irritant et non mortel, ne portant ainsi pas atteinte aux accords des conférences de la Haye. Le premier emploi massif de gaz a lieu le 22 avril 1915 lors de la Deuxième bataille d'Ypres. 150 tonnes de chlore sont lâchées faisant 5 000 morts et 10 000 blessés. La guerre du gaz avait commencé.

Les armes chimiques sont contenues dans des bonbonnes, des obus, des bombes ou des grenades. Les gaz utilisés sont très volatils : chlore, phosgène, « gaz moutarde », arsines ou encore chloropicrine[79]. La

détection de certaines de ces armes chimiques est à l'époque quasi impossible. En effet, les conséquences de leur inhalation sur le corps humain n'étant visibles que trois jours après, on ne peut savoir à temps s'il y a eu contamination ou pas. D'où la production de défenses préventives telles que les masques à gaz.

Front intérieur

Action des femmes

Articles connexes : Féminisme et Féminisme en France.



Femmes de tous âges fabriquant des obus, France, 1917.

Dans tous les pays, les femmes deviennent un indispensable soutien à l'effort de guerre. En France, le 7 août 1914, elles sont appelées à travailler par le chef du gouvernement Viviani[148]. Dans les villes, celles qui fabriquent des armes dans les usines (comme les usines Schneider au Creusot) sont surnommées les « munitionnettes ». Les femmes auront fabriqué en quatre ans 300 millions d'obus et plus de 6 milliards de cartouches.

Désormais, les femmes distribuent aussi le courrier, s'occupent de tâches administratives et conduisent les véhicules de transport. Une allocation aux femmes de mobilisés est prévue[149]. À titre d'exemple dans le Pas-de-Calais, une allocation principale de 1,25 fr (portée à 1,50 fr le 4 août 1917), avec une majoration de 0,50 fr en 1914 (portée à 1 fr le 4 août 1917), est versée aux femmes d'appelés. Selon l'archiviste départemental, 171 253 demandes avaient été examinées par les commissions cantonales au 31 juillet 1918, pour plus de 115 000 bénéficiaires retenus, soit une dépense mensuelle de 6 millions de francs environ du 2 août 1914 au 21 juillet 1918. Les Œuvres de guerre et divers mouvements de solidarités complètent le dispositif.

Dans les campagnes, les femmes s'attèlent aux travaux agricoles. Beaucoup de jeunes femmes s'engagent comme infirmières dans les hôpitaux qui accueillent chaque jour des milliers de blessés. Elles assistent les médecins qui opèrent sur le champ de bataille. Certaines sont *marraines de guerre* : elles écrivent des lettres d'encouragement et envoient des colis aux soldats, qu'elles rencontrent parfois lors de leurs permissions.

Avec la Première Guerre mondiale, les femmes ont fait les premiers pas sur le chemin de l'émancipation. Mais pour beaucoup, l'après-guerre a constitué un retour à la normale et aux valeurs traditionnelles. En 1921, les femmes au travail en France n'étaient pas plus nombreuses qu'avant 1914. Certaines ont toutefois atteint un niveau de responsabilité inédit. Environ 700 000 veuves de guerre deviennent d'ailleurs des chefs de famille. Dans certains pays, comme l'Allemagne et les États-Unis, le droit de vote est accordé aux femmes dès 1919. La France attendra 1945 pour enfin permettre aux femmes de devenir des citoyennes.

Colonies

Article détaillé : Les colonies dans la Première Guerre mondiale.



Carte postale montrant l'armée française d'Afrique défilant à Amiens, France, en 1914 ou en 1915.

Les colonies ont joué un rôle primordial pendant la Première Guerre mondiale, fournissant aux Alliés des soldats, de la main-d'œuvre et des matières premières.

Empire français

134 000 « tirailleurs sénégalais » (un corps de militaire constitué en 1857 par Napoléon III) sont mobilisés en renfort des troupes françaises, souvent en première ligne. De même, près de 270 000

Maghrébins sont mobilisés et environ 190 000 (dont 125 000 Algériens) viennent combattre en Europe[150]. En octobre 1915, un décret ordonne la mobilisation des Africains de plus de 18 ans. Un député sénégalais, Blaise Diagne, pense tenir là une opportunité pour les Africains de s'émanciper[151]. Ces hommes viennent d'Afrique noire (Sénégal, Burkina Faso, Bénin, Mali et Niger), d'Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc et Mauritanie) et de Madagascar, de Chine[152], d'Indochine, des Antilles et de Guyane. Au total, entre 550 000 et 600 000 sont mobilisés et près de 450 000 viennent combattre en Europe et en Orient[153],[154]. Le nombre de tués est estimé à plus de 70 000 dont environ 36 000 Maghrébins[155] et 30 000 « Sénégalais ». Les taux de pertes, calculés par rapport aux nombres de combattants réellement engagés soit 450 000, sont de 16 % au total, 19 % pour les Maghrébins et 23 % pour les « Sénégalais »[153],[156]

Concernant les faits d'armes accomplis par ces troupes, certains régiments figurent parmi les plus décorés de l'Armée française au terme de la guerre. Ainsi, sur les seize régiments de tirailleurs nord-africains[157] en activité au 31 août 1918, tous reçurent la fourragère, distinction récompensant au moins deux citations à l'ordre de l'armée; sept reçurent la fourragère au couleurs de la Croix de Guerre[158], cinq la fourragère aux couleurs de la Médaille militaire[159] et quatre la fourragère aux couleurs de la Légion d'honneur[160],[161],[162],[163],[164]. Les Africains aussi, dans une moindre mesure, reçoivent des distinctions puisque le 43e bataillon de Tirailleurs sénégalais est cité quatre fois à l'ordre de l'Armée, dont une citation pour la prise du Fort de Douaumont au sein du Régiment d'infanterie coloniale du Maroc (RICM), et reçoit la fourragère aux couleurs de la Médaille Militaire[165].

Empire britannique

L'Empire britannique mobilise environ 1 300 000 hommes dans les Dominions, qui serviront en priorité sur le front français, et un peu plus de 1 400 000 aux Indes (dont environ 870 000 soldats). La grande différence est que les soldats coloniaux français servirent sur les front européens, en France et dans les Balkans, alors que les Indiens servirent en très grande majorité au Moyen-Orient. Seul 12 % vinrent en France[166]. Les pertes indiennes sont estimées à 64 000 tués[167].

En Égypte, le Khédive Abbas II Hilmi appelle les Égyptiens à lutter contre le Royaume-Uni, qui plaça l'Égypte sous son protectorat et remplaça Abbas par son oncle Hussein Kamal[168].

Congo belge

Les troupes du Congo ont combattu pendant quatre ans à l'ouest de l'Afrique orientale allemande, tandis que les Anglais et les Portugais combattaient à l'est et au sud contre les troupes de von Lettow-Vorbeck, alors lieutenant-colonel (*Oberstleutnant*) commandant (*Kommandeur*). Les Belges ont amené des bateaux démontables sur le lac Tanganyka, mais aussi quatre hydravions. Leur apparition est une innovation dans une guerre africaine. En 1916, l'offensive belge provoque la défaite des Allemands d'abord sur le lac Tanganyika, ensuite lors de la prise de Tabora par les troupes du Congo belge sous les ordres du général Charles Tombeur. Dès lors, les Belges se maintiennent au Ruanda (qui deviendra Rwanda) et en Urundi (devenu Burundi) tout en combattant les Allemands plus à l'est (prise de Mahenge) jusqu'à la fin de la guerre à l'issue de laquelle ils administrent environ 50 000 km^2 de l'ancien Est-Africain allemand, tandis que les Britanniques occupent le reste du territoire qui deviendra le *Tanganyika Territory*, avant de s'appeler Tanzanie en 1962.

Bilan

Article détaillé : Pertes humaines de la Première Guerre mondiale.

Même si l'image de l'« indigène » laisse place à celle du soldat, globalement les préjugés demeurent. Par la suite, avant et après la décolonisation, la dette de sang contractée par la France au cours des deux guerres mondiales pèsera lourd dans les reproches d'ingratitude formulés à son égard, même si, contrairement à une légende tenace, le nombre d' « indigènes » morts au combat ne fut pas proportionnellement plus élevé que celui des métropolitains.

La perte de prestige des Européens dans les colonies et dans le monde est importante. En Afrique, les Français, les Britanniques et les Belges se sont emparés des colonies allemandes, les Japonais font de même en Chine, capturant la colonie allemande de Tsingtao et dans le Pacifique où ils s'emparent de plusieurs archipels situés au nord de l'équateur qui formeront le mandat des îles du Pacifique. Les Australiens ont capturé la Nouvelle-Guinée allemande et les Néo-Zélandais les Samoa allemandes. Les colonies ont fourni des vivres, des matières premières et des tirailleurs « sénégalais » et nord-africains qui participèrent à tous les « coups durs » de la guerre. Au lendemain de la guerre, les peuples colonisés ne croient plus à ce qu'on leur inculque – la supériorité naturelle de la métropole – et réclament une amélioration de leur sort. À ce premier déclin de l'influence européenne dans les colonies s'ajoute l'expansion des États-Unis, les plus grands bénéficiaires de la guerre, et du Japon, dont les capitaux se placent désormais à Londres et à Paris[réf. nécessaire].

Industrie et économie



Publicité du Crédit lyonnais pour un emprunt national.

Cette guerre se distingue des conflits précédents en ce qu'elle est aussi la première « guerre industrielle »[169]. Entre 1915 et 1917, tous les pays impliqués dans le conflit sont contraints de restructurer leur industrie : il apparaît immédiatement que les stocks sont tout à fait insuffisants pour soutenir l'effort de guerre. Si elle n'avait pas veillé à augmenter sa production, la France, par exemple, se serait retrouvée à court de munitions pour l'artillerie lourde, deux mois à peine après l'ouverture des hostilités[170]. La consommation sans précédent de munitions entraina d'ailleurs la crise des obus de 1915 en France et au Royaume-Uni. En Italie, où Marinetti et les autres futuristes se font les chantres enthousiastes de l'ère de la machine, la production de mitrailleuses passe, entre 1915 et 1918, de 613 à 19 904 unités; les automobiles, de 9200 à 20 000 unités. De 10 400, la fabrication de munitions passe à 88 400 unités par jour[171].

Face aux attaques chimiques de l'armée allemande, le Ministère de la guerre encouragea la production de chlore liquide en France. Plusieurs usines sont nées à ce moment-là, comme Jarrie en Isère dont la création date de 1916. Il s'agissait souvent de sites pouvant exploiter l'énergie hydroélectrique, car le chlore était obtenu par électrolyse. Si cette unité chimique existe toujours, l'usine de production de chlore de Boussens en Haute-Garonne, lancée également en 1916, a disparu. Il est cependant possible de consulter une série de photographies qui relatent le développement de cette unité de production de chlore à Boussens grâce au « reportage » photographique réalisé par Jean Charrié, ingénieur dans cette usine[172].

Les dépenses de guerre pèsent fortement sur le budget des États qui tentent de faire face à leur lourd déficit en appliquant diverses méthodes : l'emprunt public (en Allemagne), l'augmentation des impôts directs (Royaume-Uni), l'émission d'emprunts publics et l'augmentation de la circulation monétaire (Italie et France). La main-d'œuvre employée dans les secteurs de l'industrie liés à l'effort de guerre augmente elle aussi. Il faut pourvoir les postes laissés vacants par les hommes appelés au front. Pour cela, on fait appel aux femmes et à la main-d'œuvre coloniale ou étrangère : en France, à la fin de la guerre, sur 1 700 000 personnes affectées à l'industrie de guerre, on compte 497 000 militaires, 430 000 femmes, 425 000 civils, 133 000 jeunes, 61 000 coloniaux et 40 000 prisonniers.

Les emprunts de guerre en France, les campagnes de collecte d'or sont menées auprès des civils pour financer la guerre. Mais la principale source de financement se situe aux États-Unis, soit en numéraire, soit par l'achat à crédit de matériel.

État


Photo du Cabinet de guerre impérial britannique.

Les États tirent profit de la guerre pour accroître leurs pouvoirs et leurs domaines de compétences. Ainsi assiste-t-on d'abord à un phénomène de centralisation du pouvoir, visible en Angleterre au travers du Cabinet de guerre impérial de Lloyd George qui ne comporte que quatre ministres dont un général, Jan Smuts[173].

En Allemagne, les pouvoirs du *Kaiser* sont également renforcés, et il en va de même pour ceux de l'empereur en Autriche.

En France, l'Union sacrée permet un gel, temporaire, des divisions politiques.

Il en est de même en Belgique dont le gouvernement se réfugie en France, d'abord à Sainte-Adresse puis au Havre, le Parlement belge cessant toute activité à partir de l'occupation de Bruxelles par l'ennemi. De ce fait, le roi Albert 1er et ses ministres se trouvent en situation de gérer la guerre et les rapports avec les puissances en l'absence de contrôle parlementaire, les décisions et les différends relevant d'une politique inédite pour les Belges puisque tout se passe entre le roi et le gouvernement sans intervention des partis.

Il n'en est pas de même en France où le parlement, après s'être effacé en août 1914, reprend le contrôle du gouvernement et bientôt celui du commandement militaire, malgré la toute puissance de Joffre[174].

Le pouvoir élargit ensuite le champ de ses compétences. La censure est partout réhabilitée au nom de l'intérêt national. En France, elle prend la forme d'une loi du 4 août 1914, votée dans l'urgence, interdisant tout article apte à révéler des informations à l'ennemi, ou à décourager les Français (notamment en révélant la réalité des conditions de vie au sein des tranchées). Cette loi fut par la suite allégée par Clemenceau, en 1917, et il était désormais permis de critiquer l'action gouvernementale. Cependant elle restera effective jusqu'en octobre 1919, soit un an après la fin des hostilités. Paradoxalement, la censure fut beaucoup plus rigoureuse en France qu'en Allemagne ou en Angleterre, ce qui pose le problème de sa compatibilité avec un régime démocratique, mais a aussi permis d'empêcher que l'état-major allemand connaisse la gravité de la crise du moral en 1917[175].

Autres aspects

Tentatives de paix

Article détaillé : Tentatives de paix pendant la Première Guerre mondiale.


Photo du pape Benoît XV vers 1915.

De nombreuses tentatives de paix sont nées durant la Première Guerre mondiale et cela dès 1914, allant de l'exhortation au calme aux négociations secrètes en vue de signer une paix. Un des acteurs de ces tentatives de paix est le pape Benoît XV qui se prononce contre la guerre dès son élection le 3 septembre 1914 alors que le conflit fait rage[176]. En réaction aux socialistes soutenant la guerre, d'autres socialistes se réunissent à Zimmerwald en 1915 et se prononcent contre la guerre. Les premières tentatives de paix datent de 1916 avec la proposition de paix de l'Allemagne qui se révèle comme peu sérieuse[177] et la proposition du président américain Wilson. Des négociations ont également lieu entre l'Allemagne et le Japon afin d'obtenir une paix séparée, négociations qui échouent pour l'Allemagne.

C'est en 1917 que l'on rencontre le plus grand nombre de tentatives de paix, cette année marquant en quelque sorte l'apogée de la lassitude face à la guerre. La plus sérieuse des

propositions de paix de 1917[178] est la négociation secrète du prince Sixte de Bourbon-Parme, officier dans l'armée belge qui est l'intermédiaire idéal puisqu'étant le beau-frère de l'empereur d'Autriche-Hongrie, Charles I^er^. Sixte de Bourbon Parme reçoit une note de l'empereur dans laquelle celui-ci propose, en accord avec son ministre des Affaires étrangères, non seulement une paix séparée mais également la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France et la restauration de l'indépendance belge. Mais cette proposition autrichienne est lancée sans l'accord des dirigeants allemands, ce qui en rend l'application problématique[179]. Raymond Poincaré et Lloyd George se montrent cependant vivement intéressés, mais les Italiens, qui ne veulent pas entendre parler d'une paix blanche avec l'Autriche-Hongrie, font blocage. Ils souhaitent l'application intégrale du pacte de Londres. Les négociations sont alors interrompues.

Sans que l'on puisse très exactement savoir s'il s'agit de l'expression de véritables convictions, ou d'une volonté de ne pas laisser le terrain du pacifisme aux socialistes[180], la seconde grande proposition de paix de l'année 1917 émane du pape Benoît XV. Dans sa proclamation du 9 août 1917, rendue publique le 16, le pape appelle les belligérants à la paix, en des termes très vagues, ne faisant aucune mention du cas de l'Alsace-Lorraine[180]. Ces propositions sont vivement rejetées par l'opinion catholique française[181],[182]. En Allemagne, le Reichstag tente d'influer sur le cours politique et proclame une résolution de paix le 17 juillet 1917, qui échoue elle aussi.

Des négociations secrètes reprennent en 1917 entre le premier ministre belge comte de Broqueville exilé en France avec son gouvernement et le baron Von Lancken, à la tête du gouvernement général de la Belgique sous autorité allemande. Cette tentative a l'appui du chancelier Theobald von Bethmann Hollweg[183]. Pour Lancken, la Belgique est l'intermédiaire tout indiqué en vue de négociations de paix et, en septembre 1917, il demande à rencontrer le premier ministre français, Aristide Briand. Cette tentative de paix est appuyée par le roi des Belges, mais l'affaire échoue à la suite d'un malentendu[183], et Briand ne se rend pas au rendez-vous. Les négociations avortent avant même d'avoir pu s'amorcer.

D'autres négociations sont menées en 1918, comme celles du projet de paix séparée entre l'Autriche-Hongrie et les États-Unis[184], mais elles échouent. Il faut attendre le 11 novembre pour que l'armistice vienne mettre un terme à quatre années de guerre.

Prisonniers de guerre

Article détaillé : Prisonniers de guerre de la Première Guerre mondiale en Allemagne.


Soldats russes faits prisonniers à Tannenberg

Environ huit millions de soldats ont été faits prisonniers dans des camps pendant la Première Guerre mondiale. Chaque nation s'est engagée à suivre les accords des conférences de La Haye exigeant un traitement juste des prisonniers de guerre. En général, le taux de survie des prisonniers de guerre a été beaucoup plus élevé que celui des soldats sur le front[185]. En général, ce sont des unités entières qui se rendent. Les cas de prisonniers se rendant individuellement sont rares. À la bataille de Tannenberg, ce sont 92 000 soldats russes qui sont capturés[186]. Plus de la moitié des pertes russes sont des prisonniers. Les proportions pour les autres pays sont les suivantes : Autriche-Hongrie 32 %, Italie 26 %, France 12 %, Allemagne 9 % et Royaume-Uni 7 %. Le nombre des prisonniers des forces alliées s'élève à environ 1,4 million (ce chiffre n'inclut pas la Russie, dont 2,5 à 3,5 millions de soldats sont faits prisonniers). Les Empires centraux voient quant à eux 3,3 millions d'hommes capturés[187].

Pendant le conflit, l'Allemagne fait 2,4 millions de prisonniers[188], la Russie 2,4 millions[189], le Royaume-Uni environ 100 000[190], la France environ 450 000[191] et l'Autriche-Hongrie entre 1,2 et 1,86 million[192]. Le moment de la capture est un moment des plus dangereux, on rapporte en effet le cas de soldats qui ont été abattus alors qu'ils se rendaient[193],[194]. Une fois que les prisonniers atteignent leurs camps, commence pour eux une vie de privations,

de travail et de maladies dont beaucoup mourront. Les conditions de captivité en Russie sont les plus terribles : la famine y fait des ravages et de 15 à 20 % des prisonniers meurent. En Allemagne où la situation alimentaire est elle aussi désastreuse, ce sont 5 % qui en meurent.

L'Empire ottoman traite également ses prisonniers durement[195]. Près de 11 800 soldats britanniques, la plupart indiens, sont faits prisonniers lors du siège de Kut en avril 1916. 4 250 d'entre eux meurent en captivité[196]. Alors que les prisonniers sont très faibles, les officiers ottomans les forcent à marcher 1 100 kilomètres vers l'Anatolie. Les survivants sont forcés de construire une voie ferrée dans les Monts Taurus.

Creuset de population

De nombreuses populations combattirent côte à côte durant la guerre :

- 140 000 Chinois[197] ;
- 20 500 Amérindiens, 3 500 provenant du Canada et 17 000 (seuls 14 000 auraient combattu en Europe) venant des États-Unis. La Première Guerre mondiale verra aussi la première utilisation des Codes Talkers.)[198] ;
- 1,3 million d'Indiens (l'Inde à cette époque englobe le Pakistan, le Sri Lanka et le Bangladesh)[199].

Historiographie

Article détaillé : Kriegsschuldfrage.

La chronologie des évènements laisse voir combien la question des responsabilités reste entière. Ces dernières se trouvent de fait dispersées au fil des décisions. Rien dans cette succession n'était inéluctable. Déterminer des responsabilités, c'est nécessairement accorder un poids, une valeur, à chaque épisode, chaque décision :

- le degré d'implication des services de l'État serbe, probablement à l'insu de ses dirigeants, dans la préparation et la réalisation de l'attentat ;
- la négligence envers l'avertissement prononcé par l'ambassadeur serbe quant à une menace d'attentat ;
- l'erreur de jugement du *Kaiser* lorsqu'il donne son appui inconditionnel à l'Autriche-Hongrie, persuadé que la Russie n'interviendra pas ;
- la dureté voulue de l'ultimatum austro-hongrois ;
- le degré de pression que l'Allemagne a réellement mis sur l'Autriche-Hongrie pour négocier la condition rejetée par la Serbie sans faire perdre la face aux parties adverses ;
- le degré de manœuvre, face aux pan-slaves, du premier ministre serbe si favorable à une bonne entente avec son voisin ;
- le fait que le tsar Nicolas II n'a pas pu ou su s'opposer aux bellicistes de son gouvernement, ainsi que d'avoir accepté l'idée d'une mobilisation secrète, qui fut presque aussitôt connue des Allemands ;
- le soutien inconditionnel accordé discrètement à la Russie par le gouvernement français, qui, ayant déjà refusé de soutenir la Russie lors des précédentes guerres balkaniques, craint que la Triple-Entente ne devienne une alliance creuse ;
- son acceptation du non-respect du traité militaire qui lie les deux pays ;
- le non-respect de la neutralité belge garantie par le traité de 1831 que l'Allemagne considère comme un « chiffon de papier » (dixit le chancelier Bethman-Hollweg], ce qui entraîne l'entrée en guerre de l'Angleterre qui ne peut admettre de voir l'Allemagne menacer Anvers et la côte de la mer du nord, perspective menaçante pour la Royal Navy.

Ce qui favorise sans doute l'aspect inéluctable des événements est l'atmosphère belliqueuse ouvertement affichée par les opinions publiques. Le nationalisme exacerbé qui règne dans tous les pays européens a ainsi joué un grand rôle. En France, les sentiments revanchards à propos de l'Alsace-Lorraine excitent la haine à l'égard de l'« Allemand » (les dessins de Hansi en sont une illustration)[200]. De l'autre côté du Rhin, envisageant de devoir se battre sur deux fronts, le plan Schlieffen préconise que l'Allemagne frappe la première, ce qui la contraint à l'extrême vigilance

envers la mobilisation des armées. De plus, contrairement à la situation de 1908 ou de 1911, le temps de négociation lié à la mobilisation ne peut jouer. Le plan allemand suppose en effet l'évacuation des troupes arrivées au nœud ferroviaire d'Aix-la-Chapelle vers la Belgique sous peine d'engorgement, ce qui veut dire que la mobilisation allemande, c'est la guerre. Aucun des mécanismes de paix n'a pu fonctionner. Aucun arbitrage n'était envisageable en Europe, dans la mesure où les alliances rendaient toutes les nations parties prenantes. Les familles royales avaient des liens moins structurés depuis le décès de Victoria. L'influence du pape était limitée par la rupture avec la France laïque depuis 1905. Le capitalisme en phase de protectionnisme se recentrait sur les économies coloniales. Enfin, les internationales ouvrières furent déstabilisées par l'assassinat de Jaurès et par les volontés d'unités nationales.

Ainsi, tous les pays étaient prêts à la guerre. On peut penser qu'une étincelle suffirait à mettre le feu à l'Europe. C'est la thèse que quelques historiens mettent en avant pour expliquer l'acceptation massive par les sociétés européennes du conflit, voire une résolution à combattre. C'est ce que l'on appelle le consentement patriotique[201].

En Allemagne, le consensus de longue date selon lequel ce pays était exempt de toute responsabilité dans le déclenchement de la guerre a été battu en brèche par les travaux d'un historien, Fritz Fischer, publiés à partie de 1961 dans *Les Buts de guerre de l'Allemagne impériale*. Cette thèse iconoclaste, à l'origine d'une vaste polémique en Allemagne, veut que la visée impériale (l'hégémonie européenne), associée à une stratégie incluant le conflit armé, aurait favorisé la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, à la satisfaction des élites politiques et militaires, ainsi que des mouvements pangermanistes. C'est là le point de départ de la *Kriegsschuldfrage*, question de la culpabilité de guerre, qui empoisonne longtemps l'atmosphère[202].

La thèse classique concernant la question de la responsabilité est celle du « Mécanisme » de l'historien français Jean-Baptiste Duroselle : par crainte qu'advienne une situation internationale défavorable à leurs intérêts nationaux, les États européens ont pris des décisions « pour le cas où », « plutôt que ». Duroselle résume, à partir de cette thèse, la situation en cinq points[203] :

1. L'Allemagne entre en guerre pour ne pas risquer de perdre son allié austro-hongrois.
2. La France préfère entrer en guerre plutôt que de menacer la solidité de son alliance avec la Russie.
3. La Russie déclare la guerre afin d'éviter que de nouvelles populations slaves passent sous contrôle de l'empire austro-hongrois.
4. L'Angleterre, fidèle en cela à la politique qu'elle mène depuis 1793 et fidèle au traité de neutralité de la Belgique dont elle est garante, préfère déclarer la guerre plutôt que de risquer de voir une grande puissance s'installer à Anvers.
5. L'Autriche-Hongrie préfère en finir avec la Serbie plutôt que d'être dissoute par les mouvements nationaux.

Autres noms

Une fois la guerre finie, elle est alors incontestablement la plus grande guerre qui ait jamais eu lieu. Elle est alors appelée « la Grande Guerre »[204] ou « la guerre des guerres »[205]. Elle est également appelée « der des ders », c'est-à-dire la « dernière des dernières (guerres) », signifiant ainsi qu'il s'agit de la guerre après laquelle il n'y en aura plus. Ces noms montrent bien le sentiment qu'ont les contemporains juste après la guerre, supposant que son caractère horrible dissuaderait les pays d'en faire une autre.

Cette guerre ne peut recevoir son qualificatif de *Première* Guerre mondiale qu'à partir du moment où il y en a plus d'une. Le nom « Première Guerre mondiale » est donc l'exemple le plus célèbre de rétronymie. Pour mieux représenter l'état d'esprit des personnes vivant dans l'entre-deux-guerres, on utilise encore l'expression « la Grande Guerre ».

Elle est parfois dite « guerre 1914 – 1918 » ou « guerre de 1914 – 1918 »[206], ce qui permet de mieux la situer dans le temps par rapport à la « guerre 1939 – 1945 », aussi appelée « guerre de 1939 – 1945 » ou encore « guerre 40 – 45 » en Belgique.

Notes et références

[1] http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Premi%C3%A8re_Guerre_mondiale&action=edit&section=0
[2] Cette guerre a reçu différents noms : voir Autres noms.
[6] Stephen Van Evera, « The Cult of the Offensive and the Origins of the First World War», dans : *International Security*, Vol. 9, , 1984, 62.
[7] Fritz Fischer, *War of Illusions: German Policies from 1911 to 1914*, trad. (1975), 69.
[8] Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français*, Paris, 2002, 34.
[9] Fritz Fischer, *War of Illusions: German Policies from 1911 to 1914*, trad. (1975).
[10] Raymond Poidevin, *L'Allemagne de Guillaume II à Hindenburg 1900-1933*, Éditions Richelieu, Paris, 1972, .
[11] Raymond Poidevin, *op. cit.*, .
[12] Fritz Fischer, *Krieg der Illusionen*, Düsseldorf, 1969, .
[13] Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, .
[14] Raymond Poidevin, *op. cit.*, .
[15] Raymond Poidevin, *Les relations économiques et financières entre l'Allemagne et la France de 1898 à 1914*, Paris, 1969,
[16] Pierre Renouvin indique que les preuves manquent pour établir cette thèse : Pierre Renouvin, *La Crise européenne et la Première Guerre mondiale*, Paris, 1962, .
[17] Pierre Renouvin, *op. cit.*, .
[18] Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français 1914-1918*, Perrin, 2002, .
[19] Jean-Claude Gégot, *La population française aux* , Éditions Ophrys, 1989, .
[20] A. J. P. Taylor, *La Guerre des plans, 1914*, Lausanne, 1971, .
[21] Raymond Poidevin, *op. cit.*, .
[22] Raymond Poidevin, *op. cit.*, .
[23] Raymond Poidevin, *op. cit.*, .
[24] Frédéric Le Moal, *La France et l'Italie dans les Balkans, 1914-1919 le contentieux adriatique*, Paris, 2006, .
[25] Raymond Poidevin, *op. cit.*, .
[26] Raymond Poidevin, *op. cit.*, .
[27] Raymond Poidevin, *op. cit*, .
[28] Jules Isaac, *Un débat historique. Le problème des origines de la guerre*, Paris, 1933, .
[29] Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker (), *La Violence de guerre 1914-1945 : approches comparées des deux conflits mondiaux*, Éditions Complexe, 2002, .
[30] http://www.morethanwords.fr/2011/11/faut-il-encore-dissiper-les-brouillards-de-1914/.
[31] Jean Ruhlmann, *Histoire de l'Europe au* , Bruxelles, 1994, .
[32] Raymond Poidevin, *op. cit.*, .
[33] Michel Launay, *Versailles, une paix bâclée?: le est mal parti*, Éditions Complexe, 1999, .
[34] Dominique Lejeune, *La France de la Belle Époque 1896-1914*, Paris, 2002, .
[35] Pierre Miquel, *La Grande Guerre*, Fayard, 1983, .
[36] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[37] Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, .
[38] Télégramme /8, daté du 24 juillet de l'ambassadeur de Serbie à Saint-Pétersbourg, Spalaïkovitch, à la présidence du Conseil de Serbie à Belgrade, à l'attention de Pasic
[39] Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, .
[40] *août 1914 Début de la Grande Guerre* (http://www.herodote.net/histoire/evenement.php?jour=19140801), herodote.net (article sur la mobilisation générale en France)
[41] Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, .
[42] Cité dans : Sergeï Dmitrievich Sazonov, *Les années fatales*, Payot, 1927, .
[43] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[44] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[45] Jean-Noël Grandhomme, *op. cit.*, .
[46] , Laura Matysek Wood et Justin D. Murphy, *The European Powers in the First World War : An Encyclopedia*, Garland, 1999, .
[47] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[48] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[49] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[50] Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, .
[51] Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *La Grande Guerre*, .
[52] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[53] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[54] Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, .
[55] Michel Dreyfus, *L'Europe des socialistes : identités, politiques, européennes*, Éditions Complexe, 1991, .
[56] Hans Kempe, *Die vaterländischen Schriften*, Volume 7, Reinhard Welz Vermittler Verlag e.K., 2005, .

[57] Léon Schirmann, *Été 1914 : mensonges et désinformation : comment on « vend » une guerre…*, Italiques, 2003, .
[58] Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français 1914-1918*, Perrin, 2002, .
[59] Keith Robbins, *The First World War*, Oxford University Press, Oxford/New York, 1984, p.103f.
[60] Ernst Rudolf Huber, *op. cit.*, .
[61] John Horn et Allan Kramer, *1914, les atrocités allemandes*, chapitre 5, publié chez Tallandier, Paris, 2008.
[62] John Horn et Allan Kramer, *1914, Les atrocités allemandes*, pages 215, 216, 217, 218 et suivantes, pages 231, 233, op. cit.
[63] *Ils m'ont fusillé, j'avais 16 ans, G. Bauduin, conf. Jos. Piquint, Edit. Impr. Collignon Bruxelles 17-12-1932.*
[64] *1914, Les atrocités allemandes*, page 29, 59 à 63, 235, op. cit.
[65] Jean-Jacques Becker, *la Grande guerre, une histoire franco-allemande* publié chez Tallandier en 2005.
[66] *New-York Times*, 22-09-1914.
[67] *1914, Les atrocités allemandes*, Pages 127, 269, 285, op. cit.
[68] *Rapport Van Langenhove* et *Rapport Passelecq*.
[69] *1914, Les atrocités allemandes, pages 148 à 152,op. cit.*
[70] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[71] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[72] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[73] Général Weygand, « l'armée belge ayant glorieusement rempli sa tâche et grandement aidé les alliés à Liège, puis sur la Jette et devant Anvers », page 151, Idéal Vécu, Flammarion éditeur, Paris 1953.
[74] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[75] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[77] Pierre Miquel, *op. cit.*, 158-162
[78] Pierre Miquel, *op. cit.*, p.284.
[79] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[80] Pierre Milza/Serge Berstein, *Le fascisme italien, 1919-1945*, Le Seuil, 1980, .
[81] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[82] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[83] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[84] Pierre Miquel, *op. cit.*, p.354f.
[85] Cité dans : Marc Ferro, *La Grande Guerre, 1914-1918*, Gallimard, 1969, .
[86] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[87] Pierre Miquel, *op. cit.*, p.373f.
[88] Pierre Miquel, *op. cit.*, p.370ff.
[89] Pierre Miquel, *op. cit.*, p.407f.
[90] D'après Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français*, Paris, Perrin, 1998, p.
[91] Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *op. cit.*, .
[92] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[93] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[94] Pierre Miquel, *op. cit.*, p.392f.
[95] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[96] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[97] Idéal Vécu, général Weygand, page 514, Ed. Flammarion, Paris 1953.
[98] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[99] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[100] Erich Ludendorff, *Meine Kriegserinnerungen 1914-1918*, Berlin, 1919, .
[101] Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *op. cit.*, .
[102] Spencer Tucker, *World War I : Student Encyclopedia*, Santa Barbara, 2005, .
[103] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[105] Derek Aldcroft, *From Versailles to Wall Street 1919-1929*, Berkeley, Los Angeles, 1977, .
[106] Voir : Sophie Delaporte, *Les gueules cassées : les blessés de la face de la Grande Guerre*, Éditions Noêsis, 1996.
[107] Xavier Riaud, *Première Guerre mondiale et stomatologie, des praticiens d'exception*, Paris, 2008, .
[108] Laura Greenwald, *Heroes with a Thousand Faces: True Stories of People with Facial Deformities and Their Quest for Acceptance*, Cleveland Clinic Press, 2007, .
[109] Joseph Yacoub, *La Question assyro-chaldéenne, les Puissances européennes et la SDN (1908–1938)*, 4 vol., Lyon, 1985, .
[110] Merrill D. Peterson, *Starving Armenians : America and the Armenian Genocide, 1915-1930 and After*, Virginia Press, 2004, .
[111] Alan Kramer, *Dynamic of Destruction : Culture and Mass Killing in the First World War*, Oxford University Press, 2007, .
[112] Annette Becker, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre, populations occupés, déportés civils, prisonniers de guerre*, Noêsis, 1998, .
[113] Annette Becker, *op. cit.*, .
[114] A. Lemaire, *La Tragédie de Tamines*, Tamines, 1957, .

[115] Georges Henri Dumont, *Histoire de la Belgique*, Le Cri, 1999, .
[116] Ernest Persoons, *Steden van België : Leuven*, Bruxelles, 1984, .
[118] Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *op. cit.*, .
[119] Jean-Noël Grandhomme, *La Première Guerre mondiale en France*, Rennes, 2002, .
[120] Jean-Claude Gégot, *La Population française aux* , Éditions Ophrys, 1989, .
[121] Pierre Milza, *De Versailles à Berlin*, Armand Colin, 2007, .
[122] Hans-Joachim Braun, *The German Economy in the Twentieth Century*, Routledge, 1990, .
[123] Olivier Hueber, *Économie générale*, Éditions Technip, 2005, .
[124] Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *op. cit.*, .
[125] Spencer Tucker, *op. cit.*, .
[126] Bernard Delpal, « Zwischen Vergeltung und Humanisierung der Lebensverhältnisse. Kriegsgefangene in Frankreich 1914-1920 » in : Jochen Oltmer (Éd.), *Kriegsgefangene im Europa des Ersten Weltkriegs*, Paderborn, 2006, .
[127] Anne Biraben, *Les cimetières militaires de France*, Paris, 2005, .
[128] Arnaud Du Crest, *Les difficultés de recrutement en période de chômage*, Paris, 2000, .
[129] Yves Buisson, *Les Risques NRBC, savoir pour agir*, Xavier Montauban SA, 2004, .
[130] Evelyne Moulin, *Les Virus*, Le Cavalier Bleu, 2007, .
[131] Nicolas Offenstadt, *Les fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Odile Jacob, 1999, .
[132] Gilles Tréhel. Freud (1856-1939) : un papa de guerre. L'Information Psychiatrique, 2008, 84, ,
[133] Gilles Tréhel. Karl Abraham (1877-1925) et Hermann Oppenheim (1857-1919) : rencontre autour des névroses traumatiques de paix. L'Information Psychiatriques, 2005, 81, ,
[134] Gilles Tréhel. Karl Abraham (1877-1925) : travail en chirurgie militaire et intérêt pour les névroses traumatiques de guerre. Cliniques méditerranéennes, 2007, ,
[135] Gilles Tréhel. Karl Abraham (1877-1925) : psychiatre de guerre à l'hôpital d'Allenstein. Perspectives Psy, 2010, ,
[136] Gilles Tréhel. Ernest Jones (1879-1958) : psychanalyse et choc de guerre. L'Information Psychiatrique, 2006, 82, ,
[137] Gilles Tréhel. Victor Tausk (1879-1919) et la médecine militaire. L'Information Psychiatrique, 2006, ,
[138] Gilles Tréhel. Victor Tausk (1879-1919) : une théorisation sur les psychoses de guerre. Perspectives Psy, 2011, ,
[139] Gilles Tréhel. Helene Deutsch (1884-1982) : théorisations sur les troubles psychiatriques des femmes pendant la Première Guerre mondiale. L'Information Psychiatrique, 2007, 83, ,
[140] Pierre Miquel, *op. cit.*, p.599f.
[141] Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *op. cit.*, .
[142] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[143] Jean Ruhlmann, *op. cit.*, .
[144] Simon Dunstan et Ron Volstad, *Flak Jackets : 20th Century Military Body Armour*, Osprey Publishing, 1984, .
[145] William Martin/Ian Drury/Howard Gerrard, *Verdun 1916*, Osprey Publishing, 2001, .
[146] Pierre Grison, *La Grande guerre d'un lieutenant d'artillerie carnets de guerre de 1914 à 1919: carnets de 1914 à 1919*, L'Harmattan, 1999, .
[147] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[148] L'appel aux Françaises de Viviani (http://crdp.ac-reims.fr/memoire/bac/1GM/dossiers/femmes.htm)
[149] Loi du 5 août 1914, circulaire préfectorale d'avril 1915 Page 749 du Rapport (http://books.google.fr/books/pdf/Rapport_annuel.pdf?id=rGoJAAAAIAAJ&output=pdf&sig=ACfU3U0Nf6AHT2y7-nFYJbO5QNwog4xuBg) de l'archiviste (départemental) ; Archives départementales, communales et hospitalières ; Arras (consulté 2009 12 30)
[150] Jacques Frémeaux, *Les colonies dans la Grande Guerre*, 14-18 Éditions, 2006,
[151] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[152] La France et la Grande-Bretagne recruteront en Chine uniquement des non-combattants, suivant un accord datant de la dynastie Qing
[153] Jacques Frémeaux, *op. cit.*,
[154] Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *op. cit.*, .
[155] La décision de construire la Grande Mosquée de Paris, première mosquée construite en France, est prise après la Première Guerre mondiale pour rendre hommage aux 36 000 Maghrébins, essentiellement des tirailleurs, tués lor de ce conflit, Maurice Barbier, *La laïcité*, L'Harmattan, 1995,
[156] Une autre source plus détaillée fait état de 565 000 mobilisés (dont 97 100 tués ou disparus) :

- 175 000 Algériens (dont 35 000 tués ou disparus)
- 40 000 Marocains (dont 12 000 tués ou disparus)
- 80 000 Tunisiens (dont 21 000 tués ou disparus)
- 180 000 Africains noirs (dont 25 000 tués ou disparus)
- 41 000 Malgaches (dont 2 500 tués ou disparus)
- 49 000 Indochinois (dont 1 600 tués ou disparus)

Pascal Blanchard et Sandrine Lemaire, *Culture coloniale, la France conquise par son Empire (1873-1931)*, Éditions Autrement, 2002,
[157] douze Algériens/Tunisiens, deux Marocains et deux mixtes Zouaves/Tirailleurs)
[158] deux ou trois citations à l'ordre de l'armée

[159] quatre ou cinq citations à l'ordre de l'Armée
[160] cités six fois à l'ordre de l'Armée
[161] Au total environ 815 régiments de toutes les armes ont été engagés par la France au cours de la Première Guerre mondiale et seuls 23 unités de l'Armée de Terre (dont 6 bataillons) ont reçu la fourragère au couleur de la Légion d'honneur (au moins 6 citations à l'ordre de l'Armée), et parmi eux on trouve 4 régiments de Tirailleurs (les RTA, RTT, RTA Tirailleurs et le mixte Zouaves-Tirailleurs, qui devient le R.T.T en 1920)
[162] , sur le site de france-phaleristique.com
[163] Jean-Louis Larcade, *Zouaves et Tirailleurs*, Argonaute, 2000
[164] Les Fourragères 1914-1918 (http://guy.joly1.free.fr/fourrageres_tresses_de_gloire_couleurs_francaises.html), supplément du journal L'Illustration 1919
[165] Après sa dissolution, ses décorations iront au 1er régiment de tirailleurs sénégalais en 1919
[166] *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*, Bayard, 2004,
[167] Jacques Frémeaux, « Les contingents impériaux au cœur de la guerre » in Histoire, économie et société, Éditions C.D.U. et S.E.D.E.S., 2004, Volume 23, Numéros 1-4,
[168] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[169] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[170] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[171] John R. Schindler, *Isonzo : The Forgotten Sacrifice of the Great War*, Greenwood Publishing Group, 2001, .
[172] Ces documents sont disponibles sur www.flickr.com (http://www.flickr.com/photos/charriejeanpaul/sets/72157623208648020/)
[173] Sur la position de Smuts : Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[174] Louis Girard, *La Troisième République*, Encyclopaedia Universalis, DVD, 2007.
[175] Jean-Jacques Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Robert Laffont, 1980.
[176] Francis Latour, *La Papauté et les problèmes de la paix pendant la Première Guerre mondiale*, Paris, L'Harmattan, 1996, .
[177] Ulrich Cartarius (Hrsg.), *Deutschland im Ersten Weltkrieg. Texte und Dokumente 1914-1918*, Deutscher Taschenbuch Verlag, Munich, 1982, .
[178] Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français*, Paris, .
[179] Raymond Poidevin, *op. cit.*, .
[180] Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français*, .
[181] Jean-Jacques Becker. *La France en guerre (1914-1918) : La grande mutation*. Bruxelles : Éditions complexe, 1988, .
[182] Denys Cochin, qui représentait la droite catholique dans le cabinet Ribot démissionna suite aux déclarations du pape Benoît XV qu'il considéra comme une trahison à l'.
[183] Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français*, .
[184] Anne R. Pierce, *Woodrow Wilson and Harry Truman : Mission and Power in American Foreign Policy*, New Brunswick, 2007, .
[185] Geo G. Phillimore et Hugh H. L. Bellot, *Treatment of Prisoners of War*, *Transactions of the Grotius Society* Vol. 5, 1919, .
[186] Marc Ferro, *La Grande guerre, 1914-1918*, Gallimard, 1969, .
[187] Niall Ferguson, *The Pity of War : Explaining World War I*, 1998, .
[188] Uta Hinz, *Gefangen im Großen Krieg. Kriegsgefangenschaft in Deutschland 1914-1921*, Klartext Verlag, Essen, 2006, .
[189] Reinhard Nachtigal, « Die Repatriierung der Mittelmächte-Kriegsgefangenen aus dem revolutionären Rußland. Heimkehr zwischen Agitation, Bürgerkrieg und Intervention 1918-1922 », In : Jochen Oltmer (Éd.), *op. cit.*, .
[190] Panikos Panayi, « Normalität hinter Stacheldraht. Kriegsgefangene in Großbritannien 1914-1919 », In : Jochen Oltmer (Éd.), *op. cit.*, .
[191] Bernard Delpal, « Zwischen Vergeltung und Humanisierung der Lebensverhältnisse. Kriegsgefangene in Frankreich 1914-1920 », In : Jochen Oltmer (Éd.), *op. cit.*, .
[192] Hannes Leidinger/Verena Moritz, « Verwaltene Massen. Kriegsgefangene in der Donaumonarchie 1914-1918 », In : Jochen Oltmer (Éd.), Kriegsgefangene im Europa des Ersten Weltkriegs, Paderborn, 2006, .
[193] Voir : Dale Blair, *No Quarter: Unlawful killing and surrender in the Australian war experience, 1915-1918*, 2005
[194] Voir : Tim Cook, *The politics of surrender: Canadian soldiers and the killing of prisoners in the First World War* The Journal of Military History, Vol.70, No.3, 2006, .
[195] Gary Jonathan Bass, *Stay the Hand of Vengeance : The Politics of War Crimes Tribunals*, Princeton University Press, Princeton, 2000, .
[196] La Campagne de Mésopotamie (http://www.nationalarchives.gov.uk/pathways/firstworldwar/battles/mesopotamia.htm)
[197] 1 (http://wang888.skynetblogs.be/archive/2010/02/07/140000-chinois-engages-en-france-et-belgique-pendant-la-guer.html)
[198] (http://nativeveterans.e-monsite.com/)
[199] 2 (http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=PremiÃ¨re_Guerre_mondiale&action=submit)
[200] Pierre Miquel, *op. cit.*, .
[201] Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, *14-18, Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.
[202] Jean-Baptiste Duroselle, *L'Europe, histoire de ses peuples*, Paris, 1998, .
[203] Jean-Baptiste Duroselle, *L'Europe, histoire de ses peuples*, .
[204] Expression retrouvée dans les lettres des poilus dès le mois de novembre 1914 (source : Annette Becker, Les douleurs de la grande guerre (http://www.franceculture.com/emission-les-lundis-de-l-histoire-les-douleurs-de-la-grande-guerre-2011-02-14.html), *les lundis de l'histoire* sur France Culture le 14 février 2011.

[205] « Ce mot [*guerre*] ne mérite jamais la majuscule initiale, sauf si la guerre est Grande, mondiale ou folle ». Jean-Pierre Lacroux, « Guerre » (http://www.orthotypographie.fr/pdf/orthotypographie-G-Z.pdf)] in *Orthotypographie*, vol. II, , également publié de façon posthume sous le titre *Orthotypo* aux éditions Quintette en 2008 .

[206] C'est par exemple le titre d'une chanson de Georges Brassens

Annexes

Bibliographie

Études historiques

Historiographie

- Jean-Jacques Becker, *1917 en Europe : l'année impossible*, Bruxelles, Complexe, 1997, collection « Questions au XXème siècle ».
- Paul Cunisset-Carnot, *La Vie aux Champs pendant la Guerre*, 1917.
- Jacques Droz, *Les Causes de la Première Guerre mondiale. Essai d'historiographie*, Paris, Le Seuil, 1997, collection « Points Histoire ».
- Jules Isaac, *Un débat historique : 1914, les origines de la guerre*, Paris, Rieder, 1933.
- Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre*, Paris, Le Seuil, 2004.
- Dennis Showalter (dir.), *History in Dispute: The First World War*, Detroit, St. Martins Press, 2002.

Récents

- De Verdun à Cayenne, *Robert Porchet (1891-1964)- Michel Valette*, éd. Les Indes savantes, 2007.

Ouvrages généraux

- Stéphane Audoin-Rouzeau (dir.) et Jean-Jacques Becker (dir.), Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918, Paris, Bayard, 2004 (ISBN 2-227-13945-5)
- Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la Guerre*, Folio histoire, Gallimard, 2000, (ISBN 978-2-07-030163-8)
- Stéphane Audouin-Rouzeau et alii (dir.), *La Violence de guerre 1914-1945*, Bruxelles, éd. Complexe, 2002
- Fernand Gambiez (général) et Marcel Suire (colonel), *Histoire de la Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1968-71, deux vol.
- Pierre Miquel, *La Grande Guerre*, Paris, Fayard, 1983.
- Pierre Renouvin, *La Crise européenne et la Grande guerre*, Paris, PUF, 1969.
- Hew Strachan, *La Première Guerre mondiale*, France Loisirs, 2004.
- John Keegan, *La Première Guerre mondiale*, Paris, Perrin, collection « Tempus ».

Monographies

- J. C. G. Rohl, *From Bismarck to Hitler*, Problems and perspectives in history, Londres, Longman, 1970.
- Michel Valette, *De Verdun à Cayenne*, Ed. Les Indes savantes, 2007. (ISBN 978-2-84654-150-3).
- Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français*, Paris, Perrin, 1994.
- Pierre Miquel, *Les Poilus : la France sacrifiée*, Paris, Plon, collection « Terre humaine », 2000.
- Id., *Le Gâchis des généraux : les erreurs de commandement pendant la guerre de 14-18*, Paris, Plon, 2001, rééd. Paris, Presses-Pocket, 2003.
- Id., *Mourir à Verdun*, Paris, Tallandier, 2002.
- Id. *La Bataille de la Marne*, Paris, Perrin, 2004.
- Id., *La Butte sanglante. La tragique erreur de Pétain en 1915*, Paris, Plon, 2006.
- (en) Edward J. Erickson, *Ottoman Army Effectiveness in W.W.I: A Comparative Study*, Londres, Routledge, 2006.

- Olivier Faron, *Les Enfants du deuil. Orphelins et pupilles de la nation de la Première Guerre mondiale, 1914-1941*, Paris, La Découverte, 2001 (ouvrage issu d'une habilitation à diriger des recherches).
- Fritz Fitscher, *Les Buts de guerre de l'Allemagne impériale*, Paris, Trévise, 1970.
- Olivier Lepick, *La Grande Guerre chimique*, Paris, PUF, 1998.
- Michel Goya, *La chair et l'acier, l'invention de la guerre moderne (1914-1918)*, Paris, Tallandier, 2004, (ISBN 978-2-84734-163-8).
- Stéphanie Petit, *Les veuves de la Grande Guerre, d'éternelles endeuillées ?*, Ed. du Cygne, 2007.
- Léon Schirmann, *Été 1914. Mensonges et désinformation*, Ed. Italiques, 2003 (ISBN 978-2-910536-34-3).
- (en) Trevor Wilson, *The Myriad Face of the World. Britain and the Great War*, Cambridge, Polity Press, 1986.
- B.Rochet, A. Tixhon, *La Petite Belgique dans la Grande Guerre*, Namur, Presses Universitaires, 2012.

Littérature

- *Histoire illustrée de la guerre de 1914* (http://digicoll.library.wisc.edu/cgi-bin/History/History-idx?type=browse&scope=HISTORY.HANOTAUX) de Gabriel Hanotaux de l'Académie française - Texte intégral
- *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective)* de Nicolas Offenstadt a publié en 2000 un livre repris en collection Poche des éditions Odile Jacob.
- Tarek, Batist, Yasmina Khadra (préface) et Kamel Mouellef, *Turcos, le jasmin et la boue*, Tartamudo, 2011
- Max Deauville, *Jusqu'à l'Yser*, Calmann-Levy éditeur, Paris, octobre 1916, réédit. Pierre De Meyère éditeur, Bruxelles 1964.

Témoignages

Article détaillé : Première Guerre mondiale en littérature.

- De Verdun à Cayenne, *Robert Porchet (1891-1964)- Michel Valette*, éd. Les Indes savantes, 2007. (ISBN 978-2-84654-150-3). Vu par un poilu pacifiste : Sur le front du début du conflit jusqu'à Verdun, les fusillés pour l'exemple, puis la désertion, la cour martiale, et le bagne.
- Histoires orales de la Première Guerre mondiale : Les anciens combattants de 1914 à 1918 (http://www.collectionscanada.ca/first-world-war/interviews/) à Bibliothèque et Archives Canada.
- *La Main coupée* de Blaise Cendrars.
- *Paroles de poilus* est un recueil de lettres envoyées par des soldats à leur famille compilé par Jean-Pierre Guéno, Yves Laplume et Jérôme Pecnard en 1998, éd. Tallandier et Biblio.
- *Ceux de 14* de Maurice Genevoix, éd. Omnibus.
- *Orages d'acier* d'Ernst Jünger est le récit d'un jeune officier allemand sur ses quatre années de guerre et de combat dans les tranchées.
- *Jusqu'à l'Yser de Max Deauville, réédit. 1964, Pierre de Meyer, Bruxelles.*
- *La Boue des Flandres de Max Deauville, Bruxelles 1930.*
- *Les Champs d'honneur* de Jean Rouaud, éd. Les éditions de minuit.
- *Un long dimanche de fiançailles* de Sébastien Japrisot Folio éd. Gallimard, roman français éd. Denoël prix Interallié 1991.
- *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier,* préfacé par Rémy Cazals en 1978 éd La Découverte. Le journal d'un poilu ayant connu les principales batailles du conflit.
- *Récits des tranchées* est un recueil de récits de poilus éd. Éditions Les 3 orangers.
- *14-18 – En première ligne*, Jean Lopez
- *Paroles de poilus Lettre et carnets du front* sont des lettres écrites par des poilus éd. Librio.
- *Le Gâchis des Généraux*, Pierre Miquel, Éditeur Pocket, 2003.
- *Les Poilus*, Pierre Miquel.
- *La boue des Flandres et autres récits de la Grande Guerre*, Max Deauville, Éd. LABOR, 2006.

- *Carnets d'un fantassin (7 août 1914 - 16 août 1916)*, Charles Delvert Ed Mémorial de Verdun, 1981, réédité par Le Fantascope éditions, 2008, (ISBN 978-2-35724-001-8)
- *Les Violettes des tranchées - Lettres d'un poilu qui n'aimait pas la guerre*, Étienne Tanty, préface d'Annette Becker, Éditions Italiques, 2002, (Quelques extraits des lettres de Tanty ont été publiées dans *Paroles de poilus*).
- *Invasion 14*, Maxence Van der Meersch, Paris, Albin Michel, 1935.
- *Regard de Soldat, La Grande Guerre vue par l'artilleur Jean Combier (qui était photographe professionnel) Nicolas Meaux - Marc Combier. Éditions France Loisirs 2006 avec autorisation Éditions Acropole.*
- *Jean Rouppert, un dessinateur dans la tourmente de la Grande Guerre*, Ronald Müller, Paris : L'Harmattan, 2007, 224 pages, avec illustrations.
- http://14ansen1914.wordpress.com/, journal de guerre d'une adolescente, Germaine PARUIT, née en 1900 à Sedan
- *Colonel René Le Pivain, Récits, lettres et photos de guerre 1914-1918*, Paris : Andromaque, 2012, 276 pages, avec photographies inédites. ISBN : 9781291042078
- *1914-1918, le temps de nous aimer* (http://www.editionsdelamartiniere.fr/ouvrage/le-temps-de-nous-aimer/9782732449272), Thierry Secretan, Paris, éd. de La Martinière, 2012, 332 pages. Recueil de courriers de guerre, de photographies et de dessins de Victor et Robert Rey, artilleurs pendant toute la durée de la guerre ayant servi dans toutes les grandes offensives de la Somme à l'Alsace.

Filmographie sélective

- *La Grande Parade*, de King Vidor, 1925.
- *À l'Ouest, rien de nouveau* 1928, en 1930 par Lewis Milestone (*All Quiet on the Western Front*) à partir de *À l'Ouest, rien de nouveau* (*Im Westen nichts Neues*) d'Erich Maria Remarque.
- *Les Croix de bois (film)*, de Raymond Bernard, 1932. Adapté du roman de Roland Dorgeles *Les Croix de bois*
- *La Grande Illusion* de Jean Renoir, 1937.
- *Les Sentiers de la gloire* de Stanley Kubrick, 1957, qui est une dénonciation de l'absurdité de la Grande guerre et de la stupidité du militarisme.
- *Le Pantalon* de Yves Boisset, 1997, sur l'exécution d'un soldat n'ayant pas voulu porter un pantalon d'un autre soldat mort au combat.
- *La chambre des officiers* de François Dupeyron, 2001, sur la vie de mutilés de guerre.
- *Joyeux Noël* de Christian Carion, sorti en 2005, sur les fraternisations entre les camps ennemis dans les tranchées et leur répression.
- *Les Fragments d'Antonin* de Gabriel Le Bomin, sorti en 2006.
- *Pour une liste plus détaillée* : Catégorie:Film sur la Première Guerre mondiale

Télévision

- *Les Alsaciens ou les Deux Mathilde* est un téléfilm français de Michel Favart diffusé le 11 octobre 1996 en quatre épisodes de 90 minutes chacun, qui retrace la période trouble qu'a connue l'Alsace-Lorraine entre 1870 et 1953. Le téléfilm est adapté du livre Marthe et Mathilde. La Première Guerre mondiale est présente dans le deuxième épisode.

Articles connexes

- Principales erreurs stratégiques françaises au début de la Première Guerre mondiale
- Bilan de la Première Guerre mondiale en France
- Chronologie de la Première Guerre mondiale
- Liste des guerres
- Liste de films sur la Première Guerre mondiale

- Monument aux morts et Monuments aux morts pacifistes
- Consentement patriotique
- Traité de Versailles
- Camps de concentration allemands 1914–1918
- Accord Sykes-Picot
- Assassinat de Sarajevo
- Gueules cassées
- Bleuet de France
- Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux
- Poilus
- Manifeste des 93
- Zone rouge (séquelles de guerre)
- Obusite
- Histoire militaire de l'Australie pendant la Première Guerre mondiale
- Histoire militaire du Portugal pendant la Première Guerre mondiale
- Histoire de l'Italie pendant la Première Guerre mondiale
- Front italien (Première Guerre mondiale)
- Grèce dans la Première Guerre mondiale
- Pays impliqués dans la Première Guerre mondiale
- Mutineries de la mer Noire
- Première Guerre mondiale en littérature
- Artisanat de tranchée

Batailles de la Première Guerre mondiale

- Bataille de l'Aisne (1914)
- Première bataille de la Marne (1914)
- Première bataille d'Ypres (du 29 octobre au 24 novembre 1914) ; aussi appelée *bataille des Flandres*.
- Deuxième bataille d'Ypres (du 20 avril au 24 mai 1915) ;
- Bataille de la Somme 1er juillet 1916 - 18 novembre 1916
- Bataille de la crête de Vimy (du 9 avril 1917 au 12 avril 1917)
- Bataille d'Arras (1917)
- Troisième bataille d'Ypres (du 31 juillet au 6 novembre 1917), aussi appelée *bataille de Passchendaele* ;
- Bataille du Chemin des Dames
- Bataille des Dardanelles
- Bataille de Verdun (1916)
- Bataille de l'Aisne (1918)
- Quatrième bataille d'Ypres (du 9 avril au 29 avril 1918), aussi appelée *bataille de la Lys*.
- Bataille de Loos
- Bataille de Neuve-Chapelle
- Bataille de Pozières
- Bataille de la ferme Mouquet
- Bataille de Liège

Liens externes

Cet article ou cette section a trop de liens externes.

Les liens externes doivent être des sites de référence dans le domaine du sujet. Il est souhaitable — si cela présente un intérêt — de citer ces liens comme source et de les enlever du corps de l'article ou de la section *« Liens externes »*.

- Catégorie Ière Guerre Mondiale (http://www.dmoz.org/World/Français/Sciences/Sciences_humaines_et_sociales/Histoire/Epoques_et_chronologie/Epoque_contemporaine/Guerres_mondiales/Ière_Guerre_Mondiale/) de l'annuaire dmoz
- Fonds documentaire sur la Première Guerre mondiale (http://www.swisstools.net/annuaire.asp?id=7308/)
- Fonds de la guerre 1914-1918 (http://www.bm-lyon.fr/decouvrir/collections/fonds-guerre.htm), conservé à la Bibliothèque municipale de Lyon (http://www.bm-lyon.fr)
- Histoires orales de la Première Guerre mondiale : Les anciens combattants de 1914 à 1918 (http://www.collectionscanada.ca/first-world-war/interviews/), Bibliothèque et Archives Canada
- Les détails du parcours de tous les régiments français de la Grande Guerre (http://www.chtimiste.com)
- Base de données de documents de l'armée française (http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr)
- Cartographie au jour le jour d'après les Journaux des Marches et Opérations (http://www.carto1418.fr)
- Textes sur les causes de la Première Guerre mondiale (http://icp.ge.ch/po/cliotexte/la-premiere-guerre-mondiale/causes.1.guerre.mondiale.html)
- Textes sur le début de la Première Guerre mondiale et l'année 1914 (http://icp.ge.ch/po/cliotexte/la-premiere-guerre-mondiale/1914.guerre.mondiale.html)
- Textes sur la Première Guerre mondiale (après 1914) (http://icp.ge.ch/po/cliotexte/la-premiere-guerre-mondiale/1ere.guerre.mondiale.html)
- Textes sur les mutineries de la Première Guerre mondiale (1917) (http://icp.ge.ch/po/cliotexte/la-premiere-guerre-mondiale/1ere.gm.mutinerie.html)
- Textes sur la fin de la Première Guerre mondiale, 1918 (http://icp.ge.ch/po/cliotexte/la-premiere-guerre-mondiale/1918.fin.guerre.html)
- Carte des alliances en 1914 (http://www.atlas-historique.net/1815-1914/cartes/Europe1914.html)
- Collectif de Recherche International et de Débat sur la Guerre de 1914-1918 (http://www.crid1418.org/), CRID 14-18 (association de chercheurs qui propose des textes scientifiques et des ressources pédagogiques dont un annuaire de liens)
- Pertes au combat : une étude anglaise pour la Première Guerre mondiale (http://www.net4war.com/e-revue/dossiers/1GM/pertes-anglaises/pertes.htm)
- Conférence consacrée à la construction des mythes belges de la Grande Guerre (http://www.academieroyale.be/cgi?usr=u6sp88bxjs&lg=fr&pag=1026&tab=146&rec=6863&frm=0&par=secorig1025&par2=1&id=5936&flux=5760014#detail) (2009) .
- Votre histoire de famille de La Première Guerre mondiale - Europeana 1914-1918 collecte des objets à travers l'Europe (http://www.europeana1914-1918.eu)
- EFG1914 - Un projet européen de numérisation de films sur la Première Guerre mondiale (http://project.efg1914.eu)
- BD « La grande guerre de Charlie » (http://www.bedetheque.com/serie-30310-BD-Grande-Guerre-de-Charlie.html)

-  Portail de la Première Guerre mondiale
-  Portail de l'histoire militaire

Sources et contributeurs de l'article

Première Guerre mondiale *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=92683625 *Contributeurs*: (:Julien:), 1205, 16@r, 1970gemini, 2A01:E35:2F20:9BC0:407:7D97:F131:FAF8, 2A01:E35:8B2F:7630:5D3F:240:B7D9:1260, 2A02:8420:6519:DA00:EC89:E511:FEB:3CBF, A2, APayan, AYE R, Abdessamed-88, Abrahami, Aelftherios, Ahbon?, Aither, Alaiche, Alcazarfr, Alchemica, Alcyon, Alec Orca, Alex57, Alexander Doria, Alexandre Wann, Alexandrin, Alkarex, Alno, Alphabeta, Alvaro, AméliorationsModestes, Ancalagon, Ange Gabriel, Angeldream, Anne97432, Anno16, Anto, Antoine FLEURIE, Antoine Thevenon, Aoineko, Apollon, Appius Psychopompos, Archeos, Archimatth, Arnaud.Serander, ArsenePlus, Aruspice, Ash Crow, Ashritter, Attaleiv, Auxerroisdu68, Avallo, Axou, Ayack, BOBleouf, Babelute, Badmood, Barbe-sauvage, Baronnet, Barraki, Bdarteve, Beeper, Benjism89, Benoit81, Berichard, Bernu, Beudilyon, Bibi Saint-Pol, Bigomar, Bilou, Bjam, Blub, Bluminger, Bob08, Bobe, Boldair, BonifaceFR, Bouarf, Bouil, Bourrichon, Bradipus, Bright Darkness, Bro-Leon, Bruno2wi, Bruxellensis, Burdoche, Cambran bruno, Cantons-de-l'Est, Captain T, Catonis Rivus, Cdang, Celette, Chamborant, Chansonatix, Chaoborus, Chaps the idol, Charrié, Chico75, Chik-Chak, Chmiel', Chob73, ChoumX, Christophe cagé, Christopher Crossley, Chrono1084, Chtfn, Chtit draco, Cirdec123456, Cjp3, Clapsus, Claude villetaneuse, Clem23, Clio64, Coeurgan, CommonsDelinker, ComputerHotline, Copyleft, Corsaire, Cortomaltais, Counny, Coyote du 86, Cozak, Crapsy1994, CrashKing, Creasy, Creib, Crochet.david, Crocy, Crouchineki, Ctruongngoc, Curry, Cy21, Cyberprout, Céréales Killer, Cœur, DITWIN GRIM, Damien leroy, Daniel*D, Daniel.Cordier, Dark Attsios, Darkoneko, Darth Gaut, Davgrps, David Berardan, Deansfa, Delhovlyn, Delio, Demade, Denlaf, Desirebeast, Dfeldmann, Dhatier, Diegriva, DimDim72, Dirac, Diti, Dobridien, Doc103, Docsources, Docteur Saint James, DocteurCosmos, Dodobird101, Domnuldid, Don, DonCamillo, Doudou38, Dragonaetar2, Dricokit, Dromygolo, Drongou, Duch, Dwarfpower, EDUCA33E, Eden2004, Edhral, Ediacara, Effco, Efilguht, El Diablo, Elfast, Ellisllk, Elspliffo, Emirix, Emma98, Emmanuel Cruvelier, Enrevseluj, Environnement2100, Erasoft24, Eric draven, Eric.cunat, Escaladix, Eskaybe, Esnico30, Esprit Fugace, Et caetera, Etiennekd, Etmeu, Eutvakerre, EyOne, Ezk, Faager, Fabirce, Fabrice Ferrer, Fabsss, Fafnir, Fantafluflu, Fe78b, Felipeh, Festwayne, Fib2004, Fimac, FireBird, Flamethrow, Floflo, Florival fr, Flot2, Flying jacket, Fol2choco, Former user 1, Frakir, Francois506, Franfois, Frank Renda, Franky7, Franz53sda, François-Dominique, Fredcoach, Freddy2222, Fredeti, Froliporsu, Funnyhat, FvdP, G de gonjasufi, GL, GRINDIN, GaMip, Galdrad, Galoric, Garfieldairlines, Garsfab002, Gaultierdetoulouse, Gdgourou, Gede, Gem, Gemini1980, Gentil Hibou, Geoffrey06, Geofox, Ghiardini, Gjeannic, Gloubiboulga, Glyn45, Gnarg, Goku, Goliadkine, Greatpatton, Greteck, Greudin, Gribeco, Grondin, Guibz, Guillaume70, Guillom, Gundn, Gustave Graetzlin, Gutenberg1, Guérin Nicolas, Gz260, Gzen92, Gzzz, Gérard, HAF 932, Hannes, HansCastorp, Hbbk, Headsillroll, Hegurka, Helgismidh, Hemmer, Henri1170, Hercule, Herr Satz, Heurtelions, Hexasoft, Hinataxxx, Hippo75, Historicair, Holloflin, Holycharly, Hopea, Horowitz, Howard Drake, Huesca, Hégésippe Cormier, IAlex, Ibou02, Inedit, Inisheer, Isaac Sanolnacov, Isl@m, Ivandps, Iznogood, JB, JJ Georges, JLM, JX Bardant, Jagwar, Jamcib, Japonica, Jarfe, Jastrow, Jay Zuchry, Jborme, Jean-Jacques Georges, Jean.jul, JeanPaul, Jeangagnon, Jef-Infojef, Jereemy, Jerome Charles Potts, Jerome misc, Jerome66, Jibi44, Jihaim, Jimm15, Jl staub, Jlduriez, Jlv33, Jmm, JohannaGymnastique, Johannes75017, Joris28320, Jorisjeanpaul, JoseREMY, Joub, Jprouvi, Jrcourtois, Jules78120, Julien de Tilly, Julien06200, Jusjih, Jwelter2, Jérémy76, KaTeznik, Kaline, Kamarademarx, Kanabiz, Karl1263, Karmikael, Katas, Keats, Kelson, Keriluamox, Kermit666, Kertraon, Khaerr, Kikoogay, Kimdime, Kintaro, Kiriniki, Konstantinos, Korg, Korrigan, Koui², Koxinga, Koyuki, L'amateur d'aéroplanes, LPLT, La pinte, Labé, Ladonne, LairepoNite, Lamadelama, Lamiot, Langladure, Laurent Nguyen, Le Friousel, Le gorille, Le pro du 94 :), Le serbe, Le sourcier de la colline, LeGéantVert, Leag, Lebob, Leonard Vertighel, LeonardoRob0t, Lepsyleon, Les3corbiers, Lesuor, Leszek Jańczuk, Letartean, Lexaar, LightPoster, Like tears in rain, Linan, Liquid 2003, Lithium57, Litlok, Lograsset, Lomita, Looxix, Loreleil, Loudon dodd, Louis-olivier, LucAleria, Luciani, Lucio fr, Lucrèce, Ludo29, Lunert, Lvcvlvs, Lykos, Lyseron, M-le-mot-dit, M. Henry, MHM55, Madame Grinderche, Maffemonde, MagnusH, Malta, Mandeville, Manoillon, Manondu13410, Manu25, Manuguf, Maraudeur, Marc Mongenet, Margelabarge, Marigab, Mary Barbier, Masters piece, MatB, Mathis B, Matpib, Mattho69, Maximini1010, Med, Medium69, MetallirocK, Metameta, Metaphysicus, Metroitendo, Mgthierry, Microraptor, Micthev, Mig, Mikayé, Miniwark, Mircea96, MisterMatt, Mith, Moez, Monster1000, Moolligan, Morphypnos, Mosc, Motussa, Moumousse13, Moyg, Mro, Myrabella, Myrtil, N.maurice402, Naevus, Napsterdam, Nataf, Nativeveterans, Necrid Master, Neef, Neuceu, Nexuriant, Nico 88, Nico86, NicoRay, NicoScPo, Nicolas Ray, Nimiyamaphi, Nono64, Noritaka666, Not-Pierre, Numbo3, O. Morand, Obariou, Oblic, Octave.H, Olivier, Olivier Hammam, Olivier777, Ollamh, Olrick, Ordifana75, Orphée, Orthogaffe, Orthopedix, Oxo, P-e, Pabix, Padawane, Pantxoa, Papa6, Paris75000, Passoa15, Patriksson, Paulokoko, Paunis, Pautard, Pelister, Peter 111, PetetheJock, Petrusbarbygere, Phe, Philip, Philouchard, PieRRoMaN, Pier-Luc Rodrigue, Pierre-Yves Schanen, Pippobuono, Piscou, Pixeltoo, Pj44300, Ploum's, Pmx, Pok148, Poleta33, Polmars, Pontauxchats, Popo le Chien, Popolon, Popopipi69, Poppy, Poulos, Pramzan, Prassa, Prométhée33, Pseudomoi, Ptyx, Puff, Pulsar, Pélopidas, RJP, RM77, Ramblas, Raugue, Reloute, Remi, Richardbl, Robby72000, Roda, Romary, Roucas, Rpa, Rune Obash, Ryo, Rémih, S0l0xal, Sakharov, Sally46, Salsero35, Sam Hocevar, Samarus, Sammyday, Samsam3005, Sardur, Savh, ScArf, Schadenfreude, Schlum, Schoffer, Seb35, Sebdupuch, Sebjarod, Sebleouf, Sencha, SenseiAC, Serein, Sgacom, ShadeGh0st, Shakki, Sherbrooke, ShreCk, Shun, Simon29, Sisyph, Ske, Skiff, Smobri, SniperMaské, Soig, Solensean, Soument, Spedona, Speedspid, Spipou, Spiridon Ion Cepleanu, Stanlekub, Stef48, Strom, Stéphane33, Subichan, Sublimo69, Supervince, Supremamangaka, Sylvestre, Symac, Symbolium, TCY, Taguelmoust, Tarek-BD, Tarquin, Tatoute, Tavernier, TheContrib8, Thebestintheworld, Theoliane, Thesupermat, Thib Phil, Thidras, Théophile, Tibauk, Tieno, Tieum512, Tinodela, Tombrice, Toto Azéro, Totozenerd, Toubabmaster, Toumani, Touriste, Tourneprof, Traeb, Treanna, Ultrogothe, Urban, Utilisateur 65872, VIEILLEFOSSE, Vargenau, Varmin, Vazkor, Veilleur, Verbex, Verdy p, Vincent Lextrait, Vineripe, Vininche, Virgile1991, Vito Corleone, Vivaldini, Vivelefrat, Vivi1991, Vlaam, VladoubidoOo, Wanderer999, Wart Dark, Wboure, Werewindle, Wiki-User03, Wiki28, Wikifrédéric, Wilianr, William Jexpire, Wilrondeau, Witoki, Xavier M., Xic667, Yann, Yelkrokoyade, Ygdrasil, Ymoumen, Yohan, Yug, Zapotek, Zawer, Zelda, Zetud, ZivojinMisic, Zoldik, Zouavman Le Zouave, Zubro, ~Pyb, Ælfgar, Égoïté, Épiméthée, 1168 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Fichier:Disambig colour.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Disambig_colour.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bub's

Fichier:panoramapgm.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Panoramapgm.jpg *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: derivative work: Tinodela (talk) Princip_arrested.jpg: Unknown Poilusrepos.jpg: Unknown 1915-1916_-_Femme_au_travail_dans_une_usine_d'obus.jpg: Unknown Armia_Niemiecka_Front_Zachodni_1918.jpg: Unknown Royal_Irish_Rifles_ration_party_Somme_July_1916.jpg: British Government photographer Royal Engineers No 1 Printing Company. Ossuaire_van_Douaumont.JPG: Original uploader was Duhjeroen at nl.wikipedia

Image:Flag of France.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_France.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp

Image:Flag of the United Kingdom (3-5).svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_the_United_Kingdom_(3-5).svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Original code by Stefan-Xp with modifications to ratio by Yaddah.

Image:State_Flag_of_Serbia_(1882-1918).svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:State_Flag_of_Serbia_(1882-1918).svg *Licence*: Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0 Unported *Contributeurs*: Guilherme Paula

Fichier:Flag of Belgium (civil).svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Belgium_(civil).svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bean49, Cathy Richards, David Descamps, Dbenbenn, Denelson83, Evanc0912, Fry1989, Gabriel trzy, Howcome, IvanOS, Ms2ger, Nightstallion, Oreo Priest, Ricordisamoa, Rocket000, Rodejong, SiBr4, Sir Iain, ThomasPusch, Warddr, Zscout370, 4 modifications anonymes

Fichier:Flag of Japan.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Japan.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Various

Fichier:Flag of the Kingdom of Montenegro.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_the_Kingdom_of_Montenegro.svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Share Alike *Contributeurs*: B1mbo

Fichier:Flag of Russia (1914–1917).svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Russia_(1914–1917).svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0,2.5,2.0,1.0 *Contributeurs*: TRAJAN 117

Fichier:Flag of Italy (1861-1946).svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Italy_(1861-1946).svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs*: F l a n k e r

Fichier:Flag of Portugal.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Portugal.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Columbano Bordalo Pinheiro (1910; generic design); Vítor Luís Rodrigues; António Martins-Tuválkin (2004; this specific vector set: see sources)

Image:Flag of Romania.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Romania.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: AdiJapan

Fichier:US flag 48 stars.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:US_flag_48_stars.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Abjiklam, AnonMoos, Clindberg, Cycn, Dual Freq, Flargman4, Homo lupus, Jacobolus, MuXXo, Rocket000, Tkgd2007, Zscout370, 6 modifications anonymes

Image:Kingdom of Greece Flag.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Kingdom_of_Greece_Flag.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: peeperman

Image:War flag of Thailand (World War I-Obverse).svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:War_flag_of_Thailand_(World_War_I-Obverse).svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Tangmo

Fichier:Flag of France.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_France.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp

Fichier:Flag of the United Kingdom.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_the_United_Kingdom.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Original flag by James I of England/James VI of ScotlandSVG recreation by User:Zscout370

Fichier:Russian Empire 1914 17.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Russian_Empire_1914_17.svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs*: 13Patrick, AnonMoos, Consta, Dmitrij1996, Dmitry Strotsev, Flrn, Kobac, MaggotMaster, Maximaximax, Nokka, Orange Tuesday, Perconte, R-41, Radziun, Shizhao, SiBr4, Srg36, 9 modifications anonymes

Fichier:State Flag of Serbia (1882-1918).svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:State_Flag_of_Serbia_(1882-1918).svg *Licence*: Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0 Unported *Contributeurs*: Guilherme Paula

Image:Flag of the German Empire.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_the_German_Empire.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:B1mbo and User:Madden

Fichier:Flag of Austria-Hungary 1869-1918.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Austria-Hungary_1869-1918.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: vectorized by Sgt_bilko, change name by User:Actarux for use in same templates

Fichier:Flag of the German Empire.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_the_German_Empire.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:B1mbo and User:Madden

Fichier:Flag of Bulgaria.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Bulgaria.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: SKopp

Image:Gtk-dialog-info.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Gtk-dialog-info.svg *Licence*: GNU Lesser General Public License *Contributeurs*: David Vignoni

Fichier:Map Europe regimes 1914.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Map_Europe_regimes_1914.png *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0,2.5,2.0,1.0 *Contributeurs*: Varmin et la communauté de wikipédia

Fichier:Kongokonferenz.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Kongokonferenz.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Adalbert von Rößler (†1922)

Fichier:Map of the Balkans (1913) - fr.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Map_of_the_Balkans_(1913)_-_fr.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: derivative work: Tinodela (talk) Balkans_(1913).jpg: own scan

Fichier:Map Europe alliances 1914-fr.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Map_Europe_alliances_1914-fr.svg *Licence*: Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0 Unported *Contributeurs*: historicair

Fichier:Alliances militaires en Europe 1914-1918-fr.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Alliances_militaires_en_Europe_1914-1918-fr.svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs*: User:Augusta 89, User:historicair

Fichier:Schlieffen Plan fr.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Schlieffen_Plan_fr.svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0,2.5,2.0,1.0 *Contributeurs*: Tinodela

Fichier:Proces w Sarajewie s.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Proces_w_Sarajewie_s.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Coyau, DIREKTOR, Infrogmation, PRODUCER, Topory

Fichier:TelegramWW1.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:TelegramWW1.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Austro-Hungarian government

Fichier:Kriegserklärung Erster Weltkrieg.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Kriegserklärung_Erster_Weltkrieg.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Wilhelm II. (vollständig: Friedrich Wilhelm Albert Victor von Preußen), Deutscher Kaiser und König von Preußen

Fichier:IR Lübeck 033 - EB.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:IR_Lübeck_033_-_EB.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Lorenz Christensen. Original uploader was 1970gemini at de.wikipedia

Fichier:Les mobilisés parisiens devant la gare de l'Est le 2 août 1914.jpeg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Les_mobilisés_parisiens_devant_la_gare_de_l'Est_le_2_août_1914.jpeg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: Badzil, Julien Demade, Mu, Paris 16, Parisdreux, Pmx, Rcbutcher, Tangopaso

Fichier:British recruits August 1914 Q53234.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:British_recruits_August_1914_Q53234.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: AnRo0002, Ardfern, Docu, Fæ, Gsl, IxK85, Jarry1250, Man vyi, Rcbutcher, Romary, SoLando

Fichier:Belgian refugees 1914.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Belgian_refugees_1914.jpg *Licence*: anonymous-EU *Contributeurs*: Andros64, Frank2627, Jusjih, Rcbutcher

Fichier:World War I 1914 08 04.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:World_War_I_1914_08_04.png *Licence*: Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0 Unported *Contributeurs*: Man vyi, Roke, Splittist, 3 modifications anonymes

Fichier:Albert I Koning der Belgen.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Albert_I_Koning_der_Belgen.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Carolus, Lykos

Fichier:Russian Troops NGM-v31-p372.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Russian_Troops_NGM-v31-p372.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Conscious, EugeneZelenko, Jarekt, Martin H., Moverton, Nameless23, Petri Krohn, Rcbutcher, SoLando

Fichier:Ottoman Empire declaration of war during WWI.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Ottoman_Empire_declaration_of_war_during_WWI.png *Licence*: inconnu *Contributeurs*: Unknown. Historical image, main source is the Turkish government.

Fichier:Lancashire Fusiliers boat Gallipoli May 1915.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Lancashire_Fusiliers_boat_Gallipoli_May_1915.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Andrew Gray, Docu, FSII, Fæ, Gsl, Labattblueboy, Man vyi, NJR ZA, Rcbutcher, Sevela.p, 1 modifications anonymes

Fichier:French 87th Regiment Cote 34 Verdun 1916.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:French_87th_Regiment_Cote_34_Verdun_1916.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: BrokenSphere, Giorgiomonteforti, Gsl, Jibi44, Jkelly, Rcbutcher, Svencb, 2 modifications anonymes

Fichier:Australian infantry small box respirators Ypres 1917.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Australian_infantry_small_box_respirators_Ypres_1917.jpg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: Photo by Captain Frank Hurley.

Fichier:Hw petain 01.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Hw_petain_01.png *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bibi Saint-Pol, Makthorpe, Piotrus

Fichier:Unclesamwantyou.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Unclesamwantyou.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: AnonMoos, Brian0918, BrokenSphere, Chetvorno, Cyberuly, Frank C. Müller, Hux, Infrogmation, Jeanot, Mithril, Morio, Nonenmac, Redtigerxyz, Saperaud, Skipjack, Takabeg, Verne Equinox, Wolfmann, Wst, 5 modifications anonymes

Fichier:World War I 1918 05.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:World_War_I_1918_05.png *Licence*: Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0 Unported *Contributeurs*: Man vyi, Roke, Splittist

Fichier:Carte des conséquences du Traité de Brest-Litovsk.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Carte_des_conséquences_du_Traité_de_Brest-Litovsk.svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs*: historicair 22:59, 3 December 2006 (UTC)

Fichier:General gouraud french army world war i machinegun marne 1918.JPEG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:General_gouraud_french_army_world_war_i_machinegun_marne_1918.JPEG *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: US War Dept.

Fichier:NationaalArchief uboat155London.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:NationaalArchief_uboat155London.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Docu, FlickreviewR, Ingolfson, Oneblackline, PeterJewell, Rcbutcher, Xaphire, 1 modifications anonymes

Fichier:Ossuaire van Douaumont.JPG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Ossuaire_van_Douaumont.JPG *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Original uploader was Duhjeroen at nl.wikipedia

Fichier:Morgenthau336.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Morgenthau336.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Henry Morgenthau

Fichier:Tamines MM1.JPG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Tamines_MM1.JPG *Licence*: Creative Commons Attribution 3.0 *Contributeurs*: Jean-Pol GRANDMONT

Fichier:Tomb of the Unknown Soldier, Canberra.JPG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Tomb_of_the_Unknown_Soldier,_Canberra.JPG *Licence*: inconnu *Contributeurs*: User:Dysprosia

Fichier:Red Zone Map-fr.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Red_Zone_Map-fr.svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs*: derivative work: Tinodela (talk) Zone_rougeRed_Zone_Map.jpg: Lamiot

Fichier:Caron 13 - Moreuil - Vue générale.JPG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Caron_13_-_Moreuil_-_Vue_générale.JPG *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Scanné par Claude Shoshany

Fichier:Fleury-devant-Douaumont anciennes rues.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Fleury-devant-Douaumont_anciennes_rues.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs*: TCY

Fichier:Map Europe 1923a-fr.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Map_Europe_1923a-fr.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs*: User:Spiridon Ion Cepleanu

Fichier:TreatyOfSevres (trad).PNG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:TreatyOfSevres_(trad).PNG *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs*: Cédric Boissière

Fichier:Cheshire Regiment trench Somme 1916.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Cheshire_Regiment_trench_Somme_1916.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Alvesgaspar, Badseed, Bastique, Berrucomons, Cliohist, Courcelles, Docu, Edward, FSII, Fæ, Greenshed, Gsl, Ingolfson, IxK85, Jkelly, Julia W, Labattblueboy, Manco Capac, Manuelt15, Ms2ger, Nemo5576, Olivier2, Rcbutcher, Romary, Shizhao, Thierry Caro, Wames, Zzyzx11, 7 modifications anonymes

Fichier:The Battle of the Somme film image1.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:The_Battle_of_the_Somme_film_image1.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Geoffrey Malins

Fichier:DFW C.V (Av) banking.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:DFW_C.V_(Av)_banking.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Ariadacapo, Ciar, FranksValli, Gonzosft, Ingolfson, PeterWD, Sherbrooke, Svencb, Threecharlie

Fichier:Dog with mask WWI.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Dog_with_mask_WWI.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Halsey, Francis Whiting,

Fichier:British 55th Division gas casualties 10 April 1918.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:British_55th_Division_gas_casualties_10_April_1918.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: 2nd Lt. T.L. Aitken

Fichier:Munitions Manufacturing NGM-v31-p322.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Munitions_Manufacturing_NGM-v31-p322.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: American Press Association.

Fichier:INCONNU - La Guerre 1914-1915 - AMIENS - Le passage de l'armée d'Afrique - 185 RP Paris.JPG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:INCONNU_-_La_Guerre_1914-1915_-_AMIENS_-_Le_passage_de_l'armée_d'Afrique_-_185_RP_Paris.JPG *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: scanné par Claude Shoshany

Fichier:Emprunt National 1918.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Emprunt_National_1918.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Sophus Bie, Tangopaso

Fichier:Imperialwarcabinet-bordonhu.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Imperialwarcabinet-bordonhu.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Department of Foreign Affairs and International Trade Public domain

Fichier:Benedictus XV.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Benedictus_XV.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: unknown, see source for details

Fichier:Russian prisoners tannenberg.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Russian_prisoners_tannenberg.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: website: Ray Mentzer (atominfo@aol.com); photographer unknown

Fichier:External.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:External.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bayo, Denelson83, FML, Insuranze, Lensovet, Lkopeter, Metalhead64, Rocket000, 2 modifications anonymes

Fichier:Speaker Icon.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Speaker_Icon.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Blast, G.Hagedorn, Mobius, Tehdog, 2 modifications anonymes

Fichier:Knekelhuis-verdun.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Knekelhuis-verdun.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Original uploader was Gvdbor at nl.wikipedia

Fichier:Military symbol.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Military_symbol.svg *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: ANGELUS, Ash Crow, F l a n k e r, Jdcollins13, Palosirkka, Rama, Rocket000

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/

Seconde Guerre mondiale

« 39-45 » redirige ici. Pour la revue mensuelle française consacrée à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, voir 39-45 (magazine).

Pour les articles homonymes, voir Guerre mondiale.



Seconde Guerre mondiale

Dans le sens des aiguilles d'une montre à partir d'en haut à gauche : troupes du Commonwealth dans le désert ; civils chinois enterrés vivants par des soldats japonais ; forces soviétiques durant une offensive hivernale ; avions de combat japonais prêts à s'envoler sur le pont du porte-avion japonais Shōkaku ; combat de troupes soviétiques à Berlin ; un sous-marin allemand subissant une attaque. Informations générales

Date	Entrée en guerre en Europe dans la Seconde Guerre mondiale : 1er septembre 1939 Entrée en guerre dans le Pacifique : 7 décembre 1941 Capitulation allemande : 8 mai 1945 Capitulation japonaise : 2 septembre 1945.
Lieu	Europe, Océan Pacifique, Asie, Moyen-Orient, Mer Méditerranée, Océan Atlantique, Afrique, Océanie, Océan Indien, Amérique du Nord
Issue	- Victoire des Alliés. - Émergence des États-Unis et de l'URSS comme superpuissances. - Création de l'ONU. - Constitution du Bloc de l'Est, Guerre froide. - Début du processus de décolonisation. - Occupation de l'Allemagne et de l'Autriche, division en 1949 de l'Allemagne entre Allemagne de l'Ouest et Allemagne de l'Est - Occupation du Japon

BelligérantsAlliés

Union soviétique (1941-1945)
États-Unis (1941-1945)
Royaume-Uni
République de Chine (en guerre depuis 1937)
France[1]
Pologne[2]
Canada
Australie
Nouvelle-Zélande

Royaume de Grèce
Pays-Bas
Union d'Afrique du Sud
Royaume de Yougoslavie
Norvège
Belgique
Brésil
Royaume d'Italie (1943-1945)
*et autres***Commandants** Joseph Staline
Franklin D. Roosevelt / Harry S. Truman
Winston Churchill
Tchang Kaï-chek
Charles de Gaulle
William Lyon Mackenzie King
John Curtin**Pertes**

Militaires

Militaires : 16 000 000 **Civils :** 45 000 000 **Total :** 61 000 000 *…plus de détails*

Axe

Reich allemand
Empire du Japon (en guerre depuis 1937)
Royaume d'Italie (1940-1943)
Royaume de Hongrie (1940-1945)
Royaume de Roumanie (1941-1944)
Royaume de Bulgarie (1941-1944)
État indépendant de Croatie (1941-1945)
République slovaque

Cobelligérants

Finlande (1941-1944)
Mandchoukouo
Thaïlande (1941-1945)
Royaume d'Irak (1941)
République sociale italienne (1943-1945)
et autres Adolf Hitler
Hirohito
Benito Mussolini
Philippe Pétain
Miklós Horthy
Ion Antonescu
Carl Gustaf Emil Mannerheim
Plaek Pibulsonggram

Militaires

Militaires : 8 000 000 **Civils :** 4 000 000 **Total :** 12 000 000 *…plus de détails*

modifier [3]

La **Seconde Guerre mondiale**, ou **Deuxième Guerre mondiale**[4], est un conflit armé à l'échelle planétaire qui dura du 1er septembre 1939 au 2 septembre 1945. Ce conflit planétaire opposa schématiquement deux camps : les Alliés

et l'Axe. Il prit fin sur le théâtre d'opérations européen le 8 mai 1945 par la capitulation sans condition du III^e^ Reich, puis s'acheva définitivement sur le théâtre d'opérations Asie-Pacifique le 2 septembre 1945 par la capitulation sans condition de l'Empire du Japon, dernière nation de l'Axe à connaître la défaite.

Provoquée par le règlement insatisfaisant de la Première Guerre mondiale et par les ambitions expansionnistes et hégémoniques des trois principales nations de l'Axe (Allemagne nazie, Italie fasciste et Empire du Japon), elle consista en la convergence, à partir du 3 septembre 1939, d'un ensemble de conflits régionaux respectivement amorcés le 18 juillet 1936 en Espagne (la guerre d'Espagne), le 7 juillet 1937 en Chine (la guerre sino-japonaise), et le 1^er^ septembre 1939 en Pologne (campagne de Pologne), puis par l'entrée en guerre officielle de l'ensemble des grandes puissances de l'époque : France, Royaume-Uni et leurs empires dès le 3 septembre 1939, URSS à partir de l'invasion allemande de juin 1941, États-Unis le 7 décembre 1941 dans un conflit impliquant la majorité des nations du monde sur la quasi-totalité des continents.

La Seconde Guerre mondiale constitue le conflit armé le plus vaste que l'humanité ait connu, mobilisant plus de 100 millions de combattants de 61 nations, déployant les hostilités sur quelque 22 millions de km²[5], et tuant environ 62 millions de personnes, dont une majorité de civils. N'opposant pas seulement des nations, la Seconde Guerre mondiale fut la première grande guerre idéologique de l'Histoire, ce qui explique que les forces de collaboration en Europe et en Asie occupées aient pu être solidaires de pays envahisseurs ou ennemis, ou qu'une résistance ait pu exister jusqu'en plein cœur de l'Allemagne nazie en guerre.

Guerre totale, elle gomma presque totalement la séparation entre espaces civil et militaire et vit, dans les deux camps, la mobilisation poussée non seulement des ressources matérielles – économiques, humaines et scientifiques – mais aussi morales et politiques, dans un engagement des sociétés tout entières.

La somme des dégâts matériels n'a jamais pu être chiffrée de façon sûre, mais il est certain qu'elle dépasse les destructions cumulées de l'ensemble des conflits connus par le genre humain depuis son apparition. Le traumatisme moral ne fut pas moins considérable, la violence ayant pris des proportions inédites.

Elle connut de multiples crimes de guerre, qui ne furent l'apanage d'aucun camp, crimes s'insérant dans une violence militaire et policière d'une intensité et d'une profondeur inégalées. Elle vit également l'émergence à une échelle inconnue jusqu'alors de crimes de masse particulièrement atroces et pour certains sans précédents, tout particulièrement à l'instigation de l'Allemagne nazie et du Japon impérial.

Parmi ces crimes figurent la déportation en camps de concentration, camps de travail et camps de la mort, comportant des chambres à gaz à des fins d'extermination de populations entières (Juifs, Slaves, Tziganes), ou de catégories particulières d'individus (homosexuels, handicapés, etc.) commandées par le régime nazi : l'ampleur des crimes suscita la définition des crimes contre l'humanité, crime de guerre, et les premiers procès pour génocide.

Le régime Shōwa ne fut nullement en reste en Asie avec, à son actif, 10 millions de civils chinois enrôlés de force par la *Kōa-in* au Mandchoukouo, environ 200 000 « femmes de réconfort » enrôlées en Corée et dans tout l'Extrême-Orient, ainsi que l'annihilation systématique de populations civiles, principalement en Chine et notamment lors du massacre de Nankin.

Il faut ajouter les meurtres systématiques de résistants et d'opposants politiques, ainsi que les représailles contre les civils, par les nazis ; les expérimentations sur des êtres humains auxquelles se livrèrent des médecins nazis, tel le SS Josef Mengele, et l'unité japonaise 731 ; les bombardements aériens massifs de civils d'abord par l'Axe en Europe (Coventry en Angleterre, Rotterdam aux Pays-Bas) et en Asie (Shanghai, Guangzhou, Chongqing, cette dernière étant la ville la plus bombardée du conflit sino-japonais), puis par les Alliés : Dresde et Hambourg en Allemagne, Tokyo avec du napalm au Japon. Pour la première fois, la bombe atomique fut utilisée contre un pays : deux bombes A larguées sur des cibles civiles par les États-Unis ont explosé à trois jours d'intervalle, à Hiroshima et à Nagasaki au Japon.

La Seconde Guerre mondiale propulse les États-Unis et l'URSS, principaux vainqueurs, au rang de superpuissances concurrentes appelées à dominer le monde en même temps que de connaitre une vive rivalité idéologique et

politique, pour près de 45 ans par la suite. Elle scelle le déclin des puissances impériales d'Europe, et ouvre le processus de décolonisation qui s'accélère après-guerre en Asie, dans le monde arabe et en Afrique, jusqu'aux années 1960.

L'ampleur des destructions et des morts suscite la création d'instances internationales, politiques et économiques, visant à éviter la réapparition des conditions ayant mené à la guerre (Organisation des Nations unies et Fonds monétaire international pour les plus connues).

Enfin ce dernier conflit d'ampleur sur le continent européen marque par sa fin le début en Europe de l'Ouest d'une période de prospérité sans précédent, dans la foulée de la reconstruction, et l'émergence progressive d'un projet d'unification politique pacifique.

Marche vers la guerre

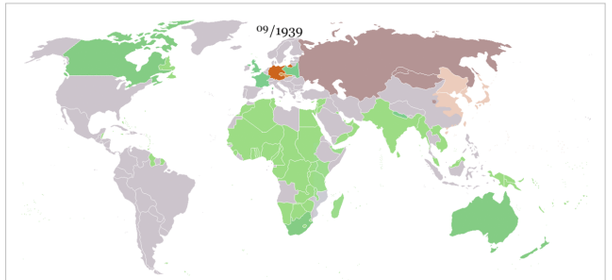
Article détaillé : Causes de la Seconde Guerre mondiale.

Origines du conflit en Europe

Articles détaillés : Revanchisme et Réarmement du Troisième Reich.

Les traités de Versailles, Saint-Germain-en-Laye, Trianon et Neuilly avaient suscité rancœurs et frustrations et désirs de reconquête chez les peuples allemand, autrichien, hongrois et bulgare[6].

La crise de 1929 conduit les différents États à adopter des mesures protectionnistes et à se placer en position de rivalité les uns par rapport aux autres. Alors que l'agressivité des démocraties se situe sur le plan économique, les dictatures fascistes vont adopter une stricte autarcie et, naturellement, penser leur défense et leur expansion en termes militaires. Mais partout, les politiques d'armement sont mises en place efficacement pour sortir du marasme économique[].



Territoires de l'Axe : Puissances de l'Axe Colonies et territoires occupés de l'Axe**Territoires Alliés :** Alliés occidentaux Dominions des Alliés occidentaux Colonies et territoires occupés des Alliés occidentaux Alliés de l'Est (URSS et États satellites)**Autres :** Empire du Japon et États satellites (avant de rejoindre l'Axe) URSS et États satellites (avant de rejoindre les Alliés) France de Vichy et ses colonies (officiellement neutre, mais collaboratrice de l'Axe) Pays neutres*(Image animée, cliquez dessus pour voir l'évolution)*

Ceci pourrait expliquer une guerre dans un contexte où la politique de l'Allemagne aurait été inspirée par les classes dominantes traditionnelles. La guerre en Europe est toutefois directement issue des ambitions expansionnistes du parti nazi, au pouvoir en Allemagne, et exprimées dès 1924 par Adolf Hitler dans *Mein Kampf*. À ces ambitions visant à reconstituer un espace vital pour le peuple germanique se sont greffées les velléités expansionnistes du régime fasciste italien qui tenta tant bien que mal de se constituer un empire colonial en Éthiopie et en Europe du Sud

Origines du conflit en Asie

Articles détaillés : Expansionnisme du Japon Shōwa et Ère Shōwa (1926-1989).

Ulcérés par le traitement imposé à l'Empire du Japon par les puissances occidentales lors du traité de Versailles et les traités navals de Washington et de Londres, de nombreux politiciens et militaires japonais, comme Fumimaro Konoe et Sadao Araki réactualisent la doctrine du *hakko ichi'u* (les 8 coins du monde sous un seul toit) et mettent en place une idéologie fondée sur la suprématie de la race japonaise et son droit à dominer l'Asie. Cette idéologie raciste présente le Japon comme le centre du monde et prend assise sur l'institution impériale et l'empereur, être divin et descendant de la déesse Amaterasu Omikami. Elle donne lieu à une tentative de restauration Shōwa.

Porté par l'influence des factions militaires, le Japon envahit ainsi la Mandchourie en 1931 puis le reste de la Chine en 1937. Le refus du Japon de se retirer de l'Indochine française, envahie en 1941, et de la Chine, à l'exclusion du Mandchoukouo, mène à l'été de la même année à l'imposition par les États-Unis d'un embargo sur le pétrole. En réaction, Hirohito lance alors la guerre de la Grande Asie orientale (*Dai Tô-A sensô*) et autorise l'attaque de Pearl Harbor et l'invasion de l'Asie du Sud-Est.

Belligérants

Articles détaillés : Pays impliqués dans la Seconde Guerre mondiale, Axe Rome-Berlin-Tokyo et Alliés de la Seconde Guerre mondiale.

Il est d'usage d'appeler les signataires du Pacte tripartite et leurs alliés, « Forces de l'Axe », et leurs adversaires, « Alliés ». Il n'est pas forcément possible de classer sans ambiguïté un pays belligérant dans l'un ou l'autre camp, car les alliances se sont modifiées tout au long du conflit. On pourra prendre l'exemple de l'URSS qui signa un traité avec Hitler avant de rejoindre les Alliés.

Membres de l'Axe



Hermann Göring et Adolf Hitler, respectivement ministre de l'Air et chef de l'État de l'Allemagne nazie.

La marche à la guerre en Europe a été rythmée de façon constante par les initiatives allemandes. Selon les mots d'Yves Durand : « La responsabilité du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale incombe indubitablement à l'Allemagne hitlérienne[7] ».

Lorsque l'Allemagne envahit la Pologne, l'Empire du Japon est déjà en guerre contre la Chine depuis 1937, mais les relations entre les deux pays restent distantes, et l'Allemagne ne soutient pas le Japon contre la Chine. L'empire du Japon, enlisé dans une guerre prévue au départ pour trois mois, est confronté à la difficulté d'occuper un territoire trop vaste et s'est livré à de nombreuses exactions contre les populations civiles (massacre de Nankin), en plus de recourir à maintes reprises aux armes chimiques et aux armes bactériologiques produites par l'unité 731[8].

Le 27 septembre 1940 a lieu à Berlin la signature du pacte tripartite par lequel le Japon reconnaît la prédominance de l'Allemagne et de l'Italie en Europe et ces deux derniers États, la suprématie du Japon en l'Asie orientale, cependant l'objectif principal a été empêcher les États-Unis de prendre part à la guerre. Les trois pays signent un pacte d'assistance mutuelle. Quant à l'Italie, théoriquement alliée de l'Allemagne depuis 1936, elle n'a déclaré la guerre à la France et au Royaume-Uni que le 10 juin 1940 et attaque le Royaume de Grèce sans consulter les Allemands le 28 octobre 1940.



Benito Mussolini, chef du gouvernement du Royaume d'Italie.

L'alliance du Royaume de Hongrie avec l'Allemagne à partir de 1938 lui vaut de réaliser des agrandissements territoriaux aux dépens de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie. Cependant, lorsqu'elle adhère au pacte en novembre 1940, elle n'est pas encore belligérante. La Hongrie intervient militairement lors de l'invasion de la Yougoslavie en avril 1941, puis lors de l'attaque contre l'URSS.

Le Royaume de Roumanie adhère au pacte en novembre 1940, après le coup d'état du maréchal pro-nazi Antonescu et l'occupation du pays par les troupes allemandes. En juin 1941, la Roumanie, pour récupérer les territoires que l'URSS lui avait ravis un an plus tôt, participe aux côtés de l'Allemagne à l'attaque contre l'URSS. L'armée roumaine est engagée non seulement dans les opérations militaires, mais aussi dans des exactions : extermination de la moitié des Juifs déportés en Transnistrie, ou de la population civile d'Odessa.



Hideki Tōjō, premier ministre de l'Empire du Japon de 1941 à 1944.

La Hongrie et la Roumanie ont envoyé plusieurs centaines de milliers d'hommes combattre aux côtés de l'Allemagne en URSS. La Grande-Bretagne et les États-Unis leur ont déclaré la guerre en décembre 1941. Les contingents de volontaires étrangers engagés sur le front russe au nom de l'anti-bolchevisme, comme division *Azul*, espagnole ou la Légion des volontaires français ont des effectifs beaucoup plus modestes.

Le régent du Royaume de Yougoslavie signe une alliance avec l'Allemagne en mars 1941. Il s'ensuit aussitôt un coup d'État militaire anti-allemand : lorsque le nouveau roi imposé par le putsch dénonce l'alliance, l'Allemagne et l'Italie envahissent et démantèlent la Yougoslavie. L'État indépendant de Croatie devient un satellite de l'Allemagne nazie. Autre satellite de l'Allemagne, la Slovaquie, qui a adhéré au pacte tripartite en novembre 1940, déclare la guerre à l'URSS le 23 juin 1941.

Le Royaume de Bulgarie devient officiellement membre du pacte tripartite le 1er mars 1941 et laisse la Wehrmacht traverser son territoire pour envahir la Grèce. La Bulgarie profite de son alliance pour réaliser quelques agrandissements territoriaux. Elle ne participe pas à l'invasion de l'URSS, mais la Grande-Bretagne et les États-Unis lui ont déclaré la guerre en décembre 1941. Elle n'est en guerre contre l'URSS que pendant vingt-quatre heures, le 5-6 septembre 1944.

Après avoir été envahie par l'URSS en novembre 1939 lors de la guerre d'Hiver, la Finlande s'allie à l'Allemagne et déclare la guerre à l'URSS le 26 juin 1941, dans le cadre de la guerre de continuation. Cependant, le maréchal Mannerheim borne explicitement ses objectifs à la reprise des terres annexées par les Soviétiques deux ans plus tôt, par le Traité de Moscou.

En détruisant une partie de la flotte des États-Unis à Pearl Harbor le 7 décembre 1941 et en envahissant la Malaisie, possession britannique, le Japon entre résolument dans la guerre contre les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Le Japon et l'URSS s'affrontent, sans déclaration de guerre, en 1939 en Mongolie (bataille de Halhin Gol). Les Soviétiques ne déclarent toutefois officiellement la guerre au Japon que le 8 août 1945. Le 21 décembre 1941, la Thaïlande signe un pacte défensif avec le Japon et déclare la guerre aux États-Unis et au Royaume-Uni. La chute du gouvernement de Plaek Pibulsonggram en juillet 1944 ne rompt pas officiellement l'alliance, mais la Thaïlande se retire du conflit en évacuant les territoires pris aux Britanniques et des contacts sont pris avec les Alliés.

Le 8 septembre 1943, Badoglio, qui a remplacé Mussolini, rompt l'alliance avec l'Allemagne en signant un armistice avec les Alliés. Hitler envahit aussitôt la péninsule qu'il occupe jusqu'à Naples.

À partir de la fin 1943, la Hongrie envisage un retournement d'alliance. Informé de ces préparatifs, Hitler ordonne l'occupation de la Hongrie le 19 mars 1944, destitue le régent Horthy et offre le pouvoir à Ferenc Szalasi qui reste dans l'Axe.

Adversaires de l'Axe



Winston Churchill, premier ministre du Royaume-Uni et Charles de Gaulle, chef de la France libre.

Comme l'armée tchécoslovaque n'avait pas opposé de résistance lors de l'invasion de la Bohême-Moravie, le 15 mars 1939, on peut considérer que la Pologne est le premier adversaire de l'Allemagne belligérant à partir du 1er septembre 1939 lorsqu'elle résiste à son invasion par l'Allemagne. L'invasion de la Pologne provoque les déclarations de guerre de la Grande-Bretagne et de la France le 3 septembre 1939, à respectivement 13 h et 17 h. Avec la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande déclarent également la guerre à l'Allemagne. Au fil de la guerre, tous les dominions (Canada, Afrique du Sud, Terre-Neuve) et toutes les colonies (Inde, Nigeria, Kenya, etc.) de l'Empire britannique deviennent tôt ou tard partie prenante du conflit sauf l'Irlande du Sud qui reste officiellement neutre sous la direction de Éamon de Valera.

En avril 1940, lorsque l'Allemagne envahit le Danemark et la Norvège, la Norvège oppose une résistance armée alors que le Danemark, trop faible militairement, tente plusieurs contre-attaques sans succès et se place "sous la protection de l'Allemagne" selon les paroles de son roi.

Le 10 mai 1940 la bataille de France démarre par l'invasion par les Allemands du Luxembourg, de la Belgique et des Pays-Bas, jusqu'alors tous neutres.

Les autorités du Luxembourg, qui ne possède pas de véritable armée[9], opposent une protestation de forme à leurs envahisseurs[10] qui s'emparent du pays dans la journée.

Après cinq jours, les forces militaires hollandaises se rendent et les Pays-Bas sont entièrement occupés par l'Allemagne, tandis que la reine et le gouvernement hollandais s'exilent à Londres. L'Indonésie est gardée sous contrôle par le gouvernement avant d'être perdu face aux Japonais.

Pour les belges c'est la campagne des dix-huit jours, qui se termine par la reddition de l'armée belge le 28 mai 1940. Le gouvernement se réfugie en France, puis au Royaume-Uni après l'armistice du 22 juin. Avec les forces qui ont pu

échapper à l'ennemi, il continue ainsi la guerre au service ou aux côtés des alliés, utilisant notamment sa colonie le Congo belge.

La bataille de France voit la destruction de l'essentiel des armées française en mai et juin 1940 ce qui pousse le gouvernement français à demander l'armistice, qui sera signé le 22 juin. Refusant de cesser le combat, le 18 juin depuis Londres le général français de Gaulle lance un appel à le rejoindre pour poursuivre la lutte contre l'Allemagne aux côtés de l'Empire britannique. Par l'armistice, la France s'est retirée de la guerre, entreprenant avec l'Allemagne une collaboration économique forcée qui englobe tout son empire.



Franklin Delano Roosevelt, président des États-Unis.

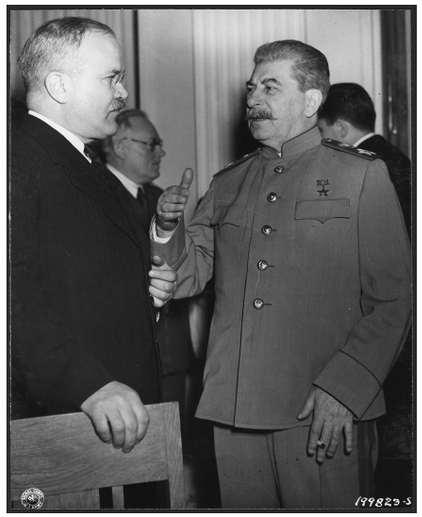
Malgré cela, les dirigeants de l'Empire britannique écartent toute perspective de paix avec l'Allemagne. La Grande-Bretagne héberge d'ailleurs un certain nombre de gouvernements en exil ou de gouvernements dissidents qui mettent ce qui reste de leurs forces armées, notamment polonaises, tchèques, yougoslaves, belges, néerlandaises et françaises, plus ou moins importantes, aux côtés du Royaume-Uni.

Après l'attaque de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, les États-Unis sont entrés en guerre contre le Japon ; et de fait contre l'Allemagne et l'Italie, puisque l'Allemagne et l'Italie déclarent la guerre aux États-Unis le 11 décembre en guise de soutien affiché au régime japonais. Lors de la conférence de Washington, au début de 1942, les États-Unis et le Royaume-Uni décident que l'objectif prioritaire pour remporter la guerre est de vaincre l'Allemagne (« L'Allemagne d'abord »).

La République de Chine, en guerre avec le Japon depuis 1937, se retrouve dès lors dans le camp des puissances alliées. De nombreux pays d'Amérique latine déclareront la guerre à l'Allemagne : le Brésil en janvier 1942[11] et le Mexique en mai 1942.

Après le débarquement allié en Afrique du Nord, en novembre 1942, la majeure partie de l'Empire colonial français se retrouve du côté des Alliés.

En octobre 1943 le gouvernement italien Badoglio déclare la guerre à l'Allemagne, mettant l'armée italienne, grossie de nombreux engagés venus de la résistance, au service des Alliés. D'autres états qui avaient été membres de l'Axe, comme la Finlande ou la Roumanie qui, amputées territorialement par l'URSS en 1940, avaient participé à l'attaque allemande contre l'URSS en 1941 pour récupérer les territoires perdus (respectivement Carélie et Bessarabie), rejoignent à leur tour les Alliés lorsque l'Armée Rouge revient sur leurs frontières, la première en décembre 1944 (Guerre de Laponie), la seconde le 23 août 1944[12] (en outre, la Roumanie avait eu deux divisions engagées du côté allié dès 1941). Dans la nuit du 8 au 9 septembre 1944, la Bulgarie, occupée par l'Armée Rouge depuis trois jours, déclare à son tour la guerre à l'Allemagne. Toutefois, ces ralliements tardifs et contraints ne permettront pas à ces trois pays de participer à la fondation de l'Organisation des Nations unies. À l'ouest, l'effondrement du régime de Vichy en France métropolitaine met toutes les ressources du pays et de nombreux engagés au service de la France libre.



Viatcheslav Molotov et Joseph Staline, respectivement ministre des affaires étrangères et dirigeant politique de l'Union soviétique.

En 1945, les Alliés avertissent tous les États, que ceux qui auront déclaré la guerre à l'Allemagne seront admis à la conférence fondatrice de l'ONU. Ce qui entraîne, au printemps 1945, une cascade de nouvelles déclarations de guerre au Troisième Reich, qui pour la plupart resteront fort platoniques : il s'agit de pays sud-américains tels que le Paraguay, l'Équateur, le Pérou, l'Argentine, ou du Moyen-Orient tels que l'Égypte, la Syrie, le Liban, la Turquie (le 6 mai 1945…) et quelques autres. En tout, 52 États se sont trouvés en état de guerre avec l'Allemagne hitlérienne, sans pour autant être admis aux conférences interalliées, réservées aux « trois grands » (États-Unis, Empire britannique, URSS et, après l'été 1944, France), état de guerre auquel aucun traité de paix après 1945 n'est jamais venu mettre juridiquement fin.

Le 9 mai 1945, lendemain de la capitulation allemande, les dernières délégations diplomatiques nazies sont expulsées des derniers États neutres : la Suisse, la république d'Irlande, l'Espagne, le Portugal, l'Afghanistan et le Chili.



Tchang Kaï-chek, dirigeant de la République de Chine.

URSS

Lorsque l'URSS attaque la Pologne le 17 septembre 1939, conformément au protocole secret du pacte germano-soviétique, elle est, d'un point de vue polonais, dans le même camp que l'Allemagne, sans pour autant être en état de guerre déclarée avec la France et le Royaume-Uni. Lorsque l'URSS attaque la Finlande en novembre 1939, la Finlande se trouve plutôt du côté de la France et du Royaume-Uni. Cette agression vaut par ailleurs à l'URSS de se voir expulsée de la SDN fin 1939. Pendant la durée du pacte, Staline livre ponctuellement et à crédit du pétrole, des matières premières et des céréales permettant au Reich de contourner partiellement le blocus des Alliés. Il lui livre aussi plusieurs dizaines de communistes allemands réfugiés en URSS.

À partir du 22 juin 1941, l'URSS, attaquée par l'Allemagne, se retrouve dans le camp des Alliés. Elle bénéficie du prêt-bail américain en échange des réserves en or de la Banque d'État d'URSS. À défaut de pouvoir ouvrir avant 1944 le second front instamment réclamé par Moscou, les Alliés fournissent à l'URSS une aide importante, qui transite notamment par la dangereuse voie de navigation arctique.

Selon Raymond Cartier et John Keegan, entre octobre 1941 et juin 1942, les États-Unis livrent 1 285 avions, 2 249 chars, 81 287 mitrailleuses, 56 500 téléphones de campagne, 380 000 mille international de fil téléphonique. En 1943, 427 000 des 665 000 camions de l'Armée rouge viennent d'outre-Pacifique. L'Amérique fournit aussi 13 millions de bottes, 5 millions de tonnes de vivres ou encore 2 000 locomotives, 11 000 wagons, 54 000 tonnes de rail. Trois quarts du cuivre soviétique viennent des États-Unis, mais aussi une grande partie du pétrole de haute teneur sans lequel il est impossible de fabriquer du carburant pour avion.

La défaite allemande est impensable sans l'Armée rouge, qui fixe en juin 1944 les deux tiers de la Wehrmacht – en général les troupes les plus jeunes et les mieux équipées – et met hors de combat 85 % de ses soldats.

Récapitulatif

Effectifs des armées des principaux belligérants[13].
Les chiffres pour l'Allemagne sont donnés au 31 mai de chaque année

Années	1940	1941	1942	1943	1944	1945
IIIe Reich	5 600 000	7 200 000	8 600 000	9 500 000	9 500 000	
Japon	1 723 000	2 411 000	2 829 400	3 808 200	5 365 000	7 193 200
Royaume-Uni	2 212 000	3 278 000	3 784 000	4 300 000	4 500 000	4 653 000
États-Unis	458 000	1 795 000	3 844 000	8 918 000	11 240 000	11 858 000
URSS	500 000	4 027 000	9 000 000	10 000 000	12 400 000	10 800 000
France[14]	5 000 000	25 000	50 000	100 000	150 000	500 000
Belgique[15]	700 000	--	--	--	--	100 000[16]
Canada[17]	92 296	260 553	454 418	692 953	747 475	761 041

Résumé chronologique des opérations militaires

Article détaillé : Chronologie de la Seconde Guerre mondiale.

Succès des Forces de l'Axe (1939-1942)

La majorité des historiens[18] situent le début de la Seconde Guerre mondiale le 3 septembre 1939, lorsque après l'invasion de la Pologne par l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne en vertu d'un traité de février 1921, les liant à la Pologne.

L'historien Eric Hobsbawm, dans son ouvrage *L'Âge des extrêmes* (1994), souligne cependant que les gouvernements britanniques et français étaient enclins à négocier malgré l'invasion de la Pologne et que c'est sous la pression de leur population qu'ils furent contraints à ne pas reculer[19].



Les succès des Forces de l'Axe en Europe (31 août 1939- 21 juin 1941).

Front de l'Est (1939-1940)

Après une opération de provocation connue sous le nom d'incident de Gleiwitz, les troupes allemandes envahissent la Pologne sur tous les fronts, le 1er septembre 1939, à 4h45 du matin.

Articles détaillés : Ultimatum allemand à la Pologne, Opération Himmler et Campagne de Pologne (1939).

Le 17 septembre 1939, en application des clauses secrètes du Pacte germano-soviétique, l'Union soviétique envahit à son tour la Pologne par l'est. Largement surclassée, l'armée polonaise est écrasée avant la fin septembre.



Photo illustrant la composition des blindés de la Wehrmacht au moment de la campagne de Pologne : une colonne de panzers I et II, dépassée par un transport SdKfz 251 employé comme véhicule de reconnaissance (en).

Après le refus de la Finlande d'échanger des territoires propices à la défense de Leningrad contre des terres plus au nord, l'URSS attaque la Finlande le 30 novembre 1939. En dépit de la disproportion des forces, la résistance finlandaise est particulièrement vigoureuse, l'URSS subit de lourdes pertes et la Guerre d'Hiver dure jusqu'au 13 mars 1940. Elle s'achève avec le traité de Moscou du 12 mars 1940, met provisoirement un terme aux hostilités entre les deux pays. L'URSS obtient l'annexion de la Carélie dont l'isthme protège l'accès à Léningrad ainsi que plusieurs îles du golfe de Finlande.

Article détaillé : Guerre d'Hiver.

Toujours en application du Pacte germano-soviétique, l'URSS occupe en juin 1940, puis annexe, les pays baltes.

Front de l'Ouest (1940)

Sur le front ouest, une fois passée la démonstration sans lendemain de Gamelin dans la Sarre allemande (6-13 septembre 1939), les troupes franco-britanniques, sous commandement français, ne prennent aucune initiative militaire et ne mènent aucune opération offensive pendant plusieurs mois, restant retranchés derrière la ligne Maginot.

Articles détaillés : Drôle de guerre et Offensive de la Sarre.

Au printemps 1940, les Alliés se préparent à couper l'approvisionnement en fer de l'Allemagne, qui transite de la Suède vers le Reich par la Norvège, mais l'opération tourne au fiasco : c'est l'incident de Narvik. L'Allemagne envahit alors le Danemark et la Norvège le 9 avril 1940. Une majorité du corps expéditionnaire du Royaume-Uni et de la France doit rembarquer précipitamment, ce qui entraîne la chute de Chamberlain et son remplacement par Churchill le 10 mai 1940. Le 27 mai 1940, les Français de Béthouart s'emparent de Narvik, mais ils doivent l'abandonner quelques jours plus tard car, en France même, la victoire allemande est alors pratiquement acquise.

Articles détaillés : Opération Weserübung et Bataille de Narvik.

En effet, en mai-juin 1940, l'armée allemande mène à bien l'invasion foudroyante des Pays-Bas, du Luxembourg, de la Belgique et de la France. Dans cette campagne fulgurante les Allemands mettent en œuvre leur doctrine de percée et d'avance par l'usage coordonné des forces blindées, mécanisées et aériennes : la *Blitzkrieg* ou guerre-éclair. Malgré les avertissements des attachés militaires alliés à l'étranger et la communication des Belges au général en chef français Maurice Gamelin des plans allemands d'attaque par l'Ardenne[20] la surprise devant la tactique allemande est complète.

Dès le 25 mai, la défaite des armées franco-belgo-anglaises du nord se précise après 18 jours de combat au cours desquels les Chasseurs ardennais, troupe d'élite de l'armée belge, ont retardé la percée allemande en Ardenne pendant deux jours et que les Français percés à Sedan se soient provisoirement rendu maîtres du terrain à Gembloux, au sud

de Bruxelles, dans une bataille de chars sous les ordres du général Prioux. Le fort belge d'Ében-Émael étant tombé en 24 heures, le 11 mai et l'armée hollandaise ayant retraité précipitamment vers le réduit de Zélande, découvrant la gauche de l'armée belge, celle-ci finit par livrer une bataille d'arrêt de quatre jours sur la Lys du 24 au 27 mai, après des retraites successives sur la Meuse et la Dendre en coordination plus ou moins réussie avec les armées française et anglaise du nord devant les percées profondes des armées allemandes et alors que le front belge est tourné sur sa gauche par la reddition hollandaise du 14 mai. Le roi des Belges Léopold III sait que les Anglais préparent un réembarquement à Dunkerque et ne prévoient pas de sauver ce qui reste de combattants belges, comme l'avoue Lord Keyes, attaché militaire anglais auprès du roi[21],[22]. Le 28 mai 1940, l'armée belge étant à bout de munitions et de moyens logistiques, le roi donne un ordre de reddition -après avoir prévenu le gouvernement de Londres par une lettre personnelle au roi d'Angleterre et l'envoi de messages radios aux généraux français-[23] acte purement militaire qui ne concerne pas la force armée du Congo Belge et laisse intact le pouvoir du gouvernement civil qui se réfugie en France, puis en Angleterre lors de la défaite française. Le Royaume-Uni réussit, du 27 mai au 3 juin, à sauver 300 000 soldats[réf. nécessaire] au cours de la plus vaste opération de réembarquement de l'histoire militaire.

Le 5 juin, Hitler reprend l'offensive en France et perce les lignes de défense du nouveau généralissime Weygand sur la Somme et l'Aisne. L'Italie se joint alors à l'Allemagne et déclare la guerre à la France le 10 juin. Puis, en France, le nouveau gouvernement Pétain demande l'armistice le 17 et en accepte les conditions le 22. Après l'armistice franco-italien qui suit, le 24, les combats cessent le 25 juin. À la surprise générale, l'armée française, réputée depuis 1918 la meilleure du monde[réf. nécessaire], s'est effondrée en quelques semaines.

Articles détaillés : Bataille de France, Bataille de Dunkerque et Armistice du 22 juin 1940.

Contre l'attente des stratèges nazis et des généraux français battus, le Royaume-Uni résiste avec succès à l'aviation allemande, car, malgré la faiblesse de son armée de terre, elle dispose d'une flotte puissante (qui ne semble pas menacée par une mainmise allemande sur la flotte française, grâce aux clauses de l'armistice et après la destruction de quelques-unes de ses unités à Mers El Kebir) et d'une aviation bien organisée. En outre, le premier ministre Churchill, qui a remplacé Chamberlain, parvient à galvaniser le pays. Soumis d'abord à des attaques aériennes sur des cibles stratégiques, le Royaume-Uni fait face de septembre 1940 à mai 1941 à des bombardements terroristes sur ses métropoles : ce *« Blitz »*, qui détruit notamment la City de Londres et la ville de Coventry, ne parvient ni à entamer la résolution britannique ni à compenser les pertes de la Luftwaffe de Göring, vaincue par les pilotes de la Royal Air Force.

Article détaillé : Bataille d'Angleterre.

Pour tenir seul face à Hitler, le Royaume-Uni dispose de l'aide d'abord économique des États-Unis, puisque ceux-ci, bien qu'officiellement neutres, l'approvisionnent en armes et en ravitaillement. Roosevelt obtient du Congrès en mars 1941, le vote de la « loi Prêt-Bail », qui lui permet d'apporter une aide matérielle illimitée au Royaume-Uni et à ses alliés.

Front d'Afrique du Nord (1940)

En septembre 1940, les forces italiennes avaient attaqué l'Égypte, pays alors sous influence britannique. Mais dès le mois de décembre, les Britanniques, appuyés par les forces du Commonwealth, passent à la contre-attaque, et les Allemands doivent envoyer ce que l'on appellera l'Afrika Korps en renfort pour secourir leurs alliés italiens. En juillet 1942, l'Afrika Korps de Rommel n'est plus qu'à quelques dizaines de kilomètres d'Alexandrie

Article détaillé : Guerre du désert.

Front des Balkans (1941)

Hitler, désespérant de prendre le Royaume-Uni et de l'amener à faire la paix, érige une puissante chaîne de fortifications, surnommée « mur de l'Atlantique », sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche, et décide d'attaquer l'URSS. Mais l'Italie fasciste vient elle-même d'agresser, à partir de l'Albanie, la Grèce qu'elle croyait sans défense. Or ce sont les forces grecques du dictateur nationaliste Metaxás qui sont victorieuses : après avoir contenu l'attaque des troupes de Mussolini, l'armée grecque et un corps expéditionnaire britannique, australien, néo-zélandais, indien et sud-africain les repousse et envahit à son tour l'Albanie italienne.

Articles détaillés : Guerre italo-grecque et Bataille de Grèce.

C'est alors que, pour prêter main forte aux Italiens, Hitler repousse de plusieurs semaines son opération contre l'URSS et envoie en avril 1941 ses troupes vers la Grèce, à travers la Hongrie sympathisante et après avoir envahi au passage la Yougoslavie. Les nazis battent les armées yougoslave et grecque, ce qui leur permet d'occuper tout le sud de l'Europe. Mais, du même coup, ils viennent de créer un front supplémentaire en Yougoslavie, où les résistances monarchiste de Draža Mihailović (Tchetniks) et communiste de Tito (Partisans), allaient immobiliser de 13 à 20 divisions allemandes jusqu'à la fin de la guerre. De plus, l'invasion de l'URSS est différée, du 15 mai au 22 juin.

Articles détaillés : Campagne des Balkans et Campagne de Yougoslavie.

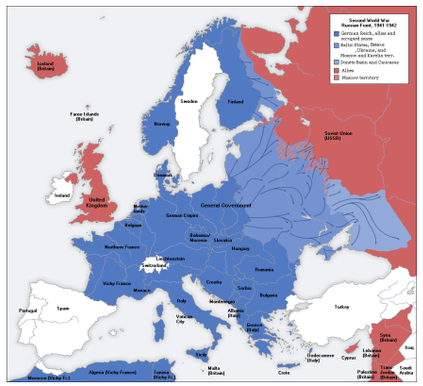
Front de l'Est (1941)

Le 22 juin 1941, la Wehrmacht envahit l'URSS dans le cadre de l'Opération Barbarossa. Elle mobilise 3,2 millions de soldats allemands, et 600 000 soldats des états alliés de Hongrie, de Roumanie, de Finlande, de Slovaquie et d'Italie. C'est à ce jour la plus grande offensive militaire de l'histoire[24].

Malgré une avance foudroyante et la capture ou le massacre de plusieurs millions de Soviétiques, la Wehrmacht est stoppée en décembre 1941, à une trentaine de kilomètres de Moscou dans un froid glacial et sans équipement adéquat. Pour la seconde fois depuis la campagne de Russie de 1812, les Russes sont sauvés par la rigueur de leur hiver, et aussi par un appel pressant au patriotisme et au sacrifice face à des combats très meurtriers. Les Allemands restent également bloqués devant Léningrad, délibérément soumise par Hitler à un siège de 900 jours, qui fera périr de faim 700 000 habitants.

Articles détaillés : Controverse sur les plans d'offensive soviétiques, Opération Barbarossa, Siège de Léningrad et Front de l'Est (Seconde Guerre mondiale).

Dès lors, la campagne de Russie va mobiliser l'essentiel des efforts militaires allemands. Malgré leurs pertes énormes, les Soviétiques ont pu replier leur potentiel industriel dans l'ordre, plus de 10 millions de travailleurs et des milliers d'usines démontées étant réinstallées à l'est de l'Oural. La réintégration de l'URSS dans le camp allié lui permet aussi de recevoir une forte aide américano-britannique en matériel de qualité et en ravitaillement. Staline proclame aussi l'union sacrée et galvanise les énergies, tout en maintenant intacte la terreur contre les soldats défaillants ou les officiers vaincus. Enfin, les Soviétiques ont encore des réserves. Au cours de l'hiver 1941, leurs troupes sibériennes contre-attaquent devant Moscou, obligeant les envahisseurs à reculer.



Conquêtes allemandes (bleu) pendant la Seconde Guerre mondiale.

Front d'Afrique de l'Est (1941)

En 1941, les troupes coloniales du Congo Belge battent les Italiens à Asosa, au sud de l'Abyssinie tandis que les troupes anglaises, appuyées par des forces françaises libres battent l'armée italienne et réinstallent le Négus sur son trône à Addis-Abeba.

Front d'Extrême-Orient et du Pacifique (1941)

Désireux de venger l'affront fait par la France au royaume de Siam en 1893 et 1904, la Thaïlande profite de l'invasion de celle-ci par l'Allemagne et se lance en janvier 1941 dans une série d'attaques contre l'Indochine française, déclenchant la guerre franco-thaïlandaise. Aucun camp n'étant en mesure de s'imposer, le litige est tranché par le Japon, présent au nord de l'Indochine depuis septembre 1940 et qui octroie à la Thaïlande une partie du Laos et du Cambodge.

Le 7 décembre 1941, l'Empire du Japon, allié de l'Allemagne depuis 1936 et en guerre depuis 1937 avec la République de Chine, attaque les États-Unis, restés jusque-là en dehors de la guerre. Il détruit par surprise l'essentiel de la flotte américaine du Pacifique à Pearl Harbor. Au même moment a lieu l'invasion de la Malaisie britannique. L'Armée impériale japonaise envahit ensuite le Commonwealth des Philippines et les Indes orientales néerlandaises.

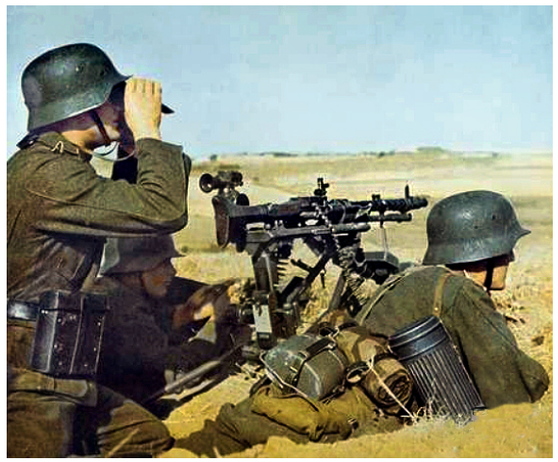
Articles détaillés : Guerre sino-japonaise (1937-1945), Attaque de Pearl Harbor, Bataille de Malaisie, Bataille des Philippines (1941-1942), Campagne des Indes orientales néerlandaises et Bataille de Singapour.

Tournant de 1942

L'attaque de Pearl Harbor provoque l'entrée en guerre des États-Unis, bientôt suivis par le Mexique et par d'autres États latino-américains. Affaiblis par l'attaque japonaise, les États-Unis mettent toute leur puissance industrielle au service de la guerre et sont bientôt en mesure de porter des coups. Au début de juin 1942, la bataille aéronavale des îles Midway coûte quatre porte-avions au Japon, désormais placé sur la défensive dans le Pacifique. Les États-Unis commencent la reconquête de l'océan Pacifique, île par île.

Articles détaillés : Bataille de Midway, Campagne des îles Salomon et Campagne de Nouvelle-Guinée.

En Europe, l'Union soviétique supporte presque seule l'effort de guerre contre l'Allemagne nazie. À partir de juin 1942, les Allemands ont relancé leur offensive vers l'est, en direction de la Volga et des pétroles du Caucase. Mais les troupes allemandes restent bloquées devant Stalingrad.



Soldats allemands équipés d'une mitrailleuse MG34 sur le front russe, en 1942.

Articles détaillés : Bataille de Stalingrad et Bataille du Caucase.

En Afrique du Nord, les Britanniques ont repris l'initiative à partir de septembre 1942. Ils remportent une victoire décisive à El-Alamein et commencent à repousser l'Afrika Korps vers l'ouest.

Article détaillé : Seconde bataille d'El Alamein.

Staline presse ses alliés d'ouvrir un deuxième front à l'ouest. Après des hésitations, Churchill et Roosevelt se décident pour l'Afrique du Nord. C'est l'opération Torch, qui se traduit par le débarquement des forces alliées au Maroc et en Algérie, le 8 novembre 1942. Le 11 novembre, l'amiral Darlan, à Alger, engage l'Afrique à reprendre le combat aux côtés des Alliés. Il est officiellement désavoué par le maréchal Pétain. Mais les Allemands considèrent que l'armistice de juin 1940 est rompu et envahissent alors le 11 novembre 1942 la zone sud de la France que cet armistice avait prévu non occupée.

L'armée française d'Afrique se joint aux armées alliées. En Afrique du Nord, les Allemands sont alors pris en tenaille entre les Britanniques à l'est et les Franco-Américains à l'ouest.

Articles détaillés : Opération Torch et campagne de Tunisie.

Au cours de l'année 1942, l'entrée en guerre des États-Unis avait entraîné une extension à tout l'océan Atlantique de la lutte des sous-marins allemands contre les navires alliés qui assurent l'approvisionnement de la Grande-Bretagne. Les convois alliés subissent de très lourdes pertes tout au long de l'année, mais à partir de la fin de l'année 1942 et plus encore au début de 1943, de nouveaux moyens techniques – décryptage des communications ennemies, radars, sonars – permettent aux Alliés de détruire de plus en plus de sous-marins allemands, et les pertes alliées décroissent inexorablement.

Article détaillé : Bataille de l'Atlantique (1939-1945).

Victoires des Alliés (1943-1944)



Dans le Pacifique comme en Europe ou en Afrique, l'aviation alliée est une des clés de la victoire contre les forces de l'Axe.

Au début de l'année 1943, les Allemands subissent sur le front oriental une très lourde défaite à Stalingrad. Après les capitulations du 30 janvier et du 2 février 1943, les Soviétiques font 91 000 prisonniers, dont le maréchal Paulus, premier militaire allemand de ce rang capturé depuis 1806. Auparavant, le nombre de victimes a été considérable : entre un et deux millions de morts de part et d'autre[réf. nécessaire]. Les Soviétiques tentent alors de libérer l'Ukraine alors que les Allemands et leurs alliés sont à bout de souffle, mais une contre attaque allemande à Kharkov (Ukraine orientale) parvient à stopper l'Armée Rouge. Les Allemands mènent une offensive d'été limitée à Koursk (en Russie, au nord de Kharkov), en compensant leur manque d'infanterie, à la suite de la bataille de Stalingrad, par un fort déploiement de chars avec de nouveaux matériels. Attendus par les Soviétiques qui fortifient la région et amassent de grande quantité de blindés, les Allemands sont de nouveau défaits. Sans attendre, les Soviétiques déploient leurs chars et reprennent leurs offensives pour la libération de l'Ukraine.

Articles détaillés : Bataille de Stalingrad et Bataille de Koursk.

Avec la prise de Tunis, le 7 mai 1943 et la reddition des troupes allemandes et italiennes, les Alliés sont maîtres de toute l'Afrique du Nord. Le 10 juillet, ils débarquent en Sicile et prennent pied sur la péninsule italienne en septembre, le jour même où Badoglio, le successeur de Mussolini, évincé du pouvoir, annonce un armistice qui préfigure un retournement d'alliance. Les Allemands envahissent le territoire de leur ancien partenaire et bloquent de longs mois les troupes alliées de toutes nationalités au Monte-Cassino. Rome ne sera libérée que le 4 juin 1944, la Toscane en août 1944. La plaine du Pô ne sera atteinte qu'en avril 1945.

Articles détaillés : Campagne d'Italie (Seconde Guerre mondiale), Bataille du Monte Cassino et Quatre journées de Naples.

Pour la première fois depuis le début de la guerre, les trois dirigeants alliés, Churchill, Roosevelt et Staline se rencontrent à Téhéran à la fin du mois de novembre 1943 pour esquisser ce que sera le monde de l'après-guerre.

Article détaillé : Conférence de Téhéran.

Sur le front oriental, l'Armée rouge ne cesse de progresser vers l'ouest. Elle entre à Kiev, en Ukraine, en novembre 1943, dégage Leningrad en janvier 1944. Le 22 juin, alors qu'un front à l'ouest a été ouvert en Normandie, elle lance la plus grande offensive de son histoire, l'opération Bagration, qui permet de libérer la Biélorussie en quelques semaines, d'entrer en Prusse-Orientale et en Pologne jusqu'au faubourgs de Varsovie. Pour des raisons militaires, notamment l'épuisement de la dynamique de l'offensive notable en plusieurs points du front et la contre offensive de trois divisions panzer SS[25], et politiques, la Résistance polonaise non-communiste aurait pu se

prévaloir de la libération de sa capitale, l'Armée rouge se retire et laisse écraser l'insurrection de Varsovie (1er août - 2 octobre 1944). En août 1944, à l'approche des troupes soviétiques, la Roumanie et la Bulgarie changent de camp. Mais en s'emparant le 19 mars 1944 de la Hongrie alors alliée de l'Allemagne, Hitler empêche le régent Horthy d'allier lui aussi son pays à l'URSS, et les Soviétiques ne s'emparent de Budapest après un très long siège qu'en février 1945, s'ouvrant la route de Vienne. En Yougoslavie, les partisans de Tito libèrent une grande partie du pays et entrent dans Belgrade en septembre 1944 sans l'aide de l'Armée rouge.

Articles détaillés : Opération Bagration, Insurrection de Varsovie, Bataille de Budapest et Campagne de Yougoslavie.

Le 6 juin 1944, 4 126 navires alliés réussissent le plus grand débarquement de l'Histoire sur les plages de Normandie, prenant les Allemands par surprise et ouvrant enfin le second front. Malgré l'exploit logistique, l'armée hitlérienne parvient à contenir les Anglo-Saxons en Normandie pendant plus de dix semaines dans une longue bataille d'usure (bataille des Haies, bataille de Caen), jusqu'à ce que la percée d'Avranches (31 juillet 1944) ouvre la voie de la Bretagne et prenne les troupes allemandes à revers en les encerclant dans la poche de Falaise. Paris insurgée est libérée le 25 août 1944. Auparavant, le 15 août, des troupes américaines et françaises avaient débarqué en Provence, sur la côte méditerranéenne.



Soldats canadiens à Juno Beach, débarquement de Normandie du 6 juin 1944

Articles détaillés : Bataille de Normandie, Débarquement de Provence et Libération de Paris.

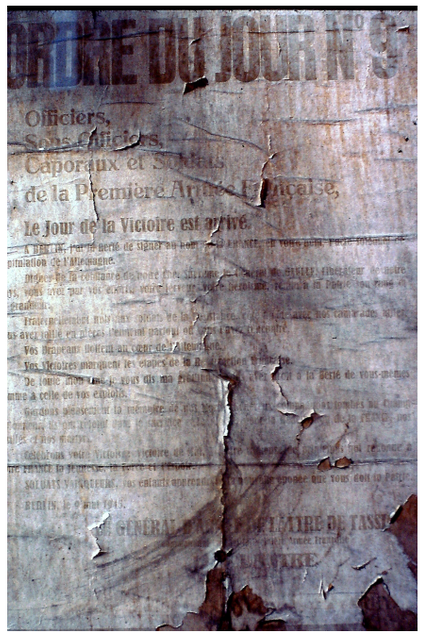
La progression se fait alors rapidement et, à la mi-septembre, presque toute la France et la Belgique sont libérées par les armées anglaises et américaines englobant quelques forces françaises, belges et hollandaises. Mais alors que les Alliés espéraient une fin du conflit avant la fin 1944, la résistance allemande va s'intensifier. L'opération aéroportée pour tenter une percée vers l'Allemagne par les Pays-Bas échoue (septembre 1944). La pénurie d'essence et les problèmes logistiques obligent à une bataille sur les abords de l'Escaut (novembre 1944) menée par les Canadiens pour libérer les accès maritimes du port d'Anvers. Dans l'est de la France, les Américains et les Français, d'abord à court de carburant, n'avancent que lentement face à une défense Allemande qui s'est renforcée. La contre-attaque allemande dans les Ardennes (Noël 1944) surprend totalement les Américains mais s'essouffle au bout d'une dizaine de jours. Elle contribue toutefois à retarder le passage du Rhin jusqu'à fin mars 1945.

Articles détaillés : Opération Market Garden, Bataille de l'Escaut et Bataille des Ardennes.

Victoire des Alliés et la capitulation des forces de l'Axe (1945)



Le Palais du Reichstag détruit après la bataille de Berlin.



Affiche du 9 mai 1945 du général De Lattre de Tassigny annonçant la victoire (photographiée à Strasbourg en 1979).

Écrasée sous les bombes, assaillie de tous côtés, l'Allemagne nazie voit sa capitale Berlin investie le 30 avril par les Soviétiques. Hitler s'y donne la mort dans son bunker le même jour. Le 7 mai 1945 à Reims au QG du SHAEF, le colonel général Alfred Jodl signe l'acte de reddition inconditionnelle des forces armées allemandes. Un embargo est posé sur l'information car les Soviétiques veulent une capitulation à Berlin[26]. Le lendemain à Berlin, le maréchal Wilhelm Keitel signera à son tour en présence des représentants des Alliés la capitulation du Troisième Reich. C'est officiellement le 8 mai 1945 que l'Allemagne capitule, ce qui met fin à la guerre en Europe.

Article détaillé : Bataille de Berlin.

En Asie, si l'Empire du Japon n'a plus l'initiative, il défend pied à pied ses territoires conquis que les Américains prennent au prix de lourdes pertes. Ils s'emparent ainsi d'Iwo Jima et d'Okinawa Hontō, des îles proches de l'archipel japonais permettant aux Alliés des attaques aériennes directes et massives sur le Japon comme les bombardements successifs sur Tokyo. Le 15 août 1945, après le largage, par les États-Unis des deux premières bombes atomiques sur les villes de Hiroshima et de Nagasaki et l'invasion de la Mandchourie et de la Corée par l'URSS, l'empereur Hirohito annonce personnellement la capitulation du Japon. Les actes de capitulation inconditionnelle du Japon sont signés le 2 septembre.

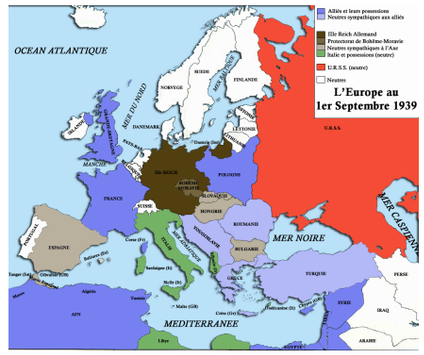
Articles détaillés : Bataille d'Okinawa, Bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki et Invasion soviétique de la Mandchourie.

Différents théâtres d'opération

Article détaillé : Liste des opérations lors de la Seconde Guerre mondiale.

Théâtre européen

Articles détaillés : Front de l'Ouest (Seconde Guerre mondiale), Front de l'Est (Seconde Guerre mondiale) et Campagne des Balkans.



L'Europe au 1er septembre 1939

Après s'être assuré de ne pas risquer une guerre avec l'URSS en signant le Pacte germano-soviétique, Hitler lance ses armées sur la Pologne, le 1er septembre 1939, sans déclaration de guerre (voir : incident de Gleiwitz). En application de leur alliance, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939. En particulier, la France a garanti après 1918 par des traités d'assistance mutuelle l'existence de la plupart des pays nouvellement créés en Europe centrale (avec l'arrière-pensée de créer un cordon sanitaire autour de l'Allemagne ainsi que de la Russie bolchevique)[réf. nécessaire]. Cependant, malgré la pression de Chamberlain, pas plus qu'elle n'a respecté ses engagements envers les précédentes victimes d'Hitler, la France ne respecte ses obligations envers la Pologne : celles-ci prévoyaient que la France attaquerait l'Allemagne 15 jours après le début de la mobilisation générale[]. Mais mise à part une brève offensive limitée en Sarre du 6 au 13 septembre, les Français restent l'arme au pied, alors que la Pologne fait seule face à l'agression allemande puis soviétique. Les Allemands utilisent pour la première fois leurs tactiques innovantes, communément appelées « guerre éclair » (*Blitzkrieg*), qui assurent à la *Wehrmacht* une victoire rapide, essentielle pour elle puisqu'elle écarte ainsi le risque d'avoir à mener une guerre sur deux fronts. Conformément aux clauses du pacte signé, l'URSS prend sa part de la Pologne en l'attaquant le 17 septembre 1939.

Le 30 novembre 1939, toujours suivant ce pacte, l'URSS attaque la Finlande pour lui prendre la région frontalière de Carélie, près de Leningrad, malgré les protestations des Franco-Britanniques qui menacent d'intervenir. Les Finlandais se battirent cinq mois, puis finissent par céder. À l'été 1940, l'URSS intégrera les États baltes et la Moldavie, sans combats.


Relève dans un gros ouvrage de la ligne Maginot en 1939.

Après sa première campagne victorieuse, Hitler se tourne vers l'ouest, mais rien ne se passe sur ce front pendant plusieurs mois. Retranchés derrière la ligne Maginot, une partie des soldats Français attendent l'assaut allemand pour l'endiguer. C'est ce que les Français appelleront la *Drôle de guerre*. Le généralissime Gamelin, s'attendant à une réitération de 1914, où les Allemands étaient passés par la Belgique neutre, une partie de l'armée Française se prépare à s'avancer en Belgique, et éventuellement en Hollande, si les Allemands les attaquaient.

Le 9 avril 1940, l'Allemagne s'empare simultanément du Danemark et de la Norvège afin de sécuriser ses importations de Fer depuis Narvik, au nord de la Norvège, où se concentre la principale réaction Franco-Britannique, qui se termine par le rembarquement de ces derniers le 7 juin 1940 malgré le succès local rencontré.



Réfugiés français sur la route de l'exode, 19 juin 1940

Enfin, le 10 mai 1940, l'Allemagne, lance l'opération *Fall Gelb*, une vaste offensive sur les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, violant la neutralité de ces États. Une partie importante de l'armée Française se déploie alors vers la Belgique et la Hollande, mais elles sont prises à revers par les blindés Allemands qui passent par les Ardennes – la percée de Sedan –, jugés infranchissables par les Français et malgré des batailles de retardement livrés par les Chasseurs ardennais belges aux frontières et dans les forêts. Après une victoire éphémères des blindés français du général Prioux à Gembloux, au sud de Bruxelles, et des reculs successifs des franco-belgo-anglais sur la Meuse et la Dendre, les blindés Allemands atteignent alors la Manche le 20 mai 1940 puis remontent vers le nord, encerclant les Belges et les Franco-Britanniques, dos à la mer.

Les Belges, tournés sur leur gauche par l'effondrement de l'armée hollandaise le 15 mai 1940 et n'ayant plus de réserves après une ultime résistance de quatre jours, lors de la bataille d'arrêt de la Lys, cessent le combat le 28 mai 1940 à cours de munitions et après que les troupes anglaises qui occupaient la droite belge eurent précipitamment fait retraite vers Dunkerque.

En France, le général Gamelin, commandant en chef des armées alliées, est révoqué par le gouvernement français. Sa stratégie consistant à tenter sans cesse de recréer un front continu franco-belgo-anglais, s'est révélée impuissante face au système allemand de guerre éclair dit "blitzkrieg" fait de percées profondes par des chars suivis de troupes motorisées qui désarticulent les armées alliées. Le 19 mai, Gamelin est remplacé par le général Maxime Weygand. Mais, faute de réserves suffisantes, les Franco-Britanniques, qui n'ont jamais pu mener de contre offensive satisfaisante, sont repoussés dans une poche autour de Dunkerque.



L'opération Dynamo

La Royal Navy et les bateaux de plaisance britanniques parviennent à évacuer les troupes anglaises et une petite partie des forces françaises à Dunkerque (opération Dynamo) en perdant leurs équipements lourds et sans rien préparer pour évacuer ce qui reste de l'armée belge qui, faute de munitions et sans presque plus de territoire à défendre, tombe dans les mains allemandes par la reddition du 28 mai. Il s'agit d'un acte purement militaire conclut sous la contrainte des événements et dans lequel le lâchage de l'aile droite belge par les Anglais joue un rôle déterminant. Ce n'est pas une capitulation comme celle à laquelle les Français vont se résigner en juin, engageant leur gouvernement et tout l'empire français dans la voie d'une tentative de collaboration avec l'Allemagne. Le roi des Belges Léopold III est prisonnier, mais le gouvernement belge, qui refuse de baisser les bras, se réfugie en France avant, à l'armistice franco-allemand, de gagner l'Angleterre pour y représenter la Belgique à la tête de quelques forces militaires et du Congo Belge avec sa force armée et son potentiel minier et agricole.

Ayant perdu tout le nord de la France, les Franco-Britanniques entreprennent d'établir une ligne de défense le long de la Somme, de l'Aisne, jusqu'à la ligne Maginot. Ayant perdus beaucoup de leurs moyens dans la bataille qui a précédé, les Alliés ne peuvent empêcher une nouvelle percée Allemande début juin. L'armée Allemande se répand alors sur toute la France, prenant Paris le 14 juin 1940. Le président du Conseil Paul Reynaud démissionne et le nouveau gouvernement du maréchal Philippe Pétain choisit de demander l'armistice le 17 juin, contre l'avis de l'allié Britannique. Il est signé le 22 juin 1940 : l'Allemagne occupe la partie nord et ouest de la France.

En France, Pétain instaure un régime autoritaire et collaborateur, désigné sous le nom officiel d'État français, dit plus couramment « régime de Vichy ».

En Belgique, c'est un gouverneur militaire qui exerce le pouvoir en concurrence avec les S.S.. Le Roi Léopold III, considéré prisonnier, n'a plus aucun pouvoir et sera déporté. Mais, quelques ministres et parlementaires sous l'autorité des principaux ministres du gouvernement, MM. Pierlot, Spaak et Gutt se sont réfugiés à Londres après l'effondrement de la France et sont reconnus par toutes les puissances belligérantes comme représentant légalement la Belgique. Le ministre Albert de Vleeschouwer, chargé des finances de la Belgique et du Grand Duché de Luxembourg (unies en vertu de l'accord économique de 1920) est aussi en possession de larges pouvoirs au Congo Belge, avec sa puissance économique et sa force armée. Les Belges exilés et les Belges d'Afrique continuent donc la guerre en allant remporter une victoire sur les Italiens d'Abyssinie, tandis que les militaires qui ont pu atteindre l'Angleterre continuent la guerre dans l'aviation et la marine.

Voyant les succès de l'Allemagne, Mussolini avait voulu aussi lancer son pays dans les conquêtes. Il avait déjà occupé l'Albanie au début de 1939 et, le 10 juin 1940, il attaque également la France, mais ne progresse que de quelques kilomètres.

N'ayant pu obtenir de paix avec la Grande-Bretagne, Hitler lance une offensive aérienne sur celle ci, préparant un débarquement. Mais l'Allemagne ne parvient pas à vaincre la Royal Air Force dans la bataille d'Angleterre. Ainsi, elle ne peut obtenir la supériorité aérienne nécessaire pour envahir les îles britanniques. Afin de pousser les Britanniques à la paix, Hitler commence en septembre une campagne de bombardement sur les villes Anglaises (dite le Blitz, *l'éclair*), principalement sur Londres et intensifie son blocus (dit bataille de l'Atlantique), essentiellement par sous-marins, pour affaiblir le Royaume-Uni. Mais c'est un échec, l'Allemagne ne parvient pas à briser rapidement la résistance britannique, qui réussit grâce à des pilotes de la RAF. Après la Seconde Guerre mondiale Churchill a écrit: « Dans l'histoire des luttes humaines, il n'y avait jamais tant de gens qui étaient tellement obligés à si peu de gens. »[27]

Le 28 octobre 1940, sans consulter son allié Allemand, Mussolini décide d'attaquer la Grèce. Mais la résistance grecque de l'armée du dictateur Metaxás parvient à arrêter les Italiens et à passer à la contre offensive, avec succès : Les Grecs occupent alors le quart sud de l'Albanie italienne. Pour prêter main forte aux Italiens, Hitler repousse de plusieurs semaines l'opération contre l'URSS, et envoie en avril 1941 ses troupes vers la Grèce, à travers son allié la Hongrie, et la Yougoslavie, envahie car refusant de laisser le passage, et où les Allemands sont aidés par les Oustachis, croates nationalistes d'Ante Pavelić. Les armées yougoslave et grecque sont écrasées en trois semaines, ce qui permet à Hitler d'occuper tout le sud de l'Europe. La Résistance armée sera plus vigoureuse en Yougoslavie que partout ailleurs en Europe : les résistances nationaliste de Draža Mihailović (Tchetniks) et communiste de Tito (Partisans), vont immobiliser de nombreuses troupes depuis la fin de 1942 jusqu'à la fin de la guerre.

Les opérations dans les Balkans auront retardé l'invasion de l'URSS connue sous le nom d'opération Barbarossa. Celle-ci ne commence que le 22 juin 1941. L'Allemagne, en attaquant par surprise l'Union soviétique, s'empare de grandes portions de territoires et capture de nombreux soldats.

Ils le font d'autant plus facilement que Staline a choisi de faire confiance à Hitler, alors qu'il reçoit depuis des mois des informations précises et concordantes de ses agents à l'étranger. « pour des raisons politiques, Staline s'abstient d'utiliser leurs informations. Jusqu'au dernier moment, il s'attend à une réouverture des négociations avec les Allemands… Les généraux soviétiques partagent souvent ce point de vue…[28] » De plus, aux premières heures de l'attaque, Staline, dans l'espoir d'arranger les choses avec Hitler, interdit même aux forces soviétiques de traverser la frontière en cas de contre-attaque victorieuse, et initialement celles-ci n'osent pas ouvrir le feu alors qu'elles sont martelées par les bombes allemandes.



Uniforme soviétique de la Seconde Guerre mondiale.

Cependant, pour la première fois, une armée ne s'effondre pas devant la Wehrmacht : en dépit de ses lourdes défaites, l'Armée rouge ne cesse dès le premier jour de multiplier les contre-attaques, à la surprise des officiers allemands. L'avance considérable des troupes hitlériennes se révèle en même temps plus lente que prévue, le nombre de divisions et de chars soviétiques nettement supérieurs aux estimations des services secrets. Les Soviétiques déplacent leur base industrielle dans l'Oural, reçoivent l'aide alliée par les ports arctiques toujours en leurs mains, et produisent dès 1942 plus d'armes que l'Allemagne, tandis que l'Armée rouge oppose une défense héroïque qui, aidée par un hiver éprouvant, leur permet de défendre notamment Moscou et Leningrad.

Staline a par ailleurs su réveiller le nationalisme russe et organiser l'union sacrée face à l'agresseur : il reçoit le soutien des Églises, met en veilleuse le collectivisme agraire et une partie du contrôle policier sur la société, et substitue les références patriotiques à celles au communisme, dès son discours du 3 juillet 1 941 où il s'adresse habilement à ses « frères et sœurs » soviétiques. Il ne néglige pas non plus de maintenir une réelle terreur contre ses officiers et ses généraux, dont beaucoup sont fusillés pour « incompétence » dans les premiers mois de la guerre, tandis que les millions de prisonniers sont officiellement reniés et considérés comme des traîtres (et leurs familles avec eux), et les soldats défaillants exposés à l'exécution ou à la déportation au Goulag : au front, des équipes spéciales du NKVD se chargent même, en 1941 comme à Stalingrad, de mitrailler les soldats qui refluent vers l'arrière.

Au printemps 1942, l'armée allemande reprend l'offensive en concentrant celle-ci vers les champs de pétrole du Caucase, au sud. À la fin de l'année, la VI^{e} armée, avec plus de 300 000 hommes, est détruite à Stalingrad qui représente un verrou pour le contrôle du Caucase. En 1943, la *Wehrmacht* reprend l'initiative à la troisième bataille de Kharkov, mais est brisée à la grande bataille de Koursk.

En 1943, après le débarquement en Sicile, puis un autre dans la péninsule italienne, les Alliés entament la campagne d'Italie. Mussolini chassé, le pays capitule et se range du côté des Alliés. Néanmoins, l'Allemagne peut tenir une ligne de défense dans les montagnes qui freine cette progression dans la péninsule. Il faut attendre début 1945 pour que les nazis soient complètement repoussés d'Italie.

Les Alliés prennent pied en Normandie avec l'opération Overlord à partir du 6 juin 1944. Les soldats alliés qui débarquent sont principalement américains, britanniques et canadiens. Un autre débarquement est organisé en août (à partir du 15), en Provence avec l'opération Anvil Dragoon, pour libérer le sud de la France et ouvrir un deuxième front en France. L'Allemagne tente une contre-offensive désespérée dans la bataille des Ardennes en décembre, où elle perd ses dernières réserves militaires. Les derniers défenseurs du III^{e} Reich seront souvent des civils, des vieillards et des enfants de la Volkssturm, une milice montée par Martin Bormann.

Fin mars 1945, les Alliés peuvent enfin franchir le Rhin et occuper de vastes secteurs de l'Ouest et du Sud de l'Allemagne, tandis que, à l'Est, les Soviétiques progressent de façon continue, libérant l'Europe centrale puis atteignant Berlin. Dans les rues de Vienne et Berlin assaillies par l'Armée rouge, des escadrons SS font encore régner la terreur en pendant en public ceux qui refusent de continuer un combat sans espoirs. Hitler se suicide le 30 avril d'une balle dans la tête dans le *Führerbunker* de la Chancellerie du Reich. Le même jour, les Soviétiques plantent leur drapeau sur le toit du Palais du Reichstag, l'ancien siège du Parlement allemand, dans un Berlin en ruines. La bataille de Berlin continue jusqu'au 2 mai. L'Allemagne capitule sans condition le 8 mai 1945. Le Troisième Reich pour lequel Hitler prédisait une durée d'un millénaire n'aura finalement duré qu'un peu plus de 12 ans.



Soldats allemands jetés dans l'opération Wacht am Rhein, à bord d'un Sonderkraftfahrzeug 250 en décembre 1944. Après la saignée humaine du front de l'Est, le Reich n'a plus que des enfants-soldats pour garnir ses troupes.

Théâtres africain et moyen-oriental

Article détaillé : Campagnes d'Afrique, du Moyen-Orient et de Méditerranée.



Femmes iraniennes regardant passer un convoi de munitions américaines à destination de l'URSS (1943).

L'armée italienne, partant de sa colonie de Libye, attaque les troupes britanniques et du Commonwealth en Égypte, mais est mise en déroute jusqu'à ce que l'Allemagne la renforce. Des combats se succèdent alors, dans le désert d'Afrique du Nord, entre les forces italiennes appuyées par l'Afrika-Korps d'Erwin Rommel et la 8e armée britannique.

En Abyssinie, une armée anglaise venant du nord accompagnée par un contingent français, et, au sud, une force belge venant du Congo Belge prennent les Italiens en tenaille et les battent. Le Negus est réinstallé sur son trône à Addis-Abeba.

Au Moyen-Orient, les Britanniques envahissent en avril 1941 le territoire du Royaume d'Irak, dont le gouvernement nationaliste s'était rapproché de l'Axe. En juin, les autorités vichystes permettant aux Allemands d'utiliser les territoires de la Syrie et du Liban, alors sous mandat français, les Alliés envahissent les deux pays et en prennent le contrôle. En août, le Royaume-Uni et l'Union soviétique réalisent conjointement une invasion de l'État impérial d'Iran afin d'assurer le ravitaillement via le corridor Perse et d'empêcher un basculement pro-allemand du pays.

En mai 1942, Rommel lance une grande offensive vers l'est pour atteindre Suez, et bouscule les forces britanniques, mais il est arrêté 14 jours à Bir Hakeim par la 1re brigade française libre du général Kœnig, ce qui donna le temps aux Britanniques en déroute de se regrouper sur la ligne fortifiée d'El Alamein, que Rommel ne parvient pas à franchir. Puis en octobre 1942, c'est la 8e armée britannique, commandée par Montgomery, qui attaque à son tour les forces de l'Axe et remporte la seconde bataille d'El Alamein. Celle-ci met fin à la présence de l'Axe en Libye, quelques jours après le succès du débarquement allié en Afrique du Nord.

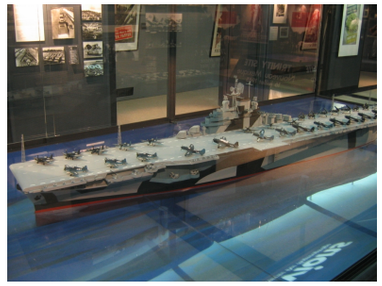
Le 5 mai 1942, a lieu l'opération Ironclad, une invasion amphibie de la colonie française de Madagascar, sur Diégo-Suarez, contrôlée par le gouvernement de Vichy. .

Le 8 novembre 1942, en effet, pour soulager l'Union soviétique qui résiste seule à l'assaut allemand, les forces américaines et britanniques débarquent au Maroc et en Algérie, contrôlés par le gouvernement de Vichy : c'est l'opération Torch. Les troupes françaises de Vichy ripostent et s'opposent aux alliés débarqués jusqu'à ce qu'un accord négocié avec l'amiral Darlan mette fin aux combats[29].

Les alliés chassent finalement l'Axe du continent africain, avec l'aide de l'armée d'Afrique retournée et des Forces françaises libres. Depuis l'Afrique du Nord, les Alliés peuvent alors organiser les débarquements en Sicile et en Italie en 1943, et en Provence en 1944.

Théâtre asiatique

Articles détaillés : Guerre sino-japonaise (1937-1945), Guerre franco-thaïlandaise et Guerre du Pacifique.



Maquette d'un porte-avions américain

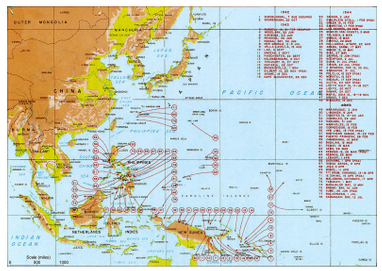
À compter de 1937 en Chine, l'Armée nationale révolutionnaire du Kuomintang de Tchang Kaï-chek et le Parti communiste de Mao Zedong font front commun contre les Japonais mais généralement sans coopérer.

Enlisée en Chine, l'Armée impériale japonaise a systématiquement recours, dès 1937, à l'utilisation d'armes chimiques. Selon les historiens Matsuno et Yoshimi, celles-ci furent notamment utilisées à 375 reprises lors de la bataille de Wuhan à l'automne 1938. L'emploi d'armes bactériologiques est quant à lui autorisé par le Quartier général impérial à compter de 1940 mais jamais contre des Occidentaux.



Douglas MacArthur, chef des forces alliées en Asie, et John Curtin, premier ministre australien.

Soumis à compter de 1941 à un embargo sur le pétrole après son occupation de l'Indochine, le Japon ne peut plus désormais réaliser sa politique expansionniste sans détruire la principale menace qui peut encore s'opposer à lui dans le Pacifique : la force navale des États-Unis basée à Hawaii. Employant à nouveau la stratégie qui lui a réussi contre la Russie, le Japon décide de bombarder Pearl Harbor le 7 décembre 1941 par surprise. La flotte est fortement endommagée, mais les porte-avions sont en mer.



Carte des débarquements US dans l'océan Pacifique de 1942 à 1945.

Simultanément, l'armée japonaise occupe les possessions britanniques, hollandaises et américaines d'Asie du Sud-Est comme Hong Kong, Singapour (massacre de 10 000 civils), les Philippines (marche de la mort de Bataan) et s'empare des champs pétroliers de la Malaisie britannique et des Indes orientales néerlandaises, menaçant même l'Australie. L'Indochine française est déjà passée sous son contrôle militaire avec l'accord du régime de Vichy. Le 21 juillet 1941. Le coup de force du 9 mars 1945 achèvera la mainmise nippone sur la péninsule : le vide politique consécutif à la guerre mondiale favorisera la prise du pouvoir par le Việt Minh de Hô Chi Minh.

Le raid de Doolittle en avril 1942 marque le début de la riposte américaine. En mai 1942, la bataille entre porte-avions de la mer de Corail tourne à l'avantage des alliés. Un mois plus tard, celui-ci est accentué par celle de Midway.

À partir du début 1942, l'Armée impériale japonaise tente de neutraliser la résistance communiste chinoise en lançant la politique des Trois Tout (三光作□, *Sankō Sakusen*[?], « tue tout, brule tout, pille tout »), une stratégie de la terre brûlée, dans le Nord de la Chine, tandis que des attaques répétées sont lancées contre les place-fortes des nationalistes chinois.



Douglas MacArthur débarquant aux Philippines, au début de la reconquête de l'archipel.

En dépit de la détermination de l'armée japonaise, les Alliés reprennent peu à peu les îles du Pacifique comme à Guadalcanal, les Salomon puis les Philippines après la bataille du golfe de Leyte (octobre 1944), cette dernière restant la plus grande bataille aéronavale jamais survenue[30]. Soumis à blocus et coupé progressivement de ses ravitaillements en matières premières, le Japon est au bord de l'asphyxie économique à l'été 1945.

L'engagement en 1944 des premiers kamikazes de l'histoire - ces avions-suicides qui se jettent sur les navires ennemis - ne peut freiner la reconquête américaine, mais prouve la détermination des Japonais. La capture des îles proches du Japon comme Iwo Jima et Okinawa permet de lancer des attaques aériennes directes. Tokyo notamment subit un bombardement incendiaire le 10 mars 1945. Surtout, Hiroshima le 6 août et Nagasaki le 9 (ce devait être Kokura) subissent une attaque nucléaire.



Le site d'Hiroshima, après le bombardement nucléaire

Conjuguée à la déclaration de guerre de l'URSS et l'invasion du Mandchoukouo par les forces soviétiques, les bombardements atomiques provoquent finalement la reddition du Japon, annoncée par Hirohito le 15 août 1945, confirmée par la signature des actes officiels le 2 septembre à bord de l'USS Missouri.

Moyens militaires des belligérants

Armes

Article détaillé : Armes utilisées pendant la Seconde Guerre mondiale.

« *Guerre de mouvement sur de vastes espaces, la Deuxième Guerre mondiale a été une guerre du moteur*[31] ».

L'usage généralisé des chars est une première illustration de cette tendance à la motorisation. Alors que l'armée française fait le choix d'une dispersion des chars, mis au service des unités d'infanterie, les Allemands en adoptant une tactique basée sur l'utilisation des chars groupés sortent vainqueurs de la bataille de France. La conception du char lui-même oscille entre deux tendances : la puissance et la maniabilité. L'expérience de la guerre d'Espagne a montré que le blindage est moins important que la silhouette basse, moins vulnérable, la tourelle mobile à 360° et la puissance du canon. Mais au cours de la Seconde Guerre mondiale, on assiste à une croissance en poids, en blindage et en puissance de feu. Ainsi, le char allemand Tigre I fait 57 tonnes. L'américain Sherman M4 et le soviétique T-34, utilisés jusqu'à la fin de la guerre restent dans la gamme des 30 tonnes. La concentration de chars dans des divisions blindées permettent de mener des guerres éclairs (Blitzkrieg), comme la Bataille de France en mai-juin 1940 remportée par les Allemands. L'Allemagne nazie commet l'erreur d'envahir l'URSS en sous-estimant le nombre de ses chars et la qualité des nouveaux, comme le T-34, rustique et endurant. La plus grande concentration de chars a eu lieu lors de la bataille de Koursk[32], en Russie, en juillet 1943.

Les progrès des chars vont de pair avec les progrès de l'armement antichar : l'usage de la charge creuse permet de percer des blindages de plus en plus épais. Des tubes lance-roquettes comme le bazooka permettent au fantassin de disposer contre les chars de la puissance d'un artilleur[33].

Parallèlement à l'utilisation de chars, on assiste tout au long de la guerre à un accroissement des transports motorisés des troupes, au détriment des chevaux, encore très présents tant du côté français que du côté allemand lors de la bataille de France ou encore sur le front de l'Est, principalement pour des raisons logistiques. La division blindée américaine de 1944, sera, elle, entièrement motorisée.

Les immenses progrès de l'aviation réalisés entre les deux guerres vont donner aux différents avions de guerre une place de première importance. L'amélioration des structures de l'avion permet aux chasseurs-bombardiers comme le Stuka d'opérer des bombardements en piqué et de prendre ainsi toute leur part dans les combats terrestres. Les bombardiers lourds comme la forteresse volante américaine, dont le rayon d'action atteint, à la fin de la guerre, 5 000 kilomètres, sont utilisés dans des raids massifs de mille avions et plus, mettant ainsi en œuvre le concept de Bombardement stratégique. Pour contrer les bombardiers, les belligérants font usage de leurs avions de chasse et de canons de défense contre avions (DCA). C'est l'efficacité de la DCA qui oblige à organiser les opérations de bombardement la nuit. On demande aux avions de chasse d'assurer la maîtrise de l'espace aérien sur un champ de bataille ou sur un front donné[34].



Troupes américaines parachutées sur les Pays-Bas lors de l'opération Market Garden, 1944

Dominés par l'aviation alliée dans la seconde partie de la guerre, les Allemands auraient pu retrouver un certain avantage dans la bataille aérienne, grâce à la première construction en série d'avions à réaction par Messerschmitt. Mais Hitler gâche cette chance en exigeant d'en faire des bombardiers, contre l'avis de ses officiers, et non des avions de chasse, ce qui aurait été bien plus approprié[35].

La DCA doit son efficacité aux progrès techniques des radars qui surveillent le ciel et guident le tir des canons anti-aériens. À partir de 1942, les bombardiers alliés sont équipés de radars, des chasseurs de nuit allemands également. Grâce à leurs qualités croissantes, les radars sont également utilisés dans les navires alliés pour la direction des tirs. D'une façon générale, les télécommunications font partie intégrante de l'arsenal militaire. Les blindés allemands sont reliés entre eux par radio dès 1939 en liaison avec les avions, alors que leurs adversaires français ne le sont que très partiellement. Les techniques de chiffrage et de déchiffrage suivent l'évolution des techniques. Les Allemands utilisent la machine de codage Enigma, mais le déchiffrement d'Enigma par les alliés occidentaux est un facteur fondamental qui leur permet d'inverser le cours de la bataille de l'Atlantique et d'assurer finalement leur victoire finale.

Sur mer, après la Première Guerre mondiale, le choix guidant la construction des navires de ligne consistait en un compromis entre le blindage et la vitesse. Les croiseurs de bataille, plus rapides que les cuirassés étaient moins bien protégés. Ce n'est qu'à la fin des années 1930 qu'apparurent les premiers cuirassés rapides. Mais ces bâtiments constituaient des cibles idéales pour l'aviation embarquée à bord des porte-avions, notamment les bombardiers en piqué et les avions torpilleurs. Malgré une puissante défense aérienne, disposant parfois de conduite de tir radar, le cuirassé reste vulnérable et cesse d'être le "capital ship" de la guerre sur mer. Le porte-avions, qui peut disposer d'un parc aérien de 50 à 60 appareils, prend un rôle de plus en plus déterminant, surtout grâce à "l'allonge" que lui permet ses escadrilles embarquées, lorsque le théâtre des opérations est éloigné de toute base terrestre, comme c'est le cas pour les États-Unis ou le Japon dans les batailles du Pacifique. Le porte-avions devient la pièce centrale d'un dispositif que les Américains appellent "Task force" et où les autres navires lui servent le plus souvent d'escorteurs[].

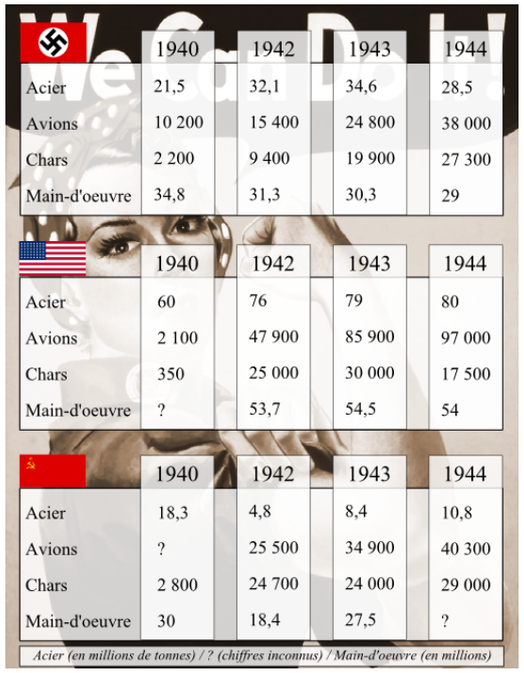
Comme lors de la Première Guerre mondiale, les sous-marins sont largement employés pour bloquer l'approvisionnement ennemi, mais la lutte anti-sous-marine a fait d'énormes progrès depuis la Première Guerre mondiale, d'abord avec l'asdic puis avec le sonar. Les destroyers, les frégates et les corvettes sont spécialisées dans la

lutte anti-sous marine et assurent l'escorte des convois.

Les mines sous marines constituent un autre danger pour les navires. Elles se sont considérablement perfectionnées depuis la fin du premier conflit mondial. D'abord « de contact », explosant au choc, elles sont mises à feu par le champ magnétique et les bruits rayonnants des bateaux de guerre ou de commerce. Ce sont les mines à influences magnétiques et acoustiques. Les navires s'en protègent grâce à des circuits d'immunisation magnétique (degaussing) et une meilleure signature acoustique. Des petites unités spécialisées, les dragueurs de mines sont construites pour neutraliser ces millions d'engins de mort mouillés partout où le trafic maritime est important. Les mines sont particulièrement efficaces pour un coût modeste.

À la fin de la Seconde Guerre, de nouvelles armes font apparition sur le champ de bataille, comme l'avion sans pilote V1 lancé pour la première fois par les Allemands sur l'Angleterre dans la nuit du 13 au 14 juin 1944 ou le missile V2 lancé pour la première fois sur Londres le 8 septembre 1944[]. Contrairement aux craintes des alliés, les Allemands n'avaient pas de projet de bombe atomique[36]. Les Américains, au contraire, avaient mis à partir de décembre 1941 de gigantesques ressources dans le projet Manhattan qui aboutit le 16 juillet 1945, après la reddition de l'Allemagne, à la première explosion nucléaire dans le désert du Nouveau-Mexique et aux bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945.

Statistiques



	1940	1942	1943	1944
Acier	21,5	32,1	34,6	28,5
Avions	10 200	15 400	24 800	38 000
Chars	2 200	9 400	19 900	27 300
Main-d'oeuvre	34,8	31,3	30,3	29

	1940	1942	1943	1944
Acier	60	76	79	80
Avions	2 100	47 900	85 900	97 000
Chars	350	25 000	30 000	17 500
Main-d'oeuvre	?	53,7	54,5	54

	1940	1942	1943	1944
Acier	18,3	4,8	8,4	10,8
Avions	?	25 500	34 900	40 300
Chars	2 800	24 700	24 000	29 000
Main-d'oeuvre	30	18,4	27,5	?

Acier (en millions de tonnes) / ? (chiffres inconnus) / Main-d'oeuvre (en millions)

L'effort de guerre industriel

Puissance navale des différentes nations en 1939

Bâtiments	Alliés			Axe		
	France	Royaume-Uni	Total	Allemagne	Italie	Total
Porte-aéronefs	1	8	9	0	0	0
Cuirassés	8	15	23	5	6	11
Croiseurs	19	64	83	8	17	25
Destroyers	70	184	254	34	59	93
Sous-marins	77	58	135	57	115	172

Europe sous domination nazie

Article détaillé : Europe sous domination nazie.

À partir de la victoire éclair de l'Allemagne sur la France, et plus encore à partir de 1941, avec l'invasion des Balkans et de l'Union soviétique, et jusqu'à la fin 1944, la presque totalité de l'Europe est sous domination Allemande. Certains pays et certaines régions ont carrément été rattachés au Grand Reich, comme l'Autriche, le Protectorat de Bohême-Moravie, ou l'ouest de la Pologne. D'autres pays se sont alliés volontairement à l'Allemagne, il s'agit de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Hongrie, mais ils sont complètement dépendants de l'Allemagne. Certains pays, comme la Slovaquie et la Croatie, doivent leur indépendance à l'Allemagne nazie. D'autres sont occupés à la suite de victoires allemandes. C'est le cas des Pays-Bas, de la Belgique, de la Norvège, du Danemark, de la France, de la Serbie, de la Grèce[37].

Domination économique et asservissement

La domination allemande en Europe revêt un caractère différent à l'est et à l'ouest. Les pays de l'Est européens, au peuplement slave sont considérés par les nazis comme un « espace vital » (Lebensraum) revenant à la « Race des Seigneurs ». Dans cet espace immense, il s'agit à la fois d'implanter des colons allemands, de germaniser de force les populations qui peuvent l'être, de déplacer, stériliser ou faire mourir des millions de « sous-hommes » : Polonais, Slaves soviétiques ou Tziganes, en utilisant les survivants comme esclaves, allant jusqu'à la solution finale pour les juifs.

L'Ouest n'est pas considéré comme un espace vital à vider pour que des Allemands puissent y prendre place. Dans le nouvel ordre européen, un pays comme la France garde sa place, mais à un rang inférieur à celui de l'Allemagne. Si l'occupant allemand exerce une terreur moindre, il n'en soumet pas moins les ressources des pays conquis au pillage systématique.

En effet, sur le plan économique, le continent européen est soumis à l'hégémonie du *Reich*. Pour l'Allemagne, il s'agit d'abord de mettre l'ensemble des ressources et capacités économiques du continent au service du *Reich* en guerre. D'autre part, des jalons sont posés pour une intégration de toutes les économies nationales dans un grand espace économique dominé par l'Allemagne[38]. En France on appelle les soldats allemands « doryphores », qui ravagent tout[39].

Dans la pratique, les différents moyens pour mettre l'économie de l'Europe au service de l'Allemagne vont des accords de compensation avec taux de change avantageux pour les pays alliés au pillage massif pour les pays comme la Pologne ou l'Union soviétique en passant par le paiement d'indemnités pour un pays comme la France. La mise au travail des prisonniers de guerre et les déplacements en Allemagne de millions de travailleurs représentent une forme encore plus directe de l'exploitation des ressources.

Collaborations et résistances en Europe

Articles détaillés : Collaboration dans l'Europe occupée par les nazis et Résistance dans l'Europe occupée par les nazis.

Pour Yves Durand, « Les occupations engendrent parmi les occupés, des comportements qui vont de la collaboration à la résistance en passant par toute une gamme d'attitudes qui ne peuvent être réduites ni à l'une ni à l'autre[40] ».



L'entrevue de Montoire entre Philippe Pétain et Adolf Hitler.

Tous les pays vaincus doivent accepter au moins une forme de collaboration minimale qui permet aux peuples de survivre en acceptant au moins temporairement les conditions du vainqueur. C'est ce que Werner Rings appelle la collaboration neutre qui est typiquement pratiquée aux Pays-Bas et en Belgique dont les gouvernements ont quitté le pays mais dont les administrations font le nécessaire pour permettre aux habitants de survivre et à l'économie de tourner en étant réquisitionnée au service de l'effort de guerre allemand[41].

Aux Pays-Bas, la résistance est surtout urbaine, vu la géographie du pays qui n'offre pas de sites isolés et difficiles d'accès où l'on puisse organiser une activité clandestine. Il s'agit d'espionnage et de presse clandestine. En Belgique, l'espionnage se manifeste à travers des agents anglais et belges recrutés et formés directement par les Anglais et aussi par des réseaux de résistance intérieure belge dont le réseau Clarence de Walthère Dewé et des réseaux d'évasion dont le Réseau Comète. À partir de 1942, les sabotages vont commencer, notamment ceux du Groupe G, une organisation d'ingénieurs qui entravent scientifiquement le potentiel militaire allemand en détruisant les équipements stratégiques comme les lignes à haute tension et des stations électriques dans le but de paralyser la production de guerre des usines réquisitionnées. Mais, en Ardenne belge, dans la province de Luxembourg, région accidentée et boisée, se développent des groupes de maquisards. Des parachutages d'armes depuis l'Angleterre les équiperont au fur et à mesure des années en vue des combats de la Libération. En 1944, beaucoup de ces résistants s'engageront dans les troupes belges participant à la libération de la Belgique et iront combattre avec elles aux Pays-Bas et en Allemagne avec les alliés.

Dans certains pays, comme pour la Norvège de Quisling à partir de 1942, ce sont les partisans des nazis qui gouvernent directement le pays. Les historiens les appellent généralement des « collaborationnistes ».

Dans d'autres pays, l'Allemagne préfère favoriser des dirigeants conservateurs comme Pétain en France ou Nedić en Serbie qui sont présumés mieux gérer leurs gouvernement. En Serbie, en Croatie, ou au Monténégro, les séparatismes locaux sont encouragés pour installer des gouvernements favorables à l'Allemagne.

En France, les différents gouvernements vichystes proposent d'eux-mêmes une collaboration qui va au-delà de ce qui est prévu par l'armistice de juin 1940 en espérant obtenir pour le pays une meilleure place dans l'Europe allemande. Selon les termes de Paxton, « Hitler repousse la main tendue[42] ». C'est lui qui choisit ses alliés. Devant les compromissions de plus en plus graves du gouvernement Laval, une résistance s'organise, déjà à partir de l'été de 1940. Dans le courant de la guerre, à cause des déportations d'ouvriers, des réseaux de réfractaires s'organisent qui deviennent des maquisards combattants. Grâce aux parachutages d'armes depuis Londres, ils entreprennent des sabotages et attaqueront les troupes allemandes en retraite en 1944.

En Pologne, gouvernée directement par les Allemands pour être pillée et complètement asservie, il ne peut y avoir ni collaborationnistes ni collaborateurs.

L'engagement dans la « résistance » permet aux peuples dominés de continuer à s'opposer au vainqueur, à participer à l'effort de guerre des Alliés et si éventuellement à la libération de leur pays. La résistance s'organise par la création de mouvements, de réseaux et de maquis, regroupant une minorité de la population et souvent en liaison avec les gouvernements en exil ou les services de renseignement anglais soviétiques ou américain.

Génocides, déportations, concentrations

Articles détaillés : Shoah, Porajmos, Aktion T4 et Massacres d'Odessa.


Four crématoire d'Auschwitz

La guerre et la domination de l'Europe qui en est résultée ont permis au régime nazi de pousser à l'extrême son idéologie raciste. Selon les termes de Goebbels : « La guerre nous offre toutes sortes de possibilités que la paix nous refusait[43] »

Parmi ces possibilités figure un plan de nettoyage ethnique visant les populations d'Europe de l'Est : le Schéma directeur pour l'Est ; son application dans les terres conquises aura pour effet de les désorganiser en profondeur.

Le jour même de l'entrée en guerre, en septembre 1939, Hitler autorise l'extermination des handicapés mentaux allemands et autres malades incurables. Officiellement stoppée en août 1941 grâce à un mouvement d'opinion, l'aktion T4 conduit à « l'euthanasie » par le gaz de plus de 150 000 handicapés, nombre de techniciens de l'opération étant ensuite réaffectés au gazage massif des Juifs dans les camps de la mort.

Dès 1939, les juifs sont concentrés de force dans des ghettos misérables, surpeuplés et délibérément affamés, notamment dans le Gouvernement Général de Pologne. Leur extermination systématique, que l'on désigne sous le nom de Shoah, est d'abord mise en œuvre par des exécutions de masse pratiquées par la Wehrmacht puis par les Einsatzgruppen dans les territoires polonais et soviétiques. En URSS et dans une partie de la Pologne, la « Shoah par balles » cède en 1942 le pas à l'emploi méthodique de *camions à gaz*. Après la conférence de Wannsee (20 janvier 1942), la politique d'extermination (« la solution finale de la question juive » dans la terminologie nazie) vise les Juifs de tous les pays occupés et prend un tour industriel. Les Juifs sont déportés dans des camps d'exterminations dans lesquels les victimes sont gazées en masse, et leurs corps réduits en cendres dans des *fours crématoires*. Au total, environ les trois quarts des juifs de l'Europe occupée, totalisant, selon Raul Hilberg, au minimum 5 100 000 personnes sont exterminées[].

Les Tziganes sont également victimes de la politique raciale des nazis. L'extermination des Tziganes est connue sous le nom de Porajmos. En décembre 1942, Himmler prend la décision de déporter vers Auschwitz tous les Tziganes d'Europe, mais se désintéresse rapidement du sujet qui ne constitue pas un enjeu stratégique de première importance. On peut estimer que pendant la Seconde Guerre mondiale, entre 50 000 et 80 000 Tziganes sont morts à la suite des mesures de persécution nazies[44].

En plus des camps d'extermination dont la finalité est l'élimination immédiate des Juifs et autres catégories qualifiées de « sous-hommes », les nazis multiplient les camps de concentration et leurs commandos pour enfermer, et généralement exterminer par le travail forcé, les opposants réels ou présumés, ou des droits communs. Les conditions particulièrement déshumanisantes de la détention et les traitements brutaux des SS et des kapo y entraînent une mortalité extrêmement forte (40 % des déportés français ne survivent pas). Au départ, ce sont des unités mobiles qui sont chargées d'exterminer les Juifs — ainsi que les Tziganes, les cadres communistes, voire les handicapés et les homosexuels.

Extrême-Orient sous domination japonaise

Articles détaillés : Expansionnisme du Japon Shōwa, Sphère de coprospérité de la grande Asie orientale et Crimes de guerre du Japon Shōwa.

En Asie également, l'Empire du Japon suscite des gouvernements collaborateurs et a recours à grande échelle au pillage des matières premières et au travail forcé des prisonniers de guerre et des populations locales qu'il prétendait libérer de la servitude coloniale.



Wang Jingwei.

En Chine, les Japonais jouent des divisions politiques locales pour s'assurer le soutien de Wang Jingwei, ancien premier ministre et ancien chef du Kuomintang, qui dirige un gouvernement collaborateur à Nankin. Pour se donner un profil patriotique, ce gouvernement met fin au régime des concessions européenne à Shanghai.

Dans plusieurs colonies occidentales asiatiques occupées, les Japonais composent avec les indépendantistes locaux, créant des régimes comme l'État de Birmanie, dirigé par Ba Maw, ou la République des Philippines, dirigée par José P. Laurel. L'Empire du Japon use du concept de la Sphère de coprospérité de la grande Asie orientale pour promouvoir l'idée d'une Asie auto-suffisante et justifier sa politique expansionniste.

Envahie en 1931, la Mandchourie est devenue l'État du Mandchoukouo, où l'ancien empereur de Chine Puyi exerce une autorité de façade, et qui garantit au Japon d'importantes ressources naturelles.

Dans le cadre de la campagne de Birmanie, les Japonais bénéficient de l'appui du gouvernement thaïlandais de Plaek Pibulsonggram et du leader indépendantiste indien Subhas Chandra Bose, qui crée l'Armée nationale indienne. Aux Indes orientales néerlandaises occupées, qui leur fournissent de très importantes réserves de pétrole, les Japonais ne créent pas de gouvernement, mais se ménagent l'appui des leaders indépendantistes comme Soekarno (futur président de l'Indonésie).

Camps de prisonniers et esclavage

Disséminés sur tout le territoire de la Sphère, les camps de prisonniers japonais connurent un taux important de décès car la majorité d'entre eux impliquaient le travail forcé des prisonniers. Selon le Tribunal de Tokyo, le taux de mortalité des occidentaux y était de 27,1 %, sept fois celui des prisonniers des camps allemands ou italiens[]. Le taux de mortalité des prisonniers chinois était bien supérieur en raison d'une directive ratifiée le 5 août 1937 par Hirohito qui éliminait les mesures de protection du droit international à l'égard de ces prisonniers[45]. Ainsi, si 37 583 prisonniers britanniques, 28 500 néerlandais et 14 473 américains furent relâchés après la reddition du Japon, le nombre de Chinois libérés ne fut que de 56[],[].

Selon une étude de l'historienne Zhifen Ju, plus de 10 millions de Chinois furent mobilisés par l'armée impériale japonaise et transformés en esclaves par la Kōa-in au Manchukuo et en Chine du nord[]. Des documents retrouvés à la Bibliothèque du Congrès américain démontrent qu'entre 4 et 10 millions de *romusha*, des civils indonésiens, ont été soumis au travail forcé à Java par le régime Shōwa et que le taux de mortalité y fut de 80 %[46].

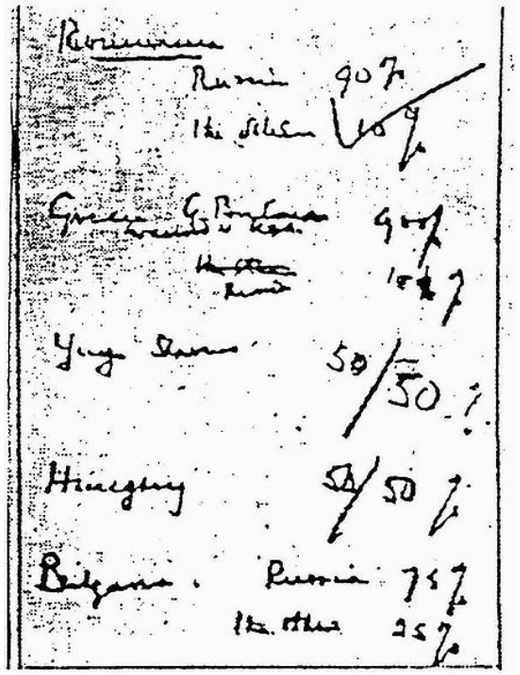
En Amérique du Nord, à la suite de l'attaque de Pearl Harbor par les Japonais et à l'entrée en guerre contre l'Allemagne et l'Italie, le président Franklin Roosevelt autorise le 19 février 1942, l'internement de dizaines de milliers d'Américains d'origine japonaise, italienne et allemande : enemy alien (en). Le Canada, dans une moindre mesure, a également détenu des citoyens originaires de ces pays dans des camps.

Conséquences historiques

La Seconde Guerre mondiale contribue, à travers son bilan plus ou moins préjudiciable aux participants, à l'émergence de deux superpuissances qui vont se partager le monde : les États-Unis (États-Unis) et l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).

La Société des Nations, à laquelle on impute d'avoir échoué à empêcher la guerre, est remplacée par l'Organisation des Nations unies dont la Charte est rédigée à San Francisco en juin 1945.

L'Allemagne est soumise à plusieurs années d'occupation. En 1949, elle est séparée en deux États, désignés des noms d'Allemagne de l'Ouest (démocratie libérale, dans la zone occupée précédemment par les Américains, les Britanniques et les Français) et d'Allemagne de l'Est (régime communiste, dans la zone occupée par les Soviétiques). La réunification allemande n'aura lieu qu'en 1990.



Conservé à la Bildarchiv der Österreichischen Nationalbibliothek de Vienne, le fameux accord des « zones d'influence » contresigné par Churchill et Staline à Moscou le 9 octobre 1944.

L'Allemagne de l'Ouest et le Japon sont démilitarisés et démocratisés par les Occidentaux. Les principaux dignitaires de la hiérarchie nazie sont jugés, et la plupart condamnés pour crime contre l'humanité (une notion nouvelle, juridiquement définie suite aux crimes nazis) ou pour crime de guerre lors d'un procès international à Nuremberg. Les chefs militaires japonais répondent de leurs exactions devant le tribunal international de Tokyo, mais l'empereur Hirohito et des criminels de guerre comme Shirō Ishii, ancien chef de l'unité 731, sont exempts de toute poursuite pour leur coopération avec les États-Unis. Un certain nombre d'ex-responsables nazis obtiennent aussi l'impunité grâce à des initiatives américaines comme l'opération Paperclip et retrouvent plus tard des postes de responsabilité.

En Europe centrale et en Europe de l'Est, zones investies en 1944-1945 par l'Armée rouge, les partis communistes locaux prennent le pouvoir entre 1945 et 1948 sous influence de l'Union soviétique. Dès mars 1946, Winston Churchill, qui, pour garder la Grèce dans le giron occidental, avait consenti à un partage de l'Europe en « zones d'influence » par l'accord de Moscou du 9 octobre 1944, déclare qu'« un rideau de fer s'est abattu à travers le continent ». En Grèce, malgré l'absence de soutien de l'URSS aux communistes grecs, majoritaires dans la résistance locale, une guerre civile se prolonge jusqu'en 1949 et manque de faire basculer la Grèce dans le camp communiste, avant que le gouvernement monarchique ne remporte à grand-peine la victoire grâce au soutien du Royaume-Uni. En Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie et Albanie, où les communistes étaient largement minoritaires, des régimes communistes sont mis en place : le bloc de l'Est se constitue en Europe, signant le début de la guerre froide. Seul le régime communiste de Tito, qui avait en Yougoslavie une certaine assise populaire, surtout chez les Serbes, prend en 1948 une position indépendante vis-à-vis de l'URSS.

La République de Chine de Tchang Kaï-chek est affaiblie par les années de guerre. La guerre civile chinoise, interrompue par l'agression japonaise, reprend dès 1946. En 1949, les nationalistes de Tchang Kaï-chek sont battus par les communistes, largement soutenus par l'URSS. Mao Zedong proclame sur le continent la République populaire de Chine, tandis que Tchang Kaï-chek se réfugie à Taïwan, rendue par les Japonais.

Les institutions d'avant-guerre ne perdurent que dans une minorité d'États européens et asiatiques. Toutes les monarchies d'Europe de l'Est sont abolies par la construction rapide des régimes communistes, qui balayent également les entreprises, le tissu syndical et associatif, et les libertés publiques de ces pays. Un referendum abolit la royauté en Italie (10 juin 1946) ; elle ne se maintient en Grèce qu'au prix d'une guerre civile, et en Belgique la « question royale » posée par l'attitude de Léopold III pendant la guerre, ne trouve de réponse qu'avec son abdication en (1951). Au Japon, les Américains maintiennent l'empereur Hirohito, pourtant constamment tenu informé des crimes commis par ses armées, mais imposent l'abolition du culte impérial qui le proclamait d'essence divine. En France, la III^{e} République, rendue responsable de la défaite, cède la place à une nouvelle constitution.

Partout à l'Ouest, les gouvernements s'engagent dans la construction du *Welfare State* ou État-Providence : nationalisations, planification, intervention de l'État, lois de protection sociale sont désormais à l'ordre du jour pour une trentaine d'années. Nationalisations, planification et intervention de l'État prennent des formes extrêmes à l'Est, où la sphère privée se réduit désormais aux seules familles et à leurs biens meubles.

La recherche scientifique et technique, dans l'ensemble, bénéficient d'une forte impulsion, en particulier pour la maîtrise de l'atome dans le projet Manhattan et la recherche sur les fusées qui permettra des programmes spatiaux. La guerre a aussi vu le premier usage massif des antibiotiques dont la pénicilline inventée par les Britanniques, ou encore du DDT, utile aux Américains dans les marais du Pacifique. Mais, pendant quarante ans, la guerre froide entre « zones d'influence » empêche les scientifiques de communiquer librement entre eux et draine de nombreuses ressources et technologies vers la sphère militaro-industrielle, au détriment du développement civil.

Conséquences au Royaume-Uni

Les autres alliés en effet, et si l'on excepte le Royaume-Uni, ont un rôle mineur ou bien sont écartés des négociations qui aboutissent à la mise en place de deux zones d'influences, suivant les accords de Yalta et de Potsdam. Cette situation, qui porte en elle les germes de la guerre froide, dure jusqu'en 1989.



V for Victory, Churchill au balcon de Whitehall, le 8 mai 1945 (jour V-E)

Le Royaume-Uni sort considérablement affaibli de la guerre. Celle-ci, en effet, a consacré le déclin des puissances coloniales : le mouvement Quit India s'est développé durant le conflit aux Indes britanniques, les indépendantismes indien et birman ayant pris des formes parfois violentes. L'Indian Independence Act (en) prend effet à l'été 1947, immédiatement suivi par la partition des Indes. La Birmanie obtient son indépendance en 1948. Par la suite, les îles britanniques connaissent une crise sans précédent, due à la reconstruction et à la restructuration de son économie.

Conséquences en France

Au cours de la bataille de Normandie, le général de Gaulle, accueilli en libérateur par les Français, parvient à obtenir des alliés la reconnaissance de la pleine autorité de son gouvernement, le gouvernement provisoire de la République française (GPRF) (proclamé le 3 juin à Alger), sur la métropole. Il fait en sorte que la France soit reconnue par le camp allié comme un vainqueur. Cette reconnaissance lui permet d'occuper une partie de l'Allemagne, ou d'obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

La Libération de la France s'accompagne de l'épuration d'une partie des personnes suspectées d'avoir collaboré. Les Allemands et leurs collaborateurs ont multiplié les atrocités sous l'Occupation, puis pendant leur retraite. Aussi dans les territoires libérés par les résistants, et malgré les efforts de la plupart de leurs chefs et des commissaires de la République pour instaurer au plus vite une épuration légale et judiciaire, de nombreuses exécutions sont expéditives

et pas toujours précédées de jugements. Environ 20 000 femmes sont tondues pour « collaboration horizontale[47] ». De ce fait, des erreurs sont commises dans cette libération rapide, et des innocents injustement assassinés. Les historiens estiment qu'environ 11 000 exécutions sommaires ont lieu, aux trois quarts pendant les combats. L'épuration sauvage a pu être d'autant plus brutale que la population peut avoir envie de se venger des exactions de la milice et des Allemands dans leur déroute et que le gonflement des effectifs de la Résistance a permis à certains résistants de la 24e heure de se dédouaner ainsi à peu de frais. On a observé le même phénomène lors de l'indépendance de l'Algérie.

À l'opposé, certains collaborateurs sont parfois acquittés ou condamnés à de faibles peines (malgré la gravité de leurs crimes) par les tribunaux réguliers dont la majorité des juges ont prêté serment à Pétain. D'autres furent jugés par la Haute Cour composée de résistants, mais l'importance des condamnations décrut avec le temps. C'est ainsi qu'en 1949, le dernier accusé jugé est acquitté : le secrétaire d'État à l'Intérieur de Pétain, René Bousquet (qui mit la police et la gendarmerie françaises à la disposition des occupants pour faire la chasse aux résistants et déporter près de 60 000 Juifs) est acquitté. À noter que les collaborateurs n'ont été poursuivis que pour trahison, et pas pour crime contre l'humanité.

De Gaulle empêche le développement d'une situation armée insurrectionnelle (voir Histoire de France), en amalgamant les mouvements ayant participé à la Résistance à l'armée régulière issue de l'armée d'armistice cantonnée en Afrique (dont nombre de cadres avaient été vichystes avant de se rallier en 1942). Non sans mal, les résistants des Forces françaises de l'intérieur (*FFI*) et des Francs-tireurs et partisans (*FTP*) sont intégrés dans l'armée régulière sans trop d'à-coups. L'intégration des milices patriotiques du PCF est négociée contre leur participation au gouvernement et l'amnistie de Maurice Thorez.

Au nom de la reconstruction du pays et afin de permettre à la France de tenir son rang nouvellement restauré aux côtés des alliés, l'épuration de l'administration est limitée. Certains hauts fonctionnaires invoquent la continuité de l'État comme acte de résistance. Les policiers dont une partie a poursuivi les résistants se dédouanent par une insurrection à Paris à la veille de la Libération. Certains collaborateurs se font oublier en intégrant des régiments de FFI ou en s'engageant dans le corps expéditionnaire d'Extrême-Orient (engagé en Indochine), ce qui est par la suite exploité par la propagande Việt Minh.

La France oublie qu'elle fut anglophobe et pétainiste après le bombardement de Bataille de Mers el-Kébir, que des gendarmes français gardèrent le camp de concentration de Drancy et convoyèrent les convois de déportés jusqu'à la frontière. La proportion de Juifs d'avant-guerre ayant survécu n'est pas la plus importante de tous les pays occupés, les Juifs dit apatrides ont été bien moins protégés que les Juifs français. Pour un temps, la législation française considéra que seuls les Allemands peuvent être poursuivis pour crime contre l'humanité. Le procès manqué de Bousquet ainsi que les procès tardifs de Paul Touvier et Maurice Papon sont emblématiques de cette politique.

Conséquences en Belgique

Le différend né le 28 mai 1940 entre le roi Léopold III et le gouvernement ne sera apaisé qu'en 1950 avec l'abdication du roi revenu d'exil. Voulant rester avec l'armée prisonnière, Léopold III avait veillé à ne faire signer qu'une reddition limitée aux troupes sur le terrain, ce qui permit au gouvernement de partir pour continuer la guerre avec les troupes du Congo belge et celles qu'il put reconstituer en Angleterre (armée, aviation, marine). Le reproche du gouvernement et d'une partie de la population était que le roi aurait dû se réfugier à l'étranger pour prendre la tête de la résistance à l'Allemagne. La division de l'opinion publique à ce sujet donna lieu, après la guerre, à des affrontements allant jusqu'à des manifestations violentes entre défenseurs du roi et partisans de son abdication. Des violences avaient déjà atteint le pays pendant l'occupation allemande, les collaborateurs de l'ennemi ayant perpétré des attentats contre la population (entre autres le massacre de Courcelles) et l'exécution de personnalités politiques et économiques abattues en pleine rue car suspectées d'être en faveur des alliés et de la résistance intérieure.

Les actions de résistance intérieure belge se manifestèrent d'abord par de l'espionnage, notamment par le réseau Clarence organisé dès 1939 par Walthère Dewé (qui avait déjà dirigé le réseau de la Dame Blanche en 1914-18). Dès

1942, commencèrent des actions de sabotage de voies ferrées, la destruction de lignes à haute tension alimentant l'industrie allemande avec de l'électricité belge par le Groupe G. Il en résultat des représailles sous la forme de prises d'otages et l'exécution de résistants arrêtés. Le roi lui-même, auteur de lettres à Hitler pour protester contre les déportations, reçut en réponse une menace de déportation, ce qui arriva lorsqu'il fut emmené en Allemagne avec sa famille en 1944. Mais cela ne suffit pas à le populariser auprès de ses adversaires. D'autre part, après la guerre, des centaines de procès entrainèrent l'exécution capitale par fusillade de collaborateurs de l'ennemi, mais aussi de dénonciateurs désignant aux autorités allemandes des résistants, voire des personnes innocentes dont d'aucuns voulaient se débarrasser pour des raisons privées.

Furent, entre autres, exécutés des tortionnaires du camp de concentration installé à Breendonk, entre Bruxelles et Anvers et des collaborateurs de la police allemande. Le gouverneur allemand de la Belgique, le général Von Falkenhausen fut tenu prisonnier jusqu'en 1949, puis jugé, condamné à vingt ans de prison, les juges militaires belges ayant tenu compte de son opposition aux nazis -qui lui valut d'être arrêtés par ceux-ci- Après quelques années, il fut libéré et rentra en Allemagne où il épousa une ancienne résistante. Sur divers plans, la guerre et l'occupation allemande eurent des suites durables dans l'évolution historique de la Belgique. C'est surtout sur le plan des communautés linguistiques et culturelles que la politique allemande de division entre flamands et wallons s'est fait sentir. Déjà, pendant la 1er guerre mondiale, les Allemands -qui occupaient les neuf dixièmes du territoire belge- avaient imposé la scission des administrations belges en deux autorités séparées, l'une à Namur pour la Wallonie, l'autre à Bruxelles pour la Flandre, cette région étant considérée comme germanique pour la seule raison de la langue parlée par la majorité de sa population. D'aucuns affirment que la présence en Belgique occupée du roi Léopold III a empêché l'Allemagne de reprendre cette politique entre 1940 et 1944. Ce serait sous l'influence du gouverneur général allemand Von Falkenhausen hostile aux nazis (et que ceux-ci arrêtèrent en 1944). L'action de diplomates allemands traditionalistes non nazis aurait eu également une influence dans la relative modération politique du Reich à l'égard du régime politique de la Belgique. Modération qui prit fin en 1944 avec la divisions de la Belgique en deux gaus allemands, Flandre et Wallonie, sous l'égide des S.S. tandis que le roi était déporté avec sa famille. Quant à l'activité économique, elles subit des atteintes telles que la reconstruction d'après guerre et les procès d'épuration ne purent en effacer complètement les conséquences. Ce qui restait d'industrie automobile et aéronautique nationale indépendante de sociétés étrangères disparut dans les bombardements. Les destructions industrielles, pillages et déportations (entre autres dans les charbonnages du Hainaut) ne furent pas compensées par la modernisation qu'il aurait fallu mettre en œuvre après la guerre. Sur le plan culturel, des journaux disparurent, d'autres apparurent dont beaucoup ne tinrent pas longtemps.

De nombreuses personnes des milieux de presse, du cinéma et de la culture qui avaient cru pouvoir travailler sous l'égide allemande furent condamnées ou s'enfuirent ou, à tout le moins, furent mises à l'index. On peut citer quelques cinéastes dont Henri Storck avec sa symphonie paysanne, hymne dédié à l'idéologie du retour à la terre dans l'esprit mis à l'honneur en France sous le régime du gouvernement Pétain. Storck n'eut pas d'ennui à la libération, étant considéré comme un brave homme étranger aux malheurs de son époque, malgré la lettre dans laquelle il se décrivait comme étant d'ascendance pure aryenne afin de pouvoir devenir membre de la corporation du cinéma créée par l'occupant allemand. Avec un documentaire à la gloire de l'Allemagne, *Deutsche Grosse*, Jan Meeuwissen se montra beaucoup plus engagé en 1943. En 1943 encore, Frans Develter produisit un film de long métrage en trois parties *Vlaanderen te Weer* destiné à montrer que la Flandre, martyrisée par la Belgique, avait retrouvé sa grandeur grâce au national-socialisme. À Anvers, Jan Vanderheyden, par ailleurs cheville ouvrière de la corporation du film, "führer" de la branche production-distribution[48], produisit plusieurs courts métrages et longs métrages purement distractifs. ce qui lui valut seulement quelques critiques après la guerre. En Wallonie, le peintre liégeois Auguste Mambour fut condamné parce qu'on lui reprochait sa sympathie pour l'ordre nouveau installé par les amis de l'Allemagne, notamment un voyage culturel en Allemagne comme ceux qu'organisait le ministre nazi Goebbels à l'intention d'artistes des pays occupés. Dans le domaine de la presse et de la littérature, le dessinateur de presse Jamin, collaborateur du journal d'extrême droite *le Pays Réel*, d'abord condamné à mort puis, finalement, sorti de prison après une commutation de peine, devint le dessinateur attitré du journal satirique belge *Pan* fondé par un Léo

Campion anarchiste et résistant. Le dessinateur et auteur de bandes dessinées Georges Remi, plus connu sous son pseudonyme Hergé, créateur de Tintin et Milou, ne passa qu'une nuit en prison pour avoir publié dans le journal *Le Soir* alors que ce plus important organe de la presse belge de l'époque avait été réquisitionné par les collaborateurs des Allemands, ce qui, depuis, fait désigner ce journal sous le nom de *Soir volé*. Ce journal fut imité dans un pastiche resté célèbre en Belgique sous le nom de faux Soir. Les auteurs parvinrent à distribuer dans les kiosques cette imitation du journal collaborateur. Ils y avaient imprimé plaisanteries anti-allemandes et articles contre la collaboration qui mettaient en cause des journalistes ralliés aux occupants. Parmi ces écrivains et journalistes qui soutenaient l'Allemagne dans la presse, Robert Poulet avait fondé un quotidien *le Nouveau Journal* soutien des occupants et qui, plus tard, prétendit qu'il était « couvert par la couronne ». Prenant ses distances en 1943 avec la politique pro-allemande, il fut cependant condamné à mort par la justice belge, peine commuée en détention à perpétuité suivie d'une grâce avec expulsion en France où il entama une carrière de penseur et philosophe. De même, Félicien Marceau, pseudonyme de Louis Carette, journaliste à la radio sous contrôle allemand qui démissionna en 1942 pour devenir éditeur indépendant et réfugié en France en 1945, étant poursuivi notamment pour des émissions qui parurent favorables à l'appel au travail volontaire en Allemagne. Sous son pseudonyme de Félicien Marceau, il poursuivit à Paris une carrière d'écrivain et d'homme de théâtre qui lui valut le prix Goncourt et une place à l'Académie française avant de mourir à 98 ans. L'indulgence à l'égard des artistes et intellectuels de la collaboration ne fut pas toujours la règle. On peut citer le cas emblématique du brillant essayiste et critique d'art Paul Colin, qui fut apparemment de gauche comme le révèlent ses écrits d'avant guerre en faveur du surréalisme, mais qui, dès 1940, se rallia aux idées des collaborateurs de l'ennemi partisans d'un régime autoritaire. En 1942, il était abattu en pleine rue par de jeunes résistants, malgré la présence de gardes du corps allemands.

Conséquences aux États-Unis

Les États-Unis prennent l'initiative d'avoir une attitude *positive*. Ils imposent la démocratie, particulièrement en Allemagne de l'Ouest et au Japon, à travers une épuration et un contrôle des rouages de l'État et de l'éducation. Parallèlement, ils fournissent à partir de 1947 une aide économique à la reconstruction de l'Europe, connue sous le nom de plan Marshall. Celle-ci permet une reconstruction rapide des économies occidentales, achevée au début des années 1950, et évite aux populations la tentation de s'abandonner au communisme ou aux néo-fascismes.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont avec l'URSS l'une des deux plus grandes puissances mondiales. Les États-Unis possèdent la première flotte de guerre, la première flotte de commerce, ils détiennent 75 % des stocks d'or du monde (d'où la devise « *dollar as good as gold* », le dollar est aussi sûr que l'or).

16 millions d'Américains furent incorporés dans les forces armées des États-Unis, 407 000 y périrent, dont 292 000 sur le champ de bataille.

Conséquences en URSS

Staline n'est pas en reste et fut l'un des grands gagnants du conflit. L'Armée rouge a mis hors de combat plus de 85 % des soldats allemands et apparaît à raison comme le principal vainqueur de Hitler. Le prestige et le rôle de l'Union soviétique sortent grandis bien au-delà des seuls cercles communistes. Réintégrée dans le concert des nations, l'URSS est membre permanent du Conseil de Sécurité.

Pour les Russes, cette *grande guerre patriotique* menée sur le front de l'Est invoqua la survie de la nation. En portant un toast au peuple russe lors du défilé de la victoire, le 24 juin 1945, Staline confirmait le retour de l'URSS à une forme plus accentuée de nationalisme grand-russe voire de chauvinisme, aux dépens des minorités nationales et, bien vite, des Juifs « cosmopolites ».

Les annexions de 1939-1940 sont confirmées, et d'autres sont venues s'y ajouter à la victoire. L'URSS a augmenté sa superficie de 475 000 km^2 et sa population de 24 millions d'habitants, aussitôt soumis à une très brutale soviétisation par la terreur. Derrière le rideau de fer, le système stalinien est progressivement imposé pour des décennies à un empire immense allant de Berlin-Est à la Corée du Nord, en attendant le basculement de la Chine et du Viêt Nam

dans le camp communiste.

Cependant, l'URSS sort considérablement appauvrie de la guerre, qui lui a coûté plus de 25 millions de morts, ainsi que les pires destructions jamais subies par un belligérant dans l'histoire humaine. En 1945, une commission officielle estime que le coût des destructions équivaut au double des investissements consentis lors des deux premiers plans quinquennaux des années 1930. Enfin, technologiquement, l'Union soviétique accuse un retard sur l'Amérique, dont elle ne brise le monopole nucléaire qu'en 1949.

Coûts humains en fonction des pays

Article détaillé : Bilan de la Seconde Guerre mondiale#Bilan humain.

En tout environ 38 millions de civils furent tués par les nazis et leurs alliés.

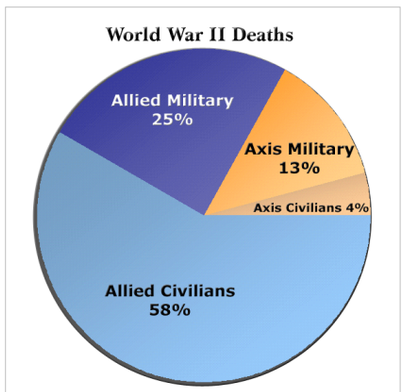
En Europe : entre 8,8 et 10,7 millions de militaires soviétiques[49], 5,3 millions de militaires allemands[50],[51], six millions de Polonais, dont trois millions de Juifs et trois millions de catholiques ; trois millions de Juifs des autres pays d'Europe ; deux millions de Tziganes, handicapés, homosexuels et autres.

Concernant les seules pertes militaires en Europe, selon les estimations, environ 17 877 000 de militaires sont morts sur les champs de bataille européens, dont 10 774 000 du côté des alliés et 7 103 000 du côté des forces de l'Axe. Les tués de l'Armée rouge constituent 53 % du total des pertes militaires connues en Europe, ceux de la Wehrmacht 31 %, ceux du Royaume-Uni 1,8 %, ceux de la France 1,4 % et ceux de l'armée nord-américaine 1,3 %. Les pertes militaires de l'Union soviétique représentent 88 % du total des pertes alliées en Europe (Royaume-Uni 3 %, France 2,3 % et États-Unis 2,2 %). Le total des pertes militaires seules de l'Allemagne et de l'Union soviétique réunies représentent 84 % du total de toutes les pertes militaires subies en Europe. Les pertes militaires du conflit germano-russe seul sont de 13 876 400 soit 78 % du total des pertes militaires subies en Europe.

En Asie : les historiens évaluent entre 10 et 30 millions le nombre de morts causées par les exactions japonaises, dont 2,7 millions pour la seule opération de la politique des Trois Tout (三光作□, *Sankō Sakusen*[?]) menée dans le Nord de la Chine par le général Yasuji Okamura.

Exactions et crimes de guerre

Sur le théâtre d'opération européen



Comme le montre ce graphique, plus de la moitié des victimes furent des civils

Article détaillé : Crimes de guerre de la Wehrmacht.

De nombreux massacres de civils ou crimes de guerre ont été perpétrés au cours du conflit, en particulier par les *Einsatzgruppen* sur le front de l'Est, mais aussi de façon plus générale par la Wehrmacht et les SS. Dès le 20 octobre 1943, les Alliés mettaient en place la « Commission des crimes de guerre des Nations unies » chargée d'enquêter sur les crimes de guerre commis par l'Axe. Une semaine plus tard, la Déclaration de Moscou énonçait la volonté de traquer les criminels de guerre nazis « jusqu'aux confins de la terre ». Non lié à l'ONU (qui ne fut fondé qu'en 1945), celle-là fut assistée à partir de mars 1945 par CROWCASS, chargé par le SHAEF d'établir une liste des criminels de guerre nazis. Cette volonté présida à l'instauration du tribunal de Nuremberg, jugeant les plus hauts responsables nazis encore vivants. CROWCASS fut cependant rapidement dépassé, la volonté initiale de traque contre les criminels de guerre cédant dès 1945 à d'autres priorités, marquées en particulier par l'éclatement de la guerre froide en 1947.

Parmi les divers crimes de guerre, on peut citer :

- les expériences pseudo-médicales de nombreux médecins nazis dans les camps de concentration, notamment du docteur Mengele ;
- en France (massacres commis par les nazis, ayant touché plus de 30 000 personnes) :
  - exécutions d'otages par les Allemands à Châteaubriant, à Paris, à Lyon, à Limoges, etc. à partir de l'automne 1941. L'historien Serge Klarsfeld a établi la liste de 1007 otages et résistants fusillés au Mont-Valérien près de Paris, dont 117 étaient juifs,
  - massacre d'Oradour-sur-Glane, le plus important avec 654 victimes dont des femmes et des enfants, exécuté par la division SS Das Reich. Il y eut 4 rescapés,
  - massacres à Ascq, à Tulle, à Maillé, à Buchères, à Étobon, à Saint-Pierre-de-Clairac etc. perpétrés par les SS,
  - torture et massacre des civils et des combattants du maquis du Vercors, par des unités de la Wehrmacht et les miliciens de Joseph Darnand (juillet 1944),
  - persécutions sur les membres de familles de Français partis combattre ou restés au pays, comme Geneviève de Gaulle, nièce du général, envoyée en camp de concentration.
- en Belgique :
  - rationnement dramatique de la nourriture,
  - installation d'un camp de concentration à Breendonk entre Bruxelles et Anvers,
  - déportation de juifs et de résistants dans les camps de concentration allemands, révocation et arrestation de hauts fonctionnaires et d'autorités communales,
  - persécutions meurtrières exercées sur la population par les collaborateurs de l'Allemagne, entre autres le massacre de familles à Courcelles, dans la province de Hainaut, la persécution sur des parents des ministres Hubert Pierlot et Spaak du gouvernement belge libre de Londres dont certains membres seront fusillés, exécutions de notables comme le gouverneur de la Société Générale de Belgique et le batonnier Braffort,
  - déportation en Allemagne du roi, de son épouse et des enfants royaux.
- en Italie, occupée par l'Allemagne en 1943 :
  - massacre de 355 otages aux fosses Ardéatines près de Rome en mars 1944,
  - massacre du village de Marzabotto près de Bologne en octobre 1944, qui fit plus de 900 morts.
- dans le « Protectorat » de Bohême-Moravie :
  - déportation de centaines d'étudiants ayant manifesté contre l'occupation (novembre 1939),
  - massacre des habitants de Lidice, en représailles à l'attentat qui abattit le chef SS et « boucher de Prague » Heydrich.
- en Pologne :
  - affamement et déportation du ghetto de Varsovie
  - « nettoyage » du ghetto de Varsovie par les SS après l'insurrection des derniers survivants
  - extermination de 50 000 membres des élites polonaises par les SS et la Gestapo (prêtres, aristocrates, professeurs, officiers). L'enseignement secondaire, les séminaires et les universités furent fermées, tout comme les théâtres par exemple, et ce n'est qu'à un système remarquable de cours clandestins — les *komplety* — que les Polonais parvinrent à instruire et à sauver cinq classes d'âge de bacheliers[]
  - massacre de 5 000 officiers polonais à Katyń, par l'armée soviétique (l'URSS a reconnu sa responsabilité après plusieurs décennies, ayant longtemps accusé les nazis d'être responsables de ce massacre)
  - massacre de 10 000 autres officiers polonais en d'autres lieux, soit 15 000 personnes tuées froidement d'une balle dans la nuque par le NKVD, ancêtre du KGB
  - destruction à 90 % de Varsovie par l'armée allemande après le soulèvement de l'Armia Krajowa du 1er août au 2 octobre 1944. La répression de l'insurrection par Himmler fit de 150 000 à 200 000 morts. Manquant de moyens pour franchir la Vistule et immobilisée par ordre de Staline pour des raisons politiques, l'Armée rouge laissa les Allemands écraser la rébellion polonaise et ne lui apporta ni armes ni aide.

- en Union soviétique
  - affamement et mise à mort prémédités de prisonniers de guerre russes (2 millions de morts)
  - affamement délibéré des civils de la cité de Leningrad assiégée (700 000 victimes)
  - 20 millions de citoyens de l'Union soviétique sont tués, dont un très grand nombre de prisonniers de guerre exécutés par les Allemands, et aussi des civils dont les villages et villes sont anéantis.
- en Yougoslavie
  - déportation de dizaines de milliers de Serbes, Juifs et Roms dans les camps de la mort (notamment dans le Camp de concentration de Jasenovac) par les Oustachi croates. Ceux-ci sont responsables du massacre global de 300 000 à 400 000 personnes, ainsi que de multiples conversions forcées au catholicisme.

Il faut encore mentionner l'exécution sommaire de civils et de soldats alliés en uniforme (en particulier certains paras parachutés par le SOE afin d'encadrer les maquis ainsi que de certains pilotes, dont Martin Bormann autorisa et encouragea le lynchage en 1944).

Bombardements de villes

Certaines opérations de bombardement de villes ont causé de nombreuses victimes civiles. Le nombre de victimes civiles était parfois un but recherché pour affaiblir le « moral » de l'adversaire.

- En Allemagne
  - Le bombardement de la ville de Hambourg, nom de code « Opération Gomorrhe » est estimé avoir fait 40 000 victimes, le plus lourd bilan humain en Europe pour ce type d'opération.
  - L'estimation du nombre de victimes du Bombardement de Dresde a considérablement fluctué, de 25 000 selon la ville de Dresde en mars 1945 jusqu'à 250 000 selon la propagande nazie dans les pays neutres à la même époque, puis des chiffres similaires selon la propagande soviétique dans le contexte de la Guerre froide[52]. Une commission d'historiens réunis en 2004-2010 à l'initiative de la ville de Dresde en a finalement fixé le bilan maximum à 25 000 morts[53].
- En France, en Belgique et aux Pays-Bas, après les bombardements allemands de 1940 et, durant les années de l'occupation allemande, les bombardements alliés des installations industrielles dont la production est réquisitionnée pour l'effort de guerre du Reich, surviennent les bombardements de la campagne de libération de l'Europe qui meurtrissent les régions de Normandie, des villes comme Paris, Bruxelles, Liège et Anvers victimes de l'offensive allemande des avions sans pilote V1 et des missiles V2, et encore l'Ardenne belge victime de l'ultime offensive allemande. Entre 1940 et 1945, la France reçoit 550 000 tonnes de bombes des anglo-américains, soit 22 % du total déversé sur le continent. L'estimation du nombre de victimes varie de 50 000 à 70 000[54].
- en Grande-Bretagne, le bombardement de villes anglaises, et de Londres en particulier, nom de code « Blitz » est estimé avoir fait 14 500 victimes.

Sur le théâtre d'opération asiatique

Article détaillé : Crimes de guerre du Japon Shōwa.



Cadavres d'enfants chinois massacrés à Nankin en décembre 1937 par l'armée japonaise

La décision prise en août 1937 par Hirohito d'approuver une directive de son état-major supprimant l'application des traités internationaux sur la protection des prisonniers de guerre entraîna la mort de plusieurs millions de civils en Chine. Étendue à compter de 1941 aux autres pays conquis, cette mesure causa la mort d'une quantité phénoménale de civils et de prisonniers alliés détenus dans des conditions atroces (témoignage de Roger Cyr des Royal rifles[]).

Parmi les crimes de l'armée impériale japonaise au cours de l'Ère Shōwa (1926-1989), les plus notables sont les suivants :

- rapt à des fins sexuelles de plus de 200 000 « femmes de réconfort », surtout des Coréennes par les soldats Japonais.
- en Chine :
  - Massacre de Nankin au cours duquel les troupes japonaises pillent la ville pourtant évacuée par les troupes chinoises et massacrent entre 150 000 et 300 000 civils après avoir commis diverses exactions dont des viols en série.
  - Opérations de la Politique des Trois Tout (三光作□, *Sankō Sakusen*[?]), une stratégie de la terre brûlée mise en œuvre à partir de mai 1942 dans le nord de la Chine et ayant entraîné la mort d'environ 2,7 millions de civils[].
  - Massacre d'environ 250 000 civils du Zhejiang et du Jiangxi, d'avril à août 1942, en représailles au raid de Doolittle sur le sol japonais le 18 avril.
  - expérimentation d'armes bactériologiques sur des milliers de prisonniers chinois, coréens et russes par l'unité 731.
- à Singapour, massacre de 25 000 à 50 000 civils lors de « l'épuration » (Daikenshô ou Sook Ching (en)) menée du 18 février au 4 mars 1942.
- en Malaisie
  - exécution de 161 prisonniers alliés (australiens, britanniques et indiens) à Parit Sulong (en) en janvier 1942.
- en Birmanie
  - massacre d'environ 600 civils en juin 1945 à Kalagon (en).
- aux Philippines, le Tribunal de Tokyo et le Tribunal de Manille identifièrent 72 massacres d'envergure dont :
  - La marche de la mort de Bataan (environ 20 000 morts) d'avril à mai 1942[]
  - massacre d'environ 100 000 civils en février 1945 à Manille, dont de 200 civils au St-Paul College[55]
  - massacre de 2 500 civils à Calamba.
  - massacre de 2 500 civils à Lippa, sur l'île de Luçon[56].
  - massacre de 500 civils à Dapdap, province de Cebu[57].
  - massacre de 328 civils à Bauan, 320 à Taal, 300 à Cuenca, 107 à San Jose, 39 à Lucero, province de Batangas[58].
- à Laha
  - exécution de 55 prisonniers australiens et 30 prisonniers néerlandais le 9 février 1943.
- à Bangka
  - massacre de 65 infirmières australiennes le 14 février 1942.
- à Andaman
  - massacre de 2 000 à 3 000 civils à Port Blair du 23 mars 1942 à août 1945, dont 800 le 14 août 1945.

Cannibalisme

Plusieurs rapports écrits et témoignages colligés par la Section australienne des Crimes de guerre du Tribunal de Tokyo et analysés par l'enquêteur William Webb (en) (le futur juge en chef du Tribunal), démontrent que les soldats japonais commirent des actes de cannibalisme à l'encontre des prisonniers alliés. Dans bien des cas, ces actes étaient motivés par la famine mais selon l'historien Yuki Tanaka, « le cannibalisme était souvent une activité systématique menée par des escouades entières et sous le commandement d'officiers[59]. »

Selon le témoignage de nombreux prisonniers comme le soldat indien Hatam Ali, les victimes étaient parfois dépecées vivantes. Les plus hauts gradés connus ayant pratiqué le cannibalisme sont le lieutenant-général Yoshio Tachibana, qui avec 11 membres de son personnel, a été jugé pour avoir fait décapiter et mangé un aviateur américain en août 1944 à Chichi Jima et le vice-amiral Mori pour avoir mangé un prisonnier lors d'une réception tenue en février 1945[60],[61],[62].

Bombardements

Le Service aérien de l'armée impériale japonaise et celui de la marine menèrent, de 1937 à 1945, une campagne systématique de bombardements contre des objectifs civils en Extrême-orient et même contre la ville de Darwin en Australie. Les zones les plus éprouvées furent les grandes villes chinoises comme Shanghai et Chongqing. À l'automne 1937, la violence des bombardements de Nanjing et de Guangzhou entraina une résolution de blâme du Comité aviseur de l'Extrême-Orient de la Société des Nations à l'encontre du Japon. Lord Cranborne, le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Grande-Bretagne, émit sa propre déclaration d'indignation : « Les mots ne peuvent exprimer le sentiment de profonde horreur avec lequel la nouvelle de ces raids a été reçue par le monde civilisé. Ils sont souvent dirigés contre des endroits éloignés de la zone d'hostilité réelle. L'objectif militaire, s'il existe, semble prendre une place secondaire. Le but principal semble être d'inspirer la terreur par le massacre des civils… »[64]



5 juin 1941, victimes civiles de l'un des 268 raids aériens faits sur Chongqing par le Service aérien de l'armée impériale japonaise et celui de la marine. Plus de 5 000 Chinois périrent au cours des deux premiers jours de bombardement en 1939[63].

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité l'arme nucléaire est utilisée par les États-Unis pour les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki. Le nombre de victimes immédiates est estimé à 70 000 pour Hiroshima et 30 000 pour Nagasaki. Le nombre de victimes des suites d'irradiation est mal connu et contesté, le maire d'Hiroshima évoque un total de 237 000 victimes.

Armes chimiques et bactériologiques

En Europe, les gaz de combat ne furent pas utilisés dans les combats entre belligérants, mais seulement contre les civils déportés, dans les camps d'extermination nazis. Des réserves importantes de gaz *tabun* et *sarin* furent retrouvées en Allemagne en 1945, suffisantes pour tuer des millions de personnes. Elles furent immergées dans des caissons de béton sous la Manche. On s'inquiète de leur état de conservation aujourd'hui.

En Asie toutefois, les travaux des historiens Yoshiaki Yoshimi et Seiya Matsuno[65], démontrent que Hirohito permettait dès juillet 1937 l'utilisation systématique de gaz toxiques contre l'armée chinoise et les populations civiles. Par peur des représailles et afin de s'assurer que ces armes ne soient jamais employées contre des intérêts occidentaux, chaque utilisation faisait l'objet d'une directive spécifique approuvée par l'empereur et transmise par le chef d'état-major de l'armée, le prince Kotohito Kan'in (le général Hajime Sugiyama à compter de 1940)[66]. Dès 1939, les armes chimiques furent employées en URSS et en Mongolie puis aux Philippines en 1942.

En 2004, Yoshimi découvrit toutefois dans les archives nationales australiennes des documents démontrant que des gaz toxiques avaient été testés sur des prisonniers australiens et néerlandais en 1944 en Indonésie.[67]

À ces armes chimiques, s'ajoutent les armes bactériologiques produites par l'unité 731 et employées à maintes reprises contre des civils en Chine et contre l'armée soviétique lors de la bataille de Halhin Gol.

Viols de guerre

Article connexe : Femmes de réconfort.

Toutes les troupes belligérantes de la Grande Guerre avaient commis ou laissé commettre de nombreux viols de guerre[]. Les historiens Ian Kershaw et Rees rapportent que contrairement à la propagande de la Wehrmacht qui défendait le mythe d'une armée saine, des viols à grande échelle ont été commis par l'armée allemande[68].

Les estimations concernant le nombre de viol de femmes soviétiques par la Wehrmacht atteint le nombre de 10 000 000, avec 750 000 et 1 000 000 enfants nés du fait des viols[69],[70],[71],[72].

L'Armée rouge, surtout, fut explicitement encouragée,[réf. nécessaire] en représailles aux exactions massives du Reich en URSS, à terroriser les populations allemandes par le viol et les pillages à grande échelle : selon Hanna Schissler, de nombreuses Allemandes de l'Est envahi ont subi en 1945 les violences systématiques des soldats soviétiques[73]. En Yougoslavie théoriquement alliée, Milovan Djilas se plaignit en personne à Staline de milliers de viols, le dictateur soviétique lui répondant cyniquement que l'Armée rouge avait assez enduré pour ne pas devoir s'attarder à ce genre de récriminations[].

Selon l'historien Robert J. Lilly, environ 14 000 femmes auraient été violées par les troupes américaines en Angleterre puis en Normandie. Quant au nombre de victimes en Allemagne, territoire ennemi, il est inconnu[74]. Certains militaires coupables ont été exécutés, comme dans l'Affaire Clarence Whitfield, condamné à mort par pendaison le 20 juin 1944 à Canisy par la cour martiale. Vingt-et-un GIs furent condamnés en France pour viol, et les autorités militaires américaines invitèrent les victimes à assister à la pendaison des coupables[75].

L'historien Peter Schrijvers estime que plus de 10 000 femmes ont été violées par les troupes américaines à l'occasion de la bataille d'Okinawa[76].

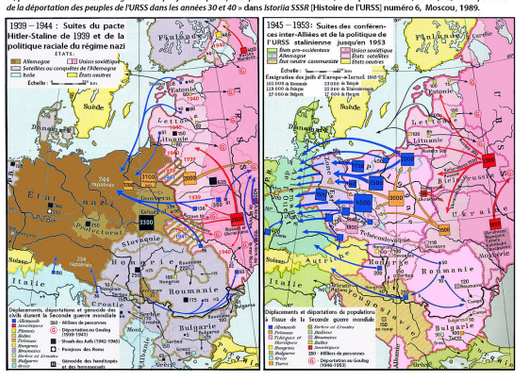
Autres crimes

Articles détaillés : Marches de la mort, Amnésie collective et Troubles comportementaux de guerre.

Déportation de minorités soviétiques par Staline

Article détaillé : Histoire de l'URSS sous Staline.

Dès avant-guerre, Staline considère les minorités frontalières comme suspectes d'anti-stalinisme par définition, et, dans l'éventualité d'un conflit, ordonne pendant les Grandes Purges de 1937-1938 la déportation "préventive" de centaines de milliers de Polonais, de Caréliens, de Lettons, mais aussi, à la frontière asiatique, de près de 230 000 Chinois, Bouriates, Mongols et Coréens qui se retrouvent tous en Sibérie et au Kazakhstan[77]. Lors du pacte germano-soviétique, l'URSS brise toute résistance à la soviétisation en déportant de l'automne 1939 à l'été



Les déplacements de populations, déportations et génocides en Europe pendant et à l'issue de la seconde guerre mondiale.

1941 plus d'un million de citoyens nouvellement annexés, Polonais, Moldaves, Baltes, Finlandais et autres, soit plus de 1 500 par jour au total. Selon les rapports du commissaire Krouglov à Staline cités par l'historien russe Nikolaï Bougaï, la moitié meurent en déportation dans l'année de leur arrivée à destination, faute de structures adéquates pour permettre leur survie sur place[78].

Des forces non négligeables sont ensuite distraites du front en pleine offensive allemande de l'été 1941, afin de déporter la totalité des Allemands de la Volga et du reste de l'URSS, descendants de colons présents depuis deux siècles. Au printemps 1944, sous la fausse accusation de collaboration, quatorze peuples représentant deux millions de victimes, dont l'intégralité des Tchétchènes-Ingouches, des Tatars de Crimée, des Kalmouks, des Karatchaïs, etc. sont déportés collectivement en Sibérie et en Asie centrale. La déportation des 600 000 Tchétchènes, femmes, enfants, militants communistes et soldats décorés compris, fut accomplie en six jours par le NKVD en mars 1944, ce qui reste à ce jour la plus rapide déportation de l'histoire[79]. Les biens des peuples déportés furent cédés à des colons russes. Leurs républiques autonomes souvent supprimées et leurs villes débaptisées, et en 1949, un décret du Soviet Suprême déclara que les peuples « punis » resteraient exilés à perpétuité. Ces mesures ne furent abrogées que sous Khrouchtchev puis sous Gorbatchev.

À la reprise des Pays baltes, de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Pologne orientale (1945), de nouvelles déportations massives au Goulag frappèrent bien sûr les collaborateurs locaux des nazis, mais aussi les résistants non-communistes et ceux qui après s'être battus contre les nazis ou leurs équivalents locaux, refusèrent de déposer les armes, enfin les populations civiles accusées à tort ou à raison de soutenir ces derniers. Selon Anne Applebaum et Jean-Jacques Marie, 6 à 10 % des populations baltes, polonaise, ouest-ukrainienne ou moldave se trouvent ainsi en déportation à la fin des années 1940. Des rafles massives de "suspects" ont également lieu au fur et à mesure de l'avancée de l'Armée rouge en Europe de l'Est, emportant sans retour des milliers d'intellectuels, démocrates, franc-maçons, réseaux juifs de résistance, prêtres ou étrangers : ainsi disparut en février 1945 à Budapest, le héros du sauvetage des Juifs hongrois, Raoul Wallenberg.

Il faut leur ajouter les centaines de milliers de soldats soviétiques déportés pendant la guerre pour « défaillance » ou pour esprit critique, tel Alexandre Soljenitsyne arrêté sur le front de Prusse-Orientale en février 1945 pour avoir mis en doute, dans une lettre privée, le génie militaire de Staline. De nombreux anciens prisonniers de guerre des Allemands (avoir été capturés faisait d'eux des « traîtres »), travailleurs civils volontaires ou forcés en Allemagne, furent également traités en coupables à leur retour (souvent forcé) au pays, au même titre que les débris de l'armée Vlassov, et allèrent former la génération d'après-guerre des captifs du Goulag. Quant aux centaines de milliers de prisonniers de guerre, les derniers Allemands ne furent relâchés qu'au milieu des années 1950, beaucoup périrent en détention, et les Japonais survivants furent définitivement assignés au Kazakhstan parmi les 170 000 Coréens déjà déportés là depuis les années 1930[80].

Expulsion des minorités allemandes d'Europe centrale et japonaises du Pacifique

Il y avait en Europe centrale (Prusse, Tchécoslovaquie, Pologne et pays baltes) des implantations allemandes depuis de nombreux siècles.

L'existence de ces implantations avait joué un rôle dans l'enclenchement des hostilités. Ainsi la demande de rattachement à l'Allemagne pour les Allemands des Sudètes avait servi de prétexte au démantèlement de la Tchécoslovaquie, accordé par les accords de Munich en 1938. De la même façon le gouvernement nazi s'était appuyé sur l'isolement géographique des populations de Prusse-Orientale pour réclamer l'annexion du corridor de Dantzig et préparer ainsi la guerre contre la Pologne.

Durant la guerre, le ralliement de ces minorités allemandes à l'occupation nazie, et la colonisation de zones conquises à l'Est, combinées aux atrocités imputables aux troupes nazies, créèrent ou renforcèrent à l'égard des populations civiles allemandes un sentiment de rejet parmi les populations autochtones. De plus, les populations civiles allemandes à l'est des territoires du Reich, redoutaient les exactions des troupes soviétiques en représailles des atrocités commises en URSS par les troupes nazies.

Enfin à l'issue de la guerre, les frontières furent redessinées, réduisant globalement l'espace de l'Allemagne d'avant-guerre.

L'ensemble de ces éléments conduit à la fin de la guerre et dans les années qui suivent à d'importants transferts de populations d'est en ouest, notamment de nombreux germanophones. En tout, 8 millions d'Allemands ont été expulsés en 1945 de l'Europe centrale et orientale, dont 2 millions des anciens territoires du Reich situés de l'est de la ligne Oder-Neisse, et cédés à la Pologne.

Article détaillé : Expulsion d'Allemands d'Europe de l'Est.

Un phénomène comparable s'est produit en Asie : 13 millions de Japonais durent quitter la Corée, la Chine et les îles du Pacifique conquises au XIX^{e} siècle par l'empire du Soleil-Levant. Comme en Allemagne, cet afflux important de réfugiés dans un pays en ruines accrut dans l'immédiat la misère des civils, mais compensa les pertes démographiques pour relever les défis de la reconstruction.

Dégâts culturels

Dans les pays occupés, les nazis ont volé d'innombrables œuvres d'art, collections juives en tête. Ce pillage artistique est orchestré particulièrement par Hermann Göring et Alfred Rosenberg suivant le principe du *Kunstschutz*. Selon l'historien Marc Mazower[81], les agents de Rosenberg, rien qu'en Europe occidentale, ont pillé pour 674 trains de marchandises, meubles et objets saisis dans les appartements des Juifs déportés.

La Shoah est aussi une catastrophe culturelle irréparable. Le *yiddishland* d'Europe centrale et orientale, les derniers romaniotes de Grèce sont pratiquement anéantis, et l'on estime que les trois quarts des locuteurs du yiddish et les cinq sixièmes du yévanique ont disparu pendant la guerre. Si la France n'a perdu « que » le quart de sa population juive, de sorte que le monde israélite français a survécu, en revanche, les communautés juives d'Amsterdam, Berlin, Vienne, Budapest ou Vilnius ont été éradiquées sans retour, à plus de 90 %. Les nazis ont aussi cherché à effacer toute trace du passé juif multiséculaire en spoliant leurs victimes de tous leurs biens et œuvres d'art (aryanisation), en détruisant les synagogues, en brûlant des livres de prières, en retournant les cimetières.

Les Allemands ont aussi emmené de nombreuses archives privées et publiques de toute sorte, dont beaucoup ont été perdues, ou récupérées par les Russes qui les dissimulèrent pendant un demi-siècle[82]. Si une partie des trésors volés est découverte par les Anglo-Saxons à la chute du Reich et rendue aux musées et aux propriétaires légitimes de France, de Belgique et des Pays-Bas, l'URSS puis la Russie ont toujours refusé de restituer certains chefs-d'œuvre figurant dans le butin de l'Armée rouge en 1945, ainsi le célèbre « trésor de Priam[83] ». Les nazis ont aussi, çà et là, détruit des toiles représentatives de ce qu'ils qualifiaient d'« art dégénéré ». Par exemple, ils ont organisé au jardin des Tuileries, le 27 mai 1943, un autodafé de 500 œuvres de Picasso, Léger, Klee et Ernst. Quant aux Soviétiques, ils ont aussi emmené de nombreuses archives et œuvres d'art privées dans les pays qu'ils ont libéré ou occupé en 1944-45, dont fort peu ont revu, après 1990, leur pays d'origine[84].

Nombre de vieilles villes japonaises, surtout faites de bois et de papier, ont flambé sous les bombardements. Des villes telle Kyoto ont toutefois été épargnées par les bombardiers américains en raison de leur patrimoine prestigieux. En Europe, l'abbaye du Mont-Cassin, berceau du monachisme bénédictin au VI^{e} siècle, a servi de champ de bataille en 1944.

L'historien Jörg Friedrich[85] a établi la liste des dégâts patrimoniaux subis par les villes allemandes : ainsi ont été radicalement dévastées des villes telles Berlin, Hambourg, Cologne, Dresde, Nuremberg, Breslau, ou encore bon nombre de villes moyennes au passé très prestigieux telles Potsdam, Fribourg, Ulm, Wurtzbourg, ou Bayreuth. Les 28 villes de la Ruhr ont aussi été durement bombardées et inondées. En sus de divers cathédrales, palais et centres historiques, ont par exemple flambé les maisons natales de Goethe, de Kleist, de Martin Luther ou des frères Grimm.

Jörg Friedrich établit aussi que quelque 40 % des archives allemandes totales ont été perdues, ainsi que quelque 8 millions d'ouvrages des bibliothèques publiques, dont des milliers de thèses irremplaçables, des incunables et des manuscrits précieux. À titre d'exemple, la bibliothèque nationale bavaroise de Munich a perdu 500 000 volumes,

celle d'Hambourg 650 000, celle de l'université de Münster 360 000. Selon l'historien, « on n'avait jamais brûlé autant de livres de l'histoire de l'Humanité ». Toutefois, la majorité des ouvrages, documents et œuvres d'art amovibles, dissimulés dans des mines, des bunkers ou des fermes, ont été préservés.

John Keegan relève que les bombardements allemands détruit toute la vieille ville de Varsovie, le centre Renaissance de Rotterdam (détruit en mai 1940) et une grande partie de la City de Londres. Beaucoup de villes biélorusses (Minsk), Ukrainiennes (Kiev, Kherson, Kharkov) et russes (Tsarskoïe Selo près de Petrograd/Leningrad, Tsaristyne/Stalingrad, Koursk) ont été sévèrement endommagées et ont perdu leurs centres anciens lors de leur conquête par les Allemands ou de leur reconquête par l'Armée rouge. En France, Bordeaux est le seul grand port de la côte atlantique française à sortir à peu près indemne de la guerre, mais les centres médiévaux de Caen et de Rouen ont été ravagés par les bombardements américains et les combats de rue. Vienne et Budapest ont été endommagées lors de leur conquête par les Soviétiques. Cependant, relève-t-il, des joyaux tels Oxford et Cambridge n'ont jamais été bombardées, ni Athènes ou Venise. Paris a peu souffert dans son patrimoine, alors que les Allemands ont fait sauter tous les ponts de Florence en août 1944, sauf le Ponte Vecchio, le plus ancien et le plus prestigieux (en fait le seul trop étroit pour les blindés).

Après la guerre, beaucoup de centre-villes et de monuments ont dû être reconstruits à l'identique. Quelques-uns sont restés en l'état à titre de mémorial, telle l'église du souvenir sur le Kurfürstendamm de Berlin. Des impacts de balles sont encore visibles sur certaines façades de monuments parisiens, ainsi à l'École militaire, à l'École des Mines ou sur le palais de Justice. D'autres cités ravagées ont été après-guerre le laboratoire de l'urbanisme moderne, ainsi la reconstruction du Havre confiée à l'architecte Auguste Perret.

Postérité de la Seconde Guerre mondiale

Article détaillé : Postérité de la Seconde Guerre mondiale.

La fin du conflit planétaire ne signifie pas partout le retour à la paix. Des guérillas à la fois antisoviétiques et antiallemandes continuent à se battre aux confins de l'Ukraine et des Pays baltes jusqu'en 1946, voire jusqu'à la fin des années 1940. La Grèce dès décembre 1944, la Chine en 1945 sombrent dans la guerre civile jusqu'en 1949, tandis que de longues guerres d'indépendance commencent immédiatement en Palestine, en Indonésie, en Indochine. En Indochine française, le Việt Minh prend le contrôle d'une partie du territoire au cours de l'épisode dit de la Révolution d'Août : son chef, Hô Chi Minh, proclame le 2 septembre l'indépendance de la République démocratique du Viêt Nam. La situation débouche l'année suivante sur la guerre d'Indochine. Aux Indes orientales néerlandaises, coupées de leur métropole par l'occupation japonaise, Soekarno proclame le 17 août 1945 l'indépendance de l'Indonésie : l'opposition des Pays-Bas débouche sur la période dite de la Révolution nationale indonésienne. En Algérie française, le massacre de Sétif, survenu le jour même de la capitulation allemande (8 mai 1945), annonce la future guerre d'Algérie (1954). En Palestine sous mandat britannique, les conflits entre mouvements Juifs sionistes, Arabes et Britanniques débouchent à la fin 1947 sur le plan de partage de la Palestine, dont le refus par les Arabes entraîne la guerre civile de 1947-48.

Après la Seconde Guerre mondiale se sont dessinés les rapports de forces qui ont caractérisé la guerre froide, mais aussi un grand nombre de situations géopolitiques actuelles.

Le travail de reconstitution historique de cette période est toujours en cours, et sujet à de nombreuses controverses, propres à exacerber les sensibilités nationales : la collaboration française sous Vichy en est un exemple. Les affrontements violents entre collaborateurs et résistants en France, en Italie ou dans les Balkans, ont causé des traumatismes durables, et le conflit meurtrier en ex-Yougoslavie (1991-1995) a vu ressurgir explicitement bien des vieilles rancunes. En Asie, les habitants des pays limitrophes du Japon (particulièrement la Chine et la Corée) restent inquiets du révisionnisme japonais, d'autant que le gouvernement du Japon d'après-guerre a toujours fait preuve d'ambiguité concernant son rôle pendant la période impérialiste (qui commence en 1910 avec la colonisation de la Corée, c'est-à-dire bien avant le début de la Seconde Guerre mondiale) à l'image des visites répétées de politiciens japonais au très controversé sanctuaire Yasukuni ou encore du problème des manuels scolaires japonais, qui tendent

à embellir le passé du Japon.

Par ailleurs, l'holocauste juif en particulier a donné lieu à un important programme de dédommagements de guerre. Toutefois, les Alliés n'ont pas souhaité répéter l'erreur des dédommagements trop lourds exigés à l'Allemagne après la Première Guerre mondiale, ce qui a permis au pays de connaître un « miracle économique », et d'intégrer la Communauté économique du charbon et de l'acier (CECA), prélude à la Communauté européenne. Le plan Marshall a permis aux économies européennes de se reconstruire.

Bilan

Article détaillé : Pertes humaines pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ce conflit fut le plus coûteux en vies humaines de toute l'histoire de l'humanité. On recense plus de 55 millions de morts (dont 39 millions d'Européens)[86]avec plus de victimes civiles que militaires. L'URSS a payé le plus lourd tribut avec plus de 26 millions de victimes (26 600 000 en réalité), civils et militaires (14 % de sa population).

Des peuples entiers sont presque décimés : les trois quarts des Juifs d'Europe ont péri par suite du génocide. Le plus terrible s'est produit en Europe centrale et orientale : la Pologne a perdu 18 % de sa population, la Yougoslavie plus de 10,6 %. Combats, pillages, terres brûlées et sabotages ont ravagé l'économie. Les populations sont démunies.

Nombre de régions et de villes ont connu des bombardements ravageant plusieurs quartiers Rotterdam, Bruxelles, Liège, Paris, d'autres sont radicalement ravagées : par exemple Caen et la Normandie entière, Le Havre, Hiroshima, Nagasaki, Tokyo, Hambourg, Dresde, Stalingrad, Leningrad, Sébastopol, Kharkov, Varsovie, Budapest, Berlin….

Œuvres liées

Radiophonie

La radio fut pendant toute la guerre une arme de propagande fondamentale. Sous l'occupation nazie, des millions d'Européens écoutèrent chaque jour en cachette la BBC, dont les émissions en toutes les langues entretenaient l'espoir. Winston Churchill galvanisa le Parlement, la nation britannique et les peuples occupés à coup de discours radiodiffusés, et Charles de Gaulle, surnommé le "général Micro" par la propagande vichyste, ne fut longtemps qu'une voix pour beaucoup de Français.

La radio de Londres accueillit les célèbres chroniques de Jean Oberlé, de Maurice Schumann et de Pierre Dac dans le cadre des émissions « Honneur et Patrie » et « Les Français parlent aux Français ». L'audience énorme acquise par leur ennemi, le redoutable orateur ultra-collaborationniste Philippe Henriot, obligea la Résistance à exécuter ce dernier (27 juin 1944).

Les Belges Jan Moedwil et Victor de Laveleye parlent au nom de leur gouvernement en exil, de Laveleye inventant un signe de propagande qui devient vite fameux. Il s'agit du signe V exécuté, pour signifier la première lettre du mot Victoire/Victory, avec l'index et le majeur de la main, signe que peuvent exécuter, par défi, les habitants des pays occupés et qui devient vite mondialement connu grâce au premier ministre anglais Winston Churchill à qui on en attribue souvent, et à tort, la paternité.

Telle qu'illustrée par cette affiche du Bureau d'Information sur la Guerre du gouvernement américain, la propagande joua un rôle important dans la mobilisation des populations.

Sont également passées à la postérité les émissions antinazies de Thomas Mann, qui joutait avec Goebbels par-delà l'Atlantique, ou les chroniques de George Orwell en Grande-Bretagne. Avides de nouvelles impartiales, beaucoup de francophones appréciaient aussi la radio suisse, et notamment les éditoriaux réputés de René Payot.

Chaque camp utilisa à ses micros des ressortissants du pays ennemi pour saper le moral de ses civils et de ses soldats. Dès la Drôle de Guerre, Goebbels fit parler au micro de Radio-Stuttgart, non sans succès, un animateur francophone identifié comme étant le journaliste pro-nazi Paul Ferdonnet. William Joyce, dit « Lord Haw-Haw », un américain d'origine nord-irlandaise, anima des émissions de propagande pro-allemande à destination du Royaume-Uni, que captèrent des millions d'auditeurs. Les Japonais utilisèrent également les services de diverses speakerines nippo-américaines ou anglophones, désignées par les GI sous le nom collectif de *Tokyo Rose* (« la Rose de Tokyo »). Inversement, le Ml Paulus, le vaincu de Stalingrad, parla à la radio de Moscou.

Cinq volumes de chroniques françaises de la BBC ont été éditées par Jean-Louis Crémieux-Brilhac sous le titre *Les voix de la liberté. Ici Londres*, La Documentation Française, 1975.

Journalisme

Nombre de grands écrivains ont été correspondants de guerre, ainsi l'Américain Ernest Hemingway qui témoigna de la libération de Paris, ou sur le front russe les romanciers Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman, lequel fut le premier journaliste à découvrir les ruines du camp d'extermination de Treblinka.

Étroitement censurée par les Allemands et leurs collaborateurs, et souvent compromise, la presse fut soumise à une sévère épuration en France libérée, l'historien Patrick Eveno estimant que 90 % des titres ont disparu ou changé de main.

Le Temps fut ainsi remplacé par *Le Monde* dès décembre 1944, *L'Auto* par *L'Équipe*, ou *Paris-Soir* par *Le Parisien Libéré*. Fondés en pleine clandestinité, de nombreux journaux de la Résistance entamaient aussi une carrière plus ou moins longue, à l'image de *Libération*, de *Franc-Tireur* ou du *Dauphiné libéré*. *Combat*, qui s'attache Albert Camus à la Libération, perdure ainsi jusqu'en 1972, de même que *Les Lettres françaises* de Louis Aragon, revue littéraire qui a vu ses fondateurs Jacques Decours et Georges Politzer fusillés par l'occupant dès 1942. *Défense de la France*, fondé dans le sous-sol de la Sorbonne le 14 juillet 1941, engendre *France-Soir* en septembre 1944.

En Belgique, la presse clandestine se déploie, parfois pour retrouver sa tradition de la 1re guerre mondiale, comme dans le cas de la Libre Belgique imprimée très professionnellement, mais, le plus souvent, sous la forme de feuilles imprimées avec des moyens modestes ou encore de journaux d'origine syndicale. Un coup extraordinaire est réussi par une équipe de résistants qui imite Le Soir, journal remontant au XIXe siècle, mais réquisitionné par les Allemands pour devenir une feuille pro allemande d'où son surnom de « Soir volé ». L'imitation distribuée dans les kiosques ressemble, à première vue, à son modèle, mais le contenu en est truffé d'articles d'informations et de plaisanteries anti nazies. Des milliers d'exemplaires sont dans les mains de la population esbaudie, mais les Allemands n'auront de cesse de découvrir les coupables dont certains seront déportés et fusillés.

Photographie


Embrassade à Times Square (New-York) le jour du V-J.

Parmi les nombreux photographes de guerre, on peut citer Robert Capa, présent le jour J sur les plages d'Omaha Beach.

Nombre de photos aux auteurs moins connus du grand public sont entrées dans la mémoire collective, ainsi le célèbre cliché des Américains plantant la bannière étoilée au sommet d'Iwo Jima, ou celui des Soviétiques Iegorov et Kantara attachant le drapeau rouge sur le Reichstag.

La photo emblématique du "Jour V-J" *(Victory over Japan)* reste celle qui fit la couverture de Life Magazine, prise à Times Square le 14 août 1945 (Western Time) ; on la doit au photojournaliste allemand Alfred Eisenstaedt.

De la même manière que *le jour le plus long*, les photographes de presse ont tenté d'immortaliser par le cliché captant le mieux les évènements suivants : Elbe Day *(jonction des troupes alliées américaines et soviétiques sur le sol allemand)*, Jour V-E *(victoire en Europe)* et Jour V-J *(victoire sur le Japon)*.

Littérature et bande dessinée

Articles détaillés : Œuvre littéraire inspirée par la Seconde Guerre mondiale et Seconde Guerre mondiale dans la bande dessinée.

Fondées dans la clandestinité, les Éditions de Minuit entretinrent la résistance intellectuelle en France, publiant notamment *Le Silence de la mer* de Vercors (1941), un appel à opposer un mutisme digne aux tentatives de séduction de l'occupant.

Des recueils collectifs tels que *Le Cahier noir* ou *L'Honneur des Poètes* (1943) répliquèrent aux écrivains collaborationnistes tels que Céline, Brasillach, Lucien Rebatet. Des auteurs célèbres tels le prix Nobel norvégien Knut Hamsun ou le philosophe italien Giovanni Gentile mirent aussi leur plume au service de la cause allemande.

L'une des premières bandes dessinées destinée à édifier la jeunesse sur le déroulement du conflit fut *La bête est morte !* par Calvo (juin 1945).

Beaucoup d'écrivains choisirent de ne pas publier pendant la durée de la guerre pour ne pas devoir passer par les services d'éditeurs contrôlés par l'occupant, ainsi André Malraux ou Roger Martin du Gard. Cependant, en France, où la vie culturelle fut particulièrement animée et brillante pendant la guerre, une très large partie de la production théâtrale, littéraire ou philosophique ne fit aucune allusion au conflit en cours, bien des créateurs semblant s'accommoder plus ou moins de la mainmise allemande sur leurs éditeurs en particulier et sur la vie culturelle en général (Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, Seuil, 1995).

De nombreux poètes écrivirent pour la Résistance, ainsi Louis Aragon composant *La Rose et le Réséda* pour exalter l'union de « celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas », ou Paul Éluard composant *Liberté* ou chantant le martyre de Gabriel Péri. Ils furent parfois victimes de la répression, ainsi Robert Desnos en France, Kak Munj au Danemark.

Des témoins cherchant à analyser les causes de la guerre et de la défaite produisirent des œuvres que leur lucidité reconnue et leur finesse d'écriture rendent toujours utilisables aujourd'hui, ainsi l'historien Marc Bloch (fusillé pour Résistance par les nazis) rédigeant *L'Étrange Défaite* dès l'été 1940, ou le philosophe catholique Jacques Maritain, militant de la France libre, publiant *À travers le désastre* à New York.

De nombreux contemporains tinrent des journaux intimes souvent de grande qualité, tels Ernst Jünger, affecté dans les forces d'occupation à Paris, le professeur résistant Jean Guéhenno en France, ou à Amsterdam la très jeune Anne Frank, victime de la Shoah.

Le traumatisme immense causé par la Déportation se reflète dès l'immédiat après-guerre dans les nombreux récits aussitôt produits par des rescapés des camps de concentration, qu'ils soient politiques (*L'Espèce humaine* de Robert Antelme, *L'Univers concentrationnaire* de David Rousset, prix Goncourt 1946) ou juifs (ainsi Primo Levi).

Après sa conclusion, la Seconde Guerre mondiale n'allait pas cesser d'être une source intarissable d'inspiration et de réflexion pour les auteurs, qu'ils aient ou non vécu les événements. En témoignerait encore, tout récemment, le succès en librairie des *Bienveillantes* de Johnattan Littel (2006).

Chansons et poèmes

- *It's a Long Way to Tipperary* : chanson britannique (1912).
- *Lili Marleen* : chanson allemande avec des paroles inspirées d'un poème du soldat Hans Leip, sur une musique de Norbert Schultze.
- *Le Chant des partisans* : chanson française avec des paroles de Maurice Druon et Joseph Kessel sur une musique de Anna Marly.
- *Le Chant des déportés* (ou *Chant des marais*) : chant composé, en 1934 par les détenus du K.Z. de Borgermoor.
- *Chant des Marines* (*From the halls of Montezuma…*) : chant militaire américain.
- *Blood on the Risers* : chant militaire américain (parachutistes) écrit à l'époque.
- *Yankee Doodle* (*Yankee Doodle keep it up, Yankee Doodle Dandy…*) : chant patriotique américain.
- *In the Mood* : instrumental américain de Glenn Miller.
- *Les Ricains* par Michel Sardou : évocation postérieure à la guerre.
- Divers chants patriotiques soviétiques ont aussi marqué cette guerre, et notamment *Moskva* (Moscou) et *Stalingrad*, évoquant la résistance de ces deux villes, ainsi que *Plaine Oh ma Plaine…*. En outre, un chant communiste plus ancien revint alors à l'actualité, le chant russe des Partisans *(« À l'appel du Grand Lénine, se levaient les partisans…* [87]*»)*.
- *Fanny de Laninon*, de Pierre Mac Orlan : une histoire d'amour (« … c'était elle ma bonne amie… »), la guerre en trois vers (« … Tonnerre de Brest est tombé, pas du bon côté, tout s'est écroulé… »), le désespoir du narrateur malgré la paix (« … J'n'ai plus rien en survivance… »).
- *Barbara*, de Jacques Prévert : une histoire d'amour (« … Ruisselante ravie épanouie… »), la guerre en trois vers (« … Sous cette pluie de fer de feu d'acier de sang… »), le désespoir du narrateur malgré la paix (« … Mais ce n'est plus pareil et tout est abîmé… »).
- Fleur de Paris (chanson) par Jacques Hélian.

Films

Article détaillé : Liste de films sur la Seconde Guerre mondiale.

Si l'on produit sans surprise un certain nombre de films de propagande pendant la guerre, beaucoup de réalisations visent d'abord à détendre les spectateurs dans une période très dure. Goebbels fit ainsi délibérément produire beaucoup plus de comédies musicales ou de films de style hollywoodien[88] que d'œuvres proprement nazies (*Le Juif Süss*) ; cela dit, la contribution de Leni Riefenstahl au Triomphe de la volonté lui sera reprochée régulièrement dans l'Allemagne d'après-guerre.

Staline commanda à Serguei Eisenstein le film Alexandre Nevski (1938), transposant le conflit à venir avec la nation germanique dans le contexte des Croisades baltes médiévales.

Aux États-Unis, ce sont les personnages de dessin animé qui prennent parti dans le conflit ; projetés avant les actualités cinématographiques, ces dessins animés avaient un fort impact sur l'opinion. Blitz Wolf est particulièrement représentatif, par Tex Avery.

Notes et références

[1] La France est, de 1939 à 1940, sous le régime de la Troisième République française. À partir de 1940 et jusqu'en 1943, la France libre combat aux côtés des Alliés, de même qu'en 1943 l'Armée d'Afrique sous les ordres du Commandement en chef français civil et militaire d'Alger. Le gouvernement de Vichy, internationalement reconnu, ne s'engage pas dans des offensives militaire, mais collabore activement avec l'Allemagne, en mettant à dispositions des bases militaires et en résistant aux offensives Alliées outre-mer, en Syrie et en Afrique du Nord. Les forces françaises fusionnent en 1943 pour former le Comité français de la Libération nationale, auquel succède l'année suivante le Gouvernement provisoire de la République française qui réussit à obtenir la reconnaissance internationale.

[2] En 1939 l'invasion germano-soviétique efface de la carte la Deuxième République de Pologne dont le gouvernement s'exile à Londres et continue le combat aux côtés des Alliés, grâce aux forces polonaises évacuées à travers la Roumanie vers l'Égypte britannique. Les communistes polonais forment de leur côté à l'été 1944, avec le soutien soviétique, un Comité polonais de Libération nationale puis un gouvernement provisoire de la République de Pologne qui prend le pouvoir en 1945.

[3] http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Seconde_Guerre_mondiale&action=edit&section=0

[4] « Deuxième Guerre mondiale » est un synonyme de « Seconde Guerre mondiale ». Selon certains grammairiens, il faut employer « deuxième » lorsqu'il y a au moins un troisième élément et « second » lorsqu'il n'y en a que deux, mais, selon le Petit Robert 2011, article *Deuxième*, cette distinction, que Littré qualifiait de « tout arbitraire », n'est faite que par certains puristes. « Seconde Guerre mondiale » est plus fréquent et plus optimiste, si on en croit (http://www.ibiblio.org/pha/policy/1945/450911a.html)

[6] La Paix de Versailles et ses conséquences sur les relations franco-allemandes de l'entre-deux-guerres. (http://www.herodote.net/histoire/evenement.php?jour=19190628)

[8] Y. Yoshimi and S. Matsuno, *Dokugasusen Kankei shiryo II*, Kaisetsu, Jugonen senso gokuhi shiryoshu 1997, 27-29.

[9] Jean-Yves Mary, *Le corridor des Panzers*, tome I, , Heimdal, 2009

[10] Jean-Yves Mary, *Le corridor des Panzers*, tome I, , Heimdal, 2009

[12] *Le Figaro* du vendredi 25 août 1944, article *La Roumanie se range aux côtés des Alliés*, ; cet article contient une info erronée : il affirme qu'Antonescu se serait enfui en Allemagne.

[14] Troisième République, Forces françaises libres puis Armée française de la Libération.

[15] Belgique 1940 Forces armées belges.

[16] Forces armées reconstituées en Angleterre, aviation : trois escadrilles, marine, forces de terre, logistique. En Afrique, Force publique du Congo Belge. Au total, de 1941 à 1945, en Europe et en Afrique, forces progressivement reconstituées

[18] par exemple, ou

[19] « C'est au fond l'occupation allemande de la Tchécoslovaquie en mars 1939 qui convertit l'opinion publique britannique à la résistance et, ce faisant, força la main d'un gouvernement réticent ; lequel, à son tour, contraignit un gouvernement français qui n'avait d'autre solution que d'emboiter le pas à son seul véritable allié. » *in*

[20] "Les relations militaires franco-belges", Paris 1968.

[21] Outrageous Fortune/Un règne brisé, 2 vol. Ed. Martin, Secker & Warburg, Londres, Ed. Duculot Gembloux-Paris, 1984-1985.

[22] Le jour, Colonel Remy, Ed. France-Empire, Paris 1976.

[23] Le jour, Colonel Remy, pages 348-349, Ed. France-Empire. Paris 1976.

[24] Cf. Alexander Lüdeke: *Der Zweite Weltkrieg. Ursachen, Ausbruch, Verlauf, Folgen.* Berlin 2007, ISBN 978-1-4054-8585-2, .

[25] Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*,

[26] Licencié, l'auteur du scoop du siècle obtient des excuses 67 ans après (http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2012/05/04/licencie-l-auteur-du-scoop-du-siecle-obtient-des-excuses-67-ans-apres_1696146_3222.html), lemonde.fr, 4 mai 2012. Pour l'avoir rompu, un journaliste de l'AP fut licencié.

[27] Winston Churchill, *The Second World War*, 6 vols, 1948–53

[30] The Battle of Leyte Gulf (http://www.stat.virginia.edu/leyte.html), Département des statistiques, université de Virginie

[39] Cf. Ebba D. Drolshagen, *Der freundliche Feind. Wehrmachtssoldaten im besetzten Europa*, München 2009, .

[44] . Pesckanski cite

[48] *Histoire authentique du cinéma belge*, Francis Bolen, page 193, Ed. Memo & Codec, Bruxelles 1978.

[49] Vadim Erlikman, *Poteri narodonaseleniia v XX veke : spravochnik*, Moscow, 2004

[50] Rűdiger Overmans, *Deutsche militärische Verluste im Zweiten Weltkrieg*, Oldenbourg, 2000

[51] Rűdiger Overmans, du *German Armed Forces Military History Research Office*, a conclu récemment que les statistiques collectées durant la guerre par l'armée allemande étaient imprécises et incomplètes, il détaille ainsi les pertes militaires allemandes par théâtre d'opérations:

- Afrique : 16 066
- Balkans : 103 693
- Europe du Nord : 30 165
- Europe de l'Ouest jusqu'au 31/12/1944 : 339 957
- Italie : 150 660
- URSS jusqu'au 31/12/1944 : 2 742 909
- Batailles finales en Allemagne en 1945 : 1 230 045
- Autres (dont pertes aériennes et sur mer) : 245 561
- Prisionniers de guerre morts en captivité : 459 475

Total 5 318 000

[52] , « Der Feuersturm und die unbekannten Toten von Dresden », dans *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, , 2008,

[53] Voir Ian Kershaw, *La Fin*, Seuil, Paris, 2012 , note 788 ; , Nicole Schönherr, Thomas Widera, *Die Zerstörung Dresdens 13. bis 15. Februar 1945 – Gutachten und Ergebnisse der Dresdner Historikerkommission zur Ermittlung der Opferzahl*, Hannah-Arendt-Institut. Berichte und Studien 58, Göttingen, 2010, , ainsi que, sur le site de la ville de Dresde, Dresdner Historikerkommission veröffentlicht ihren Abschlussbericht (http://www.dresden.de/de/02/035/01/2010/03/pm_060.php)

[54] Ministère de la Défense dans *La France pendant la deuxième guerre mondiale*, pages 242 à 245, Éditeur : Fayard (avril 2010), (ISBN 978-2-213-65461-4)

[55] Christine Sherman, M.J. Thurman, *War Crimes, Japan's World War II*, 135

[56] Christine Sherman, *War Crimes, Japan's World War II*, 136

[57] Christine Sherman, M.J. Thurman, *War Crimes, Japan's World War II*, 137

[58] Christine Sherman, M.J. Thurman, *War Crimes, Japan's World War II*, 136

[65] *Dokugasusen kankei shiryô II*, Kaisetsu, 1997.

[66] Paul-Yanic Laquerre, *Nuage Toxique sur la Chine : la Guerre Chimique de l'armée Shôwa*, Histomag page 27, 2010 (http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:WqyvTIHhuosJ:www.39-45.org/portailv2/download/file-75+histomag-44-n-67-septembre-octobre-2010.php+&cd=10&hl=fr&ct=clnk&gl=ca&client=firefox-a)

[67] http://search.japantimes.co.jp/member/nn20040727a9.html

[68] Ian Kershaw et Laurence Rees dans *War of the Century: When Hitler Fought Stalin*, éditeur : New Press (2000), (ISBN 978-1-56584-599-2)

[69] Gertjejanssen, Wendy Jo (2004) (PhD diss.). Victims, Heroes, Survivors: Sexual Violence on the Eastern Front during World War II (Thesis). University of Minnesota

[70] Pascale R. Bos, *Feminists Interpreting the Politics of Wartime Rape: Berlin, 1945; Yugoslavia, 1992–1993 Journal of Women in Culture and Society*, 2006, vol. 31, no. 4,)

[71] Atina Grossmann, *Jews, Germans, and Allies: Close Encounters in Occupied Germany*,

[72] Zur Debatte um die Ausstellung Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941-1944 im Kieler Landeshaus 1999 (http://www.gegenwind.info/175/sonderheft_wehrmacht.pdf), Gegenwind.info, novembre 1998

[73] Hanna Schissler *The Miracle Years: A Cultural History of West Germany, 1949-1968* (http://books.google.com/books?id=00fCzJKt1QMC&pg=PA28&lpg=PA28&dq=soviet+estimates+rape+tens+of+thousands&source=web&ots=xzyKzJm1sj&sig=cy2AfPmp7ZvT7K9YSWPRkXoyp6E)

[74] Robert J. Lilly dans "La Face cachée des GI'S : Les viols commis par des soldats américains en France, en Angleterre et en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale", (Payot 2004), (ISBN 978-2-228-89755-6)

[75] *L'armée américaine et les viols en France. Juin 1944-mai 1945*, J. Lilly, François Le Roy (http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=VING&ID_NUMPUBLIE=VIN_075&ID_ARTICLE=VING_075_0109)

[76] Peter Schrijvers dans *The GI War Against Japan: American Soldiers in Asia and the Pacific During World War II*, éditeur : Palgrave Macmillan (19 juin 2002), (ISBN 978-0-333-77133-4)

[77] Li Woo He (Vladimir Fedorovich Lee), Kim Young Woong, *The White Book about Deportations of Korean Population in Russia in 30-40s* (Белая книга о депортации корейского населения России в 30-40-х годах) Moscou, 1992 (vol. 1), 1997 (vol. 2).

[78] Nikolai Fedorovich Bugai, *The Deportation of Peoples in The Soviet Union*, Nova Publishers, 1996, ISBN: 1560723718, 9781560723714, 217 pp.

[79] Nikolai Fedorovich Bugai, *About the Deportation of the Chechen and Ingush Peoples*, Institute of History of the USSR, USSR Academy of Sciences, Vol. 30, , 1991, .

[80] Nikolai Fedorovich Bugai, *The Deportation of Peoples in The Soviet Union*, Nova Publishers, 1996, ISBN: 1560723718, 9781560723714, 217 pp., chapitre résumé d'après «Корейский вопрос» на Дальнем Востоке – Проблемы Дальнего востока, Inst. d'histoire de l'Académie des sciences de la fédération de Russie, № 4, 1992 et Депортация корейцев в СССР, 3-52 (12), Sapporo 1992.

[83] Peter Bruhn: *Beutekunst - Bibliographie des internationalen Schrifttums über das Schicksal des im Zweiten Weltkrieg von der Roten Armee in Deutschland erbeuteten Kulturgutes (Museums-, Archiv- und Bibliotheksbestände)* 4.ed. Vol.1-2. Munich, 2003 ISBN 978-3-87690-835-9; voir aussi Database bibliographique (http://www.ib.hu-berlin.de/~pbruhn/b-kunst.htm)

[84] Le butin de l'Armée rouge dans les pays de l'Est a été prélevé, puis conservé, à titre d'avance sur les dommages de guerre dus par la Hongrie ou par la Roumanie (300 millions de dollars chacune au Traité de paix de Paris) : voir par exemple Stefan Lache et Gh. Tutui : *La Roumanie et la conférence de paix de Paris de 1946*, éd. Dacia, Cluj, 1978.

[86] L'état du monde en 1945, La découverte, 1994

[87] http://www.chambre-claire.com/PAROLES/Les-Partisans.htm

[88] La citation du journal du Goebbels à propos de la production cinématographique française laisse entendre que cette apparente indolence n'était pas dénuée d'arrières-pensées.

Sources et contributeurs de l'article

Seconde Guerre mondiale *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=93151168 *Contributeurs*: (:Julien:), -=El Pingu=-, 2A01:E35:1384:CE10:7093:C7D0:37BE:FE5A, 2A01:E35:2EDE:3040:ECBD:1B4C:7B3C:72C6, 2A01:E35:2F47:85B0:51C3:B86B:8DB1:93CF, 2A01:E35:87F6:8BA0:1573:BFFA:C0AB:8FED, A.clement, A2, Abdessamed-88, Abelthorne, Abracadabra, Actorstudio, Acélan, AdRi1, Adolphovenmaster, Aeleftherios, Ahbon?, Alain Caraco, Alain bbc, Alapert, Alcide talon, Alex F., Alex-F, Alexandrin, Alipho, Alkashi, Alno, Alonsodono, Alphabeta, Alvaro, Amoceann, Anonmymous, AntonyB, Aoineko, Apollofox, Apollon, Appius Psychopompos, Arcaruron, Archeos, Archibald, Aristy88, Arnaud.Serander, Arnaud4096, ArnoLagrange, Arsen, ArséniureDeGallium, Artophil, Artvill, Arwen, Ash Crow, Askywhale, Atilin, Atoine85, Aubracux, Authueil, Auxerroisdu68, AviaWiki, Ayme, Azoee, Badmood, Badowski, Baf, Banzai, Bapti, Baronnet, Beeper, Bel Adone, Benjamin Alard, Benoit.boulanger, Benoit81, Berichard, Bertol, Bessie, Bgf, BiffTheUnderstudy, Billinghurst, Bilou, Biodent, Blaisemarion, Bluminger, Bob08, Bobby, Boeb'is, Bogocian, Bomba123, Bono, Bordan, Boris Letcheff, Boris.oriet, Boréal, Bouchecl, Bourrichon, Breugelius, BrightRaven, Briséis, Buzz, CHOLLETQuentin, Cadence, Caliandre, Calo, Cantons-de-l'Est, Cap, Capbat, Cdang, Ced-2, Cerbe, ChercheTrouve, Cherubinirules, Chevalier libre, Chico75, Chief, Chphe, Chrismckinley, Christophe94, Christopher Crossley, Chrono1084, Cinemaetcie, Classiccardinal, Clem23, Clem98744, Clemux, Clio64, Clément 50, Coco-l'intello, Colipon, Colocho, CommonsDelinker, ComputerHotline, Conlin, Copperchair, Counny, Coyote du 86, Curry, Cyberjk2003, Cymbella, CédricGravelle, Céréales Killer, Damned, Daniel*D, Danlud, Darkoneko, Darth Gaut, David Berardan, David Latapie, David-suisse, Daxterminator, Deansfa, Delorme, Demanciel, Denomm, Depil, Desdanova, Desirebeast, Dhatier, Diderot1, Diligent, DocteurCosmos, Dominiko, Dominique Dardenne, Dr Brains, Dromygolo, Drtissot, EDUCA33E, Ecrire29, EdC, Edhral, Ediacara, Eduardo Lobato, Edward Hyde, Effco, Efilguht, El Comandante, El Marsupio, El pitareio, Elche41, Elfast, Elg, Elnon, Elronir, Emmanuel, Enrevseluj, Environnement2100, Epsilon0, Erasoft24, Ercete, Ericdec, Escaladix, Esprit Fugace, Eutvakerre, FR, FRED, Fabrice Dury, Fabrice Ferrer, Fafnir, Fantafluflu, Fe78b, Felipeh, FiloSottile, Fistos, Flo1213, Fluti, FoeNyx, Foxandpotatoes, Fpeters, Fphilibert, Frakir, Francis, Frank Renda, François-Dominique, François-Karim, FreD, FredB, Frederic0909, Fredeti, Fropmenthin, Fruge, Furansowakun, FvdP, GFDL fan, Galexandre, Galoric, Gdgourou, Gem, Gentil Hibou, Geoffrey06, Ggal, Gilgamesh d'Uruk, GiuseppeMassimo, Glacier, Gladkov, Glyn45, Goliadkine, Gonioul, Grasyop, Grecha, Greguar, Greudin, Grim Reaper, Grondin, Guerinf, Guibz, Guillaume LEJEUNE, Guillaume70, Gutenberg1, Gwen42, Gyrostat, Gzen92, Gérard, HAF 932, HERMAPHRODITE, Halladba, Hector H, Hemmer, Henri Musielak, Hercule, Herman, Hexasoft, Hippo75, Historicair, Hlm Z., Holycharly, Howard Drake, Huesca, Humboldt, Huop, Hégésippe Cormier, IAlex, INyar, Ibou02, Ihemello, Inisheer, Ironbrother, Isaac Sanolnacov, Iznogood, J. Clef, JLM, Jacques Ghémard, JacquesD, Jarfe, Jastrow, Jbbizard, Jean 5 5, Jean-Jacques Georges, Jean-Louis Dubois, JeanLaurent, JeanPaul, Jeanboyer, Jeantosti, Jef-Infojef, Jerome66, Jerotito, Jflesch, Jgremillot, Jide, Jiel de V, Jimmy, Jld1966, Jmajor, Jmex, Jmh, Jorap, JoseREMY, Js-js2, Juju1234567890, Jul.H, Jules78120, Julien 31, Jérémie2008, KOSOVA83FL, KaMiKaZe666, KaZ00, Kajimoto, Kalamos, Kanabiz, Kelson, Kenzafarah2203, Keriluamox, Kezox, Khaerr, Kiki.mauzie, Kilith, Kinashut Kamui, Klejdi isaku, Kolossus, Korg, Korrigan, Koyuki, Kyro, L'AdoDu76, L'amateur d'aéroplanes, L'écho du champ de bataille, LD, LUDOVIC, La-crevette-jaune, Lachaume, Lachine83, Lacrimosus, Lagroue, LairepoNite, Lanredec, Laurent Jerry, Laurent Nguyen, Le Friousel, Le gorille, Le pro du 94 :), Le sourcier de la colline, LeFit, LeGéantVert, LeJC, Leag, Leandrod, Lebob, Lechewal, Lecondewiki, LeonardoRob0t, Lepetitlord, Les3corbiers, Lesmatt, Leszek Jańczuk, Letartean, Levochik, Libre, Like tears in rain, Lilian, Lilliputien, Lilyu, Linan, Linedwell, Linumbrs, Lithium57, Litlok, Lomita, Looxix, Loreleil, Loris6406, Loudon dodd, Louis B, Louis-garden, LouisCharles, Lpele, Luna04, Lutin Grognon, Lvcvlvs, Lykos, Lynntoniolondon, M-le-mot-dit, MAURICE Daniel, MaCRoEco, Madelgarius, Mahal, Maitre obi-wan kenobi, Manchot, Mandrak, ManiacKilla, Manuel Trujillo Berges, Manuguf, Marc Girod, Marc Mongenet, Marchall, Margelabarge, Marvoir, Masterdeis, MatB, Mathchoustone, Mathiasrex, Mathieuw, Matrix76, Maurice47, MauriceLodu, Mawshime, Maxence140, MaximeII, MaximeL, Med, MelEinstein, Metaphysik, Metroitendo, Michel33, Mikayé, Mikio75, Millenar, Mirgolth, Miskoot, Miss Esther, Mitica-Misha, Mmenal, Mnémosyne, Moa3333, Moez, Monbeig, Moreau.henri, Mro, N0osphR, Naevus, Nairod.brain, NanouW, Narjis, Narsh, Necrid Master, Nemoi, Neptune, Neuceu, Nezumi, Nick Name, Nico86, NicoV, Nicolas Ray, Nimbus08, Ninjacobra, Nodh1, Nono64, Nonopoly, O-Mann, O. Morand, Oblic, Oholiab, Oliezekat, Olivier, Ollamh, Omar86, Orel'jan, Orphée, Orthogaffe, Oxam Hartog, PP Tom, Pabix, Pacman1897, Padawane, Palpalpalpal, Panoramastitcher, Panoramix, Panzer 88, Papatt, Papillus, Papydenis, Parch, Paris75000, Patroklis, Paul.schrepfer, Pautard, Peiom, Pem, Penjo, Perco123, PetetheJock, Pharamond, Phe, Phido, Philip, Philippe.petrinko, Philomax, Piaf, Pic-Sou, Pichuune, Piku, Pingui-King, Pixeltoo, Pj44300, Plebsvincet, Ploum's, Plyd, Poete.maudit, Pok148, Poleta33, Polmars, Pontauxchats, Poppy, Positronique, PouX, Prométhée33, Pseudomoi, Puff, Pulsar, PySchanen, Péreire, Quentin Monchicourt, R, RS1981, Rafehm, Raph, Raphy1706, Rc1959, Rell Canis, Remi, Remy34, René Dinkel, Repokovski, Reychstan, Rhadamante, Ridetcharles, Riko6087, Rilou du Cotentin, Rinaldum, Roda, Romanm, Romary, Rome2, RootII, Rune Obash, Ryo, Régis B., Rémih, SalomonCeb, Sam Hocevar, Samarus, Sambg, Sammyday, Sanao, Sara Lachiheb, Sardur, Sbrunner, Scamp, Schiste, Schnouki, Schwarzer Stern, ScipTantale, Seb35, Sebasgokart, Sebb, Sebcaen, Sebjarod, Sebleouf, Sebmonnier, Severin, Sherbrooke, SimCas, Simonthekiller, Singe de Reddition, Sisyph, Skull-Mars, Smeilhac, SniperMaské, Soig, Solensean, Solveig, Speculos, Spedona, Speedspid, Sperner, Spiridon Ion Cepleanu, Spooky, Stanlekub, Steff, StephenTitusG, Stephhzz, Strict, Stéphane33, Sublimo69, Suisui, Suprememangaka, Svevo, Swag8589, Swirl, Swpolo, Symac, Szeety, TCY, Taguelmoust, TahitiB, TarekBD, Tavernier, Tempette2002, TheContrib8, Thesupermat, TiChou, Tibauk, Tieum512, Tigre volant, Titanicophile, Titlutin, Titus72, Tobi666, Torsade de Pointes, TouN, Traeb, Treanna, Treehill, Trente7cinq, Ultrogothe, Urban, Urhixidur, Ursus, VKH, Valacar, Vargenau, Varlaam, Veilleur, Velkro, Vincent Lextrait, Vincnet, Vito Corleone, Vlaam, Väterchen, Wanderer999, Wardynska, Webkid, Webmasterrca, Werewindle, WightMatch, Wiki-User03, Wikix, William Jexpire, Wiz, Wolfgang1018, Wpedia, Wurmcollective, Xeron, Xfigpower, Xiglofre, Xmlizer, Xtof, Yann, Yeva Agetuya, Yf, YolanC, Youssefsan, Ytrezap, Yug, Yves-Laurent, Z653z, ZOTHOP, Zawer, Zelda, ZeroJanvier, Zesteur, Zetud, Zeyananeslanlaplante, Zouavman Le Zouave, Zubro, Zulu, script de conversion, Ælfgar, Éclusette, Épiméthée, Švitrigaila, ぴ, みや東亞, 高木あゆみ, 694 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Image:Disambig colour.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Disambig_colour.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bub's

Fichier:WW2Montage.PNG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:WW2Montage.PNG *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: 2602:306:3632:1740:887A:2085:556B:B48B, Anonymous101, Calliopejen1, Docu, Edward, FSII, Hohum, Jacklee, Kameraad Pjotr, Syrcro, Tacsipacsi, Túrelio, Vonvon, Yann, 15 modifications anonymes

Fichier:US flag 48 stars.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:US_flag_48_stars.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Abjiklam, AnonMoos, Clindberg, Cycn, Dual Freq, Flargman4, Homo lupus, Jacobolus, MuXXo, Rocket000, Tkgd2007, Zscout370, 6 modifications anonymes

Fichier:Flag of the United Kingdom.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_the_United_Kingdom.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Original flag by James I of England/James VI of ScotlandSVG recreation by User:Zscout370

Image:Flag of the Republic of China.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_the_Republic_of_China.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: 555, Abner1069, Bestalex, Bigmorr, Denelson83, Ed veg, Gzdavidwong, Herbythyme, Isletakee, Kakoui, Kallerna, Kibinsky, Mattes, Mizunoryu, Neq00, Nickpo, Nightstallion, Odder, Pymouss, R.O.C, Reisio, Reuvenk, Rkt2312, Rocket000, Runningfridgesrule, Samwingkit, Sasha Krotov, Shizhao, SiBr4, Tabasco, Theo10011, Vzb83, Wrightbus, ZooFari, Zscout370, 75 modifications anonymes

Image:Flag of France.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_France.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp, User:SKopp

Image:Flag of Poland.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Poland.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Mareklug, Wanted

Fichier:Canadian Red Ensign 1921-1957.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Canadian_Red_Ensign_1921-1957.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Denelson83

Image:Flag of Australia.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Australia.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Ian Fieggen

Fichier:Flag of New Zealand.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_New_Zealand.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Achim1999, Adabow, Adambro, Arria Belli, Avenue, Bawolff, Bjankuloski06en, ButterStick, Cycn, Denelson83, Donk, Duduziq, EugeneZelenko, Fred J, Fry1989, George Ho, Hugh Jass, Ibagli, Jusjih, Klemen Kocjancic, Mamndassan, Mattes, Nightstallion, O, Peeperman, Poromiami, Reisio, Rfc1394, Sarang, Shizhao, Tabasco, Transparent Blue, Väsk, Xufanc, Zscout370, 38 modifications anonymes

Image:Kingdom of Greece Flag.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Kingdom_of_Greece_Flag.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: peeperman

Fichier:Flag of the Netherlands.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_the_Netherlands.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Zscout370

Fichier:Flag of South Africa 1928-1994.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_South_Africa_1928-1994.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Denelson83, User:Denelson83

Fichier:Flag of the Kingdom of Yugoslavia.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_the_Kingdom_of_Yugoslavia.svg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: Eleassar, Makaristos, Orzetto, Permjak, R-41, Rainman, Trần Nguyễn Minh Huy, 1 modifications anonymes

Fichier:Flag of Norway.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Norway.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Dbenbenn

Fichier:Flag of Belgium (civil).svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Belgium_(civil).svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bean49, Cathy Richards, David Descamps, Dbenbenn, Denelson83, Evanc0912, Fry1989, Gabriel trzy, Howcome, IvanOS, Ms2ger, Nightstallion, Oreo Priest, Ricordisamoa, Rocket000, Rodejong, SiBr4, Sir Iain, ThomasPusch, Warddr, Zscout370, 4 modifications anonymes

Fichier:Flag of Brazil.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Brazil.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Brazilian Government

Fichier:Flag of Italy (1861-1946).svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Italy_(1861-1946).svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs*: F l a n k e r

Image:US flag 48 stars.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:US_flag_48_stars.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Abjiklam, AnonMoos, Clindberg, Cycn, Dual Freq, Flargman4, Homo lupus, Jacobolus, MuXXo, Rocket000, Tkgd2007, Zscout370, 6 modifications anonymes

Fichier:Flag of Free France 1940-1944.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Free_France_1940-1944.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Alkari, Cycn, DIREKTOR, Denelson83, Man vyi, Olivier2, Quistnix, Sarang, Sir Iain, TCY, Zscout370, 3 modifications anonymes

Fichier:Flag of Australia.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Australia.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Ian Fieggen

Fichier:Flag of Japan.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Japan.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Various

Image:Flag of Hungary 1940.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Hungary_1940.svg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: User:Zscout370, colour correction: User:R-41

Image:Flag of Romania.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Romania.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: AdiJapan

Fichier:Flag of Independent State of Croatia.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Independent_State_of_Croatia.svg *Licence*: Public domain *Contributeurs*: public domain by User:Zscout370

Image:Flag_of_First_Slovak_Republic_1939-1945.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_First_Slovak_Republic_1939-1945.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: DarkEvil, PhiLiP

Fichier:Flag of Finland.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Finland.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Drawn by User:SKopp

Image:Flag of Manchukuo.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Manchukuo.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bryan, Cariner, Fry1989, Homo lupus, Kibinsky, Kingruedi, Kjetil r, Kookaburra, LERK, Makaristos, Masturbius, R-41, Urmas, 2 modifications anonymes

Fichier:Flag of Thailand.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Thailand.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Zscout370

Fichier:War_flag_of_RSI.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:War_flag_of_RSI.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: F l a n k e r

Fichier:Flag of Italy (1861-1946) crowned.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Italy_(1861-1946)_crowned.svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs*: F l a n k e r

Fichier:Flag_of_Philippe_Pétain,_Chief_of_State_of_Vichy_France.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Philippe_Pétain,_Chief_of_State_of_Vichy_France.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Original uploader was Poirot, converted to .svg by Sbmehta and fully corrected by Adelbrecht

Fichier:Flag of Hungary 1940.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Hungary_1940.svg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: User:Zscout370, colour correction: User:R-41

Fichier:Flag of Romania.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Romania.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: AdiJapan

Image:Gtk-dialog-info.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Gtk-dialog-info.svg *Licence*: GNU Lesser General Public License *Contributeurs*: David Vignoni

Fichier:World War II alliances animated map.gif *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:World_War_II_alliances_animated_map.gif *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: Bruce89, Citypeek, Editor at Large, Esemono, Hohum, Jack Phoenix, Jusjih, Kintetsubuffalo, Look2See1, Mogelzahn, Parhamr, Roke, Rülpsmann, Str4nd, Túrelio, Valentinian, Wknight94, Woody, ZooFari, 12 modifications anonymes

Fichier:Bundesarchiv Bild 146-1980-048-11A, Berlin, Hermann Göring und Adolf Hitler.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Bundesarchiv_Bild_146-1980-048-11A,_Berlin,_Hermann_Göring_und_Adolf_Hitler.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 Germany *Contributeurs*: Mtsmallwood, 2 modifications anonymes

Fichier:Bundesarchiv Bild 183-2007-1022-506, Italien, deutsche Frontkämpfer in Rom crop.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Bundesarchiv_Bild_183-2007-1022-506,_Italien,_deutsche_Frontkämpfer_in_Rom_crop.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 Germany *Contributeurs*: user:Tekstman

Fichier:Hidekitojo.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Hidekitojo.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:BanyanTree

Fichier:Churchill De Gaulle HU 60057.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Churchill_De_Gaulle_HU_60057.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: British Government

Fichier:SelectiveServiceActRoosevelt.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:SelectiveServiceActRoosevelt.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Closeapple, Infrogmation, James Blanchard, Look2See1, OsamaK, Prüm, Rcbutcher, Thuresson

Fichier:Russian Premier Stalin talks with gestures to his Foreign Minister Molotov at the Palace, Yalta, Crimea, Russia. - NARA - 197000.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Russian_Premier_Stalin_talks_with_gestures_to_his_Foreign_Minister_Molotov_at_the_Palace,_Yalta,_Crimea,_Russia._-_NARA_-_197000.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Ain92, Billinghurst, JustSomePics, Morio, Origamiemensch

Fichier:Chiang Kai-shek.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Chiang_Kai-shek.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: David.Monniaux, Gelo71, MarkSweep, Martin H., Militaryace, Opponent, R-41, Shizhao, W.wolny, Wolfmann, Zolo, 1 modifications anonymes

Fichier:WWII in Europe 1939-1941-fr.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:WWII_in_Europe_1939-1941-fr.svg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs*: historicair 23:41, 29 July 2007 (UTC)

Fichier:Bundesarchiv Bild 146-1976-071-36, Polen, an der Brahe, deutsche Panzer.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Bundesarchiv_Bild_146-1976-071-36,_Polen,_an_der_Brahe,_deutsche_Panzer.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 Germany *Contributeurs*: ALE!, Ain92, Colin Douglas Howell, Common Good, Denniss, Pibwl, SuperTank17

Fichier:Second world war europe 1941-1942 map en.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Second_world_war_europe_1941-1942_map_en.png *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: User:ArmadniGeneral, User:San Jose

Fichier:German soldiers with MG 34.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:German_soldiers_with_MG_34.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Centpacrr, Cirt, Cobatfor, Tryphon, Vasyatka1

Fichier:446th-b24s2.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:446th-b24s2.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: PMG, Pixel ;-), 2 modifications anonymes

Fichier:Canadian soldiers on Juno Beach.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Canadian_soldiers_on_Juno_Beach.jpg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: User:W.wolny

Fichier:Reichstag after the allied bombing of Berlin.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Reichstag_after_the_allied_bombing_of_Berlin.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: No 5 Army Film & Photographic Unit. Hewitt (Sgt) Post-Work: User:W.wolny

Fichier:Affiche du 9 mai 1945 du maréchal Lattre de Tassigny (13-04-1979).JPG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Affiche_du_9_mai_1945_du_maréchal_Lattre_de_Tassigny_(13-04-1979).JPG *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs*: Guerinf

Fichier:Europe 1939 4 copy.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Europe_1939_4_copy.png *Licence*: Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0 Unported *Contributeurs*: Nom (Gdg cpb)

Fichier:French soldiers on Maginot Line.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:French_soldiers_on_Maginot_Line.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Kowelix, Thib Phil, Григорий А. Харьков

Image:Bundesarchiv Bild 146-1971-083-01, Frankreich, französische Flüchtlinge.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Bundesarchiv_Bild_146-1971-083-01,_Frankreich,_französische_Flüchtlinge.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 Germany *Contributeurs*: Ain92, Djembayz, Mattes, Pibwl, Pitke, Skeezix1000, Thib Phil

Fichier:British troops retreat dunkerque.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:British_troops_retreat_dunkerque.png *Licence*: inconnu *Contributeurs*: Frank Capra (film)

Fichier:Mémorial uniforme soviétique WWII.JPG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Mémorial_uniforme_soviétique_WWII.JPG *Licence*: Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0 Unported *Contributeurs*: User:Urban

Fichier:Bundesarchiv Bild 183-J28519, Ardennenoffensive, Soldaten in Schützenpanzer.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Bundesarchiv_Bild_183-J28519,_Ardennenoffensive,_Soldaten_in_Schützenpanzer.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 Germany *Contributeurs*: Bukvoed, Felix Stember, Pibwl, SuperTank17

Fichier:Iranian women watch an Allied supply convoy halted somewhere on the Corridor. 1943.gif *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Iranian_women_watch_an_Allied_supply_convoy_halted_somewhere_on_the_Corridor._1943.gif *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Ain92, Avron, Billinghurst, Bontenbal, Bukvoed, Fabienkhan, Geagea, JdH, Jpbrenna, Kelly, LutzBruno, Mogelzahn, Rüdiger Wölk, Samulili, Sreejithk2000, Wvk, Zereshk, 1 modifications anonymes

Fichier:Memorial maquette porteavion usa.JPG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Memorial_maquette_porteavion_usa.JPG *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: Karldupart, Urban

Fichier:Curtinmacarthur.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Curtinmacarthur.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Hawkeye7, Morio, Rcbutcher, Δ

Fichier:US landings.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:US_landings.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: General MacArthur's General Staff

Fichier:Douglas MacArthur lands Leyte1.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Douglas_MacArthur_lands_Leyte1.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: U.S. Army Signal Corps officer Gaetano Faillace

Fichier:Hiroshima aftermath.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Hiroshima_aftermath.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Achilleus, Fastfission, Herbythyme, M9106TB, Oldie, 2 modifications anonymes

Fichier:Waves of paratroops land in Holland.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Waves_of_paratroops_land_in_Holland.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Avron, Geofrog, Lar, Quasipalm, Teofilo, Themedpark, W.wolny, Zzyzx11, 2 modifications anonymes

Fichier:WWII industry war effort-fr.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:WWII_industry_war_effort-fr.png *Licence*: Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0 Unported *Contributeurs*: historicair 17:13, 30 July 2007 (UTC)

Fichier:Bundesarchiv Bild 183-H25217, Henry Philippe Petain und Adolf Hitler.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Bundesarchiv_Bild_183-H25217,_Henry_Philippe_Petain_und_Adolf_Hitler.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 Germany *Contributeurs*: Althiphika, Daniel*D, Herr Satz, KaterBegemot, Lupo, Mogelzahn, Mtsmallwood, Rrohdin, Teofilo, YMS, 2 modifications anonymes

Fichier:Auschwitz Crematorium.JPG *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Auschwitz_Crematorium.JPG *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bukephalos

Fichier:七一五之前的汪兆銘.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:七一五之前的汪兆銘.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Stevenliuyi, Zhxy 519

Fichier:Churchill si crucificarea Romaniei.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Churchill_si_crucificarea_Romaniei.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution 3.0 *Contributeurs*: Utilizator:Mihai.1954 (romanian Wikipedia)

Fichier:Churchill waves to crowds.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Churchill_waves_to_crowds.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:W.wolny

Fichier:WorldWarII-DeathsByAlliance-Piechart.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:WorldWarII-DeathsByAlliance-Piechart.png *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Dna-Dennis

Fichier:Nanjing Massacre infants.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Nanjing_Massacre_infants.jpg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: Bcnof, DragonflySixtyseven, HongQiGong, Kintetsubuffalo, MGA73, Mogelzahn, MtBell, Paul Barlow, Spinningspark, Svencb, Tigre volant, とある白い猫, 9 modifications anonymes

Fichier:Casualties of a mass panic - Chungking, China.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Casualties_of_a_mass_panic_-_Chungking,_China.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Cold Season, DenghiùComm, Gorgo, HongQiGong, Ianbu, Morio, MtBell, Olivier2, Timeshifter, W.wolny, Zzyzx11, 9 modifications anonymes

Fichier:DeportaEur-WW2.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:DeportaEur-WW2.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs*: User:Spiridon Ion Cepleanu

Fichier:PropagandaNaziJapaneseMonster.gif *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:PropagandaNaziJapaneseMonster.gif *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Cirt, Fastfission, Goldfritha, Infrogmation, Janericloebe, Kintetsubuffalo, Liftarn, Mattes, Matthead, Mogelzahn, Panchurret, Pitke, Ras67, Teofilo, Themightyquill, Tony Wills, Wolfmann, 3 modifications anonymes

Fichier:Kissing the War Goodbye.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Kissing_the_War_Goodbye.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Lt. Victor Jorgensen

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/

Troisième révolution industrielle

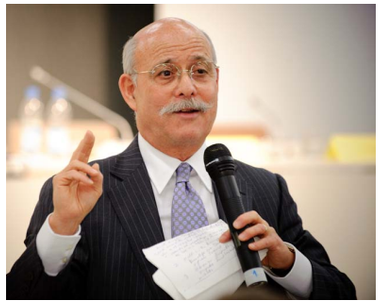
L'expression « **troisième révolution industrielle** » (TRI), popularisée par J. Rifkin désigne une nouvelle révolution industrielle et économique qui se distinguerait des secteurs d'activité classiques de la production et aurait démarré au milieu du XX^{e} siècle avec le développement des Nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Dans son analyse prospective, Rifkin la juge nécessaire et urgente pour notamment répondre à la diminution de la production de pétrole et pour une transition vers un développement plus soutenable nécessitant une « économie décarbonée » (produisant moins de gaz à effet de serre). En effet, cette révolution serait fondée sur une production d'énergie non plus « centralisée », mais « distribuée », l'énergie circulant dans le réseau de manière « intelligente », un peu comme l'information circule dans l'Internet[3].

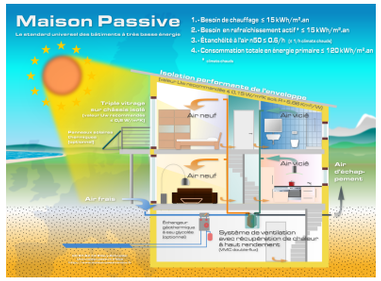
Depuis 2006, Rifkin propose cette révolution comme vision stratégique aux entreprises, aux États et à l'Union européenne. Elle permettrait de respecter (et dépasser) les engagements mondiaux en matière de lutte contre le réchauffement climatique (Protocole de Kyoto, etc.)[2]. Elle permettrait aussi selon lui une gestion plus durable des ressources et une survie de l'économie (via une économie différente, après une phase de transition). Elle éviterait à court terme la prolongation des crises pétrolières et l'aggravation ou le retour de la crise de 2008. À moyen et long terme, c'est pour J. Rifkin l'ultime et seule solution pour éviter un effondrement global et durable de l'économie mais aussi un collapsus global incluant un collapsus écologique ; c'est une réponse à ce qu'il appelle « la facture entropique de l'âge industriel »[4].

L'enjeu est aussi la survie des écosystèmes et donc de l'humanité qui en dépend et Rifkin ne voit pas de « Plan B »[1]. Elle a été récemment rendue possible par les progrès des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) mais reste à mettre en œuvre.

En 2007, le Parlement européen a officiellement adopté cette vision[5].



Jeremy Rifkin promeut la troisième révolution industrielle (TRI), comme seule[1] solution mondiale possible à la crise énergétique et économique[2].



Une maison passive n'a pas, ou presque pas de besoins de source artificielle de chaleur. Il y est plus facile de produire un surplus d'énergie, qui peut être stockée pour un besoin futur, ou exportée vers un usager qui en a besoin à proximité ; par un réseau de type « *smart grid* » fonctionnant sur le modèle « distribué » de l'Internet selon les principes de la troisième révolution.

Justifications

Pour J. Rifkin, le pétrole va continuer - et de plus en plus - à manquer (épuisement des réserves pétrolières et moindre accessibilité du pétrole non conventionnel). Sans alternative au pétrole, toute reprise de l'économie se traduira par une crise mondiale.

De plus, le nucléaire est trop centralisée, inutilement coûteux et dangereux, nécessitant des lignes à haute tension sources d'importantes

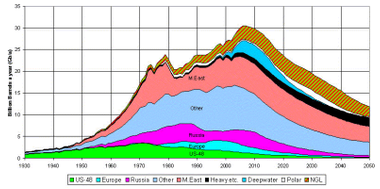
pertes en ligne, alors que les technologies modernes de stockage d'énergie et de commutation intelligente permettent déjà la réalisation d'une production distribuée d'énergies renouvelables, même avec des sources intermittentes[2] (sources telles que le vent, le soleil ou les vagues qui ne sont pas permanentes, mais souvent complémentaires).



Le second pilier de la troisième révolution industrielle consiste à transformer chaque bâtiment en « mini-centrale » intelligente qui verse dans le réseau son excédent de production et y prélève de l'énergie quand elle en manque. Un stockage tampon se fait via des batteries (fixes ou de véhicules en chargement) ou un stockage d'hydrogène

Histoire

En tant que modèle industriel global, cette vision ou solution[3] émerge dans la première décennie des années 2000. Elle a cependant, des racines plus anciennes, car rendue possible par les innovations qui se sont préparées dans les années 1970 et suivantes, suivies de l'apparition des « nouvelles technologies de l'information et de la communication » qui ont rapidement gagné une grande partie de l'Économie, de la recherche puis des loisirs (ordinateurs personnels).
Cette 3e révolution ne pourrait exister sans les microprocesseurs qui ont préparé l'avènement des ordinateurs, ni sans leur mise en réseau par l'Internet, la domotique ou plus récemment la diffusion de centaines de millions d'objets nomades interconnectés par des technologies sans fil.



Face au Pic pétrolier (Peak Oil), préparer une économie moins dépendante du pétrole, grâce à des énergies renouvelables, propres et sûres est l'un des objectifs de la 3e révolution industrielle. Le recul inévitable de la production pétrolière rendra le pétrole de plus en plus rare et coûteux, au profit de sources renouvelables et propres (Graphique : Courbes cumulées de production de pétrole ; Schéma datant de 2005)

Les souvenirs de crises pétrolières ou d'accidents nucléaires graves (Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima) et la perspective du Pic pétrolier en ont aussi guidé les principes d'indépendance énergétique et ressources « distribuées » plutôt que centralisées.

Le réseau « Ville en transition » est l'un de ceux qui se montrent les plus rapides pour appliquer tout ou partie de cette approche, mais l'Europe en a fait une de ses priorités.

Contexte socioéconomique et culturel

La technologie informatique est née alors que le modèle fordiste de production s'essoufflait et après « Mai 68 » qui marque, en France notamment, le rejet d'une société très hiérarchique.
Elle produit des changements fondamentaux de paradigme productif et

social :
La chaîne de production se désagrège verticalement (délocalisations, sous-traitance, etc), la mondialisation, avec le retour de la Chine, de l'Inde, de l'ex-URSS et de l'Amérique latine dans le commerce mondial, qui en accélère les changements.
Cette « révolution technique » pourrait aussi accompagner une relocalisation de certaines activité (énergétique notamment) et permettre une « révolution financière » en redéployant le pouvoir actionnarial.


Les grandes centrales centralisées (éoliennes et solaires y compris) sont nécessaires dans la phase de transition, mais pourront selon Rifkin ensuite être remplacée par les bâtiments et infrastructures qui produiront l'énergie au plus près de son lieu de consommation

Filiations et différences avec la première et seconde révolutions industrielles

C'est l'introduction des technologies mécaniques utilisant la vapeur d'eau qui a permis, via l'imprimerie et les transports (train, courrier) un bond de l'information et de la communication et l'émergence d'outils et de principes qui ont permis la première révolution industrielle. La machine d'impression à rouleau animés par la vapeur, puis la presse rotative et Linotype ont considérablement augmenté la vitesse d'impression et réduit les coûts alors que le prix du papier diminuait également pour une production fortement accrue. Les journaux, magazines et livres ont facilité l'alphabétisation de masse pour la première fois dans l'histoire. L'avènement de l'enseignement public en Europe et Amérique du Nord de 1830 à 1890 a fait émerger une main-d'œuvre plus qualifiée capable de mettre en œuvre les opérations complexes nécessaires au développement des industries et réseaux ferroviaires fonctionnant grâce aux machines à vapeur.

Dans la première décennie du XX^{e} siècle, se dessine une convergence entre Moteur à combustion interne et réseaux électrique (permettant la commutations et communication électriques, dont téléphonique). Cette convergence de deux innovations techniques donne lieu à la seconde révolution industrielle.

L'électrification des usines et des foyers ouvre une ère de production de masse. L'automobile prolifère grâce à des prix accessibles des véhicules et des carburants et grâce au développement du réseau routier. Les dynamiques spatiotemporelles et sociétales en sont bouleversées ; en quelques décennies, l'auto remplace les chevaux, fiacres et diligences, alors que les tracteurs remplacent les bœufs et chevaux dans les champs. Les matières synthétiques s'imposent, de même que les engrais et pesticides, en grande partie fabriqués avec du pétrole. Pour répondre à une demande toujours croissante de carburant et de pétrole pour la carbochimie, l'industrie pétrolière s'emballe et explore et fore toujours plus loin et plus profondément. Les États-Unis deviennent alors le premier producteur de pétrole. Dans les pays riches, en vingt ans, des routes nouvelles (béton, asphalte) sillonnent le paysage américain et européen et les familles déménagent vers de nouvelle banlieue et lotissements construits sur des champs ou milieux naturels, alors que les lignes téléphoniques s'étendent, puis que la radio puis la télévision refondent la vie sociale sur d'autres modèles de communication et d'échanges.

Ces changements permettent à leur tour une nouvelle évolution industrielle et la création d'une grille de communication apte à gérer et commercialiser des activités éloignées de l'économie pétrolière, nucléaire et de l'âge de l'automobile.

L'émergence d'une troisième Révolution Industrielle

Elle nait d'une convergence des technologies de la communication (Internet/satellitales notamment) et des énergies renouvelables, propres et sûres.
Cette *« convergence »* en permet une autre ; entre la « communication distribuée » (et sans-fil) et des formes d'énergies distribuées ; révolution qui pourrait ouvrir la porte à une ère nouvelle post-énergies fossiles et où le nucléaire sera inutile et trop coûteux, remplacé par une constellation de micro-centrales mises en réseau fonctionnant

– un peu sur le modèle de l'internet décentralisé – grâce aux smart intergrids et grâce à de nouveaux protocoles de communication permettant d'utiliser le réseau électrique lui-même (via un courant porteur en ligne) pour faire circuler de l'information en haut débit et de manière bidirectionnelle, en basse et moyenne tension, tout en s'affranchissant des obstacles qu'étaient les transformateurs électriques[6].

La troisième révolution repose pour J Rifkin sur la création conjointe :

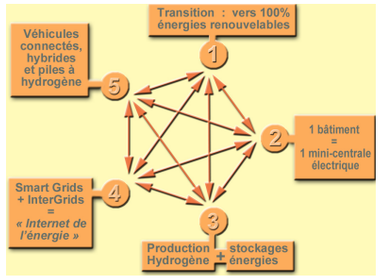
- d'un système distribué de production et distribution d'énergies renouvelables. Cette énergie (petit éolien, photovoltaïque, géothermie…) serait produite non plus dans de grandes centrales toujours source de dépendance, de risque et associées à d'importantes pertes en ligne, mais un peu partout et de manière décentralisée, directement sur les constructions (toitures, terrasses, murs, vitrages photovoltaïques, murs anti-bruit…) ou via les fondations (géothermie, puits canadien).
- d'une capacité à stocker une partie de cette énergie (sous la forme d'hydrogène notamment), et à la redistribuer une partie de l'énergie ainsi produite de manière « décentralisée », par l'intermédiaire d'un réseau intelligent de type « *smart grid* », sans émissions de gaz à effet de serre.

L'ensemble du système sera de plus en plus interactif, intégré et homogène.
Le partage et l'interdépendance sera source de nouvelles opportunités de développement économique, moins basés sur la concurrence, et plus sur la coopération.

La Troisième Révolution Industrielle devrait aussi susciter selon Rifkin une ère économique nouvelle qu'il qualifie d'aire du « capitalisme distribué » (« *distributed capitalism* ») où des millions d'entreprises existantes et nouvelles ainsi que des propriétaires de logements et véhicules deviendront collaborativement des acteurs de l'énergie. Cette transition énergétique devrait être source de millions d'emplois dits « emplois verts », accompagnant une nouvelle révolution technologique, augmenter considérablement la productivité, sans les inconvénients qu'elle a généré au XX^{e} siècle, tout en atténuant la contribution de l'humanité au dérèglement climatique.

Les cinq piliers de la troisième révolution industrielle

Pour J Rifkin ces piliers sont complémentaires et tous également nécessaires. Réunis, ils constituent un tout indivisible, à la fois « une plate-forme technologique indivisible et un système émergent dont les propriétés et fonctions diffèrent qualitativement de la somme de ses parties » ; ainsi qu'« un nouveau paradigme économique capable de transformer le monde »[7]. Rifkin insiste sur le caractère impératif des synergies entre les cinq piliers, et sur le fait qu'ils doivent absolument être développés à la même vitesse et ampleur, car le retard d'un seul d'entre eux empêchera le développement des quatre autres.



Les 5 piliers (interdépendants) de la 3^{e} révolution (pour J. Rikfin).
Le scenario Négawatt utilise aussi un stockage-tampon d'énergie via du méthane injectés dans les réservoirs souterrain et dans le réseau. Il est aussi possible d'enrichir le gaz d'un peu d'hydrogène pur.

Ces 5 piliers sont

1. La transition d'un régime d'énergies carbonées ou nucléaire vers les énergies renouvelables[8]. Ces énergies ne sont encore qu'une faible part du bouquet énergétique mais elles se développent vite, leurs coûts diminuent, les rendant plus concurrentielles, surtout si on internalise les coûts environnementaux et de sécurité dans les sources dites « classiques » (pétrole, gaz, charbon et nucléaire) ;
2. Reconfigurer les infrastructures et bâtiments (180 millions de bâtiments rien qu'en Europe) en mini-centrales électriques collectant *in situ* des énergies renouvelables ; au profit d'une production décentralisée d'énergies, proche des endroits où on en a besoin. Des percées technologiques permettent déjà de multiplier des bâtiments à énergie positive. Des implications commerciales et économiques énormes concernent les secteurs de l'immobilier, des bâtiments et travaux publics et autres Industries, partout ; De 2010 à 2035, des millions de bâtiments

(maisons, bureaux, bâtiments publics, zones d'activité pourront à la fois accueillir des gens et des activités et produire de l'énergie à partir du soleil, du vent, de l'eau (énergie des vagues et des marées, hydroélectricité), des déchets organiques ou de la géothermique, pour eux-mêmes et en partageant le surplus là où il peut être utile.

3. « installer dans chaque bâtiment et dans toute infrastructure de la société des technologies de l'hydrogène et d'autres moyens de stockage pour conserver l'énergie renouvelable intermittente, d'origine photovoltaïque notamment[9],[10],[11],[12] et garantir la satisfaction de la demande par une offre fiable et continue d'électricité verte ».Pour maximiser les énergies renouvelables et en minimiser les coûts, il faut en effet rapidement développer des méthodes de stockage facilitant la conversion de source d'énergie intermittente dans des matériels fiables et partagés (ex. : Batteries, remontée d'eau par pompage-returbinage, stockage d'hydrogène qui semble être une solution d'avenir pour le stockage ou transport, etc.). Ce sont des idées portées par J. Rifkin depuis 2002 au moins.
4. le développement de *Smart grids* et *intergrids* grâce à une technologie inspirée d'Internet connectant les réseaux énergétiques et électriques (devenus bi-directionnels[13]) en un réseau unique et intelligent. Le réseau électrique sera son propre réseau informationnel. Ceci implique que toutes les mini-centrales de productions d'énergie soient équipés d'un module électronique dans un esprit d'interopérabilité.
5. la transition des flottes de transport vers des véhicules hybrides ou à pile à combustible, pour tous les véhicules motorisés [14], chaque véhicule pouvant acheter et vendre de l'électricité en se connectant au réseau *Smart grid*. Ce réseau est continental et marin (hydrogène ou électricité produits par les éoliennes offshore eténergies marines. Il est ouvert et interactif ; chaque batterie ou réservoir d'hydrogène de véhicule ou navire y joue aussi potentiellement : 1) un rôle de réservoir « tampon » du réseau, et 2) un rôle de transporteur d'énergie. Tout véhicule connectable peut - selon les moments - prélever de l'énergie dans le réseau, ou lui en fournir (à partir de ses réserves inutilisées et/ou à partir de modules photovoltaïques.

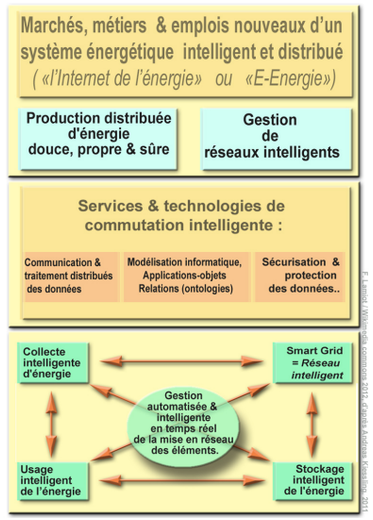
Le scenario Négawatt propose aussi d'utiliser un stockage-tampon souterrain de gaz, sachant qu'en France 30 % du gaz ; après avoir été acheté et importé via des méthaniers ou gazoducs est déjà stockés sous pression dans des champs de gaz « déplétés » (exploités et épuisés, puis utilisés comme réservoir souterrain) ; pour l'équivalent de 168 TWh (Storengy + TIGF)[15].

La « méthanation » permet de produire du méthane en combinant du CO_2 et de l'hydrogène (y compris d'origines intermittentes « éolienne » ou « solaire »), en présence d'un catalyseur. Le réseau et les réservoirs souterrains sont alors des lieux de stockage provisoire de ce gaz produit. Le réseau permet une intégration décentralisée et « distribuée » à partir de nombreuses petites unités de production. De plus, il a lui-même un léger pouvoir « tampon » (équivalent de quelques heures de consommation de gaz (en France, vers 2010), soit une « modulation infrajournalière » possible de 5,1 GWh/jour (5,5 GWh/j au maximum pour la France entière vers 2010). C'est GRTGaz qui est le régulateur[16]. Une autre solution, testée en Allemagne, est d'enrichir en hydrogène le gaz de ville.

Ce qui permet une troisième révolution industrielle

Pour Rifkin, les grands bonds industriels et les transformations économiques sont tous historiquement associés à l'apparition combinée ou à la « convergence » d'une nouvelle technologie de la communication et de nouveaux systèmes énergétiques.

Cette fois, ce sont les NTIC ; nouvelles formes de communication qui sont un support possible pour de nouvelles formes d'organisation et de gouvernance de civilisations plus complexes, rendues possibles par de nouvelles sources d'énergie, décentralisées, propres, plus sûres et renouvelables. La conjonction de l'Internet et des énergies renouvelables au XXI^{e} siècle donne lieu selon Rifkin à une Troisième Révolution Industrielle.



Description simplifiée des secteurs, activités et emplois nouveaux associés à la troisième révolution industrielle telle que proposée et promue par Jeremy Rifkin. Ils résultent de la convergence entre le secteur de l'énergie et celui de l'informatique

Conditions de réalisation

Pour qu'une telle révolution puisse se produire, des auteurs tels que J. Rifkin insistent sur le développement nécessairement conjoint d'innovations (électroniques et informatiques) et d'un nouveau système énergétique de production. Ce dernier doit permettre de clore l'ère du pétrole peu cher et gaspillé, qui a suivi celle du charbon et de la machine à vapeur. Il doit aussi permettre de sortir des systèmes nucléaires trop couteux, dangereux et producteurs de déchets dont on ne sait toujours pas quoi faire.

L'objectif est une énergie distribuée collectée partout où un besoin d'usage est géographiquement proche (par exemple sur les 190 millions d'immeubles existant en Europe[17], mais J. Rifkin estime que durant le temps de la transition les grandes fermes éoliennes et solaires sont nécessaires.

Mise en œuvre de la troisième révolution industrielle

Le contexte législatif (ex. : interdiction de production communautaire ou de compteurs partagés d'électricité dans certains pays) et technique freinait cette révolution, que les collectivités peuvent donc accompagner.

L'Union européenne

- En 2007, le Parlement européen a officiellement adopté cette vision[5]. Il a invité la Commission à faire de même, avec la volonté d'entrer dans une nouvelle économie (non pas strictement post-industrielle, mais « post-carbone fossile » et « post-nucléaire » comme « prochain grand projet de l'Union Européenne » tel qu'approuvée dans une déclaration formelle de juin 2007[5], sur la base de 5 grands facteurs-clés pour l'indépendance énergétique, qui sont : maximiser l'efficacité énergétique, réduire les émissions de gaz à effet de serre, optimiser l'introduction commerciale des énergies renouvelables, développer l'hydrogène comme moyen de stockage des énergies renouvelables (avec les piles à hydrogène) et créer des réseaux électriques intelligents pour la distribution de l'énergie[2].
- En janvier 2008, la Commission européenne a proposé une législation visant à mettre en œuvre l'objectif « trois fois 20 » (améliorer l'efficacité énergétique de 20 %, augmenter le recours aux énergies renouvelables de 20 % et réduire les émissions de GES de 20 %, dans le même temps, avant 2020).
  Ce « paquet énergie-climat a été validé par le Parlement européen et le Conseil en décembre 2008, pour entrer en vigueur en juin 2009[18], ouvrant la voie à la Troisième révolution Industrielle.

L'Europe, par ses cofinancements aide les États-membres à expérimenter les énergies propre et sûres et les technologies limitant les émissions de CO_2 [19].

- En amont d'un sommet du Conseil européen consacrée à l'énergie (à Bruxelles, le 1er février 2010), le Comité Environnement du Parlement européen, présidé par Jo Leinen (député européen), et les représentants des cinq principaux groupes politiques du PE se sont joints à de grandes associations européennes représentant les petites et moyennes entreprises (UEAPME), les associations de défense des consommateurs (BEUC), les coopératives européennes (Cooperatives Europe) et la Fondation pour les tendances économiques (the Foundation on Economic Trends) pour lancer un appel pour une « troisième révolution industrielle ».
  Le Parlement européen a envoyé une déclaration au président du Conseil européen Herman Van Rompuy et président de la Commission européenne (José Manuel Barroso) en leur demandant de produire un plan législatif complet, accompagné des moyens adéquats à mettre en œuvre pour permettre cette troisième « révolution industrielle de la stratégie énergétique » via les États-membres[20],[21],[22].
  Le plan met également l'accent sur le passage à un nouveau paradigme économique pour la prochaine étape de l'intégration européenne [23].
- Il existe en Europe un groupe « Tires » (*Third Industrial Revolution European Society* [24]), cercle européen pour la troisième révolution industrielle), créé pour mettre en œuvre cette « révolution ».

Royaume-Uni

- Le secrétaire d'État à l'Énergie et à la lutte contre le changement climatique Chris Huhne a publiquement approuvé la nécessité d'une troisième révolution industrielle.
- Il a récemment construit un Plan-cadre pour le Royaume-Uni décrit dans le « Livre blanc pour la réforme du marché de l'énergie » où il estime nécessaire de fixer un prix plancher pour le carbone dans le marché du carbone (annoncé dans le budget 2011) afin de réduire l'incertitude des investisseurs, en mettant un prix équitable sur le carbone et en fournissant une plus forte incitation à investir dans une production décarbonée dès maintenant. Il introduit aussi de nouveaux contrats à long terme incitant la production d'électricité décarbonée ou à faible bilan carbone. Une « norme de performance d'émission » (EPS) a été fixé à 450 g CO_2/kWh pour ne plus permettre de centrales au charbon construites sans systèmes de capture et Stockage [25].

Pays-Bas

- Le 6 juin 2010, une conférence sur l'entrepreneuriat et les énergies nouvelles[26] a réuni à Utrecht des décideurs du monde des affaires, (dont sociétés nationales de l'énergie, entreprises de construction, firmes d'ingénierie, institutions publiques, etc.).
- Un plan d'action sur l'énergie a été proposé[27], pour mettre en œuvre les cinq piliers de la troisième révolution industrielle et les transformer en principes d'action[28],[29].

Italie

- Le 24 janvier 2011, à Rome, le CGIL a accueilli une conférence organisé par TIRES (the Third Industrial Revolution European Society). Pour la première fois, les forces entreprenariale, représentant à la fois le monde du capital et celui des syndicats, qui se sont ici unis dans un même projet de promotion d'un nouveau modèle énergétique qui créera des emplois et de nouvelles opportunités dans une société post-carbone[30].

France

En 2012, la France fait partie des pays qui testent des compteurs intelligents, mais avec une vision de réseau qui reste (en 2010-2012) centralisée et centralisatrice, dont Rifkin craint qu'elle soit un frein pour l'avenir dans un pays où la centralisation est une tradition particulièrement ancrée.

Le potentiel éolien offshore et littoral de la France est très élevé (le second en Europe[31] 20 GW terrestres (pour une production de 50 TWh par an) et de 40 GW offshore (pour une production de 150 TWh par an), soit un potentiel éolien théorique total de 200 TWh par an. Mais il est encore très peu valorisé : Après l'abandon de projets situés face à Dunkerque dans les années 1990, puis en Bretagne-sud, ou en Manche avec le Parc éolien en mer des Deux-Côtes [32] freiné notamment en raison de la présence d'un dépôt de munitions immergées, ce pays n'avait en 2010 aucun projet offshore mis en œuvre ou en construction. mais l'État français doit choisir les lauréats d'un « appel d'offres éolien en mer » en avril 2012, avec cette fois d'importants enjeux financiers et énergétiques (Si ce potentiel est effectivement utilisé, en 2040, il pourrait fournir 31 % de la consommation française prévisible d'électricité (200 TWh/an)[33]. La filière hydrogène est soutenue par l'État et certaines collectivités, mais le Smart grid n'est pas un projet clairement affiché par EDF ou le gouvernement.

Fin 2012, la Région Nord-Pas-de-Calais et d'autres acteurs ont proposé à J Rifkin qu'il les accompagne pour écrire un « *Master plan* » régional basé sur 6 thèmes prioritaires, déclinés en groupes de travail : *« efficacité énergétique, énergies renouvelables, bâtiments producteurs d'énergie, hydrogène et stockage de l'énergie, réseaux pilotés ou intelligents (smartgrids), innovations dans la mobilité douce »* [34]. Une première rencontre a eu lieu avec les acteurs régionaux lors du World Forum[35] [36]

États-Unis

- En mars 2003, pour la première fois aux États-Unis, une ville décidait d'entrer dans la Troisième Révolution Industrielle. San Antonio (huitième ville du pays, dans le sud du Texas, avec 1 256 509 habitants) et son fournisseur d'énergie (CPS Energy) se sont donnés comme priorité de pousser l'efficacité énergétique et les économies d'énergie ; d'accroitre l'offre en énergies renouvelables, à des prix compétitifs, tout en embrassant les « énergies émergentes » grâce à une infrastructure énergétique plus dynamique et interactive (incluant des bâtiments positifs en énergie, une production et stockage d'hydrogène, et des véhicules électriques utilisables comme réservoir connectables d'énergie [37]). Un objectif était de réduire les besoins de l'agglomération de 771 mégawatts (par l'efficience énergétique) avant 2020[38]. CPS s'engage[38] à examiner attentivement la possibilité de passer d'une approche centralisée de l'énergie à un système de sources distribuées et renouvelables utilisant des technologies modernes et intelligentes, fiables et économes pour relever les défis économiques et environnementaux auxquels CPS Energy et l'agglomération devront faire face. CPS Energy envisage même une autarcie énergétique pour la ville[38].
- Six ans plus tard (2009), accompagnée[39] par l'équipe[40] de J. Rifkin et par l'American Council for an Energy-Efficient Economy, et de nombreux experts en matière d'électricité et d'hydrogène, la ville de San Antonio a franchi les premières étapes avec une « Vision 2020 » pour San Antonio et CPS, et une « Mission-Verte » qui doit relever le défi de la formation/création des emplois verts et de mécanismes de financement innovants et adéquats. En avril 2009 la ville et CPS, dans un Atelier de développement durable ont établi les bases d'une troisième révolution industrielle dans les conditions et contraintes spécifiques à ville de San Antonio [39].

Freins, difficultés

- Des auteurs comme Jared Diamond[41] insistent sur le fait que les systèmes économiques et de gouvernance tendent souvent à l'inertie ou au refus du changement (ou en l'occurrence peinent à évoluer vers une économie décarbonée et distribuée). Rifkin estime que l'internet peut accélérer la prise de conscience et la diffusion des innovations de la 3e révolution.
- Rifkin constate que certains industriels et économistes se passionnent pour cette révolution (qui leur ouvre aussi de nouveaux marchés), mais que d'autres la refusent, la freinent ou n'ont pas encore le réflexe de considérer les vrais coûts du nucléaire et du pétrole[42]. Sont-ils prêts à basculer dans la « transition énergétique »[43]. Rifkin lui-même fustige l'incapacité des États à suffisamment réduire leurs émissions de carbone, et la fuite en avant que constituent les forages profonds (dangereux et très coûteux), l'appel à des sources polluantes de gaz, huiles ou

bitumes de sables ou schistes profonds. Ces solutions ne peuvent selon lui qu'à peine freiner la crise énergétique mondiale. En outre elles accélèrent et aggravent la crise climatique et écologique.

- Rifkin s'inquiète aussi de l'apparition des Tea Parties qui refusent de croire au changement climatique, et qui encouragent à forer toujours plus pour trouver de nouvelles sources de pétrole, selon le slogan « *Drill, baby, drill* » (en français : « *Fore, chéri, fore !* »).
- Lester Brown plaide de son côté pour un « Plan B 3.0 »[44], puis pour un « Plan B 4.0 de mobilisation générale pour sauver la civilisation »[45],[46], reconnaît de rapides progrès (il cite en exemple le Texas, qui était le premier état pétrolier qui est devenu le premier état « éolien » ayant dépassé la Californie en 2006 et étant en train de se doter d'une capacité éolienne de 53 000 mégawatts, soit l'équivalent de 53 centrales thermiques au charbon et plus que les besoins des 25 millions de personnes de l'État, permettant au Texas de devenir exportateur d'électricité. Il cite aussi l'Écosse qui se dote de 60 000 MW éolien, ou la Turquie qui en prévoit 78 000. Mais comme Rifkin, il craint que la transition soit trop lente, par rapport aux risques de crise pétrolière, écologique, sociale et climatique[47]Rifkin fait remarquer que le passage du bois au charbon, le développement du rail, ou celui de l'automobile se sont produits - à échelle planétaire - en quelques décennies seulement.
- Certaines multinationales pétrolières (parmi les « Supermajor ») ont commencé à investir dans les énergies renouvelables. Mais elles veulent aussi exploiter de nouveaux gisements gaziers et pétroliers. De même, une partie des partisans du nucléaire s'ouvre aux renouvelables. Dans les deux cas, cela se fait sans envisager de transition aussi rapide que ce que J Rifkin ou Brown et d'autres jugent nécessaire.
- Le possible risque d'effet rebond[48] (les économies d'énergie ou de ressources initialement prévues sont partiellement ou complètement compensées suite à une adaptation du comportement de la société) si l'approche n'est pas assez partagée.
- La disponibilité limitée de métaux et terres rares nécessaire aux catalyseurs de la filière hydrogène ou aux composants électroniques qui devront de multiplier pourrait aussi freiner la troisième révolution.
- D'autres freins sont identifiés par J Rifkin lui-même, dont :
  - le syndrome du « projet-pilote perpétuel »[49] ; c'est la difficulté à généraliser après le stade du projet-pilote, faute notamment d'investissement monétaire ou réglementaire suffisant. Ainsi de nombreux véhicules à hydrogène ou à pile à hydrogène fonctionnent en faible nombre d'exemplaire, mais seules des commandes (publiques et/ou privées) en grand nombre leur donnerait un prix concurrentiel face aux véhicules « classiques » plus polluants et bénéficiant de matériels et chaines de fabrication depuis longtemps financièrement amorties. De plus, il faut que dans le même temps les distributeurs de carburants ou les États se mettent en situation de pouvoir délivrer de l'hydrogène ou fournir des prises électriques intelligentes (aptes au chargement et au déchargement selon les besoins dans le cas du « 5e pilier » que propose Rifkin pour cette 3e révolution).
  - le syndrome de « l'effet Silo »[49] ; qui est - chez J. Rifkin - la difficulté de faire mettre en œuvre une vision ou un projet systémiques et global par des services de pays et collectivités ou d'entreprises administrativement et très hiérarchiquement structurés en arborescence descendante, avec peu de liens transversaux entre les branches, alors que l'Internet et les nouveaux outils de travail collaboratif permettent déjà une meilleure transversalité et un travail mieux distribué ; Cette transversalité est également freinée par des approches concurrentielles plus que collaboratives et « latérales »[50] (encouragées par le marché et le brevetage qui invitent à garder le secret le plus longtemps possible sur une invention, avant sa mise sur le marché). Rifkin fait régulièrement se rencontrer des pays ou des entreprises qui sont en concurrence, afin qu'elles puissent néanmoins se fixer des objectifs communs. En 2007 avec le président Barroso, Rifkin et ses services ont aussi fait se rencontrer treize des 38 plate-forme technologiques européennes les plus concernées par les cinq piliers afin qu'elles échangent mieux entre elles. Il s'agissait notamment des plate-forme travaillant sur le bâtiment, les Smart Grid, des énergies renouvelables, piles à combustible, technologies de l'hydrogène, transports ferroviaires et routiers, chimie verte.
  - Manque de vision stratégique partagée ; Pour J. Rifkin ; « si [en 2006] l'Union européenne et les États du monde entier jouaient avec des projets pilotes verts et se laissaient engluer dans des programmes en silo[49],

apparemment incapables d'aller plus loin, c'était aussi pour une raison plus sérieuse : ils ne savaient pas ce que ça voulait dire, « plus loin ». Ce qui manquait, c'était un récit puissant, capable de raconter l'histoire d'une nouvelle révolution économique et d'expliquer comment toutes ces initiatives technologiques et commerciales apparemment aléatoires s'inscrivaient dans un vaste plan stratégique » ; Rifkin a rencontré Angela Merkel à ce sujet en 2006 [51] et avec le « 20-20-20 » en 2020 l'Europe a adopté le projet de 3e révolution industrielle, qui se diffuse peu à peu chez les décideurs et dans le public.

- Confidentialité et sécurité ; comme pour l'Internet se posent des questions d'identité numérique et de sécurisation et protection de données personnelles (ex. : données géoréférencées de mobilité connectée, données de consommation/production ou « télérelevés » utilisées pour le calcul des factures ou versement (dans le cas des bâtiments positifs en énergie). Les smart grids et compteurs intelligents feront circuler de telles données, par milliards. Des tentatives de fraudes ou d'usage malhonnête de données sont possibles. Des moyens adaptés de protection sont à perfectionner ou inventer, de même que la réglementation associée.
- Certains principes de la troisième révolution, s'ils étaient poussés à l'extrême paraissent pouvoir contredire d'autres nécessités environnementales.
  Ainsi, un bâtiment couvert de capteurs solaires ne peut pas être très végétalisé. Et il ne doit pas être à l'ombre de grands arbres. Pourtant végétaliser les villes est nécessaire, notamment pour la qualité de l'air et contre les bulles de chaleur urbaines (en réalité, un panneau photovoltaïque fonctionne mieux quand il est frais, ce qui devrait inciter à les combiner à des terrasses vertes ou toitures végétalisées). Utiliser les batteries ou des réservoirs d'hydrogène de véhicules à l'arrêt comme « stockage-tampon » du réseau est une solution optimale dans un modèle américain valorisant la voiture individuelle et qui implique de disposer d'un grand nombre de batteries à hautes performances. Cette solution est moins compatible avec les projets de ville ou d'écoquartiers sans voitures, ou avec des modèles basés sur le véhicule partagé et les transports en commun, où l'on cherche à ce que les véhicules soient moins nombreux et utilisés plus souvent. Donner à l'automobile un rôle de réservoir la rend encore plus nécessaire et risque de freiner les actions de compensation et réparation d'impacts tels que l'imperméabilisation et la fragmentation écopaysagère par les routes. Les sociétés productrices d'énergie et certaines collectivités pourraient être tentées d'encore favoriser l'automobile au détriment de ces alternatives. Des équilibres seront donc à trouver.

Notes et références

[1] , écrit de J. Rifkin page 107 de son livre *La révolution industrielle* (cité en Bibliographie)

[2] Jeremy Rifkin, *La troisième révolution industrielle. Comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde*, Éditions Les Liens qui libèrent, 2012

[3] Voir § 3) intitulé « New Jobs and Business Models for the 21st Century » (pp. 11-17 dans le texte : Leading the Way to the Third Industrial Revolution and a New Social Europe in the 21st Century (http://www.lultimopapa.it/Microsoft Word - European TIR paper - footnoted.pdf) - Jeremy Rifkin

[4] Voir chap. p 42 (intitulé) dans le livre *La révolution industrielle*, de J. Rifkin (cité en Bibliographie)

[5] Written declaration on establishing a green hydrogen economy and a third industrial revolution in Europe through a partnership with committed regions and cities, SMEs and civil society organisations (http://hyfleetcute.com/data/MEP Green H2 Declaration.pdf), ref : DC\651204EN.doc ; PE 385.621v01-00 ; 2007, 2 pages

[6] Nexans, communiqué Power Line Communication make a Smarter Grid, Highlight of G3-PLC conference is a practical demonstration of Nexans' innovative PLC solutions for Smarter Grid applications (http://www.nexans.com/eservice/Corporate-en/navigatepub_142506_-32366/Power_Line_Communication_make_a_Smarter_Grid.html), Nexans technical conference demonstrates the key role of Power Line Communication (PLC) technology in Smarter Grids (56.2kb) (http://www.nexans.com/eservice/Corporate-en/documentDownload_68388/Nexans technical conference demonstrates the key role of Power Line Communication (PLC) technology in Smarter Grids) et PLC for Smarter Grid (244.1kb) (http://www.nexans.com/eservice/Corporate-en/documentDownload_68390/PLC for Smarter Grid)

[7] Voir page 106 du livre *La troisième révolution industrielle* (en Bibliographie de cet article)

[8] Transition globale vers les énergies renouvelables (http://www.grist.org/article/a-global-shift-to-renewable-energy)

[9] Julien Labbé (2006), *L'hydrogène électrolytique comme moyen de stockage d'électricité pour systèmes photovoltaïques isolés* (http://pastel.archives-ouvertes.fr/docs/00/50/04/58/PDF/These_JLABBE.pdf) *;* Thèse de doctorat Spécialité "Énergétique" ; Ecole des Mines de Paris, le 21 décembre 2006

[10] usquet & al., A new approach to empirical el ectrical modeling of a fuel cell, an electrolyser or a regenerative fuel cell, Journal of Power Sources, Vol. 134, pp. 41-48, 2004.
[11] Copetti & al., A general battery model for PV system simulation, Progress in Photovoltaics : Research and Applications, Vol. 1, pp. 283-292, 1993
[12] Abou El-Maaty, "*Modelling and simulation of a photovoltaic fuel cell hybrid system*", Ph. D. dissertation, Faculty of Electrical Engineering University of Kassel, Germany, march 2005.
[13] Autrefois, l'électricité partait de la centrale vers les prises du consommateur. Ils peuvent aussi accueillir de l'électricité produite chez le consommateur qui devient alors provisoirement fournisseur. Pour limiter les pertes en ligne, le réseau intelligent distribue cette électricité à proximité du lieu de production.
[14] http://www.verkehr.fraunhofer.de/Médias/mediaposter.php?MediaId=508
[15] Voir aussi l'article Stockage du pétrole et du gaz
[16] Système dit « Stockage en conduite » utilisant le tampon entre pressions maximales et minimales des réseaux de transport et de distribution de gaz
[17] J. Rifkin, p. 69 du livre *La Troisième Révolution industrielle* (en Bibliographie de cet article)
[18] Union européenne, Politique Européenne, Paquet climat (http://ec.europa.eu/clima/policies/package/index_en.htm), 2009
[19] EU climate package explained (http://news.bbc.co.uk/2/hi/7765094.stm), sur le site news.bbc.co.uk du 9 avril 2010
[20] Stakeholders urge EU institutions to support the "Third Industrial Revolution" (http://www.ueapme.com/IMG/pdf/110201_joint_pr_third_industrial_revolution.pdf) - Communiqué
[21] Leaders urged to spur new industrial revolution (http://www.endseurope.com/25505/leaders-urged-to-spur-new-industrial-revolution) - ENDS Europe, janvier 2011
[22] A post-carbon Europe : towards a third industrial revolution Tuesday 01/02/2011 12:30-13:00 Brussels, Paul-Henri Spaak Building, Room 0A50 - Anna Politkovskaya Jo LEINEN (S&D, DE), Chair of the Committee on the Environment, Public Health and Food Safety, and Jeremy RIFKIN (http://www.europarl.europa.eu/pdfs/news/expert/agenda_week_by_type/06-2011/06-2011_en.pdf) - The Week Ahead 31 January - 6 February 2011 ; Plenary session and committee meetings, Brussels
[23] Conseil de l'Europe / FOET European Council : *Post-Carbon economy requiers third industrial revolution* (https://docs.google.com/a/foet.org/viewer?a=v&q=cache:mf45G3Tnw1MJ:cetri-tires.org/press/?dl_id=51+"Third+Industrial+Revolution",+European+Parliament,+Brussels,+1+February+2011&hl=en&gl=us&pid=bl&srcid=ADGEESgrXJfEphxeqMTn97Jd59Hw2uy_QLiiWqLlSMbHogqXhHb90sGHS1EhyxBBrpQ7v731chlchEhLRoO5CMM36VEL_Jrnj6-0CIIuVlxVJsGqsCDsig=AHIEtbTy48fNtl3kMZb4u92ZiL1KGCFMRA), 2011-02-01
[24] the Third Industrial Revolution European Society (http://cetri-tires.org/press/?lang=fr)
[25] Royaume-Uni, DECC, *Electricity Market Reform (EMR) White Paper 2011 Planning our electric future : a White Paper for secure, affordable and low-carbon electricity* (http://www.decc.gov.uk/en/content/cms/legislation/white_papers/emr_wp_2011/emr_wp_2011.aspx), 2011
[26] "Utrecht2040: Entrepreneurship with New Energy" conference
[27] Urecht Energy Master Plan (http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:vDW08k-Quw4J:www.provincie-utrecht.nl/publish/library/1082/utrecht_roadmap_3_industrial_revolution.pdf+utrecht+third+industrial+revolution&cd=1&hl=en&ct=clnk&gl=us&source=www.google.com)
[28] Projet MEELS - IEA, Case study Partnership with utilities and the impact of liberalisation (http://www.reneuer.com/upload/utrecht_nl_M.pdf)
[29] Jeremy Rifkin sluit bezoek aan Utrecht af Door Wouter de Heus op za (http://dnu.nu/artikel/1394-jeremy-rifkin-sluit-bezoek-aan-utrecht-af) - 2010-02-06
[30] Cetri-Tires ; Troisième révolution industrielle en Italie (http://cetri-tires.org/press/?p=3938&lang=it)
[31] par an, 2040, énergie éolienne, France, potentiel éolien en France (http://www.espace-eolien.fr/Eolien/200twh.htm) ; cabinet d'études *Espace Éolien Développement*, filiale de Poweo
[32] Synthèse du dossier du maitre d'ouvrage (http://www.debatpublic-eolien-en-mer.org/docs/dossier-mo/synthese-dossier-maitre-ouvrage.pdf) présenté mi 2010 à l'enquête publique
[33] « Offshore - Alliances en haute mer », *Le Journal de l'Éolien* ; avec carte illustrée, présentation des enjeux, des acteurs et des alliances
[34] Y Boucher, La troisième révolution industrielle de Jeremy Rifkin arrive concrètement à Lille (http://www.lavoixeco.com/actualite/la_une/2013/01/16/article_la-troisieme-revolution-industrielle-de.shtml) La voix du Nord / Lavoixeco 2013-01-16
[35] CRCI, interview Vidéo de Jeremy Rifkin (http://www.dailymotion.com/video/xv3aop_world-forum-lille-l-economiste-americain-jeremy-rifkin-en-confession-presque-intime_news#.UQ-7NPJsHTo), réalisée lors du World Forum Lille par la Voix du Nord ; 14-11-2012
[36] Jeremy Rifkin appelé à mener une "révolution industrielle" dans le Nord-Pas-de-Calais (http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/10/15/jeremy-rifkin-appele-a-mener-une-revolution-industrielle-dans-le-nord-pas-de-calais_1775868_3234.html) ; 15.10.2012 ; Le Monde.fr & AFP
[37] *Smart grids/plug-in vehicles*
[38] Conseil d'administration de CPS Energy (fournisseur d'énergie de San Antonio), CPS Energy Board of Trustees Sustainable Energy Policy Statement 'Bridging the Present Energy Gap: Transitioning to a Sustainable Energy Future' ; (Déclaration en matière de politique énergétique durable « Combler le fossé des énergies actuelles : Transition vers un avenir énergétique durable ») (http://www.cpsenergy.com/

Residential/Information_Library/Sustainability_Policy.asp)
[39] San Antonio Leading the WayForward to the Third Industrial Revolution (*San Antonio ouvre la voie vers la Troisième révolution industrielle*) (http://www.cpsenergy.com/files/A_Vision_for_Sustainability.pdf), 133 pages
[40] *The Third Industrial Revolution Global CEO Business Rountable*
[41] Jared Diamond, *Collapse : How Societies Choose to Fail or Succeed* (New York: Penguin Group, 2005); Ronald Wright, A Short History of Progress (New York: Carroll and Graf Publishers, 2005); Joseph A. Tainter, The Collapse of Complex Societies (Cambridge, U.K.: Cambridge University Press, 1988).
[42] Gasoline indirect cost calculated based on International Center for Technology Assessment (ICTA), The Real Price of Gasoline, Report No. 3 (Washington, DC: 1998), p. 34, updated using the following: ICTA, Gasoline Cost Externalities Associated with Global Climate Change: An Update to CTA's Real Price of Gasoline Report (Washington, DC: September 2004), ICTA, Gasoline Cost Externalities: Security and Protection Services: An Update to CTA's Real Price of Gasoline Report (Washington, DC: January 2005), Terry Tamminen, Lives Per Gallon: The True Cost of Our Oil Addiction (Washington, DC: Island Press, 2006), p. 60, and Bureau for Economic Analysis, "Table 3—Price Indices for Gross Domestic Product and Gross Domestic Purchases ", GDP and Other Major Series, 1929–2007 (Washington, DC: August 2007); U.S. Department of Energy (DOE), Energy Information Administration (EIA), This Week in Petroleum (Washington, DC: various issues); EIA, "US Weekly Retail", Retail Gasoline Historical Prices (Washington, DC: 15 June 2009)
[43] Opinion Research Corporation, *A Post Fossil-Fuel America: Are Americans Ready to Make the Shift?* (Princeton, NJ : October 2007)
[44] Brown, L. (2008) Plan B 3.0: Mobilizing to Save Civilization. W.W. Norton & Company New York and London
[45] Plan B 4.0: Mobilizing to Save Civilization Lester R. Brown (http://www.earth-policy.org/index.php?/books/pb4), sur le site earth-policy.org
[46] Livre téléchargeable (http://www.earth-policy.org/images/uploads/book_files/pb4book.pdf), sur le site earth-policy.org, consulté 2012-03-17
[47] Voir chapitre 10. intitulé « *Can We Mobilize Fast Enough?* » dans son livre « PLAN B 4.0 Mobilizing to Save Civilization» (http://www.earth-policy.org/images/uploads/book_files/pb4book.pdf)
[48] Source : Bernard Laponche, invité sur France-Culture (émission *Terre à terre* 2010/03/06)
[49] Voir page 100 du livre *La révolution industrielle*, de Jeremy Rifkin (cité en Bibliographie)
[50] pour Rifkin, la notion de « pouvoir latéral » est essentielle, liée notamment aux capacités nouvelles des objets communicants et de l'informatique distribuée
[51] Voir page 101 du livre *La révolution industrielle*, de Jeremy Rifkin (cité en Bibliographie)

- (en) Cet article est partiellement ou en totalité issu de l'article de Wikipédia en anglais intitulé « The Third Industrial Revolution (http://en.wikipedia.org/wiki/The_Third_Industrial_Revolution?oldid=481312500) » (voir la liste des auteurs (http://en.wikipedia.org/wiki/The_Third_Industrial_Revolution?action=history))

Annexes

Articles connexes

- Production décentralisée (énergie)
- Véhicule hybride rechargeable
- Réseau électrique
- Smart grid, smart metering
- Stockage d'énergie
- Stockage d'hydrogène
- Production d'hydrogène
- Cogénération
- Réseau électrique
- Internet
- Domotique
- Haute qualité environnementale
- Protocole de Kyoto
- Sommet de la Terre
- Ville durable
- Ville en transition
- Transport durable

- Véhicule décarboné
- Énergie renouvelable, neutralité carbone
- Prospective
- Filière verte
- Jeremy Rifkin
- Lester Brown
- Joël de Rosnay
- Transition énergétique

Aspects informatiques et techniques (Cf. « Réseaux intelligents »)

- Génie des technologies de l'information
- Architecture de l'information
- Sémantique des langages de programmation
- Exploration de données
- Objet (informatique)
- Ontologie (informatique)
- Urbanisation (informatique)
- Informatique décisionnelle
- Domotique
- Intelligence artificielle
- Informatique distribuée

Bibliographie

- Jeremy Rifkin, *La troisième révolution industrielle. Comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde*, Éditions Les Liens qui libèrent, 2012 (ISBN 2-9185-9747-3)
- Joël de Rosnay et Carlo Revelli, *La Révolte du pronetariat*, 2006 [présentation en ligne (http://www.pronetariat.com/sommaire_du_livre/index.html)]

Liens externes

- (en) Stakeholders urge EU institutions to support the “Third Industrial Revolution” (http://www.ueapme.com/IMG/pdf/110201_joint_pr_third_industrial_revolution.pdf) **[PDF]**
- (en) EU PARLIAMENT DECLARATION ON ENERGY AND THE ECONOMY (http://www.ueapme.com/IMG/pdf/EU_PARLIAMENT_DECLARATION_ON_ENERGY_AND_THE_ECONOMY_final.pdf) **[PDF]**
- (en) European Energy Review (http://www.europeanenergyreview.eu/site/pagina.php?id=2706&zoek=convergence of new energy and communication regimes)
- (en) Europe's New Energy Era (http://www.europeanenergyreview.eu/site/pagina.php?id=244&zoek=the Third Industrial Revolution)
- (en) Europe's Financing of the Third Industrial Revolution (http://www.europeanenergyreview.eu/site/pagina.php?id=1056&zoek=the Third Industrial Revolution)
- (en) Making Europe’s Buildings Efficient (http://blog.cleantechies.com/2011/05/11/making-europes-buildings-efficient/)
- (en) How The European Union is Preparing the "Third Industrial Revolution" With an Innovative Energy Policy (http://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/10747/EUI_RSCAS_2009_11.pdf?sequence=1) **[PDF]**
- (en) European Council: "Post Carbon Economy Requires Third Industrial Revolution" (https://docs.google.com/a/foet.org/viewer?a=v&q=cache:mf45G3Tnw1MJ:cetri-tires.org/press/?dl_id=51+"Third+Industrial+Revolution",+European+Parliament,+Brussels,+1+February+2011&hl=en&gl=us&pid=bl&srcid=ADGEESgrXJfEphxeqMTn97Jd59Hw2uy_QLiiWqLlSMbHogqXhHb90sGHS1EhyxBBrpQ7v731chlchEhLRoO5CMM36

sig=AHIEtbTy48fNtl3kMZb4u92ZiL1KGCFMRA&pli=1)
- (en) Britain Will Speed Up Switch To Renewable Energy (http://www.businessgreen.com/bg/news/1934587/chris-huhne-promises-britain-speed-switch-green-energy)
- (en) Climate secretary unveils a package of far-reaching reforms in the biggest shake-up of the electricity market since privatisation (http://www.guardian.co.uk/environment/2011/jul/12/chris-huhne-energy-market-invest)
- (en) White Paper will deliver “cleaner, greener” energy, say Huhne (http://www.greenwisebusiness.co.uk/news/emr-white-paper-will-deliver-cleaner-greener-energy-say-huhne-2472.aspx)
- (en) Utrecht Master Plan, Road Map to a Third Industrial Revolution (http://www.slideshare.net/HansMertens/100913-ne-utrecht-master-plan-and-recommendations)
- (en) CGIL Conference: The Shift to a Third Industrial Revolution (http://cetri-tires.org/press/?p=3938&lang=it)
- (en) Rome's Energy Master Plan: Transfer Rome into the World's First Post-Carbon Biosphere City (http://www.scribd.com/doc/48949114/32783228-Final-Rome-Master-Plandefinitivo)
- (en) San Antonio: Leading the Way Forward to the Third Industrial Revolution (http://www.cpsenergy.com/files/A_Vision_for_Sustainability.pdf) **[PDF]**
- (en) San Antonio, Texas, Energy Plans for 2020 (http://www.cpsenergy.com/files/Vision_2020.pdf) **[PDF]**
- (en) San Antonio Positioning to be at the Forefront of New Energy Economy in U.S (http://www.cpsenergy.com/About_CPS_Energy/News_Features/News/062011_New_Energy_Economy_NR.asp)
- (en) San Antonio To Build One of World's Largest Solar Farms (http://forum.skyscraperpage.com/showthread.php?t=192374)
- (en) Positive Power Building- The Masdar Headquarters (http://www.metaefficient.com/architecture-and-building/stunning-solar-building-will-generate-more-power-than-it-needs.html)
- (en) Positive Power Building- France (http://www.bouygues-construction.com/667i/sustainable-development/news/first-positive-energy-building.html)
- (en) Personalizing Energy as Part of Achieving Positive Energy Buildings (http://www.intel.com/references/pdfs/Intel_Core_-_Green_Energy_White_Paper.pdf) **[PDF]**

- Portail de l’histoire
- Portail de l’économie
- Portail du monde contemporain
- Portail de l’énergie
- Portail de l’électricité et de l’électronique
- Portail de l’environnement

Sources et contributeurs de l'article

Troisième révolution industrielle *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=92660008 *Contributeurs*: 2A01:E35:2F7A:4190:E87C:8700:E7A:FFF6, 2A02:8420:5EE3:3700:B813:6917:6DA5:8B1A, ABACA, Abdoucondorcet, Arnaud.Serander, Bob08, Celette, Chandres, Crickxson, Filou345, Focushima, GLec, Gel-javel, Girafons, Gzen92, Hercule, Kanabiz, Lamiot, Leag, Litlok, Ltrlg, Maere, Matth97, Meodudlye, Pah777, Pano38, Pfrappe, Polmars, Rene1596, Sammyday, Sebleouf, Sigo, Smily, Speculos, Van Rijn, Vlaam, Wikig, 23 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Image:Jeremy Rifkin 2009 by Stephan Röhl.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Jeremy_Rifkin_2009_by_Stephan_Röhl.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 2.0 *Contributeurs*: Heinrich Böll Stiftung from Berlin, Deutschland, Foto by Stephan Röhl

File:Maison-passive schema2 HQ.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Maison-passive_schema2_HQ.png *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs*: Maison Passive

Image:Nullenergiehaus ArM.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Nullenergiehaus_ArM.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 2.0 *Contributeurs*: Original uploader was ArtMechanic at de.wikipedia

Fichier:GlobalPeakOil.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:GlobalPeakOil.png *Licence*: Copyrighted free use *Contributeurs*: Original uploader was Xenoforme at es.wikipedia

File:Giant photovoltaic array.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Giant_photovoltaic_array.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: U.S. Air Force photo/Airman 1st Class Nadine Y. Barclay

File:PiliersRevolution3selonJRifkin.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:PiliersRevolution3selonJRifkin.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs*: User:Lamiot

File:Smart grid rifkin révolution commonsLamiot.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Smart_grid_rifkin_révolution_commonsLamiot.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs*: User:Lamiot

Fichier:P history.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:P_history.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Kontos

Fichier:Emblem-money.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Emblem-money.svg *Licence*: GNU General Public License *Contributeurs*: perfectska04

Fichier:Hannover Gehry-Tower.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Hannover_Gehry-Tower.jpg *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: Chris 73, Martin H., Paddy, Ronaldino, Shaqspeare, TomAlt

Fichier:Crystal_energy.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Crystal_energy.svg *Licence*: GNU Lesser General Public License *Contributeurs*: Dhatfield

Fichier:Nuvola apps ksim.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Nuvola_apps_ksim.png *Licence*: GNU Lesser General Public License *Contributeurs*: Alno, Alphax, It Is Me Here, Seahen, Tothwolf, Ysangkok

Fichier:View-refresh.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:View-refresh.svg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: The people from the Tango! project

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/

Le massacre de l'Ecole Santa Maria

Le 21 décembre 1907, au Chili, est la journée d'une horreur absolue, seulement comparable à la souffrance étouffée etvoulue par les 17 années de dictature de Pinochet. Remontons aux débuts del'histoire et de conflit qui finit en massacre. Je vous ai déjà parlé de la ville d'Iquique se référer à : http://liensutiles.forumactif.com/geographie-climat-f156/quand-les-villes-du-bord-de-mer-sont-nees-de-la-richesse-t14924.htm, située au nord du Chili c'est le port qui desservait les compagnies du salpêtre, qui avaient leurs dirigeants (lisez : capitaux) et clientèle en
Europe.

C'était le plein essor des mines du salpêtre,dans ce que nous appelons là-bas el Norte Grande (le Grand Nord). Dans les mines du salpêtre ou «salitreras » les capitaux étaient en majorité anglais, avec une part infime des capitaux chiliens, mais les capitaux chiliens n'on jamais servi à grand chose qu'à s'enrichir soi-même et venir ou partir en Europe, mener la grande vie. Ces salitreras donc connaissaient une période faste, à un point tel que des travailleurs venant de tous les points du continent, le Chili même, le Pérou,la Bolivie et même des exilés «économiques » européens, et il y en a
eu, croyez-moi, « la roue tourne », débarquaient par centaines pour y
aller travailler. C'était au temps du Président Pedro Montt (maintenant
l 'une des avenues principales de Valparaiso porte son nom, c'est dire à
quel point on « camoufla » l'événement pour le petit peuple qui vivait dans « le petit nord », dont nous, « les porteños ».

Nous pouvons rattacher cet événement majeur à la naissance du mouvement ouvrier chilien et du syndicalisme en particulier. Car ceci commença par le mouvement ouvrier des salpêtrières. Ce massacre fit que les ouvriers restèrent muselés pendant une bonne dizaine
d'années.

Le gouvernement en place réprima, sans état d'âme, ce mouvement de grève, en appelant les militaires à la rescousse. Le général qui donna l'ordre de tirer à la mitraillette se nommait Roberto Silva Renard, qui lui, reçut l'ordre directe du ministre de l'Intérieur de l'époque Rafael Sotomayor Gaete. Les survivants de ce massacre eurent un « traitement spécial », dans un camp de concentration bâti en plein désert, qui servit par la suite à González Videla et à Pinochet. On ne bâtit pas pour rien là-bas, ce serait «du gâchis » autrement.

Les Faits

Les mines se trouvaient au milieu de la pampa de Tarapacá. Selon le recensement du 28 novembre de cette année-là (1907), la province de Tarapacá comptait 110.000 habitants. A côté, dans la province de Antofagasta, travaillaient 40.000 ouvriers, dont à peu près 13.000
provenaient du Pérou et de la Bolivie (dans un article à part je vous
expliquerai l'histoire de la possession du Grand Nord par le Chili).

La vie des ouvriers était dure, les entreprises avaient le contrôle absolu sur leurs vies et sur l'entretien du gisement, lequel, en principe, devait être souvent entretenu, et mettait constamment la vie des ouvriers en danger (le père de ma grand-mère mourut sous un éboulement, il était journalier) lisez l'article sur le Premier Mai : http://
liensutiles.forumactif.com/culture-litterature-f143/la-fete-du-premier-mai-t15108.htm#300543
Ce control débordait aussi sur leur vie de tous les jours chez les ouvriers à plein temps. Tous les pouvoirs étaient concentrés dans les mains des propriétaires des mines. Ils

étaient les propriétaires des maisons où logeaient les ouvriers, ils avaient leur propre système policier, ils contrôlaient les magasins et tous ceux qui y rentraient pour n'y faire que «des affaires » (Des villes salpêtrières en plein désert). Ils avaient établi un système de paiement au moyen des tickets qui ne pouvaient être échangés que dans leurs bureaux et les « pulperias » (magasins) à l'intérieur de la ville minière, et n'hésitaient pas à payer les ouvriers avec un retard de 2 ou 3 mois.

[Le même système était établit dans un autre pays, mais cette fois-ci dans les campagnes, « Les Haciendas » des gros propriétaires terriens ; les magasins appelés « tiendas de rayas » (à cause des raies que l'on marquait sur un pan de mur réservé aux ouvriers qui travaillaient dans la Hacienda, chaque raie correspondait à un achat de consommation faite par les journaliers), les ouvriers étaient ainsi obligés d'acheter que dans « la tienda» et s'endettaient de génération en génération, quand ils se rebellaient, ils étaient soumis en public, au châtiment du fouet. Pancho Villa vit mourir son père sous le châtiment des cent coups de fouet. Ce fut une des motifs de la révolution Mexicaine et de la dérive meurtrière de Pancho Villa]

La grève des salpêtrières commencée le 10 décembre 1907 s'appela « la huelga de los 18 peniques » (la grève des 18 pens). Les ouvriers demandaient leur salaire à hauteur de cette somme (la compagnie était anglaise), et sa valeur d'échange libre.

La grève commença dans la mine San Lorenzo, et elle s'étendit à Alto San Antonio. Ces derniers, organisèrent une marche, et la longue file des travailleurs arriva à Iquique portant des drapeaux chiliens, péruviens, boliviens et argentins. Ils voulaient déposer dans les mains du Préfet
de Iquique leur pétition qui était la suivante :

1) Accepter que l'on supprime les tickets et qu'on paie en argent comptant.
2) Paiement des journaliers à la valeur d'un échange fixé à 18 pens
3) Liberté de commerce dans toute la mine
4) Fermer tous les soirs avec un rideau de fer l'endroit où se déposaient les déchets de minerai (cachuchos), la cause principal des accidents graves survenus aux ouvriers.
5) Dans chaque mine devrait avoir une balance et une aune à mesurer devant les magasins.
6) Mettre à disposition des locaux gratuits pour une école de nuit pour les ouvriers qui voulaient apprendre à lire et à écrire.
7) L'administration ne pouvait jeter les déchets pour ensuite les accumuler dans un endroit prévu pour leur réutilisation ailleurs (cachuchos).
Que aucun administrateur ne soit « chargé » de renvoyer un ouvrier prenant part à ce mouvement.
9) Obliger le patron à signifier la fin du contrat à l'ouvrier avec un délai de 15 jours.
10) Une fois cet accord accepté, qu'il soit publié, signé par les patrons et les représentants des ouvriers.
Le 16 décembre, des milliers d'ouvriers arrivèrent à Iquique pour soutenir la mise en main propre du document, aux autorités de l'État. Les pétitions avaient déjà échouées en 1901– 1903 et 1904.
Mais le gouvernement de Santiago,avait déjà ordonné le déplacement de 3 régiments d'infanterie, pour renforcer les 2 déjà en place, et envoya un bateau de guerre, qui quitta Valparaiso ; le 17 arriva, venant de Arica le bateau Blanco Encalada, qui ramenait des troupes du régiment Rancagua (régiment dont la formation datait du temps des guerres d'Indépendance) et le 18 le bateau Esmeralda arriva aussi en renfort (je vous ferai une histoire à part sur ce bateau « emblématique et…meurtrier).
Après maintes médiations entre représentants des patrons et des ouvriers, le contingent des ouvriers en grève grossit chaque jour davantage. Et des 10.000 les grévistes devinrent 12.000. Ils se réunirent sur la place principale, nommée Puerto Montt, et une partie dans l'École Domingo Santa María. Ils demandaient au gouvernement de servir de

médiateur avec les patrons sur place et les propriétaires étrangers se trouvant en Angleterre.
D'une part les patrons se nièrent à négocier sans le retour au travail des ouvriers (tiens ! ça me rappelle étrangement des choses très…contemporaines…). Mais personne ne cédait.
On déclara l'État de siège, qui fut publié dans la presse. Tandis qu'une réunion continuait dans la mine Buenaventura, un groupe d'ouvriers et leurs familles voulurent quitter l'endroit et furent criblés de balles près de la voie ferrée. 5 ouvriers furent tués et 6 autres blessés.
Le 21 décembre, après les funérailles des 5 ouvriers, on ordonna aux travailleurs en grève de rentrer, de quitter l'école et de retourner au travail.
Les soldats étaient postés cerclant l'école, les bateaux sur le port pointaient leurs canons vers la cour remplie des travailleurs qui criaient : du pain ! du pain ! et les 18 pens !

Les soldats reçurent l'ordre de les déloger et à 14h30 on informa les dirigeants que s'ils n'abandonnaient pas l'école, on ouvrirai le feu à 15h30 ! On répéta l'ordre, quelques ouvriers et leurs familles quittèrent l'endroit, mais les restants furent criblés de balles à l'heure indiquée.
On tira d'abord sur les ouvriers qui se trouvaient sur un toit, puis la troupe fit irruption dans la cour et les salles de classes criblant à la mitraille hommes, femmes et enfants qui s'y étaient réfugiés.
Le nombre de victimes, selon l'information « officielle » de l'époque fut de 140, pour monter ensuite à 195. Le nombre le plus haut qui fut donné par la suite fut de 3600, et le plus acceptable pour « l'histoire » (qui n'a jamais figuré dans aucun manuel d'écolier, de mon temps) fut de 2200.
Mais quel qu'il soit le nombre cité, le massacre perpétré est là

Le gouvernement de l'époque ordonna de ne pas délivrer des certificats de décès aux familles et fit enterrer une partie des cadavres dans une fosse commune dans le cimetière de Iquique et une autre dans la pampa du désert d'Atacama. En 2007, Madame Michèle Bachelet, actuelle présidente du Chili, fit transporter les restes de cette massacre, enterrés dans le cimetière de Iquique, vers un monument érigé à leur mémoire, pour commémorer les 100 ans du fait massacreur.

Ce fait, perpétré à Iquique en l'an 1907, n'a jamais figuré dans les livres d'histoire, surtout pas dans celuique j'avais. Là on racontait la conquête du Chili, les différents périodes présidentielles depuis l'Indépendance, la géographie, après on passait à l'histoire du vieux monde et sa géographie. En cours d'espagnol (comme le français pour les écoliers d' ici) Neruda ne figurait nulle part, par contre ily avait du Gabriela Mistral partout, plus d'autres écrivains pas du tout connus par ici. Je n'ai lu Neruda qu'une seule fois au lycée, dans une anthologie que l'on m'avait prêtée et publiée en Espagne. Quand j'ai posé la question à ma prof d'espagnol, pourtant elle-même fille des républicains espagnols réfugiés au Chili, elle me répondit, « nous ne l'étudions pas parce que je trouve que son langage est trop pauvre, trop commun, pourquoi ? tu n'aimes pas Gustavo Adolfo Bécquer ? « Volverán las oscuras
golondrinas/ de su balcón sus nidos a colgar/… » nous étions en plein romanticismo avec elle.

Moi, j'avais une version de l'histoire à la maison. Ma grand mère, fille du nord ; enfant élevé dans la pampa et acclimaté à Iquique, témoin oculaire d'un « maremoto » (raz de marée ou Tsunami, si vous voulez), je ne sais dans quelle année :
[Elle racontait. « Mon père dit à ma mère –prends les chiquillos (les petits), et cours jusqu'au « monte »(colline) - nous avions vu se retirer la
mer pendant presque toute la journée, moi et mes sœurs nous jouions à aller chercher les coquillages qui en s'échappant de leurs coquilles, se tordaient sur le sable mouillé « la mer s'en va où ? » me criait ma sœur, et moi je ne savais pas plus qu'elle jusqu'au

moment où mon père arriva tirant son mulet avec lui, il regarda l'étendue de sable où avant était la mer et cria l'ordre à ma mère. Alors nous avons escaladé le « monte », après une heure de course. Et de là nous avons vu la montagne d'eau qui s'abattit sur la côte. Je n'ai jamais vu une vague aussi haute et aussi noire » - racontait-elle – et moi j'écoutais la bouche ouverte et les oreilles aux aguets et après, après, demandais-je. Eh bien, après nous sommes restés 10 jours à attendre qu'on vienne nous chercher, en bateau » et des pêcheurs vinrent les délivrer de cette captivité , heureusement que le mulet transportait quelques provisions, car mon père avait fait quelques achats avec ses tickets à la « pulpería » de la mine ».]

Lors du massacre de l'École Santa Maria de Iquique, son frère aîné, l'oncle Humberto,, avait 14 ans. Il se jeta à terre lorsque les mitrailleuses entrèrent en action et quelques morts, tombant sur lui, lui sauvèrent la vie.
Il fut mis dans un camion lorsque la nuit fut venue, avec les morts qu'on portait pour les enterrer dans le désert. Il se réveilla à temps. Il fut pris en pitié par un soldat, avait-il fait partie de ceux qui avaient reçu l'ordre de tirer ou pas ?, ça on ne le saura jamais. Il le regarda en pleurant et lui montra son scapulaire, celui qui portait la vierge du Carmel (j'en ai trimbalé pendant toute mon enfance un scapulaire avec la même vierge, à même la peau, pour qu'elle me protège, comme elle l'avait fait avec l'oncle Humberto). Et le soldat fouilla sous son tricot aussi et lui montra le sien ! Alors, deux hommes unis dans la peur, dans cette vie de merde et cette mort ignominieuse, grâce à un scapulaire… vlà le livre qu'il faut que j'écrive… dame !

http://liensutiles.forumactif.com/t15183-le-massacre-de-l-ecole-santa-maria-de-iquique

Gouvernement d'Unité Populaire

Articles détaillés : Salvador Allende et Unidad Popular.


Salvador Allende.

Salvador Allende, qui prend ses fonctions le 3 novembre, tente de construire une nouvelle société basée sur le socialisme à travers la démocratie, une expérience unique au niveau mondial. Parmi ses premières mesures figurent la poursuite de la réforme agraire et le début d'un processus d'étatisation des entreprises considérées d'importance clé pour l'économie nationale. À partir de certaines enquêtes approfondies, basées sur un décret-loi de 1932, si une entreprise arrête ses activités, l'État peut intervenir. Le gouvernement de l'UP incite les travailleurs à arrêter leurs activités, et ainsi nationaliser les entreprises.

Ces mesures sont rejetées par la droite, sauf le projet clé du gouvernement qui est soutenu par tous les secteurs politiques du pays : la nationalisation du cuivre. Le 15 juillet 1971, le projet est approuvé à l'unanimité par les deux chambres. L'État, à travers Codelco Chili, deviendrait propriétaire de toutes les entreprises de cuivre, qui recevraient des indemnisations, soustraites des profits excessifs qu'elles avaient fait ces dernières années. Ainsi, Anaconda et Kennecott, deux des principales entreprises minières, n'ont reçu aucune indemnisation pour les mines de Chuquicamata et El Teniente[95]. En réaction, Henry Kissinger lance un boycott du gouvernement d'Allende qui lui barre l'accès aux prêts internationaux[réf. nécessaire]. D'autre part, le gouvernement décrète une augmentation importante des salaires des travailleurs et le gel des prix. On atteint à court terme un accroissement de 8,3 % du PNB avec une faible inflation. Dans ces circonstances, l'Unité Populaire arrive à son apogée, avec 49,73 % de voix de préférence aux élections municipales de cette année et un de ses membres, Pablo Neruda, recevant le Prix Nobel de littérature[96].

Cependant, à partir de la deuxième année, les réformes d'Allende commencent à se voir compromises et la violence commence à monter. Les confiscations de terrains réquisitionnés par la réforme agraire voient des agriculteurs mourir en essayant de défendre leurs terres. La société se polarise, les affrontements entre partisans et opposants d'Allende deviennent plus fréquents. On assiste à la naissance des *cacerolazos* (manifestations où les participants ne se regroupent pas mais se mettent, à une heure convenue à l'avance, à taper en rythme sur des casseroles, depuis leur balcon, pour signifier qu'il n'y a plus rien à manger). Dans ce climat, la visite de Fidel Castro incite les membres de la Gauche à mettre sur pieds une révolution populaire basée sur la lutte des classes. On est à l'opposé de ce que propose Allende. Au niveau économique, si le chômage diminue, arrivant au niveau historiquement bas de 3 % en 1972, la magie de la première année commence à s'effondrer et les premiers symptômes de rationnement apparaissent[97].

Coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili

Coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili

Bombardement de La Moneda.
Informations générales
Date 11 septembre 1973
Lieu Chili
Issue Renversement du gouvernement d'Unidad Popular dirigé par Salvador Allende. Installation de la Junte de gouvernement.

Belligérants	
Gouvernement chilien :	Forces armées chiliennes :
· Unidad Popular	· Armée chilienne
· GAP	· Force aérienne chilienne
MIR	· Armada de Chile
	· Carabineros de Chile

Commandants	
Salvador Allende	Augusto Pinochet
Orlando Letelier	Gustavo Leigh
Ariel Fontana	José Toribio Merino
Miguel Enríquez	César Mendoza

Guerre froide

modifier [1]

Le **coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili** a été un évènement marquant de l'histoire du Chili. Le mardi 11 septembre 1973, le gouvernement du président démocratiquement élu Salvador Allende (socialiste) était renversé par un coup d'État militaire.

Le coup d'État fut planifié par les commandants en chef des trois armées et le chef de la police, et dirigé par le général d'armée Augusto Pinochet. Il a eu lieu dans un contexte de crise et de forte polarisation politique, sociale et économique, avec une opposition entre le pouvoir exécutif et les pouvoirs législatif et judiciaire. Il intervenait notamment deux mois après le Tanquetazo, une première tentative de coup d'État (juin 1973).

Salvador Allende se suicida lors du siège du palais de la Moneda. À la suite du coup d'État, la junte militaire prononça la dissolution du Congrès national, des conseils municipaux, des syndicats et des partis politiques. La liberté de la presse fut abolie, le couvre-feu instauré. Toute forme de littérature rattachée au socialisme fut interdite et les opposants au régime arrêtés, exilés, torturés ou exécutés. La dictature militaire dirigea le pays jusqu'en 1990.

Les États-Unis ont longtemps fait l'objet d'accusations d'implications directes ou indirectes dans ce coup d'état. Souvent allégués, les appuis qu'ils auraient apportés aux militaires le 11 septembre 1973 n'ont jamais été démontrés et la commission Church n'en a trouvé aucune preuve.

Circonstances

Scrutin présidentiel de 1970

Lors de l'élection présidentielle de 1970, l'Unité Populaire — alliance des gauches — présente le socialiste Salvador Allende comme candidat unique et prône d'importantes réformes, « une révolution par voies légales », telles que l'expropriation des grands propriétaires terriens et des nationalisations d'entreprises. Se présentent également Radomiro Tomic pour la démocratie-chrétienne et l'ancien président de la république de 1958 à 1964, Jorge Alessandri, soutenu par le parti national (conservateur).

Les résultats sont serrés : 36,3 % pour Allende, 34,9 % pour Alessandri et 27,9 % pour Tomic. Puisqu'il n'y a pas de majorité absolue, et comme le veut la constitution, c'est au Congrès qu'il revient de choisir celui qui sera élu à la présidence, l'usage étant de nommer le vainqueur des élections. Sous l'impulsion des démocrates-chrétiens, le parlement adopte alors plusieurs amendements constitutionnels visant à limiter les pouvoirs du futur gouvernement. La gauche et le centre font élire Allende président de la République par 153 voix contre 35 voix à Alessandri.

Le nouveau président est investi dans ses fonctions le 4 novembre 1970 et commence rapidement à mettre en place le programme de l'Unité populaire.

Crise économique

Des difficultés d'approvisionnement, l'inflation galopante (508 % en 1973 contre 35 % en 1970[2]) et les grèves placent le Chili dans une situation difficile. La présidence de Salvador Allende apporta son lot de problèmes économiques. En effet, dès sa prise de pouvoir, Allende prit deux résolutions : un prix plafond des biens de consommation et une augmentation de 40 % à 60 % des salaires minimum, ce qui le rendit très populaire. Ces résolutions impliquaient une forte augmentation de la production du secteur industriel, qui n'aura pas eu lieu, et une forte augmentation de la consommation. En 1972, le taux d'inflation atteignit 180 % (alors qu'en 1971, la hausse du coût de la vie n'avait été que de 20 %, soit la moitié de l'augmentation des années précédentes), la production alimentaire souffrait d'une forte diminution (passation de 13 millions de quintaux de blé en 1970 contre 7 millions en 1972) et la balance commerciale (qui était excédentaire avant Allende) marqua un déficit commercial de 400 millions de dollars alors que la dette chilienne atteignait déjà 4 milliards de dollars[3]. Selon Raymond Aron : « Les classes atteintes par les réformes, les catégories sociales traumatisées par la menace des nationalisations se révoltent[4] […] ». Le 11 juillet 1971, la loi de nationalisation des mines de cuivre (qui représente 80 % des exportations du pays) est adoptée à l'unanimité par le parlement.

En août 1972, 150 000 commerçants manifestent dans les rues de la capitale chilienne pour protester contre l'inflation, et le 10 octobre, la confédération chilienne des transports paralyse le pays pour protester contre la nationalisation annoncée par le gouvernement de leur secteur d'activité.

La crise économique conduit aussi à une polarisation hommes/femmes. A Santiago, les femmes défilent contre le gouvernement en cognant des casseroles vides. Les statistiques ont montré qu'elles lui sont bien plus hostiles que les hommes. Des commerçants, des camionneurs, des chauffeurs de transports en commun ont aussi manifesté leur mécontentement[5].

Opposition institutionnelle à Allende

Entre novembre 1970 et septembre 1973, le président Allende forme six gouvernements, notamment à cause de la démission de ministres ou suite à leur destitution par le parlement. Le 22 août 1973, les élus du parti démocrate-chrétien (centre) et ceux du parti national (droite) de la chambre des députés estiment qu'ils ne disposent pas en l'état des moyens constitutionnels pour destituer le président Allende et votent par 81 voix contre 47 une résolution demandant aux institutions civiles (dont le président Allende) et militaires de mettre fin à ce qu'ils appellent des violations de la Constitution et de restaurer le droit et l'ordre constitutionnel[6]. Auparavant, le 26 mai 1973, la Cour suprême avait déclaré inconstitutionnelles et illégales de nombreuses dispositions prises par le gouvernement. Le 2 juillet 1973, le contrôleur général des comptes dresse le même constat. Selon l'historienne Verónica Valdivia Ortiz de Zárate, « l'opposition cherche à miner l'autorité présidentielle, à générer un contexte de chaos économique »[7].

Prémices du putsch

Lors des législatives de 1973, l'Unité Populaire fait campagne sur un programme de transformation révolutionnaire de l'économie et de la société chilienne alors que l'opposition, rassemblée dans la CODE, a pour seul programme la destitution du président Salvador Allende et l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle. L'unité populaire obtient 44,09 % des suffrages[8], ce qui la dote de 8 députés supplémentaires, contre 54,78 % à l'opposition. Celle-ci rate son objectif de faire destituer légalement le président Allende en n'atteignant pas les 60 % des voix qui lui auraient permis constitutionnellement de renverser le président chilien. Les partisans d'Allende voient une approbation de la politique gouvernementale dans la progression de la gauche lors de ces élections (la première fois dans l'histoire chilienne que les partis au pouvoir voyaient leurs résultats électoraux progresser lors d'une élection à mi-mandat[9]).

Après avoir sauvé le gouvernement d'un premier putsch, le Tanquetazo, en juin 1973 (un régiment de chars s'en était pris au palais présidentiel, *la Moneda*), le général Carlos Prats doit démissionner suite à de nouvelles grèves dans les professions libérales et chez les camionneurs. Il est remplacé par Augusto Pinochet. Lors du Tanquetazo, les ouvriers ont montré peu de soutien au régime et se sont abstenus de se rassembler et manifester comme Allende les invitait à faire, montrant la faiblesse du régime[10].

Le 9 août 1973, Allende s'ouvre en direction de l'armée, qu'il fait entrer davantage au gouvernement en nommant le général César Ruitz aux Travaux publics (le ministère concerné par les transporteurs privés), et l'amiral Raoul Montero aux Finances. Ils démissionneront dans les jours qui suivent.

Pour débloquer la situation, le président Allende envisageait pour le 12 septembre un discours aux Chiliens annonçant la tenue d'un référendum sur une nouvelle organisation économique du pays.

Aspects internationaux

Hostilité des États-Unis

L'élection d'Allende en 1970 prend le gouvernement des États-Unis par surprise, les services diplomatique prévoyaient en effet une victoire d'Alessandri, conformément aux analyses de nombreux spécialistes. En conséquence de cette fausse estimation, les États-Unis n'avaient engagé des fonds que dans une mesure beaucoup plus faible qu'en 1964. Les États-Unis s'étaient refusés à soutenir Alessandri, se contentant de quelques campagnes contre Allende et non en faveur du candidat conservateur. Quand le gouvernement prend la mesure du problème, il est trop tard. Le président Richard Nixon est « hors de lui » et décidé à agir[11]. D'après une note interne de la CIA : « Le président [Nixon] a demandé à l'agence [la CIA] d'empêcher Allende d'accéder au pouvoir ou de le destituer et a débloqué à cette fin un budget allant jusqu'à 10 millions de dollars[12]. » De plus, « selon le rapport du Sénat des États-Unis — « Covert action in Chile 1963-1973 » (1975) —, *El Mercurio* et d'autres médias ont reçu 1,5 million de dollars de la Central Intelligence Agency (CIA) pour déstabiliser Allende »[13].

L'administration Nixon est fondamentalement hostile à Allende dès son élection. Cette hostilité ressort notamment du memorandum[14] transmis à Nixon le 5 novembre 1970 par Henry Kissinger, alors Conseiller à la sécurité nationale. Peter Kornbluh, chercheur au National Security Archive[15], qui a participé à une campagne pour la déclassification des archives de la CIA, déclare à *Libération* : « si les États-Unis n'ont pas directement participé au complot du 11 septembre 1973, ils ont tout fait pour préparer le coup d'État contre Allende ». Deux documents déclassifiés de la CIA montrent qu'en 1970, le président Nixon souhaitait que Allende soit renversé, en étranglant l'économie et en déclenchant un coup d'État[16]. Henry Kissinger explique la virulence de Nixon par sa fureur d'avoir été tenu à l'écart et n'avoir pas eu l'occasion de prendre la moindre décision pour prévenir la victoire du candidat socialiste. L'attitude officielle retenue est cependant « froide mais correcte », afin d'éviter une confrontation qui renforcerait Allende[17].

Le gouvernement des États-Unis est hostile à l'expropriation de grandes compagnies américaines du cuivre[18] et à ce qu'il considère être l'instauration d'un deuxième régime marxiste dans sa zone d'influence (avec Cuba). Les États-Unis diminuent l'attribution de crédits mais poursuivent les programmes en cours dont celui de l'armée chilienne (interrompu pendant l'élection) et offre par ailleurs des stages aux officiers chiliens.

Selon une retranscription d'écoutes publiée par le National Security Archive, Henry Kissinger, devenu secrétaire d'État américain, dit au président Nixon, le 16 septembre 1973, en parlant du coup d'État : « Du temps d'Eisenhower, nous aurions été des héros », puis : « Nous les avons aidés à créer les conditions au mieux[19]. »

Instabilité encouragée par les États-Unis

Dès mars 1970, la commission 40 du Conseil national de sécurité américain avait mis en place un vaste programme en faveur de Frei, président en exercice et adversaire d'Allende. Selon William Colby, directeur de la CIA de 1973 à 1976, la CIA aurait eu pour mission de déstabiliser le régime chilien afin « d'alimenter un climat propice au coup d'État »[20], affirmant que sept millions de dollars avaient été dépensés par la centrale dans ce but. Le mouvement de la grève des camionneurs qui paralyse le pays en octobre 1972 était soutenu financièrement par la centrale de renseignement américaine. Réagissant aux nationalisations effectuées par le gouvernement d'Allende, plusieurs firmes américaines dont ITT apportent leur concours à cette stratégie[21].

Entre la date de l'élection présidentielle et l'intronisation d'Allende, les États-Unis cherchent dans la précipitation un moyen d'empêcher son accession au pouvoir. Attribuant la victoire d'Allende à la division du centre-droit, elle-même due à l'impossibilité constitutionnelle pour Frei de se représenter immédiatement, les États-Unis réfléchissent à différentes manœuvres à travers une approche officielle (*Track one*) et une approche officieuse (*Track two*) qui court-circuite le ministère des Affaires étrangères auquel Nixon ne fait plus confiance. Ils cherchent dans un premier temps à faire désigner Alessandri par le Parlement, qui démissionnerait immédiatement pour que se déroulent de nouvelles élections auxquelles Frei pourrait cette fois participer, une présidence intermédiaire s'étant écoulée. La sédition au sein de l'armée chilienne est également encouragée. Le 22 octobre 1970, le chef d'État-Major chilien René Schneider, susceptible de s'opposer à un coup d'État, est tué lors d'une tentative d'enlèvement ratée par des éléments séditieux menés par le général Roberto Viaux, en coordination avec le mouvement d'extrême droite Patrie et Liberté. Kissinger rapporte que cette action, vouée à l'échec, avait pourtant été décommandée et n'avait pas bénéficié d'appui américain. Un autre groupe, constitué d'amateurs, avait agi quelques jours auparavant avec l'accord de la CIA mais sans que la Maison blanche n'en soit avertie : il échouera au point de n'être jamais en mesure de passer à l'action[22].

En ce qui concerne le coup d'État proprement dit du 11 septembre 1973, il n'existe aucun élément permettant d'affirmer que les États-Unis y ont directement participé. Si l'administration Nixon fut enchantée du coup d'état de 1973, le rapport de la Commission Church (américaine), en 1976, a conclu que les États-Unis n'avaient pas eu de rôle direct dans l'événement[23]. Pour Olivier Duhamel, Nixon avait donné son aval pour toute action hormis une opération "de type Saint-Domingue", référence à l'envoi des marines par le président Lyndon Johnson en 1965 dans la république dominicaine[24]. Pendant ces trois ans l'administration Nixon agissait aussi en collaboration avec

ITT[25]. Par ailleurs en 1977, peu après son élection dans sa politique de défense mondiale des droits de l'homme à l'est comme à l'ouest, le président Jimmy Carter condamna "sévèrement" la junte chilienne et exprima ses regrets pour la participation des États-Unis au coup d'état[réf. nécessaire]. En février 2003, Colin Powell, secrétaire d'État des États-Unis, a déclaré : « En ce qui concerne votre précédent commentaire sur le Chili dans les années 1970 et ce qui s'est passé avec M. Allende, ce n'est pas une partie de l'histoire américaine dont nous sommes fiers » (« *With respect to your earlier comment about Chile in the 1970s and what happened with Mr. Allende, it is not a part of American history that we're proud of.* »)[26]

Soutien puis relative indifférence de l'URSS

D'après l'ex-agent du KGB, Vasili Mitrokhin, le président Allende était en contact régulier avec l'union soviétique par le biais de Svyatoslav Kuznetsov du KGB. La personne qui assurait les rencontres était Miria Contreras Bell, la secrétaire personnelle et maitresse favorite d'Allende. En octobre 1971, Allende reçoit 30 000 dollars sur ordre du politburo, ainsi que deux œuvres d'art qu'il a demandé. En décembre, le politburo propose un transfert de 60 000 dollars à Allende pour la corruption des politiques et militaires, Allende devant être poussé à durcir son autorité[10].

En juin 1972, le poste d'ambassadeur échoit à Aleksandr Vasilyevitch Basov or celui-ci a des fonctions importantes dans la hiérarchie soviétique et il cherche à écarter Kuznetsov, notamment après avoir découvert des micros américains dans l'ambassade[10].

Durant l'année 1972, l'Union soviétique abaisse le niveau de ses espoirs dans le régime d'Allende : le président chilien et son parti lui apparaissent « trop faibles ». L'URSS est réticente à l'idée de lui fournir un soutien de grande ampleur : en effet le pays peut être paralysé par une grève de camionneurs sans que le gouvernement puisse s'y opposer, la politique économique du gouvernement souffre de mauvaise gestion chronique et l'adhésion au socialisme est insuffisamment radicale. Allende voyage à Moscou en décembre sans obtenir une aide tangible[10]. L'hésitation de Brejnev à heurter la susceptibilité du président Nixon explique aussi ce modeste engagement[27].

Au printemps 1973, l'URSS renonce à effectuer une aide financière de 30 millions de dollars, estimant que cela ne servirait à rien. Pour le KGB, l'erreur d'Allende est de ne pas vouloir employer la force contre ses adversaires et de ne pas prendre le contrôle total de l'Etat[10]. Allende de son côté ne prête pas toute son attention aux informations du KGB de sorte que le 11 septembre, il n'est pas préparé tandis que les communistes, également informés par le KGB, appellent immédiatement les ouvriers au soulèvement[10].

En visite officielle à Cuba du 28 janvier au 3 février 1974 quelques mois après le coup d'état, Brejnev envoya un message d'amitié à Nixon qu'il avait déjà rencontré deux fois, mais récusa la confusion entre détente et pacifisme et se prononça dans un discours contre le gel des processus sociaux. Il indiqua aussi que l'impérialisme n'avait pas modifié sa nature agressive[28]. La presse soviétique avait très violemment réagi à l'annonce et aux conséquences du coup d'état[29].

Réalisation du coup d'État

Le 9 septembre, le passage à l'acte est fixé par les chefs de l'armée de terre et de mer pour le 11 septembre 1973.

En septembre 1973, comme chaque année, l'US Navy et la marine chilienne organisent des manœuvres communes. Les troupes d'infanteries de marine passent ainsi la journée du 10 septembre 1973 avec quatre navires de la Navy au large de Valparaíso ce qui leur fournit un alibi afin de ne pas attirer l'attention sur les préparatifs du putsch.

De retour à Valparaíso, les troupes d'infanterie de marine coupent les communications. L'amiral loyaliste Monteiro est placé en état d'arrestation. À 3 heures du matin, le 11 septembre, Valparaíso est aux mains des putschistes sans coup férir.

À 6 heures du matin, l'opération militaire s'étend à tout le pays et se réalise sans résistance, à l'exception de Santiago.

Le 11 septembre 1973, le président doit annoncer en public un référendum sur l'économie et les prochaines élections du Chili. Cependant, son annonce n'aura jamais eu lieu : à 9 heures du matin, *la Moneda* (siège de la présidence chilienne) est assiégée par l'armée de terre sous le commandement du général Pinochet. Salvador Allende est retranché, depuis 7 heures du matin, dans le palais présidentiel, avec 42 de ses gardes fortement armés. Le vice-amiral Patricio Carjaval lui propose alors par téléphone un sauf-conduit pour quitter le Chili sain et sauf avec sa famille. Mais il refuse, déclarant que « le président de la République élu par le peuple ne se rend pas »[30]. Il pourrait s'agir d'un piège[31]. Allende fait néanmoins évacuer sa famille et le personnel. Plus tard, à la radio, un fusil à la main, il donne un discours dans lequel il dit se retirer de la présidence du Chili[32].

Peu avant midi, deux avions de chasse Hawker Hunter de l'armée bombardent la Moneda à coups de roquettes. Les chars suivent peu après. À 14 heures, le palais est envahi mais Salvador Allende est déjà mort. Il s'est suicidé à l'aide d'une arme automatique, un AK-47 qui lui avait été offert par Fidel Castro[33].

La junte et son installation

Plusieurs politiques accueillent dans un premier temps favorablement le coup d'État, surestimant le légalisme de l'armée : Frei et Aylwin en particulier se réjouissent du renversement d'Allende auprès des ambassadeurs étrangers. Le second annonce le soutien des Chrétiens démocrates le 10 mais il est contredit par son parti. D'autres personnalités expriment un certain soulagement mais cette attitude disparait quand on apprend la répression en cours[34],[35].

La junte militaire est dirigée lors du coup par un conseil de quatre officiers :

- Augusto Pinochet pour l'armée de terre (30 000 hommes) ;
- Gustavo Leigh Guzmán pour l'armée de l'air (9 000 hommes) ;
- José Toribio Merino Castro pour la marine (15 000 hommes) ;
- César Mendoza Durán pour la police nationale appelée *carabineros* (30 000 hommes).

Dès sa prise de pouvoir, Pinochet fait en sorte d'être seul à la tête du conseil et s'attache aussitôt à consolider son pouvoir.

Le 13 septembre, la junte dissout le congrès, suspend la constitution et interdit les partis politiques, y compris ceux qui ont acclamé le coup d'État deux jours plus tôt. Les libertés publiques sont supprimées, l'état d'urgence proclamé et le couvre-feu instauré. La liberté de la presse est abolie. La répression est particulièrement violente : « Pendant des jours, on voyait des cadavres joncher les bords des routes ou flotter sur le fleuve Mapocho qui traverse Santiago. »[36]. Pour la junte, il s'agit d'une « guerre intérieure »[37].



Destruction de la littérature de gauche par les soldats de l'armée chilienne.

Étant donné la quantité phénoménale de Chiliens de gauche que la junte militaire fait prisonnier sous les ordres de Pinochet, les prisons d'État furent bien vite surpeuplées. C'est pourquoi de nombreux bâtiments furent improvisés en prison dont, entre autres, le bateau ''Lebu'' qui n'avait plus de machines ainsi que l'Esméralda[38].Aussi, Le stade national et le stade Chili sont temporairement transformés en d'immenses prisons, où les prisonniers sont torturés et parfois exécutés sommairement. Au total, sous le régime de la junte militaire, c'est plus de 400 000 Chiliens qui sont emprisonnés, on estime à environ 50000 le nombre de morts dit « collatéraux » et à 3000 le nombre de disparus, soit des gens qui ont été probablement torturés puis exécutés[39]. Une note interne à la junte militaire établit à 320 le nombre des exécutions ayant eu lieu dans la période du 11 au 30 septembre. Le département américain lui-même

intervient pour demander que les exactions cessent mais celles-ci se poursuivent durant la fin de l'année 1973, puis pendant toute la durée de la dictature.

En faisant du général Pinochet le chef suprême de la nation en 1974, la junte n'envisage pas de rendre à brève échéance le pouvoir aux civils, et ne souhaite pas rétablir la constitution de 1925.

Le Congrès dissout, les syndicats interdits, la presse censurée, l'armée concentre dorénavant tous les pouvoirs. Gouvernant à l'aide de décrets, le régime se constitutionnalise en 1980 et reste autoritaire avec un président qui nomme les ministres, contrôle l'appareil judiciaire et commande les armées.

Plusieurs des ministres d'Allende ainsi que le leader communiste Luis Corvalán sont emprisonnés sur l'île Dawson dans le détroit de Magellan. Le KGB tentera de faire de ce dernier une figure de culte et prévoira un plan d'évasion impliquant une opération secrète avec sous-marin et hélicoptères. Le plan sera rejeté et Corvalan échangé plus tard contre le dissident soviétique Vladimir Boukovski[10].

D'après l'historien Jorge Magasich[40], pour justifier le coup d'État, quelques jours après son exécution, le nouveau pouvoir prétend avoir découvert l'existence d'un plan du gouvernement Allende (le « plan Z ») d'« auto-coup-d'État ». Ce plan, prévu, d'après la junte militaire, pour le 19 septembre, aurait consisté en des assassinats de dirigeants de l'armée et de l'opposition ainsi que de journalistes, suivis de la proclamation de la « République populaire démocratique du Chili »[40].

Après le coup d'État

Régime militaire d'Augusto Pinochet

Article détaillé : Régime militaire d'Augusto Pinochet.

Pendant qu'Augusto est à la tête du pays, le taux d'inflation augmente de 370 % en 1974 et le taux de chômage atteint 10 % de la population active (300 000 Chiliens). Durant cette même année, il accède au titre de *Chef suprême de la nation*[41]. Pinochet, qui ne connaissait rien à l'économie, s'était mis en tête de la remettre sur les rails en instaurant une politique économique néo-libérale, inspirée par l'école de Chicago[42]. C'est dans ce contexte que les Chicago Boys font leur arrivé. Ce sont des Chiliens qui ont étudié l'économie à l'Université de Chicago. Ils privatisent toutes les institutions et le gouvernement ne se mêle pas d'économie. Le taux d'inflation et les importations diminuent. Mais la solution ne durera pas : dès 1980 le PIB chute de 14 % et le taux de chômage monte à 35 %. En 1982, l'endettement du pays s'était multiplié par six depuis dix ans, le tiers de la population active était maintenant au chômage et le revenu national est plus bas que celui de 1966[43]. En 1974, Augusto Pinochet était le chef suprême de la nation pour un temps indéterminé. Lors d'un référendum en 1980, la constitution lui octroie le pouvoir officiellement pour 8 ans. Malgré le refus du peuple pour la maintenance de son mandat après 1988, Pinochet restera à la tête du pays jusqu'en 1990[44].

Rapports sur le régime Pinochet

Selon le rapport Rettig de 1991, la dictature aurait fait 2 279 morts et disparus dont 641 morts « dans des conditions non élucidées » et 957 « détenus disparus ». Cette estimation aurait été portée à 3 197.

Près de 150 000 personnes ont été emprisonnées pour des motifs politiques, et dix-neuf l'étaient encore à la fin de 1993. Selon un rapport remis au président Ricardo Lagos dans les années 2000, près de 27 255 personnes ont été torturées.

Il y a eu des centaines de milliers d'exilés politiques[45].

Cités par une dépêche de l'AFP le 11 décembre 2006, voici le profil des victimes dressé par les rapports de deux commissions officielles, celle de la Vérité et Réconciliation (1991) et celle sur la prison politique et la torture (2004), également connus sous le nom des présidents des commissions, respectivement Raul Rettig et M^{gr} Sergio Valech :

- total des morts et disparus de la dictature militaire : 2 279 ;

- 94,5 % étaient des hommes (2 153) (rapport Rettig) ;
- 97,76 % étaient Chiliens (2 228) (rapport Rettig) ;
- 17,8 % (405) appartenaient au Parti socialiste, 16,9 % (384) au Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR, extrême gauche) et 15,5 % (353) au Parti communiste. Quelque 46 % d'entre eux n'avaient pas de passé militant connu (rapport Valech) ;
- sur 33 221 personnes arrêtées entre 1973 et 1990, 27 255 ont été reconnues comme victimes de prison politique et de torture par la Commission sur la prison politique et la torture (rapport Valech) ;
- 68,7 % d'entre elles (22 824) ont été arrêtées en 1973 ;
- 87,5 % (23 856) étaient des hommes ;
- 44,2 % (12 060) avaient entre 21 et 30 ans et 25,4 % (6 913) entre 31 et 40 ans.

Le Chili aujourd'hui

Depuis 1990, le Chili est redevenu une démocratie. Mais les Chiliens restent divisés dans leur rapport au coup d'État et au général Pinochet[46].

Cependant, des personnes accusées de crimes restent libres et des corps de disparus enlevés par les « caravanes de la Mort » n'ont pas encore été retrouvés. Ainsi, des femmes de disparus se sont regroupées, demandent justice et réclament du gouvernement des enquêtes approfondies.

Bien qu'inculpé de « génocide, terrorisme et tortures »[47], Augusto Pinochet est mort en décembre 2006 à l'âge de 91 ans, sans jamais avoir été jugé pour les exactions commises sous sa dictature. Il reste l'une des personnalités les plus controversées du Chili. Si la politique économique qu'il a engagée serait, selon un sondage, saluée par la majorité de la population chilienne[48], les violations des droits de l'homme pendant les 17 années de son règne, et le fait qu'il a renversé par la violence un régime démocratique, ont fait de lui un symbole des dictatures d'Amérique du Sud. En 1983, à l'occasion de premières grandes manifestations contre le régime, Claude Cheysson, ministre des affaires étrangères de la France, qualifie le général Pinochet de « malédiction pour le peuple chilien ».

Notes et références

[1] http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Coup_d%27%C3%89tat_du_11_septembre_1973_au_Chili&action=edit&section=0

[2] « Chili » (http://www.memo.fr/Dossier.asp?ID=108), sur MEMO, site d'Histoire.

[3] Michel Mourre, *Le Petit Mourre : dictionnaire encyclopédique d'histoire*, 1103.

[4] Raymond Aron, in *Mémoires*, 832.

[5] Michel Mourre, *Le Petit Mourre : dictionnaire encyclopédique d'histoire*, 1103.

[6] Texte complet de la résolution de la Chambre des Députés du 22 août 1973, sur Wikisource.

[7] Verónica Valdivia Ortiz de Zárate, « Construction du pouvoir et régime militaire sous Augusto Pinochet », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 105, janvier-mars 2010, 94.

[8] Soit 43,85 % pour l'UP et 0,24 % pour l'Unión Socialista Popular.

[9] « *The Chicago Boys in Chile: Economic Freedom's Awfull Toll* » (http://www.tni.org/detail_page.phtml?page=letelier-docs_thenation), article de Orlando Letelier, *The Nation*, 28 août 1976.

[10] *Mitrokhin Archive*, volume II : *The KGB and the World* par l'historien Christopher Andrew et l'ex-agent du KGB, Vasili Mitrokhin ; Extraits publiés sans l'article « *How 'weak' Allende was left out in the cold by the KGB* » (http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/article568154.ece), *The Times*, 19 septembre 2005.

[11] Henry Kissinger, *À la Maison blanche 1968-1973*, Fayard, 694-695.

[12] John Dinges, *Les Années Condor, comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents*, La Découverte, 2005, 32.

[13] Jorge Magasich, « Ce plan Z qui a épouvanté le chili : « Salvador Allende préparait un auto-coup d'État sanglant » » [Disque Compact], *Le Monde diplomatique : archive 1970-2009*, Paris,(2009) [s.n.], [s.p.].

[14] Memorandum du 5 novembre 1970 (http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB110/chile02.pdf).

[15] Institution de recherche dépendant de l'Université George Washington à Washington DC.

[16] « Quand Nixon voulait étrangler le Chili », *Le Monde*, 11 décembre 1998. Voir aussi : « Des archives confirment le rôle de la CIA dans le renversement de Salvador Allende », *Le Monde*, 16 novembre 2000.

[17] Henry Kissinger, *À la Maison blanche 1968-1973*, , 703.

[18] *Memorandum of Conversation with Anaconda Copper Executives* (http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB193/hak-8-17-71.pdf), 17 août 1971.

[19] « *The Kissinger Telcons* » (http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB123/index.htm#chile), National Security Archive, retranscription complète de cette écoute (http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB123/Box 22, File 3, Telcon, 9-16-73 11,50 Mr.Kissinger-The Pres 2.pdf).
[20] William Colby, *30 ans de CIA*, 1978.
[21] Peter Kornbluh, « *The Pinochet file* » (http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB110/index.htm).
[22] Henry Kissinger, *À la Maison blanche 1968-1973*, , 700.
[23] Le rapport Hinchey indique quant à lui la même chose : "Although CIA did not instigate the coup that ended Allende's government on 11 September 1973, it was aware of coup-plotting by the military, had ongoing intelligence collection relationships with some plotters, and-because CIA did not discourage the takeover and had sought to instigate a coup in 1970-probably appeared to condone it. There was no way that anyone, including CIA, could have known that Allende would refuse the putchists' offer of safe passage out of the country and that instead-with La Moneda Palace under bombardment from tanks and airplanes and in flames-would take his own life."
[24] Olivier Duhamel,*Chili ou la tentative, révolution/légalité*, Paris, Gallimard, 1974 p. 122 et 128
[25] Olivier Duhamel, *op. cit*, p. 125-134
[26] Secretary of State Colin L. Powell : Interview On Black Entertainment Television's Youth Town Hall (http://www.fas.org/irp/news/2003/02/dos022003.html) - U.S. Department of State, 20 février 2003
[27] Olivier Duhmel op. cit. p.133
[28] Jacques Levesque *L'URSS et la révolution cubaine* Paris, 1976 p .203-204
[29] Jacques Levesque *op. cit*, p .201-202
[30] Marc Fernandez et Jean-Christophe Rampal, *Pinochet – Un dictateur modèle*, , 25.
[31] Tel est en effet le cas pour les journalistes français Marc Fernandez et Jean-Christophe Rampal : « Nous maintenons l'offre de lui faire quitter le pays… mais l'avion tombera en plein vol ! » (Marc Fernandez et Jean-Christophe Rampal, *Pinochet – Un dictateur modèle*, , 25.)
[32] Jacques-Marie Bourget (2006). « Pinochet au tribunal de l'histoire », *Paris Match*, no 3004, p. 81-83.
[33] Radio-Canada : L'ex-président chilien Salvador Allende s'est bien suicidé, confirme l'autopsie (http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2011/07/19/009-augusto-pinochet-suicide-autopsie.shtml) (19 juillet 2011)
[34] *The Nixon Administration and the Death of Allende's Chile : A Case of Assisted Suicide* Jonathan Haslam Éditions Verso, p. 222, 2005
[35] Voir aussi la description des évènements dans les Mémoires de Raymond Aron
[36] John Dinges, *Les Années Condor, comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents*, La Découverte, 2005, 57.
[37] Marie-Noëlle Sarget, *Histoire du Chili*, L'Harmattan, 1996, 235.
[38] Dial (1973). *CHILI - La répression : témoignage n° 4 - prisonnier sur le bateau Lebu* [Document PDF], http://www.alterinfos.org/archives/DIAL-128.pdf).(Consulté le 22 novembre 2012)
[39] Jacques-Marie Bourget (2006). « Pinochet au tribunal de l'histoire », *Paris Match*, no 3004, p. 81-83.
[40] Jorge Magasich, « Ce plan Z qui a épouvanté le Chili » (http://www.monde-diplomatique.fr/2009/12/MAGASICH/18582), *Le Monde diplomatique*, décembre 2009, 16-17, en ligne sur monde-diplomatique.fr, consulté le 24 décembre 2009.
[41] Jacques-Marie Bourget (2006). « Pinochet au tribunal de l'histoire », *Paris Match*, no 3004, p. 81-83.
[42] Michel Mourre, *Le Petit Mourre : dictionnaire encyclopédique d'histoire*, 1103.
[43] Michel Mourre, *Le Petit Mourre : dictionnaire encyclopédique d'histoire*, 1103.
[44] [s.a.] [s.d.]. « Augusto Pinochet Ugarte », *Larousse*, http://www.larousse.fr/encyclopedie/personnage/Pinochet_Ugarte/138276 (Consulté le 11 décembre 2012).
[45] Fanny Jedlicki, « Les exilés chiliens et l'affaire Pinochet – Retour et transmission de la mémoire », in *Cahiers de l'Urmis*, 7, juin 2001, article en ligne (http://urmis.revues.org/document15.html).
[46] « La disparition du général Augusto Pinochet ravive les divisions entre les Chiliens », *Le Monde*, 13 décembre 2006.
[47] Marc Fernandez et Jean-Christophe Rampal, *Pinochet – Un dictateur modèle*, , 185.
[48] Sondage réalisé du 14 au et paru dans le journal *La Tercera* selon lequel 63 % des chiliens considéraient que les gouvernements du Général Pinochet étaient les initiateurs du développement économique actuel du Pays. Selon le même sondage, 33 % le considérait comme le principal responsable des violations des droits de l'homme durant le régime militaire, 36 % le considérait comme en partie responsable, 28 % le considérait comme vaguement impliqué et 3 % le considérait comme totalement innocent.

Sources et contributeurs de l'article

Coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=93009033 *Contributeurs*: 5 desperate, Acer11, Aduchate, Ahbon?, Alecs.y, Apollon, Arflam, Arnooo, Ase, Badlitre, Badmood, Balthazard, Bamboozleshizznat, Bapti, Bbullot, BeBop, Benoît Fabre, Bob08, Celette, ChF, Chaoborus, Chic, Cidrolin, CommonsDelinker, ConyJaro, Coyote du 86, DainDwarf, Daniel*D, Desaparecido, Dhatier, DocteurCosmos, Eolas, Fabienamnet, Felipeh, Felixggenest, Georgio, Grenier.qc, Gribeco, Gérard, HDDTZUZDSQ, Hercule, Heureux qui comme ulysse, Horowitz, Hégésippe Cormier, Il Palazzo-sama, Jef-Infojef, Jloriaux, Jules78120, Kaderouman, Keriluamox, Kevin.charpentier, Khornelis, L'amateur d'aéroplanes, Le gorille, Lepetitlord, Litlok, Lomita, Looxix, Lucrèce, Lysosome, Mathieuw, Med, Mu, NicoScPo, NicoV, Nimportnawak, O. Morand, Okki, Orthogaffe, Papydenis, Pautard, Perky, Phe, Pixeltoo, Ploum's, Polmars, Pontauxchats, Popo le Chien, Rc1959, Ryo, Rzuwig, Salomon, Sam Hocevar, Scorpius59, Sebjarod, Smily, Stéphane33, Surdox, TheContrib8, Treanna, Turb, Vladimir de jibensk, Wikig, Xic667, Ycare, Yf, Yug, ZeMeilleur, 126 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Fichier:Golpe de Estado 1973.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Golpe_de_Estado_1973.jpg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: Biblioteca del Congreso Nacional de Chile

Image:Flag of Chile.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Chile.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Alkari, B1mbo, Cycn, David Newton, Dbenbenn, Denelson83, ElmA, Er Komandante, Fibonacci, Fry1989, Fsopolonezcaro, Herbythyme, Huhsunqu, Kallerna, Kanonkas, Klemen Kocjancic, Kyro, Mattes, McZusatz, Mozzan, Nagy, Nightstallion, Piastu, Pixeltoo, Pumbaa80, SKopp, Sarang, SiBr4, Srtxg, Sterling.M.Archer, Str4nd, Ultratomio, Vzb83, Xarucoponce, Yakoo, Yonatanh, Zscout370, 49 modifications anonymes

Fichier:Flag of the MIR - Chile.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_the_MIR_-_Chile.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Rec79

Image:Gtk-dialog-info.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Gtk-dialog-info.svg *Licence*: GNU Lesser General Public License *Contributeurs*: David Vignoni

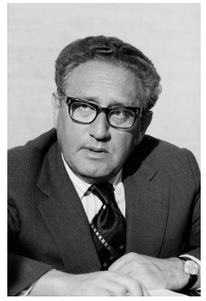
Fichier:Quema de libros.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Quema_de_libros.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: revista Argentina "Redaccion" - Photographer: Charles Burnett (Gamma, 1973)

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/

Henry Kissinger

Pour les articles homonymes, voir Kissinger.

Henry Kissinger	
 Henry Kissinger Photographie prise le 3 mars 1976 par Marion S. Trikosko pour le compte de l'*U.S. News and World Report*	
Fonctions	
56e Secrétaire d'État des États-Unis	
22 septembre 1973 – 20 janvier 1977	
Président	Richard Nixon Gerald Ford
Gouvernement	Administration Nixon Administration Ford
Prédécesseur	William P. Rogers
Successeur	Cyrus Vance
8e Conseiller à la Sécurité nationale des États-Unis	
20 janvier 1969 – 3 novembre 1975	
Président	Richard Nixon
Gouvernement	Administration Nixon
Prédécesseur	Walt Rostow
Successeur	Brent Scowcroft
Prix Nobel de la paix de 1973 avec Lê Đức Thọ	
Prédécesseur	Willy Brandt (1971)
Successeur	Seán MacBride Eisaku Satō
Biographie	
Date de naissance	27 mai 1923
Lieu de naissance	Fürth, Allemagne
Nationalité	Américaine
Parti politique	Parti républicain
Conjoint	Ann Fleisher (1949-1964) Nancy Maginnes (depuis 1974)

Diplômé de	City College of New York Université Harvard
Profession	diplomate





Prix Nobel de la paix de 1973
Secrétaires d'État des États-Unis

modifier [1]

Henry Kissinger, né **Heinz Alfred Kissinger** le 27 mai 1923 à Fürth en Allemagne, est un politologue et diplomate américain. Juif et Allemand de naissance, il émigre aux États-Unis en 1938 pour fuir les persécutions nazies et est naturalisé en 1943. Interprète pour les services secrets durant la Seconde Guerre mondiale en Europe, il devient pour une courte période administrateur de la ville de Krefeld.

De retour aux États-Unis en 1946, il étudie à Harvard avant de se lancer en politique. D'abord conseiller à la sécurité nationale américaine, il devient secrétaire d'État du gouvernement républicain de Richard Nixon, poste qu'il occupe ensuite sous Gerald Ford. Promoteur de la Realpolitik, il joue un rôle important dans la diplomatie américaine au cours de la Guerre froide de 1968 à 1977, en étant notamment l'un des artisans de la signature des Accords de paix de Paris. Il inspire la politique de la détente avec l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et joue un rôle crucial dans le rapprochement avec la Chine à partir de 1971.

Kissinger reçoit le Prix Nobel de la paix en 1973 pour son action dans la résolution de la Guerre du Viêt Nam et de la Guerre du Kippour. Figure médiatique et personnage controversé, sa politique étrangère lui crée de nombreuses inimitiés, aussi bien du côté de la gauche pacifiste, de certaines associations humanitaires que de la droite anticommuniste. La justice de nombreux pays souhaite aujourd'hui l'interroger et il limite pour ces raisons ses voyages à l'étranger.

Il est actuellement président de Kissinger Associates dont il est également le fondateur. Entreprise de conseil en relations internationales, elle a pour clients des firmes multinationales qu'elle assiste dans leurs négociations de contrats commerciaux avec des États.

Biographie

Enfance et éducation

Henry Kissinger est né en Bavière à Fürth, dont il est plus tard devenu citoyen d'honneur, dans une famille juive allemande. Son père, Ludwig Kissinger (né en 1887 et décédé en 1982) était instituteur. Sa mère, Paula Stern Kissinger (1901 - 1998) était femme au foyer. Henry a un frère cadet, nommé Walter. Le nom Kissinger est issu du choix fait en 1817 par l'arrière-arrière-grand-père d'Henry, Meyer Löb, de changer de patronyme. Il se serait pour cela inspiré du nom de la ville allemande de Bad Kissingen[2]. En 1938, sa famille, fuyant les persécutions nazies, part pour New York. Il est naturalisé américain le 19 juin 1943.

Écolier à Manhattan, il ne perd pas son accent allemand, malgré une assimilation rapide de la culture américaine, du fait d'une certaine timidité enfantine qui l'empêche de prendre la parole en classe[3],[4]. Il suit les cours du soir à la George Washington High School pour travailler dans les usines le jour. Il entre ensuite dans le supérieur au City

College of New York où il étudie la comptabilité.

Expérience militaire

En 1943, il arrête temporairement ses études pour recevoir un entrainement militaire basique à Camp Croft (Spartanburg, Caroline du Sud) suite à sa naturalisation en 1943. Il est d'abord envoyé au Collège Lafayette en Pennsylvanie pour étudier l'ingénierie mais le programme est annulé et Kissinger est réassigné à la 84e division d'infanterie. Il y fait la connaissance de l'universitaire Fritz Kraemer, comme lui immigré allemand. Ce dernier remarque l'aisance d'Henry avec l'allemand et son intellect peu commun. Il s'arrange alors pour qu'il soit envoyé à la section de renseignement militaire de la division. Kissinger part ensuite en Europe avec sa division alors que la Seconde Guerre mondiale bat son plein, et est volontaire pour assurer des missions de renseignement non sans risques, notamment durant la bataille des Ardennes[5].

Suite à l'avancée de l'armée américaine sur le territoire allemand, Kissinger est assigné à la dénazification de la ville de Krefeld du fait du manque de germanophones dans l'équipe de renseignement de la division. Ses origines et sa connaissance de la société allemande lui sont utiles dans sa tâche, il parvient à supprimer tous les symboles nazis et mettre en place une nouvelle administration civile en seulement huit jours[6]. Il est ensuite muté au Counter Intelligence Corps avec le grade de sergent. Il prend la tête d'une équipe à Hanovre chargée de pourchasser notamment les officiers de la Gestapo, mission pour laquelle il reçoit la Bronze Star[7]. En juin 1945 Kissinger passe commandant d'un détachement du CIC dans l'arrondissement de Bergstrasse dans le Land de Hesse. Alors qu'il possède l'autorité et les pouvoirs nécessaires pour procéder à des arrestations immédiates, il prend toujours soin de ne pas en abuser et de ménager la population locale[8].

En 1946, Kissinger est réassigné en tant que professeur à l'European Command Intelligence School à Camp King, où il continuera de travailler même après son départ de l'armée[9],[10].

Cursus académique et débuts en tant que conseiller

Henry Kissinger obtient en 1950 une licence en science politique à l'Université Harvard avec la mention *summa cum laude* après avoir suivi les cours de William Yandell Elliott[11]. Il obtient sa maîtrise en 1952. La même année il devient consultant auprès du directeur du Psychological Strategy Board en marge de ses études[]. En 1954, il devient docteur en science politique à l'Université Harvard, sa thèse sur la diplomatie entre 1812 et 1822 (*Peace, Legitimacy, and the Equilibrium (A Study of the Statesmanship of Castlereagh and Metternich)*) étant réputée la plus longue de l'histoire de l'université. Il y devient alors professeur au département des études gouvernementales, dont il devient directeur adjoint en 1957.

Henry Kissinger est également nommé consultant à l'Operations Coordinating Board du Conseil de sécurité nationale en 1955[]. La même année et en 1956 il est directeur d'étude des Affaires étrangères et Armes Nucléaires au Conseil des relations étrangères. Il écrit l'année suivante un livre sur le sujet, *Nuclear Weapons and Foreign Policy*[12].

Ayant une grande ambition politique, il entretient des relations avec Nelson Rockefeller, alors Gouverneur de New York et conseille occasionnellement Dwight Eisenhower, John Fitzgerald Kennedy et Lyndon Baines Johnson. Kissinger devient ensuite conseiller du candidat Richard Nixon pour l'élection de 1968 qui le nomme Conseiller à la sécurité nationale. Du point de vue théorique, c'est un fervent partisan de la Realpolitik, comme il l'expose dans son œuvre majeure, *Diplomacy*, parue en 1995. Il y oppose le réalisme politique à l'idéalisme wilsonien dont les néo-conservateurs se veulent être les héritiers.

Il est ensuite administrateur de Rockefeller Brothers Fund[] et de Gulfstream Aerospace, directeur du Programme d'études de Défense de Harvard de 1958 à 1971, directeur du Séminaire International de la même académie de 1951 à 1971. Il conseille aussi de nombreuses agences gouvernementales telles l'Operations Research Office, l'Arms Control and Disarmament Agency ou le Département d'État des États-Unis ainsi que des think-tank comme Rand Corporation[].

Situation matrimoniale

Henry Kissinger est d'abord marié à Ann Fleischer, avec qui il a eu deux enfants, Elizabeth et David. Ce dernier a travaillé comme cadre supérieur à NBC Universal avant d'être nommé à la tête de Conaco, société de production de Conan O'Brien. Henry divorce en 1964. Dix ans plus tard, il se remarie avec Nancy Maginess[13], avec qui il vit toujours. Ils partagent leur temps entre New York et Kent dans le Connecticut.



Henry et Nancy Kissinger au Metropolitan Opera en 2008.

Administration Nixon et Prix Nobel de la Paix

Lorsque Richard Nixon prend ses fonctions, Henry Kissinger est nommé conseiller à la Défense nationale, en 1969, puis en 1973 Secrétaire d'État.



Henry Kissinger en entretien avec Mao Zedong.

Dans l'équipe de Richard Nixon, Henry Kissinger met au point la politique de la détente avec l'Union soviétique. Il négocie ainsi le traité SALT I limitant le nombre de bombes nucléaires des deux superpuissances. De même, en juin et en octobre 1971, pour la première fois, il entre secrètement en contact avec la Chine communiste puis accompagne Nixon lors de sa visite officielle (la première d'un président américain) en 1972. Des documents récemment déclassifiés montrent qu'il était alors fortement question de Taïwan.

Ayant promis, lors des élections de 1968, une issue rapide au problème de la guerre du Viêt Nam, l'administration américaine doit faire face à une escalade du conflit. Celle-ci est marquée par la décision américaine de bombarder illégalement des positions (elles-mêmes illégales) du Việt Cộng au Laos et au Cambodge. À la suite des accords de Paris du 23 janvier 1973, jetant les bases du retrait américain du Viêt Nam, il reçoit le prix Nobel de la paix. Il reçoit le prix conjointement au vietnamien Lê Đức Thọ qui le décline car selon lui « […] la paix n'a pas réellement été établie ». Le journal italien *La Stampa* a écrit que l'attribution de ce prix à Kissinger constituait « un encouragement à ceux qui veulent déclarer la guerre pour mieux la stopper »[14][réf. incomplète].

En 1973, il joue un rôle important dans la fin de la guerre du Kippour en négociant le cessez-le-feu entre Israël et l'Égypte.

Dans son livre *Les Crimes de M. Kissinger*, le journaliste Christopher Hitchens accuse Kissinger d'avoir pris part au coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili dirigé par le général Pinochet contre le gouvernement de Salvador Allende. Des éléments déclassifiés ont montré que la CIA avait soutenu un projet de coup de force en 1970, ce que Kissinger détaille lui-même dans ses mémoires, mais ce dernier précise que les États-Unis ne fomentaient plus de tels projets en 1973 et qu'ils n'ont joué aucun rôle dans le putsch de 1973. La commission Church du Sénat des États-Unis, qui a enquêté sur les opérations au Chili, dit dans son rapport n'avoir trouvé aucune preuve d'implication directe des États-Unis[15].

En dépit d'accusations sur des liens jugés trop serrés avec des pays étrangers, Kissinger est alors l'un des rares personnages de l'administration Nixon à être réellement populaire. Il n'est pas mis en cause lorsque éclate le scandale du Watergate, gagnant ainsi une réputation d'« homme propre » (« clean man »).

Administration Ford

À la suite de la démission de Richard Nixon, Henry Kissinger reste à son poste de Secrétaire d'État mais quitte celui de conseiller à la sécurité nationale, sous l'autorité du nouveau président Gerald Ford en 1974.



Ford, Nixon et Kissinger en réunion à la Maison-Blanche.

En décembre 1975, Gerald Ford et Henry Kissinger, rencontrent le président de l'Indonésie Soeharto. Ils auraient approuvé, à la suite de la déclaration d'allégeance de quatre parties du Timor oriental à l'Indonésie, l'imminente annexion par celle-ci de ce territoire, en vue d'unifier l'île de Timor, dont les Indonésiens possèdent déjà l'autre moitié. Cette annexion conduisit au massacre de 200 000 habitants par les soldats indonésiens. Kissinger a toujours affirmé son ignorance à l'égard de cette invasion, à l'encontre de documents soutenant le contraire.

En 1976, Kissinger revient sur la politique de détente avec les régimes « blancs » d'Afrique (établie en 1969). En échange d'une relaxation des relations avec l'Afrique du Sud sur les questions relatives au Sud-Ouest africain/Namibie et à l'apartheid, il se rend à Pretoria où il demande à John Vorster, le premier ministre sud-africain, de faire pression sur Ian Smith, le premier ministre de Rhodésie afin d'obtenir de lui le retour à la légalité internationale et l'application du principe de majorité *One man, one vote* (« Un homme, un vote ») en Rhodésie. Il obtient gain de cause et en septembre 1976, Ian Smith cède sur le principe du gouvernement dirigé par la majorité noire, ouvrant ainsi la voie à une solution politique en Rhodésie.

Mais la victoire du démocrate Jimmy Carter aux élections présidentielles de novembre 1976 ne lui permet pas de poursuivre les pourparlers en vue d'un règlement négocié (elles seront reprises par son successeur Cyrus Vance et déboucheront sur un échec).

Henry Kissinger quitte son poste de Secrétaire d'État en janvier 1977.

Influence ultérieure

Par la suite, Henry Kissinger joue un rôle relativement mineur dans les gouvernements américains qui suivent (ayant de mauvaises relations avec George Bush), participant à de nombreux groupes politiques, des commissions, etc. Il exprime régulièrement son point de vue en tant que consultant ou lors de discours, d'articles ou de livres.

En 2002, George W. Bush le nomme à la commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001, qu'il quitte plutôt que publier sa liste de clients comme cela lui est demandé pour répondre à des accusations de conflits d'intérêts.

Accusations

Accusations variées

En juin 1975, le journal *American Opinion* publie un article qui le dénonce comme un ancien agent soviétique[16]. Aucune preuve formelle n'a jamais été montrée pour justifier cette accusation[17] mais la rumeur circule encore dans des milieux américains hostiles à Kissinger[réf. nécessaire].

Coup d'État au Chili

Il est cité comme témoin dans des enquêtes sur des crimes de guerres par des juges au Chili et en Espagne, au sujet du coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili. Kissinger n'a pas déféré aux requêtes de ces juges et les a invités à s'adresser au département d'État des États-Unis.

Guerre du Viet Nam

Plusieurs essais lui reprochent la première phase du bombardement secret du Cambodge par les États-Unis, de 1969 à 1975, lors de la guerre du Viêt Nam. Certains[Qui ?] lui ont imputé la mort de 200 000 personnes. Des convois nord-vietnamiens empruntaient la « piste Ho-Chi-Minh », à travers des forêts cambodgiennes peu peuplées, pour ravitailler le Viêt-Cong au Sud-Vietnam. Les Américains, en guerre contre le Viêt-Cong, bombardèrent ces convois lors de leur passage illégal à travers le Cambodge.

Invasion du Timor oriental

On lui a reproché son soutien formel au président indonésien Suharto durant l'invasion du Timor oriental par ce pays qui a provoqué 200 000 morts[18].

Amérique latine

À propos de l'opération Condor, organisée par plusieurs dictatures sud-américaines pour éliminer physiquement leurs opposants politiques jugés « subversifs », la journaliste Marie-Monique Robin écrit : « Ainsi que le prouve l'enquête minutieuse de mon confrère John Dinges, le gouvernement américain, et en particulier son secrétaire d'État Henry Kissinger, est parfaitement informé des méthodes et objectifs de l'opération Condor, quasiment dès sa création » mais « ne bouge pas »[19].

Publications

- *De la Chine*, Fayard, Paris, 2011, 563 pages, ISBN 2-213-65506-2
- *Sortie de crise : Kippour 1973, Vietnam 1975*, Fayard, Paris, 2005, 550 pages, ISBN 2-213-62407-5
- *La nouvelle puissance américaine*, Fayard, Paris 2003, 396 pages, ISBN 2-213-61546-2
- *Diplomatie*, Fayard, Paris, 1996, 860 pages, ISBN 2-213-59720-0
- *Les années orageuses*, 2 vol. Fayard, Paris, 1982, ISBN 2-213-01187-5
- *À la Maison-Blanche, 1968-1973*, 2 vol. Fayard, Paris, 1979, ISBN 2-213-00825-7
- *A World Restored: Metternich, Castlereagh and the Problems of Peace 1812-22*. Boston: Houghton Mifflin, 1957 (thèse de doctorat)

Distinctions

- Docteur Honoris Causa de l'Université Waseda[20]

Notes et références

[1] http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Henry_Kissinger&action=edit&section=0

[3] 1992. Isaacson, Walter. *Kissinger: A Biography*. New York. Simon & Schuster. ISBN 0-671-66323-2

[5] Isaacson, pages 39 à 48.

[6] Isaacson, page 48

[7] Isaacson, page 49

[8] Isaacson, page 53

[9] Isaacson, page 55.

[14] *journal* Rue 89*, le 12/10/12*

[15] dixit le rapport Church

[16] William P. Hoar, « Henry Kissinger: This Man Is On The Other Side », in *American Opinion*, juin 1975 : en ligne sur free.public (http://www.freerepublic.com/focus/news/797596/posts)

[17] Walter ISAACSON, *Kissinger : a biography*, New York, Simon & Schuster, 1992, 893 pages.

[18] Voir par exemple les propos (http://www.chomsky.info/articles/199910--02.htm) de Noam Chomsky à ce sujet.

[19] Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, La Découverte, 2004, p. 376-377.

[20] Honorary Doctorates,Prize and Awards (http://www.waseda.jp/eng/about/honorary.html), Waseda University, consulté sur www.waseda.jp le 19 septembre 2012

Sources et contributeurs de l'article

Henry Kissinger *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=92724181 *Contributeurs*: (:Julien:), 2A01:E35:2E15:62A0:7526:E792:4CA9:F224, 2mots, ADM, AKtarus, Actarus Prince d'Euphor, Alberto Knox, Albins, Altani, Apollon, Arnaudh, Arthur XIII, Atchoum, B-noa, Balthazard, Banjamin, Barraki, Bibo le magicien, Binabik155, Bloodqc, Bob08, Bois-Lairé, Cantons-de-l'Est, Celette, Chazot, Chrono1084, Cédric Boissière, Cœur, Danube, David Berardan, Denis-Paul Bourg, Didup, DocteurCosmos, DonCamillo, EDUCA33E, Edgar112, Emericpro, En passant, Fahd.Walid, Felipeh, Fgosti, Frank Renda, GabrieL, Gene-K, Georgio, Glaoadare, GnieOfMars, Goku, Goliadkine, Gribeco, Harmonia Amanda, Hashar, Hercule, Hégésippe Cormier, Incube myf, Inisheer, Iznogood, JacquesD, Jean-Jacques Georges, Jef-Infojef, Jmax, Jmfayard-fauxnez, Jorge Pistoni, Jul.H, Jules78120, Jyp, Kamacess, Kayl, Koyuki, Kvo336, L'amateur d'aéroplanes, LUDO43, Laurent Jerry, Le gorille, Lebelot, Lebiblio, Lebrouillard, Litlok, Lmaltier, Looxix, Ma'ame Michu, Malassn, Maximus0970, Mayayu, Med, Mu, Nbeaudet, Nef59dk, Nico73, Orthogaffe, POY, Panoramix, Patch051, Patrau, Paul, Paul Lalonde Champoux, Pbv, Phe, Philomax, Pilou63100, Pj44300, Polmars, PommeLunaire, Popo le Chien, Popolon, Poulos, Prupitto69, PurpleHz, R, RemsDan, René.Avord, Revas, Rhadamante, Rigolithe, Ryo, Sam Hocevar, Sand, Selvejp, Semnoz, Shaihulud, Sherbrooke, Skiff, SniperMaské, Sorw, Speculos, Starus, Staybest, Stendhalconques, Steven Rogers, Stéphane33, SylvainTerrien, Syrion, TCY, Timothée Premat, Titlutin, Tito varich, Traroth, Turb, Ultrogothe, Urban, Vincent Ramos, Vincent.vaquin, Vlaam, Vlad09, WALL STREET, XIIIfromTOKYO, Xerbias, Xtof, Ytrezap, Zonzon, 95 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Image:Disambig colour.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Disambig_colour.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bub's

Fichier:Henry Kissinger.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Henry_Kissinger.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Marion S. Trikosko.

Fichier:Henry Kissinger Signature.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Henry_Kissinger_Signature.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Connormah

Fichier:US-DeptOfState-Seal.png *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:US-DeptOfState-Seal.png *Licence*: inconnu *Contributeurs*: Original uploader was Minesweeper at en.wikipedia. Later version(s) were uploaded by Zcrayfish at en.wikipedia.

Image:Gtk-dialog-info.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Gtk-dialog-info.svg *Licence*: GNU Lesser General Public License *Contributeurs*: David Vignoni

Image:Henry and Nancy Kissinger.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Henry_and_Nancy_Kissinger.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution 2.0 *Contributeurs*: Henry_Kissinger_at_Met_Opera.jpg: Rubenstein derivative work: Tabercil (talk)

Image:Kissinger Mao.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Kissinger_Mao.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Oliver Atkins (Jiang -original uploader on en wiki)

Image:FordNixonKissingerHaig.gif *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:FordNixonKissingerHaig.gif *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Clindberg, Darth Kalwejt, Infrogmation, Michael Barera, Sylfred1977, TCY, Tom

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/

Révolution Socialiste

Connivences

Milton Friedman & Augusto Pinochet

Il est parfois reproché aux économistes bourgeois l'absence de réalisme des modèles qu'ils construisent. Une telle critique structura le mouvement Autisme-Économie lancé en 2000 par les étudiants de l'École Normale Supérieure. Pourtant, s'il est vrai que les modèles en question n'ont pas pour objet de décrire une structure sociale dans toutes ses déterminations et contradictions, ils ne se présentent pas moins comme un ensemble d'outils conceptuels techniquement élaborés pour justifier la mise en œuvre de politiques anti-ouvrières. Milton Friedman l'exprime avec sa théorie du « comme si », selon laquelle il n'est pas nécessaire qu'un modèle repose sur des hypothèses factuelles vraies pour que ses résultats puissent être mis en application.

Récemment décédé à l'âge avancé de 94 ans, ce proche de la famille Bush compte parmi ses faits de gloire au service de la bourgeoisie d'avoir été le conseiller de Reagan, d'avoir inspiré Thatcher, et d'avoir indirectement élaboré, dès les premières années, la politique économique du régime de Pinochet, dont le décès est survenu quelques semaines plus tard. Il ne s'est pas contenté d'une visite officielle au Chili en 1975, où il donne une série de conférences sur le thème de la fragilité de la liberté. Il a en outre prodigué un ensemble de conseils à Pinochet et obtint l'année suivante le prix Nobel d'Économie, qui récompense traditionnellement les économistes les plus zélés au service de la bourgeoisie, trois ans après que Kissinger a reçu le prix Nobel de la Paix. Les théories défendues par Friedman se résument au refus de toute forme de salaire différé, tout en défendant l'État dans ses fonctions répressives. « *L'existence d'un marché libre n'élimine évidemment pas le besoin d'un gouvernement. Au contraire, ce dernier est essentiel, et comme forum où sont fixées les "règles du jeu", et comme arbitre qui interprète et fait appliquer ces règles* » (*La liberté de choix,* Belfond, 1980).

Dans les années qui ont suivi, les « Chicago Boys », expression qui désigne les économistes formés par Friedman, ont mis leurs compétences anti-ouvrières au service de la junte militaire chilienne. Même si Friedman lui-même n'a jamais été un

conseiller officiel de Pinochet, de nombreux professeurs de l'université de Chicago en sont devenus des conseillers et de nombreux enfants de la bourgeoisie chilienne formés dans cette université devinrent ministres des gouvernements de la dictature sanglante. Les « Chicago Boys » font partie de la frange radicale de ces économistes bourgeois convaincus que l'absence de résistance ouvrière facilitera la mise en œuvre de leurs propositions théoriques. Le Chili constitue ainsi une terre extrêmement fertile à ces attaques, compte tenu de l'écrasement dont la classe ouvrière fut l'objet après le coup d'État du 11 septembre 1973. La bourgeoisie américaine, mais aussi anglaise, qui aujourd'hui légalisent la torture et massacrent les Irakiens au nom de la démocratie, ont élaboré un coup d'État sanglant pour permettre à Pinochet d'accéder au pouvoir. Ainsi ont pu être mises en œuvre des attaques violentes contre la classe ouvrière. Ces offensives comprennent notamment la privatisation des systèmes de retraite, de nombreuses industries et banques, une réduction des impôts versés par les plus riches. Les ressources sociales ont été pillées sans aucun autre contrôle que celui de la bourgeoisie corrompue à coups de fraude fiscale et de détournement de fonds.

Pinochet lui-même avait accumulé 27 millions de dollars dans des comptes secrets à l'étranger, avec la complicité des bourgeoisies impérialistes. Jusqu'à sa mort paisible à 91 ans, elles l'ont soutenu, en faisant le nécessaire pour lui permettre d'échapper à un jugement, donnant une indication sur le caractère de classe de la justice qu'elles pratiquent.

Pinochet prétendait faire passer le Chili « d'une nation de prolétaires à une nation d'entrepreneurs ». Pourtant, en raison de la structure de l'agriculture chilienne formée de petites propriétés, mais aussi et surtout de l'existence, même limitée, de résistances ouvrières, il n'a pas mis en pratique l'ensemble des mesures préconisées par Friedman, comme la baisse directe des salaires. De même, il n'a pas privatisé les sociétés minières, ni libéralisé les changes, se constituant ainsi une protection contre les impérialismes moins complaisants à son égard que l'impérialisme américain. C'est ainsi que le « miracle du Chili », décrit comme tel par Friedman dès 1982 et tant vanté depuis par la bourgeoisie mondiale, tient plus à l'étroitesse de la collusion entre des économistes bourgeois et un régime autoritaire qu'à la nature des politiques économiques.

Il est vrai qu'en 1983, 35 % de la force de travail était au chômage et la production industrielle chutait de 28 % en raison d'une grande vulnérabilité à la crise internationale (Petras, Leiva et Veltmeyer, *Democracy and Poverty in Chile: The Limits to Electoral Politics*, Westview Press, 1994). De 1972 à 1987, le PNB par habitant a chuté de 6,4 % (Noam Chomsky, « World Orders Old and New: Latin America Segment », *Year 501*, South End Press, 1993). Le niveau de pauvreté et les inégalités se sont accrus au Chili, que le rapport 2004 du Programme des Nations Unies pour le Développement a classé parmi les dix pays au monde où la redistribution des richesses est la plus inégalitaire. La part des revenus versés aux

travailleurs est passée de 52,3 % à 30,7 % du revenu national entre 1970 et 1989 (Petras, *op. cit.*). Entre 1980 et 1989, les 10 % les plus riches de la population ont vu leur part du revenu national passer de 36,5 à 46,8 %. Durant la même période, les 50 % les moins riches ont vu leur part diminuer de 20,4 à 16,8 %, et en 1989, un an avant que Pinochet ne quitte le pouvoir, le taux de pauvreté était de 41,2 %, le double des chiffres officiels (Petras). Tel est le miracle qui s'est produit au compte de la bourgeoisie.

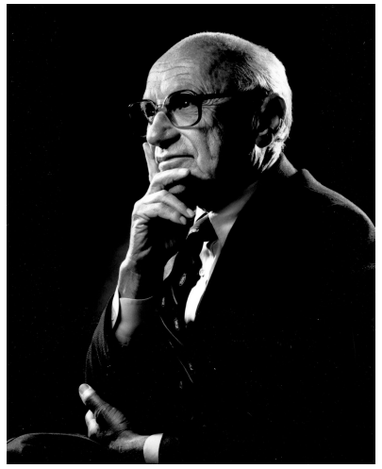
Dans une schizophrénie feinte, les milieux bourgeois, tout en déplorant les exactions du régime Pinochet, se félicitent de ses résultats économiques. Par exemple, le *Wall Street Journal* (12 décembre 2006) évoque le *« paradoxe Pinochet »*, et estime qu'*« avec le temps, et le retour de la propriété privée, la loi et une économie plus libre, les institutions démocratiques sont aussi revenues »*, que *« ce qui demeure est un Chili qui a la meilleure économie en Amérique latine… »*. Pour le *Washington Post* (13 décembre 2006), qui félicite Pinochet pour les *« politiques de libre marché »* qui ont permis *« le miracle économique chilien »*, *« il est toutefois difficile de ne pas remarquer que le dictateur diabolique laisse derrière lui le pays le plus prospère de l'Amérique latine. »*

À vrai dire, il ne s'agit pas tant de schizophrénie que d'hypocrisie, puisque cet épisode de l'histoire a témoigné d'un ajustement très fin entre préconisations économiques et offensives politiques extrêmes contre la classe ouvrière. Le mythe de la nécessaire conjonction entre capitalisme et libertés démocratiques est ainsi battu en brèche. Celui de la sphère universitaire ouatée et détachée du monde sordide des cachots de Santiago et de Guantanamo.

Milton Friedman

Pour les articles homonymes, voir Friedman.

Milton Friedman



Milton Friedman

Données clés

Naissance	31 juillet 1912 New York (États-Unis)
Décès	16 novembre 2006 (à 94 ans) San Francisco (États-Unis)
Nationalité	Américaine
Champs	Économie
Institutions	Université de Chicago, Hoover Institution...
Diplômé de	Rutgers University, université de Chicago, université Columbia
Renommé pour	École de Chicago, Monétarisme, Taux de chômage naturel.
Distinctions	Médaille John Bates Clark (1951) Prix Nobel d'économie (1976) médaille présidentielle de la liberté (1988)

Milton Friedman est un économiste américain né le 31 juillet 1912 à New York et mort le 16 novembre 2006 à San Francisco, considéré comme l'un des économistes les plus influents du XX^{e} siècle[1]. Titulaire du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel (couramment appelé prix Nobel d'économie) de l'année 1976[2],[3], il a été un ardent défenseur du libéralisme. Il a travaillé sur des domaines de recherche aussi bien théorique qu'appliquée, il fut à l'origine du courant monétariste ainsi que le fondateur de l'École monétariste de Chicago. Il est également un commentateur politique et essayiste à succès[4],[5].

Deux de ses œuvres ont particulièrement touché le grand public : d'abord son livre *Capitalisme et liberté* (1962) et ensuite sa série d'interventions télévisées réalisées en 1980 *Free to Choose*. Dans *Capitalisme et liberté*, il explique sa théorie selon laquelle la réduction du rôle de l'État dans une économie de marché est le seul moyen d'atteindre la liberté politique et économique. Plus tard, dans *La liberté du choix*, Friedman cherche à démontrer la supériorité du

libéralisme économique sur les autres systèmes économiques.

Milton Friedman a inauguré une pensée économique d'inspiration libérale dont les prescriptions s'opposent de front à celle du keynésianisme. En réponse à la fonction de consommation keynésienne, il développa la théorie du revenu permanent. Avec cette théorie et l'introduction du taux de chômage naturel, Friedman remet en cause le bien-fondé des politiques de relance qui, pour lui, ne peuvent que provoquer de l'inflation contre laquelle il faut lutter. À cette fin, il proposa l'instauration d'un taux constant de croissance de la masse monétaire.

Ses idées se diffusèrent progressivement et devinrent populaires parmi les milieux politiques dans les années 1980, influençant profondément les mouvements conservateurs et libertariens américains. Ses idées économiques sur le monétarisme, la fiscalité, les privatisations et la dérèglementation ont inspiré les politiques économiques de nombreux gouvernements à travers le monde, notamment ceux de Ronald Reagan aux États-Unis, de Margaret Thatcher au Royaume-Uni, d'Augusto Pinochet au Chili, ou de Brian Mulroney au Canada.

Biographie

Jeunesse et formation

Milton Friedman naît à Brooklyn (New York), le 31 juillet 1912 dans une famille d'immigrants juifs venue de Transcarpathie, alors partie de la Hongrie (dans l'actuelle Ukraine). Il est le premier enfant de Sarah Ethel Landau et de Jenő Saul Friedman[6], tous les deux petits commerçants. Alors que Friedman a un an, sa famille déménage à Rahway, dans le New Jersey, où il passe sa jeunesse[7]. Son père meurt alors qu'il a 15 ans[8]. Étudiant brillant, il finit ses études au lycée de Rahway en 1928, peu après son seizième anniversaire.

Il obtient alors une bourse pour aller étudier à l'université Rutgers dans le New Jersey, où il obtient son diplôme de *Bachelor of Arts* en 1932[9]. Il se spécialise en mathématiques et se destine à la profession d'actuaire avant d'abandonner cette idée pour se tourner vers l'économie pure.



Le campus de l'université de Chicago

À sa sortie de Rutgers, toujours boursier, il étudie l'économie à l'université de Chicago où il obtient un master en 1933. Il y est influencé par les idées de Jacob Viner, Frank Knight et Henry Simons[8]. C'est également à cette époque qu'il rencontre sa future épouse, Rose Director, sœur du professeur de droit Aaron Director[7].

Il étudie un an les statistiques à l'université Columbia sous la direction d'Harold Hotelling, où il sympathise avec George Stigler, cofondateur avec lui de l'école de Chicago, avant de revenir l'année suivante à Chicago : il y est assistant de recherche auprès de l'économiste Henry Schultz, qui travaille sur son ouvrage *Théorie et mesure de la demande*.

Travail au niveau fédéral

En 1935, ne trouvant pas d'emploi dans une université, Friedman se rend à Washington où les programmes lancés par Roosevelt offrent un débouché pour les économistes. Dans *Two lucky people*, ses mémoires écrits avec sa femme Rose, il écrit qu'alors il jugeait les programmes de créations d'emplois publics adaptés pour une situation critique, mais pas les systèmes de fixation des prix et des salaires[10]. Quelques années plus tard il rédige un article avec George Stigler intitulé *Roofs or Ceilings*, dans lequel Stigler et Friedman attaquent avec vigueur le contrôle des loyers[11]. En cela, on peut voir les prémices de ses futures idées sur les contrôles des prix qui fausse la fixation des prix par le mécanisme de la rencontre entre l'offre et la demande.

Il adopta par la suite une posture plus critique envers les mesures du New Deal, considérant que la Grande Dépression venait principalement d'une mauvaise gestion de la monnaie, dont l'offre aurait dû être augmentée et non

réduite[12]. Dans son *Histoire monétaire des États-Unis* parue en 1963, il développe cette thèse en expliquant cette grave crise économique par les politiques de contraction monétaire menées[13].

En 1935, il rejoint le *National Resources Committee* qui travaille alors sur une large étude de la consommation. Il tirera de ce travail une partie des idées qu'il développa dans sa *Théorie de la fonction de consommation*. Deux ans plus tard, Milton Friedman rejoint le National Bureau of Economic Research où il assiste Simon Kuznets dans ses travaux. Il étudie plus particulièrement la répartition des revenus et dans un article alors controversé, il explique les hauts salaires des médecins par les barrières à l'entrée maintenues par le syndicat national des médecins[7]. C'était le sujet de sa thèse et il reprendra ce sujet dans plusieurs écrits[14].

En 1940, il est nommé professeur assistant à l'université du Wisconsin-Madison, qu'il quitte après avoir rencontré des problèmes d'antisémitisme au sein du département d'économie[15].

De 1941 à 1943 il travaille comme conseiller auprès du Département du Trésor des États-Unis sur la question des taxes pour financer l'effort de guerre. Porte-parole du Trésor, il défend alors une politique keynésienne. Dans son autobiographie, il constate « à quel point [il] était alors keynésien »[16].

Carrière académique

Débuts

En 1943, il rejoint l'université Columbia où il travailla pendant le reste de la guerre comme statisticien. En 1945, il rend à Columbia sa thèse de doctorat, un travail effectué sous la direction de Simon Kuznets et intitulé *Incomes from Independent Professional Practice*. Il obtient finalement son doctorat pour cette thèse l'année suivante, année où Keynes s'éteint.

La même année, naît son deuxième enfant, David Friedman, qui suivra lui aussi des études scientifiques avant de devenir économiste, membre du courant anarcho-capitaliste. En 1945 et 1946, Milton Friedman enseigne à l'université du Minnesota, aux côtés de George Stigler.

Université de Chicago : de 1946 à 1955

En 1946, Friedman accepte un poste de professeur d'économie à l'université de Chicago, poste libéré à la suite du départ de Jacob Viner pour l'université Princeton. Friedman y restera finalement trente ans et y développa une école économique : l'École monétariste de Chicago, avec des auteurs plusieurs fois récompensés de la plus haute distinction économique : George Stigler (« Nobel » 1982), Ronald Coase (« Nobel » 1991), Gary Becker (« Nobel » 1992), Robert E. Lucas (« Nobel » 1995).

À la même époque, il rejoint à nouveau le National Bureau of Economic Research, à l'invitation d'Arthur Burns ; il y restera jusqu'en 1981. Il y étudie le rôle de la monnaie dans les cycles économiques et y fonde en 1951 le *Workshop in Money and Banking* (Atelier sur la monnaie et la banque) qui participe à la renaissance de l'étude des phénomènes monétaires. Il commence également une collaboration avec Anna Schwartz, spécialiste d'histoire économique, qui débouche sur la publication en 1963 d'une *Histoire monétaire des États-Unis, 1867-1960* dans laquelle s'expriment les prémices de la pensée monétariste.

Il passe une partie des années 1950 à Paris, où il assiste les administrateurs américains du Plan Marshall. Il se penche à cette occasion sur l'étude des taux de changes flottants, sur la base de laquelle il publiera un ouvrage *The Case for Flexible Exchange Rates* (les arguments en faveur des taux de change flottants).

Friedman passa l'année académique 1954-1955 comme professeur invité au Gonville and Caius College de Cambridge.

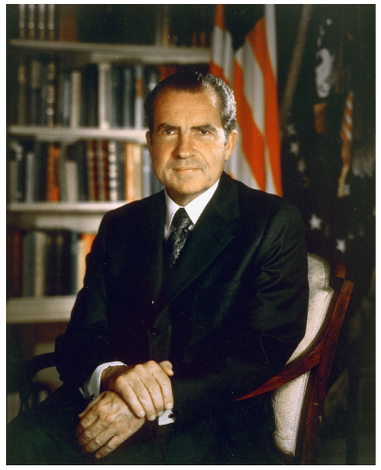
Université de Chicago : de 1956 à 1975

À la suite de la publication de son ouvrage *Studies in the quantity theory of money* (Études sur la théorie quantitative de la monnaie) en 1956, les idées monétaristes acquièrent plus d'importance dans le débat économique, mais restent minoritaires. Ainsi, en 1959, le comité Radcliffe, créé par le gouvernement britannique pour proposer des évolutions du système monétaire international, développe des idées radicalement opposées[8].

Il devient connu du grand public avec son ouvrage publié en 1962, intitulé « *Capitalisme et liberté* », dans lequel il se livre à une défense du capitalisme, à une critique du New Deal et de l'État-providence qui émergeait. Bien qu'aucun des grands journaux américains n'en publient de critiques, le livre se diffuse progressivement et il s'en vendra plus de 400 000 exemplaires en dix-huit ans[17]. Cela consacre l'engagement de Friedman comme intellectuel dans le débat public ; il devient par la suite conseiller économique du candidat républicain malheureux à la présidence en 1964, Barry Goldwater, très marqué par ses positions conservatrices.

Deux ans plus tard, il écrit pour la première fois une chronique économique dans le magazine *Newsweek*, prenant la suite d'Henry Hazlitt. Une semaine sur deux il écrivait dans le journal, en alternance avec Paul Samuelson. Par ces articles, il touchera largement la population américaine, jusqu'en 1983 où il y met fin. Sa célébrité croît et il devient en 1967 président de l'American Economic Association, association regroupant les économistes américains[18].

À la fin des années 1960 il devient conseiller du président Richard Nixon, qui ne suivra cependant que très partiellement ses conseils au cours de sa présidence. Nixon impose ainsi un contrôle des prix et des salaires, à l'encontre des idées de Friedman[19]. En 1969 il est nommé dans la commission chargée de réfléchir sur l'avenir du service militaire, dans laquelle il prend fortement parti pour un service fondé uniquement sur le volontariat. La conscription sera abolie en 1973. Friedman considérera ce résultat comme le plus satisfaisant dans son engagement intellectuel[18].



Richard Nixon, président américain dont Milton Friedman fut conseiller

Depuis 1956, il donne des cours à l'université de Chicago à des étudiants en économie de l'Université pontificale catholique du Chili dans le cadre d'un accord signé entre les deux universités. Il exerce par là une influence importante sur ceux que l'on allait appeler les Chicago Boys. En 1975, il se rend à Santiago, au Chili, pour prononcer une conférence à l'université pontificale. Le 26 mars, il se rend au siège du gouvernement et rencontre le dictateur Augusto Pinochet, ce qui lui est reproché, les violations systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales étant parfaitement connues et condamnées par des institutions internationales comme l'ONU[20],[18].

Dans le contexte de la stagflation anglaise à partir de 1968 et américaine dans les années 1970, ses idées monétaristes s'imposent alors que le keynésianisme dominant jusqu'alors perd sa domination.

Pendant cette période, il dirige les thèses de doctorat de Gary Becker ou de Thomas Sowell.

« Prix Nobel » et retraite

En 1976, Friedman reçut le « Prix Nobel » d'économie récompensant ses travaux sur « l'analyse de la consommation, l'histoire monétaire et la démonstration de la complexité des politiques de stabilisation »[3]. Lors de la remise du prix, il est accueilli par des manifestants qui lui reprochent d'avoir rencontré les dirigeants de la dictature militaire lors sa visite au Chili[21]. L'année suivante, âgé de 65 ans, il prend sa retraite de l'université de Chicago dans laquelle il avait enseigné trente ans. Il déménage alors avec sa femme à San Francisco et rejoint la Hoover Institution à l'université Stanford.

En 1977, à l'invitation du Palmer R. Chitester Fund, il commence à travailler sur le projet d'émission télévisée en dix parties pour présenter sa philosophie. Des trois ans de travail que cela nécessitera sortira *Free to choose*, d'abord comme émission, puis comme livre, à chaque fois réalisé ou écrit avec sa femme Rose. L'ouvrage sera la meilleure vente de l'année 1980 en *Non fiction* avec 400 000 exemplaires vendus et il a été traduit en douze langues[22].

Dans les années 1980, il est conseiller officieux du candidat républicain Ronald Reagan, puis rejoint son comité économique quand ce dernier est élu à la Maison-Blanche. Il y restera jusqu'en 1988. Pendant les années 1980-1990, il continua à faire de nombreuses apparitions dans les médias ou des voyages en Europe de l'Est et en Chine pour promouvoir sa pensée.

En 1996, il installa avec sa femme une fondation en faveur de la liberté de choix pour l'éducation.

Milton Friedman est mort d'une crise cardiaque le 16 novembre 2006, à l'âge de 94 ans.

Famille

Son petit-fils Patri Friedman est un libertarien convaincu et a créé le Seasteading Institute, un institut qui ambitionne de créer des îles artificielles dans les eaux internationales pour y vivre selon les principes libertariens[23].

Travaux

Économie

Articles détaillés : Monétarisme, Hypothèse du revenu permanent, Théorie quantitative de la monnaie et Taux de chômage naturel.

La théorie quantitative de la monnaie et l'action de l'inflation

Les travaux les plus importants de Milton Friedman portent sur la monnaie, en particulier dans sa réhabilitation de la théorie quantitative de la monnaie, qui explique les mouvements des prix par la variation de la masse monétaire. Cette théorie quantitative est ancienne et tire ses racines des travaux de l'École de Salamanque, de Jean Bodin, de William Petty puis d'Irving Fisher. Friedman en a offert sa reformulation moderne, dès 1956, dans un article intitulé « The quantity theory, a restatement », en la fondant sur une analyse de la demande de monnaie liée à sa théorie du revenu permanent. Il retrouve toutefois les conclusions des formulations anciennes de la théorie quantitative : les prix varient proportionnellement à la quantité de monnaie, selon l'équation de Fischer :

$$\mathbf{M} * \mathbf{V} = \mathbf{P} * \mathbf{Q}.$$

Cette équation de base de la théorie quantitativiste pose l'équivalence entre ; la production (**Q**) d'une économie pendant une période donnée corrigée par l'évolution des prix (**P**) ; et la quantité de d'argent qui a été échangée dans l'économie au cours de la période représentée par la quantité de monnaie en circulation (**M**) factorisée par sa vitesse de circulation (**V**).

Friedman pense, en effet, que les agents ont une demande de monnaie stable, car fonction de leur revenu permanent. Selon Friedman, pour les agents la monnaie est un bien patrimonial comme les autres, et ils la demandent en fonction de leur revenu permanent, c'est-à-dire du revenu actualisé qu'ils anticipent sur leur vie entière. Par conséquent, puisque la demande de monnaie est stable, toute augmentation de l'offre de monnaie ne modifie pas les encaisses réelles des agents. Ils utilisent, par conséquent, la monnaie supplémentaire dont ils disposent pour consommer, ce qui se traduit par une augmentation des prix.

Milton Friedman s'est efforcé d'apporter une vérification empirique de ces résultats en 1963 dans son *Histoire monétaire des États-Unis* (avec Anna Schwartz) ou dans *The Counter-Revolution in Monetary Theory* en 1970. Il observa ainsi dans le premier que, au cours des 18 cycles économiques étudiés, les creux ou les pics de l'activité économique furent précédés de creux ou de pics de la masse monétaire[24]. Il était particulièrement critique vis-à-vis de la politique menée lors de la Grande Dépression des années 1930, au sujet de laquelle il écrivit[25] :

> « La Fed est largement responsable de [l'ampleur de la crise de 1929]. Au lieu d'user de son pouvoir pour compenser la crise, elle réduisit d'un tiers la masse monétaire entre 1929 et 1933… Loin d'être un échec du système de libre entreprise, la crise a été un échec tragique de l'État. »

— Milton Friedman, Two lucky people : Memoirs

L'actuel gouverneur de la *Fed*, Ben Bernanke, arriva aux mêmes conclusions et les approfondit en 2000 dans *Essays on the Great Depression* (Essais sur la Grande Dépression). Il ajouta dans un discours en 2002, à propos de Milton Friedman : « Vous avez raison [..]. Nous sommes désolés. Mais grâce à vous nous ne referons pas cette erreur »[26].

De ses travaux sur l'équation de la théorie quantitative de la monnaie, Milton Friedman tira l'idée selon laquelle l'inflation est d'origine monétaire. Il déclara à propos du lien entre inflation et monnaie :

> « L'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire en ce sens qu'elle est et qu'elle ne peut être générée que par une augmentation de la quantité de monnaie plus rapide que celle de la production. »

— Milton Friedman, The Counter-Revolution in Monetary Theory



Façade de la *Fed*, aux États-Unis.

En conséquence, il défendit une politique monétaire basée sur l'offre de monnaie : il fut le principal avocat du monétarisme, une école de pensée économique qui, sur la base de la théorie quantitative de la monnaie, considère que l'inflation doit être contrôlée par le volume des émissions de monnaie de la banque centrale. Cette approche monétariste de la conjoncture met l'accent sur l'ajustement monétaire global à partir de données agrégées d'activité et de prix, dont elle cherche à tirer une estimation de la demande de monnaie. Il défendait donc une réduction du rôle du gouvernement dans le domaine économique. Milton Friedman affirme également que les interventions discrétionnaires d'une banque centrale ne peuvent qu'ajouter à l'incertitude sur la demande ; il a donc (tout en admettant qu'on pourrait fermer les banques centrales [réf. nécessaire]) prôné une politique monétaire dont tous les acteurs économiques pourraient raisonnablement prévoir les effets, par exemple la hausse régulière d'un indicateur de masse monétaire jugé représentatif. Pour résumer sa pensée envers les banques centrales, il déclara[18]:

> « La monnaie est une chose trop importante pour la laisser aux banquiers centraux »

— Milton Friedman, Capitalism and Freedom

Une nouvelle conception du rôle de l'État dans l'économie

Il défendit également le retrait du gouvernement du marché des changes et promut les taux de change flottants. Il écrivit en particulier en 1953 un article, *The Case for Flexible Exchange Rates*, qui théorisait des idées qu'il exprimait depuis plusieurs années[27]. Il y justifie le recours aux changes flottants par l'ajustement que ce système permet entre les devises des pays inflationnistes et des pays non inflationnistes.

Ses théories concernant les anticipations adaptatives furent cependant assez rapidement dépassées par la théorie des anticipations rationnelles, développée par un autre économiste de Chicago, Robert E. Lucas. Les économistes de la Nouvelle économie classique se sont opposés à Friedman en défendant des hypothèses comportementales sensiblement différentes : Friedman et les monétaristes classiques supposaient des anticipations adaptatives, c'est-à-dire que les agents agissent en s'adaptant à la situation présente mais peuvent être trompés temporairement par une politique économique, laquelle sera alors efficace à court terme mais néfaste à long terme quand les agents se rendront compte de leurs erreurs. Pour les nouveaux classiques, les anticipations sont rationnelles. Les agents raisonnent en termes réels et ne peuvent être leurrés par une politique monétaire expansionniste, qui sera donc inefficace à court terme comme à long terme.

Friedman a aussi mené des travaux sur la fonction de consommation, qu'il considérait comme ses meilleurs travaux scientifiques[28]. Alors que le keynésianisme dominait, il remit en cause la forme adoptée pour la fonction de consommation et en souligna les imperfections. À la place, il formula en particulier l'hypothèse de revenu permanent, qui postule que les choix de consommation sont guidés non par les revenus actuels mais par les anticipations que les consommateurs ont de leurs revenus. Ces anticipations étant plus stables, elles ont tendance à lisser la consommation, même quand le revenu disponible baisse ou augmente. Ces travaux furent particulièrement remarqués car ils remettaient en cause la validité des politiques conjoncturelles de relance de la demande et le multiplicateur d'investissement keynésien[29].

Il a également contribué à la remise en cause de la Courbe de Phillips et mit au point avec Edmund Phelps le concept de taux de chômage naturel. Ces travaux furent publiés en 1968 dans *Inflation et systèmes monétaires*. Ils s'opposent au taux de chômage sans accélération de l'inflation des keynésiens. Il considère en essence qu'il existe un taux de chômage naturel, lié aux imperfections du marché du travail dont l'intervention étatique qui bouleverse la libre fixation des salaires. Étant de nature structurelle, ce taux de chômage ne peut être réduit par des politiques conjoncturelles et l'injection de liquidités débouche fatalement sur l'inflation selon Friedman[29].

Dans son ouvrage *Essays in Positive Economics* (Essais d'économie positive), il a présenté le cadre épistémologique de ses futures recherches et, plus globalement, de l'école de Chicago : l'économie comme science doit être détachée des questions sur ce qui devrait être et se concentrer sur ce qui est, indépendamment de jugements moraux. Il préconise donc l'économie positive à la place de l'économie normative. De même, une politique économique doit être jugée non sur ses intentions mais sur ses résultats. Il déclara ainsi en 1975[30] :

> « L'une des plus grandes erreurs possibles est de juger une politique ou des programmes sur leurs intentions et non sur leurs résultats »

— Milton Friedman, Entretien avec Richard Heffner

Il a également développé dans ses *Essays* un problème inhérent à toute politique conjoncturelle : l'action gouvernementale arrive toujours trop tard selon Friedman, en raison du temps nécessaire pour prendre la mesure de la situation et du temps nécessaire pour que les mesures aient des effets. L'action gouvernementale serait donc *in fine* nefaste, relançant l'économie alors qu'elle est déjà sortie de la crise et de ce fait favorisant la surchauffe ou, dans le cas inverse, précipitant l'économie dans la crise. Ces travaux remettaient donc en cause le bien-fondé des politiques de relance keynésiennes.

Friedman et le keynésianisme

De façon générale, les conclusions des travaux économiques de Friedman sont opposées à celles de Keynes (Cf. supra), qui dominaient après la Seconde Guerre mondiale. Milton Friedman a souvent été ainsi défini comme l'« anti-Keynes »[31]. Ses travaux reprennent cependant les outils d'analyse mis en place par le keynésianisme.

En 1996, le journal *Le Monde* avait repris une citation tronquée de Friedman qui déclarait « nous sommes tous keynésiens aujourd'hui ». La citation intégrale était cependant d'un sens différent et Friedman déclarait en fait : « En un sens, nous sommes tous keynésiens aujourd'hui ; en un autre sens, plus personne n'est keynésien. ». Dans un rectificatif publié par le journal le 26 mai 1996, il précisa sa pensée : « Nous utilisons tous le langage et l'appareil d'analyse keynésiens, mais plus personne n'accepte les conclusions keynésiennes originelles. »

Néanmoins, certaines réformes qu'il a pu proposer comme le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et l'impôt négatif ont été parfois critiquées au sein du mouvement libéral ou libertarien. Certains représentants de l'école autrichienne d'économie comme Roger Garrison posèrent la question de savoir si Milton Friedman n'était pas à certains égards keynésien[32]. Murray Rothbard, anarcho-capitaliste, lui reprocha avec force son soutien au système de réserves fractionnaires comme système de création monétaire auquel lui-même s'opposait[33].

Une épistémologie instrumentaliste

Par un seul article, « The methodology of Positive Economics », publié en 1953, Milton Friedman a profondément influencé la réflexion des économistes sur la méthodologie de leur science, tout en suscitant un très important débat. Friedman, dans cet article, critique l'empirisme logique de Paul Samuelson, alors dominant en science économique. Pour Friedman, le but des théories scientifiques est d'offrir des prédictions valides, sans être triviales. Par conséquent, la question du réalisme des hypothèses qui les fondent ne se pose pas : les théories sont des instruments. Elles n'ont donc pas à être fondées sur des hypothèses « vraies » ou « réalistes », résultant d'une observation du réel, si elles parviennent à être prédictives. Ainsi, pour Friedman, la critique de l'absence de réalisme des postulats fondateurs de la science économique, comme la rationalité des acteurs, n'a pas de pertinence dans la mesure où seul compte la valeur instrumentale de ces hypothèses : si elles fondent des théories aux prédictions exactes, leur usage est justifié.

Statistiques

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Milton Friedman travailla sur des sujets de statistiques, travaux qui, selon *The New Palgrave*, font encore référence aujourd'hui. En particulier, il travailla sur les arrangements et les problèmes de rang en théorie des ensembles. Il posa également les prémices de l'échantillonnage séquentiel (Test de Friedman) et développa enfin les méthodes non paramétriques pour l'analyse de la variance[8] sur les échantillons appariés.

Promoteur du libéralisme

Milton Friedman a exercé un grand rôle public de promoteur du libéralisme : il s'engagea fortement dans le débat public en organisant en particulier des nombreuses conférences ou en participant à des émissions télévisées au cours desquelles il présenta ses convictions en faveur de l'économie libre et du capitalisme. Dans un entretien télévisé en 1979, il déclara par exemple :

> « L'histoire est sans appel : il n'y a à ce jour aucun moyen [...] pour améliorer la situation de l'homme de la rue qui arrive à la cheville des activités productives libérées par un système de libre entreprise »
>
> — Milton Friedman, Entretien avec Phil Donahue

Il place le début de son engagement dans le débat public en faveur du libéralisme en 1947, lorsqu'il participe en avril à la réunion fondatrice de la Société du Mont Pèlerin, réunie à l'initiative de Friedrich Hayek[7]. Friedman fut de 1970 à 1972 le président de cette association internationale des intellectuels libéraux.

Son ouvrage le plus important fut probablement *Capitalisme et liberté*, édité en 1962 aux États-Unis. C'est principalement le résultat de conférences données en juin 1956 au Wabash College à l'invitation du *William Volker Fund*, disparu depuis[34]. Il fut traduit dans 18 langues. S'adressant à un vaste public et non aux seuls économistes, il y défend le capitalisme comme unique moyen de construire une société libre. Il se place sur le terrain de la justification philosophique mais également pratique d'une économie libérale. Le livre est considéré par la *National Review* comme le dixième essai le plus important du XX^{e} siècle[4].

Cet ouvrage fut suivi d'un autre ouvrage majeur, *Free to choose*, traduit en français par *la Liberté du choix* et écrit avec sa femme Rose en 1980. Ce livre exercera une grande influence (cf. infra), comme la série éponyme de dix émissions télévisées qui furent diffusées à partir de janvier 1980 sur la chaîne PBS et sur lesquelles se fondait le livre. Ces émissions développaient les idées de Milton Friedman sur un certain nombre de sujets et les popularisèrent auprès du grand public. Cinq émissions remaniées suivirent en 1990[35].

En 1996, il établit avec Rose la fondation *Milton & Rose Friedman* pour défendre le libre choix de l'éducation pour les parents (*Schooling choice*)[36]. En particulier, la fondation promeut l'utilisation du chèque éducation. Ce système reste cependant très marginal.

À travers cet engagement dans le débat public, il joua un rôle important dans la réactivation des idées libérales dans un contexte où les économies keynésiennes triomphaient. Ce rôle lui fut reconnu tant par ses partisans[37] que par ses

adversaires[38] :

> « Dans une période où le marxisme et l'interventionnisme étatique dominaient les esprits, Friedman a joué, à contre-courant, un rôle absolument irremplaçable »

— Pascal Salin, ancien président de la Société du Mont Pèlerin

> « Avec Friedrich Hayek, Milton Friedman est sans doute le penseur qui aura le plus inspiré la révolution néolibérale.[...] Outre son influence intellectuelle, Milton Friedman fut un combattant. »

— Serge Halimi, journaliste au *Monde Diplomatique*

Influence

États-Unis

Articles détaillés : Paul Volcker et Ronald Reagan.



Ronald Reagan expliquant ses baisses d'impôts dans une intervention télévisée en juillet 1981

Dans un contexte général de révolution conservatrice, Milton Friedman prit part au renouveau du mouvement républicain et des idées libérales. Il soutient très tôt la « Proposition 13 » d'initiative populaire votée en Californie en 1978 et qui vise à limiter les impôts[39]. Il conseilla Ronald Reagan dans sa campagne présidentielle et au cours de ses deux mandats. En partie à cause de cette influence, la politique économique que Reagan mit en place fut proche des idées défendues par Friedman. Les « Reaganomics » telles que les définit William A. Niskanen reposaient ainsi sur une réduction du poids de l'État, une baisse des taux marginaux d'imposition, la dérèglementation de l'économie et une politique monétariste pour réduire l'inflation[40] ; cependant, son influence est concurrencée par les partisans de l'économie de l'offre. Les importantes baisses d'impôts orchestrées par Ronald Reagan, l'Economic Recovery Tax Act de 1981 (en) en particulier, doivent à son influence mais aussi à celle de Robert Mundell et Arthur Laffer.



Paul Volcker, gouverneur de la Fed de 1979 à 1987

Son influence se ressent fortement dans le domaine monétaire : quand il arrive à la tête de la Réserve fédérale des États-Unis le 6 août 1979, Paul Volcker est confronté à la stagflation américaine, mélange de stagnation et d'inflation élevée : l'indice des prix augmente de 11,3 % cette année et de 13,5 % l'année suivante. Malgré les oppositions nombreuses dont celle des agriculteurs[41], il mène avec succès une politique monétariste de modération de l'évolution de la masse monétaire, qui débouche sur une réduction de l'inflation : 6,2 % en 1982 puis 3,2 % en 1983[42]. Les coûts d'un retour durable vers la croissance sont élevés à court terme et les États-Unis entrent en récession en 1982.

Plus récemment, Arnold Schwarzenegger se réclamait lui aussi de la pensée de Friedman et déclarait : « Les deux personnes qui ont le plus influencé ma pensée économique sont Milton Friedman et Adam Smith »[43].

Royaume-Uni

Arrivée au pouvoir en 1979, Margaret Thatcher est confrontée à une inflation élevée : de 1974 à 1981, elle a dépassé 10 % tous les ans, sauf en 1978. Fortement influencée par les idées de Friedrich Hayek, Margaret Thatcher s'attaque à l'inflation en menant une politique monétariste. Elle fait ainsi monter les taux d'intérêts de 12 à 17 %[44], entrainant une forte baisse de l'inflation qui revient à des niveaux inférieurs à 10 %. Les taux d'inflation remontèrent à la fin des années 1980, en bonne part sous l'influence des variations du marché immobilier[45]. La pensée de Friedman ne fut qu'une des inspirations de cette politique monétaire thatcherienne et, si elle mentionne l'avoir lu dans ses *Mémoires*[46], elle accorde aux idées de Friedrich Hayek une part bien plus importante dans l'évolution de sa pensée. Cependant il influença davantage certains de ses conseillers directs comme Keith Joseph, l'éminence grise du thatchérisme qui poussa les idées monétaristes auprès de la *Dame de fer*. Friedman l'estimait et écrivit ainsi dans *The Observer* le 29 septembre 1982 : « Les gens ne réalisent pas que Margaret Thatcher n'est pas une conservatrice mais une authentique libérale ». Friedman et Thatcher se rencontrèrent très peu mais Margaret Thatcher rendit hommage à Friedman à sa mort et salua en lui « un combattant de la liberté »[47].

Chili et Amérique latine



Logo de l'université pontificale du Chili. Friedman et Arnold Harberger exercèrent une influence profonde sur son enseignement.

Milton Friedman exerça une influence importante sur les économistes chiliens surnommés les « Chicago Boys » comme José Piñera ou Hernán Büchi : formés à l'Université pontificale catholique du Chili dans le cadre d'un partenariat signé en 1956 avec l'université de Chicago, nombre d'entre eux obtinrent leur doctorat en économie à Chicago. Milton Friedman et Arnold Harberger eurent une influence intellectuelle déterminante et la politique économique dite du « miracle chilien » qu'ils mirent en place lors de la dictature militaire d'Augusto Pinochet s'inspira des idées de Friedman : retraite par capitalisation, chèque éducation, privatisations, etc[48]. Friedman se rendit au Chili en 1975 à l'invitation d'une fondation privée ; il donna une conférence au cours de laquelle il déclara que « le marché libre allait détruire la centralisation et le contrôle politique »[49] et à la suite de laquelle il rencontra Augusto Pinochet[50]. Friedman écrivit le 21 avril 1975 au dictateur une lettre donnant des conseils économiques. Il émet dans cette lettre des recommandations relatives à la lutte contre l'inflation et la mise en place d'une économie sociale de marché. Il lui a été reproché de n'évoquer à aucun moment ni la dictature, ni la suppression des libertés publiques, ni les violations des droits de l'homme et la systématisation de la torture[51]. De fait, la lettre n'émet pas la moindre critique contre le dictateur, qui le remercia le 16 mai pour sa « lettre courtoise »[52]. Critiqué régulièrement pour cette visite, il répondit des années plus tard en arguant que la liberté économique aurait selon lui permit le rétablissement de la liberté politique en 1988[53], reprenant les idées qu'il avait énoncées quinze ans plus tôt dans *Capitalisme et liberté* : « L'histoire suggère uniquement que le capitalisme est une condition nécessaire à la liberté politique. Clairement ce n'est pas une condition suffisante[54]. »

Dans le documentaire *The commanding heights*, diffusé en 2000 sur PBS, il déclara que ces critiques étaient déplacées, puisque selon lui l'exemple chilien montrait justement que l'économie de marché débouchait sur la démocratie[55]. Il insista également sur le fait qu'il avait donné des conférences similaires en République populaire de Chine et dans d'autres États socialistes[56]. En outre, selon Johan Norberg, « Milton Friedman n'a jamais travaillé comme conseiller du gouvernement chilien et n'a jamais accepté le moindre centime du régime »[57].

L'économiste André Gunder Frank, qui était un ancien élève de Friedman, mais ne partageait pas ses vues et avait travaillé pour les réformes d'Allende, lui reproche en 1976 d'avoir soutenu des réformes « portées par un torrent de sang »[58]. Peu avant d'être assassiné par la dictature, l'économiste et diplomate Orlando Letelier émettra des critiques proches[59]. Ce dernier cite Friedman indiquant qu'il réprouvait la nature autoritaire du régime, mais estimait néanmoins que donner des conseils techniques économiques au gouvernement chilien n'était pas davantage un mal que pour un médecin lui donner des conseils techniques médicaux pour aider à mettre fin à une peste[60]. Letelier répond que ce « projet économique doit être imposé de force », et que « Au Chili, la régression pour la majorité et la "liberté économique" pour une poignée de privilégiés sont l'envers et l'endroit de la même médaille. »

L'expérience économique chilienne est perçue comme un grand succès par l'*Encyclopædia Britannica*[61] : « la dictature de Pinochet », « après avoir imposé des réajustements difficiles et commis sa part d'erreurs, [...] avait lancé le pays sur un cours régulier de croissance économique qui en fit un modèle admiré en Amérique latine, qui continua même après que la dictature eut confié le pouvoir (mais pas le contrôle des forces armées) à un chrétien-démocrate élu en 1990. Le modèle chilien était fondé en tout état de cause, sur l'application de politiques néolibérales [...] qui à un degré ou à un autre furent ultimement adoptées par tous les pays, y compris (dans certaines limites) par la dictature communiste survivante de Cuba. »

Selon la nécrologie consacrée à Pinochet dans *The Independent*, Friedman « a approuvé la dictature et a choisi de ne pas critiquer les assassinats, les emprisonnements illégaux, la torture, l'exil, et les autres atrocités », « commises à ce moment au nom du libre-marché »[62][réf. insuffisante]. La complaisance qui est prêtée à Friedman à l'égard de Pinochet conduit Thomas Piketty à voir en lui de l'antilibéralisme politique : « son ultralibéralisme économique [...] allait de pair avec un certain antilibéralisme politique »[63].

Cette même expérience chilienne est cependant perçue tout autrement dans différents ouvrages tels que "L'histoire du Chili" de Marie-Noëlle Sarget (L'Harmattan, 1996) ou encore "La Stratégie du choc [64]" de Naomie Klein (Actes sud, 2008). En effet, selon Marie-Noëlle Sarget, la politique ultra libérale menée par les Chicago Boys (issue de l'enseignement de Friedman à l'université de Chicago) aurait conduit à une montée du chômage allant de 4,8 % en 1973, 17,9 % en 1978, puis 31 % en 1983 (après la crise de 1982), et enfin 16,3 % en 1986 [65]. Tout comme l'explosion de la dette chilienne, passant de 5,6 milliards de dollars en 1977 à 15,6 milliards en 1981 [66]. Selon Naomi Klein, si le Chili a échappé à l'effondrement économique c'est grâce à la nationalisation des mines de cuivre en 1971 par le gouvernement de Salvador Allende (politique allant alors à l'encontre de la philosophie économique prônée par Milton Friedman) : Codelco « générait 85 % des revenus d'exportation du pays »[67].

Notons également que, d'après le film "La Stratégie du Choc [68]" (adaptation du livre de Naomie Klein[69]), ce chapitre traitant de toute l'Amérique Latine, l'influence des Chicago Boys de Friedman sur l'économie et la société argentine à partir de 1976 est très controversée. En effet, le 24 mars 1976, Isabel Martinez de Peron est destituée par un putsch militaire. Suivant ce film, l'Argentine entre alors dans une ère ultra libérale sous la tutelle des disciples de Friedman et les conséquences ne se font pas attendre: baisse de 40 % des salaires en moins d'un an, fermeture d'usines, augmentation de la pauvreté.

Islande


David Oddson, premier ministre islandais (1991-2004)

Friedman se rendit en Islande à l'automne 1984 et donna une conférence à l'université d'Islande à la suite de laquelle il rencontra des intellectuels socialistes dont le futur Président Olafur Ragnar Grimsson au cours d'un débat télévisé[70]. Au cours de ce débat il lui fut reproché le fait que sa conférence soit payante, ce à quoi il répondit qu'il y avait des coûts pour toute conférence et qu'il préférait que ceux qui les payent soient ceux qui en profitent directement plutôt que l'ensemble de la population. L'idée reprend celle développée dans le titre d'un de ses ouvrages publié en 1975 : « There's no such thing as a free lunch », c'est-à-dire « il n'y a pas de repas gratuit », les coûts sont toujours payés par quelqu'un.

Friedman eut une grande influence sur un groupe d'intellectuels du Parti de l'indépendance, en particulier Davíð Oddsson qui devint Premier ministre en 1991 et mit en place un programme radical reprenant nombre d'idées de Milton Friedman : stabilisation fiscale et monétaire, privatisations importantes, forte réduction de la pression fiscale (l'imposition sur les bénéfices des entreprises passa de 45 % à 18 %), libéralisation des marchés de capitaux et de devises. Il resta au pouvoir pendant treize ans, jusqu'en 2004. Geir Haarde, qui l'a remplacé comme premier ministre, mène des politiques situées dans la continuité de son prédécesseur[71]. Entre 1975 et 2004, l'Islande est passée du 53^{e} rang au 9^{e} rang au classement des économies les plus libres selon l'*Economic Freedom Index* de l'Institut Fraser. Selon l'indice de l'Heritage Foundation, l'Islande est désormais la 5^{e} économie la plus libre au monde, ce qui coïncide avec ses remarquables performances en termes de richesse par habitant (5^{e} PIB par habitant le plus élevé de la planète en 2005) et le niveau de développement humain (également 5^{e} pour l'IDH en 2009). Cependant, depuis 2008, l'Islande est le pays le plus touché par la crise, "étant près de devenir le premier cas de banqueroute nationale de l'effondrement financier" (voir Crise financière de 2008 en Islande).

Estonie

Article détaillé : Mart Laar.

Bien que Friedman ne se soit jamais rendu en Estonie, il a exercé par son ouvrage *Free to choose* une influence importante sur celui qui allait devenir à deux reprises le Premier ministre du pays, Mart Laar. Ce dernier affirme que c'est le seul ouvrage d'économie qu'il ait lu avant de prendre ses fonctions et lui attribue la paternité des réformes qui ont fait de l'Estonie un des « tigres baltiques ». Laar mit en place en particulier la *flat tax*, fit des privatisations importantes et lutta contre la corruption.

Pour les réformes libérales qu'il mit en place, Laar reçut en 2006 le prix Milton Friedman pour l'avancement des libertés, décerné par le Cato Institute[72]. À la suite des réformes de Laar, l'Estonie était 12^{e} au classement de l'Heritage Foundation distinguant les économies les plus libres du monde en 2007[73].

Reconnaissance internationale

Milton Friedman a reçu de nombreux prix récompensant son travail : en 1951, la Médaille John Bates Clark, un prix qui récompense tous les deux ans un économiste américain de moins de quarante ans « qui a apporté une contribution significative à la pensée et à la connaissance économique ». Elle fut suivie en 1976 du « prix Nobel » d'économie pour ses travaux sur « l'analyse de la consommation, l'histoire monétaire et la démonstration de la complexité des politiques de stabilisation »[3]. En 1988, il reçut la Presidential Medal of Freedom et la même année la National Medal of Science.


La *Presidential Medal of Freedom*

Selon l'hebdomadaire britannique *The Economist*, Friedman « fut l'économiste le plus influent de la seconde moitié du XX^{e} siècle et peut être de tout le XX^{e} siècle »[74]. Le directeur de la Fed, Alan Greenspan, affirma pour sa part qu'« il y a très peu de personnes dont les idées sont suffisamment originales pour changer la direction d'une civilisation. Milton Friedman était l'un d'eux »[75].

Le Cato Institute a donné avec son accord son nom à un prix en 2001 ; il est décerné tous les deux ans à une personnalité qui a fait avancer les libertés dans le monde et a récompensé l'économiste britannique Peter Thomas Bauer en 2002, l'économiste péruvien Hernando de Soto en 2004 et l'ancien premier ministre estonien Mart Laar en 2006.

Selon Harry Girvetz et Kenneth Minogue, rédacteurs de l'article libéralisme de l'Encyclopædia Britannica, Friedman fut avec Friedrich Hayek l'un des acteurs qui permit la renaissance du libéralisme classique au XX^{e} siècle[7].

Le 29 janvier 2007 a été déclaré *Milton Friedman Day* par Arnold Schwarzenegger, gouverneur de Californie pour honorer sa vie, ses travaux et réalisations comme son influence sur l'économie contemporaine et les politiques publiques[76],[77].

Il a reçu de nombreux titres de docteur *honoris causa*, par l'université Rutgers en 1968, l'université hébraïque de Jérusalem en 1977, l'université Francisco-Marroquin en 1978, l'université Harvard en 1979 ou encore l'École supérieure d'économie de Prague en 1997[78].

Héritage au sein de la pensée économique et critiques

Milton Friedman est le créateur de l'École de Chicago et il fait figure de père fondateur des politiques monétaires contemporaines. Il est, en effet, un des principaux acteurs de la reconquête par l'école néoclassique libérale de la place qui était la sienne avant la révolution keynésienne[79]. Toutefois, même si son héritage est vaste, la théorie économique a continué à évoluer depuis Friedman, et la génération des économistes de Chicago qui lui a fait suite a prolongé son œuvre, tout en abandonnant des points, parfois importants, de ses théories. Son héritage est toutefois très controversé. Raymond Barre écrit, par exemple, que « le monétarisme apparaît aujourd'hui comme étant trop simpliste[80]. » Les controverses viennent principalement des héritiers de Keynes, à la fois les néokeynésiens[81], les nouveaux keynésiens et, surtout, les post-keynésiens[82].

Par ailleurs, les banques centrales ont abandonné pour l'essentiel la doctrine monétariste, selon laquelle la masse monétaire doit suivre une règle fixe de croissance. Ainsi, la politique monétaire récente de la Banque centrale américaine a été décrite par Michel Aglietta comme reflétant le « triomphe de la politique discrétionnaire »[83]. Néanmoins, la pensée de Friedman a profondément marqué la politique monétaire en imposant l'idée qu'il n'y a pas d'arbitrage possible entre inflation et chômage, faisant ainsi de la lutte contre l'inflation le but premier de la politique monétaire. Par ailleurs, même si Friedman critiquait le principe de l'indépendance des banques centrales, en ce que

cela conférait pour lui un pouvoir étendu à des individus qui ne sont pas soumis au contrôle des électeurs[84], défendant là des principes qu'il estimait libéraux[85], il en est en partie à l'origine car il a insisté sur la nécessité d'une politique non discrétionnaire, qui ne serait pas confiée aux hommes politiques.

Prolongement et critique des nouveaux classiques

La théorie monétariste a été radicalisée et, *in fine*, reformulée par la génération qui a suivi Friedman à Chicago, que l'on regroupe sous le terme de nouveaux classiques. Ceux-ci ont remis en cause la théorie des anticipations adaptatives de Friedman : pour celui-ci, les agents pouvaient être victimes à court terme d'une illusion monétaire, ne mesurant pas immédiatement les effets supposés inflationnistes des politiques économiques expansives ; ces politiques pouvaient donc être efficaces à court terme. Pour les néo-classiques, qui défendent l'idée que les agents ont des anticipations rationnelles, la monnaie n'est plus qu'un pur voile. Les agents savent immédiatement que toute politique de relance est inflationniste, puisqu'ils sont rationnels et parfaitement informés, c'est-à-dire qu'ils agissent de manière parfaite, conformément à leur intérêt selon le modèle de l'économie tel que celui-ci est conçu par les nouveaux classiques. Il n'y a donc pas d'illusion monétaire, même à court terme.

Critique de l'école autrichienne d'économie

La critique autrichienne porte d'abord sur la méthode : l'axiome de l'action n'est pas pris en compte par les monétaristes qui préfèrent confronter les données économiques aux théories, sans *a priori*. Il est ensuite reproché à Friedman de préconiser l'interventionnisme étatique[86] : la Grande Dépression des années 1930 aurait pu être évitée, selon lui, si la Réserve fédérale avait injecté suffisamment de liquidités dans le système[87]. Pour les économistes « autrichiens », Friedman est un étatiste du point de vue monétaire, partisan du contrôle de la monnaie par une banque centrale et d'une augmentation régulière de la masse monétaire par voie étatique. Certains se demandent même dans quelle mesure Friedman ne pourrait pas être considéré comme keynésien[88].

Critiques du monétarisme par les courants keynésiens

Critiques du monétarisme par les néo-keynésiens

Quoique moins critiques que les post-keynésiens, les néo-keynésiens, qui avaient synthétisé la théorie de Keynes et celle de l'école néo-classique, et qui dominaient la discipline au moment où le monétarisme se développa, adressèrent des objections fortes à la doctrine de Friedman. Ainsi, James Tobin[89] contesta la réalité de la causalité, que Friedman met en avant dans son *Histoire monétaire*, entre les fluctuations de la masse monétaire et les cycles économiques aux États-Unis. Pour Tobin, l'existence d'une corrélation ne signifie pas qu'il existe pour autant un lien de causalité : les fluctuations de la masse monétaire peuvent être le produit du cycle, plutôt que l'inverse.

Toutefois, Franco Modigliani considère qu'« il n'y a pas en réalité de divergences analytiques sérieuses entre les principaux monétaristes et les principaux non monétaristes [...]. En réalité, le trait distinctif de l'école monétariste et le véritable sujet de désaccord avec les non-monétaristes n'est pas le monétarisme, mais plutôt le rôle qu'on devrait probablement assigner aux politiques de stabilisation. »[90]. Don Patinkin considère pour sa part que Friedman n'a fait que reformuler avec plus de sophistication la théorie monétaire de Keynes[24].

Critiques des post-keynésiens

Les auteurs post-keynésiens des années 1980 se sont montrés encore plus critiques envers le monétarisme. La théorie quantitative de la monnaie reformulée par Milton Friedman a suscité les critiques des partisans de la théorie de la monnaie endogène. Selon eux, la monnaie ne doit pas être pensée comme une variable exogène aux processus de production et dont la quantité est contrôlée par une institution extérieure (« jetée d'un hélicoptère » selon la métaphore de Milton Friedman), mais comme la résultante de la demande de crédit du système économique.

Selon les économistes post-keynésiens, l'application des principes monétaristes devait donc nécessairement buter sur la question du ciblage des agrégats monétaires. En effet, quelle que soit la définition de la masse monétaire retenue par les autorités centrales, les agents tenteront de lui substituer des actifs plus ou moins liquides pour contourner le resserrement du crédit. Ainsi selon Nicholas Kaldor, « il n'y a pas de démarcation claire au sein de l'ensemble de la liquidité entre ce qui est de la monnaie et ce qui ne l'est pas. Quelle que soit la définition que l'on choisisse pour la monnaie, elle sera entourée par une myriade d'instruments plus ou moins liquides qui peuvent lui servir de substituts[91]. »

Pour les économistes post-keynésiens, les problèmes théoriques de la théorie quantitative de la monnaie expliqueraient les difficultés croissantes que les banques centrales rencontreraient dans le contrôle des agrégats monétaires aux États-Unis et en Grande-Bretagne au cours des années 1980.

Critiques des nouveaux keynésiens

Les idées de Friedman ont par ailleurs fait de lui l'objet d'une forte critique de la part des économistes nouveaux keynésiens. Paul Krugman a ainsi été très critique envers les idées de Friedman, en particulier sur le monétarisme qui n'aurait pas eu selon lui les résultats escomptés : « L'image publique et la renommée de Friedman ont été construites par ce qu'il a pu dire de la politique monétaire et par sa création de la doctrine monétariste. Il est en conséquence quelque peu surprenant de se rendre compte que le monétarisme est aujourd'hui largement considéré comme un échec, et que certaines des choses que Friedman a dites sur la « monnaie » et sur la politique monétaire - contrairement à ce qu'il a dit sur la consommation et l'inflation - semblent avoir été trompeuses, et ceci peut-être délibérément[79]. » Krugman qualifia l'engagement de Friedman en faveur du capitalisme libéral d'« absolutisme du laissez-faire[92]. »

Polémiques

La journaliste Naomi Klein, dans son ouvrage *La Stratégie du choc* (repris par un film du même titre en 2010), reproche à Milton Friedman d'avoir conseillé plusieurs dictatures[93]. Elle écrit que la théorie de Friedman « était démentie par les soupes populaires, les flambées de typhoïde et les fermetures d'usines au Chili, où régnait le seul régime assez impitoyable pour mettre ses idées en pratique »[94].

Klein critique « la définition de la liberté de Friedman, selon laquelle les libertés politiques sont accessoires, voire inutiles, par rapport à la liberté commerciale sans entraves »[95].

Le bilan de la mise en œuvre des politiques monétaristes

Les résultats des politiques monétaristes sur l'économie « réelle »

Pour Friedman, le rôle des autorités monétaires est de suivre une règle d'accroissement de la masse monétaire stricte, parallèle au taux de croissance de l'économie : cela doit permettre de donner à l'économie les liquidités nécessaires aux transactions, sans provoquer ni de bulle inflationniste (trop grande création monétaire), ni de récession (trop faible création monétaire). Cette politique monétariste a été mise en œuvre par la Réserve fédérale américaine à partir de la fin des années 1970. Elle a permis une réduction importante puis une maîtrise de l'inflation, après les envolées inflationnistes des deux chocs pétroliers et l'inefficacité des politiques traditionnelles de « stop-and-go ».

Les monétaristes considèrent ce contrôle rapide de l'inflation comme un grand succès et ils y voient l'origine de la croissance stable et élevée des décennies 1980 et 1990 aux États-Unis. Les nouveaux classiques, héritiers de Friedman, pensent quant à eux que la politique monétariste a avant tout permis d'ancrer les anticipations d'inflation à un niveau faible, ce qui a ensuite permis le relâchement des taux d'intérêt par la Fed.

Toutefois, à court terme, la conséquence de la stabilisation de l'inflation fut un ralentissement économique, avec un accroissement temporaire du taux de chômage qui monta à 10 % en 1982 contre 6 % en 1978 aux États-Unis, avant de redescendre à partir de 1982[96].

Les critiques estiment ainsi que les politiques monétaristes n'ont pas donné tous les résultats escomptés, et qu'elles ne les ont pas obtenus conformément à la doctrine de Friedman. Michel Aglietta écrit notamment que si l'inflation fut brisée « au-delà de toutes les espérances [...] les coûts exorbitants en termes de pertes de production et d'emploi dans le monde entier, le déclenchement de la crise de la dette souveraine des pays du tiers monde, les changements structurels induits dans la finance furent des conséquences sans commune mesure avec les ajustements bénins qui étaient prédits par les monétaristes[97]. » Pour les économistes néo-keynésiens, cette baisse de l'inflation et la hausse du taux de chômage étaient d'ailleurs directement liées, non pas au contrôle de la masse monétaire (qui n'a jamais été véritablement réalisée par la Fed, cf. infra), mais seulement aux effets sur l'économie réelle des taux d'intérêt extrêmement élevés de la Fed au début des années 1980. John Kenneth Galbraith affirme : « finalement, l'inflation fut maîtrisée. La monnaie n'est pas liée aux prix grâce à la magie cachée de l'équation de Fisher, ou grâce à la foi de Friedman, mais à cause des taux d'intérêt élevés qui permettent de contrôler les prêts bancaires (et les autres) et la création de dépôt[98]. » En d'autres termes, la politique monétaire de taux élevés qui décourage les investissements les moins rentables en renchérissant les prêts aurait provoqué le ralentissement économique, responsable de la baisse de l'inflation. Le contrôle et la réduction de la masse monétaire n'en seraient donc pas la cause.

Abandon du contrôle de la masse monétaire et retour aux politiques discrétionnaires

Toutefois, si la lutte contre l'inflation est au cœur de l'action des banques centrales aujourd'hui, celles-ci ont abandonné l'essentiel de la doctrine monétariste en la matière. Pour Friedman, les banques centrales devaient, en effet, maitriser l'inflation en contrôlant la croissance de la masse monétaire.

Or, si les banques centrales ont, à la fin des années 1970, suivi ces recommandations, elles ont rapidement cessé de le faire. La croissance de la masse monétaire n'est plus, aujourd'hui, pour elles qu'un des indicateurs des tensions inflationnistes futures. En effet, comme le notent, Olivier Blanchard et Daniel Cohen, « la conduite de la politique monétaire à partir de la croissance monétaire postule l'existence d'une relation étroite à moyen terme entre l'inflation et la création monétaire nominale. Le problème est que cette relation n'est pas très étroite en réalité »[99]. L'instabilité et la faiblesse du lien entre création monétaire et inflation peuvent s'expliquer par plusieurs raisons.

En premier lieu, les innovations financières des années 1980–1990, en accroissant la liquidité des actifs, ont rendu la distinction entre monnaie et actifs non monétaires difficile à opérer : un agent peut, à la place de la monnaie au sens strict, thésauriser au moyen d'autres actifs comme des SICAV, inclus dans M2. Ces actifs sont donc très proches de la monnaie et ils en constituent un substitut. Par conséquent, les agents arbitrent entre ces actifs, ce qui a pour implication que le stock de monnaie connait d'importantes et brusques variations, alors que M. Friedman le considérait stable. Or la relation entre inflation et masse monétaire n'est étroite que si la vitesse de circulation de la monnaie est constante. Ainsi, la croissance des agrégats monétaires, surtout M1 et M2, n'a plus depuis la fin des années 1970 de relation stable avec l'inflation[100]. La *Fed* suivait initialement la masse monétaire M1, conformément aux recommandations monétaristes, puis elle utilisa M2 comme indicateur de référence, mais il tendit également à ne pas fournir de bonnes indications sur les évolutions des prix.

De plus, si la banque centrale peut contrôler directement M1, elle ne peut pas contrôler M2 : elle ne peut pas empêcher un agent d'acheter un actif financier inclus dans M2 à la place de la monnaie. Cela est d'autant plus problématique que certains économistes pensent avoir constaté que la simple annonce par les banques centrales d'un objectif pour un indicateur de masse monétaire peut entraîner la réaction des acteurs économiques, qui modifient leur comportement pour échapper à la contrainte monétaire, ce qui a pour conséquence d'enlever toute valeur à l'indicateur de masse monétaire, selon ce qui a été appelé la loi de Goodhart[101]. Au final entre 1975 et 2000, la *Fed* n'a pas atteint son objectif cible de croissance de M2 11 années sur 26. Comme le relèvent Olivier Blanchard et Daniel Cohen : « ces irrégularités dans la croissance de M2 et les fréquents échecs pour atteindre l'objectif annoncé ont soulevé une question évidente. À quoi cela sert-il d'annoncer une fourchette pour M2 si on en sort si souvent ? C'est la conclusion à laquelle est arrivée en réalité la *Fed* en 2000, et c'est pour cela qu'elle n'annonce plus de fourchette-cible pour M2[102]. »

Ainsi, Frederic Mishkin, résumant ces difficultés, affirme que les agrégats monétaires sont loin de pouvoir remplir les trois rôles qui sont fournir des informations pertinentes, constituer des indicateurs de politique économique et être au fondement d'une règle à suivre en matière de politique monétaire : « Nos résultats montrent qu'aux États-Unis, depuis 1979, les agrégats monétaires sont loin de pouvoir remplir ces rôles, et que l'agrégat M3 en Allemagne n'est guère plus efficace[103]. »

De fait, aujourd'hui, les banques centrales ont choisi comme objectif premier et parfois unique de rester à proximité d'une *cible d'inflation* à court et moyen terme[104] (par exemple, un taux d'inflation inférieur ou égal à 2 % pour la BCE[105]), en fixant le niveau de leurs taux directeurs de façon à avoir un impact sur l'activité réelle ; le but est que la croissance soit proche de la croissance potentielle pour éviter des variations cycliques trop fortes. Pour ce faire, les banques centrales utilisent souvent une règle de Taylor qui fixe un cadre à l'évolution des taux d'intérêt, en fonction de l'inflation et du taux de chômage. La variation de la masse monétaire est donc passée au second plan : elle ne constitue plus qu'un indicateur des risques inflationnistes à moyen et long terme. Les banques centrales ne mettent donc plus en œuvre des politiques monétaristes fondées sur la gestion directe de la masse monétaire. Ainsi, selon Paul Krugman, la *Fed* cessa de se conformer à une politique monétaire fondé sur la gestion de la masse monétaire dès 1982, et y renonça officiellement en 1984. Depuis 2000, elle ne se fixe plus de cible de croissance de M2 et depuis 2006, elle ne publie plus de données sur M3. Depuis, elle mène des politiques monétaires discrétionnaires[79], fondée sur un objectif d'arbitrage entre croissance et inflation.

Le bilan de la politique monétaire américaine depuis l'abandon du monétarisme, notamment lors de la période pendant laquelle la réserve fédérale était dirigée par Alan Greenspan entre 1987 et 2006, fait l'objet de débats intenses. Certains économistes considèrent qu'elle a contribué à empêcher le développement de crises systémiques majeures dans les pays développés et à maintenir le plein-emploi au sein de l'économie américaine[106]. D'autres auteurs jugent que cette politique discrétionnaire est à l'origine de la formation de bulles spéculatives à répétition, dont la plus importante est la bulle immobilière américaine des années 2000 à l'origine de la crise des subprimes.

Pour la zone euro, la Banque centrale européenne, héritière de la doctrine monétaire de la Bundesbank, définit son « second pilier » comme celui de la surveillance de l'indicateur monétaire M3, à côté d'autres indicateurs, et l'utilise pour ses prévisions d'inflation. Toutefois, depuis 2003, elle a cessé d'en faire l'instrument de sa politique monétaire : elle ne considère plus depuis 2003 ces agrégats monétaires que comme « principalement un élément de recoupement, dans une perspective à moyen et à long terme, des indications à court et à moyen terme ressortant de l'analyse économique[107]. » De 1998 à 2003, le taux de croissance de cet agrégat choisi en référence par la BCE était de 4,5 %, niveau au-delà duquel elle considère qu'il existe un risque d'inflation supérieur à 2 %. En fait, la BCE n'est jamais parvenu à respecter son objectif de croissance de la masse monétaire[108]. Avant même son abandon officiel, il n'était donc qu'informatif. La BCE prend en compte les évolutions conjoncturelles et suit, dans les faits, la règle de Taylor[109].

Une nouvelle conception de la politique monétaire

Toutefois, malgré les échecs des politiques monétaires ayant appliqué strictement la doctrine monétariste, l'héritage de Friedman en matière de politique monétaire est important. Il a, en effet, imposé un certain nombre d'idées qui demeurent structurantes en matière de politique monétaire. Par sa critique de la courbe de Phillips, et le développement de l'idée de taux de chômage naturel, il a soutenu l'idée qu'il n'y avait pas d'arbitrage possible entre inflation et chômage et que, par conséquent, la mission de la politique monétaire est la stabilité des prix. La politique monétaire n'a donc pas à chercher à relancer l'activité, puisqu'elle ne provoque que de l'inflation. La lutte contre l'inflation est aujourd'hui, conformément au message de Friedman, au centre de la politique monétaire. Par ailleurs, le monétarisme a réhabilité les politiques monétaires par rapport aux politiques budgétaires, privilégiées par le keynésianisme.

Œuvres

Friedman a écrit de nombreux livres et articles. La liste suivante n'est pas exhaustive :

Notes et références

[1] *Economist Touted Laissez-Faire Policy* (http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/11/16/AR2006111600592.html), The Washington Post, 17 novembre 2006

[2] pour ses travaux sur

[3] Milton Friedman sur la page du Prix Nobel (http://nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/1976/)

[4] *The 100 best non fiction books of the century* (http://www.nationalreview.com/100best/100_books.html), *National Review*

[5] http://dallasfed.org/research/pubs/ftc/boettke.pdf

[6] Autobiographie de Milton Friedman sur la page du Prix Nobel (http://nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/1976/friedman-autobio.html)

[7] Article « Milton Friedman » de l'encyclopédie Britannica, 2007

[8] *The New Palgrave*, article « Milton Friedman », édition 1998

[10] 59.

[11] Roofs or Ceilings (http://www.fee.org/library/books/Roofs_or_Ceilings.asp), Foundation for Economic Education

[12] DeLong, J. Bradford : *Right from the Start? What Milton Friedman can teach progressives*, 2007, p. 110 Lire en ligne (http://delong.typepad.com/pdf/20070308_108-115.delong.FINAL.pdf)

[13] Ben Bernanke : *Essays on the Great Depression*, Princeton University Press, 2000 p. 7,

[14] *Capitalisme et liberté*, chap. 9 et *La liberté du choix*, chap. 7

[15] pages 84-85

[16] 113

[17] Préface à l'édition de 1982 de *Capitalism and Freedom*, p. xi de l'édition de 2002

[18] *L'héritage de Milton Friedman, un géant de la science économique*, Problèmes économiques, 7 novembre 2007

[19] *Commanding Heights* (http://www.pbs.org/wgbh/commandingheights/shared/minitextlo/int_miltonfriedman.html#8)

[20] La résolution 3219 de l'ONU du 6 novembre 1974 demande par exemple de « mettre un terme à la pratique de la torture » et de « fermer les camps de concentration ».

[21] *The Economist and the Dictator*, *Reason*, 15 décembre 2006.

[22] Préface à l'édition de 1982 de *Capitalism and Freedom*, p. xii de l'édition de 2002

[24] Qui sont les monétaristes ? (http://coursenligne.sciences-po.fr/economie_approfondie/travaux_conference/monetaristes.pdf), Eva Dunoyer

[25] 233

[26] Remarks by Governor Ben S. Bernanke (http://www.federalreserve.gov/BOARDDOCS/SPEECHES/2002/20021108/default.htm)

[27] Colloque de 2001 sur les taux de change flottants (http://www.banqueducanada.ca/fr/revue/2001/schembrif.pdf), Banque du Canada

[28] Interview avec Charlie Rose (http://video.google.com/videoplay?docid=-9218916280932524 78&q=tvshow:Charlie_Rose), 26 novembre 2005

[29] *Les grands économistes*, Jean-Claude Drouin, Presses universitaires de France, 2006, ISBN 2-13-054625-0

[30] Interview avec Richard Heffner (http://www.youtube.com/watch?v=JfdRpyfEmBE) dans l'émission *Open Mind* en 1975

[31] *Friedman, l'anti-Keynes* (http://www.iedm.org/main/show_editorials_fr.php?editorials_id=477), Institut économique de Montréal

[32] *Milton Friedman est-il keynésien ?* (http://herve.dequengo.free.fr/Garrison/Garrison1.htm), Roger Garrison, 1992

[33] *Milton Friedman unraveled* (http://www.lewrockwell.com/rothbard/rothbard43.html), Murray Rothbard, 1971, repris sur le site de Lew Rockwell

[34] Préface à l'édition de 1962 de *Capitalism and Freedom*, p. xv de l'édition de 2002

[35] Ces émissions sont désormais librement diffusées en anglais sur le site Ideachannel.tv (http://www.ideachannel.tv/)

[36] About us (http://www.friedmanfoundation.org/friedman/about/), Friedmanfoundation.org

[37] *Hommage à Milton Friedman et à Lord Harris* (http://www.quebecoislibre.org/06/061203-4.htm), Pascal Salin, *Le Figaro*, repris sur le *Québécois libre*

[38] *Milton Friedman n'est pas mort* (http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2006-11-30-Milton-Friedman), Serge Halimi, *Le Monde diplomatique*, 30 novembre 2006

[39] George Stigler : *Memoirs of an Unregulated Economist*, 1988, ISBN 0-226-77440-6

[40] William A. Niskanen : *Reaganomics*, in *The Concise Encyclopedia of Economics*

[41] Bernard Shull : *The Fourth Branch: The Federal Reserve's Unlikely Rise To Power And Influence*, Praeger/Greenwood, 2005, , p. 142

[42] Selon les chiffres de la Fed de Minneapolis, Données historiques de la Fed de Minneapolis (http://minneapolisfed.org/Research/data/us/calc/hist1913.cfm)

[43] « Schwarzenegger et l'économie : Smith et Friedman » (http://www.libres.org/francais/actualite/archives/actualite_1003/schwarzenegger_a7_4103.htm), Jacques Garello

[44] Gordon Pepper : *Inside Thatcher's Monetarist Revolution*, 1998,

[45] Indice des prix à la consommation depuis 1947 (http://www.statistics.gov.uk/articles/economic_trends/ET626_CPI.pdf), Office britannique des statistiques
[46] Margaret Thatcher : *Les chemins du pouvoir*, Albin Michel, édition 1995, page 525
[47] Thatcher praises Friedman, her freedom fighter (http://www.telegraph.co.uk/news/main.jhtml?xml=/news/2006/11/17/nmfried17.xml), The Telegraph, 18 novembre 2006
[48] *La solution chilienne* (http://gsorman.typepad.com/guy_sorman/2007/11/la-solution-chi.html), Guy Sorman, 16 novembre 2007
[49] Interview avec Jeffery Sachs sur « le miracle chilien » (http://www.pbs.org/wgbh/commandingheights/shared/minitextlo/ufd_reformliberty_full.html), PBS.org
[50] Lettre de Milton Friedman à Pinochet (http://www.cb.cl/newcbcl/Estudios/DetalleE.asp?Id=1297), telle que rapportée dans *Two Lucky People*, mémoires de Rose & Milton Friedman, 1998
[51] Voir par exemple : Alejandro Reuss, Milton Friedman's "Chilean Miracle" (http://www.dollarsandsense.org/archives/2007/0107reuss.html), Dollars & Sense, janvier 2007.
[52] Lettre de Friedman à Pinochet, et réponse de ce dernier (http://wwww.naomiklein.org/files/resources/pdfs/friedman-pinochet-letters.pdf)
[53] *Up for Debate: Reform Without Liberty: Chile's Ambiguous Legacy* (http://www.pbs.org/wgbh/commandingheights/shared/minitextlo/ufd_reformliberty_full.html), Milton Friedman, PBS
[54] Milton Friedman, *Capitalisme et liberté*, 1962.
[55] Interview de Milton Friedman interview (http://www.pbs.org/wgbh/commandingheights/shared/minitextlo/int_miltonfriedman.html), PBS.org
[56] 600-601
[57] The Klein Doctrine (http://www.cato.org/pubs/bp/bp102.pdf)
[58] André Gunder Frank, dans : Wood, John Cunningham (dir), *Milton Friedman, Critical Assessments*, Routledge, 1990, tome II, p. 375. Voir aussi : André Gunder Frank, *Economic Genocide in Chile. Monetarist Theory Versus Humanity*, Spokesman Books, 1976.
[59] dans l'article The Chicago Boys in Chile: Economic Freedom's Awfull Toll (http://www.tni.org/detail_page.phtml?page=letelier-docs_thenation) (août 1976).
[60] Cité par Orlando Letelier, « The Chicago Boys in Chile: Economic Freedom's Awfull Toll » (http://www.tni.org/detail_page.phtml?page=letelier-docs_thenation) (août 1976) :
[61] *Encyclopaedia Britannica* 2007 Ultimate Reference suite, article « History of Latin America », traduction libre.
[62] Article sur la mort de Pinochet, 11 décembre 2006 (http://www.independent.co.uk/news/obituaries/general-augusto-pinochet-427998.html)
[63] « Vive Milton Friedman » (http://www.liberation.fr/tribune/010166828-vive-milton-friedman) par Thomas Piketty, *Libération*, 20 novembre 2006.
[64] http://fr.wikipedia.org/wiki/La_Strat%C3%A9gie_du_choc
[65] http://fr.wikipedia.org/wiki/Miracle_chilien
[66] http://fr.wikipedia.org/wiki/Chicago_Boys
[67] http://fr.wikipedia.org/wiki/Miracle_chilien#Mise_en_place_des_r.C3.A9formes
[68] http://fr.wikipedia.org/wiki/La_Strat%C3%A9gie_du_choc_%28film%29
[69] La Stratégie du choc, Naomie Klein, Actes sud, 2008
[70] Vidéo du débat télévisé (http://video.google.com/videoplay?docid=1107486496526618897&sourceid=docidfeed&hl=en)
[71] *Miracle on Iceland* (http://courses.wcupa.edu/rbove/eco343/040Compecon/Scand/Iceland/040129prosper.htm), Hannes Hólmsteinn Gissurarson, *The Wall Street Journal*, 29 janvier 2004
[72] *Mart Laar's biography* (http://www.cato.org/special/friedman/laar/), Cato Institute, 2006
[73] *Executive summary du classement 2007 de l'Heritage Foundation* (http://www.heritage.org/research/features/index/chapters/htm/index2007_execsum.cfm)
[74] *Milton Friedman, a giant among economists* (http://www.economist.com/business/displaystory.cfm?story_id=8313925), *The Economist*
[75] *The Power of Choice* (http://www.freetochoosemedia.org), extrait de
[76] *"'Milton Friedman Day' marked"* (http://daily.stanford.edu/article/2007/1/30/miltonFriedmanDayMarked), James Hohmann, *The Stanford Daily*,
[77] MiltonFriedmanDay.org (http://www.miltonfriedmanday.org/)
[78] Biographie sur le site de la fondation Milton & Rose Friedman (http://www.friedmanfoundation.org/friedman/friedmans/friedmansbio.jsp)
[79] *Who was Milton Friedman* (http://www.nybooks.com/articles/19857), Paul Krugman, The New York Review of Books, février 2007
[80] Raymond Barre et Frédéric Teulon, *Économie politique*, tome 2, PUF, 1997, p. 323.
[81] Voir par exemple Paul Samuelson, « The Economic Responsibility of Government », in *Milton Friedman and Paul Samuelson Discuss the Economic Responsibility of Government*, A&M, 1980 ; Robert Solow, « On Theories of Unemployment », in *American Economic Review*, vol; 70, 1980 ou James Tobin, « The Monetarist Counter Revolution Today : An Appraisal », in *Economic Journal*, vol. 91, 1981.
[82] Voir par exemple Sydney Weintraub, *Keynes, Keynesians and Monetarists*, 1973, ou Nicholas Kaldor, *Le Fléau du monétarisme*, Paris, Economica, 1985.

[83] Michel Aglietta et Vladimir Borgy, , *La lettre du CEPII* (http://www.cepii.fr/francgraph/publications/lettre/pdf/2005/let251.pdf), n°251, 2005.
[84] Friedman écrit ainsi que in (texte de 1962), *Dollars and Deficits*, Prentice-Hall, 1968, p. 173. C'est pour la même raison qu'il pensait nécessaire d'écarter les hommes politiques de la gestion de la monnaie, en fixant dans la loi une règle de progression de la masse monétaire.
[85] , *in Inflation et systèmes monétaires* p.251, cité par Philippe Simonnot, *39 leçons d'économie contemporaine*, p.507, note 2 pour la p.347
[86] Friedman for Government Intervention: The Case of the Great Depression (http://mises.org/story/2442)
[87] Friedman and the Fed: Is Liquidity the Answer? (http://mises.org/story/2929)
[88] Milton Friedman est-il keynésien ? (http://herve.dequengo.free.fr/Garrison/Garrison1.htm), Roger W. Garrison, *Dissent of Keynes*, 1992.
[89] *Essays in economics Volume 1 Macroeconomics*, The MIT Press, 1987
[90] Franco Modigliani, « The Monetarist Controversy Or, Should We Forzake Stabilization Policies », *American Economic Review*, vol. 67, p. 1, 1977
[91] Nicholas Kaldor, *Le fléau du monétarisme, Economica*, 1982, p.135.
[92] *Auf eine Reformation folgt eine Gegenreformation. Über Milton Friedman*, Paul Krugman, Merkur 61. juin 2007, page 521
[93] En particulier les dictatures chiliennes et chinoises, qui ont selon Klein « une volonté commune de faire disparaître les opposants, d'éliminer les moindres formes de résistance et de tout recommencer à neuf » (p. 234)
[94] Naomi Klein, *La Stratégie du choc*, 2008, p. 147.
[95] Naomi Klein, *La Stratégie du choc*, 2008, p. 227.
[96] Voir Image:Us unemployment rates 1950 2005.svg
[97] Michel Aglietta, *Le renouveau de la monnaie* (http://cepii.fr/francgraph/publications/ecomond/lepointsur/2003ch8.pdf).
[98] J. K. Galbraith, *L'économie en perspective* (1987) in *Économie hétérodoxe*, Seuil, 2007, p. 512
[99] Olivier Blanchard et Daniel Cohen, *Macroéconomie*, Pearson Education, 2006, p. 560.
[100] O. Blanchard et D. Cohen, *op. cit.*, p. 563.
[101] Voir par exemple, Paul Evans, , *Review of Economics & Statistics*, n°67, 1985 et C.A. Goodhart, , *Economic Journal*, n°104, 1994.
[102] O. Blanchard et D. Cohen, *op. cit.*, p. 564.
[103] Frederic Mishkin et Arturo Estrella, , *Journal of Monetary Economics*, vol. 40, 1997.
[104] O. Blanchard et D. Cohen, *op. cit.*, p. 565.
[105] objectifs de politique monétaire de la BCE (http://www.ecb.int/mopo/intro/html/index.en.html)
[106] Voir par exemple Michel Aglietta et Laurent Berrebi, « Politique monétaire : tirer le meilleur parti de la mondialisation », in *Désordres dans le capitalisme mondial*, Odile Jacob, 2007, p.160-176.
[107] BCE, Communiqué de Presse (http://www.ecb.int/press/pr/date/2003/html/pr030508_2.fr.html), 8 mai 2003.
[108] Blanchard et Cohen, *op.cit.*, p. 575
[109] *Ibid.*

- (en) Milton & Rose Friedman : *Two Lucky People : Memoirs*, 1998, (ISBN 0-226-26414-9)

- Portail de l'économie
- Portail du libéralisme
- Portail des États-Unis

La version du 8 janvier 2008 de cet article a été reconnue comme « **bon article** », c'est-à-dire qu'elle répond à des critères de qualité concernant le style, la clarté, la pertinence, la citation des sources et l'illustration.

Sources et contributeurs de l'article

Milton Friedman *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=92508914 *Contributeurs*: (Former user), 307sw136, Adrignola, Akihiko, Alex-F, Aliesin, Alvaro, Antipub33, Apollon, Archimatth, Armaggedonskunk, B1mbo, Badmood, Banjamin, Bbullot, BeatrixBelibaste, Beaucouplusneutre, Bedelalla, Ben1978, Benjamin Pineau, Bertrand35, Bob08, Boism, Bombastus, Bradipus, Brassoad, Camico, Cantons-de-l'Est, Chaoborus, Cheep, Chikayo, Chris93, Chrono1084, CommonsDelinker, Consulnico, Corvisart59, Coyote du 86, DG-IRAO, David.Monniaux, Debora, Dhatier, Didisha, Dilbert, DocteurCosmos, Ediacara, Emirix, Everhard, Ewan, FH, FR, Floflo, Fm790, Freewol, Fuucx, Félix Potuit, GLec, Galuel, Gede, Gem, Gemini1980, Godix, Gonioul, Greatpatton, Gribeco, Gui, Guérin Nicolas, HDDTZUZDSQ, Hercule, Hexasoft, Horowitz, Jborme, Jean-Jacques Georges, Jef-Infojef, Kaewa Koyangi, Kelson, Keriluamox, Kilith, Kolossus, Koyuki, Kwak, Laurent Nguyen, Le ghola, Le gorille, Le serbe, Leag, Letartean, Lilyu, Ludo29, Lxndr, MaCRoEco, Maloq, Malost, Marazano, Marc Mongenet, Martinwilke1980, Mathieuw, Mazeppa, Michelet, Moti B., Nanoxyde, Ncadene, Nicostamb, Ning, Notna, Oasisk, Ocollard, Olivier Hammam, Orthogaffe, Otets, PAC2, Padawane, Pankkake, Papillus, Pautard, Perky, Philippe rogez, Pierre73, Pierrot Lunaire, Plyd, Polmars, Poulos, Praxinoa, Pseudomoi, Pso, Pwet-pwet, Rhadamante, Romanc19s, Roucas, Rémih, Sam Hocevar, Sebjarod, Shayabe, Singha94, SniperMaské, Speculos, Steff, Stéphane33, Suprememangaka, Sylfred1977, TCY, Tanlakian, Tella, Theoliane, Thierrym, Titikipik, Traroth, Turb, Urban, Valérie75, Vizoivizoi, Vlaam, Walpole, Wikialine, Xtof, Yamina, Yf, Zetud, ~Pyb, 164 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Image:Disambig colour.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Disambig_colour.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bub's

Fichier:Portrait of Milton Friedman.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Portrait_of_Milton_Friedman.jpg *Licence*: Creative Commons Zero *Contributeurs*: The Friedman Foundation for Educational Choice

Fichier:Flag of the United States.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_the_United_States.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Dbenbenn, Zscout370, Jacobolus, Indolences, Technion.

Fichier:Campus Spring.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Campus_Spring.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: DroEsperanto, Mortadelo2005

Fichier:Nixon 30-0316a.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Nixon_30-0316a.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Hartmann

Fichier:Federal Reserve.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Federal_Reserve.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs*: User:Rdsmith4

Fichier:Ronald Reagan televised address from the Oval Office, outlining plan for Tax Reduction Legislation July 1981.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Ronald_Reagan_televised_address_from_the_Oval_Office,_outlining_plan_for_Tax_Reduction_Legislation_July_1981.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: White House Photo Office; Originally uploaded to Wikipedia by Happyme22

Fichier:Paulvolcker.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Paulvolcker.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Gage, Kjetil r, Александр Мотин

Fichier:Escudo de la Pontificia Universidad Católica de Chile.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Escudo_de_la_Pontificia_Universidad_Católica_de_Chile.svg *Licence*: GNU Free Documentation License *Contributeurs*: B1mbo (talk)

Fichier:David Oddson 2004.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:David_Oddson_2004.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Arcimboldo, Arne List, Physchim62, Slarre

Fichier:PresMedalFreedom.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:PresMedalFreedom.jpg *Licence*: inconnu *Contributeurs*: ANGELUS, Clindberg, FSII, George McFinnigan, H-stt, Rocket000

Fichier:Emblem-money.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Emblem-money.svg *Licence*: GNU General Public License *Contributeurs*: perfectska04

Fichier:Liberty-statue-from-below.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Liberty-statue-from-below.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Tysto

Fichier:Liberty-statue-from-below.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Liberty-statue-from-below.jpg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: User:Tysto

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/

Google

Cet article concerne l'entreprise Google Inc. Pour le moteur de recherche, voir Google (moteur de recherche). Pour les autres significations, voir Google (homonymie).

Google Inc.



Logo de Google

Création

Création	27 septembre 1998, à Menlo Park
Fondateurs	Larry Page et Sergey Brin

Données clés

Forme juridique	Incorporation
Action	NASDAQ : **GOOG** [1]
Slogan	Don't be evil (Ne pas être malveillant)
Siège social	Googleplex, à Mountain View (États-Unis)
Direction	Larry E. Page, directeur général directeur produits Eric Emerson Schmidt, Président du conseil d'administration Sergey Brin, directeur technique
Activité	Internet
Produits	Recherche Google YouTube Google Chrome Android Google Nexus Adsense, Adwords Google Earth Gmail Autres logiciels et services sur Internet
Effectif	54 604 (20 juillet 2012)[2]
Site web	www.google.com [3]

Données financières

Capitalisation	184.23 milliards de $ US (06/2012)
Chiffre d'affaires	50,2 milliards de $ US (2012) ▲
Résultat net	10,700 milliards de $ US (2012)

Google Inc. (prononcé [guːgəl]) est une société fondée le 27 septembre 1998 dans la Silicon Valley, en Californie, par Larry Page et Sergey Brin, créateurs du moteur de recherche *Google*. L'entreprise est principalement connue à travers la situation monopolistique de ce moteur de recherche, concurrencé historiquement par AltaVista puis par Yahoo! et Bing, mais également par quelques-uns de ses logiciels emblématiques, tels que Google Earth ou le système d'exploitation pour téléphones mobiles Android, tout comme par le fait que l'entreprise compte parmi ses fleurons le site de partage vidéo en ligne Youtube.

Google s'est donné comme mission « d'organiser l'information à l'échelle mondiale et de la rendre universellement accessible et utile »[4]. Eric Schmidt en a été le PDG (CEO) jusqu'au 4 avril 2011 et est désormais remplacé par Larry Page[5].

Google est devenue l'une des premières entreprises américaines et mondiales par sa valorisation, quelques années après une entrée en bourse originale. Début 2008, elle valait 210 milliards de dollars à Wall Street. La société compte plus de 50 000 employés (juillet 2012), dont la plupart travaillent au siège mondial : le Googleplex, à Mountain View en Californie. Elle fait partie avec Apple, Facebook et Amazon des Big Four d'Internet.

Google est l'une des plus imposantes entreprises du marché d'Internet. En 2011, Google possédait un parc de plus de 900 000 serveurs[6], contre 400 000 en 2006[7], ce qui en fait le parc de serveurs le plus important au monde (2 % du nombre total de machines), avec des appareils répartis sur 32 sites. Parallèlement, le moteur de recherche Google a indexé plus de 1 000 milliards de pages web en 2008[8]. En octobre 2010, Google représente 6,4 % du trafic Internet mondial et affiche une croissance supérieure à celle du web[9].

Google offre gratuitement de nombreux logiciels et services (email, suite bureautique, vidéo, photo, blog…). Cependant, la situation croissante de monopole et les questions de vie privée inquiètent de plus en plus, de l'internaute occasionnel jusqu'à certaines grandes organisations. Google a également fait l'objet de plusieurs poursuites en justice, notamment pour plusieurs affaires de compatibilité de copyright et pour sa plateforme Google Books.

Origine du nom

Article connexe : Gogol.

Le nom de l'entreprise Google a pour origine le terme mathématique « googol » ou gogol en français, qui désigne 10^{100}, c'est-à-dire un nombre commençant par 1 suivi de cent zéros[]. Larry Page et Sergey Brin demandèrent en 1997, à d'autres étudiants en informatique, de l'aide pour nommer le fruit de leur travail. L'idée serait venue de Sean Anderson, qui suggéra « googolplex[] », nom qui séduisit Larry Page. Il lui demanda d'aller enregistrer le nom de domaine « googol ». Sean Anderson se serait alors trompé dans l'entrée du nom, en frappant google.com[]. D'autres affirment que le nom de domaine n'était pas disponible car déjà attribué[10] et que, par conséquent, le nom fut modifié volontairement.

Par cette faute, choisie ou subie, *Google* prend la place de *googol*, plus simple et plus facile à retenir pour un anglophone et deviendra célèbre dans le monde entier : en 2006, le nom du moteur de recherche, puis de l'entreprise, figurait parmi les 10 plus connus au monde[11] et serait devenue, depuis, la première marque connue au niveau mondial[12],[13],[14],[15]. Certains dictionnaires ont désormais inclus le verbe *to google* dans leurs pages, avec le sens *utiliser le moteur de recherche Google pour obtenir un renseignement sur le web*[16].

Par ailleurs, la similitude avec le mot anglais *goggles* signifiant « lunettes », rappelle les deux [**O**] de la marque. Si on ne peut pas en attribuer l'origine, Google utilise ce jeu de mots dans un de ses services de recherche photo : Google goggles[17]. Également, 10^{gogol} (un chiffre 1 suivi d'un gogol de zéros) s'appelle un gogolplex, dont vient le nom du Quartier général de Google[18].

Ce terme symbolise les buts que Google s'est fixés : « organiser l'immense volume d'information disponible sur le Web et dans le monde[]. » En effet, si le nombre de pages web indexables est gigantesque (plus d'un billion), il reste minime par rapport à un gogol. Ce nombre, dont est issu le nom Google, exprime les dimensions potentiellement colossales et universelles du monde d'internet, unique domaine d'activité de l'entreprise.

Identité visuelle

Article détaillé : Logo de Google.

Le logo de Google est très simple et provient de son moteur de recherche. Il est constitué du mot Google écrit en police Catull, dont les lettres sont colorées dans l'ordre suivant bleu-rouge-jaune-bleu-vert-rouge. Cette composition n'a pas changé depuis 1999, si ce n'est la mention « bêta » et le point d'exclamation qui ont disparu. Il a été créé par Ruth Kedar, qui enseignait le design à l'université Stanford à l'époque où les fondateurs du moteur de recherche, Larry Page et Sergey Brin, étudiaient[19]. Cette architecture de couleur et de forme se retrouve sur plusieurs produits, notamment Gmail.

Si le logo de l'entreprise ne change pas, celui de son moteur de recherche est régulièrement remplacé pendant un jour pour marquer ou commémorer un événement particulier. Ces logos, présents uniquement sur la page d'accueil, sont alors visuellement adaptés au thème de la journée. Ce sont les Google Doodles (« *doodle* » désigne un gribouillage en anglais et permet une paronomase avec « Google »). Il est possible de visualiser le logo Google en ASCII Art en recherchant ce même terme dans le moteur de recherche de Google.

Historique

Naissance

Les fondements de l'histoire de l'entreprise Google commencent par la rencontre de deux étudiants de l'université Stanford en 1995. En cette année, Sergueï Brin (23 ans) et Larry Page (24 ans) sont « pratiquement en désaccord sur tout[20] ». Cela ne les empêche pourtant pas, en janvier 1996, de commencer à travailler sur un nouveau moteur de recherche. Ils nomment leur projet *BackRub*[20]. Ils imaginent un logiciel qui analyserait les relations entre les sites web afin d'offrir des meilleurs résultats que ceux donnés par leurs concurrents de l'époque, Altavista notamment.

Une fois leurs travaux terminés, les deux étudiants commencent à concrétiser leur projet de moteur de recherche et achètent à cet effet un téraoctet de disque dur d'occasion, afin de créer une base de données. Cette installation sommaire a pris place dans la chambre de Larry Page[]. Sergey loue un bureau et se met en quête de financements. David Filo, fondateur de Yahoo! convient de l'intérêt de leurs recherches, mais les encourage à créer leur propre moteur de recherche plutôt que vendre leurs travaux[].

Andy Bechtolsheim, l'un des fondateurs de Sun Microsystems, se laisse convaincre par Sergey et Larry et leur fait un chèque de 100 000 $ pour financer leur moteur. La société Google n'est toutefois pas encore créée et Larry garde le chèque dans son tiroir pendant quelques semaines, le temps d'achever les formalités légales[]. Le nom de domaine « google.com » est enregistré le 15 septembre 1997[21]. Les deux entrepreneurs sollicitent parallèlement famille et amis et parviennent finalement à réunir un million de dollars pour fonder la compagnie. *Google Inc.* s'installe dans un garage de Menlo, loué par un ami, en septembre 1998. La société emploie alors trois personnes : Sergey, Larry et Craig Silverstein qui est aujourd'hui directeur de Google Technology[].

Montée en puissance

Article détaillé : Moteur de recherche Google.

Alors que le moteur est toujours en phase version bêta, il répond à près de 10 000 requêtes par jour. En décembre 1998, *PC Magazine* classe Google dans sa liste des 100 meilleurs sites au monde[22],[23]. En février 1999, c'est 500 000 requêtes journalières que Google doit gérer. Devenant trop grand pour le garage qui l'héberge, Google se déplace, en mars, dans un bureau sur l'avenue de l'université de Palo Alto et 8 personnes y travaillent désormais[]. En août 1999, la barre des 3 millions de recherches quotidiennes est franchie.

Dès janvier 1999, la presse mondiale commence à se faire l'écho des performances de ce nouveau moteur de recherche. Le journal français *Le Monde* écrit ainsi que le choix technologique de Google « s'avère très efficace à l'usage ». Ainsi, une recherche avec les mots “Bill Clinton” renvoie d'abord au site de la Maison-Blanche, alors qu'AltaVista ne fait apparaître le site qu'après des dizaines d'autres références[24]. Autre avantage : Google affiche les mots-clés en gras dans le contexte d'une phrase pour chaque lien, alors qu'Altavista ne fournit, à l'époque, que les liens eux-mêmes. Le 7 juin 1999, Google obtient 25 000 000 $ de capitaux propres, fournis par des sociétés de capital-risque[25]. Omid Kordestani quitte Netscape pour rejoindre Google en tant que vice-Directeur des ventes. Michael Moritz et John Doerr, qui avaient contribué à l'essor de Sun Microsystems, Intuit, Amazon.com et Yahoo!, s'assoient autour de la table de ping-pong - qui sert de bureau de direction - en compagnie de Ram Shriram[]. La société déménage une seconde fois vers son emplacement définitif, le Googleplex, situé à Mountain View, en Californie. Le moteur de recherche, jusque-là en version bêta, achève sa phase de test le 9 septembre. Google assure alors la gestion de 3 millions de recherches par jour.

Le 9 mai 2000, le moteur de recherche est disponible en 10 nouvelles langues : allemand, danois, espagnol, finnois, français, italien, néerlandais, norvégien, portugais et suédois[26], permettant à la société de pénétrer de nouveaux marchés et de gagner en importance. Tout juste un mois plus tard, en juin 2000, Google est le premier moteur de recherche à avoir référencé un milliard de pages web. L'entreprise cherche à étendre la portée de son moteur en concentrant ses efforts sur l'Asie, avec les versions chinoise, japonaise et coréenne (12 septembre)[27], puis au monde entier, totalisant 26 langues dès le 27 mars 2001[28]. Fin octobre 2000, Google signe un partenariat avec Yahoo! et commence à proposer de la publicité ciblée en fonction des mots-clés[29]. L'année 2000 se termine avec la publication de la barre d'outils Google (Google Toolbar), proposée depuis en téléchargement gratuit[30], et voit le trafic journalier du site dépasser les 100 millions de requêtes[],[31], ce qui représente plus de 1 000 requêtes/seconde en moyenne. Par son succès et sa croissance exponentielle, l'entreprise devient un phénomène mondial de presse. En mars 2001, Larry Page et Sergey Brin font appel à Eric Schmidt, le président de l'éditeur de logiciels Novell, pour prendre la direction de l'entreprise, en tant que président dans un premier temps[32], puis PDG à partir du 6 août 2001[33], cinq jours après l'ouverture du premier bureau à l'étranger, situé à Tokyo[20]. L'année 2001 s'achève donc par une conquête physique du monde et par l'annonce de la 3 milliardième page indexée[34]. Le 4 septembre 2001, Google obtient la validation de son brevet concernant PageRank.

Le moteur de recherche continue ainsi sa croissance, est décliné en plus de 100 langues en 2004 et 150 en 2010[20]. En 2010, Google est le premier moteur de recherche sur Internet, que 80 % d'internautes américains utilisent contre seulement 35 % de Chinois, qui préfèrent l'outil chinois Baidu.

Le 12 août 2011, le site annonce une mise à jour de son algorithme dénommée « Panda » dans l'ensemble des versions du site (exceptés les versions chinoises, japonaises et coréenne) afin de faire baisser la visibilité des sites sans valeurs ajoutées comme les comparateurs de prix ou les agrégateurs de contenus[35]. Outre Motorola Mobility, Google a racheté environ 2 000 brevets à IBM en 2011[36] pour éviter de nouvelles attaques menées par Apple et Microsoft contre Android[37].

Diversification des produits

Article détaillé : Liste des acquisitions de Google.

Croissance et diversification



Premier produit autre que le moteur de recherche proposé.

C'est à partir de 2002 que l'entreprise diversifie son activité, basée jusqu'alors sur son moteur de recherche. En cette année, Google propose aux entreprises le GB-1001 de Google Search Appliance, une solution à la fois matérielle et logicielle permettant de se « connecter à leur réseau informatique afin de bénéficier des fonctions de recherche sur leurs propres documents[20] ». Google n'a pas voulu révéler le nom de son partenaire de fabrication pour les dispositifs matériels, qu'il a décrit comme basés sur des composants Intel exploitant Linux. Ce produit pouvait s'installer en rack de serveurs, stocker un index de 150 000 documents (10go) au prix de 20 000 $. Il fut décliné en un autre modèle, le GB-8008, plus performant mais plus onéreux (250 000 $)[38].

La fonction Labs est également une importante nouveauté de cette année. Elle permet aux utilisateurs curieux de tester les services et produits non finalisés, mais dont la sortie en public approche[39]. Par ailleurs, AdWords voit sa tarification s'établir au nombre de clics (20 février 2002). En septembre, le service en ligne Google News est disponible et permet d'afficher des pages web relatives à l'actualité en fonction des mots-clés de l'utilisateur. Ce service se base au départ du plus de 4 000 sources[40]. Un mois plus tard s'ouvre un nouveau bureau en Australie, à Sydney alors que l'effectif total de l'entreprise dépasse les 1 600 employés[20]. De ce fait, la société inaugure son nouveau Googleplex, un complexe organisé architecturalement comme un campus, au 1600 Amphithéâtre Parkway à Mountain View, dans lequel travaillent 800 personnes.

Le 22 janvier 2004 Google s'essaie au monde des réseaux sociaux en mettant au point son propre site de réseautage social : Orkut. Toutefois, ce projet ne rencontre pas le succès escompté, sauf au Brésil et en Inde. Par souci de communication, Google met en ligne son propre blog officiel pour y publier l'actualité de l'entreprise, de ses produits et technologies[20]. Le 29 avril 2004, l'entreprise émet une demande auprès de la Securities and Exchange Commission pour entrer en bourse[41]. Cette demande aboutira le 18 août 2004 à son introduction sur le NASDAQ et la vente de 19 605 052 actions, au prix unitaire de 85 $[42]. La société réalise une introduction en Bourse sous forme d'enchères inversées, une méthode inédite dans l'histoire des bourses de valeurs. En huit ans le cours de l'action sera multiplié par plus de huit, avec un pic en 2012 à plus de 700 dollars. Entre-temps, Google réalise en août 2005, un an après son introduction en Bourse, afin de disposer d'un « matelas de sécurité » total de 7 milliards de dollars de liquidités pour sa croissance[43], une des plus grandes augmentations de capital de l'histoire boursière, en levant un total de 4,2 milliards de dollars sous forme de 14.159.265 actions nouvelles, soit les huit premières décimales du nombre pi[44].

Le 1er avril 2004 Google propose Gmail[45], son propre service de messagerie électronique avec une capacité initiale de 1 Go annoncée doublée pour 2005. Cette capacité est totalement inédite et foudroie la concurrence, à l'exemple de MSN hotmail, dont la capacité lui était 500 fois inférieure[46]. Ce stockage révolutionne la messagerie, qui s'affranchit dès lors du stockage des messages sur l'ordinateur par l'intermédiaire de logiciels, tels qu'Outlook. Gmail instaure donc l'ère de la messagerie email en ligne. À son lancement, l'inscription nécessitait toutefois une invitation. Son succès se traduit par un nombre croissant d'utilisateurs, 176 millions début 2010[47].

Google propose une visionneuse d'images par rachat début juillet 2004[48] de Picasa. Ce logiciel est couplé à un compte en ligne permettant de stocker une galerie de 100 Mo. Le service connaîtra un certain succès, mais devra lutter contre le service Flickr de Yahoo! lancé en début d'année et sera concurrencé par la Windows Live Photos en 2008. Le 6 octobre 2004, Google installe son centre européen à Dublin en Irlande avec un effectif de 150

personnes[49]. Trois semaines plus tard, on apprend le rachat de Keyhole, une société de cartographie numérique qui sera à la base de Google Earth[50], sans toutefois publier le logiciel l'année même, qui se termine par le lancement de Google Desktop search le 14 octobre[51], de Google Scholar quatre jours plus tard[52], et de Google Print le 14 décembre[53] (rebaptisé Google Recherche de livres), alors que l'index de recherche affiche huit milliards de pages web[54]. L'entreprise emploie à cette date plus de 3000 employés[20].

Mais en octobre 2011, Google annonce la fermeture de plusieurs services pour janvier 2012. Il s'agit de **Buzz** (un réseau social lancé en 2010), **Jaiku** (un réseau social acheté en 2007), **Code Search** (outil de recherche de code open source sur le web), les fonctions sociales intégrées à **iGoogle** et **The University Research Program for Google Search** (programme qui offrait des API d'accès aux résultats de recherche à des chercheurs universitaires)[55].

Réputation grandissante

Le 8 février 2005, Google pénètre le monde de la cartographie numérique en lançant en ligne un de ses produits les plus populaires : Google Maps[56]. Ce service est gratuit mais encore limité aux États-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne. Le jeudi 27 avril 2006 il couvre la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, et par la suite, les régions disponibles s'élargissent. Moins de deux mois plus tard, les fonctions très populaires de calcul d'itinéraires et de vues satellites y sont intégrées[57]. Ce service sera plus tard utilisé pour la géolocalisation des téléphones portables[58] et des GPS. Le 20 avril, Google introduit dans le Labs une fonctionnalité d'affichage et de recherche dans l'historique et de statistique d'utilisation de moteur de recherche[59]. Le 19 mai, l'entreprise convie les utilisateurs de son moteur de recherche à personnaliser leurs page d'accueil par le biais de iGoogle[60]. Le 28 juin, le concept de Google maps est repris pour le logiciel Google Earth qui intègre quelques améliorations, notamment la topographie en relief, certains bâtiments en 3d, puis la vue sous-marine. Maps conserve sa simplicité puisque les grandes innovations sont réservées aux logiciels multiplateformes. 3 ans auparavant, Google avait lancé son propre outil de traduction gratuit en ligne[61]. Il connaîtra un succès énorme, tant pour les internautes que pour les élèves et contribuera une nouvelle fois à la renommée de l'entreprise. La même semaine, l'entreprise annonce la sortie de sa propre messagerie instantanée Gtalk. Ce logiciel est basé sur le protocole ouvert XMPP et permet la Voip[62]. Il offrira par la suite la possibilité de chat vidéo et d'utilisation en ligne sans logiciel téléchargé préalablement. Toutefois, malgré ces innovations, l'échec se profilera puisqu'incapable de concurrencer Skype et MSN Messenger. C'est au tour de Google Reader de voir le jour début octobre[63], Google Analytics le 14 novembre[64], puis de l'adaptation à la téléphonie de son service Gmail le lendemain[65].
Google a bâti sa réputation d'entreprise dynamique et innovante grâce à la publication de logiciels et services utiles pour tous, performants et surtout gratuits. Google compte alors 5 680 employés[20].

Cloud Computing pour les utilisateurs

Article détaillé : Cloud Computing.

Le 20 janvier 2006 Google s'attaque au marché chinois, qui représentait plus de 110 millions d'internautes[], avec une tendance à la forte hausse pour les années à venir avec la démocratisation de l'accès à internet. Google déplore aussi en ce pays « un service qui, pour être franc, n'est pas très bon »[66]. Entre temps, Google opère un des plus gros rachats jamais faits, en acquérant la plateforme de partage de vidéo en ligne YouTube pour 1.65 milliard de dollars d'actions de l'entreprise[67]. Le 9 mars, on apprend le rachat de l'entreprise Writely proposant un éditeur de traitement de texte en ligne, acquis pour 8 millions de dollars[68], dans l'intention de l'utiliser comme base pour le projet Google Documents utilisant le même concept, qui sera annoncé lui, six mois plus tard[69]. Fin mars, c'est Google Finance qui sort des cartons de Google. Il s'agit d'un outil permettant de suivre en ligne les cours et les devises[70]. Google Agenda, un agenda en ligne gratuit est annoncé le 13 avril[71]. Ces multiples créations de services en ligne ont pour but d'instaurer la possibilité aux utilisateurs de Google de bénéficier de Cloud Computing. Ces services sont par la suite dédiés aux professionnels par Google Apps, le 28 août 2006[72]. Lors de sa sortie même, ces services entraient agressivement en concurrence avec d'autres services déjà bien instaurés[73].

Empire Google

Article détaillé : Liste des services et produits publiés par Google.

Le 30 août 2006, Google Livres un service permettant la lecture en ligne et le téléchargement d'ouvrages littéraires tombés dans le domaine public est mis au point[74] et alimentera des nombreuses controverses. L'entreprise entame l'année 2007 avec 10 674 employés[20]. En mai, Google permet à n'importe quel internaute d'étudier le trafic, les recherches et les statistiques de son moteur de recherche par le biais de *trends*[75]. Quelques jours plus tard, une importante mise à jour de Google Maps permet de naviguer virtuellement dans les rues de certaines villes à travers des photos omnidirectionnelles[76]. Il s'agit de Street View. Le fait de pouvoir regarder ce qui se passe chez les gens ou de voir par hasard n'importe qui dans la rue provoque également des controverses sur le respect de la vie privée. Le mois de mai s'achève par le lancement de Google Gears[77]. La deuxième moitié de l'année 2007 se caractérise par le perfectionnement et l'adaptation de services existants à d'autres langues. Dernier fait marquant, l'annonce le 5 novembre d'un OS pour téléphones portables ; Android[78], qui concurrencera Symbian OS et Windows Mobile. Cet événement s'inscrit dans la recherche de marché dans la téléphonie mobile qui offre de plus en plus des possibilités de navigation sur internet. On dénombre 16 805 employés dans l'entreprise en fin d'année[20].

Le projet Google Apps est complété le 28 février 2008 par l'introduction de Google Sites qui permet à tout utilisateur Google de créer facilement son propre site web dans un domaine fourni par Google[79]. C'est une alternative peu coûteuse - la version standard de Google Apps étant gratuite - par rapport à des produits commerciaux comme SharePoint de Microsoft. En mai, selon des principes similaires à ceux de Wikipédia, Google annonce son projet Knol[80]. Pendant les mois suivants, aucune sortie notable n'intervient, mais les équipes de Google travaillent sur les produits déjà lancés. En effet, l'entreprise cherche à rendre plus accessibles plusieurs de ses outils notamment Google Traduction, Google Finance et Street View[20]. Parallèlement, Maps devient un outil pour aider les secours lors de catastrophes naturelles, en fournissant des cartes satellites actualisées et en affichant diverses données. Quelques adaptations sont également annoncées, comme la prise en charge de l'Unicode 5.1[81] et l'adoption de l'IPv6[82]. L'effort d'internationalisation des logiciels et services se poursuit avec un objectif de traduction en 40 langues pour un public d'internautes estimé à 98 %[83]. Cette activité relativement faible prépare la sortie de son propre navigateur web, Google Chrome qui est officialisé le 1er septembre 2008[84] par une bande dessinée[85], ce qui crée un Buzz, du fait du contexte et de la notoriété acquise par l'entreprise américaine. Le navigateur connaîtra une croissance non négligeable puisqu'il atteindra deux ans plus tard 6 % des parts de marché. Plusieurs versions et mises à jour suivront.

Le 27 mai 2009, Google a annoncé son intention de développer Google Wave, un produit affiché comme révolutionnaire. Il s'agit d'une application web dont le concept mélange les notions de services de courriel, de messagerie instantanée, de wiki et de réseautage social, le tout associé à un correcteur orthographique et un traducteur instantané. Une première phase de test bêta pour le 30 septembre 2009 avec la distribution de 100 000 comptes[86] aux personnes qui se seront inscrites sur leur site avec la volonté de reporter les bugs.

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. Votre aide [87] est la bienvenue !

Le 7 juillet 2009, Google a annoncé le projet de développement Google Chrome OS, un système d'exploitation open-source basé sur Linux[88]. Cet OS se veut léger et adapté aux netbooks en plein essor.

En novembre 2009 Google Musique indexe de la musique sur le moteur de recherche aux États-Unis pour débuter[89]. Pour assurer son autonomie énergétique et réduire ses factures d'électricité, Google a annoncé en décembre 2009 son intention de fonder Google Energy. Dans ce but en janvier 2010 Google a demandé à pouvoir bénéficier d'un statut industriel[90].

Après de longues rumeurs et certaines annonces, le 5 janvier 2010 Google présente officiellement son téléphone lors d'une conférence de presse à son siège, à Mountain View[91]. Ce Google phone est produit par HTC. Cette action s'inscrit une nouvelle fois dans l'ambition de conquête de l'Internet nomade. Ce choix se confirme par les fortes rumeurs du lancement d'un netbook fonctionnant sous Chrome OS signé par le géant californien[92]. Le 11 février, Google fait un appel d'offre pour fournir la mise en place d'un réseau de fibre optique à 1 Gb/s pour 50 000

personnes, voire beaucoup plus[]. Si cette annonce incite à penser que Google voulait devenir un FAI, l'entreprise a tempéré son ambition en affirmant qu'il s'agissait plus d'un test qu'autre chose[]. Un mois plus tard, plus de1 100 villes américaines, principalement sur la côte est, ont fait acte de candidature, appuyées par plus de 200 000 demandes individuelles[93].

Dans le but de créer un concurrent de Facebook, Google Me, durant l'été 2010, l'entreprise de Mountain View se lance dans plusieurs opérations financières visant aux rachats de six entreprises dont l'activité lui permettrait d'arriver à ce but. Ainsi, ont été achetées Slide (entre 182 et 228 M$), Jambool, Angstro, Zynga (achetée entre 100 et 200 M$), Like.com (100 M$) et SocialDeck[94]. Le 28 juin 2011, Google lance son service de réseau social Google+ toujours dans l'optique de concurrencer Facebook.

En 2011, l'entreprise atteint le milliard de visiteurs uniques par mois[95]. Le 15 août 2011, Google annonce son intention d'acquérir Motorola Mobility pour la somme de 12,5 milliards $[96].

Implantation en Chine

Articles connexes : Censure d'internet en République populaire de Chine et Opération Aurora.



Dépôt de fleur pour le refus des conditions imposées par la Chine

En 2006, Google accepte de brider son moteur de recherche afin de pouvoir s'implanter en Chine. Le gouvernement chinois a en effet imposé certaines conditions pour l'entrée sur le marché d'internet, la censure notamment. Les co-fondateurs expliqueront qu'« Afin de travailler à partir de la Chine, nous avons retiré certains contenus des résultats de recherches obtenus sur Google.cn, en application de la législation et de la réglementation locales[97]. » Ainsi, à partir du 25 janvier 2006[98], une recherche images sur « Tian'anmen » affiche, dans Google.fr, la célèbre photo de l'étudiant barrant la route aux chars, symbole des manifestations de la place Tian'anmen, tandis que, sur Google.cn, les résultats affichent des portraits de familles joyeuses ou des photos de monuments[99]. Cette action a fait couler beaucoup d'encre dans les médias mondiaux. Toutefois, une telle censure a été entreprise volontairement de la même manière à des sites racistes, islamistes ou révisionnistes, dans les versions française et allemande de Google[100], conformément au protocole additionnel à la convention sur la cybercriminalité de 2001.

Cependant, le 12 janvier 2010, une attaque double pirate massive et « hautement sophistiquée » venue de Chine dite « Opération Aurora » a ciblé plus d'une vingtaine d'entreprises dont Adobe, Google et Intel. Cette opération a permis à ses auteurs le vol de secrets industriels et la copie des mails de milliers d'exilés chinois et de militants des droits de l'homme[]. Ces atteintes, malgré le respect et l'application des conditions imposées par le gouvernement chinois, provoqueront la fureur de l'entreprise californienne, qui menacera de ne plus appliquer aucune censure en reconnaissant que cette décision pourrait la contraindre à quitter le pays, mais retirer directement ses services de Chine[101],[102].

Cette annonce fut perçue par certains forums comme un bluff, puisque le marché de l'internet est très porteur (384 millions d'internautes fin 2009[]) et que Microsoft a annoncé son intention de poursuivre ses activités avec Bing malgré tout[103]. Pour rendre hommage et affirmer leurs soutiens à de telles décisions, de nombreux Chinois déposèrent sur l'édifice portant le logo de l'entreprise fleurs, bougies et mots de soutien[104]. Ces actions sont devenues des phénomènes très médiatisés et l'affaire prit les tournures d'un incident diplomatique entre les États-Unis et la République populaire de Chine.

Lieux et centres d'activités

Article connexe : Plateforme Google.

Google possède des infrastructures et des bureaux partout dans le monde, même s'ils sont plus nombreux en Europe, aux États-Unis, en Inde et Chine littorale[105]. Le principal lieu où est mis en place le développement de Google est le Googleplex situé en Californie. Le googleplex est constitué de quatre principaux bâtiments, totalisant 47 038 m^2 sur un terrain de 11 hectares.



Bureaux en Espagne.


Bureaux de Google China à Pékin.

- L'entreprise Google possède un complexe à New York pour la recherche de nouveaux services.
- Google est aussi basé en Europe avec un siège à Dublin en Irlande. En mars 2008, l'entreprise crée un nouveau complexe à Zurich, en Suisse, pour son développement en Europe.
- Plusieurs bâtiments sont placés au Proche-Orient et Moyen-Orient : en Israël, à Dubaï et au Qatar.
- En Afrique du Sud sont présents les locaux de Google pour son développement en Afrique.
- Il n'y a qu'un seul site en Asie se situant à Singapour.
- Le site australien basé à Sydney a vu naitre Google Maps. Google Wave y était également développé.
- Google crée à partir de 2007 un complexe de serveurs à Mons, en Belgique, dans la zone industrielle de Ghlin-Baudour. Une déviation du canal Nimy-Blaton pour le refroidissement ainsi qu'une ligne de chemin de fer sont prévues.
- À l'occasion d'une visite en France, Eric Schmidt annonce le 9 septembre 2010 la création d'un centre de recherche et développement à Paris[106].
- 6 décembre 2011 : Un complex de 10 000 m^2 est installé à Paris dans le 9^{e} arrondissement (Quartier Europe). 100 millions d'euros ont été investis dans le projet.

Dans ce complexe, 350 salariés travaillent actuellement sous les ordres de Jean-Marc Tassetto. À l'ouverture de ce centre, Eric Schmidt à déclaré : « La France est l'un des plus importants centres de culture, d'affaires et de technologie au monde. Le pays a rapidement adopté Internet et les Français aiment de plus en plus Google. Nous souhaitions donc plus nous impliquer et je suis heureux que le plan d'investissement lancé en septembre 2010 donne maintenant naissance à des réalisations concrètes, comme l'Institut Culturel et le Centre de R&D. J'ai hâte de voir la suite de ces projets mis en œuvre. » Le 1^{er} février 2013, aux termes d'un accord conclu avec les éditeurs de presse français, la société s'engage à financer à hauteur de 60 millions d'euros un fonds d'aide à « la transition de la presse vers le monde du numérique »[107].

Technologie et propriété intellectuelle

PageRank

Le moteur de recherche Google repose principalement sur l'exploitation de la technologie PageRank. Le premier brevet (US 6.285.999 B1, intitulé « Method for Node Ranking in a Linked Database »), déposé en janvier 1997 et enregistré le 9 janvier 1998, est la propriété de l'université Stanford[108]. Le texte du brevet est accessible sur le site du bureau des brevets des États-Unis, qui a licencié cette technologie à Google en 1998 (amendée en 2000 et 2003), deux mois après sa fondation. Il s'agit d'une licence exclusive jusqu'en 2011, l'exclusivité prenant fin à cette date[109].

Les recherches qui ont abouti au développement de la technologie du PageRank ont été financées en partie par la National Science Fundation (Grant NSF - IRI-9411306-4). Il est donc précisé dans le brevet que le gouvernement a certains droits sur cette invention[110].

Open Source

Google existe en grande partie grâce aux logiciels libres sur lesquels il a été bâti dès l'origine, tels Linux, MySQL et Python, qu'il a contribué à améliorer en retour. Google emploie Andrew Morton, un contributeur très important au noyau Linux et a contribué au code de MySQL. Le logiciel libre permet à Google de repérer des programmeurs talentueux, capables non seulement d'imaginer des solutions techniques, mais aussi de les mettre en œuvre. Pour les attirer, Google a créé un environnement de travail où sont encouragés l'innovation, les idées techniques et la participation aux projets open source. Ainsi chaque développeur dispose de 20 % de temps libre pour travailler sur un projet de son choix, qu'il soit libre ou pas.

Google soutient également la fondation Mozilla à travers un partenariat, car la mission de Mozilla - « préserver le choix et l'innovation sur l'Internet » - sert les intérêts de Google. Google est le moteur de recherche par défaut de la barre de recherche de Mozilla Firefox pour beaucoup de langues. Les internautes utilisant Firefox font des recherches sur Google et cliquent sur les publicités d'AdSense. Les revenus que Google en tire sont alors partagés avec Mozilla, ce qui leur permet d'avoir les moyens financiers pour améliorer les standards du Web et les logiciels qu'ils éditent (dont Firefox et Mozilla Thunderbird), ce qui pousse les autres éditeurs de navigateur Web à faire de même. Au final, c'est Internet dans son ensemble qui bénéficie de ces améliorations et Google (ou d'autres) peut alors utiliser ces nouvelles possibilités dans ses produits grâce à son cycle rapide d'innovation.

Google participe à l'open source et le soutient :

- le *Google Summer of Code* [111] permet d'entretenir les communautés de logiciels libres en amenant des étudiants au logiciel libre, pour qu'ils apportent des idées neuves et du code et qu'ils deviennent peut-être de nouveaux contributeurs réguliers à ces projets.
- *Google Code Hosting* [112] offre un hébergement aux projets de logiciels libres
- 16 millions de lignes de codes publiées sous licence open source dans plus de 500 projets[113]
- De nombreux projets open source ont été créés[114] dont les plus connus sont:
  - Chromium, base open source du navigateur Web Google Chrome
  - Android, système d'exploitation pour appareils mobiles
  - Google Web Toolkit, une bibliothèque logicielle pour programmer des applications AJAX en Java
  - Go, un nouveau langage pour la programmation système

Logiciels propriétaires

Google édite également des logiciels propriétaires, tels que Google Sketchup, Google Desktop, Picasa ou encore Google Talk.

Finances

Origine des revenus

- AdWords : Google vend des mots clés aux enchères. Si une personne fait une recherche avec ce mot, les liens des sites de ceux qui ont participé aux enchères s'inscrivent dans la partie des liens commerciaux. Chaque fois qu'une personne sélectionne un de ces liens, la société concernée doit verser une certaine somme à Google.
- Système AdSense : un site web peut accueillir les publicités AdWords sur ses pages grâce au système AdSense, Google reverse une partie de ses gains à ce site.
- Espace de stockage : Google propose un espace gratuit de stockage à ses utilisateurs pour enregistrer les documents sur les serveurs Google, et y accéder depuis n'importe quel poste. Lorsqu'un utilisateur atteint la limite d'espace disque autorisé par utilisateur, il peut acheter de l'espace disque supplémentaire.
- Google Apps : Google propose une solution de collaboration qui réunit plusieurs outils bureautiques et de production: Création et édition de documents Word, Excel, calendrier, gestionnaire de tâches, … Une version gratuite de Google Apps est disponible à tout utilisateur, mais les organisations/entreprises désirant monter en puissance avec cette solution peuvent payer mensuellement pour bénéficier de services supplémentaires.

Données financières

Google est une des start-ups qui ont franchi sans encombre le krach du NASDAQ en 2001, notamment du fait qu'elle n'était pas cotée. L'entreprise s'est introduite en Bourse par un système peu usité d'enchères en mai 2004 qui a comprimé de 5,5 à 1,5 % les commissions perçues par les banques d'affaires ; introduite à 80 $, l'action cotait 250 $ un an plus tard, ce qui valorisait l'entreprise à près de 74 milliards de dollars. Début 2006, l'action coûte 460 $ environ, elle franchit la barre des 600 $ (609,62 $) le 8 octobre 2007, puis celle des 700 $ le 31 octobre 2007, ce qui la place au quatrième rang en termes de capitalisation à la Bourse de New York.

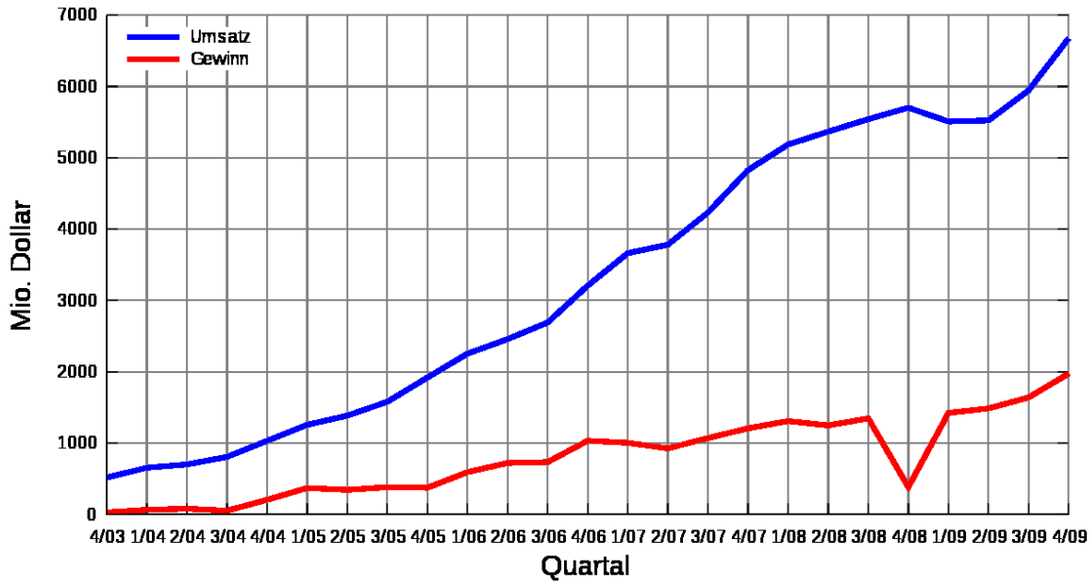
Avec les différentes crises financières de fin 2007 et début 2008 sur les marchés financiers et l'annonce d'un probable rachat de Yahoo par Microsoft, l'action Google a chuté passant de 712 $ fin 2007 à 609 $ en février 2008.

Le code de l'action au NASDAQ est GOOG.

Résultats (en millions de dollars)

Année	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Chiffre d'affaires	4	22	78	212	440	1 466	3 189	6 139	10 674	16 418	21 810	23 659	29 320	37 940	50 710	
Bénéfices	1	7	12	46	100	106	399	1 465	3 070	5 956	4 250	6 524	8 494	9 737	14 435	
%	25,00	31,81	9,58	24,72	22,73	7,23	12,51	23,72	28,76	36,28	19,49	27,57	28,97	25,66	28,47	
Investissements et développements (unités de base)	1	5	28	50	70	356	500	1 200	2 100	2 120	2 790	3 109	3 783	5 924	17 858 Rachat Motorola [115]	
Employés	20	128	364	596	1 257	5 495	8 763	12 369	15 213	19 856	19 978	20 304	23 619	30 894	53 861 [116]	

Le 20 décembre 2005, Time Warner annonçait que Google allait prendre 5 % de participation dans le capital de sa filiale AOL[117],[118].



Graphique représentant le chiffre d'affaires (en bleu) et le résultat net (en rouge) en fonction du temps.

Stratégie fiscale

Afin d'éviter de payer les impôts auxquels sont soumises la plupart des entreprises américaines et européennes, Google utilise la technique dite d'« optimisation fiscale », une forme d'évasion fiscale moderne, via des paradis fiscaux. Les licences Europe, Moyen-Orient et Afrique de la marque sont exploitées par une société domiciliée aux Bermudes. Et « pour échapper au Trésor américain qui impose à hauteur de 35 % les bénéfices des entreprises rapatriés de l'étranger, la multinationale les laisse dormir aux Bahamas[119] ».

Selon Bloomberg, Google aurait réalisé une économie de 3,1 milliards de taxes sur les bénéfices en 2007 et 2009. En 2009, Google serait parvenu à abaisser son taux d'imposition à 2,4 % sur ses activités hors États-Unis, grâce à sa filiale irlandaise par laquelle transitent 88 % de ses activités internationales. Le taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés, en Irlande, est, en effet, de 12,5 % contre 25 % en moyenne dans les autres pays où Google réalise l'essentiel de son chiffre d'affaires. Mais Google a également cherché à réduire le montant des bénéfices imposables de sa filiale irlandaise en lui imposant de reverser des redevances à une filiale néerlandaise, condition sine qua non afin que l'Irlande accorde l'exonération fiscale à Google Ireland Holdings, société jumelle de Google Ireland Limited, la filiale opérationnelle. Google Ireland Holdings transfère ses redevances à la filiale néerlandaise qui les transfère ensuite aux Bermudes. Cette stratégie a permis à l'entreprise de cumuler plus de 39 milliards de dollars en cash[120].

Le véhicule juridique utilisée par Google aux Bermudes, Google Bermuda Unlimited a été adopté en 2006 et lui permet d'échapper à la fiscalité des pays où sont réalisées les ventes, mais également à l'obligation de publier ses comptes[121].

Communication

Slogan

Le slogan de Google est *Don't be evil*[122] (littéralement, « Ne soyez pas malveillants »). Au printemps 2004, la phrase figurait même en tête du courrier adressée aux investisseurs, quelque temps avant leur entrée en bourse. Larry Page a écrit que « Par cette phrase qui est notre devise, nous avons tenté de définir précisément ce qu'être une force bénéfique signifie - toujours faire la chose correcte, éthique ». Cette devise résume assez bien la volonté supposée de Larry Page et Sergey Brin qui tend à faire de Google une société qui œuvre pour un monde meilleur[123].

La société a parfois été prise à partie sur son slogan, en particulier à propos du filtrage interdisant l'accès à certains sites ou à des pages contenant certains mots depuis la Chine. Elle a expliqué que, selon elle, mieux valait pour les usagers chinois un Google imparfait que pas de Google du tout. En particulier, google.cn veille à ne pas faire figurer sur ses pages de réponse les chaînes de caractères qui provoquent la déconnexion de l'utilisateur par les mécanismes de surveillance automatique que doivent assurer les fournisseurs d'accès.

Discrétion

Google est connu pour sa discrétion, voire son silence auprès des journalistes. Un exemple documenté est celui de Mark Jen, un nouvel employé qui arrive chez Google le lundi 17 janvier 2005. Celui-ci crée alors un blog, retraçant ses impressions sur la société. Mais peu à peu, le ton du blog devient contestataire, Mark Jen allant même jusqu'à déclarer que « Les avantages que procure Microsoft au niveau des soins ridiculisent ceux qu'offre Google. ». Le 28 janvier, Mark Jen apprend son licenciement, à cause de son blog. Cet exemple illustre la volonté de discrétion de la société, les journalistes n'arrivant quasiment jamais à décrocher un entretien avec les deux fondateurs, Page et Brin[124].

Engagements environnementaux

Pour être en accord avec sa politique de développement durable, des services de covoiturages sont organisés et les déplacements entre les bâtiments se font à vélo. Les bâtiments sont surmontés de plusieurs milliers de capteurs solaires. Dans la même visée, au lieu d'employer des tondeuses à gazon pour débroussailler les alentours du googleplex dans des mesures de lutte anti-incendie, l'entreprise a recruté 200 chèvres[125],[126].

Toutefois cet affichage est mis à mal par la réputation de la société d'être un très grand consommateur d'énergie[127], par le biais de ses fermes de serveurs.

Fin juin 2011, Google injecte 280 millions de dollars dans l'entreprise SolarCity, ce qui porte ses investissements totaux dans les énergies vertes à 680 millions $[128].

Fin septembre 2011, Google s'associe à Clean Power Finance et investi 75 millions de dollars pour installer des systèmes d'énergie solaire chez des particuliers dans le but de démocratiser cette énergie auprès des citoyens[129].

Nouvelle forme de travail

Article connexe : Organisation du travail.

Google entend fonctionner avec une hiérarchie légère et peu contraignante. L'autonomie et un encadrement libéral offrent aux employés des postes de travail moins stressants. Des plannings sont établis pour établir les lignes directrices du travail collectif ; Google incite toutefois ses employés à adhérer à la politique du 80-20 : un horaire composé de 80 % de travail imposé par la direction et 20 % du temps consacré à des projets autonomes sans restrictions notables[].

Par ailleurs, Google s'efforce de créer un cadre de travail motivant. Il laisse ses employés libres de gérer l'environnement de leur poste de travail[130] et prône le travail en équipe. Pour ce faire, l'entreprise utilise des plannings communs et des wikis internes. Les lieux de travail sont également radicalement différents de ceux des

autres entreprises : la direction offre à ses salariés l'utilisation gratuite de nombreuses installations de divertissement ou de bien-être. Le Googleplex, siège de l'entreprise, comporte des salles de repos, des salles de billard, des terrains de sport, une piscine, un service de massage ou de coiffure[]. Les employés sont autorisés à amener leur chien, mais pas leur chat, au Googleplex[].

Cette politique de bien-être a pour objectif de générer une plus grande motivation et, en conséquence, une productivité accrue[]. Parallèlement, cette vie professionnelle hors norme devrait fidéliser les employés[], assurant ainsi la stabilité de la masse salariale[131],[132].

Critiques et controverses

Article détaillé : Critiques de Google.

Craintes d'un abus de position

À mesure que Google se développe et prend une importance de plus en plus considérable dans la gestion des informations mondiales, se développent en parallèle de nombreuses critiques d'une entreprise dont quelques hommes politiques (par exemple Jean-Noël Jeanneney[133]) craignent qu'elle puisse abuser de sa position, notamment en recueillant des données très privées des internautes utilisant ses services, et en les utilisant, voire en louant l'usage, de manière abusive. Un nombre croissant d'instruments informatiques a ainsi été développé par différents groupes d'activistes et de militants pour limiter les capacités intrusives de Google. Il s'agit par exemple de masquer les publicités AdWords.

Parmi ces instruments, on peut citer le réseau Tor (« The Onion Router », littéralement : « le routage en oignon »), qui anonymise les internautes (le résultat visible avec Google est que les publicités ne sont plus ciblées) ; le logiciel Scroogle, un « Google Scraper » développé par l'activiste Daniel Brandt[134] qui détourne le moteur de recherche, lui fournit une nouvelle adresse I.P. à chaque recherche, et accepte l'installation du cookie sur son serveur avant de le jeter à la poubelle ; ou encore l'extension pour Mozilla Firefox « Optimize Google, » qui permet de rendre anonyme le cookie Google, empêche Google Analytics de récolter des statistiques sur l'utilisateur et supprime également les publicités, à l'instar de Adblock Plus (extension de navigateur). Par ailleurs, certains sites militant pour la défense de la protection des informations privées[135] donnent des informations sur la manière dont les internautes peuvent faire valoir auprès des régies publicitaires, et notamment auprès de Doubleclick (acquise par Google), leur droit d'exiger que les données les concernant ne soient pas récoltées (elles le sont par défaut, mais il existe un système d'opt-out).

La question de savoir s'il vaut mieux à volume égal se voir présenter de la publicité non ciblée que ciblée reste évidemment un sujet de controverse[136].

Vie privée et informations personnelles

La multiplication des services proposés par Google engrange une demande accrue de renseignements sur les utilisateurs : suivi de la navigation et stockage des mots-clés, scan des mails dans Gmail, des informations livrées dans les formulaires, entre autres. Cela pose à chaque innovation la question du respect de leur vie privée, comme le note la philosophe et philologue Barbara Cassin dans son ouvrage sur Google. Google croise ces données pour affiner le profil des utilisateurs, et améliorer le ciblage des publicités sur internet.

Une telle concentration d'informations sur les individus et leur conservation inquiètent les organisations de défense de la vie privée sur internet, comme l'Electronic Frontier Foundation[137] ou le « Groupe de travail de l'article 29[138] » de la Commission européenne, une nouvelle forme de surveillance très sophistiquée et un danger pour la liberté des personnes. Récemment, Google fut placé tout en bas du classement[139] élaboré par l'ONG Privacy International, qui dit de Google qu'elle est « *ennemie du respect de la confidentialité en raison de la surveillance totale des utilisateurs* ». Tout ceci est d'autant plus inquiétant depuis que Google a signé un contrat de sécurisation avec le NSA, services secrets des États-Unis, laissant présager la fourniture des informations des usagers à ces

services[140]. Google est également attaqué en Allemagne par l'équivalent allemand de la CNIL, car sa Google Car collecterait toutes les informations sur les HotSpot Wifi et leurs adresses MAC sur son passage[141]. Le 29 avril 2012, le New York Times révèle que cette collecte de données personnelle n'était ni fortuite ni une erreur, mais que des responsables avaient été avertis. Ces derniers n'ont pas stoppé la démarche[142],[143]. En 2004, Google, associé à AOL, Amazon.com, CNet, eBay, Microsoft et Yahoo!, a pratiqué aux États-Unis du lobbying contre le Spyware Control Act en Utah obligeant de demander l'accord explicite de l'utilisateur pour activer des options de traçage de ses choix ou avant l'installation d'un logiciel espion[144]. Les raisons de leur opposition, selon eux, étaient d'ordre technique et non éthique : dans la lettre envoyée au sénateur Valentine et au représentant Urquhart, ils reconnaissent les *très bonnes intentions* de la loi[145].

Au sujet des éventuelles techniques de traçage employées par Google, *Google Watch*, site de l'activiste américain Daniel Brandt, tente de démontrer les failles et le manque de neutralité de Google et propose un proxy, Scroogle, permettant de soumettre une recherche Google sans être épié d'une quelconque façon. Il dénonce entre autres sa censure orientée, dans d'autres pays comme la République populaire de Chine[146], ou les États-Unis, concernant l'invasion de l'Irak et la prison d'Abu Ghraib. À ce sujet, Google a dans un premier temps refusé de se plier aux injonctions du gouvernement américain fin 2006 en ne lui donnant pas accès aux listes de recherche et URL qui lui étaient demandées pour contribuer à une loi sur la répression de la pédophilie. Néanmoins, ils ont ensuite remis 50 000 URL au gouvernement, mais le juge chargé de l'affaire a décidé que Google n'avait pas à remettre les listes de mots-clés demandées par le gouvernement[147]. En France, les garanties de respect de la vie privée apportées par la CNIL ne sont pas applicables à des services dont les serveurs sont situés hors du territoire national. Le refus de Google[148] de se soumettre aux lois locales crée donc une extension de fait de la juridiction américaine. Ce refus lui a valu le Big Brother Awards français 2007 [149].

En 2007, le chef du service expertise informatique de la CNIL juge ainsi : « En clair, Google peut contrôler toutes les données personnelles des individus. En exploitant de façon corrélée ces outils, Google pourrait se transformer en une redoutable société de surveillance. (..) Les internautes doivent savoir qu'en utilisant les services de Google, ils lui donnent la possibilité de les surveiller[150]. »" Seul Google n'a pas réagi à la recommandation du G29 (Union européenne), c'est-à-dire « de porter à six mois maximum, contre au moins douze mois aujourd'hui, la durée pendant laquelle les moteurs de recherche sur Internet ont le droit de conserver ou d'utiliser les données personnelles[151] ».

En 2012, Google modifie sa politique de règles de confidentialité, et prévoit de stocker et croiser tout élément concernant ses utilisateurs : données personnelles telles que nom, adresse, numéro de téléphone, n° de carte de paiement, données techniques sur les appareils connectés et leurs paramétrages, journaux de consultation ou d'utilisation des outils Google[152].

En 2013, le moteur de recherche communique le nombre de ses comptes internet surveillés par le gouvernement américain, dans le cadre du Patriot Act, qui cherche à prévenir d'éventuelles activités terroristes.[153]

Google Latitude

Google Latitude est un service créé en 2009 permettant de déterminer la position d'une personne s'étant enregistrée à ce service par le biais de son téléphone portable. En 2009, ce service est disponible dans 27 pays[154].

Ce service est sujet à controverse : on peut voir en Latitude un outil permettant de tracer les personnes, la vie privée peut donc être atteinte mais Google répond que cet outil a été conçu dans une autre optique : il permet par exemple de localiser sur Google maps ses enfants, ses amis ou ses collègues[155].

Google Livres

Article détaillé : Google Livres.

Google Books est un des projets annexes les plus critiqués de Google. Il consiste à numériser systématiquement le plus grand nombre possible de livres. Les critiques s'inquiètent de l'impact que la position dominante de Google peut avoir sur la numérisation des livres en général, et du traitement des droits d'auteur par Google (soit que la distribution internationale des versions numérisées violerait les droits dans certains pays, soit que la position de force de Google leur permettrait d'obtenir des concessions de droits jugées abusives).

Peines et condamnations

- Le 21 février 2008, Google a été condamné à payer 150 000 € pour contrefaçon[156].
- L'Union européenne a infligé plusieurs lourdes amendes à Google pour monopole abusif envers d'autres sociétés minoritaires.
- La branche vidéo de Google, YouTube, a été plusieurs fois condamnée à des amendes allant jusqu'à 1,6 million de dollars pour diffusions illégales ou non-respect des droits d'auteurs.
- Le 18 décembre 2009, Google a été condamné à payer 300 000 € de dommages et intérêts aux éditions du Seuil, Delachaux et Niestlé et Harry N. Abrams, ainsi qu'un euro à titre de préjudice au Syndicat national de l'édition (SNE) et à la Société des gens de lettres (SGDL) pour avoir reproduit intégralement et en rendant accessibles des extraits d'ouvrages sans l'autorisation des ayants droit. Le tribunal de grande instance de Paris a également interdit à Google de poursuivre la numérisation d'ouvrages sans l'autorisation des éditeurs[157].
- Le 8 septembre 2010, Google est condamné en France pour diffamation par algorithme pour avoir associé certains mots-clés avec les termes « viol », « condamné », « sataniste », « prison » et « violeur[158] ».
- Le 24 août 2011, Google préfère payer une amende de 500 millions de dollars aux autorités américaines, plutôt que d'être poursuivi par la justice pour avoir fait la promotion de médicaments illégaux [159].

Impact environnemental

Selon Alex Wissner-Gross, physicien à l'université Harvard, les requêtes dans Google ont un impact environnemental non négligeable en termes d'émissions de gaz à effet de serre : selon cette étude, deux recherches sur Google génèrent en moyenne 14 g de CO_2, soit autant que le fait de faire fonctionner une bouilloire. Selon les propres calculs de Google, ces requêtes ne pèsent que 0,2 g[160]. Les fermes de serveurs de l'entreprise sont notamment réputées avoir une consommation, systèmes de refroidissement inclus, représentant plusieurs centrales nucléaires.[réf. nécessaire]

Notes et références

Source internes

Blog officiel

[1] http://finance.google.com/finance?q=GOOG
[2] Le nouveau Google, fabricant de mobiles, affiche sa forme (http://lexpansion.lexpress.fr/high-tech/le-nouveau-google-fabricant-de-mobiles-affiche-sa-forme_316768.html)
[3] http://www.google.com/
[4] D'après la page de présentation de la société sur www.google.com/corporate (http://www.google.com/corporate/). Consultée le 11 octobre 2010
[7] « Qui a peur du Google », G.F., Challenges, nº 180, 17 septembre 2009, p. 57
[8] Google a identifié mille milliards d'adresses sur la Toile (http://www.levif.be/info/google-a-identifie-mille-milliards-d-adresses-sur-la-toile/article-1194673522968.htm)
[9] Google : 6,4 % du trafic Internet (http://www.clubic.com/internet/google/actualite-374870-google-trafic-internet.html), le 26 octobre 2010 sur Clubic

[21] Google fête les 10 ans de son nom de domaine (http://www.journaldunet.com/ebusiness/le-net/10-ans-google-com-0907.shtml), sur le Journal du Net le 14 septembre 2007. Consulté le 10 novembre 2012
[36] Google a racheté plus de 2000 brevets en 2011 à IBM (1030 en juillet, 1022 en août et 41 en septembre et plus de 200 autres brevets en fin d'année) (http://htc-dev.net/google-acquiert-plus-de-200-brevets-dibm/)
[37] Google dénonce les attaques de la concurrence à l'encontre d'Android (http://www.phonandroid.com/google-denonce-attaques-concurrence-android.html), sur phonandroid.com le 8 août 2011. Consulté le 10 novembre 2012
[43] « Google s'apprête à lever 4 milliards de dollars en Bourse » par la rédaction, ZDNet France, le 19 août 2005 (http://www.zdnet.fr/actualites/google-s-apprete-a-lever-4-milliards-de-dollars-en-bourse-39254693.htm)
[44] « Google porte son trésor de guerre à 7 milliards de dollars », dans *L'Expansion* du 15/09/2005 (http://lexpansion.lexpress.fr/high-tech/google-porte-son-tresor-de-guerre-a-7-milliards-de-dollars_110942.html)
[55] Réseau social : Google coupe Buzz (http://www.zdnet.fr/actualites/reseau-social-google-coupe-buzz-39764861.htm)
[87] http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Google&action=edit
[95] Source Comscore Metrix, dans *Challenges* Spécial Fortunes de France du 7 juillet 2011.
[96] Google paye en cash 12,5 milliards de dollars pour racheter Motorola Mobility et aura bouclé son acquisition, à la fin de l'année ou au début de 2012. (http://www.lefigaro.fr/societes/2011/08/15/04015-20110815ARTFIG00196-google-achete-motorola-pour-contrer-apple.php)
[106] Google va ouvrir un centre de recherche et développement à Paris (http://www.lemonde.fr/technologies/article/2010/09/09/google-va-ouvrir-un-centre-de-recherche-et-developpement-a-paris_1409091_651865.html#xtor=AL-32280308), le dans Le Monde
[107] .
[110] Voir le texte du brevet (http://patft.uspto.gov/netacgi/nph-Parser?Sect1=PTO1&Sect2=HITOFF&d=PALL&p=1&u=/netahtml/PTO/srchnum.htm&r=1&f=G&l=50&s1=6,285,999.PN.&OS=PN/6,285,999&RS=PN/6,285,999).
[111] http://code.google.com/soc/
[112] http://code.google.com/
[113] Google and the Open Source Developer (http://code.google.com/intl/fr/opensource/)
[114] 35 Google open-source projects that you probably don't know (http://blog.0x1fff.com/2009/12/35-google-open-source-projects-that-you.html), liste grandissante
[115] (http://www.latribune.fr/technos-medias/electronique/20120522trib000699726/google-finalise-le-rachat-de-motorola.html)
[116] (http://www.pcinpact.com/news/76956-finance-google-realise-nouveaux-records-mais-son-benefice-stagne.htm)
[117] Pcinpact.com (http://www.pcinpact.com/actu/news/48644-google-bilan-2008-records-benefices.htm)
[118] Malgré des résultats record, Google peine à séduire la Bourse (http://www.linformaticien.com/ActualitÃ©s/tabid/58/newsid496/7671/malgre-des-resultats-records-google-peine-a-seduire-la-bourse/Default.aspx)
[119] « Google champion de la recherche fiscale », *Le Canard enchaîné*, 27 octobre 2010, p. 2.
[120] Google : 39 milliards de cash !!!!!! (http://lupus1.wordpress.com/2011/07/24/google-39-milliards-de-cash/), 24 juillet 2011
[121] (http://owni.fr/2011/04/19/google-irlande-bermudes-evasion-fiscale/) Les îles Bermudes, la planque à billets de Google], OWNI, Avril 2011, S. Jourdan & G. Dasquié
[122] Google (http://investor.google.com/conduct.html)
[131] *Après le fordisme, le googlisme* (http://www.onfaitduweb.com/175-apres-le-fordisme-le-googlisme--comment.html)
[132] *Ils ont vécu Google* (http://www.polymtl.ca/carrefour/poly/documents/MagPolyAut2007.pdf)
[133] Dans son livre *Quand Google défie l'Europe*, voir la « bibliographie ».
[134] Scroogle staff (http://www.scroogle.org/staffsc.html)
[135] par exemple tipz.net ou assiste.com.free.fr
[137] Cf. les nombreux articles et communiqués de presse de l'EFF sur Google : < (http://www.eff.org/cgi/search-proxy.py?q=google+privacy&sa=Search+EFF)>
[138] Le groupe de travail de l'article 29 est consacré à la « protection des données et leur libre circulation », à l'échelle européenne. Cf. (http://ec.europa.eu/justice_home/fsj/privacy/news/index_fr.htm)
[139] Privacy International, < (http://www.privacyinternational.org/article.shtml?cmd[347]=x-347-553961)>
[140] 'Don't Be Evil,' Meet 'Spy on Everyone': How the NSA Deal Could Kill Google (http://www.wired.com/dangerroom/2010/02/from-dont-be-evil-to-spy-on-everyone/) sur Wired
[141] Collecte des données Wi-Fi : La Google Car mal vue en Allemagne (http://www.clubic.com/application-web/actualite-337074-collecte-donnees-wi-fi-google-mal-vue-allemagne.html) sur Clubic
[142] Data Harvesting at Google Not a Rogue Act, Report Finds (http://www.nytimes.com/2012/04/29/technology/google-engineer-told-others-of-data-collection-fcc-report-reveals.html), David Streitfeld, New York Times, dimanche 29 avril 2012.
[143] Wi-Fi capturé par Google : des responsables savaient (http://www.numerama.com/magazine/22484-wi-fi-capture-par-google-des-responsables-savaient.html), Guillaume Champeau, Numerama, 30 avril 2012.
[144] *Top web Businesses Oppose Utah Spyware Law* sur le site de slashdot.org (http://yro.slashdot.org/yro/04/03/15/1947225.shtml)
[145] *H.B. 323, while very well intentioned, would have serious unintended consequences on everyday, legitimate activities on the Internet.* Opposition to H.B. 323 (http://www.benedelman.org/spyware/utah-mar04/letter-01mar04.pdf)
[146] cf. L'article du magazine américain *Wired*, « *Google vs. Evil* (http://www.wired.com/wired/archive/11.01/google_pr.html) »
[147] Google Ordered to Submit Data for Child Pornography Study - New York Times (http://www.nytimes.com/2006/03/18/technology/18google.html?ex=1300338000&en=d5fe326ecca3c3dc&ei=5090&partner=rssuserland&emc=rss)

[148] Les dragons du web – Telos (http://www.telos-eu.com/fr/article/les_dragons_du_web)
[149] http://bigbrotherawards.eu.org/Google-Inc.html
[150] Gwendal Legrand, chef du service expertise informatique à la CNIL, *Vie privée : Faut-il avoir peur de Google*, *La Tribune*, 4 juin 2007.
[151] Jonathan Amsellem, « Internet et vie privée : vers l'anonymisation complète des données personnelles ? » (http://institut-thomas-more.org/showNews/293), *Institut Thomas More*, 15 janvier 2009.
[152] Google Règles en vigueur au 1er mars 2012 (http://www.google.com/policies/privacy/preview/) Site de Google
[153] http://www.franceinfo.fr/monde/etats-unis-des-milliers-de-comptes-internet-surveilles-confesse-google-912371-2013-03-06
[154] « Qui a peur du Google », G.F., Challenges, nº 180, 17 septembre 2009, p. 48
[156] PCInpact - News du 22 février 2008 (http://www.pcinpact.com/actu/news/41966-flach-film-google.htm)
[157] Edition: Google condamné pour avoir reproduit des extraits de livres (http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-41212840@7-46,0.html) *Le Monde* , 18 décembre 2009, 14:21.
[158] Tribunal de Grande Instance de Paris 17 chambre Jugement du 8 septembre 2010 (http://legalis.net/spip.php?page=jurisprudence-decision&id_article=2985), le
[159] Google à l'amende de 500 millions de dollars (http://www.latribune.fr/technos-medias/internet/20110825trib000644507/google-a-l-amende-de-500-millions-de-dollars.html), le
[160] Article dans Le Monde (http://www.lemonde.fr/technologies/article/2009/01/12/une-recherche-google-a-un-cout-energetique_1140651_651865.html)

Communiqués de presse

Sources éparses

Annexes

Bibliographie

- Jeff Jarvis, *Google : que ferait Google à votre place ?* (traduit de l'américain par François Druel), éditions Télémaque

essai sur la force du modèle Google et sa possible application à d'autres secteurs d'industrie.

- Randall Stross, *Google Web*, Pearson, Paris 2011, (ISBN 978-2-7440-6369-5)
- Barbara Cassin, Google, La deuxième mission de l'Amérique Paris, Albin Michel, 2011, (ISBN 978-2-226-17259-4)

essai critique prôné par Google.

- Jean-Noël Jeanneney, *Quand Google défie l'Europe*, Paris, éd. Mille et Une Nuits, 2011,(ISBN 978-2-84205-912-5)

essai sur le projet de numérisation de bibliothèques universitaires par Google.

- Boris Beaude, EspacesTemps.net, Mensuelles, 11.09.2011 (http://Espacestemps.net/692.HTML)
- Johnny Long, *Google.com : mettez vos données sensibles à l'abri des moteurs de recherche*, Dunod, Paris, 2011, (ISBN 978-2-10-049421-7) (traduit de *Google* , (ISBN 1-931836-36-1))

ouvrage sur l'utilisation des moteurs de recherche, et de Google.com en particulier, pour trouver des failles dans la sécurité des sites web et des entreprises.

- David A. Vise et Mark Malseed *Google* raconte l'ascension de la firme californienne. Ed. Dunod, 2011, (ISBN 2-10-049894-0).
- S. Balula, R. Langlade, C. Louis, P. Torloting, P. Tournier et F. Cazals, *Le Monde selon Google* Ed. Distriforce, Collection Cybersavoirs, 2011, (ISBN 978-2-9525909-1-4). explore une vision différente et critique du géant des moteurs de recherche.
- Daniel Ichbiah, *Google* fait l'historique de Google et montre ses dangers. Ed. de l'Archipel, 2011, (ISBN 978-2-84187-885-7) et 2011
- Tara Calishain et Rael Dornfest, *Google à 100 %, 200trucs, secrets et techniques*, Édition O'Reilly, 2011, (ISBN 978-2-84177-274-2).
- Ippolita, Google.
- Bruno Racine, *Google* , Plon / Tribune, 2011 (ISBN 978-2-259-21203-8)

- Renaud Chareyre, *Google spleen : la tentation de la désinformation*, Interactive Lab, 2009, (ISBN 978-2-7466-1310-2)

essai sur le modèle économique de Google.

Filmographie

- *Google, la machine à penser* de Gilles Cayatte, 2007 (52').

Articles connexes

- Liste des services en ligne de Google
- Catégorie:Google, tous les articles de Wikipédia concernant Google.
- Critiques de Google
- Plateforme Google
- Catégorie:Service Google, tous les articles de Wikipédia à ce sujet.
- Gogol (nombre)

Liens externes

- Site français (https://www.google.fr/)
- (en) Première version de Google (http://web.archive.org/web/19981111183552/google.stanford.edu/)
- Google securisé (https://encrypted.google.com/)
- g Portail de Google

Sources et contributeurs de l'article

Google *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=92540477 *Contributeurs*: (:Julien:), 16@r, 3122WIKI, 3615fun, 5afd4770411ca76c, A2, AJE, Aaker, Aboumael, Abracadabra, Abrahami, Acetone, Acpodae, Adamsandle, Ahbon?, Akeron, Akura, Alain Caraco, Albertinemeunier, Alchemica, Alchiseb, Alecool222, Alex-F, Alexboom, Alkove, Almak, Alphos, Amevellec, Anakin, Andrei2006, Antho rafa501, Antonrap, AntonyB, Apokrif, Aquadarius, Arantes, Archeos, Archibald, Archimëa, Archipel, Arkanosis, Arkantos, Arm@nd, Arnaudh, Arno., ArnoLagrange, Arria Belli, Arronax50, Artemis17170, Arthur33, Artix41, Astalaseven, Athymik, Atilin, Aurevilly, Avril genial, B-noa, B.bellec, BLANCHARD5555, BM, BMR, Badmood, Bananaflo, BankiZz, Baril, Baronnet, Barraki, Bastien Sens-Méyé, Bayo, Benji150321, Benjism89, Benjyyyy, Benoit Rochon, BenoitL, Bertol, BestOfTheWorld, Bibi Saint-Pol, Binabik155, Bkesh, Blitz444, Blowgun, Bob08, Bobochan, Boby123345432, Boism, Bokken, Bombyx, Boretti, Boubouloic, Bouche dégout, Boucot, Bourrichon, Bradipus, BrightRaven, Brunodesacacias, Buzz, Caerbannog, Caesius, Caknuck, Calo, Cantona17, Cantons-de-l'Est, Capbat, Carrera21, Carthae, Cdang, Cedric.h, Cedricb, Celette, Cenico, Cham, Chaps the idol, Charlie Pinard, Chatsam, Chris93, Christophe Dioux, Christophe Dupriez, ChtiTux, Clarence2, Coconutnut, Cody94, Colindla, Colpin11, Condunet, Copyleft, Corbel, Couscous18, Coyau, Coyote du 86, Creationlpf, Critias, Csame, Cédric Boissière, Cépey, Céréales Killer, DC2, DaOurZ, Dalnord, Damadiawara, Damien.bourcy, Danielpremier, Darkoneko, Dauphiné, David Berardan, David Latapie, DavidL, Daxou31, Daxterminator, Deansfa, Dereckson, Descartes, Desirebeast, Deslaidsdeslaids, Deuxtroy, Dfeldmann, Digitals, Divol, Dlaregbe, DocteurCosmos, Dodot, Doliox, Dsant, EDUCA33E, Ediacara, Edmond Wells, Eeeeeee, EfCeBa, Eiku, El Comandante, El Jj, Elfix, Elg, Eliot le coati, En passant, Erakor, Erasoft24, Esprit Fugace, Exhumea, Exocet, EyOne, FR, FRED, Fabienamnet, Fabio75, Fabrice75, Fafnir, Fanfwah, Faridkhan, Firebladeur, Flofloflo2, Fm790, Fokus123456, Foux, Foxandpotatoes, Foxhound, Frakir, Francesco59, Francois Trazzi, Francois.devaux, Francois506, Freezy55, Frelaur, Frigory, Fruge, Fugjuyo, Fun1as, GaMip, Gabarise, Galoric, Gede, Ggal, Ghost dog, Gilles MAIRET, Gilles dit le Lorrain, Gjacquenot, Goman, Gonioul, Googlius, Greg Monde, Gribeco, Grim Reaper, Grondilu, Grook Da Oger, Grouah, Guil, Guillaumeg33, Guillaumesavard, Guy Courtois, Gyld, Gz260, Gzen92, Gédé, H2O, HAF 932, HERMAPHRODITE, HYUK3, Hansi Klopédia, Hashar, Heckson, Hemmer, Henri Pidoux, Hercule, Herman, Herr Satz, Hiertoday, Hippo1909, Hlebret, Hlm Z., Howard Drake, Hunbentley, Hébus, Hégésippe Cormier, IAlex, IP 84.5, Idou, ImTrolling, Indo sarmil, Inhtinh, Inisheer, Insomniak, Ismael.le-mouel, Ixnay, Iznogood, JB, JBGALET, JLM, JackPotte, Jalikoud, Jamcib, Jana Jor, Jastrow, Jcbou, Jean-no, Jeanuel, Jeffdelonge, Jerome misc, Jerome66, Jesmar, Ji-Elle, Jihaim, Jipem, Jmax, Jmex, Jmfayard, JnRouvignac, Jonathan1, Jrb92, Ju gatsu mikka, Juju91, JujuTh, Jujujujujuju1051992, Jujujukikiki75, Jules78120, JulienBourdon, Kahlores, Kanabiz, KarGeN, Karl1263, Kassus, Kelam, Keriluamox, Khayil, Kilith, King Willan, Kmlz, Kndiaye, Knos, KoS, Korg, Koui², Krissprolls, Kristelj86, Kropotkine 113, Kuxu, Kyle the hacker, Kyrielli, LUDOVIC, Labbaipierre, Laclé2, Lacrymocéphale, Laddo, Lahmamsi, Laulaucmoi, Laurent Jerry, Laurent Nguyen, Laurent75005, Ld0712, Le gorille, Le pro du 94 :), LeGéantVert, Leag, Lebgdu33, Lechristo, Les3corbiers, Letartean, Leywen, Lgd, Liane Daran, Lisavinay, Litlok, Lomita, Looxix, Loran, Lovasoa, Ltrlg, Luckylabel, Lyhana8, Lyon-St-Clair, MALPAS, MB2011, MG, Maggic, Malta, Manchot, Manu1400, Manuguf, Marc Mongenet, MarcPan, Marcel.c, Marin M., Marind, Markadet, MasterGone, Masterdeis, Mathchoustone, Mathias Poujol-Rost, Mathieu fiscal, Mathieuvernin, MathsPoetry, Mathématicien joyeux, Matou91, Matpib, MatrixCM, Matth97, Matthias7012, Maurilbert, Maxime93, Mcdonalds, Meak, Med, Mehdiyahia17, Melkor73, Mfrmfr, Michaël Malter, Michel BUZE, MicroCitron, Mikayé, Mike Coppolano, Milean Creor, Milord, Minipapourachid, Mirgolth, Mitch-mitch, Mkende, Mmenal, Moala, Moez, Moyg, Mrl, Mro, Muphin, Murthag06, Music85, Muttonheads, Myst, Mythos75, Mzelle Laure, Málásgløbdük, N'importe lequel, N0osphR, Nabucco, Nadim68, Nakor, Namino, Nanoxyde, Napishtim, Narcisse De VastePrairie, NeMeSiS, Necrid Master, Neocasanova, Neofutur, Neuceu, Neurasthénie galante, Neytiri, Nezdek, Nice Breakfast, Nicolas Lardot, NicolasDumoulin, Nielluin, Nini1502, Nnemo, Nojhan, Nono64, Notafish, Notron, Nouill, Noytbi, Nyco, Nyro Xeo, O. Morand, OBreizMaBro1, ObiWan Kenobi, Oblic, Oblomov2, Od1n, Odrevet, Ofol, Okno, Oliezekat, Oliv21, Olivemrs, Oliver Rowe, Olivier Teuliere, Ollamh, Olmec, Oltarus, Olympio74, Omarabid2, Ordifana75, Orlodrim, Orphée, Orthogaffe, Orthomaniaque, Overflorian, Overmac, Oxo, Oz, PALMATH, PIerre.Lescanne, PMB, Pachanka, Padawane, Pako-, Palacky, Palpalpalpal, Pamputt, Panoramix, Papa6, Papillus, Pautard, Peco, Penjo, Petit homme, Pgreenfinch, Phe, Phive, Pickupjojo, Picti90, Pixeltoo, Pixinet, Playtime, Ploum's, Plyd, Pmarchiset, Poepeee, Poleta33, Polofrfr, Pom445, Pontauxchats, Popolon, Poppy, Poyel, Progfrance, Pseudomoi, Ptyx, Punx, R0102, RPGsquare, Rabii-slipknot, Rafke2, Raph, Raphaël Badawi, Raptor.cbre, Rayman3640, Reclame, Red2, Remember98, Renaud19, RenaultR83, Reuillois, Rhizome, Riana 2011, Ribaute, Rigas, Riku Asakura, Rinaku, Rinaldum, Robino1111erny, Roland Moreno, Romain Heuillard, Roysten, Rubenxela, Rune Obash, Ryo, Rémih, STyx, Sabrinadavid, Sador, Salsero35, Samuel-basket, Sanao, Sanguinez, Sardur, Schoolbay, Scullder, Seb35, Sebb, Sebcaen, Sebchapo, Sebjarod, Sebleouf, Sebmonnier, Sequajectrof, Shaihulud, Shaitan, Shawn, Sherbrooke, SiM07, Sideshowbob, SignUp!, Simon951434, Sisebut, Skiff, Skippy le Grand Gourou, Slayer, Snoow, Solensean, Solveig, Sourinux, Speculos, Spedona, Spooky, Spymonster, Sqdqsdds5, Ssx3max, Stangman, Stanlekub, Starus, Strangeways, Stéphane33, Sublimo69, Suddenci, Suisui, Superjuju10, Swek60, Swirl, Sylvestre, Symbolium, Séb, Sémhur, TASSADAR, Taguelmoust, Tango Panaché, Taskin, Tavernier, Tejgad, Tertulien, The Titou, TheShasdow, TheWAll, Thedreamstree, Theoliane, Thesirix, Thibault Taillandier, Thibault z38, Thingol, Thkperson, Tibdu29, Tiego, Tieno, Tieum, Tieum512, Tigre8996, Tintamarre, Tiptopdu, Tiretdu8, Titzel, TomT0m, Toto Azéro, Totoch35, Touns, Tpa2067, Treanna, Trio93, Tswak, Tu5ex, Turb, Unimop, Urban, Vahé Tildian, Valéry Beaud, VanVan76, Var, Vargenau, Vatekor, Versgui, Vincent Lextrait, Vincent.vaquin, Vinni-Puh, VonTasha, Voodoo, Vortesteur, Vyk, Vérité, Wagaf-d, Weft, Wikiloo, Wilinckx, Woozz, Xavi161, Xavier Combelle, Xfigpower, Xic667, Xmlizer, Xofc, Yammick5, Yaseen, Yelkrokoyade, Yodaz, YolanC, Youandme, Youssefsan, Yuleesize, Zandr4, Zetud, Zil, Zilo, Zubro, hirondelle.eei.metro-u.ac.jp, pool-162-83-141-225.ny5030.east.verizon.net, script de conversion, ~Pyb, Égoïté, Épiméthée, 1186 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Image:Disambig colour.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Disambig_colour.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Bub's

Fichier:Google-Logo.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Google-Logo.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Google Inc/User:Nicky Nouse. Original uploader was Nicky Nouse at en.wikipedia

Fichier:Flag of the United States.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_the_United_States.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Dbenbenn, Zscout370, Jacobolus, Indolences, Technion.

Fichier:Increase2.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Increase2.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Sarang

Fichier:Google Appliance.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Google_Appliance.jpg *Licence*: Trademarked *Contributeurs*: Barabas

Fichier:IllegalFlowerTribute1.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:IllegalFlowerTribute1.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs*: Xhacker

Fichier:Google España.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Google_España.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution 2.0 *Contributeurs*: Enrique Dans

Fichier:Google China headquarter in Beijing.jpg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Google_China_headquarter_in_Beijing.jpg *Licence*: Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs*: M. Weitzel

Fichier:Umsatz- und Gewinnentwicklung Google.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Umsatz-_und_Gewinnentwicklung_Google.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: FelixReimann

Fichier:G.svg *Source*: http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:G.svg *Licence*: Public Domain *Contributeurs*: Wyatt915

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
//creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/